

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE.

TOME PREMIER.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763
JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,
DOCTEUR EN DROIT, ET PROFESSEUR DE DROIT DES GENS À L'UNIVERSITÉ DE VIENNE.

TOME PREMIER.

LEIPZIG:
F. A. BROCKHAUS
1855.



AVANT-PROPOS.

En publiant une collection des traités de l'Autriche, je ne crains point d'encourir le reproche d'augmenter inutilement le nombre, déjà assez considérable, des différentes collections des traités publics de l'Europe. — L'étude de l'histoire des rapports internationaux de l'Autriche, que j'ai toujours cultivée avec une prédilection particulière, et l'accomplissement des devoirs que m'impose ma chaire du droit des gens, m'ont depuis longtemps fait sentir assez vivement le manque d'un recueil spécial des traités publics de mon pays.

J'ai été souvent dans le cas d'entendre les plaintes des personnes vouées aux affaires, qui, se trouvant dans la nécessité d'avoir sous leurs yeux les traités publics de l'Autriche, se voient obligées de les extraire péniblement du Recueil volumineux de feu Monsieur de Martens, ou des différentes collections des lois de l'Empire d'Autriche, vu qu'il existe une quantité assez considérable de conventions, qui sans être contenues dans les Recueils spéciaux, n'ont été publiées que sous la forme d'ordonnances ou d'édits.

L'ouvrage même de Monsieur G. Frédéric de Martens, indispensable à tous ceux qui cultivent la science du droit international, ou qui, par leur position officielle, sont appelés à s'occuper des affaires étrangères, devient d'année en année, par sa complication même, d'un usage moins commode.

Les changements introduits par les continuateurs du grand Recueil, le Baron Charles de Martens, Saalfeld et Murhard, dans les titres et le numérotage des différents volumes de cette vaste collection n'ont servi qu'à en rendre l'emploi extrêmement difficile. L'esprit se confond et s'égare dans ce Recueil de traités (dont au surplus les premiers huit volumes ont été publiés dans une seconde édition), suivi de Suppléments, d'un Nouveau Recueil des traités, de Nouveaux Suppléments, d'un Nouveau Recueil général. On a vraiment de la peine à s'orienter et à trouver le fil de l'ordre dans ce labyrinthe de documents; et la Table générale du Recueil en deux volumes, rédigée, si je ne me trompe, par les soins du Baron Charles de Martens (Göttingue 1837 — 1843), dont je suis loin de contester le mérite, ne saurait que remédier très-imparfaitement aux défauts de l'original. Cette Table, défectueuse elle-même en beaucoup d'endroits, contient un double registre, l'un dans l'ordre chronologique des traités, l'autre d'après l'ordre alphabétique des différents états. Le sommaire des traités, exposé brièvement dans leurs titres, laisse beaucoup à désirer sous le rapport de la clarté et de l'exactitude. — Enfin, tous les connaisseurs conviendront avec nous, que la chose la plus simple et la plus commode pour les lecteurs, aurait été de numéroter l'ouvrage entier, le Recueil primitif et toutes ses continuations d'une série de nombres non interrompus, et que l'état de désordre dans lequel se trouve actuellement cette collection, en exige impérieusement une révision complète, une édition corrigée sinon entièrement refondue.

J'ai été moi-même obligé de recourir très-souvent au Recueil de Martens, dont j'ai tiré une partie très-considérable de ma collection, et je sais combien m'a coûté de travail et d'ennui la recherche des traités respectifs éparpillés dans une masse de documents des plus diverses espèces.

Les traités et autres transactions publiques de la plupart des grands états de l'Europe et même des états d'une impor-

tance bien inférieure à celle de l'Autriche ont été depuis longtemps rassemblés dans des collections spéciales, soit par l'ordre des gouvernements, soit par les soins des publicistes.

En voici les principales :

C. A. von Kamptz. Die Handels- und Schiffahrtsverträge des Zollvereins. Braunschweig, 1845. In-8.

C. M. von Aretin. Chronologisches Verzeichniss der bayerischen Staatsverträge von 1503 — 1819. Passau, 1839. In-8.

S. S. Oechsle. Verzeichniss der von Würtemberg mit auswärtigen Staaten abgeschlossenen Verträge, von 1800 — 1840. Stuttgart und Tübingen, 1842. In-8.

F. W. von Rohrscheidt. Preussens Staatsverträge. Berlin, 1852. Gr. in.-8.

F. A. Strackerjahn. Schiffahrts-Handbuch. Eine Sammlung der von Oldenburg abgeschlossenen Handels- und Schiffahrtsverträge. Oldenburg, 1852. In-8.

L. Hertslet. Collection of the treaties and conventions at present subsisting between Great Britain and foreign powers, relating to commerce and navigation. Vol. I to VII. London, 1851. In-8.

D'Hauterive et de Cussy. Recueil des traités de commerce et de navigation de la France avec les puissances étrangères depuis la paix de Westphalie, etc. Paris, 1833 — 1844. 10 vol. in-8.

Solar de la Marguerite. Traités publics de la Royale maison de Savoie avec les puissances étrangères depuis la paix de Château-Cambrésis jusqu'à nos jours. Turin, 1836—1853. 7 vol. in-4.

A. Del Cantillo. Tratados de paz y de comercio, que han hecho con las potencias estranjeras los Monarcas Españoles desde el anno 1700 hasta el dia. Madrid, 1843. In-4.

Santarem, Visconde de. Quadro elementar das relações politicas e diplomaticas de Portugal, com as diversas potencias do mundo, desde o principio da Monarchia Portugueza até a nossos dias. Vol. I—VIII. XIV—XV. Paris, 1842—1854. In-8.

H. A. Van Dijk. Répertoire historique et chronologique des traités conclus par la Hollande depuis 1789 jusqu'à nos jours. Utrecht, 1845. In-8.

Véga, Désiré de la Garcia de. Recueil des traités et conventions concernant le Royaume de Belgique. Bruxelles, 1850. In-8.

J. Elliott. American diplomatic code, embracing the treaties and conventions between the United States and foreign powers from 1778—1834. Washington, 1834. 2 vol. in-8.

Public Statutes at large of the United States of America, from the organisation of the Government in 1789 to March 1845. 10 vol. with a Synoptical Index to the Laws and *Treaties*, prepared under the direction of the Senate. Boston, 1852. Gr. in-8. Vol. VII and VIII embracing the *Treaties* between the United States and foreign nations.

Documents et traités publiés dans les langues russe et française par la chancellerie impériale à St. Pétersbourg, 1825. 2 vol. in-fol.

Quant à l'Autriche, elle ne possède jusqu'au moment actuel aucune collection consacrée exclusivement à ses traités publics. Le Recueil des traités et des principales conventions concernant le commerce et la navigation des sujets autrichiens dans les États de la Porte Ottomane, publié dans les langues italienne et allemande par l'imprimerie de la cour et de l'état à Vienne en 1844, n'embrasse qu'un nombre fort restreint des traités, dont l'utilité éminemment pratique a inspiré au gouvernement l'idée de les porter officiellement à la connaissance des négociants et des navigateurs autrichiens intéressés dans le commerce de l'Orient.

Les anciens traités de l'Autriche ont, à la vérité, toujours trouvé leur place dans les grandes collections des temps antérieurs: dans le Corps universel diplomatique de Du Mont, dans le Code diplomatique de Lunig, dans les collections de Schmauss et de Wenck, enfin dans le Recueil de Martens. Rien de plus naturel. Depuis plus de trois siècles consécutifs les souverains de l'Autriche furent en même temps les chefs élus de l'Empire germanique, dont l'histoire est liée d'une manière inséparable à celle de la monarchie, que le génie de Rodolphe d'Habsbourg avait fondée, et que ses successeurs avaient su consolider et agrandir avec tant de sagesse, de persévérance et de bonheur.

Forts de cette position doublement imposante, les souverains des pays autrichiens, portant la première couronne de la chrétienté, influèrent dans tous les temps d'une manière puissante sur la plupart des grandes transactions des états européens. Les deux dignités de souverains des pays héréditaires de l'Autriche et d'Empereurs d'Allemagne se trouvant pendant des siècles réunies dans les mêmes personnes, il en résulta que les traités conclus par ces souverains furent toujours considérés comme des traités des Empereurs et de l'Empire.

Aussi n'avait-on pas besoin, pour les qualifier de cette sorte, de recourir à une fiction, presque tous ces traités étant conclus soit au nom de l'Empire, soit dans son intérêt. La gloire et la puissance des souverains de l'Autriche ne pouvaient que rejaillir sur l'Allemagne. Elles avaient en commun et les avantages et les dangers, et quand leur souverain commun stipula avec l'étranger, ce fut toujours autant dans l'intérêt de l'Allemagne que dans celui de l'Autriche.

Cependant le développement naturel des suites inévitables de la paix de Westphalie, les dissensions religieuses, le désir effréné des princes de l'Empire d'étendre leurs droits au détriment de ceux de l'Empire, ne tardèrent point d'exercer leur in-

fluence funeste sur son sort. Le vénérable corps germanique, centre et pivot du système politique de l'Europe, tomba de plus en plus en déconsidération et en impuissance. La rive gauche du Rhin en fut détachée par la paix de Lunéville au profit de la France, et le recez de la députation d'Empire de 1803, qui devait régler l'indemnisation des princes dépossédés par cette cession, fut le précurseur de la dissolution de l'Empire. Cet Empire n'existait plus que de nom, quand son dernier Empereur avisa qu'il ne manquait que le nom à sa monarchie héréditaire, dont l'existence de fait et de droit avait été cimenté par les siècles. Le nom et l'existence individuelle de l'Empire d'Autriche comme tel, datent de 1804. La monarchie, jeune Empire et ancien état, sortit glorieusement de la longue lutte avec la France. Devenue membre de la confédération allemande avec les provinces, qui anciennement avaient fait partie de l'Empire germanique, elle conclut depuis 1804 et depuis 1815 une foule de traités comme état indépendant et séparé, comme une des grandes puissances de l'Europe.

Certains traités accordant des droits ou imposant des obligations aux sujets, comme les traités de commerce et de navigation, ceux conclus pour l'extradition réciproque des déserteurs et des criminels, pour l'abolition du droit de retraite, en général tous ceux, qui règlent les rapports du droit international privé, ont été publiés par le gouvernement dans les collections des lois administratives et judiciaires, ou imprimés séparément dans des feuilles volantes. Les traités politiques proprement dits, n'ont pas été imprimés dans ces publications officielles du gouvernement.

L'année 1848 amena un système différent par rapport à la publication des lois. Une collection générale des lois de l'Empire (Reichsgesetzsammlung) remplaça les anciennes collections, sans distinction des objets qu'elles concernent et des ministères dont dépend leur exécution. Vrai bulletin des lois,

elle les embrasse dans leur totalité : lois administratives, financières, judiciaires et autres. Le gouvernement se hâta de faire insérer dans cette collection tous les traités conclus avec les puissances étrangères, et de les livrer immédiatement après leur ratification au grand jour de la publicité, en devançant ainsi la célérité des journaux.

Le nombre de ces traités grossissant continuellement, je crus que je ne devais pas différer davantage la publication d'un Recueil, dont le but est de rassembler dans un seul corps tous les traités conclus entre l'Autriche et les puissances étrangères depuis 1763.

J'ai pris pour point de départ de mon travail l'année 1763, et je vais en dire la raison. Je n'hésite pas d'abord à avouer, que cette raison n'était originairement qu'accidentelle et extérieure. Forcé de recourir à chaque instant au Recueil de Martens, j'ai préféré de copier successivement les traités concernant l'Autriche et ses rapports extérieurs, et je ne tardai pas à m'apercevoir que ma collection manuscrite devenait de jour en jour plus étendue. Pour la compléter autant qu'il était en mon pouvoir, j'y ajoutai nombre de conventions, tirés de quelques-uns des recueils spéciaux cités ci-dessus et de différents autres ouvrages. Ma collection grandissant pour ainsi dire sous ma main, j'ai cru qu'en la publiant je rendrais quelque service aux hommes appelés au maniement des affaires publiques et à tous ceux qui s'intéressent à la science du droit international. Il s'agissait alors pour moi de fixer l'époque à laquelle remonteraient les premiers documents à insérer dans mon Recueil. Je me suis demandé d'abord s'il ne fallait pas borner ce Recueil aux traités conclus par l'Autriche depuis 1804, c'est à dire depuis la création du titre de l'Empire d'Autriche. Mais l'ensemble des pays soumis à la domination de la dynastie d'Habsbourg avait indubitablement formé un seul état, long-temps avant qu'il eût été compris sous le nom d'Empire, et ses souverains avaient comme tels contracté des

alliances et conclu des traités nombreux avec les puissances étrangères. Fallait-il d'un autre côté remonter plus haut que l'époque adoptée par Monsieur de Martens comme point de départ? Où s'arrêter alors pour fixer la limite du travail sans l'étendre outre mesure? L'année 1763 et notamment la paix de Hubertsbourg m'a paru répondre à toutes les exigences de l'utilité publique aussi bien que de la science du droit des gens moderne. Ce n'est pas qu'il n'existe des traités antérieurs à cette année, qu'on ne puisse considérer comme valables, mais leur nombre sera en tout cas fort limité et leur application très-rare. La paix de Hubertsbourg, qui termina la guerre de sept ans, tout en confirmant le statu quo avant la guerre, marque sans doute dans l'histoire de l'Europe et de l'Autriche en particulier. La monarchie de Marie-Thérèse s'était consolidée par la longue lutte même, qu'elle avait à soutenir depuis l'avénement de cette princesse, et dont la guerre de sept ans n'avait formé qu'un épisode. Mais la conquête de la Silésie fut maintenue en faveur de la Prusse. C'est ainsi que s'éleva au sein de l'Empire une puissance rivale de l'Autriche. L'unité du corps germanique fut brisée, et ce corps se partagea entre les deux puissances prépondérantes, l'Autriche et la Prusse.

La Russie avait été l'alliée de l'Autriche pendant la guerre de sept ans. Mais Pierre III était à peine monté sur le trône en 1762, qu'entraîné par son admiration enthousiaste pour le roi de Prusse, il n'eut rien de plus pressé que de faire sa paix avec ce monarque, et de lui envoyer même un corps de troupes auxiliaires. Il fut détrôné après un court règne de six mois, et son épouse, Catherine II, loin d'embrasser sa politique, rappela de la Silésie les troupes russes, et déclara qu'elle conserverait la paix et la neutralité vis-à-vis des deux puissances belligérantes. Cette déclaration contribua essentiellement à amener entre elles la conclusion de la paix, et à procurer à la Russie un ascendant, une influence directe sur les affaires de l'Allemagne.

A la même époque l'Angleterre se trouva au faîte de sa grandeur, et son influence sur la politique du continent ne fut qu'augmentée depuis la paix de Paris, qui précéda de quelques jours celle de Hubertsbourg. Toutefois, Frédéric II, son allié, ayant été, si non abandonné, du moins faiblement appuyé par le cabinet de Londres, il se tourna vers la Russie, et s'allia intimement avec cette puissance.

Enfin une époque embrassant environ un siècle, — car c'est jusqu'au temps le plus récent que je pense étendre mon travail, — époque plus fertile en grands événements et changements politiques que celles, qui la précédèrent, peut fournir sans doute des matériaux assez riches, pour en former une collection des traités.

Cependant tout ce que j'avais été à même de recueillir dans le but que je m'étais proposé originairement, n'étant puisé que dans des sources imprimées, j'ai sollicité et obtenu la permission de copier et de publier dans mon Recueil, les traités dont les originaux se trouvent déposés aux archives de cour et d'état de l'Empire. Cette permission m'a été accordée de la manière la plus bienveillante et la plus libérale, et c'est m'acquitter d'un vrai devoir, que de prononcer ici ma profonde reconnaissance envers *Leurs Excellences, Monsieur le Comte de Buol-Schauenstein, Ministre des affaires étrangères de l'Autriche, et Monsieur le Baron de Werner, Sous-Secrétaire d'État au département des affaires étrangères.* Grâce à la bienveillance éclairée de ces illustres hommes d'état, j'ai pu enrichir ma collection des documents les plus précieux inédits jusqu'à ce jour, et rectifier ou compléter bien des documents publiés par mes prédécesseurs. Ayant indiqué à la tête de chaque traité la source dont il a été tiré, le public verra par la citation si fréquente des «Archives de cour et d'état de l'Autriche» *), que j'ai fait l'usage le plus ample des trésors con-

*) La construction: «Archives de la cour et de l'état de l'Autriche» est peut-être grammaticalement plus correcte, mais j'ai suivi la termi-



tenus dans ces archives. Je dois pourtant observer que mon Recueil n'est destiné qu'à recevoir des traités, des conventions de tout genre, et que par conséquent les mémoires, notes et autres écrits ministeriels en sont exclus. Si quelques-uns se sont glissés parmi les traités, c'est parcequ'ils ont été copiés du Recueil de Monsieur de Martens par l'inadvertance du copiste. Il en est de même à l'égard de deux ou trois ordonnances impériales, p. e. celle de l'Empereur Joseph II, contenant la prohibition de l'importation de marchandises étrangères; et même ces pièces ayant trait aux rapports avec l'étranger ne seront pas réputées tout-à-fait inutiles. Une fois copiées, je n'ai pas jugé nécessaire de les soustraire à l'impression. Si j'ai inséré quelques traités antérieurs à l'année 1763, conclus avec la Porte Ottomane et formant toujours la base de nos rapports internationaux et commerciaux avec cet état limitrophe, je ne crains point d'encourir un reproche de la part des lecteurs.

Tous les traités, à l'exception d'une nombre fort limité dont je ne pouvais communiquer qu'un extrait sommaire, seront publiés en entier, d'un bout à l'autre. L'époque du commencement de mon Recueil une fois arrêtée, j'ai cru de mon devoir de publier tous les traités à ma disposition, et chacun d'eux complètement. Je ne me suis pas cru autorisé à distinguer entre des traités de plus grande ou moindre importance, entre ceux, qui n'ont aujourd'hui qu'un intérêt purement historique ou ceux dont l'application peut encore avoir lieu de nos jours. Le «Recueil manuel et pratique» de Messieurs de Cussy et de Martens, offrant en cinq volumes un extrait succinct du grand Recueil de Martens et ne donnant que les clauses essentielles des traités actuellement en vigueur, est un ouvrage éminemment pratique et je suis loin d'en contester le mérite. Mais cet ouvrage est calqué sur un plan bien différent du mien.

nologie adoptée par l'acte final du congrès de Vienne, dans l'art. 121 «Archives de cour et d'état de S. M. I. et R. Apostolique.»

Moi, je me suis proposé de publier un Recueil spécial des traités de l'Autriche depuis 1763, mais de les communiquer tous et entièrement depuis cette époque jusqu'à nos jours. Dans ce plan tous les traités sont de la même importance, et le mérite du Recueil consistera principalement dans l'exécution consciencieuse de ce plan. Tel traité d'ailleurs, qui au premier coup d'oeil paraît insignifiant, et d'aucune utilité pratique, devient parfois de la plus grande importance, quand il est invoqué par une des parties intéressées. On le déterre de l'oubli dans lequel il a été plongé, on le commente et en reproduit les clauses principales. Nombre de traités acquièrent cette importance par d'autres auxquels ils se réfèrent et se rattachent. On s'en sert pour modèle dans l'avenir, on les cite comme preuves à l'appui de l'usage du droit des gens. Rien de plus difficile pour l'éditeur d'un Recueil non officiel, — et tel est la nature du mien — que de démêler les traités pratiquement applicables de ceux qui ne le sont pas. Les hommes mêmes, traitant les affaires politiques ne risqueraient point d'émettre à ce sujet une opinion catégorique. Au surplus, je prierais d'observer qu'un Recueil rédigé dans les vues que j'ai exposées plus haut, est un vrai Recueil de pièces justificatives de l'histoire diplomatique du temps qu'il est destiné à embrasser. L'utilité historique marche ici de pair avec l'utilité proprement dite pratique. Ma prétention n'est pas de donner un Recueil complet dans toute l'étendue du mot; je sens plus que personne l'immense difficulté d'une telle tâche et ne crois pas que les forces restreintes d'un seul individu le permettent; mais j'ai fait des efforts sérieux pour compléter mon travail, et le lecteur jugera si j'ai réussi selon mon espérance et mon ardent désir.

L'ouvrage entier sera composé de quatre volumes, dont le premier est terminé par la convention de Lunéville du 26 Janvier 1801. On trouvera à la fin de chaque volume une table chronologique des traités y contenus. Je joindrai au

dernier volume un triple registre, qui, je l'espère, servira à faciliter l'usage et à augmenter l'utilité du Recueil entier. Ce sera d'abord un index chronologique de la totalité des traités contenus dans le Recueil. Viendra ensuite une table des traités d'après l'ordre des différents états avec lesquels l'Autriche a contracté des engagements. On trouvera enfin une spécification de tous les traités rangés d'après l'ordre systématique des matières qu'ils concernent. C'est ainsi qu'on sera à même de s'orienter aisément dans cette masse des conventions publiques et d'embrasser d'un coup d'oeil les rapports internationaux de l'Autriche, tels qu'ils se sont formés et consolidés depuis près de cent ans. Ce sera une espèce de catalogue raisonné du droit international de l'Autriche.

Quant à la langue des traités, ceux que j'ai puissés aux archives de cour et d'état de l'Autriche sont toujours publiés dans la langue de l'original déposé aux archives; ceux que j'ai trouvés dans le grand Recueil de Martens ou ailleurs sont pour la plupart rendus comme dans ces livres, c'est à dire dans la traduction française ou dans l'original. J'ai parfois trouvé aux archives des ratifications originales dans des langues qui ne m'étaient pas accessibles, par exemple en suédois ou en russe, et alors je me suis borné à donner la date de la ratification.

Quant aux différentes sources dont les documents de mon Recueil sont tirés, j'ai dit plus haut, qu'elles seront indiquées expressément en tête de chaque pièce, et il ne me restera qu'à les exposer dans leur ensemble à la fin du dernier volume.

«L'aperçu des traités conclus par l'Autriche à commencer de l'avénement de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours» publié à Vienne en 1854, par *Monsieur de Vesque*, conseiller aulique auprès du ministère des affaires étrangères, livre que je recommande à tous ceux qui s'occupent du droit public de l'Autriche, m'a été d'une grande utilité, en me facilitant la recherche des matériaux imprimés de mon Recueil.

Quant aux archives de cour et d'état de l'Autriche, dont l'usage m'a été accordé par la permission grâcieuse du ministère des affaires étrangères, c'est à la bonté et à l'obligeance extrême de *Monsieur Wocher*, official aux archives, que je dois en grande partie la possibilité d'avoir pu exploiter au profit de mon Recueil les matériaux confiés à sa garde, et qu'il a su ordonner et ranger d'une manière lucide par un travail infatigable et consciencieux de longues années.

La copie manuscrite des documents, qui forment l'objet de mon Recueil, étant achevée, l'impression et la publication des volumes suivants pourra avoir lieu sans interruption. Je mettrai dans les intervalles tous mes soins à remplir des lacunes qui existeraient par ci par là, à compulser toutes les collections des traités, des lois de l'Empire aussi bien que les archives, pour qu'aucune pièce importante et entrant dans le cadre de mon ouvrage n'y soit omise. Si malgré toute l'assiduité que je ne manquerai pas de consacrer à ma tâche, il m'en échappait pourtant quelques-unes dans les premiers volumes, je les annexerai en guise de supplément au dernier volume. Tout connaisseur qui s'est occupé de travaux de ce genre saura, combien il serait téméraire de s'engager à donner une collection entièrement complète. Les recherches les plus exactes ne peuvent jamais garantir l'intégrité absolue d'un tel Recueil.

Le lecteur indulgent n'oubliera pas sans doute, que mon Recueil est le premier qui soit destiné exclusivement aux traités de l'Autriche, et il jugera par lui-même, si malgré toutes les difficultés inséparables d'une entreprise comme la mienne, j'ai été en état de rendre mon Recueil utile aux diplomates et autres agents politiques et commerciaux, et en général à tous ceux qui, soit dans un but scientifique, soit dans la gestion des affaires politiques, s'intéressent à l'étude des traités internationaux. Je trouverais dans un tel résultat la plus douce récompense de mon activité; et l'idée d'avoir pu rendre un service, quelque

faible qu'il soit à mon pays, comblerait tous les voeux que j'ai formés en entreprenant ce travail.

Plus que jamais l'attention du monde est dirigée sur *l'Autriche.* Gardienne de l'équilibre politique de l'Europe et du principe conservateur de la société, elle n'hésita point à procéder, dans l'intérêt de ce principe même, à la grande oeuvre d'une nouvelle organisation intérieure. Les crises violentes des dernières années n'avaient, comme toutes celles qui précédèrent, que contribué à fortifier et à consolider cet Empire. Unie et puissante, recherchée par d'anciens ennemis, ses rivaux, l'Autriche occupe dans le moment actuel, grâce à la politique intelligente et énergique qui en dirige les destinées, une position digne et imposante parmi les grandes nations. Un corps des traités de l'Autriche fournira des preuves nombreuses de son respect pour le droit public de l'Europe et le système d'équilibre cimenté au prix de tant de sang et de sacrifices. Combien de fois l'Autriche n'a-t-elle pas préféré souffrir des pertes sensibles que de se séparer de la cause commune de ses alliés! Fidèle à cette cause, elle a même su combattre seule et glorieusement dans l'intérêt de l'Europe, non moins que dans le sien, quand ses alliés l'abandonnaient à ses propres forces. Boulevard de l'Europe pendant des siècles contre l'invasion de la barbarie orientale, et la tendance de la France à s'ériger en monarchie universelle, elle prend très au sérieux ce système d'équilibre politique, et fera de constans efforts pour qu'il ne soit jamais ébranlé. Si les traités de l'Autriche sont en grande partie des traités européens, comme tous ceux sur lesquels repose le droit public de l'Europe, ses conventions conclues avec les puissances étrangères, par rapport au commerce et à la navigation, témoignent de la sollicitude qu'elle a consacrée de tout temps à promouvoir ces grands intérêts de ses peuples. Une foule de traités concernant l'exécution des sentences des tribunaux étrangers, l'extradition des héritages des étrangers dévolus à nos sujets et réciproquement, la garantie

de la propriété littéraire et artistique etc., prouvent combien le gouvernement autrichien a toujours eu à coeur de cultiver les rapports du ***droit international privé***, devenu dans les temps les plus récents l'objet des travaux scientifiques des publicistes et des jurisconsultes les plus éminents, et dont le développement ne peut qu'influer puissamment sur les législations des divers états formant la grande société internationale. Plus ces traités pacifiques augmentent en nombre, plus les rapports de peuple à peuple s'affermissent, et plus la vraie civilisation et le bonheur de l'humanité y gagnent.

Si j'ai été un peu prolixe dans cette préface, la nouveauté de l'entreprise m'excusera peut-être aux yeux du lecteur bienveillant, et si je me sers moins habilement de la langue française, qui est celle des diplomates et des publicistes, cet aveu et le motif de mon entreprise me vaudront peut-être l'indulgence de ceux qui possèdent cette langue mieux que moi.

Vienne, le 8 Mai 1855.

LÉOPOLD NEUMANN.

1.

27 Juillet 1718.

'raité de commerce et de navigation entre Charles VI, Em- ıereur des Romains et le Sultan Achmet Chan, Empereur des Ottomans, conclu à Passarowiz le 27 Juillet 1718. 1718

(Raccolta dei Trattati colla Porta Ottomana, Vienna 1844, p. 4.)

'rattato di commercio e di navigazione, conchiuso e sottoscritto ɾresso Passaroviz ai 27 di Luglio dell' anno 1718 fra il Sere- issimo e Potentissimo Principe e Signore Carlo 6. eletto Impera- ɔre de' Romani, sempre Augusto, e Rè di Germania, delle Spagne, 'ell' Indie, d'Ungheria e di Boemia ecc. ecc. dall' una, ed il Se- enissimo e Potentissimo Principe e Signore Sultano Acmelo Chan, ɲperatore degli Ottomani, dell' Asia e della Grecia ecc. dall' altra parte.

ıNoi Carlo per la Grazia di Dio Eletto Imperatore de' Romani ecc. facciamo noto a chiunque vedrà, leggerà o sentirà la pre- sente lettera, od in qualsiasi modo verrà in cognizione del con- tenuto, qualmente col favore della divina Providenza fra Noi dall' ɹna ed il Serenissimo e Potentissimo Principe e Signore Sultano Acmeto Chan, Imperatore degli Ottomani ecc. dall' altra parto, ristabilita recentemente la pace a Passaroviz nella Servia, onde confermare l'amicizia e la confidenza fra i Nostri Imp. Reg. sud- diti ed i sudditi Ottomani, mediante li Commissarj a ciò special- nente deputati e muniti delle facoltà e dei poteri necessarj è ıtato conchiuso uno speciale Trattato di commercio e di naviga- ione del seguente tenore.

In Nome della Santissima ed Indivisibile Trinità.

In perpetua memoria sia fatto noto a chiunque importasse potesse importare di sapere, qualmente dopo rinnovata e con- ıiusa l'alma pace fra il Serenissimo e Potentissimo Principe e

1718 Signore Carlo, eletto Imperatore dei Romani, sempre Augusto, Rè di Germania, delle Spagne e dell' Indie, d'Ungheria, di Boemia, Dalmazia ecc. ed il Serenissimo e Potentissimo Principe e Signore Sultano Acmeto Chan, Imperatore degli Ottomani ecc. dall' altra parte, ambe le loro Maestà Imperiali hanno cercati di contribuire il più che fosse possibile alla consolidazione di questa pace ed all' aumento della buona intelligenza e della confidenza reciproca.

A quest' uopo hanno stimato essere cosa la più opportuna il garantire ai sudditi di ambi gli Imperi il commercio libero sui fiumi, per terra e per mare, stabilindo con degli articoli convenienti le condizioni speciali, o prevenendo in tal modo fermamente e vigorosamente tutte le difficoltà e dissensioni che potrebbero debilitare la buona amicizia. Quindi si sono riuniti presso Passaroviz da parte di S. M. I. R. Apost. e Romana l'Illustrissimo Signore Anselmo Francesco di Fleischmann, e di parte di Sua M. Ottomana, l'Illustrissimo Signore Seifullah Effendi, in qualità di Ambasciadori nominati e Plenipotenziarj, ed a tenore dell' articolo decimo terzo inserto nello Stromento dell' alma Pace, sono convenuti dei seguenti 20 articoli.

Art. I. Fra i sudditi d'ambi gli Imperi, del Romano cioè e dell' Ottomano, fu stabilito il libero ed universale commercio sui fiumi, per mare e per terra, di modo che sotto la denominazione di sudditi di sua Maestà Imperial-Regia Cattolica si comprendano i Tedeschi, Ungheresi, Italiani, Belgi di qualunque stirpe o religione, i quali attualmente soggiacciono al Dominio Cesareo-Regio, o vi devono soggiacere in qualunque tempo e modo e sotto qualunque titolo; questi potranno vendere le loro merci (eccettuatene le armi, la polvere, ed altre merci proibite) in tutti i territorj Ottomani e farne libero commercio. Tutte le navi portanti la bandiera o le fiammole e munite delle lettere-patenti Cesareo-Regie, potranno entrare e sortire liberamente nei porti di mare soggetti all' Impero Turco, esporvi le loro mercanzie, e ristaurarsi dei danni che le stesse navi avessero sofferti per fortuna di mare o per qualunque altro accidente, potranno esse provvedersi di vino e di tutti gli altri viveri in sufficiente quantità, nonchè di altri oggetti necessarj, verso pagamento del prezzo, e sortire senza molestia dai detti porti.

Art. II. I sudditi e mercanti d'ambi gl' Imperi potranno esercitare liberamente il commercio sul Danubio. Ai mercanti poi di S. M. Rom. Ces. Regia sarà libero di scaricare dalle barche le merci, che sul Danubio introducono in Turchia, a Vidino, Rusciuk, ed altri luoghi, caricarle su carri accordati pel solito prezzo,

trasportarle sicuramente per terra in qualunque luogo essi vo- 1718
gliano, ed esercitare il traffico. Similmente resta libero ai mercanti Romano-Cesareo-Regj (come fu stabilito, affinchè le barche del Danubio non entrino nel Mar Nero), di potere a Ibraila, Issakcià, Kilià ed in altri emporj, ove si trovano le Ciaiche ed altre navi veleggianti per il Mar Nero, noleggiare queste al prezzo solito, caricarvi le loro mercanzie, e trasportarle a Costantinopoli in Crimea, a Trebisonda, Sinope ed in altri emporj del Mar Nero (ove si vendono le merci), di passare e ripassare senza impedimento, e di esercitare il loro traffico.

Art. III. I mercanti d'ambi gl' Imperi dovranno pagare per le mercanzie, che si trasportano sui fiumi, per terra e per mare, in un luogo daziario, cioè per la prima volta quando si importano le merci, e per la seconda quando se ne esportano di altre, il dazio del 3 per 100; oltre questi tre per cento però nessuno ardirà di chiedere la minima cosa; ed i mercanti pagheranno pure per il felice arrivo del bastimento in un porto Ottomano, como lo sogliono prestare anche altre nazioni amiche dell' Impero Ottomano, il consueto così detto Selament di trecento aspri, ossia 3 fiorini ed un quarto di tallero; saranno però interamente esenti dal Masdariè, Cassabiè ed altri diritti ed imposte, e lo stesso si osserverà in riguardo ai mercanti di ambi gl' Imperi.

Per le loro mercanzie importate per terra, per mare e sui fiumi, qualora i doganieri od ispettori le stimassero a un prezzo più alto di giusto, potranno i mercanti Imperiali pagare i sudetti 3 per 100 in natura, cioè in quelle mercanzie medesime, ed i doganieri dovranno essere contenti di tal pagamento; il dazio potrà essere pagato in qualunque moneta avente corso in commercio, e su di ciò non sarà da molestarsi alcuno dei mercanti Imperiali. Le navi Imperiali, cariche di mercanzie comperate nelle possessioni Ottomane, dopo avere una volta pagato il dazio in un luogo daziario Ottomano e ricevutane dai direttori della dogana la bolletta, chiamata Tescbierè, non saranno più visitate nei porti o nelle fortezze situate agli stretti dell' Ellesponto, chiamati Dardanelli, ma si procederà a tenore delle sudette bollette. Qualora ad un bastimento Imperiale non si presentasse favorevole occasione di vendere o di barattare le sue mercanzie, e lo stesso volesse far vela da un porto Ottomano per un altro, non sarà più tenuto ad alcun pagamento in nessun luogo, quando abbia già pagato una volta 3 per 100 alla prima dogana Turca e presentata ai doganieri la bolletta chiamata Teschierè. Se un qualche mercante dei due Imperi si permettesse una frode rispetto al da-

1718 zio e venisse colto sul fatto mentre sottrae le sue merci di nascosto senza pagamento di dazio, sarà egli tenuto di pagarne in pena il doppio diritto.

Pel danaro contante in oro ed argento che importano, od esportano come anche per le altre merci per cui non sogliono pagare dazio le altre nazioni amiche, non si esigerà alcun dazio neppure dai mercanti e sudditi d'ambe le parti. Dopo il pagamento del dazio per le merci caricate sui bastimenti, i doganieri Ottomani dovranno senza ritardo estradare ai mercanti Cesareo-Regi le bollette, acciocchè per il ritardo di queste non venga impedita la partenza del bastimento. Qualora i mercanti Imperiali caricassero le loro mercanzie dai proprj bastimenti a bordo di navigli Turchi, non saranno per questo molestati oltre il dazio stabilito in questa Capitolazione.

Art. IV. Qualunque facoltà venisse concessa nel territorio Turco ai negozianti dei Rè amici dalla Porta Ottomana rispetto alla compra, lo scambio e l'esportazione delle mercanzie per i loro paesi, eguale concessione sarà fatta anche ai mercanti Cesareo-Regi, e se alcuna cosa o merce ora proibita venisse dalla predetta Porta Ottomana permessa ad altre nazioni, la compera, ed esportazione della stessa in considerazione di Sua Sacra Romana Cesareo-Regi Maestà sarà permessa prima d'ogni altro ai di lei negozianti.

Art. V. A maggior sicurezza e tranquillità dei mercanti Imperiali, e per l'incremento del commercio, anche Sua Sacra Maestà Romana-Cesareo-Regio e Cattolica potrà per mezzo del suo ministro residente presso la Porta Ottomana nominare e stabilire con appositi decreti dei Consoli, Vice-Consoli, Agenti, Fattori ed Interpreti negli emporj e nelle isole del Mare Mediterraneo e delle possessioni Ottomane, ed ovunque da altre estere nazioni sono stabiliti dei Consoli ed Interpreti; se però i bisogni del commercio richiedessero tali Consoli, Vice-Consoli, Agenti ecc. in altri luoghi, nei quali finora non ve ne soggiornava alcuno, ciò sarà esposto dal Ministro dell' Altefata Maestà Cesareo-Regia alla Porta Ottomana: e quando al detto Ministro sia concessa la permissione, si estenderanno i diplomi conformi, affinchè i nominati Consoli, Vice-Consoli, Agenti, Interpreti ecc. vengano ajutati e protetti dai Ministri dell' Impero Ottomano, e sia loro prestata assistenza in ogni evento. In qualunque luogo dell' Impero Ottomano morisse un negoziante Cesareo, i di lui beni non saranno in alcun modo incamerati dal Fisco, ma saranno presi in consegna intatti dai Ministri Cesarei, o da chi da questi fosse a ciò deputato. In caso che al Ministro di Sua Sacra Maestà Romana Cesareo-Regia resi-

dente presso la Porta Ottomana sembrasse a proposito di costituire nei predetti luoghi invece di Consoli dei semplici Interpreti non solo non saranno molestati in alcun modo, ma godranno ed approffitteranno dei medesimi favori, privilegi e delle esenzioni concesse ai Consoli. In forza di quest' alma Capitolazione i Consoli, Vice-Consoli, Interpreti e Mercanti di Sua Sacra Maestà Cesareo-Regia e tutti i servi che sono attualmente al loro servizio saranno liberi e sciolti da ogni tributo ed altre imposte. I sudditi, Consoli, Interpreti, e mercanti di Sua Sacra Maestà Romana Cesareo-Regia, e le persone che stanno al loro servizio, dovranno in tutti i loro affari di commercio, di compera, vendita, cauzione, od in altri oggetti, presentarsi dinanzi al Giudice, far registrare le loro transazioni nel Protocollo giudiziario, e ricevere dal medesimo degli atti autentici, volgarmente chiamati Hogiet, o altri documenti validi, e qualora nascesse una qualche contestazione, si esamineranno i detti atti autentici o documenti, come pure il Protocollo sudetto, e si procederà conformemente alla legge ed alla giustizia. I Governatori ed altri Officiali di qualunque rango nelle provincie Ottomane non si permetteranno d'incarcerare alcuno dei predetti sudditi Cesarei dietro un accusazione o sotto qualsiasi pretesto, nè di molestarlo od ingiuriarlo; quando però uno di essi avesse a comparire innanzi ad un Giudizio Ottomano, egli dovrà presentarsi con saputa dei Consoli ed in presenza dell' Interprete, e sarà condotto dai predetti Consoli ed Interpreti al carcere Cesareo. Se ad alcuno fosse dovuto qualche cosa da un mercante Cesareo-Regio, il creditore dovrà esigere il suo debito per mezzo dei Consoli, Vice-Consoli, ed Interpreti dal suo debitore, e da nessun altro; ai più menzionati Consoli, Vice-Consoli, Interpreti, Mercanti, ed ai loro famigliari e servi sarà permesso nelle loro abitazioni il libero esercizio della religione Romana-Cattolica, e le estere nazioni, che prendessero parte alle funzioni di quella religione, non dovranno esserne impedite, nè molestate in alcun modo; se nascesse una lite o contestazione verso i Consoli, Vice-Consoli, Interpreti, Mercanti ecc. Cesareo-Regj, la quale oltrepassasse la somma di 3000 Aspri, cioè 25 talleri, questa non potrà decidersi da alcun tribunale delle provincie, ma dovrà rimettersi al giudizio della Porta Ottomana. Ma se una contestazione nascesse fra dei mercanti Cesareo-Regj, sarà questa esaminata e giudicata dietro le loro leggi e solite istituzioni dai Consoli ed Interpreti. Nessun bastimento dei predetti mercanti, che avesse già ottenuto le spedizioni per la partenza, potrà essere ritenuto a cagione d' una lite nascente, ma

1718 questa lite o contestazione dovrà decidersi prontamente dai Consoli, Agenti, ed Interpreti. E se alcun suddito Cesareo per qualunque cagione avesse a comparire dinanzi un Giudizio Ottomano, egli non sarà tenuto di presentarsi assente l'Interprete al predetto Giudizio; i mercanti Cesareo-Regj, in qualunque luogo dell' Impero Ottomano essi vadano, saranno esenti dalle esazioni di regali da parte dei Governatori, Giudici ed altri officiali delle provincie, o dei commandanti dello stesso Impero, e non saranno per questa cagione in alcun modo molestati.

Art. VI. Se la Porta Ottomana volesse per la sicurezza e tranquillità de suoi sudditi e mercanti costituire per il disprigo dei loro necessarj affari dei Procuratori o così detti Sciàb-Bender nelle possessioni Cesareo-Regie, Essa ne avrà la libertà, e dalla Corte Imperiale si daranno agli officiali di Sua Sacra Romana Cesareo-Regia Maestà, di qualsiasi condizione, gli ordini necessarj, acciochè nei luoghi, ove il bisogno del commercio lo richiede, i predetti Procuratori muniti del diploma Ottomano, vengano protetti, e non siano molestati in alcun modo; e se un qualche mercante Turco avesse a morire, il più volte menzionato Procuratore Ottomano prenderà in custodia i beni da quello lasciati.

Art. VII. Nessun Ministro, e Funzionario dell' Impero Ottomano negherà ai bastimenti forniti di bandiera o fiammola e di lettere patenti Romano-Cesareo-Regie, che approdano in qualche porto Turco, la libertà di gettarvi l'ancora e restarvi, di partire, di caricare, o di esportare delle merci.

Art. VIII. Alle navi Imperiali, che si trovano in pericolo in forza delle onde del mare e delle tempeste, i marinaj Ottomani ed altre persone esperte nelle coso di mare, che si trovano in quelle vicinanze, dovranno prestar assistenza, e nel caso che qualcuna delle predette navi avesse a naufragare, le merci gettate sulla riva dallo onde si consegneranno intatte ai Ces. Reg. Consoli, che si trovano nei luoghi più vicini.

Art. IX. Per la ragione, che i Maltesi ed i pirati girovaghi sul Mar Mediterraneo avessero recato danno ai Turchi od altri sudditi dell' Impero Ottomano, non si molesteranno in verun modo i mercanti Cesareo-Regj, nè le loro navi.

Art. X. I mercanti sudditi della Porta Ottomana, qualora montino sopra bastimenti Cesareo-Regj, o vogliano caricarvi dello mercanzie od altri oggetti, saranno tenuti a pagare i medesimi diritti, che da loro esigono gl' Inglesi, Francesi ed Olandesi.

Art. XI. I bastimenti dei mercanti Cesareo-Regj non si

costringeranno per forza al trasporto nè di truppe Ottomane, nè di altri oggetti di pubblica ragione. 1718

Art. XII. Allorchè le navi da guerra di ambi gl' Impori s'incontrano in mare, e viene riconosciuto, quali esse sieno, da ambe le parti sarà fatta dimostrazione d'amicizia coll' inalberare e spiegare le bandiere o fiammole.

Art. XIII. I sudditi Cesareo-Regj avranno la libertà di recarsi, o per oggetti di commercio o a cagione di pellegrinaggio in qualunque luogo delle possessioni Ottomane, e di viaggiare quà e là senza impedimento, ed affinchè non sia loro in alcun luogo o viaggio recata molestia dagli esattori del tributo o da altre persone, saranno loro date dalla Porta Ottomana delle rigorose lettere patenti.

Art. XIV. Gli Ebrei non si permetteranno menomamente d' ingerirsi negli affari dei mercanti Imperiali, nè di fare con un diploma dell' Impero Ottomano o con qualche altra potente intercessione da mediatore, chiamato volgarmente sensale o Unterhändler, se non vengono ammessi a tal servigio di spontanea e libera volontà dai mercanti Cesareo-Regj. Se però gli Ebrei a cagione che non vengono chiamati al prefato servigio di sensale tentassero di perfidamente cospiare e di cagionar danno ai mercanti Cesareo-Regj, essi saranno puniti rigorosissimamente per statuirne un esempio ad altri.

Art. XV. Onde evitare i dissidj e le inconvenienze, che per lo più sogliono nascere fra diverse nazioni, sarà dalla Porta Ottomana ad istanza del Ministro Imperiale residente presso la stessa assegnato ai mercanti Cesareo-Regj verso prestazione del consueto censo un locale proprio e comodo, chiamato Chan, onde deporvi e conservarvi le loro mercanzie.

Art. XVI. Se un domestico de' Ces. Reg. Consoli, Vice-Consoli, Agenti, Interpreti ecc. o qualcuno fra i mercanti venisse accusato d'aver abbracciato la religione maomettana per odio di alcuno o per mala intenzione, questa accusa sarà tenuta per invalida e vana, fino a tanto che un tal uomo spontaneamente e deliberatamente professi il Maomettanismo in presenza del Ces. Reg. Interprete; un tal cambiamento di religione non gli potrà però servire di pretesto, ma in caso che avesse dei debiti sarà costretto e forzato a pagarli.

Art. XVII. Se un qualche mercante o suddito di Sua Sacra Ces. Reg. Maestà si trovasse sopra un bastimento di pirati, allorquando la nave viene presa, ed i pirati sono condotti nella schiavitù, egli non sarà fatto prigione, ma lasciato in libertà.

Art. XVIII. Se quest' alma Pace ed amicizia conchiusa fra i

1718 due Serenissimi e Potentissimi Imperatori si cangiasse in inimicizia (lo che Dio tenga lontano), tutti i sudditi che si trovano sui fiumi, sulle terre o sui mari d'ambi gl'Imperi ne saranno avvertiti a tempo, affinchè dopo avere incassati o pagati i debiti possano salvi ed inviolati uscire dai confini coi loro beni.

Art. XIX. I mercanti Persiani ohe dall' Impero Cesareo-Regio vogliono venire sul Danubio ai confini Ottomani, dopo avere oltre l'imposta chiamata Restiè, pagato una volta e nel modo usato alla dogana Ottomana il 5 per 100, e ricevuta dai doganieri la bolletta sopra il dazio pagato, no soggiaceranno più in nessun luogo al pagamento d'un ulteriore portorio; similmente quelli che dalla Persia desiderano dirigersi alle possessioni Cesareo-Regie attraversando i confini Ottomani, dopo avere pagato una volta sul Mar Nero o sul Danubio i 5 per 100, non saranno molestati con un ripetuto pagamento di dazio.

Art. XX. Gli articoli del presente Trattato di commercio, che dai Commissarj di ambe le Parti, muniti di Pienipoteri e dei Mandati fu segnato e corroborato di proprio pugno e coi proprj sigilli, si osserveranno in avvenire santamente e religiosamente, e non saranno pregiudicati in alcun modo da verun Mandato emanato dall' uno o dall' altro Impero; i prefatti Commissarj si obbligano infallibilmente e promettono di effettuare che il predetto Trattato sia ratificato da ambe le L. L. Maestà Imperiali entro lo spazio di 30 giorni a contare dal tempo della sottoscrizione. Acciochè finalmente le stipulazioni commerciali conchiuse in questi 20 articoli ed accettate da ambe le Parti, vengono osservate inviolatamente col dovuto e sommo rispetto, il Signor Deputato Ottomano in forza della facoltà Imperiale concessagli, mi ha consegnato uno Stromento redatto in lingua Turca, sottoscritto, legittimo e valido, ed io pure in forza del mio Mandato e Pienopotere gli ho cousegnato vicendevolmente questo Trattato di commercio in lingua latina firmato di mia mano e col mio proprio sigillo, quale Stromento legitimo e valido. Fatto presso Passaroviz, il giorno 27 di Luglio l'anno 1718.

(L. S.) *Anselmo Francesco de Fleischmann.*

Essendochè il predetto Trattato di commercio e di navigazione, quale si legge qui scritto ed inserto parola per parola, fu conchiuso per Nostro Mandato dietro il colloquj egualmente intavolati a quest' uopo presso Passaroviz, Noi dietro matura e diligente considerazione lo approviamo in tutti e singoli i punti ed articoli in ogni miglior modo e forma e per certa

Nostra scienza da parte Nostra lo ratifichiamo e confermiamo, e lo dichiariamo adesso e per l'avvenire come ratificato e fermo in virtù del presente, e promettiamo colla Nostra I. R. parola per Noi ed i Nostri Eredi e Successori che Noi osserveremo, adempiremo e manderemo ad esecuzione tutti e singoli quei punti con fermezza e lealtà e vogliamo e ecretiamo, cho si osservino ed adempiano intieramente nello stesso modo dai sopradetti Nostri Eredi e Successori, e non permetteremo che da parte Nostra o da altri sia contravenuto in qualsisia modo, e per qualunque ragione al summenzionato Trattato di commercio e di navigazione, escludendo ogni mala intenzione e frode. In testimonianza e fede di tutto ciò abbiamo fatto appendere a questo Diploma segnato di Nostra mano il Nostro Sigillo Imperiale. Dato nella Nostra Città di Vienna, il giorno 16 del mese di Agosto, l'anno 1718, il 7mo del Nostro Regno in Germania, in Ispagna il 15to ed in Ungheria e Boemia l'ottavo. 1718

(L. S.) *Carlo.*

P. Eugenio di Savoia.

Per ordine speciale di S. I. R. o Catt. Maestà

Antonio Giuseppe di Ötl.

2.

18 Septembre 1739.

Traité définitif de Paix conclu à Belgrad le 18 Septembre 1739. 1739

(Raccolta dei Trattati colla Porta Ottomana, Vienna 1844, p. 32.)

Trattato definitivo della Pace, di Belgrado, conchiuso li 18 Settembre 1739.

Art. XI. I mercanti d'ambi le Parti eserciteranno liberamente, sicuramente e pacificamente il commercio negli stati dei due Imperi, ed ai sudditi e mercanti delle provincie soggette all' Imperatore dei Romani, di qualunque nazione siano, sarà permesso pacificamente l'ingresso e la sortita nei Regni e nelle Provincie Ottomane, per terra e per mare coi proprj bastimenti, nel modo finora usato, sotto la bandiera e colle lettere patenti

1739 Romano-Cesaree; sarà loro libero il comperare ed il vendere, e quando avranno pagati i dazj, che si solevano pagare finora, non saranno in alcun modo molestati, ma al contrario protetti; in guisa chè, qualunque favore fosse concesso negli Stati dell' Impero Ottomano ad altri sudditi di nazioni Cristiane libere da tributo, ancorchè fossero le più amiche, in ispecie ai Francesi, Inglesi ed Olandesi, lo stesso sia da riputarsi come parimente concesso e confermato ai mercanti Romano-Cesarei, dovendo essi godere e profitare del medesimo vantaggio e della medesima sicurezza. Reciprocamente i sudditi ed i mercanti dell' Impero Ottomano, allorchè entrassero nei confini delle terre e degli stati soggetti all' Augustissimo Imperatore dei Romani, saranno trattati in modo non dissimile, e se vi esercitassero il commercio, saranno in ogni occorrenza protetti e difesi.

Sarà seriamente ingiunto agli Algerini, Tunesini, Tripolitani ed altri, a cui fosse necessario ordinarlo, di non contravvenire d'ora innanzi in alcuna cosa alle condizioni di pace ed ai Patti conchiusi separatamente.

Saranno anche tenuti in freno gli abitanti del castello di Dulcigno situato sulla riva del mare, e gli altri sudditi dell' Impero Ottomano abitanti in quelle parti, acciochè d'ora innanzi non esercitino il corso, nè infestino le navi dei mercanti o rechino loro danno, e dopo avere loro tolte le barche, fregatte ed altri bastimenti da corso, sarà loro proibito di fabbricarne di nuove; dimodochè ogni qualvolta tali corsari osassero contravvenire in qualsiasi maniera alle capitulazioni della pace, dopo aver loro fatto risarcire i danni e mettere in libertà i prigionieri, sarà proceduto contro di essi severamente a rigor delle leggi.

Art. XII. Riguardo al commercio della Persia fu convenuto nel modo seguente, che sia permesso ai sudditi dell' Augustissimo Imperatore dei Romani verso la corresponsione dei dazj menzionati nell' articolo precedente d'esercitare il commercio in Persia per il Danubio ed il territorio Turco; istessamente i mercanti Persiani, si quando vengono in Turchia dagli Stati Romano-Cesarei, come allorchè dalla Persia passano attraverso il territorio Ottomano negli Stati Romano-Cesarei, tostochè avranno pagato tanto il dazio nella misura del 5 per 100 quanto l'imposta, volgarmente chiamata Restiè, non saranno da assoggettare sotto alcun pretesto ad altri aggravii od esazioni.

Art. XXIII. Questo armistizio ha da durare e sarà esteso, piacendo a Dio, a 27 anni consecutivi, a contare dal giorno, nel quale ne avrà luogo la sottoscrizione, e spirati questi anni od

anche prima che fossero spirati, sarà libero ad ambe le Parti, se così lor piacesse, di prorogare questa Pace anche per più anni. 1739

3.

8 Février 1763.

Traité entre l'Impératrice Marie-Thérèse, comme Duchesse de Milan, et les Grisons, concernant les limites, les douanes et le commerce entre les deux états. 1763

(*Martens*, Recueil des traités, t. I, p. 175.)

Tractat zwischen Ihro Kais. Königl. Apostol. Majestät, als Herzoginn von Mayland, und Löblichen Gemeinen drey Bündten.

(Se trouve dans *Wenck*, C. J. G., t. III, p. 420.
D'après l'imprimé qui en a paru à Coire 1770, Fol.)

Eingang des von Ihro Kays. Königl. Majestät Gemeinen drey Bündten ausgelieferten Tractates.

Wir Maria Theresia von Gottes Gnaden Römische Kayserin etc. etc.

Beurkunden kraft gegenwärtigem, und thun zu wissen, dass zumalen zwischen uns und der löbl. Republik der drey Bündten in Hohen Rhätien, unsern Freunden, Bundsgenossen und Nachbaren, nach glücklicher Beylegung aller Streitigkeiten und Anständen, die sowohl in Ansehung der Grenzen, der Zöllen, und dem gemeinsamen Handel und Wandel, als wegen der Erfüllung des Anno 1639 zu Mayland aufgerichteten Tractats oder Capitulats *) und anderen Ursachen, zwischen unserm Herzogthum Mayland und der nemlichen Republik obgewaltet, durch unsern Minister und dero Deputirte, kraft beyderseits habender Vollmacht, eine gewisse Abkommniss den 25. Brachmonat 1762 in Mayland feyerlich geschlossen worden, folgenden Inhalts:

Eingang des von Gemeinen dreyen Bündten Ihre Kayserl. Königl. Majestät ausgelieferten Tractats.

Wir die Häupter und einige der Räthen Gemeiner dreyen Bündten, als hierzu ausdrücklich Ernannte und Bevollmächtigte

---

*) Se trouve dans *Lünig*, C. Ital. Dipl., t. II, p. 2272 et 2277 en italien et allemand.

1763 von der vergangenen Jahres zu Ilanz gehaltenen allgemeinen Standsversammlung, zufolg und in Kraft des ausdrücklichen Befehls und Willensmeinung unserer Räthen, Gemeinden und sämmtlichen Volkes, welche die freye Republik in hoher Rhätien gelegen ausmachen.

Beurkunden, kraft gegenwärtigem, und thun männiglich auf die feierlichste Weise zu wissen, dass wir das zwischen seiner Exzellenz dem Herrn Grafen von Firmian, als bevollmächtigten Minister Ihro Kayserl. Königl. Apostol. Majestät und unsern Standesdeputirten unterm 25. Juni 1762 in Mayland geschlossene Conventions-Project, welches nachgehends von Allerhöchstbesagter Ihro Majestät unterm 7. Oktober und von Seiten unserer Republik unterm 4/15 September gleichen Jahres genehmiget worden, auf die feyerlichste Art ratificiren, in so weit es nemlich nach der Hand nicht abgeändert worden, und solches anmit auf die nachdrucksamste Art bestätiget, genehmiget und bekräftiget haben wollen, wie es denn auch zu dessen mehreren Besteifung gemeinschaftlich von beyden Theilen, in einen förmlichen, feyerlichen Tractat des folgenden Inhalts gebracht worden.

Da Ihro Majestät die Kayserin Königin von Hungarn und Böhmen, Erzherzog von Oesterreich etc. als Herzog von Mayland etc. die standhafte Begierde ernähren, mit allen angrenzenden Staaten und Fürsten in dem besten Vernehmen zu leben, haben Allerhöchstdieselben, den Vorstellungen der Löbl. drey Oheren-Gotteshaus- und Zehen-Gerichten-Bündten gemäss, in Erwägung gezogen, dass ungeachtet dem den 3. September 1639 von dem catholischen König Filip dem vierten geschlossenen, und von Weyland dem Grossmächtigsten Kayser Carl dem sechsten glorwürdigsten Andenkens den 24. October 1726 bestäteten und vermehrten Capitulats*), die Grenzlinie zwischen Ihrem Mayländischen Staat und dem Gebiet Löblicher Gemeiner drey Bündten noch nicht festgesetzt, und anderseits wegen allem demjenigen, so den Handel anbetrifft, noch nicht genugsame Vorsehung geschehen sey, sondern dass noch vielerley obwaltete, welches wegen denen durch die Länge der Zeit, gesammleten Anständen, Erläuterungen und besondere Vorsehungen verdiene. Derowegen haben Ihro Majestät durch eine besondere Vollmacht Sr. Excellenz dem Hrn. Grafen von Firmian, Kammerherrn und wirklichen geheimen Staatsrath Ihrer Kayserl. Königl. Majestäten, General-

*) Se trouve dans *Leu*, Schweizer Lexicon, t. XIII, p. 149, et dans *Schmauss*, Corpus juris gentium, p. 2042.

Ober-Aufseher der Königl. Posten in Italien, Statthalter und 1763
Vice-Gubernator der Herzogthümer Mantua und Sabbionetta und Fürstenthum Bozzolo, und bevollmächtigten Minister Ihro Kayserl. Königl. Apostolischen Majestät bey der Regierung der Oesterreichischen Lombardey, aufgetragen, sich mit obgedachter Löbl. Republik in eine Unterhandlung einzulassen; welche um diesen ebenfalls verlangten rühmlichen und wichtigen Endzweck zu erreichen mit besonderer Zufriedenheit, die grossmüthigen Aeusserungen Ihre Majestät nicht nur vor einem Jahr, durch obgedachte Sr. Excellenz, sondern auch aus denen an deren Abgesandten bey löblicher Republik den Hochwohlgebohrnen Herrn Baron von Buol, abgelassenen Schreiben vernommen, und folglich in ermeltem Jahr den Tit. Herrn Commissari und President Andreas von Salis, besonders aber in diesem laufenden Jahr die Tit. Herrn Landrichter und Oberster Joh. Anton Baron von Buol Herr zu Reichenau, Herrn Commissari und President Andreas von Salis, Herrn Landhauptmann Steffan von Salis, und Herrn Landamman und Podestat Ulisses von Salis von Marschlins, gleichfalls abgeordnet; diese nun verfügten sich nach Mayland, und nachdeme sie mit Sr. Excellenz in verschiedene Conferenzen zusammengetreten und alles erdauret, wurde endlich zwischen obgedachten Herrn Bevollmächtigten Ministers Excellenz, und obgedachten Tit. Herrn Deputirten, als beyderseits dazu Begwaltigten, laut ihren Ends diesen beigefügten respectiven Vollmachten, ein Project verglichen, dass, nachdem es von beyderseits Ministern Ihro Majestät und der Löblichen Republik vorgelegt worden, vollkommen begnehmiget und gut geheissen worden, dergestalten, dass Ihro Majestät und die löbliche Republik verfüget, weiter fortzuschreiten, und nach der Vorschrift des besagten Projectes den wirklichen förmlichen Tractat fest zusetzen, welcher alsdann zu mehrer Gültigkeit von beiderseitigen Oberherrschern ratificirt werden soll, und zu Erfüllung dieses Befehls sind obgedachte Herren Ministers zu Schliessung des gegenwärtigen immerwährenden Tractats geschritten, kraft welchem sie nachfolgende Artikel festgesetzt haben und festsetzen:

Confirmation des capitulations de 1639 et 1726.

Art. I. Die Erbvereinigung solle in allen ihren Puncten bestätiget seyn, und das Capitulat von Anno 1639 und von Anno 1726 solle in allen seinen Theilen so wohl die Catholische Religion als übrige Artikel anbetreffend, in so weit es durch nachfolgende Bedingnisse nicht verändert worden, von Wort zu Wort in Kräften verbleiben, eben so, als wenn es dem Tractat wirk-

1763 lich wäre einverleibet worden, als von welchem es nicht nur einen Theil, sondern den Grundstein und Fundament ausmachen solle.

Cession du Lac supérieur.

Art. II. Um löblichen drey Bünden alle Achtung und aufrichtige Sehnsucht zu bezeugen, allen Anlass nur möglicher Missverständnissen, durch die Bestimmung einer friedfertigen und gewissen Grenzscheidung, abzuschneiden, überlässt Ihro Majestät, durch diese grossmüthige Cession, Löblichen drey Bündten den obern See (Laghetto) sammt den Feldern der Cicilia und Mariana, dem Ort Piantedo, und allem demjenigen, was hiernächst in der zu beschreibenden Grenzlinien enthalten ist, welche, so viel als die Oberherrschaft und Suveränitet, mit Vorbehalt des Privateigenthumes eines jeden Dritten, einer Löblichen Republik in das künftige zugehören sollen.

Ligne de démarcation.

Art. III. Folglich solle eine Grenzlinie gezogen werden, welche von dem Stein Olgiasco genannt, worinn zwei Kreutze eingehauen sind, anfangende, schnurgrad in einem Marchstein, der sich hart am sogenannten Pontascio befindet, gehen solle. An diesem Ort wird ein neuer Marchstein mit der Ueberschrift, auf der einen Seite: Milano und auf der anderen: Griggioni aufgerichtet werden. Von dorten soll eine andere Linie, doch mit Ausschluss eines jeden Fleckens, Marktfleckens oder Dorfs, wann dergleichen da wären, schnurgrad bis an die Höhe della Scalottola, wo sich gleichfalls zwey andere Kreutze befinden, gezogen werden. Und diese zwey Linien sollen zwischen dem Mayländischen Stato und Löblichen drey Bündten zu einer ewigen Grenzscheidung dienen. Zu welchem Ende man zwey dazu begwaltigte Commissarii, auf den Ort hinsenden wird, damit sie zu völliger Richtigstellung der Grenzen die nöthigen Marchsteinen aufrichten und in den Felsen einhauen lassen. Von welchen unten am Berge auf der Seite der Scalottola befindliche Marchstein die Grenzscheidung geradenwegs bis in den obersten Gipfel des Berges gehen solle.

Droits des particuliers.

Art. IV. Auf diesem Fusse soll die Territorial-Oberherrschaft fest gestellt seyn, jedoch mit Vorbehalt des Rechts eines jeden Privateigenthumes und der Hypothekrechte so auf der ganzen Comasker Provinz liegen, und damals errichtet worden, als diese Güter noch darzu gehöret; welche nunmehr unter die Oberherrschaft der Herrn Bündtnern kommende Güter, laut Mass-

gebung des uralten Estimi, diesen Schulden auch unterworfen 1763
seyn sollen. Das Recht in dem Laghetto zu fischen solle der Bündtnerischen Repnblik verbleiben, mit Vorbehalt des Privatrechts der Einwohner des Dorfs Sorico, welchen man zuerkennt, dass sie befugt sein sollen, nnverschiedentlich mit den Herrn Bündtnern zu fischen, die 60 Schritte bei dem Einfluss der Mera ausgenommen, allwo die Fischerey denen Herrn Bündtnern gänzlich zugehören solle.

Tailles.

Art. V. Da eine löbliche Republik keinen Tribut von den Gütern, welche ihr unterthänig sind, einfordert, so würde ein jeder Vergleich wegen derley Auflagen, überflüssig seyn, also wird das Geländ, welches, kraft obgedachter grossmüthiger Cession, führohin Löblichen drey Bündten zugehören solle, derjenigen gewöhnlichen Taglien, welche die Gemeinde Piantedo wegen ihren Gemeinds-Beschwerden auferlegt, unterworfen seyn.

Forteresses; douanes; passage.

Art. VI. Auf diesem grossmüthiglich cedirten Gelände, sollen keine Vestungswerker erbauet, keinerlei Zölle den Kaufmannswaaren auferlegt, keine neue Strassen zur Durchfuhr der Waaren eröffnet werden, und, da dieses nun zu einem Theile der Staaten besagter löblichen Republik wird, so soll, laut dem deutlichen Inhalt des Capitulats, auch über dieses Stück Land der Durchpass fremder zn Ueberziehung des Mayländischen bestimmten Kriegstruppen und Geräthe nicht erlaubt seyn.

Commission de santé.

Art. VII. Wegen dem Aufenthalt des Mayländischen Sanitäts-Commissarii zu Clefen, wie auch der freyen Ausübung seines Amtes, solle man der gewöhnlichen alten Uebung nachleben, und sollte wider Verhoffen, mit der Zeit desswegen einige Schwierigkeit entstehen, so werden beide Sovranen sich desswegen gütiglich einverstehen.

Extradition des criminels.

Art. VIII. Und da es, zu Versicherung der Ruhe und Sicherheit beider Gebieten, nicht genug ist, dass die Grenzen gewiss und festgestellet seyn, wann beyderseitige Landesfürsten sich nicht die Hände bieten, um dasselbe von allen Banditen und Verbrechern zu säubern und zu befreyen, als welche die Zuflucht von einem Stande in den andern missbrauchen, wann ihnen solche von einen oder andern gestattet wird, als wird hiermit eine Abkommniss wegen der wechselhaften Auslieferung besagter Banditen und Verbrechern festgesetzt, welche mit derjenigen,

1763 die den 14ten Weinmonats Anno 1752*) mit den Herren Schweizern errichtet worden, vollkommen gleichlautend ist, die vorgeschriebene Zeit der 5 Jahren ausgenommen, indem diese so lange als der Tractat selbsten dauren soll. Auf dass aber die Erfüllung dieser Verbindung desto schleuniger und ungehinderter Statt haben möge, so solle von denen nach Clefen abzuordnenden Commissaren die Teriffa aller wegen Gefangennehmung, Ernährung und Ueberlieferung des Delinquenten oder der Delinquenten, wie auch wegen der Copey des Prozesses und andern Schriften ergehende Kosten, welche der die Auslieferung begehrende Stand, dem Ausliefernden, bezahlen solle, festgestellet werden.

Chasse et pêche.

Art. IX. Um denen Missbräuchen vorzukommen, welche in Ansehung der Jagd und Fischerey beiderseits Unterthanen, je eines in des anderen Gebiet, vornehmen möchten, so wird man, bei Anlass der Zusammenkunft obgedachter Commissarii, diejenigen wechselhaften Verordnungen vorschreiben, die dem Fall angemessen sind, und die Ihro Excellenz der Herr Graf von Firmian vorzuschlagen belieben wird.

Griefs ecclésiastiques.

Art. X. Nachdem man in den vorhergehenden Artikeln in Ansehung der Grenzen und der angrenzenden Unterthanen, Vorsehung gethan, sind Ihro Excellenz der bevollmächtigte Minister und besagte Tit. Herren Deputirte weiter fortgeschritten, diejenigen Anstände zu beseitigen, welche die zwischen dem geistlichen und weltlichen Staabe entstandene Misshelligkeiten betreffen, und die allgemeine Ruhe zu unterbrechen nicht minder tüchtig als die ersten sind. Bey Untersuchung dieser hat man befunden, dass einige durch ein wechselhaftes Einverständniss zwischen beiden Fürsten, andere, wie es bereits geschehen, mit dem Bischof von Como, und andere endlich von dem Päbstlichen Stuhle erhalten werden müssen.

Concordia jurisdictionalis.

Art. XI. Um nun mit denjenigen, die die Bewilligung des Päbstlichen Stuhles nöthig haben, den Anfang zu machen, verpflichten sich Ihro Majestät bey Ihrem Königlichen Worte, dero allerkräftigstes Vorwort bey Ihro päbstlichen Heiligkeit nachdruck-

*) Cette convention n'est pas imprimée, que je sache; elle se trouve alléguee sous la fausse date du 14 Octobre 1762 dans l'écrit intitulé: «L'Empereur a-t-il pu faire arrêter en Valteline les agents de la convention nationale?» L.

sam anzuwenden, um die Herren eine Concordia Jurisdictionalis zwischen dem geistlichen und weltlichen Staabe erhalten zu machen, welche durchgehends derjenigen gleich seyn, die den 2ten Junii 1615 zwischen dem Erzbischöflichen Mayländischen und dasigen weltlichen Staabe verglichen worden, und welche den 18. April 1617 in Madritt*) und den 17. October des nemlichen Jahres von Paul dem V. in Rom ratificirt worden. In dieser Concordia solle auch das 9te Capitel einbegriffen werden, jedoch mit der Einverständniss, dass die geistlichen Beneficien Juris Patronatus des Delinquenten, welche aber nicht sein Eigenthum sind, der Confisca nicht sollen unterworfen seyn. Was in dem 10ten 11ten und 12ten Capitel von denen geistlichen Richtern der Mayländischen Kirchen gesagt wird, soll von den geistlichen Richtern der Kirchen zu Como, auf eine ihren Umständen angemessene Weise, verstanden werden. Das 13te und 14te Capitel aber mögen ganz ausgelassen werden; das erste, weil die Klöster in Retlin schon jetzo unter der geistlichen Jurisdiction stehen, das zweyte, weil in Rhätien kein Officio d'Economato ist, und man folglich ausser dem Fall, dessen Missbräuche einzusehen und zu verbessern. 1763

Bulla di Asili.

ART. XII. Gleichfalls verpflichten sich Ihro Majestät Ihre allernachdrucksamste Vermittlung anzuwenden, auf dass den Herrn Bündtnern die gleiche Bulla die Asili betreffende zugestanden werde, welche die Oesterreichische Lombardey den 19ten Christmonats 1757 erhalten, und so wohl dienet die Anzahl und Umfang dieser Zufluchtsörter einzuschränken, als die Fälle zu bestimmen, die des Asili unwürdig sind.

Biens ecclésiastiques.

ART. XIII. Die Güter, welche in dem Jahre 1620 und vorhero in der Kirchen Hand gekommen, sollen bey der jetzigen völligen Exemtion zu verbleiben haben. Hingegen aber sollen die übrigen Güter, welche nach besagtem Jahr 1620 in diese Hände gekommen, allen gemein Beschwerden unterworfen seyn und Ihro Majestät werden ihr Vorwort kräftig anwenden, die Einwilligung hiezu von dem Römischen Stuhle zu erhalten. Um aber in eine Richtigkeit zu bringen, welches die Güter seyen, die im Jahre 1620 und vorhero, und welche seitdem in die Hände der Kirchen gekommen, so werden zwei Commissarien,

*) Cette convention se trouve sous la date du 19 Mars 1617 dans Abreu y Bertodano colleccion Phil. III, P. II, p. 226.

1763 der eine im Namen löblicher Republik, der andere im Namen des Herrn Bischofs ernannt werden, welche besagte Liquidation ex bono et aequo innert 6 Monaten richtig stellen sollen.

Prérogatives à obtenir.

Art. XIV. Falls man zu Gunsten des Mayländischen von dem Päbstlichen Stuhle irgend eine neue Einrichtung oder Prerogativa erhalten könnte, so werden höchstgedacht Ihro Majestät Ihro allergültigste Vermittlung anwenden, auf dass diese Einrichtung in allen denjenigen Sachen, die dem Capitulat gemäss und den Umständen des Landes nicht unangemessen seyn möchten, auch der Bündtnerischen Republik zugestanden werde, auf dass die mögliche Gleichheit zwischen beyden Staaten unverändert beybehalten werde.

Provisions ecclésiastiques.

Art. XV. Von denjenigen Vorsehungen, welche von dem Päbstlichen Stuhle abhangen, auf diejenigen herab zu kommen, welche mit dem Bischof von Como zu vergleichen sind, und wirklich verglichen worden, als von seiner bischöflichen Jurisdiction abhangende Sachen, wird dieser keine geistliche Ordination vornehmen, wenn es nicht Leute sind, die alle zu dem geistlichen Stande erforderliche Eigenschaften besitzen, und mit authentischen Attestaten de Vita et Moribus, wie auch vom weltlichen Richter mit Attestaten, dass sie weder peinlich angeklagt, noch processirt worden, versehen seyn.

Ordres sacrés.

Art. XVI. Die ordini Sacri wird man niemand zugestehen, der nicht ein angemessenes Beneficium oder genugsames Patrimonium habe. Vielmehr wird man betreffende die Zulassung der Patrimonien alle Vorsicht gebrauchen, auf dass dergleichen nicht etwa durch geheime Einverständnisse hinterlistiger Weise errichtet werden, ja er wird keinerley Patrimonien zugeben, ohne eine genugsame Versicherung zu haben, dass es der Nutzen und die Nothwendigkeit der Kirchen erfordern. Bey der Errichtung denn, solle man die Vorsichtigkeit gebrauchen, die gewöhnlichen öffentlichen Publicationen ergehen zu lassen. Und rechtlich zu erheben, dass die Güter ledig und eigen sind, wird man Zeugen verhören, und darauf zu sehen, dass die übrigen Kinder in ihrer Legitima nicht vervortheilt werden; besonders wenn es Personen von niederträchtigen Herkommen, so wird man in Betrachtung der wider sie streitenden Presumtion mit der äussersten Strenge verfahren, um zu ergründen, ob die besagte Anweisung aufrichtig und wahrhaftig sey, ja wenn es nöthig wäre, in sofern er davor hält, so

wird er zu desto besserer Versicherung den weltlichen Richter des Orts ansuchen, wegen besagter Wahrheit und Rechtsbeständigkeit des vorgeschlagenen Assegno, ebenfalls derselben geheime Untersuchungen anzustellen. 1763

Rémotions.

Art. XVII. Betreffende diejenigen, welche nachdem sie die geistliche Kleidung und erste Tonsur angenommen, sich nicht angelegen seyn lassen, da sie es doch thun könnten, den geistlichen Stand in gebührlicher Zeit anzunehmen, so wird ihnen der Bischof von Como einen bescheidenen Termin vorschreiben, in dieser Zeit die geistlichen ordini anzunehmen; sobald nun entweder diese Zeit verflossen, ohne dass die Annehmung der ordini erfolgt, oder wann sie den schuldigen Kirchendienst nicht abwarten, oder es an geistlicher Sittlichkeit gebrechen lassen, oder auf irgend eine Weise dasjenige überschreiten, was die geistlichen Rechte denjenigen, die den geistlichen Stand annehmen, vorschreiben, so wird der Bischof mit aller Schärfe wider sie verfahren, und nach erfolgten rechtsgemässen Monitionen wird er, wann keine Besserung erfolgt, sie des geistlichen Kleides berauben, und völliglich dem weltlichen Stande und Gewalt wieder überlassen.

Conduite des ecclésiastiques.

Art. XVIII. Folglich, vermittelst des versprochenen Beystandes des weltlichen Arms, wird er die äusserste Aufmerksamkeit lebhaft unterhalten, auf dass die Geistlichkeit in den Schranken der Pflicht erhalten, und wider die Uebertreter die Vorschrift der geistlichen Rechten, und der zu Unterhaltung der Geistlichkeit schon löblichst bekannt gemachten Verordnungen, auf das genaueste erfüllet werde. Besonders sollen diejenigen Geistlichen, die die Fischerey missbrauchen, oder eine Gewohnheit und Handwerk aus der Jagd machen, oder zum Trotze der bekannt gemachten Satzungen verbothene Waffen tragen, durch die nachdrucksamsten Ankündigungen bedrohet werden, dass man sie untüchtig erklären werde, je zu Beneficien gelangen zu können, und diese Ankündigungen werden auch an den Halsstarrigen vollkommen erfüllet werden; was aber die zur Jagd gebräuchlichen Waffen anbetrifft, wird man in billigem Verhältniss, das wegen der Jagd zwischen dem geistlichen und weltlichen Staabe zu Mayland festgesetzte Concordat beobachten, nach welchem die Geistlichen den 3ten Theil von demjenigen, was jetzt die Weltlichen vor die Licenz der Waffen bezahlen, abzuführen schuldig seyn.

1763 Pouvoir des vicaires à cet égard.

ART. XIX. Vielmehr auf dass die Erfüllung dieser Verordnung andurch desto gewisser nachdrucksamer werde, indeme sich auf dem Ort selbst jemand befindet, der begwaltiget seye, auf die Sitten der Geistlichen wachsame Augen zu halten, so wird der Bischof von Como, seinen auf Bündtnerischem Gebiete habenden Vicarj Foranei die nemliche Gewalt ertheilen, welche von dem Cardinal-Erzbischof zu Mayland in gleicher Absicht denen Vicarj Foranei desjenigen Antheiles seiner Diocesis, welche in den Landvogteyen der Herren Schweitzern gelegen, gegeben wird, laut denen Patenten, welche besagter Herr Cardinal-Erzbischof den gedachten Vicarj Foranei zu ertheilen gewohnt ist; versteht sich alles laut dem Sinn und Inhalt des 28ten Artikels der beiden Capitulaten von Anno 1639 und 1726.

Certificats; suffrages.

ART. XX. Es werden löbliche drey Bündt sich ferneres nicht widersetzen, dass diejenigen Attestaten, welche innert der Grenzen der Diocesis dienen sollen, denen Geistlichen ertheilt werden, ohne dass es nöthig seye, selbige dem weltlichen Richter oder Rappresentant zu notificiren. Ferners werden sie den 40ten Artikel der Clefnerischen Grida generale also mässigen lassen, dass alle Ungebühr gehoben werde, und keine Ursache zu rechtmässigen Klägden überbleibe; sie werden gleichfalls das Gesetz, das die Practicirung der Stimmen bey geistlichen Wahlen verbietet, genau beobachten machen, so dass die Erwählung zu geistlichen Pfründen vollkommen frey und canonisch seye, und werden den jeweiligen Richtern verbieten, keinerley Dispensation von solchen Gesetzen zu gestatten; wie gleichfalls man, in Ansehung des guten Vernehmens zwischen dem geistlich- und weltlichen Staabe, von Seiten der löblichen Republik aufmerksam seyn wird, dass in denen Gride die künftighin bekannt gemacht werden, nichts einfliesse, das die Immunitet und Freyheit der Kirchen verletze, so wie man sich diessfalls entweder in dem Mayländischen Stato, oder in den welschen Landvogteyen der Herren Schweitzern verhaltet.

Jours de fête.

ART. XXI. Was die Feyertäge anbelangt, gleich wie dieselbigen theils von der Kirchen vorgeschrieben, theils von den Landessatzungen anbefohlen werden, also was die ersteren anbelangt, wird es ein Vorrecht des Pfarrers seyn, die Erlaubniss ertheilen zu können, doch soll derjenige, der diese Erlaubniss erhalten, schuldig seyn, solches dem Richter des Orts bekannt

zu machen. Was die übrigen anbetrifft, die sowohl in dem 1763
Kirchengeboth, als in den Landessatzungen begriffen, wird man von dem Pfarrer die Erlaubniss wegen dem Kirchengeboth, und von dem Richter sich die Erlaubniss wegen der Landessatzung anzunehmen haben. Die Einwilligung wegen besagten Einverständnissen, so zwischen löhlicher Republik und dem Herrn Bischof verglichen worden, und in den obstehenden Artikeln von Nr. 15 bis 21 inclusive enthalten sind, haben Ihro Excellenz von dem Herrn Bischof von Como erhalten, und eine löbliche Republik hat dieselbe auch ihrer Seits gutheissen, so dass sie ins künftige beiderseits unausgesetzt beobachtet werden sollen.

Immunités de jurisdiction civile.

Art. XXII. Bleiben noch diejenigen Vorkehrungen übrig, welche einzig und allein von der Einwilligung der contractirenden Fürsten abhangen. Unter diesen finden Ihro Majestät vor sehr billig, dass nach der Vorschrift der Canonischen Rechten niemand die Immunitet und Befreyung von dem weltlichen Foro geniesse, als derjenige, der neben der geistlichen Kleidung, auch die erste Tonsur empfangen, oder sich in ein Ordenskleid einkleiden lassen, und in einer Ordensgesellschaft unter der Zucht und Gehorsame rechtmässiger Obern lebt.

Main-morte.

Art. XXIII. Sollte es löblichen drey Bündten belieben, durch eine dem im Mayländischen Staate festbestehenden Gesetze gleichlautende Verordnung festzusetzen, dass führohin keine liegende Güter, ohne Erlaubniss des Landesfürsten, in der Kirchen Hände kommen können, wie solches in dem Mayländischen üblich ist, so werden Ihro Majestät gar nichts darwider haben, weil sie nicht befinden, dass solches den vorhergehenden Capitulaten zuwider seye, sondern wird vielmehr der löblichen Republik eine Beschreibung desjenigen, so diessorts im Mayländischen üblich ist, übergeben, auf dass diese sich darnach verhalten können.

Placet pour l'evêque de Como.

Art. XXIV. So oft der Bischof von Como abgeändert wird, wird das Mayländische Officio Economale, in dessen Gebiet der Titul der Kirchen gelegen, fortfahren, ihme das gewöhnliche Placet zu ertheilen, und nachdeme er dieses erhalten, so wird dem Bischof die Ausübung seiner Jurisdiction in seiner ganzen Diocesis freystehen; dem ohngeachtet aber sollen die jeweiligen Bischöfe nicht nur ihre Wahl bekannt machen, sondern mit einem ergebenen Schreiben löblicher Republik um ihre Protektion und Beystand des weltlichen Arms ersuchen.

1763 Investiture.

Art. XXV. Betreffende die Instanz der Tit. Herren Deputirten, wegen der Investitur derjenigen Gütern, die dem Bischöflichen Tische in dem Veltlin und der Grafschaft Clefen verpflichtet sind, behaltet sich Ihro Excellenz vor, mit besagtem Herrn Bischofen hievon zu handeln, und wird sein kräftiges Vorwort anwenden, auf dass hierinfalls keinerley Neuerung wider die alte Uebung vorgenommen werde.

Collége Helvetique.

Art. XXVI. Endlich in Ansehung des von Seiten der Tit. Herren Deputirten gemachten Ansuchens, dass die alumni aus ihrer Nation, die sich in dem Collegio Helvetico befinden, das ganze Jahr hindurch in demselbigen sich aufhalten mögen, so wie solches denen Herren Schweitzern auch zugestanden wird, als haben Ihro Excellenz ihre höchst gültige Zuredung bei dem Herrn Cardinal-Erzbischof also kräftig angewandt, dass, in Betrachtung dieser hohen Vermittlung, zugestanden worden, dass die alumni des Herrschenden Rhetischen Landes, das ganze Jahr hindurch sich in demselbigen aufhalten, und Nahrung und Auferziehung geniessen mögen; die aus den Unterthanen Landen aber sollen diesen Vortheil nicht geniessen, sondern auf vorgeschriebene Zeit sich wieder nach Hauss und aus dem Collegio weghegeben, so wie mit den Unterthanen der Herren Schweitzern gleichfalls geübt wird.

Commerce.

Art. XXVII. Die Begierde, durch ein wechselhaftes Betragen jelänger jemehr die beiderseitige Freundschaft zu ernehren, hat Ihro Excellenz oberwähnten bevollmächtigten Minister und die Tit. Herren Deputirten aufgemuntert, auf diejenigen Erleichterungen bedacht zu seyn, welche den wechselhaften Handel und Wandel beyder Staaten vermehren können, und da dasjenige, was in dem vergangenen Seculo sich zugetragen, sowohl als die Gelegenheit der Orten selbst, erwiesen, dass die Einrichtung der Märkten in Sorico, Gera und Domaso, welche man laut dem 3. Capitel des Capitulats von Anno 1639 versprochen, nicht hinreichend seyn, die Bündtnerischen Landen mit Korn auf eine sichere und vortheilhafte Weise zu versehen, als haben Ihro Excellenz den Vorschlag gethan, dass anstatt der Märkten, man den Gebrauch der dermaligen dem Bündtnerland zugestandenen Tratten oder Limitationen festsetzen solle.

Traites de blèds.

Art. XXVIII. Sollen besagten Tratten in der bis dahin üblichen Menge zugestanden werden, und unter diesen werden

auch diejenigen 1500 Saum, so bis dahin der Verfügung des 1763
Kays. Königl. Ministers überlassen geweson, begriffen seyn, und werden die ersten wie bis dahin ausgetheilet werden, diejenigen aber, so der Verfügung des gedachten Ministers überlassen waren, sollen in 3 Theile abgetheilt werden, nemlich jegliehem Bund 500 Saum, welche jeweiligen Herren Häuptern eingehändiget und von ihnen, doch mit vorgehender Abfliessung eines Ehrenworts an den Minister, sollen zu gleichen Theilen ausgetheilot werden.

Augmentation des traites.

Art. XXIX. Weil aber die liebreiche Sorgfalt Ihro Majestät in der Zeit, da sie bedacht gewesen, alle Mitglieder löblicher Republik zu beglücken, zugleich beherziget, dass diejenigen Gemeinden der Herrschenden Landen, die den Mayländischen Grenzen am nächsten gelegen sind, durch diese Einrichtung genöthiget würden, die Bequemlichkeit der Märkten zu entbehren; also um sie wegen dem Verluste dieses Vortheiles zu entschädigen, haben selbe für gut befunden, zu ihren Gunsten die Summ der Tratten mit 1000 Saumen halb Reiss und halb Froment zu vermehren, welche unter den obbedeuteten Gemeinden also ausgetheilt werden sollen, wie man sich deswegen zwischen obgedachtem unserm Minister, und dem Herrn Andreas von Salis von Soglio, einverstehen wird, welche Austheilung, sobald sie vollendet, innert den 4 Monaten, welche der Ratification des Tractats vorgeschrieben worden, an die Mayländische Regierung eingesandt werden solle, um jeder von den besagten Gemeinden ihr besonders Ausziehungsrecht einzurichten.

Frais des traites.

Art. XXX. Da nun dergestalten die näheren Gemeinden der Herrschenden Landen, durch die Vermehrung der Tratten, und die entfernteren durch die geringeren Kosten und gewisse Nutzniessung des zugestandenen Korns, begünstiget sind, und also für das künftige, alle Gründe, die Märkte zu fordern, aufgehebt werden; als haben Ihro Majestät Ihre grossmüthigste Gedanken dahin gerichtet, auch die zu Erhebung der Tratten nothwendige Kosten zu vermindern, deswegen dann vor die obbedeuteten sowohl vorhin als erst neulich zugestandenen Tratten, alle Auflagrechte der Kammern benommen, und die ganze Kosten auf die blosse wirkliche Mühowaltung der Beamten, nemlich zehen und ein halb Soldo, alles einbegriffen, herabgesetzt worden; gleichfalls wird man vor den Preis der willkührlichen Tratten, mit Einbegriff der Speditionsgelderen, sich nun mit 33 Soldi, und

1763 also mit minder als den 2 Reali jeden von 15 Soldi, welche man Anno 1726 vor die blosse Königl. Auflag vorgeschrieben, begnügen.

Douanes etc.

Art. XXXI. Ueber alle diese Erleichterungen, wann schon in den vorigen Abkomnissen die Pflicht enthalten gewesen, die gewöhnlichen rechtmässigen Zölle zu bezahlen, so ist doch verwilliget worden, den Zoll des Reisses, welcher in der uralten Zolltariffa auf 31½ Solda festgesetzt gewesen, nunmehr auf 24 Soldi herabzusetzen. Ferners werden alle Militärforderungen, welche bis dahin, sowohl der Commendant zu Lecco, als des Forte di Fuentes und die beyden Caporalen zu Dascio und al Passo eingefordert, vollkommen aufgehebt; also dass Ihre Majestät die Zufriedenheit geniessen werdon, löblichen droyen Bündten ihre Achtung sowohl durch die Vermehrung des zugestandenen Kornvorraths, als durch die Verminderung derjenigen Kosten, welchen sie vorhin unterworfen gewesen, bezeuget zu haben.

Fromage.

Art. XXXII. Der Engadiner Käss wird gleich dem Veltliner vorhin, vollkommen zollfrey in die Stadt Como eingeführet werden können; alldort wird man ihne mit der zu andern Kaufmannswaaren gebräuchlichen Waag wägen, und was die Schweinung des besagten Käses anbetrifft, so wird man es denen Käufern überlassen, sich deswegen mit den Verkäufern zu verstehen, ohne dass deswegen einiger Unterschied des Gewichts zugelassen werde. Man wird diesen Käss auch nicht anhalten, vier Tag zum Verkauf in den Schiffen zu bleiben, sondern sobald der Markt desjenigen Tages, in welchem er angelanget, wird vollendet seyn, so soll es ihme frey stehen, in die sostra ohne Auflag oder Widerspruch vorwahret zu werden, und folglich wird er keiner andern Auflag unterworfen seyn, als dem einzigen Taglio della Bolletta, vor welchen man sich mit 2½ Soldi begnügen wird, und dem Liedlohn der Verwahrung, welcher dem Königl. Amtmann in der Susten zu Como zugehört.

Bétail.

Art. XXXIII. Alles Vieh aus denen Herrschenden und Unterthanen Landen, welches auf dem Markt zu Sorico, oder anderswo in das Mayländische eingeführt wird, um verkauft zu werden, falls dieser Verkauf nicht erfolgte, solle zollfrey, ohne weder vor das Hereinführen, noch vor das Herausführen einige Auflagen zu bezahlen, weggebracht werden mögen, wann nur hierinfalls keinerley Missbrauch hereinschleicht, so dass man Vieh, so in dem

Mayländischen eingekauft oder eingetauscht worden wäre, an des 1763
eingeführten Stelle hinweg bringen wollte, indem diesen Vortheil nur dasjenige Vieh geniessen solle, das aus dem Bündtnerland herkommt, und dahin wieder zurückgeführt wird, weil man es im Mayländischen nicht verkaufen können.

Exportations.

Art. XXXIV. Alle liegende Güter in dem Mayländischen Gebiete, die heut zu Tage von den Einwohnern der Bündtnerischen Herrschenden oder Unterthanen Landen besessen werden, sollen von denselben ungehindert genossen werden mögen, ja werden sogar des Vorrechts der freyen Ausfuhr, nach ihren Wohnungen, in die Bündtnerischen Lande, aller darauf eingesammelten Früchten geniessen, ohne dass sie deswegen nöthig haben, einige Tratten auszunehmen, doch mit Beding, dass sie innert 4 Monaten und folglich innert der Zeit, in welcher dieser Tractat ratificirt werden sollen, schuldig seyn sollen, obgedachte liegende Güter, und die Besitzer derselben specificirlich anzugeben, auf dass man dieselbige der Verzeichniss der Anno 1726 besessenen Gütern beysetzen möge, und also auch die neuen Besitzere so gehalten werden, wie man diejenigen, so in gedachter Verzeichniss beschrieben sind, immer gehalten hat, und noch haltet. Nach Verfliessung dieser Zeit wird man keine Güter mehr dieser Verzeichniss einverleiben, die in derselben nicht schon wirklich ausgeworfen sind.

Commission de santé.

Art. XXXV. Alles Vieh in Zeiten, da kein Argwohn einer Viehseuche vorhanden ist, die Käse, die Schnecken, Laveggi, baumwollene Schnupftücher und andere Bündtnerische Landesproducten, welche man innert obbestimmten Zeitraume specificierlich eingeben wird, werden, so wohl wann sie durchgeführt, als wann sie in das Mayländische eingeführt werden, nicht schuldig, die 15 Soldi vor jeden Saum, welchen die Kaufmannsgüter von jenseits der Bergen, wegen den Rilasci di sanità, unterworfen sind, noch keine andere Sanitetsauflagen denen Commissarii zu Gera, Malgrate e Como zu bezahlen, sondern mit der blossen Sanitetsgezeugniss, so ihnen der Mayländische Sanitetscommissari, so zu Clefen sich aufhaltet, vergebens ertheilen wird, solle ihnen ohne andere Sanitetsbeschwerd, die Einfuhr in das Mayländische frey und offen seyn. Hingegen solle dem Gemeindskanzler zu Clefen vor diejenigen Bolleten, so er den Waaren, die aus den Bündtnerischen Herrschenden und Unterthanen Landen in das

1763 Mayländische eingeführt werden, ertheilt, keinerley Bezahlung angereicht werden.

Transit de marchandises.

Art. XXXVI. Von denjenigen Vorsehungen, welche man zum Besten der Landesproducten des beyderseitigen Gebietes festgestellt, sind Ihro Exzellenz der Bevollmächtigte Minister, und die Tit. Herren Deputirten fortgeschritten, Einrichtungen zu veranstalten, welche zu Erweiterung des gemeinsamen Durchpasses der aus Deutschland in Italien und aus Italien nach Deutschland gehenden Waaren hinreichend erachtet worden, und erstens haben sie sich in der Hauptregel verglichen, zu gemeinsamen Nutzen samethaft alle nur mögliche Erleichterung denjenigen Waaren zu verschaffen, die durch den Pass von Clefen und das Mayländische durchgeführt werden, auf dass der Durchpass selbst auf dieser Seite eingeführt werde, und dass sie einmüthiglich sich alles desjenigen enthalten sollen, das mittelbar oder unmittelbar den Durchpass der Waaren von dieser Seite abwenden möchte.

Douanes de transit.

Art. XXXVII. Diesem Grundsatze zufolg, da die ungerechte Strenge, die diejenige ausüben möchten, die bestellt sind, auf die Einforderung der Zöllen ein wachsames Auge zu halten, leicht das Gemüth der Handelsleuten von dem Durchpass durch diese Seiten abwenden möchte, als wird man mit aller Aufmerksamkeit sich beeifern, dieses zu verhüten, und falls dergleichen widerfahren sollte, ernsthaft zu bestrafen, auf dass durch Aufhebung dieser Hinderniss der Handel beyderseitiger Staaten füglicher erweitert worde.

Item.

Art. XXXVIII. Zu diesem nemlichen Ende werden löbliche drey Bündte auf den Fuss der beyliegenden Tabellen A. bezeichnet, vor diejenigen Waaren, die von Genua kommen, oder dahin gehen, ihre Zölle von Clefen herabsetzen, und werden verfügen, dass diejenigen Strassen, die dermahlen wirklich da sind, und die Kaufmaunswaaren ausser das Mayländische transitieren machen, nicht mehreres begünstigt werden, damit auch der Pass dahin geleitet werde, der demselbigen immer natürlich gewesen.

Patto reale.

Art. XXXIX. Hingegen wird man Mayländischer Seits nicht nur fortfahren, denen Kaufmaunsgütern, die von Deutschland auf Genua und vice versa durchgeführt werden, das uralte Patto Reale zu zugestehen, sondern wird auch das nemliche Patto Reale auf den Fuss der Tabellen B. bezeichnet herabsetzen, und

also wird nicht nur der Zoll der Durchfuhr dieser Kaufmanns- 1763
güter merklich vermindert, sondern auch alle Honoranzen aufgehebt werden, als die schon in besagtem also verminderten Patto einbegriffen sind, dergestalten, dass man weder unter dem Namen einer Honoranz, noch unter dem Namen eines Zolles, etwas mehrers erheben könne, als was in besagtem Patto Reale, wie es auf der besagten Tabell B. buchstäblich beschrieben wird, enthalten.

Ratifications.

Art. XL. Da man denen Kaufmannswaaren, die jenseits des Berges oder des Meeres herkommen, die Bezahlung der 15 Soldi für jeden Saum, so unterm Titel der Rilasci di Sanità eingefordert werden, mit Ausschluss jedoch derjenigen Sachen, welche in dem Gebiete löblicher Gemeinen drey Bündten gewachsen oder verfertiget sind, wie oben im 35. Artikel nachzusehen, nicht nachlassen kann, um jedoch auch hierin den Durchpass zu erleichtern, und allen und jeden die Gelegenheit und den Vorwand zu benehmen, dieselben mit Kosten zu überladen, hat man verfügt, dass, sobald die Bezahlung der obigen Summe in die Hände des Mayländischen Sanitets-Commissari zu Clefen geleistet worden, so sollen die Kaufmannswaaren, von seinem Scheine begleitet, frey von aller und jeder Honoranzen Rilascio und Sanitetskosten in das Mayländische eingeführt werden können, ohne nöthig zu haben, einen weiteren Rilascio di Sanità zu erwarten, indem obgedachter Schein die Stelle aller und jeder erforderlichen Schriften vertreten wird.

Item.

Art. XLI. Den Durchpass der übrigen Kaufmannsgüter betreffend, so aus anderen Staaten ausser dem Genueser Gebiet herkommen oder hingehen, wird man das uralte Patto Reale beobachten, so wie solches Ends der Tabelle Lit. C. enthalten, allwo man alle andere Weggelder, Auflagen und Honoranzen, die den Waaren auferlegt werden, diesem Patto beygezählt hat, auf dass in einer einzigen Summe, und mit einer einzigen Bezahlung alle rechtmässige Auflagen auf einmal erlegt werden können, und dem Kaufmann die Mühe, verschiedene Bezahlungen zu machen, erspart werde, auch durch Aufhebung aller Ungewissheit, wie viel zu bezahlen sey, willkührlichen Einforderungen der Weg verschlossen werde.

Cotton.

Art. XLII. Was die Baumwollen, so aus dem Päbstlichen oder irgend anderm Staat herkommt, anbetrifft; so wird man,

1763 um die Handelschaft jelänger jemehr zu erleichtern, von Seiten von Mayland den Patto Reale auf die Hälfte, nemlich auf Pfund (Lire) 7 Soldi 5 heruntersetzen und die Herren Bündtner werden ihren Zoll auf die Hälfte, nemlich auf $32\frac{1}{2}$ Kreuzer erniedrigen.

Douane de Casal maiore.

Art. XLIII. In gleicher Absicht die Durchfuhr der Waaren, die ausser dem Genuesischen, auch aus andern Staaten herkommen, zu begünstigen, als wird der Zoll della longa del Pò von Casal maggiore, so zu Lecco von denjenigen Waaren die von Venedig herkommen, wann sie schon dasige Jurisdiction nicht berühren, eingefordert wird, von alle diejenigen Kaufmannsgüter aufgehebt, die von Venedig nach Clefen, und von dort weiter in Deutschland durchgeführt werden.

Tarif pour les expéditions.

Art. XLIV. Da neben den Heruntersetzungen der Zöllen, die Richtigkeit der Speditoren und so viel als mögliche Wohlfeile der Fuhrlöhnen den Durchpass zu erleichtern, ohnendlich viel beytragen kann, als wird man von Seiten Maylands den Speditoren die Tariffa D. bezeichnet vor den Durchpass nach Genua vorschreiben, und in Ansehung der übrigen Pässen wird man die erforderlichen Nachrichten einziehen, und eine solche Tariffa festsetzen, welche die Durchfuhr und Speditions-Kosten so viel als möglich vermindernde, den Handel zu erleichtern hinreichend seyn. Diese Tariffa soll innert den oben vorgeschriebenen 4 Monaten festgesetzt und eingerichtet werden.

Entretien des chemins.

Art. XLV. Ihrer Seits werden die löblichen drey Bündt ihre Strassen, die zum Besten dieses Passes dienen können, besonders die Strasse über den Piano della Riva, verbessern, und in einem währschaften Stand versetzen lassen, also dass an allen denen Oertern, wo es nur möglich ist, Wagenwege erbauet werden, und inner dem obenbeschriebenen Zeitraum wird man eine Tabelle einrichten und festsetzen, die die immermögliche Erleichterung der Speditions- und Fuhrkösten in ihrem Lande enthalten, und wegen beiden diesen Tariffen wird man sich zwischen den Commissarien Ihro Majestät und löblichen drey Bündten vergleichen.

Eclaircissement ultérieur.

Art. XLVI. Sollen auf diese Weise nicht nur einandern wechselhaft alle Erleichterungen ertheilt, sondern diesen noch alle nur mögliche Erleuterungen beygefügt werden, also dass ein Handelsmann unveränderlich wissen könne, wie viel er vor einen jeden Rup seiner Waaren an Zoll, Durchfuhr und Spedi-

tionskösten in beiden Staaten auszulegen habe, und also nicht 1763
einmal die Rechnung des Speditores nöthig habe, um den Betrag der Kosten zu wissen, und da er finden wird, wie merklich diese erleichtert worden, so ist es nicht möglich, dass er den sicheren, näheren und natürlicheren Weg verlassen, und sich zu einem andern hinwenden wolle, um so mehr, wenn man, wie es der Geist dieser Abkommniss mit sich bringet, von Seiten beider Staaten sich beflcissen wird, den Durchpass durch diese Gegend zu begünstigen.

Pensions.

Art. XLVII. Ohnerachtet der Strenge des gegenwärtigen schweren sehr langen Krieges, welchen Ihro Majestät genöthiget wird, aus ohnausweichlicher Nothwendigkeit zum Besten der gemeinen Sache, auszuhalten, werden Allerhöchst dieselbe die vor löblichen drey Bündten hegende Zuneigung, durch eine regelmässige und unausgesetzte Einrichtung der laufenden jährlichen Pensionen, bezeugen.

Stipendiés.

Art. XLVIII. Wird man gleichfalls ohnunterbrochen fortfahren, die versprochenen Stipendien den Bündtnerischen Schülern abfolgen zu lassen, wobey man wünschte, dass besonders die Herrschenden Lande löblicher Republik die Wirkungen der Königlichen Hulde geniessen mögen, folglich dass die verwilligten Stipendien vorzüglich von Subjecten aus denen Herrschenden Landen genossen werden.

Pensions arriérées.

Art. XLIX. Die ausstehenden Pensionen anbetreffende, so soll man die Rechnung derselbigen, nach Einsicht der beiderseitigen in den Archiven beider Staaten befindlichen Documenten, innerhalb des nemlichen vorgeschriebenen Zeitraums, richtig machen, und sobald die Last des Krieges aufhören und durch eine kurze Erholung Ihro Majestät Rentkammern in den Stand gesetzt werden, es thun zu können, so werden diese nicht ermangeln, die ausstehenden Pensionen also wieder abfliessen zu lassen, dass alle Jahr 2 Pensionen abgezahlt werden, bis die obgedachten ausstehenden Pensionen völliglich entrichtet sind.

Durée du traité.

Art. L. Alle obbedeutete Abkommnisse und Erleichterungen sollen verstanden werden, als solche, die in einem unzertrennlichen Zusammenhang stehen, dergestalten, dass eine Sache ohne die andere nicht gelten soll. Sie werden von dem Tag des Dati dieses Tractats an, ihren Anfang nehmen, und unaufhörlich fortdauern, hiemit allen Anständen, so zwischen beyden Staaten

1763 obgewaltet, Vorsehung geschehen, und folglich die wechselhafte Freundschaft befestiget seyn, welches dann zu der gemeinsamen Glückseligkeit des einen und des anderen Gebiets vieles beytragen wird. Und da Ihro Majestät und die löbliche Republik geruhet, das vorläufige Project dieser Abkommniss zu begnehmigen und gut zu heissen, so sind dieselbe nunmehro in ein unauflösliches Band erwachsen, und in einen feyerlichen und förmlichen Tractat verwandelt worden, in welchem jedoch, sowohl von Ihro Majestät als von der löblichen Republik, alle ältere Tractaten und Allianzen, so wie im Capitulat von Anno 1726 geschehen, vorbehalten worden, und welcher, sowohl von Ihro Majestät als von der löblichen Republik, innert des vorbestimmten Termins von 4 Monaten, ratificirt werden soll.

Zu mehrerer Beglaubigung, Bestätigung und Bekräftigung des gegenwärtigen Tractats, haben Ihro Excellenz und die Tit. Herren Deputirte eigenhändig zwey ähnliche gleichlautende Abschriften unterschrieben, und dieselben mit ihren Insiegeln verwahrt.

Geben den 8. Hornung 1763.

(L. S.) *Carl, Graf von Firmian.*
(L. S.) *Johann Anton, Baron von Buol und Schauenstein.*
(L. S.) *Andreas von Salis von Soglio.*
(L. S.) *Stephan von Salis.*
(L. S.) *Ulisses von Salis von Marschlin.*

4.

15 Février 1763.

Traité de paix entre Sa Majesté l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème, et Sa Majesté le Roi de Prusse, conclu et signé au Château de Hubertsbourg le 15 Février 1763.

(*Martens*, Recueil des traités, t. I, p. 136.)

Au nom de la très-sainte Trinité, Père, Fils et Saint-Esprit.

Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et Sa Majesté le Roi de Prusse, étant également animées du désir de mettre fin aux calamités de la guerre, laquelle à leur grand regret se soutient depuis plusieurs années, et voulant à cette fin, par une réconciliation prompte et sincère, rendre le repos et la tranquillité à Leurs sujets et Etats respectifs, ainsi

qu'à ceux de Leurs Amis et Alliés, on a travaillé à un ouvrage 1763
aussi salutaire, dès que Leurs dites Majestés ont été informées de la conformité de Leurs intentions à cet égard, et on est convenu de faire tenir au Château de Hubertsbourg des Conférences de paix par les Plénipotentiaires nommés de part et d'autre. S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème a nommé et autorisé à traiter et conclure en Son nom le Sieur Henry Gabriel de Collenbach, Son Conseiller Aulique actuel et Trésorier de l'Ordre Militaire de Marie Thérèse; et S. M. le Roi de Prusse a nommé et autorisé de Son côté pour la même fin le Sieur Ewald Frédéric de Hertzberg, Son Conseiller privé d'Ambassade; et l'esprit de conciliation, qui a présidé à cette négociation, lui ayant donné tout le succès désiré, les susdits Plénipotentiaires, après s'être duement communiqué et avoir échangé leurs Pleinpouvoirs, sont convenus des Articles suivans d'un Traité de paix.

Rétablissement de la paix.

Art. I. Il y aura désormais une paix inviolable et perpétuelle, de même qu'une sincère union et parfaite amitié entre S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème d'une part, et S. M. le Roi de Prusse de l'autre, et entre Leurs Héritiers et Successeurs et tous Leurs Etats et sujets, de sorte qu'à l'avenir les deux Hautes Parties Contractantes ne commettront ni permettront qu'il se commette aucune hostilité, secrettement ou publiquement, directement ou indirectement, et n'entreprendront quoi que ce soit, et sous quelque prétexte que ce puisse être, l'une au préjudice de l'autre; mais Elles apporteront plutôt la plus grande attention à maintenir entre Elles et Leurs Etats et sujets une amitié et correspondance réciproque, et évitant tout ce qui pourroit altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie, Elles s'attacheront à se procurer en toute occasion ce qui pourra contribuer à Leur gloire, intérêts et avantages mutuels.

Amnestie.

Art. II. Il y aura de part et d'autre un oubli éternel et une Amnestie générale de toutes les hostilités, pertes, dommages et torts commis pendant les derniers troubles des deux côtés, de quelque nature qu'ils puissent être, de sorte qu'il n'en sera jamais plus fait mention, ni demandé aucun dédommagement, sous quelque prétexte ou nom que ce puisse être. Les sujets de part et d'autre n'en seront jamais inquiétés, mais ils jouiront en plein de cette Amnestie et de tous ses effets, malgré les Avocatoires émanés et publiés; toutes les confiscations seront entièrement levées, et les biens confisqués ou sequestrés seront restitués à leurs

1763 Propriétaires, qui en étoient en possession avant ces derniers troubles.

Renonciations réciproques.

Art. III. S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème renonce tant pour Elle, que pour Ses Héritiers et Successeurs, généralement, à toutes les prétentions qu'Elle pourroit avoir ou former contre les Etats et Pays de S. M. le Roi de Prusse, et sur tous ceux, qui lui ont été cédés par les Articles préliminaires de Breslau et lo Traité de paix de Berlin, comme aussi à toute indemnisation des pertes et dommages, qu'Elle et Ses Etats et sujets pourroient avoir soufferts dans la dernière guerre.

Sa Maj. le Roi de Prusse renonce égalemont pour Elle et Ses Héritiers et Successeurs, généralement, à toutes les prétentions, qu'Elle pourroit avoir ou former contre les Etats et Pays de S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème comme aussi à toute indemnisation des pertes et dommages, qu'Elle et Ses sujets pourroient avoir soufferts dans la dernière guerre.

Cessation des hostilités.

Art. IV. Toutes les hostilités cesseront entièrement, de part et d'autre, dès le jour de la signature du présent Traité de paix. A cet effet on depêchera incessamment les ordres nécessaires aux Armées et Troupes des deux Hautes Parties Contractantes, en quelque lieu qu'elles se trouvent: Et au cas, que par cause d'ignorance de ce qui a été stipulé à cet égard, il arrivât, qu'il se commit quelques hostilités, après le jour de la signature du présent Traité, elles ne pourront être censées y porter aucun préjudice, et on se restituera fidèlement en ce cas les hommes et effets, qui pourroient avoir été pris ou enlevés.

Evacuations réciproques.

Art. V. S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, retirera Ses troupes de tous les Pays et Etats de l'Allemagne, qui ne sont pas de Sa domination, dans l'espace de vingt-un jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, et dans le même terme Elle fera entièrement évacuer et restituer à S. M. le Roi de Prusse le Comté de Glatz, et généralement tous les Etats, Pays, Villes, Places et Forteresses, que S. M. Prussienne a possédées avant la préseute guerre, en Silésie ou autre part, et qui ont été occupées par les Troupes de S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, ou par celles de Ses Amis et Alliés, pendant le cours de la présente guerre. Les Forteresses de Glatz, de Wésel et de Gueldres seront restituées à S. M. Prusienne dans le même état, par rapport aux For-

tifications, où elles ont été, et avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée, lorsqu'elles ont été occupées. 1763

S. M. le Roi de Prusse retirera dans le même espace de vingt-un jours, après l'échange des Ratifications du présent Traité Ses Troupes de tous les Pays et Etats de l'Allemagne, qui ne sont pas de Sa domination, et Elle évacuera et restituera de Son côté tous les Etats et Pays, Villes, Places et Forteresses de S. M. le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, conformément au Traité de paix, qui a été conclu ce même jour entre Leurs Majestés les Rois de Prusse et de Pologne, de sort que la Restitution et l'Evacuation des Provinces, Villes et Forteresses occupées réciproquement, doit être faite en même tems et à pas égaux.

Prestations de guerre.

Art. VI. Les contributions et livraisons de quelque nature qu'elles soient, ainsi que toutes demandes en recrues, pionniers, chariots, chevaux etc. et en général toutes les prestations de guerre, cesseront du jour de la signature du présent Traité, et tout ce qui sera exigé, pris ou perçu depuis cette époque, sera restitué sans délai et de bonne foi.

On renoncera de part et d'autre à tous les arrérages des contributions et prestations quelconques; les lettres de change ou autres promesses par écrit, qu'on a données de part et d'autre sur ces objets, seront déclarées nulles et de nul effet, et seront restituées gratuitement à ceux, qui les ont données. L'on relâchera aussi sans rançon les ôtages pris ou donnés par rapport à ces mêmes objets, et tout ce que dessus aura lieu immédiatement après l'échange des Ratifications du présent Traité.

Prisonniers de guerre.

Art. VII. Tous les prisonniers de guerre seront rendus réciproquement et de bonne foi, sans rançon et sans égard à leur nombre ou à leur grade militaire, en payant toutefois préalablement les dettes, qu'ils auront contractées pendant leur captivité. L'on renoncera réciproquement à ce qui leur aura été fourni ou avancé pour leur subsistance et entretien, et l'on en usera en tout de même à l'égard des malades et blessés, d'abord après leur guérison. On nommera pour cet effet, de part et d'autre, des Généraux ou Commissaires, qui procéderont, d'abord après l'échange des Ratifications, dans les éndroits dont on conviendra, à l'échange de tous les prisonniers de guerre.

Tout ce qui est stipulé dans cet Article, aura également lieu à l'égard des Etats de l'Empire, en conséquence de la stipulation générale exprimée à l'Article XIX. Cependant comme S. M. le Roi

1763 de Prusse et les Etats de l'Empire ont eux-mêmes fourni à l'entretien et à la subsistance de leurs prisonniers de guerre respectifs, et qu'à cette fin des particuliers pourroient avoir fait des avances, les Hautes Parties Contractantes n'entendent point déroger par les stipulations cidessus aux prétentions desdits particuliers à cet égard.

Sujets rendus.

Art. VIII. Comme l'on est d'accord de se rendre mutuellement les sujets de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui pourroient avoir été obligés d'entrer dans le service de l'autre, l'on s'entendra après la paix amiablement sur les mesures nécessaires à prendre, pour exécuter cette stipulation avec l'exactitude et la réciprocité convenables.

Archives.

Art. IX. S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème fera fidèlement restituer à S. M. le Roi de Prusse tous les Papiers, Lettres, Documens et Archives, qui se sont trouvés dans les Pays, Terres, Villes et Places de S. M. Prussienne, qu'on lui restitue par le présent Traité de paix.

Habitans de Glatz.

Art. X. Il sera libre aux habitans du Comté et de la ville de Glatz, qui voudront transférer leur domicile ailleurs, de pouvoir le faire pendant l'espace de deux ans, sans payer aucun droit.

Bénéfices et emplois conférés en Clève et Gueldres.

Art. XI. S. M. le Roi de Prusse confirmera et maintiendra la collation de toutes les prébendes et bénéfices Ecclésiastiques, qui a été faite pendant la dernière guerre in Turno Clivensi, au nom de S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, ainsi que la nomination qu'Elle a faite aux places de Drossard, qui sont devenues vacantes pendant cette guerre dans les Pays de Clèves et de Gueldres.

Renouvellement des traités.

Art. XII. Les Articles préliminaires de la paix de Breslau du 11 Juin 1742 et le Traité définitif de la même paix, signé à Berlin le 28 de Juillet de la même année, le Recès des Limites de l'année 1742 et de Traité de paix de Dresde du 25 Decembre 1745 pour autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent Traité, sont renouvellés et confirmés.

Commerce.

Art. XIII. S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et S. M. le Roi de Prusse s'engagent mutuellement de favoriser réciproquement, autant qu'il est possible, le Com-

merce entre leurs Etats, Pays et sujets respectifs, et de ne point 1763
souffrir, qu'on y mette des entraves ou chicanes; mais Elles tâcheront plutôt de l'encourager et de l'avancer de part et d'autre fidèlement, pour le plus grand bien de leurs Etats réciproques. Elles se proposent de faire travailler pour cet effet à un Traité de Commerce aussitôt, que faire se pourra: mais en attendant et jusqu'à ce qu'on ait pu convenir sur cet objet, une chacune d'Elles arrangera dans ses Etats selon sa volonté, tout ce qui a du rapport au Commerce.

Religion en Silésie.

Art. XIV. S. M. le Roi de Prusse conservera la Religion Catholique en Silésie dans l'état, où elle étoit au tems des Préliminaires de Breslau et du Traité de paix de Berlin, ainsi qu'un chacun des habitans de ce pays dans les possessions, libertés et privilèges, qui lui apartiennent légitimement, sans déroger toutefois à la liberté entière de conscience de la Religion Protestante, et aux droits de Souverain.

Dettes sur la Silésie.

Art. XV. Les deux Hautes Parties Contractantes renouvellent les Engagemens, qu'Elles ont pris dans l'Article IX et dans l'Article séparé du Traité de Berlin du 28 Juillet 1742 relativement au payement des dettes hypothéquées sur la Silésie.

Garantie des Etats.

Art. XVI. S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et S. M. le Roi de Prusse se garantissent mutuellement de la manière la plus forte leurs Etats, savoir: S. M. l'Impératrice Reine tous les Etats de S. M. Prussienne sans exception, et S. M. le Roi de Prusse tous les Etats, que S. M. l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème possède en Allemagne.

Saxe.

Art. XVII. S. M. le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, doit être compris dans cette paix, sur le pied du Traité de paix, que Sa Majesté a conclu ce même jour avec S. M. le Roi de Prusse.

Juliers et Bergue.

Art. XVIII. S. M. le Roi de Prusse renouvellera la Convention faite en 1741 entre Elle et l'Electeur Palatin, au sujet de la Succession de Juliers et de Bergue, sous les mêmes conditions, sous lesquelles elle a été conclue.

Empire.

Art. XIX. Tout l'Empire est compris dans les stipulations des Articles deux, quatre, cinq, six et sept, et moyennant cela tous Ses Princes et Etats jouiront en plein de l'effet desdites sti-

1763 pulations, et ce qui y est arrêté et convenu entre S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et S. M. le Roi de Prusse aura également et réciproquement lieu, entre Leurs dites Majestés et tous les Princes et Etats de l'Empire. La paix de Westphalie et toutes les autres constitutions de l'Empire sont aussi confirmées par le présent Traité de paix.

Alliés et amis.

ART. XX. Les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues, de comprendre dans le présent Traité de paix leurs Alliés et Amis et Elles se réservent de les nommer dans un Acte séparé, qui aura la même force, que s'il étoit inséré mot à mot dans ce Traité, et il sera également ratifié par les deux Hautes Parties Contractantes.

Ratifications.

ART. XXI. L'échange des Ratifications du présent Traité de paix se fera à Hubertsbourg dans quinze jours, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se pourra.

En foi de quoi, Nous soussignés Plénipotentiaires de S. M. l'Impératrice Reine Apostoliquo de Hongrie et de Bohème, et de S. M. le Roi de Prusse, en vertu de Nos Pleinpouvoirs, qui ont été échangés de part et d'autre, avons signé le présent Traité de paix, et y avons fait apposer les cachets de Nos armes. Fait au Château de Hubertsbourg ce quinze Février de l'année mil sept cent soixante trois.

(L. S.) *Ewald Frédéric de Hertzberg.*
l'Exemplaire de la Cour de Vienne est signé
(L. S.) *Henry Gabriel de Collenbach.*

Articles secrets.

Election du Roi des Romains.

ART. I. S. M. le Roi de Prusse, Electeur de Brandebourg, souhaitant de donner à S. M. Apostolique l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème, une preuve de son amitié, ainsi que du coutentement qu'Elle a, d'entrer dans ce qui pourroit être agréable à cette Princesse, promet de donner sa voix à S. A. Royale l'Archiduc Joseph, à la future Election d'un Roi des Romains, ou d'un Empereur.

Modène.

ART. II. S. M. l'Empéreur et S. M. l'Impératrice Reine ayant arrêté, par une Convention avec le Sérénissime Duc de Modène, le mariage d'un des Archiducs Cadets avec la Princesse de Mo-

dène, Petite Fille du susdit Duc, et s'étant déterminés à s'adresser 1763
en son tems à l'Empereur et à l'Empire, pour l'Expectative à la Succession des Etats de Modène en faveur de celui des Archiducs, qui épousera la dite Princesse; S. M. le Roi de Prusse, qui se fait un plaisir d'entrer, autant qu'il dépend de lui, dans tout ce qui peut contenter Leurs Majestés Impériales, s'engage de ce moment, et pour toujours, à donner sa voix pour cet effet, le cas échéant; et Leurs dites Majestés assurent, de leur côté, S. M. Prussienne de leur reconnoissance et du désir sincère, où Elles sont, de lui donner des marques de leur amitié dans toutes les circonstances, que les occasions pourront leur fournir.

(Au bas de chacun de ces deux Articles il est dit, qu'ils auront la même force, que s'ils avoient été insérés dans le corps même du Traité.)

Acte séparé signé le 12/20 Mars par les Plénipotentiaires de S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et de S. M. le Roi de Prusse, en conséquence de l'Article XX du Traité de paix conclu a Hubertsbourg le 15 Février 1763.

Comme il a été stipulé dans l'Article XX du Traité de paix conclu entre S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et S. M. le Roi de Prusse en date du 15 Février 1763 que Leurs dites Majestés sont convenues de comprendre dans ce Traité de paix Leurs Alliés et Amis, et qu'Elles se réservent de les nommer dans un Acte séparé, qui auroit la même force, que le dit Traité Principal, et qui seroit également ratifié par les Hautes Parties Contractantes; on n'a pas voulu différer de mettre cette stipulation en exécution, et pour cet effet S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et S. M. le Roi de Prusse déclarent, qu'Elles comprennent nommément et expressément dans le susdit Traité de paix du 15 Février 1763 Leurs Alliés et Amis, savoir de la part de S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, S. M. le Roi Très-Chrétien, S. M. le Roi de Suède, S. M. le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, et tous les Princes et Etats de l'Empire, qui sont ou Ses Alliés ou Ses Amis; et de la part de S. M. Prussienne, le Roi de la Grande-Brétagne, Electeur de Brunswic-Lunebourg, le Sérénissime Duc de Brunswic-Lunebourg, et le Sérénissime Landgrave de Hesse-Cassel.

Les Hautes Parties Contractantes comprennent également dans le susdit Traité de paix du 15 Février 1763 S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, en vertu de liens d'amitié, qui subsistent entre

1763 Elle et les deux Hautes Parties Contractantes, et de l'intérêt, que Sadite Majesté a témoigné prendre au rétablissement de la tranquillité de l'Allemagne.

En foi de quoi Nous, les Plénipotentiaires de S. M. l'Impératrice Reine et S. M. le Roi de Prusse, avons, en vertu de Nos Pleinpouvoirs et Instructions, signé le présent Acte, qui aura la même force, que s'il étoit inséré mot pour mot dans le Traité de paix du 15 Février 1763 et sera également ratifié par les deux Hautes Parties Contractantes. Fait à $\frac{\text{Dresde}}{\text{Berlin}}$ le $\frac{\text{douze}}{\text{vingt}}$ de Mars l'an mil sept cent soixante trois.

Ewald Frédéric de Hertzberg.

l'Exemplaire de la Cour de Vienne est signé

Henry Gabriel de Collenbach.

5.

1 Mars 1763 ad 15 Février 1763.

Protestation du Plénipotentiaire du Roi de Pologne, Électeur de Saxe, du 1 Mars 1763 contre l'Article 18 de la Paix de Hubertsbourg.

Contre-Protestation de la Prusse du même jour.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Original-Protest des Bevollmächtigten des Königs von Polen, Kurfürsten von Sachsen, d. d. 1763 1. März gegen den 18. Artikel des Hubertsburger Friedens.

Abschrift des Preussischen Reprotestes von demselben Datum.

Le sousigné Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, a remarqué que dans l'Article dix-huit du Traité de Paix conclu entre Sa Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème et Sa Majesté le Roi de Prusse, dont les Ratifications viennent d'être échangées, on a stipulé le renouvellement de la Convention faite en 1741 entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Son Altesse Electorale Palatine au sujet de la Succession de Juliers et de Bergues.

Dès le commencement des Conférences tenues à Hubertsbourg le sousigné a demandé et insisté pour qu'on fasse abstraction entière d'un objet totalement étranger à la Négociation de Paix et si manifestement contraire aux Droits incontestables du Roi son

Maître et de la Maison de Saxe, fondés sur les expectatives et investitures de tant d'Empereurs et accompagnés des promesses les plus solemnelles de la Maison d'Autriche, l'Empereur Maximilien aïant joint au droit primitif et principal, la promesse subsidiaire et éventuelle de satisfaire Lui-même les Ducs de Saxe pour leurs Droits et Prétensions sur les Duchés de Juliers et de Bergues et leurs appartenances. 1763

Comme cependant malgré cette demande faite par écrit, et non obstant les protestations et instances constamment reïterées de vive voix durant le cours de la Négociation, Sa Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème a fait insister sur le dit renouvellement proposé par Son Plénipotentiaire, et qu'ainsi il est arrivé que la promesse de ce renouvellement a été stipulée dans le Traité conclu entre Sa dite Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème et Sa Majesté le Roi de Prusse, purement et même sans réserver ni les Droits du Tiers, ni l'exercice du suprême pouvoir judiciaire du Chef de l'Empire;

Le sousigné Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, en conséquence des ordres exprès de sa Cour, ne peut se dispenser de protester par le présent Acte, de la manière la plus forte et la plus solemnelle contre l'Article dix huit du dit Traité et contre tout ce qu'il contient de préjudiciable aux droits et intérêts du Roi son Maître et de toute la Maison de Saxe; et comme des Droits bien fondés en eux-mêmes ne peuvent pas être affoiblis par de tels arrangemens particuliers faits au préjudice d'un Tiers, il déclare que le Roi son Maître, pour Lui et pour toute la Maison de Saxe, Se tient constamment aux dits Droits légitimement acquis et duëment conservés, Se réservant de les faire valoir par tous les moïens convenables et conformes aux Loix et Constitutions de l'Empire.

Fait au Château de Hubertsbourg le 1er Mars 1763.

(L. S.) *Thomas Baron de Fritsch.*

Copie.

Ayant plu à Monsieur le Baron de Fritsch, Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, de protester par un Acte particulier contre l'Article dix huit du Traité de paix, qui vient d'être conclu entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème et d'y alléguer les droits de la maison de Saxe sur les Duchés de Juliers et de Bergues; le Sousigné Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse

1763 ne peut pas Se dispenser de reprotester contre cette Protestation, et de déclarer, que le Roi Son Maître ne reconnoît aucuns droits de la maison de Saxe sur les Duchés de Juliers et de Bergues, que le sousigné n'a aucunement déféré à la susdite Protestation de Monsieur le Baron de Fritsch, et qu'elle ne pourra jamais être alleguée au préjudice de Sa Majesté Prussienne et de Sa Maison Royale.

Fait au Château de Hubertsbourg, le 1[er] de Mars 1763.

(L. S.) *Ewald Frédéric de Hertzberg.*

6.

31 Août 1763.

Traité entre le Roi de Sardaigne et l'Impératrice Reine Marie Thérèse pour l'abolition du droit d'Aubaine. En date de Vienne, le 31 Août 1763.

(*Martens*, Nouveaux suppléments, t. I, p. 30.)

Quum aliquot ab hinc annis exortae sint controversiae super jure admissionis et hereditariae successionis subditorum tam ex parte Serenissimi ac potentissimi Principis Domini Caroli Emanuelis, Regis Sardiniae, Ducis Sabaudiae, et Principis Pedemontis, quam ex parte Serenissimae ac Potentissimae Imperatricis, Hungariae Bohemiaeque Reginae, Archiducis Austriae, in bona et hereditates, quae in ditione alterius praedictorum Principum sitae erant; eamque ob rem circa explicationem Regiarum Constitutionum Pedemontis lib. VI tit. VII de lege Albinagii et reciproci mota fuerit quaestio, quae decernendo ex parte Austriaca juri retorsionis causam dedit; postea vero memoratae Sacrae Majestates non solum foederis, unionis, et sincerae, qua conjunguntur, amicitiae vinculum magis magisque coarctari, verum etiam felices hujus concordiae effectus in cunctos utrinque subditos larga manu diffundi cupientes, ea omnia, quae horum successionibus hereditariis obstabant, vel obstare videbantur, e medio tollere, et quo ad illas mutuum ac aequale jus inter utriusque partis subditos stabilire decreverint; ea super re inter praenominatas Sacras Majestates pro se ipsarumque successoribus per infrascriptos Ministros sequentem in modum conventum est.

I. Gaudeant deinceps omnes et singuli subditi utriusque sexus Sacrae Caesareae Majestatis Hungariae et Bohemiae Regi-

nae ejusque heredum et successorum in universis ditionibus Sacrae Majestatis Regiae Sardiniae Serenissimaeque Domus Sabaudiae, jure succedendi, sive ex testamento, sive ab intestato, sive per donationem inter vivos aut mortis causa, sive ex quocumque alio legitimo actu ultimae voluntatis, aut inter vivos, in omnia jura, nomina, et bona tam mobilia, quam immobilia, etiam feuda nobilia et majora, actiones, res corporales et incorporales, sine omni exceptione, tam propriorum concivium suorum, quam Regis Sardiniae, aut cujuscumque alterius Principis subditorum, quos in ditionibus ejusdem Sacrae Majestatis Regis Sardiniae, vel in quacunque alia e vita decedere contingeret; quin heredibus opus sit speciali privilegio Regio, seu literis quas vocant naturalitatis; adeo ut reputentur, quoad ista bona adquisita, veri subditi naturales, et libera de iisdem disponendi fruantur facultate. 1763

Similiter gaudeant deinceps omnes et singuli subditi utriusque sexus Sacrae Majestatis Regis Sardiniae, ejusque heredum et successorum in universis ditionibus Sacrae Caesareae Majestatis, Hungariae et Bohemiae Reginae, Serenissimaeque domus Archiducalis Austriacae jure succedendi, sive ex testamento sive ab intestato; sive per donationem inter vivos; aut mortis causa, sive ex quocunque alio legitimo actu ultimae voluntatis, aut inter vivos, in omnia jura, nomina, bona tam mobilia quam immobilia, etiam feuda nobilia et majora, actiones, res corporales et incorporales, sine omni exceptione tam concivium suorum, quam Imperatricis Reginae, aut cujuscumque alterius Principis subditorum, quos in ditionibus ejusdem Sacrae Majestatis vel in quacumque alia ex vita decedere contingeret, quin heredibus opus sit speciali privilegio Regio; adeo ut reputentur quoad ista bona adquisita veri subditi naturales, et libera de iisdem disponendi fruantur facultate.

Quae ipsa libera facultas, mutua eo usque protensa debet intelligi, ut licitum etiam ac concessum sit, ambarum partium contrahentium subditis utriusque sexus, etiam filiis natu majoribus, aut unicis familiarum illustrium, qui modis supra enumeratis ad successiones in alterius ditionibus capessendas vocarentur, domicilium suum permanens, si velint, illuc transferre; nihilominus tamen simul possessionem proprietatemque ejus, quod in ditionibus proprii eorum Principis possiderent libere retinere.

II. Hac conventione omnino derogatum intelligi debet quibuscumque legibus, quae in eorundem Principum paciscentium contra forenses, vel non habitantes, aut habitantes quidem, sed civitate non donatos sancitae hactenus sint, vel esse queant: no-

1763 minatim ex parte Sarda Titulo XII Libri VI Regiarum Constitutionum, quatenus huic conventioni obstant, vel obstare videntur, et ex parte Austriaca Decretis, quae ad statuendum jus retorsionis lata fuerint; ita quidem, ut ea omnia respectu utriusque Principis contrahentis subditorum, ac si nunquam extitissent, pro futuro censeri debeant, nec huic mutuae dispositioni ulla unquam contraria lege aut consuetudine derogari possit.

III. Quum tamen in adquirendo civitatis vel indigenatus jure non eadem utrinque sit ratio, aut idem usus: ordines etiam ac Status quarundam Sacrae Caesareae Majestatis, Hungariae Bohemiaeque Reginae Provinciarum separatas rationes ac singularia jura habeant, quibus vel ipsi ejusdem subditi, si certorum bonorum immobilium possessiones adipisci velint, obnoxii sunt; instituti diversitas non permittit, eandem utrinque normam praescribi, quia etiam proprii subditi alicubi necesse habent, id observare et praestare, quod in Provincia, ubi hereditatem adire volunt, lege vel usu jam receptum obtinet. Mutuo tamen consensu stabilitum est, ut in capessendis hereditatibus et possessionibus bonorum immobilium, unius partis subditi pari jure, quo alterius subditi naturales utuntur, tam quoad beneficia et commoda, quam quoad onera, aliasque conditiones ab ipsis propriis subditis praestandas, uti nec deterioris conditionis, quam hi, esse debeant; adeo ut si, quae propriis subditis ad consequendas hereditates, sive ex testamento, sive ab intestato prosunt, vel obsunt, etiam alterius partis subditis prodesse vel obesse censeantur.

IV. Eandem ob rationem in judicanda validitate testamentorum, donationum inter vivos aut mortis causa, aliorumque actuum ultimae voluntatis, vel inter vivos attendenda erunt statuta illius Provinciae vel loci, ubi talis actus fuerit conditus, sive sit in ditione unius, vel alterius Principum paciscentium; ita quidem, ut, si talis actus iis solemnitatibus celebratus fuerit, quae ad ejus validitatem secundum statuta vel legitimam consuetudinem loci de jure requiruntur, plenum quoque in ditione alterius Principis sortiatur juris effectum; etiamsi forte in hac plures requirantur solemnitates, quam in illa, ubi testamentum conditum, vel talis actus dispositionis celebratus est.

Utque tanto facilius obviam eatur temerariis fraudibus et cavillationibus privatorum hominum, qui avaritia et cupiditate ducti saluberrimas etiam Principum suorum Constitutiones eludere non verentur, adhibebunt tam Sacra Majestas Rex Sardiniae, quam Sacra Caesarea Majestas, Hung. Boh. Regina, in suis ditionibus omnes cautelas necessarias et opportunas, ad removenda obsta-

cula, quae efficaciam conventionis hujus impedire, aut ejus executionem reddere possent difficiliorem. 1763

V. Considerata pariter disparitate juris, statutorum et consuetudinum tum inter utriusque Principis contrahentis ditiones, tum etiam inter ipsas Provincias Austriacas, conventum est, ut, si quae pecuniae summa in praedictorum Principum ditionibus, sive Jure Detractus, sive Titulo annatarum, valimentorum, vel vectigalium, aut alia cujusvis generis onera propter hereditatis additionem, transitum, possessionem, aut alienationem bonorum, ab exteris, vel in dominio non degentibus, vel etiam ab iis, qui domicilium suum ex una ditione in alteram transferunt, ob exportationem pecuniae, aliarumque rerum, sive hereditatis, sive alio jure ad illos pertinentium, vel quamcumque demum ob causam exigi solent, standum utrinque sit legibus et consuetudinibus provinciarum, in quibus bona sita sunt.

VI. Conventionis hujus ratihabitio ejusque permutatio fiet intra sex hebdomadorum spatium; promulgatio vero intra tres menses post factam ratihabitionem: a qua promulgationis die conventio haec in utriusque partis paciscentis ditionibus vim suam ac robur obtinebit, nec ad casus ante diem publicationis ortos vel adhuc evenientes retrahi aut extendi poterit. Subditis tamen utriusque partis libera facultas relinquitur, successiones, hereditatesque, ad quas in ditione alterius ante hanc conventionem fuerint vocati et quas sperabant, se non obstantibus difficultatibus, in exordio memoratis, nancisci posse, in judicio libere prosequendi; quum praesens conventio casibus de praeterito nec favere debeat, neo obesse. In quorum fidem majusque robur infrascripti Ministri hasce conventionis tabulas subscripserunt suisque sigillis muniverunt, duoque ejusdem exemplaria inter se commutarunt. Actum Viennae Austriae die 31 augusti 1763.

Ludovicus Comes de Canal.
W. A. Comes Kaunitz Rittberg.

Ratifié par l'Impératrice Reine le 14 Octobre même année.

7.

11 Octobre 1763.

1763 Traité entre la France et l'Autriche concernant le payement des arrérages des subsides français.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Louis, par la grace de Dieu Roi de France et de Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher et bien aimé Cousin César Gabriel de Choiseul, Duc de Praslin etc. aurait en vertu du pouvoir que nous lui en aurions donné arrêté, conclu et signé à Fontainebleau le onze du présent mois d'Octobre avec le Sieur George Comte du St. Empire Romain de Starhemberg Chevalier de la toison d'or etc. etc. Conseiller intime de notre très-cher etc. frère l'Empereur des Romains et de notre très-chère soeur etc. l'Impératrice des Romains leur ambassadeur auprès de nous pareillement muni du plein-pouvoir etc. une convention dont le terme s'ensuit:

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité Père, Fils et Saint Esprit, ainsi-soit-il.

Sa Majesté très-chrétienne et Sa Majesté l'Impératrice Reine apostolique d'Hongrie et de Bohème, toujours occupées du Soin de se prêter mutuellement à leurs convenances réciproques ont jugé à propos d'apporter quelques changemens aux dispositions des traités de Versailles du mois de décembre 1758 et de la Convention de Fontainebleau de l'an mil sept cent soixante deux relativement au payement des arrérages pour lors echus et à echoir, du subside qu'en vertu des traités Sa Majesté très-chrétienne s'est engagée de payer à Sa Majesté l'Impératrice Reine apostolique pendant tout le tems que dureroit la guerre contre le Roy de Prusse et de convenir entre Elles d'un nouvel arrangement définitif fixe et irrévocable pour le payement successif des dits arrérages jusqu'à leur entière et pleine extinction. À cet effet Leurs dites Majestés ont nommé et autorisé, Savoir, Sa Majesté très-chrétienne le très-Illustre et très-Excellent Seigneur César Gabriel de Choiseul, Duc de Praslin, etc., et de la part de Sa Majesté l'Impératrice Reine apostolique, le très-Illustre et très-Excellent Seigneur George Comte du saint Empire Romain de Starhemberg etc.; lesquels en vertu de leurs plein-pouvoirs, et après avoir duëment et pleinement constaté et liquidé le montant des susdits arrérages à la Somme de Vingt un millions trois cent quatre vingt dix mille Livres tournois sont convenus des articles suivans.

Art. I. Il sera payé dans le courant de la présente année mil sept soixante trois à compte et en première déduction du susdit total des arrérages la somme de trois cent quatre vingt dix mille Livres, et Sa Majesté très-chrétienne promet d'en faire délivrer le payement dans le courant du mois de décembre prochain, entre les mains et aux ordres de l'Ambassadeur de Leurs Majestés Impériales et Royale en France. 1763

Art. II. Les vingt un millions de Livres restans du susdit total des arrérages après la déduction stipulée par l'article précédent seront payés dans l'espace de six ans à commencer du premier Janvier prochain, à raison de trois millions cinq cent mille Livres par chaque année et de huit cent soixante quinze mille Livres par quartier; En sorte que le total des dits arrérages se trouvera acquitté à la fin de l'année mille sept cent soixante neuf; En conséquence de quoi il sera délivré à l'Ambassadeur de leurs Majestés Impériales et Royale, ou autre Ministre Résident pour lors de leur part en France, au commencement de chaque quartier une ordonnance de huit cent soixante quinze mille Livres payable dans le courant du dit quartier.

Art. III. Sa Majesté très-chrétienne s'engage de la manière la plus solide et la plus obligatoire à faire faire ces payement successifs exactement sur le pied et aux termes convenus par les deux articles précédens, entre les mains et aux ordres de l'Ambassadeur ou Ministre de sa Majesté l'Impératrice Reine pour lors résident en France; Et à cette condition sa Majesté l'Impératrice Reine promet et s'engage à se désister de la forme des mêmes payemens ci-devant stipulée en sa faveur par les traités de Versailles du mois de Décembre de l'an mil sept cent cinquante huit, et renouvellée par la convention de Fontainebleau du second novembre mil sept cent soixante deux.

Art. IV. La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté très-chrétienne et Sa Majesté l'Impératrice Reine et les Ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté très-chrétienne et de Sa Majesté l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème avons signé la présente Convention et y avons apposé les cachets de nos armes.

Fait à Fontainebleau le onze d'octobre mil sept cent soixante trois.

Choiseul duc de Praslin. (L. S.)

G. C. de Starhemberg. (L. S.)

Nous ayant agréable la susdite convention et tous et chacun des points et articles qui y sont contenus et déclarés, avons iceux

1763 tant pour nous, que pour nos héritiers et successeurs accepté, aprouvé, ratifié et confirmé, et par ces présentes signées de notre main acceptons, aprouvons, ratifions et confirmons, et le tout promettons en foi et parole de Roy garder et observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contrairo directement on indirectement en quelque sorte et manière que ce soit.

En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Versailles le vingt deuxième jour du mois de Novembre l'an de grace mil sept cent soixante trois et de Notre règne le quarante neuvième.

Louis.
Par le Roi
Le Duc de Choiseul.

8.

3 Mars 1764.

1764 Transaction pour régler les différends sur les limites entre la Bohème et la Bavière avec le Haut-Palatinat.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Vergleichs-Instrument über die zwischen der Krone Böhmen, und dem Churfürsten- und Herzogthum Bayern auch der Obern Pfalz obgewaltete Gränz-Strittigkeiten errichtet.

Prag den 3. Martij, a. 1764.
Ratificirt München den 14. Martij, e. a.

Von Gottes Gnaden Wir Maximilian Joseph etc. urkunden und bekennen hiemit offentlich gegen Männiglich: nachdeme zwischen der Allerdurchlauchtigsten, grossmächtigsten Fürstin, und Frau, Frau: Maria Theresia etc. eines- dan uns andern Theils, von unseren Beyderseithigen allergnädigst, und gnädigst Abgeordnoten Ministris und Commissariis auf unsere Beyderseithige Ratification, in Betref der zwischen der Krone Böhmen, und unseren Churfürsten- und Herzogthum Bayern, auch der obern Pfalz obgewalteten Gränz-Strittigkeiten nachstehender Vergleich errichtet worden, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folgt:

Im Namen Der Allerheiligsten Dreifaltigkeit. Amen.

Kund, und zu wisssen sey Allen und jeden, denen daran gelegen, oder auf einige Art und Weise daran gelegen seyn kann.

Demnach zwischen dem Königreich Böhmen, dan denen Herzogthümeren Bayern und der Obern Pfalz, von mehr denn zweyhundert Jahren her, sich schwere Zwiespalt und Beträchtliche Irrungen der Land-Gränzen halber, erhoben, und Bis auf gegenwärtige Zeiten angedaueret haben, wodurch zwischen Beederseits anrainenden Unterthanen beständige Feindseligkeiten, gefährliche Aufstände, und gewaltthätige Einfälle in eines, oder des anderen vorgebliche Land-Gränzen, veranlasset, und in der Folge das nachbarliche gute Vernehmen zwischen beeden Durchlauchtigsten Häuseren auf vielerley Weise gestöret worden ist; welchem Unwesen zu steuern, sowohl in älteren als neueren Zeiten zwar vielfältige Handlungen gepflogen, sonderheitlich unter der anno 1557 erkiessten, und bis 1586 angedauerten Obmannschaft und Schieds-Richteren die gütliche Wege zu wiederholltenmalen versucht, auch sowohl als nach der Hand, von beeden Seiten öfftere Commissionen angeordnet worden: die jedoch offen- und actenkündigermassen sich jederzeit fruchtlos zerschlagen, bis endlichen durch Schickung des Allerhöchsten, die Allerdnrchlauchlauchtigste grossmächtigste Fürstin und Frau Frau Maria Theresia etc. Auf der einen: Dan der Durchläuchtigste Fürst und Herr, Herr Maximilian Joseph etc. auf der andern Seite, aus aufrichtigster Neigung, zu freundschaftlich und nachbarlich guten Einuerständniss, Beuorab, um zwischen Beederseithigen Landen und Unterthannen einen immerwehrenden Frieden und Ruhe zu stifften, zu Anfang Septembris Lctztabgewichenen, 1763 Jahrs zu gütlicher Vergleichung aller Bishero obgewalteter Gränz-Irrungen eine abermalige Commission in der Königlichen Haupt Stadt Prag niedergesezt: und Ihro Kaysserl. Mayst. zu Allerhöchst-Dero Bevollmächtigten Commissarium den hoch- und Wohlgebornen Herrn Franz Xaverien, des Heil. Röm. Reichs Grafen von Wieschnick (etc.). Ihro Churfürstliche Durchlaucht von Bayern hingegen zu Höchst-Dero-Bevollmächtigten Commissarium den Wohlgebornen Herrn Johann Adam Frey-Herrn von Ickstadt (etc.) allergnädigst und gnädigst ernennet und angestellt haben. Als haben solchemnach in Verfolg des Denenselben geschehenen Auftrags, ermelt-Bevollmächtigte Commissarij, nach ausgewechselt-Beederseithigen Vollmächten, sich der gütlichen Tractaten würklich unterzohen, die auf ein, und der andern Seiten fürwaltende Gründe reiflich erwogen, und unter vorbehaltener, jedoch anhoffender allerhöchst- und höchsten Genehmhaltung sich nachstehender Articule vertragen, verglichen, wie folgt. 1764

Art. I. §. 1. Ist in Ansehung der sogenannten Alten-Irrungen

1764 in der Hauptmannschaft Furth, und denen Pfleg-Gerichten *Eschlcam*, und *Neukirchen* verabredet und verglichen worden, dass diesser ganze District nach seinem Umfang, wie sich derselbe von der ehemaligen schönen Buchen oder Peterwiesel bis zum Glaitsbachbrükl auf der Strasse, so von Neukirchen auf St. Catharina und Glattau gehet, nach dem Bayerischen — nach dem Böhmischen Gang hingegen, von dem Oehlbrünnel Bis auf obgedachte Strasse, dan den Seiten-Gränzen in der Alten Kutnerschen, und neueren Clausneriss- und Bauerschen Mappis vorzeiget, in conformitaet der verglichenen, und auf einer besonderen, von Beeden Bevollmächtigte Commissariis unterzeichnet- und Besigelten Mappa entworfenen Theilungs-Linie von Lit. A. Bei dem Brücklein des Glaithachs, dann nach denen folgenden Literis: B, C, D, E etc. weiters Bis zu dem mit Lit. Z angedeuteten Fichten-Brunnen in zwey gleiche Theile getheilet, und dem Königreich Böhmen die gegen Böhmen; Chur-Bayern hingegen, die gegen das Herzogthum Bayern fallende Helfte, mit allen Landesherrlichen Hohheits-Rechten, Jure et Jurisdictione Suprema, zu ewigen Zeiten zustehen, und verbleiben, folglich nach dieser ordentlich zu vermarkenden Theilungs-Linie, die wahren Gränzen zwischen dem Königreiche Böhmen, und dem Herzogthum Bayern Bestimmet, und vestgesezt seyn sollen.

§. 2. So viel hingegen die durch solche Abtheilung, auf des einen, oder des Andern Helfte fallende Privat-Gründe an Aeckeren, Wissmahten, Waldungen, Fischweyern, Beholzungs- und Hutweyds-Gerechtigkeiten, Derer auf der gegenüberliegenden Helfte verbleibender Unterthanen anbelangt, ist man übereinskommen, dass solche Gründe, Aecker, Wiesen, Waldungen etc. ersagten Unterthanen quoad Dominium et utilitates privatas zwar verbleiben und sie dieselbe als Ihr Privat-Eigenthum innhaben, nutzen, und ohngehindert gebrauchen sollen, mit der Ausdrücklichen Bedingnüss iedoch;

§. 3. dass sie sich gegen die Landesherrschaftliche höchste Obrigkeit, in deren Territorio diese Gründe mit denen Anklebenden Rechten und Nutzbarkeiten zu liegen kommen, in allen Stücken friedlich halten, die der Orten vorgeschriebene Aeker-, Flur-, Wald-, Forst- und dergleichen Lands-Ordnungen genau beobachten und die Landsübliche Schuldigkeiten und Praestanda gebührendermassen entrichten, und überhaupt zu einigen Beschwerden keinen Anlass geben.

§. 4. Würde sich iedoch bey vornehmender würklichen Ausmässung der Gränzen Aeussern, dass dergleichen Privat-Gründe

füglich, und ohne merklichen Nachtheil der Lands-Herrschaft, und 1764
deren Besitzern gegen andere Gründe ausgewechselt werden können; so solle diese Auswechslung keineswegs ausgeschlossen seyn, sondern mit Genehmhaltung beeder höchsten contrahirenden Theilen, oder auch, wenn es nehmlich Kleinigkeiten Betrifft, ohne Dieselbe, durch die zur würklichen Abtheilung und Vermarkung an Ort und Ende demnächstens absendende Commissarien vorgenommen werden.

§. 5. Um aber alle Weitläuftige Untersuchungen und Zweifel: was für- und welche auf des einen oder andern Theils Helfte hinüberfallende Gründe und Rechten, denen Privatis quo ad Dominium et utilitates privatas belassen werden, und eigenthümlich verbleiben sollen; so hat man sich verglichen, und pro norma generali Bey diesem sowohl, als nachfolgenden Districten festgesetzt, dass 1mo, denen Landsassen, Clöstern und Städten jene Privat-Gründe und Gerechtigkeiten, welche Dieselbe anno 1706, vor Eröffnung der damalig angeordneten Kayserl. Königl. Commission, würklich Besessen, und eigenthümlich innegehabt, oder auch nachgehends rechtmässigerweise erlangt haben, im Fall wenig oder viel dauon auf die Königl. Böhmische oder Herzoglich Bayersche Helfte fallen würde (Superioritate et Jurisdictione Territorij Suprema Semper Salva) vor, wie nach belassen, und Sie in dem Innhaben und Genuss auf keinerley Weise gestöret werden sollen.

§. 6. So viel hingegen die Bauerschaften, Dorf-Gemeinden, und einzelne Unterthanen Betrifft; solle das Innhaben, Besitz und Eigenthum ihrer Privat-Gründen und Gemeinds-Rechten, nach dem gegenwärtigen Innhaben und Besitz ermessen, und geachtet, mithin auch auf den Fall, da wenig, oder viel von diesen ihren privat-Gründen und Rechten, auf eines, oder des Andern der höchsten contrahenten Helfte zu liegen kommen würde, dabey nach Inhalt des §. 2 und 3, ohngestörrt belassen, und Bey derenselben Nutzungen und Gebrauch gegen jedermänniglich geschützet werden.

§. 7. Sollten aber die Besonderen Umstände und nothdürftige Nahrungs-Unterhaltung ein und andern Orts diessfalls eine anderweitige Verfügung erheischen; so sollen die ad loca abzusendende Kayserl. Königl. und Churbayersche Commissarij dem Befund und der Billigkeit nach, solche Anstalten vorkehren, wobey derer Unterthannen Bedürfnissen, gegen leydentliche cameral-auf nachgestalten Sachen Dominical-Praestationen hinlänglich, und thunlichermassen prospiciret werde: worüber die commissarien

1764 jedesmalen Bericht zu erstatten, nnd die Genehmhaltung ihrer obern und höchsten committenten einzuhollen haben.

§. 8. Auf eben gleiche Weise sie commissarien in jenen Fällen, da wegen derer Grtlnden, so auf des einen oder Andern Theils abgemessene Helfte zu liegen kommen, ratione Possessionis oder Proprietatis, wider vermuthen einiger Stritt sich erheben wurde; solchen und andere dergleichen Strittigkeiten, wenn sie wenig importiren, ohne Rückfrage, diejenige aber so von einiger Wichtigkeit wären, nach eingehollter Belehrung von ihren respec. Allerhöchst und höchsten Höfen entweder gütlich vergleichen, oder durch ordentlichen Rechts-Spruch entscheiden sollen.

§. 9. So viel endlich die sogenannten Cammer-Regalien z. B. Bergwerks-, Wasser-, Forst-, Wildbanns-, Glaits- und andere dergleichen Regalische Rechte anbelangt; verbleiben solche, in so weith Dieselbe ieden orts zum camerali gehören, der höchsten Landes-Herrschaft in eines jedweden Helfte eigenthümlich; so, dass die ausgezeichnete-Lands-Marken zugleich die Gränzen solche Regalien und Gerechtsamen Bestimmen.

Art. II. §. 1. Wegen des Eisensteins, oder denen sogenannten neuen Irrungen; ist man übereinkommen, dass dieser District nach seinem Befang, wie solcher in den Clausnerisch- und Bauerischen darüber verfertigten Mappis vor Augen liegt, ebenermassen von dem mit Lit. A Bemerkten Zwerchegg, allwo die von dem Brügglein des Glaitsbachs, in den alten Irrungen, Bis zu gedachten Zwerchegg, zwischen Beederseithigen Landen richtig erkannte Gränzen sich endigen, Bis zu dem Lackenberg, wo die ohnstrittige Gränzen wiederum ihren Anfang nehmen, in zwey gleiche Theile, und zwar, weilen die gerade Linie von dem Zwercheck Bis zum Lackenberg den Königl. Böhmischen halben Theil nicht auswürft, mitls einer gegen Bayern werts ziehenden Bogen-Linie, wie solche auf der neu verfertigten und von beeden Commissarien unterzeichneten und besigelten Mappa von Lit. A, B, C, D, E, F, G, H bis I angezeigt und entworfen worden, abgetheilt, sohin die auf die Seithe des Königreichs Böhmen fallende Helfte quo ad Jurisdictionem et Supremum Territorij Jus, der Crone Böhmen: die auf die Bayersche Seithe zu fallen kommende Helfte hingegen dem Herzogthum Bayern, mit den nehmlichen Landesherrlichen Hohheits-Rechten zu ewigen Zeiten eigenthümlich zustehen und verbleiben solle.

§. 2. Würde sich aber ergeben, dass durch solche Abtheilung dieses Districts von denen Gründen eines oder andern Pri-

vati vieles oder weniges auf den Königlich Böhmischen- oder 1764
auch Bayerschen Antheil fallen würde, so hat man sich verglichen, dass solche Gründe quo ad Dominium et utilitates privatas denen Inhabern zwar eigenthümlich verbleiben, sie iedoch in Ansehung derselben, der Königl. Böhmischen- und respec. Herzoglich-Bayerischen Landsherrlichen Superiorität und Jurisdiction unterwürfig, auch dauon die schuldige Praestanda zu entrichten verbunden seyn, und überhaupt in Betracht solcher Privat-Gründen, all jenes, so artic. 1, §. 2, 3, 4, 5 seq. verglichen und vertragen worden, nicht anders als ob solche Alhier von Wort zu Wort wiederhollet worden wären, stattfünden, und beobachtet werden solle.

Art. III. §. 1. Ist bedungen und verabredet worden, dass der anno 1708 unter währender Kayserl. Administration der Churbayerschen Landen, von dem Herzogthum Bayern hinweg, und zur Crone Böheim hineingemarkte District bey dem Kleinen, und Grossen Rächel, ebenermassen von dem neuen Stein bey dem Kleinen Filz, wo das Regengespreng allgemach seinen Anfang nimmet, bis zu dem Langen Filz; wo die alten Bayerschen Gränzen wiederumen anfangen, nach der verglichenen Theilungs-Linie in zwey gleiche Theile getheilt, und die eine gegen Böhmen zu liegen kommende, dem Königreiche Böhmen: die andere gegen Bayern liegende Helfte diesem Herzogthum cum omni Superioritate et Jurisdictione Suprema eigenthümlich verbleiben: und die Gränz-Marken nach dieser Abtheilung bestimmt, und vestgesetzt seyn sollen.

Art. IV. §. 1. Wegen der zwischen der Crone Böhmen und dem Herzogthum der Obern Pfalz strittigen Gränzen, fordersamst in dem Ober-Pfälzischen Land- und Pfleggericht: Wald-München, zum Theil auch in der Hofmarch Trefelstein, haben beyde, Allerhöchst- und höchste Theile sich vereiniget und verglichen, dass der durch den Alten Pfälzischen und Böhmischen Gang eingeschlossene District, wie solchen sowohl die Clausnerische, als Bauerische Mappae vorzeigen, ebenmässig in zwey gleiche Theile und zwar nach massgebung der verglichenen- auf von beeden Bevollmächtigten Commissarien unterzeichneten Mappa entworfenen Theilungs-Linie solchergestalten abgetheilet werden solle, dass der Anfang solcher Abtheilung bey dem sogenannten Fichtenbrunnen Lit. Z, wo sich die Abtheilung der Alten Irrungen, in dem Churbayerschen Rentamt Straubing endiget, gemacht und damit von Lit. AA, I, K, CC, EE, FF, GG bis II erstbesagter Theilungs-Linie gegen die Tiefe Seige fortgefahren werden, somit

1764 die gegen die Seite der Cronne-Böhmen zu liegen kommende Helfte gedachter Cronne: die auf die Oberpfälzische Seite fallende Helfte hingegen, dem Herzogthum der Obern Pfalz eigenthümlich seyen: und dadurch die wahre Gränzen zwischen dem Königreich Böhmen und dor Obern-Pfalz der Orten bestimmet seyn sollen.

§. 2. Soll in Ansehung derer auf des einen, oder andern zugemessenen Theil fallenden Privat-Gründen, der auf dem Königl. Böhmischen oder Oberpfälzischen Theil verbleibender Landsassen und Unterthanen, all jenes beobachtet werden, so bey dem Ersten articl, von §. 2 bis 9 verglichen und verabredet worden, eben als ob solche diesem articl von Wort zu Wort einuerleibt, und wiederhollet worden wären.

Art. V §. 1. Weiter habon sich Ihro Kayserl. Königl. Mayest. und Ihro Churfürstl. Durchlaucht von Bayern wegen der Gränz-Irrungen in dem Ober-Pfälzischen Land- und Pfleggericht: Tresswitz, verglichen, und vereiniget, dass es bey der anno 1707 von damaliger Königl. Böhmischen und Oberpfälzischen commission vorgenommenen Theilung des beym Mausbächlein und Petlar-Furth strittig gewessen kleinen Districts sein Bewenden haben, und die Abtheilung zur Helfte hiemit bestättiget, sohin die Gränzen der Orten in dem Stande, wie sich dieselben dermalen befünden, verbleiben sollen.

§. 2. Ferners soll der Rehlingsbach, so in dem Königl. Böhmischen unstrittigen Territorio entsprüngt, und bis dahin, wo das Mausbächlein in denselben einflüsset, nebst dem Territorio, so weith solches die §. praeced. verglichene Abtheilung ausweiset, zu dem Königreich gehöret, von besagtem Einfluss des Mausbächleins angefangen, bis an denjenigen Ort, wo sich dieser Bach in den Pfrenschweyer ergeusst, nach seinem dermaligen Lauf, die wahre und natürliche Gränz-Mark zwischen dem Königreich Böhmen, und der Obern Pfalz der Orten, vor, wio nach, seyn und bleiben, so dass, was jenseits des Rehlingsbachs liegt, zum Königreich Böhmen, was hingegen diessseits liegt, quo ad Territorium et Jurisdictionem Supremam zur Obern Pfalz gerechnet werden solle.

§. 3. Bleibet der Rehlingsbach selbst unuertheilt, und beeden Landen gemein, so, dass sowohl die Königl. Böhmische, als Oberpfälzische Unterthanen sich des Fischfang-Rechts ohne Hindernüss, jedoch Policeymässig, und ohne Nachtheil eines oder andern, an einem gewissen District gedachten Rehlingsbachs besitzender Privativ-Fischfangs-Gerechtigkeit, bedienen, und gebrauchen, auch wo es ohne Schaden der daran erbaueten Mühlen,

und sonstiger Wasser-Gebänden (dergleichen jedoch in Zukunft, 1764
ohne beeder höchsten Lands-Herrschaften einstimmiger Bewilligung, nicht errichtet werden sollen) geschehen kann, ihre Wiesen daraus wässeren können.

§. 4. Damit aber in Zukunft durch Abänderung des Rinnsals gedachten Rehlingsbachs keine Strittigkeiten entstehen; so ist verabredet und verglichen worden, dass die ohnuermärkte Unschütte (Alluviones) die durch den Bach bestimmte Land-Gränzen zwar nicht verändern, sondern dergleichen Unschütte demjenigen Territorio, wo selbige anwachsen, eigenthümlich zustehen, jedoch weder einem noch dem andern Theil erlaubt seyn solle, durch Anlegung einiger Wasserzäune und Schrottwerk zu dergleichen Anschütten Anlass zu geben.

§. 5. Wofern hingegen gedachter Bach ganz, oder zum Theil einen neuen Gang, oder der Obern Pfalz ein merkliches Stück Lands, an Aekern, Wiesen, Waldungen, oder sonstigen Gründen nehmen, oder zulegen würde, sollen beederseitige Beamte soforth daran seyn, und die angränzende Unterthanen anhalten, damit der neue Lauf alsogleich gehemmet, und der Bach mitls Aufwerfung eines Damms oder Wehrs, in seinen vorigen Rinnsal wiederum verwiesen, und eingeleithet werde: Wobey iedoch zu merken, dass die von dem Haupt-Rinnsal abgeleithete Mühlenbäche und Wasserleithungen für keine neue Rinnsäle, und Abänderungen des Haupt-Flusses zu achten seyn.

Art. VI. §. 1. Weilen die zwischen der im Königl. Böhmischen Territorio gelegenen Herrschaft Frauenberg, und Mayrhofen, dan dem zum Oberpfälzischen Land- und Pfleggericht: Tresswitz gehörigen Markt-Flecken Waydhausen von mehr, denn 200 Jahren her, fürgedauerte Gezirks-Irrungen wegen der gedachten Marktflecken in dem Tachauer-Vertrag de anno 1548 auf einem ansehnlichen- in denen desshalb verfertigten Mappis oder Grund-Rissen bezeichneten Gezirk in bemelter Herrschaft bedungen- und vorbehaltener Jurium Lignandi, pascendi, et Novalia facienda, ohne Zuziehung und Vernehmung beeder interessirten Partheyen, und Augenscheins-Einnehmung nicht füglichen verglichen und beygelegt werden können;

Als ist man übereins kommen, dass die von beeden höchsten Theilen ernannte Commissarij nach berichtigten obigen Gränz-Irrungen, sich auf die Strittige Gerichts-Orte begeben, die Beyderseithigen Beschwerden gründlich, jedoch summarisch untersuchen, sodan entweder in Gütte, oder durch Spruch Rechtens beylegen, und entscheiden, soforth den vermitelten Vergleich oder Rechts-



1764 Spruch an Ihro Kayserl. Königl. Mayest. und Churfürstliche Durchlaucht von Bayern zu Allergnädigst und gnädigster Ratification einsenden sollen.

§. 2. Inmassen dan sie Commissarien hierzu ordentlich zu bevollmächtigen, und die Fundamenta decidondi theils aus dem anno 1548 zu Tachau errichteten Vertrag, theils auch aus dem anno 1707 von der Königl. Böhmischen Commission zwischen dem Innhaber der Herrschaft Fraunberg Grafen von Collowrath, dann den Unterthanen zu Waydhausen, wehrender Kayser-Königl. Administration vermittelten Vergleich zu entnehmen, angewiesen werden sollen. Allenfalls die veränderte Local-Umstände des quaestionirten Bezirks, oder sonst erhebliche Rechts-Gründe von dem Tachauer-Vertrag in ein oder anderen Puncten abzugehen, und es in solchen Puncten bey dem Vergleich de anno 1707 zu belassen erheischen sollten.

§. 3. Damit aber die Unterthanen zu Waydhausen bis auf erfolgende, oder allenfalls nicht zu erreichende Vergleichung weder an nöthiger Behölzung noch Weydenschaft und Viehtrieb zu leyden haben, zumalen zu Unfrieden, und Gewaltsamen Thathandlungen von der einen oder andern seithe einiger Anlass nicht gegehen, noch genommen werde; so ist zu Erhaltung Ruhe und Friedens weiters verabredet, und vertragen worden, dass bis zu würklicher Beendigung dieser Irrungen, ingleichen auf jenen Fall, da derenselben Beendigung nicht erreicht werden könnte, der anno 1707 vermitelte Tauver-Vergleich von beeden Theilen, nehmlich der Herrschaft Fraunberg und dem Marktflecken Waydhausen genau beobachtet, und als eine auf letztgemelten Fall, von den höchsten Contrahenten bestättigte Vergleichung anerkannt, und angenommen, auch zu Verhüttung aller Excessen und Beeinträchtigungen, zu dessen Vesthaltung von Beeden höchsten Theilen verfängliche Mittel vorgekehret werden sollen.

Art. VII. §. 1. Sollen zu vollstreckung obiger Articln beederseits ernannte Commissarij, so bald es die Witterung zulässt, sich auf die verglichene Gränz-Districten begeben, und mit Zuziehung der benachbarten Gränz-Beamten, sonderheitlich der Königl. Böheim. und Churbayerschen geometern die Ausmässung und Abtheilung derselben, vertragenermassen würklich vornehmen, und damit in der nehmlichen Ordnung, wie solche kraft gegenwärtigen Vertrags verglichen und entschieden worden, fortfahren, zugleich jeden Orts die Berichtigung, und wo es thunlich, die Auswechslung der Privat-Gründen vor handen nehmen, und auf denen Gränz-Linien die erforderliche- auf der einen Seite mit

dem Königl. Böhmischen Löwen: auf der andern Seite aber mit 1764
dem Bayerschen Wecken, und respec. Oberpfälzischen Löwen bezeichnete Marksteine setzen lassen.

§. 2. Damit aber bey der würklichen Vollziehung kein Aufenthalt veranlasset werde; so sollen die beederseithige Gränz-Beamte, theils einseithig, theils auch gemeinschaftlich die äussere Königl. Böhmische und Bayersche Gränz-Gänge so viel möglich in Richtigkeit setzen, auch beyläufige Verzeichnisse der Privat-Gründe, sonderheitlich welche, wo, und wieviel deren muthmasslich über die Gränzlinie auf des andern Theils Helfte fallen möchten, aufsetzen, damit die Commissarij bey ihrer Ankunft hieuon den nöthigen Unterricht vorfünden, folglich in dem ihnen aufgetragenen Beendigungs-Geschäffte ohngehindert fürschreiten mögen.

§. 3. Zu eben diesem Ende sollen an die beedseithige Beamte gemessene Befehle erlassen werden, noch vor Ankunft der Commissarien, eine gute Anzahl Wetterfester, und Dauerhafter Gränz-Steine, wouon ihnen das Model demnächstens zugefertigt werden solle, auf gemeinschaftliche Kösten verfertigen zu lassen.

Art. VIII. §. 1. Weilen aber in diesem Vergleichs-Instrument bey denen verglichenen Gränz-Districten die sondere Gränz-Marken in specie nicht, sondern nur mit Beziehung auf die Gränz-Mappen angezeigt worden, auch in Ansehung derer in Locis selbst noch nicht bestimmten mitlern Linien, nicht haben nahmhaft gemacht werden können; so sollen die verordnete Commissarij nicht nur von denen neuen vertragsmässigen Gränzen, mit deutlicher Benennung der numerirten Marksteine, und natürlichen Gränz-Marken, sondern neben deme, von denen über die Gränz-Linie auf die eine oder andere Helfte hinüberfallenden Privat-Gründen, Aeckern, Wiesen, Waldungen, Fischweyern, Hutweyde, und dergleichen Rechten, auch was die Eigenthümer an Cameral- und Dominical-Gefällen dauon zu entrichten haben, eine vollständige Verzeichniss und Beschreibung abfassen, darüber zwey gleichlautende Instrumenta verfertigen, und an ihre Allerhöchst und höchste Höfe zur Ratification und Authentisirung einsenden, womit allen künftigen Irrungen vorgebeugt und dieser Gränz halben jederzeit die richtige Auskunft erhollet werden möge.

§. 2. In gleicher Absicht dan auch accurate Grund-Risse oder Mappae von denen beederseithigen Geometern von jedem District besonders verfertiget, von denen Commissarien revidirt, verglichen, und unterzeichnet, auch zu ebenmässiger Genehmhaltung an beede contrahirende höchste Höfe eingesendt werden sollen.

1764 §. 3. Ist zu Verhütung der, durch Aushebung ein oder anderen Mark-Steins, veränderten Mark-Zeichen, oder gemachten neuen Pletzungen sich ergebender neuen Gränz-Irrungen bedungen und verabredet worden, dass die nunmehro verglichene, und durch die ad Loca verordnete Commissarios festgesetzte Gränzen alle drey Jahre durch die heederseitige Gränz-Beamten, mit Zuziehung einiger alten und jungen Mannschaft jeden Orts begangen und scharfes Aufsehen gehalten werde, damit bey denen Gränzen keine Gefährde, noch praejudicirliche Neuerung einschleichen; sondern dieselbe in vergleichmässigem Zustande erhalten werden.

Art. IX. §. 1. Ist verabredet, und verglichen worden, dass wie bishero, also auch um so viel mehrers nach geschlossenem diesen Vergleich, bis zur würklichen Ausgleich- und Ausmessung, an denen oftermelten Gränz-Districten, alles in Statu quo belassen, zumalen keine Abschwändung der Hölzer und Waldungen gestattet werden solle.

§. 2. In welcher Absicht denen heederseitigen Beamten aufzugeben, hierauf ein merksames Aug zu haben, und wofern sie ein oder andern Orts ungebührliche Excesse und Ausseracht-setzungen vorerwehnten Status quo verspüren würden; solches sogleich an seine Behörde einzuberichten, damit von Dortaus die nöthige Remedur und Ahndung alsobald vorgekehrt werden könne.

§. 3. So viel hingegen die bishero verübte Excesse und Beeinträchtigungen des Status quo, und desshalben einem oder den andern Theil verursachten Schäden betrifft, deren Ersatz der verkürzte und damnificirte Theil billig fodern könnte; wollen Ihro Kayserl. Königl. Mayest. und Churfürstliche Durchlaucht zu Bayern dieselbe aus Liebe zu Frieden, und um alle weithläufige Untersuchungen, An- und Gegenrechnungen zu vermeyden, in ewige Vergessenheit stellen, so, dass weder der eine, noch der andere Theil, oder dessen Unterthanen desshalben in Anspruch genommen, oder belanget werden sollen.

§. 4. Eben so wenig solle denenjenigen Unterthanen, welche wegen des bishero vertragenen Status quo an Landesherrlichen Praestandis, und anderen Schuldigkeiten, wenig oder nichts praestiret, solches zum Nachtheil gereichen, noch dieselben weder über kurz noch lang, wegen solcher vorgeblichen Rückständen belangt, oder angefochten werden: Inmassen denn, solche Rückstände in gleichmässige Vergessenheit gestellt, todt und ab seyn sollen.

§. 5. Gleichermassen haben Ihro Kayserl. Königl. Mayest. bewilliget, und zugesagt, dass die auf den Königl. Böhmischen

Antheil zu fallen kommende Unterthanen, keiner Leibeigenschaft 1764
unterworfen, sondern bey ihren alten Rechten und Freiheiten, welche sie unter Herzogl. Bayerschen, und Oberpfälzischen, auch bishero unter Königl. Böhmischen höchsten Landes-Herrschaft genossen, belassen, und kräftigst geschützet werden sollen.

Art. X. Schlüsslichen ist man von beeden Seiten übereinkommen, und versprechen sonderheitlich Ihro Churfürst. Durchlaucht von Bayern, dass, nachdeme vorstehende bedungene Articuln, nach allen ihrem Innhalt und Clausuln vollzogen, und die Land-Gränzen sowohl im Rentamt Straubing, als dem Herzogthum der Obern Pfalz in ihre vollständige Richtigkeit werden gesetzt seyn, alsdann von denen zu dieser Ausantwortung verordneten beedseitbigen Commissarien die in Ansehung der Oberpfälzischen Stifft und Closters Waldsassen in puncto Juris advocatiae, und des Wald-Forsts obhandene, mit denen mitls gegenwärtigen Vertrags auf ein vollkommenes Ende anuerglichenen, Bayerschen, und Oberpfälzischen mit dem Königreiche Böhmen obgewalteten alt- und neuen Gränz-Irrungen gar keine Gemeinschaft habende Anstände berichtiget, und auf beuorstehend-beederseithige Allerhöchst und höchste Ratificationes gütlichen verendschaftet, soforth die Commission hiermit continuirt werden solle. Wie denn Ihro Churfürstl. Durchlaucht in Bayern Ihrem bey vorbemeldeter Ausantwortung anwesenden Commissario die ausdrückliche Anweisung ertheilen werden, dass selber mit dem Königl. Böhmischen, zu beriehrter Ausantwortung verordnetem Commissario in sothanne Berichtig- und gütliche Verendschaftung alsbalden setzen, und hiemit auf vorgemelte Weise ohnausgesezt forthschreiten solle.

Art. XI. Versprechen und geloben Sr. Römisch. Kayserl. und Königl. apostol. Mayest. dan Sr. Churfürst. Durchlaucht von Bayern, eingangsbenannte würkliche Geheimde Räthe, und in Sachen bevollmächtigte Commissarien, im Nammen Allerhöchst- und höchst-Dero Principalen und Committenten, die in obstehender masse verglichenen articuln ihres vollen Innhalts, stett, vest, und unverbrüchlich zu halten, und genau zu vollziehen, und Ihro Kayserlich-Königl. Mayest. und Churfürstl. Durchlaucht-Ratificationes demnächstens beyzubringen, und einander noch vor der Separirung allhier in der Königl. Residenz-Stadt Prag auszuwechseln.

Art. XII. Zu dessen mehrerer Beglaubigung sie bevollmächtigte Commissarij, die über diesen geschlossenen Tractat und endliche Vergleichung verfertigte zwey gleichlautende Instrumente eigenhändig unterschrieben, und mit Ihren beygedruckten Pett-



1764 schaften gesiegelt, und bekräftiget haben. Geschen Prag den Dritten Märzen, im Ein Tausend, Siebenhundert, Vier und Sechzigsten Jahr.

Im Namen Ihro Kayserl. Königl. und Apost. Mayest.	Im Namen Sr. Churfürst. Durchlaucht in Bayern.
(L. S.) *Franz Xaueri Graf von Wieschnick.*	(L. S.) *Johann Adam Freyherr von Ickstatt.*

Als genehmen und bestättigen Wir, zu folge Unserer darzu ertheilten Vollmacht, sothannen Recess nach seinem ganzen Innhalt hiemit in besster Form, und dergestalten, als wenn solcher von Uns selbsten abgehandelt und geschlossen worden wäre. Wir versprechen und geloben also für Uns, und Unsere Erben, und Nachfolger, bey Unserm Churfürstl. Worte, dass Wir alles, was beyderseithige bevollmächtigte Commissarij in gedachtem Recesse geschlossen, und unterschrieben haben, gethreulich und vollständig erfüllen, auch nimmermehr zulassen wollen, dass von den Unserigen das mindeste dawider gehandlet werde. Urkund dessen, haben wir gegenwärtige Ratification eigenhändig unterschrieben, und selbe mit Unserm Churfürst. Insigl verfertigen lassen. So geschehen in Unser Residenz-Stadt München den vierzehenden Tag des Monath März im Ein Tausend, Siebenhundert, Vier und Sechzigsten Jahr.

Max. Jos. Churfürst.
(L. S.)
Aloysius Fr. v. Kreittmayer.
Ignati. Prueschenk.

9.

27 Avril 1764.

Traité d'accommodement, conclu à Manheim le 27 Avril 1764 entre l'Impératrice-Reine et l'électeur Palatin.

(*Martens*, Recueil des traités, t. I, p. 230.)

Nous Mario Thérèse, par la grâce de Dieu, Impératrice Romaine, Reine de Germanie, d'Hongrie et de Bohème etc. etc.; savoir faisons, les prétentions, qui ont occasionné ci-devant différentes négociations entre nous et le Sérénissime Electeur Palatin, Charles Théodore, ayant été terminées par le traité, que les deux

ministres respectifs, pour ce autorisés, viennent de conclure à 1764
Manheim le 27 Avril 1764, ainsi qu'il est à voir dans les articles suivans; après que S. M. Impériale, Royale, Apostolique, d'une part, et son Altesse Sérénissime Electorale Palatine, d'autre part, animées d'un égal et sincère désir de terminer à l'amiable et finalement les points de difficulté qui ont subsisté jusqu'ici entre elles, et sur lesquels l'on a négocié péniblement depuis plusieurs années, et qu'à cette fin salutaire S. M. I. R. A. et S. A. S. E. ont trouvé bon et convenable d'instruire et d'autoriser leurs ministres respectifs, pour entrer en conférence et conclure là-dessus un traité définitif; en suite de quoi, de la part de S. M. I. R. A. Jean Antoine Comte de Pergen, son chambellan, conseiller intime, et ministre plénipotentiaire à diverses cours de l'Empire, comme de la part de S. A. S. E. Palatine, Pierre Emmanuel Baron de Zedtwitz, son chambellan, ministre d'état et de conférences, grand bailli à Neustadt, et administrateur du chapitre de Limbourg, chevalier de l'ordre de St. Hubert, ont été munis de pleinspouvoirs suffisans, les dits ministres respectifs, l'échange fait de leurs pleinspouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Succession de Juliers et Berg.

Art. I. S. M. I. R. A. renonce solemnellement et irrévocablement pour soi, ses héritiers, successeurs, et toute la Sérénissime maison d'Autriche de l'un et de l'autre sexe, à ses prétentions faites jusqu'à présent sur la succession de Juliers et Berg, en faveur de S. A. S. E. Palatine et de toute la Sérénissime maison Palatine de Sultzbach de l'un et de l'autre sexe, aussi longtems qu'il y en aura quelque descendant mâle ou femelle, provenant d'un mariage de prince et légitime; bien entendu cependant que cette renonciation n'aura lieu qu'à leur égard, et en aucune façon en faveur d'un tiers prétendant.

Garantie de la succession.

Art. II. S. M. I. R. A. renouvelle, dans la forme la plus solemnelle, la garantie de la succession de Juliers et Berg, à laquelle elle s'est dejà engagée en 1757, et de sa paisible possession actuelle, non seulement en faveur de S. A. S. l'Electeur Palatin et de ses descendans légitimes, mais aussi, dans le cas où Sa dite A. S. E. viendroit, contre toute attente, à décéder sans progéniture de son mariage, en faveur de sa sérénissime épouse, M^dme l'Electrice Elisabeth Auguste; de même que M^dme la Comtesse Palatine Marie Françoise, Sérénissime Princesse de Deux-Ponts, et pas moins dans son ordre et rang, lorsqu'elle en aura requis auparavant en forme convenable, de M^dme Marie Anne, Sérénis-

1764 sime Duchesse de Bavière, avec toute leur descendance, suivant le droit et ordre de primogéniture, même sans une obligation réciproque de garantir les états héréditaires de S. M. I. R. A. dans l'Empire; bien entendu aussi que cette garantie de Sa dite M. I. R. A. ne sauroit déroger à la jurisdiction suprême de l'Empereur, ni préjudicier aux prétentions de droit qu'un tiers croit pouvoir former sur cette succession, quoique sa dite A. S. E. et toute la maison Palatine de Sultzbach n'en reconnoissent aucune pour fondée. En outro S. M. I. R. A. employera, dès qu'elle en sera dûment requise, ses bons offices pour porter S. M. le roi de Prusse à remplir les stipulations de l'Article XVIII du traité de paix conclu à Hubertsbourg.

Bleystein.

Art. III. Trois mois après la signature et la ratification du présent traité S. M. I. R. A. remettra à S. A. S. E. Palatine la seigneurie de Bleystein, avec toutes ses dépendances, telle que l'a possédée ci-devant la maison Palatine de Neubourg, et elle en fera investir sa dite A. S. E. de même que tous les héritiers mâles, tant de la Sérénissimo maison de Sultzbach que de cello de Deux-Ponts.

Wildenau.

Art. IV. S. M. I. R. A. s'engage de donner à S. A. S. E. Palatine, et aux descendans mâles de la Sérénissime maison de Sultzbach, ainsi que de celle de Deux-Ponts, la survivance féodale de Wildenau et de Plossberg, pour en jouir dans lo cas, où le Baron de Sazenhofen, possesseur actuel de ses fiefs, viendroit à mourir sans hoirs mâles, et d'en faire expédier des lettres éventuelles d'investiture.

Privil. de non appellando.

Art. V. S. M. l'Empereur ayant, par un effet de son application paternello et de son penchant naturel à détourner tout ce qui pourroit altérer la bonne harmonie entro S. M. Impératrice Reine et S. A. S. E. Palatino, fait déclarer, qu'il accorderoit à sa dite A. S. E. le privilége illimité de non appellando, sur le pied dont on étoit convenu en 1753, dans le cas, où l'accommodement amiable entro S. M. I. R. et S. A. S. E. sera parvenu à sa conclusion, il n'est donc pas à douter de cet effet, et S. M. I. R. A. s'oblige en outre de s'interposer très-instamment auprès de S. M. l'Empereur, pour que ce privilége illimité soit expédié sans délai.

Renonciations de l'Electeur Palatin.

Art. VI. S. A. S. E. renonce solemnellement et dans la meilleure forme, tant en son nom, qu'en celui de ses héritiers, ayant

cause et successeurs, non-seulement en général à toutes les prétentions que, par son état délivré à Vienne le 13 Juin 1752, elle avoit formées à la charge de la cour Impériale Royale, mais aussi en particulier, totalement et irrévocablement, à la somme de douze cent mille florins qui lui a été promise en 1753. En échange, S. M. I. R. A. renonce également de la façon la plus solemnelle, et dans la meilleure forme, à toutes les prétentions formées à la charge de S. A. S. E. dans l'état joint dans la lettre B au mémoire délivré au nom de Sa Majesté, sous la date du 14 Juillet 1752. 1764

Secours.

Art. VII. S. A. S. E. Palatine est résolue, et déclare par ceci de ne vouloir entrer dans aucune alliance offensive, ou autrement, préjudiciable à la Sérénissime maison d'Autriche; elle s'engage au contraire, dans le cas, où les états héréditaires de S. M. l'Impératrice Reine dans l'Empire seroient attaqués contre droit, à lui prêter l'assistance défensive, conforme aux constitutions de l'Empire, et ensuite généralement de ne point être contraire aux intérêts de la sérénissime maison d'Autriche, mais plutôt de les favoriser en autant que cela ne sauroit porter dommage, préjudice et perte à sa dite A. S. E. et à toute la Sérénissime maison Palatine, ni être préjudiciable aux droits bien acquis de quelque tiers; comme, pour affermir et entretenir pour toujours l'avantageuse bonne intelligence qui subsiste entre les deux Sérénissimes maisons d'Autriche et Palatine. S. M. I. R. A. s'oblige de son côté à contribuer pareillement, en occurrence, après réquisitions convenables à faire, au bien-être de sa dite A. S. E. et de Sa Sérénissime maison Electorale et Palatine.

Ratifications.

Art. VIII. Les deux susdits ministres plénipotentiaires s'obligent et promettent de faire parvenir au plutôt le présent traité d'accommodement, arrêté et conclu, à leurs Sérénissimes commettans respectifs, pour le faire agréer; et les actes de ratification en doivent être échangés dans le terme de quatre semaines.

En foi de quoi les deux ministres respectifs ont signé le présent traité d'accommodement en double, y ont apposé le sçeau de leurs armes, et en ont gardé chacun un exemplaire pour leur servir ainsi que de besoin.

Fait à Manheim le 27 Avril 1764.

(L. S.) *Jean Ant. Comte de Pergen.*
(L. S.) *Pierre Emmanuel Baron de Zedtwitz.*



1764 Ainsi nous agréons et ratifions par ceci, en conformité du pleinpouvoir, que nous avons donné à ce sujet, le présent traité dans tout son contenu, dans la meilleure et la plus authentique forme, comme si nous l'avions dressé et conclu nous-même, promettant en outre, sur notre parole Impérial Royale et Archiducale tant en notre nom qu'en celui de nos héritiers et successeurs, d'observer et d'accomplir pleinement et scrupuleusement tout ce à quoi nous nous sommes engagés.

En foi de quoi nous avons signé la présente ratification, et y fait apposer notre sçeau Imperial Royal et Archiducal. Donné dans notre ville de Vienne le 22 May l'année 1764 de notre règne le vingt quatrième.

Signé:

Marie Thérèse.

et plus bas

(L. S.) *W. An. Kaunitz-Rittberg.*

Par ordre de S. M. Impériale Royale Apostolique:

Frédéric de Binder.

10.

27 Avril 1764.

Traité d'accommodement et d'amitié sur les différends entre l'Impératrice Marie Thérèse et le Prince Électeur Palatin Charles Théodore.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Wir Karl Theodor von Gottes gnaden Pfalzgraf bey Rhein etc. Urkunden nnd bekennen hiermit Demnach aus tragender Vollmacht der Römischen Kayserin, von Dero bevollmächtigtem Johann Anton Reichsgrafen von Pergen etc. an Einem, dann aus Unserseitiger Begewaltigung von Unserem, geheimen Staats- und Conferential-Ministro Peter Emanuel Freyherren von Zedtwiz am andern Theil, unterm 27. Aprilis lauffenden Jahrs über verschiedene, zwischen Allerhöchst Ihro und Uns Zeithero obgewaltete Anstands-Puncten ein endlicher Vergleichs- und Freundschafts-Tractat geschlossen und unterzeichnet worden, dessen Innhalt wörtlich also lautet:

Demnach Ihrer K. K. Apost. Majestät an einem- wie inn- 1764
gleichen Ihrer Churfürst. Durchleucht zu Pfaltz am anderen Theil ein gleich- und wahres Verlangen getragen haben, die unter Allerhöchst- und Höchst-Ihro Zeithero obgewaltete Anstands-Puncten worüber allschon von mehreren Jahren her mühsame Unterhandlungen gepflogen worden, gütlich und endlich abzuthuen, und solch-erspriesslichen Endes Allerhöchst- und Höchstgedachten Orths für gut und räthlich befunden worden beyderseitige Ministros zu schliesslicher Unterredung zu instruiren, auch zu Errichtung eines endlichen Auskunffts-Tractats zu authorisiren, und dann von seiten der K. K. Apost. Maj. Dero bevollmächtigter Johann Anton Graf von Pergen (etc.), von seiten Ihrer Churfürst. Durchleucht zu Pfaltz aber Peter Emanuel Freyherr von Zedtwiz (etc.) hierzu mit genugsamen Vollmachten versehen worden; So haben solch-beyderseitige Ministri nach geziemender deren Vollmachten Auswechslung Sich nachstehender Puncten vereiniget und verglichen und zwarn:

Art. I. Begeben Sich Ihre K. K. Apost. Majest. für Sich, Ihro Erben und Nachkommen, und ganzes Durchleuchtigstes Ertz-Hauss Oesterreich beyderley Geschlechts Ihrer bisher gemachten Ansprüchen auf die Gülich- und Bergische Erbfolg zu Favor und Bestem Ihrer Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz, und Dero gesambten Durchleuchtigst-Pfaltz-Sultzbachischen Hausses beyderley Geschlechts, so lang ein- oder anderes Derselben in Seiner Fürst-Ehelichen Abstammung fürdaueret, feyerlichst und unwiederruflich, jedoch also, dass dieser Verzicht nur allein in Ansehung Dererselben, keines Weegs aber zum Behuf eines dritten Praetendenten gereichen solle.

Art. II. Erneueren allerhöchstgedacht Ihre Kayss. Königl. Apost. Majestät die bereits im Jahr 1757 übernohmene Gewehrleistung der Gülich- und Bergischen Erbfolg und derselben dermahlen bestehenden ruhigen Besitz nicht nur für Ihrer Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz höchste Person, und Dero Fürstlich-Eheliche Leibes-Descendenz, sondern auch auf den nicht verhoffenden Fall, dass Höchstdieselbe ohne Hinterlassung Fürst-Ehelicher Leibes-Erben mit Todt abgehen sollten, für Dero Frauen Gemahlin Elisabethae Augustae Churfürstl. Durchleucht, desgleichen der Frauen Pfaltzgräfin zu Zweybrücken Mariae Franciscae Durchleucht, und nicht minder in Ihrer Ordnung der Frauen Hertzogin in Bayern Mariae Annae Durchleucht, jedoch auf vorgängiges Derselben geziemendes Ansuchen, sambt Ihro allerseitig Fürst-Ehelichen Abstammung nach Recht und Ordnung

1764 der Erst-Geburth feyerlichst, und zwarn ohne Uebernehmung einiger gegen Gewehrleistung Ihrer Kayss. Königl. Apost. Majestät Erb- und Reichs-Landen, jedoch auch, dass obvermelte Ihrer Majestät Gewehrleistung der Kayss. Ohrist-Richterlichen Erkenntnus, und denen vermeinenden Rechts-Ansprüchen und Forderungen eines Dritten (deren gleichwohlen Höchsgedacht Ihro Churfürstl. Durchleucht, und Dero Pfaltz-Sulzbachisches Hauss keine als Rechts begründet eingestehen) unabbrüchig seyn solle, und werden Sich allerhöchstermelte Kayss. Königl. Apost. Majestät auf vorgängiges Ansuchen beförderlich verwenden, damit von des Königs in Preüssen Majestät dem 18ten Articul des zu Hubertsburg geschlossenen Friedens die Erfüllung gegeben werde.

Art. III. Werden Ihro Kayss. Königl. Apost. Majestät innerhalb drey Monaten nach unterzeichnet- und ratificirtem gegenwärtigem Tractat an Ihre Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz die Herrschaft Bleystein, und derselben zubehörden, so, wie sie vormahls in Handen deren hohen Besitzern des Hausses Pfaltz-Neüburg ware, übergeben, und damit höchstgedachte Ihre Churfürstl. Durchleucht, auch alle Fürst-Eheliche Mannes Erben nicht allein des Durchleuchtigsten Hausses Sultzbach, sondern auch des Durchleuchtigen Hauses Pfaltz-Zweybrücken belehnen lassen.

Art. IV. Verbinden sich Ihro Kayss. Königl. Apost. Majestät die Lehen-Anwartschafft über Wildenau und Plössberg auf den Todes-Fall ohne Leibes-Lehens-Erben des dermahligen Besitzers Baron von Sazenhoffen Ihrer Churfürstl. Durchleucht, und Fürst-Ehelich-Männlichen Abstammung des Durchleuchtigsten Hausses Sultzbach, auch des Durchleuchtigen Hausses Pfaltz-Zweybrücken zu ertheilen, und darüber eventuellen Lehen-Brief ausfertigen zu lassen.

Art. V. Haben des Kayssers Majestät, aus preisswürdigster Reichs-Vätterlicher Sorgfalt, und Neigung alles, was die gute Einverständnus zwischen der Kaysserin Königin Majestät, und Ihrer Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz unterbrechen könnte, aus dem Weeg zu raumen, bereits erklären lassen, dass Allerhöchst Dieselbe Ihrer Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz das Privilegium illimitatum de non appellando auf den Fuss, wie Man im Jahr 1753 darüber Sich bereits einverstanden, ertheilen würden, wann im übrigen die gütliche Einverständnus zwischen der Kaysserin Königin Majestät, und Ihrer Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz zum Schluss gelangete: Es ist also an dem Erfolg nicht der mindeste Zweifel zu tragen, und über das machen Ihro Kayss. Königl.

Apost. Majestät Sich hiermit anheischig zur ungesaumten Erwür- 1764
kung des erwehnten Privilegii illimitati bey Ihro Majestät dem Kayser Sich angelegentlichst zu verwenden.

Art. VI. Verzeihen Ihre Churfürstl. Durchleucht für Sich Ihro Erben, Erbnehmer, und Nachfolgern feyerlichst, und in bester Form, nicht allein überhaupt auf alle diejenigen Ansprüche und Forderungen, welche Ihre Churfürstl. Durchleucht mittels des am 13ten Junii 1752 zu Wienn übergebenen Etat zu Last des Kaysserl. Königl. Hofes gemacht haben, sondern auch insbesondere gäntzlich und unwiederruflich auf die Ihro so fort im Jahr 1753 versprochene Summa von Zwölffmahl Hundert Taussend Gulden. Wohingegen Ihre Kaysserl. Königl. Apost. Mayestät gleichfalls feyerlichst und in bester Form auf alle diejenige Forderungen verzeihen, welche in dem Etat, so dem in Allerhöchst Ihro Nahmen unter dem 14ten Julii 1752 ausgestelltem Memoire sub Lit. B. beylieget, ausgedrucket, und gegen Ihre Churfürstl. Durchleucht gemacht worden seynd.

Art. VII. Seynd Ihre Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz entschlossen, und erklären hier mit in keine Offensiv- oder andere dem Durchleuchtigstem Ertz-Hauss Oesterreich nachtheilige Bindnüsse Sich einlassen zu wollen, sondern Höchstdieselben machen Sich vielmehr anheischig Sr. Kayss. Königl. Apost. Majestät im Fall eines erleidenden widerrechtlichen Angriffs der Kayss. Königl. Teutschen Erb-Landen, die Reichs-Verfassungs mässige Defensions-Hülff zu leisten, so fort auch ohne eigenen Ihro und Ihres gantzen Pfalzgräflichen Hausses Schaden, Nachtheil, und Verkürtzung, auch ohnabbrüchig eines jeden dritten wohlerworbenen Gerechtsamen, dem Interesse des Durchleuchtigsten Ertz-Hausses Oesterreich überhaupt nicht nur Sich nicht widrig, sondern vielmehr beförderlich zu bezeigen: Wie dann zur Bevestigung, und immerwehrender erspriesslicher Fortdauer des zwischen beeden Durchleuchtigsten Häusseren bestehenden guten Vernehmens Ihrer Kayserl. Königl. Apost. Mayestät auf gleiche Weiss gegen Ihre Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz, und Ihro Durchleuchtigstes Chur- und Pfaltzgräfliches Hauss in Vorfallenheiten auf geziemendes Ersuchen zu Beförderung Dero Bestens Sich hierdurch anheischig machen.

Art. VIII. Gelohen und versprechen beyderseits gevollmächtigte Ministri gegenwärtig verabredet- und beschlossenen Vergleichs-Tractat förderlichst zur Genehmigung Allerhöchst- und Höchster Ihrer Committenten zu bringen, und sollen darüber die Allerhöchst- und Höchsteigenhändige Ratifications-Fertigungen in-

1764 nerhalb vier Wochen gegen einander ausgewechsslet werden. Zu Urkund, verbindlicher Vesthalt, und genauer Erfüllung alles obstehenden ist gegenwärtiger Vergleichs-Tractat von beyderseitigen Ministris in Duplo eigenhändig unterzeichnet, und mit Vordruckung angebohrner Ihrer Pitschaften bekräfftiget, fort von jedem ein Exemplare zu weiter nöthiger Beobachtung zu sich genohmen werden. So geschehen Mannheim den 27ten Aprilis 1764.

(L. S.) *Johann Anton, Graf von Pergen.* manu propria.

(L. S.) *Peter Emanuel, Freyherr von Zedtwiz.* manu propria.

Und dann Wir diesen Tractat Unserer Willens-Meinung vollkommen gemäss befunden, mithin selbigen in allen seinen Articulen und Clausulen hiermit genehm halten, approbiren und ratificiren, also und dergestalt, dass all-dasjenige, so unserer seits darinnen zugesaget und versprochen worden, von uns respective selbsten, und seiner Zeit von Unseren Erben, Erbnehmen und Nachfolgeren genau erfüllet, dagegen niemahl gehandlet, noch dass von denen Unserigen dagegen gehandlet werde, verstattet werden solle. Alss haben Wir gegenwärtige Ratifications-Urkund eigenhändig unterschrieben und mit Unserem geheimen Kantzley-Insiegel behangen lassen. So geschehen Schwetzingen den 22ten May 1764.

Carl Theodor, Churfürst.

vidit. *Freiherr von Wachtendonk.*

Ratificatio
des zwischen Ihro K. K. Apost. Maj.
und Ihro Churfürstl. Durchl. zu Pfaltz
getroffenen Tractats.

Ad Mandatum Serenissimi Domini Electoris proprium
Bullmann.

11.

27 Avril 1764.

Article séparé du Traité d'accommodement et d'amitié entre l'Autriche et le Prince Électeur Palatin, Charles Théodore, conclu le 27 Avril 1764. 1764

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Wir Karl Theodor von Gottes gnaden Pfaltzgraf bey Rhein, etc. Thuen Kund und bekennen hiermit: Gleichwie neben dem von Uns anheut ratificirtem endlichem Vergleichs- und Freundschaffts-Tractat, zugleich auch zwischen der Römischen Kaysserin, auch zu Hungarn und Böheim Königin Apost. Mayestät, und Unserseitigem Gewalthaberen der nachstehende Articulus separatus et secretus absonders vereinbahret worden:

Articulus Separatus et Secretus.

Ferner haben beyderseitige Ministri verabredet und beschlossen, verbinden Sich auch Ihro Churfürstl. Durchleucht zu Pfaltz hiemit auf dem Fall, Wann der Kaysserin Königin Apost. Mayestät um die Reichs-Anwartschafft auf das Hertzoglich Modenesische Mann-Lehen behörig anzusuchen für gut befinden werden, nicht nur Ihre Chur- und andere Stimmen ohnfehlbar zu ertheilen, sondern auch zu einem vergnüglichem Ausschlag bey anderen Hoch- und Löblichen Reichs-Ständen mitwürken zu helfen, und andurch dem wichtigen Vorhaben einen merklichen Vorschub zu geben; Es solle gleichwohl diese genohmene Verbindlichkeit, bis daran Ihre Kaysserlich-Königl. Apost. Mayestät ein anderes verlangen, geheim gehalten, und dieser Articul gleich dem Haupt-Vergleichungs-Tractat von Allerhöchst- und Höchsten Commitenten, alswann derselbe von Wort zu Wort dem Haupt-Tractat einverleibet wäre, genehmgehalten, ratificiret, und getreulich vollzogen, darüber auch die Ratifications-Urkund zu gleicher Zeit ausgehändiget werden. Zu Beglaubigung dessen ist dieser Articulus separatus et secretus von beyderseitig-Bevollmächtigten Ministris gleichermassen eigenhändig unterschrieben, und mit Vordruckung angebohrner Ihrer Pitschafften bekräfftiget worden. So geschehen Mannheim den 27ten Aprilis 1764.

(L. S.) *Johann Anton,* *Graf von Pergen.* manu propria.

(L. S.) *Peter Emanuel,* *Freyherr von Zedtwiz.* manu propria.

1764 Also genehmen und Bestättigen Wir ebenmässig den vollen Begriff dieses Nebenschlusses, und versprechen denselben in bestimmten Maass gäntzlich zu vollstrecken. Urkundlich Unserer eigenhändiger Unterschrift, und anhangenden Secret-Insiegels. So geschehen Schwetzingen den 22ten May 1764.

Carl Theodor, Churfürst.

Freyherr von Wachtendonk.

Ratificatio
Articuli separati et secreti.

Ad Mandatum Serenissimi Domini Electoris proprium
Bullmann.

12.

25 Juin 1764.

Traités de limites entre l'Impératrice Apostolique, Duchesse de Milan et de Mantoue et la république de Venise au sujet de l'usage de eaux du Tartaro à l'avantage des habitans de Mantoue et de Vérone en 1764 et 1765.

(*Martens*, Recueil des traités, t. I, p. 240. D'après l'imprimé de Vérone 1768, Fol., qu'a suivi *Wenck*, d. C. J. G. rec., t. III, p. 457 et se trouvant en allemand dans *Le Bret*, Magazin zum Gebrauch der Staaten- und Kirchengeschichte, t. IV, p. 413; t. V, p. 385.)

Trattato fra sua Maestà l'Imperatrice Regina Apostolica e la Serenissima Republica di Venezia, sopra l'uso delle Acque del Tartaro per li possessori Mantovani e Veronesi.

La dilazione nell' eseguire quanto restò stabilito con li precedenti Trattati fu la cagione de' disordini occorsi in questi ultimi anni; per riparare li quali, ed affine di togliere al possibilo in avvenire ogni occasione di simili disturbi, sono stati con li rispettivi Pienpoteri autorizzati per parte di Sua Maestà l'Augustissima Imperatrice Regina, Duchessa di Mantova ec. l'Illustriss. ed Eccellentiss. Sig. D. Paolo de' Signori della Silva, Patrizio di Milano, Consigliere intimo attuale di Stato, e Consultore presso il Supre-

mo Governo della Lombardia Austriaca; e per parte della Serenissima Repubblica di Venezia l'Illustriss. ed Eccellentiss. N. U. Sig. Cavaliere Andrea Tron, fu Savio del Consiglio, a stabilire con vicendevole spirito di verità e concordia, un regolamento chiaro, costante, e facile a sostenersi contro gli arbitrj privati nell' uso delle Acque del Tartaro e suoi Influenti, compresa la Molinella: e così assicurare la tranquillità de' Popoli limitrofi, ed accrescere sempre più la sincera amicizia fra li due Sovrani. 1764

Quindi unitisi li Signori Plenipotenziarj in questo luogo di Ostiglia, sono venuti, riservato a'rispettivi Sovrani l'arbitrio delle Ratifiche, in dichiarare, convenire, arbitrare, e transigere nel modo seguente.

Base du traité.

Art. I. Base, e fondamento di questo Trattato sarà quello delli 20 Aprile 1752 colle successive dichiarazioni di Roveredo delli 9 Giugno 1753 per esecuzione de' quali si sono presi gli espedienti giusti e praticabili, affine di togliere li disordini contrarj alli Trattati suddetti, e di supplire ciò che si crede abbisognare di provvedimento.

Continuation.

Art. II. Siccome la sorgente de' passati inconvenienti in gran parte fu il non essersi data sollecita, e compita esecuzione allo stabilito con li Trattati suddetti, fu da' Signori Ministri Plenipotenziarj ordinato alli Matematici Tenente Colonello di Baschiera per li Mantovani, ed Antonio Gioseffo Rossi per li Veronesi, ed altre Periti seco loro condotti, che scorressero al lungo il Fiume Tartaro, suoi Influenti, e le Fosse di Pozzolo, e di Molinella, tenendo presenti le operazioni, per anche da farsi a norma delli Trattati, e facendo gli scandagli, ed opportune indagini, affine non solo di scoprire gli abusi per rimediarvi, ma anche di rinvenire il modo, con cui accrescere al posibile le Acque; lo che avendo eseguito con la Relazione del giorno primo dello scorso Maggio, presentata alli Signori Ministri Plenipotenziarj, sono questi passati ad incaricare gl' Ingegneri suddetti, di trasportare sotto distinte Classi i disordini ritrovati con li provvedimenti, ch'essi credevano adattati al caso; come fecero con altra Relazione delli 15 Giugno corrente, e tutto proposto alla Commissione ed esaminato, ha la medesima approvati li suggerimenti fatti da' Matematici, con previa intelligenza e partecipazione della stessa; quale Relazione, come uno dei fondamenti del presente Trattato, si unisce al medesimo segnata I.

1764 Risare.

Art. III. Essendo stato rappresentato alla Commissione, che alcune Risare siano state estese oltre il numero de' campi riportati nella limitazione segnata C, unita all' Articolo II del Trattato del 1752, ha stimato giusto, che si misurassero le Risare si Mantovane, che Veronesi enunciate sospette, ad effetto di scoprire, se vi sia il rappresentato eccesso, ed essendosene ritrovate alcune ampliate al di più della quantità limitata, ha ordinato, che si facciano porre in asciutto le suddette Risare, oltro il numero de' campi riportati nella detta limitazione C, e che si proceda contro delli Contravventori a quelle pene, che secondo le circostanze de' casi si crederanno giusto.

Essendo poi questo uno de' più essenziali Articoli del presente, e de' precedenti Trattati, li Signori Ministri Plenipotenziarj hanno dichiarato, che abbia ad eseguirsi con la maggiore esattezza quanto resta disposto con l'Articolo II del Trattato 1752 così, che niuno ardisca dilatare in benchè menoma quantità le sue Risare oltre il numero de' campi limitato con la Tabella C, a cui si riporta il detto Articulo II, e la infrascritta segnata II, e che altrimenti li Trasgressori saranno rigidamente castigati con le infrascritte pene, ed altre che verrano ancho più distintamente prescritte coll' Editto da pubblicarsi per esecuzione de' Trattati, come all' Articolo XXV del presente.

Ed acciò questa provvidenza abbia la più esatta esecuzione, si dichiara, che se da qualcuno venga ad un Governo, o all' altro fatta istanza, acciò si misuri qualche Risara, perchè si creda sospetta d'eccesso abbia ad accordarsegli, e si farà ex officio, con riserva però di ripetere la spesa, o da chi sarà ritrovato avero ecceduto nella dilatazione delle Risare, o da chi avrà fatta l'istanza, quando non si ritrovi verun eccesso.

E per dare una norma del modo, con cui misurare li campi, e nelle misure fare le giuste deduzioni delle strade, fossi, argini, e seriole, dichiara la Commissione, che, per regola generale ed inalterabile, basterà, che per questi, e simili titoli si levi cinque per cento del risultato dalla misura.

Finalmente essendo stati con la detta limitazione C, al di più del numero de' campi assegnati a'Veronesi, dichiarati altri campi seicento da disporsi a loro uso, quali essendo già stati disposti, come nella Tabella marcata II, unita al presente Trattato, li Matematici nella loro Relazione finale, di cui con l'infrascritto Articolo VIII restano incaricati, la terranno presente, acciò consti in tutti li tempi della quantità, e specificazione di tutte le Risare Veronesi.

Machineries des meuniers. 1764

Art. IV. Essendo massima costante della Commissione, che per una parte l'acqua scorra veramente a benefizio degl' inferiori, senza alcun indebito ritardo della medesima, e dall' altra parte ritrovandosi giusto di perservare ad ognuno de' Mulini l'uso legittimo delle sue macinature, a tenore de' loro titoli, per evitare le fraudi de' Mulinari, e le sinistre interpretazioni, che potessero darsi a quanto resta disposto, ha la stessa Commissione ordinato, che ciascun Mulino tanto del Tartaro, e suoi Influenti, compresa anche la Molinella, debba avere il suo stramazzo nelli rispettivi loro siti, e nell' altezza e larghezza, e modo suggeriti dagl' Ingegneri, e con gli avvertimenti da essi apposti, approvati dalla Commissione, onde l'acqua in tempo che restano chiuse le porte de' Mulini, per averne essi bisogno di macinare, giugnendo all' altezza predetta, non possa essere in alcun modo trattenuta, ma scorrer debba per lo stramazzo a benefizio degl' inferiori.

Sources.

Art. V. Le Fontane entro le cinquanta pertiche vicine al Tartaro e suoi Influenti, descritte nella Relazione de' Matematici del giorno 18 Giugno, accopiata a questo Trattato sotto il N. III si lascieranno nello stato, ln cui si ritrovano, a riserva di quelle, che gli stessi Matematici hanno suggerito potersi otturare, e vengono pure descritte nella detta loro Relazione segnata III, con che le colature delle Risare, che si formano, abbiano a rimettersi nel Tartaro, o suoi Influenti.

In avvenire poi s'intenderanno indistintamente, proibite, e da otturarsi tutte le altre Fontane, ch'entro le dette Pertiche cinquanta dal Tartaro, e suoi Influenti, Fossa di Pozzuolo, e Molinella, accadessero scaturire di nuovo, tanto se con opera ed industria di Uomo, come se per mero, e naturale movimento delle acque stesse.

Acciò poi consti, quali siano le Fontane, che si lasciano nello stato, in cui si ritrovano, e così possa venirsi in chiaro di quelle, che fossero per emergere in avvenire, li Matematici tanto nella loro Relazione finale, come nella Mappa di esecuzione incaricatagli coll' Articolo XXI del presente Trattato, descriveranno anche queste, con il numero preciso delle medesime, e la loro situazione ed andamenti.

Comte Pellegrino.

Art. VI. Possedendo il C° Ottaviano Pellegrino, per antiche concessioni del Maestrato competente di Venezia a'suoi Maggiori, ed a'Datori di esso degli anni 1620, 1637, 1654 e 1725 una

1764 Risara di campi novanta, stata solita farsi a lato sinistro del Tartaro nelle pertinenzo d'Isola della Scala, quale viene irrigata con acque de' Redifossi scavati a'lati del Tartaro, e del Piganzo, la Commissione ba ordinato, che si otturino li Redifossi suddetti, e si levi la tromba di muro, cbe passa sotto il Piganzo in modo, che più non possi tirare acqua per questi mezzi alla detta Risara. Per sussidiare poi li detti campi novanta di Risara, gli si daranno oncie sei d'acqua del Piganzo, mediante un Bocchello regolare da costruirsi a dettame de' Matematici sopra il Mulino della Giarella a condizione, cbe il Conte suddetto abbia a sue spese ad avero fatto lodevolmento scavaro le Fontane Bottare, acciò possino dare la possibile maggior copia d'acqua, e questa condurre nel Tartarello d'Isola della Scala, e adattare il vecchio cavo abbandonato, ohiamato degl' Erbazzoni, sino al disotto la strada, che conduce a'suoi Mulini, qual cavo raccolga le acquo de' siti paludosi ed incolti ivi contigui, e le porti unitamente alle colaticcie della detta Risara nel Tartaro a benefizio degl' inferiori Utenti. Innoltre, cbo sia obbligato il detto Conte a tenere sempre ben curate le detto Fontane Bottare, e purgato il cavo suddetto, al qual fine li Matematioi, in occasione della Visita per la Modellazione dolle Bocche, faranno misurare la detta Risara, ed eseguire le detto opere, c costruire il suddetto Bocchello, ben inteso che tutto abbia ad eseguirsi a spese sempre del Conte Pellegrino.

Fossés de Pozzuolo.

Art. VII. Hanno in seguito li Signori Ministri Plenipotenziarj presi in considerazione li titoli di quelli, che pretendono diritto di tirare acqua dalla Fossa di Pozzuolo, e dalla Molinella derivante dalla detta Fossa, e dopo maturo esame hanno dichiarato, cbe questi titoli in avvenire s'intenderanno limitati al numero, ed alla competenza di acqua, come restano descritti nella Tabella IV unita a questo Trattato, e modellate lo Bocche di ciascuno, giusta la norma prescritta col seguento Articolo, ed in conseguenza, che il rimanente dell' acqua abbia a liberamente decorrere, e conservarsi a benefizio degl' inferiori Utenti.

Canaux.

Art. VIII. Si dovranno perciò modellaro a proporzione de' rispettivi titoli le Boccho si Mantovane, che Veronesi, gl' Incilj, Stramazzi, Briglie, e Soglie, ed ogni altro regolatore necessario, per cui si deriva acqua dal Tartaro, e suoi Influenti, compresa la Fossa di Pozzuolo e Molinella; e siccome questo non può conseguirsi nella corrente stagione, per non perdero gran parte dello Risare, si aspetterà, che sieno terminate le adacquazioni, cbe

vanno a finire col mese di Settembre, e sopprayvenute le Rati- 1764
fiche; dovranno all' istante il Tenente Colonello di Baschiera col Prefetto delle acque Mantovane Francesco Cremonesi, ed il Matematico Rossi con l'Ingegnere Leonardo Barrai, portarsi su tutti li luoghi ove abbisogna, e far eseguire, sotto gli ordini della Commissione, ed osservate le Istruzioni, che dalla stessa li verranno date, le prescritte Modellazioni, attenendosi alla norma approvata col detto Trattato del 1752, cioè che un quadretto d' acqua Veronese abbia ad assegnarsi ad ogni ottanta campi di Risara, avvertendo di lasciare nel suo stato quelle Bocche, che si ritroveranno già modellate con la regola detta di sopra, restringere le altre, quali eccedano nella competenza dell' acqua, e risarcire, se ve ne sono, di quelle che abbiano bisogno; sopra tutto poi faranno otturare ogni altra Bocca, Incile, Stramazzo, Fosso, Redefosso, Scanone, e qualunque altro Canale si naturale, che artefatto, con cui si tragga, o tirare si possa acqua dal Tartaro, e suoi Influenti, dalla Fossa di Pozzuolo e Molinella, tanto sopra terreni non compresi ne' Trattati, come sopra terre contemplate ne' stessi Trattati, oltre la competenza dichiaratagli con la limitazione C, unita al Trattato del 1752, e con le Tabelle segnate II, III, IV, aggiunte al presente.

Che se nascesse qualche disparare fra li Matematici, lo riporteranno alla Commissione, che dovrà riunirsi in quel luogo, ed in quel tempo, che più giudicheranno del loro servizio li rispettivi Sovrani.

Défenses.

Art. IX. Avendo li Matematici nella Relazione segnata I, Classe quinta numero III fatte presenti alcune Risare delle comprese ne' Trattati, quali per essere sopra terreno alto, sono di difficile irrigazione, si dichiara, che, per regola della competenza dell' acqua, non abbiasi a considerare la elevazione del terreno, ma che li Possessori delle Risare debbano onninamente accontentarsi della regolare misura di acqua, che si pratica per tutte le altre Risare poste in siti, e così di avere le loro Bocche capaci di un quadretto d'acqua per ogni ottanta campi di Risara, dovendo a se imputare, se questa non possa giungere ad innaffiare le loro Risare in siti più elevati, ritenuta sempre la proibizione di formare nell' alveo de' Fiumi, ed Acquedotti, Pennelli, Sostegni, Briglie, Roste, o Stuppe, per rialzare il pelo dell' acqua ad effetto di facilitare la irrigazione delle loro Risare.

Agnella du marquis Cavriani.

Art. X. Una di queste Risare di difficile irrigazione essendo l'Agnella del Marchese Ferdinando Cavriani, e questo lamentan-

1764 dosi, che le Bocche assegnategli nel Tartaro non sono in attitudine di somministrargli l'acqua bisognevole, si è considerato essere giusto, che la Bocca venga trasportata in sito più opportuno; Sentito dunque su questo il parere degl' Ingegneri portato in loro Relazione accopiata al Trattato segnata V, si ordina, che da' medesimi, in occasione della Visita suddetta, si faccia adattare la Bocca nelle vicinanze del Bastione delle Zenzare, e quella modellare in modo che sia capace delli quadretti d'acqua corrispondenti alli campi cinquecento assegnatigli con la specificazione C, ritenuta la regola di un quadretto per ogni ottanta campi. Adattata poi la detta Bocca, si faranno otturare le altre duo al presente destinate in servizio della suddetta Risara.

Che innoltre si dilati la Bocca della Pioppa nel Cavo Nuovo, o sia del Comune in modo, che possa tirare quella quantità di acqua che bastare possa alla irrigazione della Risara delle Core, di ragione dello stesso Marchese Cavriani, e che si adatti la Bocca detta del Travenzolo in modo, che dia un' quadretto di acqua in sussidio alla suddetta Risara Agnella, con l'obbligo di dare le colaticcie alla Risara Gazzini-Sordi.

Sarà finalmente lecito al Marcheso Cavriani, dopo terminate le irrigazioni, cioè alli 10 di Ottobre di ciascun anno, far costruire nel Tartaro un Pennello dell' altezza e lunghezza, che gli verrà disegnata dagl' Ingegneri, per introdurre l'acqua a beneficio della Pila Morarola, posta sulla sponda della Risara Agnella, e del Tartaro, ed in modo che non apporti danno agli altri, che inferiormente abbiano simili Edificj, ed a condiziono, che il detto Marchese Cavriani debba alli 10 di Marzo del susseguente anno avere fatto levare totalmento il detto Pennello, e non facendolo levare esso sia in libertà degl' inferiori Utenti, o delli due Ingegneri Mantovano e Veronese, il destruggerlo a spese del medesimo Marchese Cavriani.

Lit du Begone.

Art. XI. Intesosi poi rimanere per anche nell' alveo del Busatello parte del Begoue, anni sono fatto costruire dal suddetto Marchese Cavriani, per ricevere le colaticcie di S. Pietro in Valle, e portarle col di lui Cavo, detto Beveratore, alle sue Risare; perciò li Matematici faranno levaro tutti li avanzi del detto Begone, ed anche intestare la Bocca del Cavo Beveratore, per quanto fa capo nol Busatello suddetto, in modo che non possa più ricevere acqua.

Epurement des rivières etc. 1764

Art. XII. Li graffionamenti e sgarbamenti continueranno a farsi ne' luoghi, tempi, e modi determinati col Trattato del 1752, e con le dichiarazioni di Roveredo.

E siccome li Trattati precedenti niente dispongono, rapporto al Cavamento dell' alveo del Tartaro dal sostegno della Borghesana al Bastione S. Michele, li Signori Ministri Plenipôtenziarj sono venuti in determinare, che qualora tale escavazione convenga farsi, si faccia a spese delle due Camere, da ripetersi in proporzione da chi verrà a sentire benefizio dallo stesso Cavamento.

Lo sgarbamento poi di questo tronco del Fiume Tartaro si farà ogni anno nel Mese di Maggio da' Veronesi a loro spese, a norma delle dichiarazioni di Roveredo Articolo III.

Collines de sable.

Art. XIII. Restando nel Trattato precedente proibite le Arellate, e Stuppe, Roste, e simili impedimenti al corso delle acque in qualunque parte del Tartaro, e suoi Influenti, compresa la Fossa di Pozzuolo e Molinella, ed essendosene di questi ritrovati molti da' Matematici, in occasione della Visita loro, si persuade la Commissione, che al presente saranno stati tutti levati: che se mai in occasione dell' altra successiva Visita, di sopra ordinata a'Matematici con l'Articolo VIII, se ne ritrovassero per anche alcuni di questi impedimenti, si faranno da' medesimi indilatamente levare, ed in seguito riferiranno alla Commissione li Contumaci, per passare contro di questi a que' risentimenti, che merita una tanta ostinazione.

Continuation.

Art. XIV. Si approva quanto da' Matematici resta suggerito rapporto a' Fossi, Redifossi, rialzamento, e ristoramento di Argini, depressione di Stramazzi, limitazione de' Pennelli, otturazione di Scanoni, e simili; e perciò si ordina, che li Matematici, nell' atto della nuova Visita, facciano eseguire tutto quanto da essi fu rilevato, e dalla Commissione approvato, nella detta Relazione segnata I, alla quale per maggiore chiarezza e specificazione delle cose da farsi, si avrà in tutto relazione.

Ecluses.

Art. XV. S'intenderà ridotta in via di leggo invariabile l'altezza, che presentemente hanno le Briglie poste attraverso dell' alveo de' Canali Maestri, ritenendo, che per il sostegno della Frasca dovrà determinarsi col mezzo delle livellazioni l'altezza, che deve avere l'acqua per irrigare le Risare Capello, tagliando i Gargani, che servissero à tenerla più elevata dell' altezza suddetta.

1764 Comte Montanari.

Art. XVI. Quando il Conte Montanari desideri oltre la sua Bocca altro Bocchello detto delle quatr' oncie alla destra del Cavo, nel distretto di Nogara, gli si permetterà, purchè si modelli in modo a dettame de' Matematici, che fra questo, e la sua Bocca non estraggano se non la competenza di acqua, con la regola di sopra a proporzione de' campi dichiaratigli con la specificazione C, unita al Trattato del 1752.

Comtes Pellegrini.

Art. XVII. La Bocca festiva irrigatoria de' prati del Conte Leonardo Pellegrini a Povegliano sul Tartaro, dovrà ridursi alla misura di quadretti duo Veronesi, con la sua Usciara, e chiave da consegnarsi al Padrone del Mulino Brugnol, col Jus ad esso Conte Pellegrini di poter tenerla aperta dalle ore ventidue del Sabbato, sino alle ventiduo della Domenica, per irrigare i suoi prati che possiede all' Archital̀o, distretto di Vigasio.

Resta bensì proibito a detto Conte Leonardo Pellegrini di poter chiuder il Tartaro, come faceva, col mezzo del sostegno fabbricato sotto il Ponte contiguo, detto di San Giovanni Nepomuceno; ma dovrà far uso della sua Bocca a fiume libero nel solo suddetto tempo, e per ovviare qualunque disordine nell' avvenire, saranno demoliti li Gargani, e la soglia del sostegno medesimo.

Comte O. Pellegrini.

Art. XVIII. Resta accordata al Conte Ottaviano Pellegrini la Bocca festiva ed irrigatoria di un solo quadretto Veronese, che in vigore de' suoi titoli ha il jus di poter tenere aperta nell' Argine destro del Tione, nel distretto di Trevenzolo, per uso dell' irrigazione di campi trentasei prativi, dalle ore ventidue del Sabbato, sino alle ore ventidue della Domenica, con proibiziono di servirsi d'altra Bocca per uso di essi prati, e coll' obbligo, che la chiave della Bocca accordata, restar debba nelle mani del Padrone del Mulino di Trevenzolo, come pure di rimettero in Tione le colaticcie, e di non divertirle in altri usi d' irrigazione, o di Edificj.

La Grimanella.

Art. XIX. La Seriola Grimanella, che parte scorro in vicinanza al Tartaro, in siti dove non può essere arginato, e parto si accosta alla Graicella, dovrà essere alla sua destra munita di un solido Argine sufficientemento alto per il tratto, ove non scorre in rilievo, e dovrà essere allontanata, come dimostrano le linee rosse marcate per regola dagl' Ingegneri nel disegno di essa Grimanella.

Moulins sur la Molina etc. 1764

Art. XX. Quanto al Mulino sul Tione del Marchese Canossa, e l'altro sulla Molinella del Monte di Pietà di Mantova, de' quali parla l'Articolo IV del precedente Trattato, essendosi provveduto con le disposizioni date a ciascun Mulino, e riportate nella detta Relazione de' Matematici segnata I, dovrà anche per questi farsi, lo che resta già determinato.

Ecluse Borghesane.

Art. XXI. Essendosi li P. P. Olivetani di Roncanova, ed altri superiori Utenti delle acque, doluti a causa del regurgito delle acque del Tartaro, che dicono soffrire in tempo d'inondazione per negligenza di chi custodisce le chiavi del sostegno della Borghesana, nè provvedendo a questo caso l'Articolo VII del precedente Trattato di Ostiglia, solo avendo prescritto, che si aprano in bando le Porte, terminate le irrigazioni (lo che dovrà intendersi dalli 25 Settembre di ciascun anno, sino alli 25 Marzo dell' anno susseguente) non è parso giusto, che l'altrui colpa o negligenza apporti danno al altri; perciò nell avvenire le chiavi del detto sostegno, depositate in virtù del detto Articolo VII del Trattato 1752 presso li Agenti del N. U. Michieli, successo al Nob. Basadonna, e del Conte Francesco Zanardi, saranno della stessa struttura, e non prestandosi uno di essi Agenti ad aprire le Porte in tempo di escrescenza, le potrà aprire l'altro Agente, ritenendo per regola, che qualora l'acqua sorpassi li segni di Marmo, de' quali si parlerà in appresso, potrà ciascun di essi Agenti far aprire le Porte suddette, e tenerle aperte sino a che le acque siansi ridotte al segno indicato con detti Marmi.

A questo proposito avendo li Matematici provvidamente rilevato, che sarebbe proprio l'inserire ne' Muri del sostegno due pezzi di Marmo quali indichino sino a qual altezza possa trattenersi l'acqua in tempo di escrescenza, ed oltrepassando quella, che si abbiano ad aprire le Porte per scaricarla, si è determinato, che questi Marmi abbiano a porsi a spese delle due Camere, da ripetersi dagli Utenti delle acque, a norma del detto Articolo VII del Trattato 1752.

Marchese Cavriani.

Art. XXII. Avendo il Marchese Ferdinando Cavriani compiuta l'opera del sostegno nel Cavo Novo, o sia del Comun, secondo il prescritto nell' Articolo V del Trattato del 1752, la figura di questo non potrà in verun tempo e modo alterarsi in menoma parte; e perciò li Visitatori delle acque Mantovane e Veronesi ogni anno, in tempo che si ritroveranno nelle Regolari

1764 Visite, la faranno riconoscere, ed osservare, se le cose si mantengono nello stato, in cui devono essere, e se vi siano riclami per non essersi prestati gli Uomini del suddetto Marchese alle condizioni, sotto le quali gli fu permesso di costruire detto sostegno.

Fossé Busatello.

Art. XXIII. Si crede espediento, che il Cavo Busatello divisorio fra lo Stato di Sua Maestà, e quello della Repubblica, quale ora scorre tortuoso, abbia a spese delle due Camere a rettifilarsi, ritenendo la di lui larghezza in braccia dodeci Mantovane, senza però approfondare più dello stato presente l'alveo del medesimo. Questo poi dovrà due volte l'anno, cioè in Aprile ed in Giugno, sgarbarsi a spese de' Vicini possidenti Frontisti di uno Stato e dell' altro, a'quali sarà perciò lecito di godere del frutto delle Pesche e Canne, che nascono nelle Rive dell' alveo del medesimo Cavo; che se li Frontisti non facessero lo sgarbamento suddetto, qualunque degl' inferiori Utenti potrà farlo.

Réserve de mesures ultérieures.

Art. XXIV. Fatta che sarà la modellazione delle Bocche, come sopra all' Articolo VIII, e data esecuzione a tutto quanto resta incaricato alli Matematici, si riservano li Signori Ministri Plenipotenziarj di dare quegli ulteriori provvedimenti, che ritroveranno convenevoli per il compimento dell' opera. Qualora poi dalle diligenze fatte, e da farsi non si conseguisca il fine di avere ne' tempi di scarsezza acqua sufficiente all' irrigazione de' campi descritti nelle limitazioni unite a questo, ed al Trattato precedente li Signori Ministri Plenipotenziarj, pel tempo che nuovamente si uniranno, penseranno ad altri espedienti giusti e praticabili, per supplire anche ne' casi di scarsezza alla indennità comune, e conservare fra gli Utenti l'eguaglianza voluta col Trattato suddetto delli 20 Aprile 1752, a proporzione de' diritti di ciascun Interessato.

Peine de contraventions.

Art. XXV. Essendosi veduto, che senza imporre gravi pene alli Contravventori, ed esigerle con tutto rigore, questi difficilmente si ponno tener in dovere, ed assolutamente volendosi l'osservanza di quanto resta stabilito, li Signori Ministri Plenipotenziarj hanno determinato, che se qualcuno ardisce di contravvenire in qualunque benchè menoma parte a quanto resta disposto con questo, e con gli antecedenti Trattati, sia quello, oltre l'emenda del danno a chi lo avrà sofferto per causa della tras-

gressione, tenuto a quelle pene pecuniarie, ed anche corporali, 1764
che veranno imposte con l'Editto da pubblicarsi per la più religiosa, sincera, ed efficace osservanza del disposto, ed in specie, che abbi a restar privo dell' uso dell' acqua, e ad otturarsegli la Bocca.

All' esazione poi di queste pene si procederà dalli Maestrati, a'quali saranno soggetti li Contravventori, con prove sommarie, ed avuto riguardo alla sola verità del fatto, e con mano Regia, rendendo inteso un Governo l'altro della risoluzione, che si sarà presa contro de' Trasgressori, quali se non fossero in istato di pagare la pena, ed emendare il pregiudizio recato alli danneggiati, si passerà alla loro carcerazione, all' effetto come sopra, troppo premendo alli Sovrani, che gli arbitrj privati non abbiano ad intorbidare la tranquillità pubblica, ed impegnare li Principi.

Carte d' exécution.

Art. XXVI. Eseguite che saranno le operazioni prescritte, e compiuta l'opera, li Matematici presenteranno a'Signori Ministri Plenipotenziarj la relazione finale, con la mappa di esecuzione, e di tutto ne daranno le copie prescritte nell' Articolo XII del precedente Trattato; tenendo presente di descrivere, e delineare con esatezza tutti gli andamenti del Tartaro, e suoi Influenti, come pure della Fossa di Pozzuolo, e Molinella, segnare a'suoi luoghi le Bocche, Incilj, Stramazzi, Briglie, Soglie, ed ogni altro regolatore, con la giusta proporzione de' rispettivi diritti; come pure marcare le Pile, li Mulini, e loro particolari Stramazzi, il numero delli campi a Risara, e loro misura, ed in fine tutto quanto vedranno proprio per la perfezione dell' opera, a norma de' Trattati.

Visitation.

Art. XXVII. Allo stesso fine di avere la più esatta osservanza di quanto resta determinato, o verrà a determinarsi, dopo modellate de Bocche, ed eseguite le altre opere, li Visitatori delle acque Mantovane e Veronesi si porteranno ogni anno, cioè nel mese di Giugno, conducendo seco li due Ingegneri che verranno destinati alla Visita del Tartaro, e suoi Influenti, e della Fossa di Pozzuolo, e Molinella, e provvederanno a tutti li disordini, come fu disposto anche con l'Articolo X del Trattato del 1752; e se non convenissero fra di essi, subito ne faranno relazione alli rispettivi Governi, quali fra di loro s'intenderanno per le opportune provvidenze.

Traité de 1752.

Art. XXVIII. Siccome il Trattato del 1752, e le dichiarazioni di Roveredo, si sono ritenuti per base e fondamento di

1764 questo, perciò si dichiara, che tutto lo stabilito con quelli stia fermo, ed abbiasi a pontualmente eseguire, a riserva di quanto vien mutato col presente.

Publication.

Art. XXIX. Affinchè quanto resta disposto venga alla notizia di tutti, e sia immancabilmente eseguito, si concepirà di concerto, e con uniformità di massima, un Editto, qual verrà a suo tempo pubblicato, con aggiungervi le pene dette di sopra, o quelle altre che si ritroveranno più adattate al caso; e dopo la pubblicazione de' medesimi si comunicheranno in forma autentica vicendevolmente gli esemplari dell' Editto.

Ratification.

Art. XXX. Quanto si è stabilito col presente Trattato avrà luogo, qualora a Sua Maestà Imperiale Regia Apostolica ed alla Serenissima Repubblica piaccia di ratificarlo; soprovvenute poi le Ratifiche, queste si cambieranno al più presto sarà possibile.

Dat. in Ostiglia li 25 Giugno 1764.

Paolo de Sylva.
Andrea Tron. Cav.

Ratificato il presente Trattato, per parte di S. M. la Imperatrice Regina Apostolica, il giorno 24 Settembre 1764, e per parte della Serenissima Repubblica di Venezia il giorno 4 Ottobre 1764.

13.

4 Novembre 1764.

Convention additionelle au traité de limites entre l'Impératrice, Duchesse de Milan et de Mantoue et la république de Venise conclu le 25 Juin 1764.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Aloysius Mocenico Dei Gratia Dux Venet. etc.

Quidquid industriae, providentiae ac laboris vel optari, vel conferri maxime poterat ad conciliandos Mantuanorum et Veronensium animos, de Tartari Fluminis, Rivorumque influentium acquis in sua singulatim commoda propter Agrorum statam irrigationem ducendis, iamdiu inter se dissidentes; id omne claris titulis ac virtutibus ambo suis Paulus de Sylva a Sacro-Caesarea Regina-

li Majestate Mariae Theresiae, et Andreas Tronus Eques a Nobis ad difficilis adeo Provinciae procurationem potissime delecti optime publica de re, et Pace meriti novo nuper edito sedulitatis et diligentiae specimine, solerti cogitationum intentione, parique studio adhibito, praestitere. Numeris omnibus absoluti, perfectique operis argumentum pactae, confectaeque in Conventu Mantuae habito Calendis Novembribus, pro Concordiae Formula ad Principis utriusque mentem, nonnullae in ordinem subinde digestae additiones exhibent: queis videlicet Ostiliensis Conventionis VI Calendas Julias initae trina Capita, Quartum nempe, Octavum, Vna cum Decimo, suis quodque declarationibus magis magisque explicatum, tum ad omnibus utile, nemini noxium, Verum et Justum (quod aequum et bonum dicitur) tum dilucidiorem, facilioremque normam, veluti in clariore, ac conspicuo lumine collocata, rediguntur. Tota porro harumce additionum lex, quas paucis ab hinc diebus ad Nos transmissas libenter legimus, istius modi oratione comprehenditur. 1764

Dichiarazioni del Trattato di Ostiglia de' 25 Giugno 1764.

Inerendo gl' Illmi., ed Eccellentissimi SS[ri] Commissarj Plenipotenziarj alle Addizioni, che sono state concortate fra Sua Maestà l' Imperatricè Regina Apostolica, e la Serenissima Repubblica di Venezia da farsi al Trattato di Ostiglia de' 25 Giugno del corrente 1764 sull' uso delle Acque del Tartaro, e suoi Influenti, compresa la Molinella, e Fossa di Pozzolo, in conformità delle vicendevoli Memorie de 20 Agosto 16, e 24 Settembre prossimi passati, nell' atto in cui banno fatto il Cambio delle Ratifiche, hanno conchiuso, che al detto Trattato si aggiunghino li seguenti chiarimenti:

All' Art. IV. Modellate che siano le Bocche si Veronesi, che Mantovane e fatti gli Stramazzi de' Molini, ed eseguite le altre operazioni già convenute da farsi lungo il Tartaro, e suoi Influenti, sicche, si vedano gli effetti dell' economia dell' Acqua, si prenda in nuovo esame il presente Articolo IV, e si studino con spirito di verità, e di concordia tutti gli espedienti giusti, innocui, e praticabili, per far decorrere tutta l' aqua possibile a beneficio degli Utenti inferiori.

All' Art. VIII. La modulazione delle Bocche tanto nel Veronese, quanto nel Mantovano si farà a tenore del presente Articolo VIII, avuto però il dovuto riguardo alla maggiore o minore velocità dell' acqua, ed ai metodi della buona teorica, o pratica,

1764 di maniera che ciascuno de' rispettivi Utenti debba avere sopra ottanta Campi un quadretto effettivo Veronese di acqua, e non di bocca.

All' Art. X. Per sussidiare al possibile con le acque del Tartaro, e suoi Influenti la Risara Agnella del Marchese Cavriani, non solo si riterrà quanto sta letteralmente disposto col sudetto Articolo X, ma si riterrà anche la riserva fatta dagli Ingegneri nella loro relazione de 18 scorso Giugno, che allo stesso Articolo si riferisce, e che va unita al Trattato per quinto de' suoi Allegati. Queste spiegazioni, ed addizioni ratificate che saranno da' rispettivi Sovrani, dovranno considerarsi come parti integranti e costituenti lo stesso Trattato di Ostiglia de' 25 Giugno del cadente 1764, e ritenersi come se fossero inserite dà parola in parola. E frattanto hanno ordinato che si proceda senza ritardo all' esecuzione delle altre opere già intese.

Dato in Mantova il primo Novembre 1764.

Paolo de Silva. (L. S.)

Andrea Tron. K. (L. S.)

Quemadmodum Pactionum istarum ope non solum Universis, sed Singulis per Commissariorum solertiam (quoad eius fieri potuit) provide consultum esse, perspicimus; ita eas in perpetuum aeque valituras decernimus; ac si ijsdem prorsus verbis, una eadem stipulatione Convento Ostiliensi primum insitae, (singula singulis referendo) tamquam membra corpori ipsa suo inhaererent. Qua propterea fide triginta Pactorum Articulos Ostiliae non ita pridem compositas approbavimus, ratosque habuimus; eademmet trinas hujuscemodi Accessiones Senatus Consulto ultro recipimus, et confirmamus; eo fixo, stabilique consilio semper ut diligentissime observentur; quaecunque secundum Mandati Nostri formam in hoc negotio, ad hanc usque diem, inter Paciscentes Acta cernuntur. In quorum fidem magisque robur praesentes Ratihabitionis Tabulas de more signatas, propriaque manu subscriptas, Sigilloque Nostro Ducali pendente firmari jussimus. Datae in Nostro Ducali Palatio die XVII Novembris.

Indictione XIII MDCCLXIV.

Aluise Mocenigo Doge di Venezia etc.

14.

19 Juin 1765.

Supplément aux Traités entre Sa Majesté l'Impératrice et la République de Venise sur l'usage des eaux du Tartaro. 1765

(*Martens*, Recueil des Traités, t. I, p. 254.)

Supplemento delli Trattati fra Sua Maestà la Imperatrice Regina Apostolica e la Serenissima Repubblica di Venezia, sopra l'uso delle acque del Tartaro.

Per dare esecuzione al Trattato firmato in Ostiglia li 25 Giugno 1764, ed agli altri precedenti, essendosi d'ordine de' rispettivi Sovrani riuniti in questa Città l'Illustriss. ed Eccellentiss. Sig. D. Paolo de' Signori della Silva, Patrizio Milanese, Consigliere intimo attuale di Stato, e Consultore presso il Supremo Governo della Lombardia Austriaca, Commissario Plenipotenziario per parti di Sua Maestà l'Augustissima Imperatrice Regina, Duchessa di Mantova etc. e l'Illustriss. ed Eccellentiss. N. U. Sig. Cavaliere Andrea Tron, fu Savio del Consiglio e Commissario Plenipotenziario per parte della Serenissima Repubblica di Venezia; presi da questi in seria considerazione li tre Chiarimenti, relativi agli Articoli IV, VIII e X, del detto ultimo Trattato, conciliati fra le due Corti, hanno ordinato, che anche li tre Chiarimenti suddetti si ritengano per regola delli stessi Trattati: e perciò, continuando la serie degli Allegati aggiunti al Trattato suddetto delli 25 Giugno 1764, questi pure si uniscono al presente sotto il numero VI. Indi li medesimi Signori Commissarj Plenipotenziarj sono nel giorno primo di Novembre, ora scorso, passati al cambio delle Ratifiche del tutto Trattato 25 Giugno 1754 e nel giorno 6 Novembre a quello delli suddetti tre Chiarimenti.

In seguito li Matematici Austriaci Padre Don Francesco Maria de' Regi, de' Clerici Regolari di S. Paolo, ed il Tenente Colonello Don Nicolò de Baschiera, con il Matematico Veneto Gioseffo Antonio Rossi, avendo concordemente conciliate le massime, con cui regolare le modellazioni delle Bocche irrigatorie, a norma de' Trattati e Chiarimenti suddetti; e queste ridotte agli otto Articoli, riportati nella loro Relazione delli 10 Novembre prossimo passato, furono li detti otto Articoli dalla Commissione approvati, ed ordinato, che essi pure s'accoppiino al presente Trattato segnati VII.

Essendosi poi abbassate nel giorno primo Decembre prossimo passato alli Matematici le istruzioni generali stese col loro parere, che s'uniscono a questo Trattato, segnate VIII, li medesimi si

6 *

1765 sono con queste portati sul Veronese per dare principio alle modellazioni, e quelle disposte, sono passati sul Mantovano; quali pure terminate, hanno fatta la loro concorde Relazione alla Eccellentiss. Commissione in data delli 17 del corrente mese, parimente aggiunta al presente Trattato marcata IX; quale in tutte le sue parti dalla stessa Commissione approvata, gl' Illustriss. ed Eccellentiss. Signori Plenipotenziarj hanno ordinato:

Base.

Art. I. Che li suddetti otto Articoli in quella parte, che sono stati ritrovati praticabili, e posti in esecuzione da' Matematici nelle loro operazioni, come anche le successive Istruzioni, e Relazioni segnate VII, VIII e IX abbiano a ritenersi per base e fondamento di questo Trattato, ed in via di leggo inalterabile e perpetua.

Défense de nouveaux canaux.

Art. II. E perciò, che qualunque altra Bocca irrigatoria, ed ordigno si stabile, che immobile, o temporalo, tanto mannfatto, che meramento casuale, atto a tirare dal Tartaro, e suoi Influenti, si Veronesi che Mantovani, acqua a benefizio de' Terreni, de' Mulini, Pile, ed altri Edificj, o a qualunque altro uso, quale alteri lo stato delle Briglie, Soglie, Stramazzi, e qualunque altro Regolatore e Livello già stabilito, o diminuisca le stesse acque, o ritardi di quelle il corso, non sarà in verun modo e tempo tollerato, e solamente avranno ad esistere quelle Bocche, Incilj, Stramazzi, Briglie o Soglie, ed ogni altro Regolatore, che sono riportati nella detta Relazione, o questi nella guisa, e rigorosa figura, in cui ritrovansi descritti nella medesima Relazione.

Changement d'ouvrages.

Art. III. Non si potranno mutare le ubicazioni delle Bocche irrigatorie dal sito, ove ora si ritrovano collocate nè in menoma parte alterarsi di quelle la figura, nè alzarsi, o profondarsi, o altrove dirigersi i Cavi fuori degli usi legittimi, ed approvati dai Trattati; come pure non si potrà porre mano a qualunque delle opere descritte nella detta Relazione finale, e ne' Trattati.

Réparations.

Art. IV. Anzi nè meno in caso di bisegno di essere ristorate le Bocche, o qualunque altra opera, come sopra, si potrà ciò fare dagli Utenti, so non col permesso de' rispettivi Governi, nel modo seguente: mentre a richiesta di quel tale, che avrà bisogno di qualche ristorazione, il proprio Governo spedirà sul luogo il suo Ingegnere, quale avrà debito di subito avvisare l'altro Ingegnere, onde ambidue di concerto facciano lo operazioni,

attenendosi immancabilmente a quanto resta stabilito con li Trattati, Chiarimenti, e la suddetta Relazione finale de' Matematici. 1765

Reflux.

Art. V. Essendosi con l'Articolo III del Trattato del 1752, e con le dichiarazioni di Roveredo Articolo Secondo, impegnati egualmente li due Principi, di non fare alcuna concessione di acque derivabili del Tartaro, e suoi Influenti, nominati nel suddetto Articolo Terzo, per maggior chiarezza si dichiara, che sotto questa disposizione s'intenderanno comprese anche quelle acque colaticcie, quali dopo gli usi legittimi ritornano, o ponno ritornare, nel Tartaro, e suoi Influenti, tanto se procedenti dallo acque, che si estraggono dal Tartaro, e suoi Influenti, come dalle Fontane entro le pertiche cinquanta al Tartaro, e suoi Influenti.

Soupçon de contravention.

Art. VI. Siccome vi sono alcuni fondi, che ricevono l'acqua per una sola Bocca, che poi viene quella ripartita fra altri inferiori Utenti, qualora vi sia sospetto, che possano essersi estese le irrigazioni a campi più delli limitati, si dichiara, che in tal caso abbiano a misurarsi li campi di un Possessore, separatamente da quelli degli altri, per così non aversi ad imputare la trasgressione a chi non avrà contravvenuto.

Epurement des eaux.

Art. VII. Le escavazioni della Fossa di Pozzuolo, e Molinella, ed altri influenti Mantovani, cioè li tre Esseri, di Canedolo, di due Castelli, e di Susano, l'Allegrezza, il Gabaldone, ed Anguora, il Fissero, il Fosso Busatello divisorio, ed il Tartarello di Ostiglia, dal fine della Seriola Mazzagatta sino al suo sbocco nel Tartaro inferiore, si faranno di cinque in cinque anni, come resta prescritto per quelle del Tartaro, e suoi Influenti, sino dalle loro origini, e li sgarbamenti di essi Acquedotti si faranno con la stessa regola di tempo e modo, che resta coi Trattati determinato per il Tartaro, e suoi Influenti, e viene suggerito nella Relazione finale. Essendo poi con la Relaziono degl' Ingegneri 31 Luglio 1752, approvata dalle dette dichiarazioni di Roveredo, stabilito, che alcuni siti nel basso Tartaro, e Tartarello di Ostiglia debbano in parte sgarbarsi, ed in parte non sgarbarsi, la Eccellentiss. Commissione, seguendo il sentimento de' Matematici, ha ritrovato conveniente, che dopo d'essersi, con uniformità di massima e di giustizia, regolate tutte le Bocche, abbiano questi sgarbamenti a farsi ancho nel basso Tartaro o Tartarello suddetto, con quello stesso metodo e regola, che si fanno nelle parti superiori;

1765 dichiarando, che li sgarbamenti del Tartarello abbiano a farsi a spese de' soli Utenti Mantovani, e quelli del basso Tartaro, incominciando dallo sbocco del Busatello, si debbano fare a spese pure degli Utenti Mantovani, sino alla Bocca chiamata del Lupo, di ragione di Ponte-Mulino, e da questo punto in giù, dal solo Possessore della Borghesana.

Alli detti cavamenti poi e sgarbamenti de' Fiumi, Fontane, Acquedotti, e Fossi, dovranno sovraintendere li Periti, che verranno destinati dai rispettivi Governi, affinchè questi si facciano contemporaneamente nelli tempi e modi, che restano determinati coi Trattati e con la detta Relazione finale segnata IX.

Portes des écluses.

Art. VIII. E perchè potrebbe farsi qualche abuso nell' aprire fuori di tempo il Sostegno posto nel Tartaro fra il Mulino della Giarella ed il Mulino Pellegrini, che chiude la imboccatura del Canale, per cui si conduce l'acqua alla Pila Pellegrini, e nell' aprire l'altro Sostegno posto allo sbocco del Canale della Pila Pindemonti in Piganzo, come ancora nel lasciare in abbandono i Chiaviconi, o siano Scaricatori del Tartaro, posti vicino d'Isola della Scala tutti nello Stato Veronese, e così rispetto anche del Risoratore della Fossa di Pozzuolo, nello Stato Mantovano; per andare all' incontro di ogni disordine, questi Sostegni, Scaricatori, o Chiaviconi dovranno essere muniti di forti Porte, con sue chiavi da custodirsi, rispetto agli Edificj posti sul Veronese, presso del Visitatore, o sia Provveditore a'Confini Veronesi, e quelli del Risoratore della Fossa di Pozzuolo presso del Visitatore Mantovano. E tali chiavi dovranno consegnarsi ogni anno nel giorno 25 di Marzo, ai rispettivi Visitatori, o siano Provveditori, e da questi ritenersi sino tutto il giorno 8 del mese di Settembre: sarà poi dell' obbligo delli stessi Provveditori, o siano Visitatori, l'avvisarsi vicendevolmente in caso, che abbisogni aprire li suddeti Edificj per estraordinaria escrescenza di acqua.

Visitations.

Art. IX. Premendo al sommo che quanto viene nei modi e forme, come sopra, determinato, sia eseguito, e mantenuto con la più esatta e religiosa osservanza, e di buona fede, restano col presente Trattato, anche a tenore de' precedenti, incaricati li Visitatori, Mantovano e Veronese, di portarsi nei mesi di Giugno e Luglio di ciascun anno, irremissibilmente alla Visita del Tartaro, e suoi Influenti, compresa la Fossa di Pozzuolo, e Molinella, e ritrovando questi qualche novità contro lo stabilito, come sopra, la faranno subito rimuovere, a spese dei Contravventori, o di

quelli, quali dalle contravvenzioni ne risentissero comodo. Affinchè 1765
poi rendasi più operosa ed attiva la suddetta Visita, li rispettivi Giudici e Comunità presteranno ad essi assistenza. Terminata la Visita, ne saranno fatte ai rispettivi Governi concordi Relazioni, con nominare anche li Contravventori, se si saranno scoperti, acciò si possa contro di questi passare all' esazione delle pene comminate con l' Articolo XXV del Trattato suddetto delli 25 Giugno 1764.

Non convenendo fra di essi li Visitatori, riferirà ciascuno di loro al suo Governo quanto gli occorre, e li Governi s'intenderanno fra di essi per quelle provvidenze, che ritroveranno del caso; quali intese, e conciliate, si spediranno da' medesimi gli ordini a drittura alli Visitatori per la esecuzione.

Vistation d'experts.

Art. X. Sarà pure cura delli due Periti, Mantovano e Veronese, che verranno eletti da' rispettivi Governi, di portarsi entro il tempo delle irrigazioni a riconoscere, anche fuori del tempo delle dette Visite regolari, se vi siano disordini, invitandosi vicendevolmente; e ritrovando qualche novità procureranno, che venga all' istante riparata, e se la novità sarà grave, la faranno riparare alla meglio, ma dovranno poi riportarla ai due Governi, perchè possano intendersela fra di essi per un stabile e pronto provvedimento, e castigo de' Contravventori: e se fra di essi non convenissero i Periti, ciascuno ne farà il rapporto al suo Governo; passeranno ad eleggere altri Periti, quali dovranno regolarsi nel modo detto di sopra.

Che se il Perito Mantovano, o Veneto, invitato per Staffetta espressa, o per espresso Commesso, o altro in suo luogo, autorizzato però dal proprio Governo, o dal suo Visitatore, dopo ricevuto l'avviso, di cui dovrà dare alla Staffetta o Commesso il certificato, tardasse due giorni a ritrovarsi nel sito, che gli verrà indicato, l'Invitante sarà in libertà di dar principio alla Visita, anche da se solo, dove più credesse, intendendo però, che se l'Invitato non fosse comparso entro li due giorni nel luogo indicato, nulla di meno possa egli, o l'altro in sua vece destinato come sopra, anche dopo principiata la Visita, unirsi all' Invitante, per riferire, con Relazione concorde o discorde, al proprio Governo quelli disordini, che ritrovassero.

Che se in niun luogo l'Invitato comparisse, potrà l'Invitante continuare la Visita da se solo, e farne poi Relazione al di lui Visitatore, che tutto riporterà al suo proprio Govorno.

1765 Observation exacte.

Art. XI. Essendosi col presente, ed altri Trattati date le possibili provvidenze per il buon regolamento di queste acque, e continuandosi in avvenire ad osservare quanto resta coi medesimi disposto, come li Principi si sono impegnati di far religiosamente, e di buona fede in tutte le sue parti eseguire dai loro Sudditi, qualunque Possessore, si Mantovano che Veneto, dovrà essere contento dell' acqua, che gli è stata assegnata con piena cognizione delle rispettive ragioni, nè potrà muovere querela alcuna, o movendola non potrà essere sentito.

Carte.

Art. XII. Avendo li Matematici Austriaci o Veneti formate di concerto più Tavole Topografiche, quali portano l'andamento del Tartaro, e suoi Influenti, compresa la Fossa di Pozzuolo, e di Molinella, queste pure sottoscritte da' Signori Commissarj restano unite al presente Trattato segnate X.

Edit.

Art XIII. A tenore poi de' Trattati, e Relazione, resta concepito di concerto, e con uniformità di massime l'Editto segnato XI*), di cui dopo pubblicato si comunicheranno in forma autentica vicendevolmente gi Esemplari, nel modo stabilito con l'Articolo XXIX del precedente Trattato delli 25 Giugno 1764.

Art. XIV. Nel rimanente, che non viene altrimente disposto col presente Trattato, resterà nel suo pieno vigore quanto fu stabilito coi precedenti Trattati, riservato però sempre ai rispettivi Sovrani l'arbitrio di ratificare questo, se così ad essi sarà in grado.

Dat. in Mantova li 19 Giugno 1765.

Paolo della Sylva. *Andrea Tron. Cav.*

Ratificato il presente Supplemento, co' suoi successivi Allegati, per parte di S. M. la Imperatrice Regina Apostolica, il giorno 3 Decembre 1765, e per parte della Serenissima Repubblica di Venezia, il giorno 22 Febbrajo 1766.

---

*) Les édits annexés à ce traité et à celui du 25 Juin 1764 se trouvent dans le Magazin de *Le Bret*, t. IV, p. 434; t. V, p. 395. Ces pièces sont si volumineuses et entrent dans un détail si spécial, qu'on a cru devoir les omettre ici.

15.

27 Juin 1765.

Convention du Roi de Sardaigne avec l'Autriche pour établir à Turin le Collége Ghislieri, en exécution du traité du 4 Octobre 1751. En date du 27 Juin 1765. 1765

(*Martens*, Nouveaux Suppléments, t. I, p. 37.)

Essendosi stabilito nell' articolo settimo del pubblico Trattato delli 4 Octobre 1751 tra S. M. il Re di Sardegna, e S. M. l'Imperatrice Regina, Duchessa di Milano, che per liberare il Collegio Ghislieri, fondato in Pavia dal Santo Pontefice Pio V, dalla obbligazione di ricevere e mantenere ventidue alunni sudditi di Sua Maestà il Re di Sardegna cioè due Tortonesi, due Vigevanaschi, e dieciotto Alessandrini, il Marchese Ghisliere di Pavia, compadrone dell' istesso collegio corrisponderebbe l'annua somma di lire 8421 soldi dodeci moneta di Milano, per essere impiegata nel mantenimento di detti alunni in quel Collegio, che più piacerebbe à S. M., col patto del regresso alle prime ragioni per il caso che si cessasse dal pagamento della suddeta annualità, o non ne fosse sborsato il capitale, il quale ragguagliato al quattro per 100 rileva a lire 212, 540 dell' istessa moneta, senza che intanto siasi dal Marchese Ghislieri adempiuto alla detta obligazione da lui assunta in esecuzione di detto Trattato per istromenti delli 6 ottobre de medesimo anno; ed essendo venuto a notizia dell' Eccellentissimo Signor Ministro Plenipotenziario Conte di Firmian codesto inadempimento, il quale ha dato luogo ad un sequestro delli beni posseduti dall' istesso Marchese negli Stati di sua Maestà, si è pensato, che il miglior mezzo di adoperarsi per compimento della disposizione del precitato articolo settimo, sarebbe quello di fare sborsare dallo stesso Collegio Ghislieri in iscarico del Marchese compadrone il suddetto capitale di lire 212, 540, mediante le opportune liberazioni e rinuncie, da concertarsi fra li Ministri rispettivamente autorizzati dalle loro Maestà cioè per parte di Sua Maestà il Re di Sardegna l'Illustrissimo ed Eccelentissimo Signor Conte di Viry, Ministro e primo Segretario di Stato della Maestà Sua per gli affari esterni, e per parte di Sua Maestà l'Imperatrice Regina, Duchessa di Milano l'Illustrissimo ed Eccelentissimo Signor Conte di Firmian, Cavaliere del insigne Ordine del Toson d'oro etc. etc. in vigore delli dispacci loro spediti dai rispettivi Sovrani, registrati al piè della presente Convenzione, e già rispettivamente comunicati, sono convenuti nelli seguenti

1765 articoli, che serviranno di appendice e di compimento al snddetto articolo settimo del trattato 4 ottobre 1751.

I. S. M. l'Imperatrice Regina, Duchessa di Milano farà pagare dal Collegio Ghislieri nella stessa Città contemporaneamente alla sottoscrizione della presente convenzione la detta capitale somma di lire ducento dieci mila cinquecento quaranta di Milano in denaro contante, ed in buona valute alla persona che sarà destinata et autorizzata per riceverla, e spedirne la ricevuta.

II. E mediante il suddetto effetivo pagamento saranno il Collegio Ghislieri e li suoi compadroni pienamente liberati dalla obligazione di ricevere e mantenere li 22 alunni sudditi di S. M. il Re di Sardegna, in conformità delle dichiarazioni e rinuncie contenute nelli convocati delle Città e Communità interessate de' quali già si è rimessa copia autentica all' Eccelentissimo Signor Conte di Firmian.

III. Essendosi dalli tre Seniori della Terra del Bosco, con approvazione di quella Communità, rinunziato solennemente ed assolutamente in favore di S. Maestà il Re di Sardegna a qualsi voglia ragione di patronato, diritto, preminenza e prerogativa purificabile secondo la fondazione dell' accennato Collegio in favore delli Seniori di detta Terra, nel caso della Totale estinzione della famiglia Ghislieri, la predetta Maestà Sua, mediante quanto sopra, rinunzia, cede, e pienamente trasferisce la suddetta ragione e diritti à Sua Maestà l'Imperatrice Regina, ed alli Reali suoi successori.

IV. Seguito il pagamento di detto capitale come sopra, darà Sua Maestà il Re di Sardaigna gli opportuni suoi ordini, perchè sia rimosso il sequestro tuttavia durante sopra li beni e rendite del Marchese Ghislieri.

La presente Convenzione sarà approvata e ratificata da Sua Maestà il Re di Sardegna e da Sua Maestà l'Imperatrice Regina, e le ratificanze saranno rispettivamente cambiato e rimesse fra il termine di quattro settimane, o più presto, se sarà possibile. Dato in Torino il 27 giugno 1765.

Il Conte di Viry.

Milano 29 giugno 1765.

Il Conte di Firmian.

Ratifiée par S. M. Impériale le 3 Août.

16.

25 Octobre 1765.

Traité entre l'Impératrice Marie-Thérèse et le Prince Evêque de Passau, sur la cession réciproque du droit territorial dans certains districts. 1765

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Von Gottes Gnaden Wir Leopold Ernst exemter Bischof und des heiligen Reichs Fürst zu Passau etc., dann auch Wir Dhomprobst, Dhomdechant, Senior und gesammtes Dhom-Capitul des exemten Reichs-Fürstlichen Hochstifts Passau Urkunden und Bekennen hiermit für Uns und alle Unsere Nachkommen am Hochstift und Dhom-Capitul öffentlich:

Demnach die Allerdurchlauchtigste Grossmächtigste Fürstin und Frau, Frau Maria Theresia, Römische Kayserin etc. auf eine Allerhöchst Ihro von Uns Fürsten und Bischofen zu Passau wegen verschiedenen Unsers Hochstifts Lehens-Ansprüchen und angeforderten Einlösungs-Rechts auf die in Oesterreich ob der Enns liegenden Herrschaft Rannawiedel beschehene allergehorsamste Vorstellung den Allergnädigsten Entschluss gefasset haben, Unserem Hochstift Passau Gefälligkeiten zu erweisen, und zu solchem Ende sich bewogen befunden, zu behöriger Erwegung des von Seite Unsers Hochstifts eingebrachten Vergleichs-Entwurfs eine eigene hochlöbliche Hof-Commission unter dem Vorsitz des Hoch- und Wohlgebohrne Herrn Heinrich Cajetan des heyl. Römischen Reichs Grafen von Blumegen K. K. würklich Geheimen Raths und Staats Ministre in Innländischen Geschäften in der K. K. Residenz Stadt Wien anzuordnen, bey selber auch nach verschiedentlich mit Unseren Hochstift Passauischen hierzu Bevollmächtigten, benanntlich Unscrom und dem Fürstlich Passauischen Geheimen Rath und unter Ennsischen Consistorial Directoren Niclas Ernst Gruber, dann auch Unserem und dem Fürstlich Passauischen Geheimen Rath Hofraths Directorn, Lehen Probsten und Cabinets Secretario Jacob Marian Molitor gepflogenen Zusammentrettungen und gütlichen Unterhandlungen zwischen erwelt beyderseits Bevollmächtigten Commissarien bis auf Allerhöchstgedacht Ihro K. K. Apost. Maj. und Unsere Ratification nachfolgender Recess und Vertrag untern fünf und zwanzigsten verflossenen Monats Octobris errichtet und gefertiget worden ist. Wort zu Wort also lautet:

Im Nahmen der Allerheiligsten Dreyfaltigkeit. Amen.

1765 **Kund, und zu wissen seye jedermänniglich, deme daran** gelegen ist, oder auf einige Weise daran gelegen seyn kan. Demnach zwischen dem Allerdurchlauchtigsten Erzhaus von Oesterreich, dann dem Hochstift Passau wegen von diesem letzterem an gleich besagt, allerdurchlauchtigsten Erzhaus bald nach erfolgt zeitlichen Hintritt Wayland des allerdurchlauchtigst-Grossmächtigst- und Unüberwindlichsten Kaiser und Herrn Karl des VI. May. glorwürdigsten Andenkens, auf verschiedene — in dem Land Oesterreich ob und unter der Enns gelegene Corpora gestelter — von einer Urkund des letzteren Herzogen von Oesterreich aus dem Babenbergischen Manns-Stammen Friderici Bellicosi vom Jahr 1241.. dann von einem weiters produeirten Document Kaisers Rudolfi I. vom Jahr 1277 hergeleiteten Lehens-Ansprüchen, nicht minder wegen der von Seite des Hochstiffts Passau anfordernden Befugniss, die ehemalig Hochstiftische — nachher aber unter Oesterreichische Bothmässigkeit gerathene Herrschaft Rannawiedel im Land ob der Enns, und deren Zugehörungen auf den Abgang des Männlichen Stammes der ehemaligen Freyherren von Prüeschenk, und der heutigen Grafen von Hartegg mit dem Eigenthum, und der Landesherrlichkeit um Acht Tausend, Fünf Hundert Gulden Rhein. wiederum einlösen zu mögen, sich verschiedene Differenzien ergeben haben, und die diessfalls unterwaltende ein so andere Beschaffenheit der Allerdurchlauchtigst-Grossmächtigsten Fürstin und Frauen, Frauen Mariae Theresiae von Gottes Gnaden Römischen Kayserin etc. in ihrem ganzen Umfang allerunterthänigst vorgetragen, sohin von Allerhöchst Deroselben über eine von Sr. Hochfürstlichen Gnaden dem Hochwürdigst-Hochgebohrnen Fürsten, Herrn Leopold Ernst exempten Bischofen, und des heiligen Römischen Reichs Fürsten zu Passau, Grafen und Herrn zu Firmian im vorigen Jahre in Sachen allergehorsamst überreichte Vorstellung dem Hochstift Passau Gefälligkeiten zu erweisen allermildest verheissen, und in Folge dessen von Sr. Hochfürstl. Gnaden zu Passau Mittelst eines eingebrachten Vergleichs-Entwurfs das Ansinnen dahin gemacht worden ist, womit seinem Hochstift das Jus Territoriale über einige ob der Ennsische — an das Bistum angränzende Districten, besonders aber auf den grösten Theil der besagten Herrschafft Rannawiedel gegen deme abgetretten werden möchte, dass dargegen das Hochstifft andere zur Arrondirung beederseitigen Gränzen und zur künftigen Hindanhaltung der aus der bisherigen Vermischung der Unterthanen und diessfälliger Unrichtigkeit beyderseitiger Landgränzen entstandenen unliebsammen Irrungen, auch zu Verhin-

derung des hieraus den beederseitigen Landen in verschiedene 1765
Weege zugehenden Nachtheils, und Schadens diensame Passauische Gezirke, und Unterthanen quoad Jus Suprematus, herüber lassen, das bey der wechselreichen Abtrettung zum Vortheil des Hochstifts ausfallende Uebermass in Capitali mit baarem Gelde ausgleichen, und solchergestalten zugleich auf alle seine Ansprüche feyerliche Verzicht thun wolle, Ihro K. K. Apost. Maj. auch sothanen Vorschlag durch eine eigends allergnädigst ernannte, dem Kaiser-Königlichen Landrath bey der löbl. Landes Hauptmannschafft im Lande Oesterreich ob der Enns, Herren Thomas Carl Baussard edlen von Sonnenfeld allermildest aufgetragene Kaiser-Königliche Local-Commission mit Beyziehung der Fürstlich-Passauischen hierzu abgeordneten Herrn Local-Commissarien gründlich untersuchen, hiernach eine ordentliche Auszeigung der künftigen richtigen Gränzen zwischen den ob der Ennsischen, und den Hochstiftlichen Landen, nebst der zuverlässigen Abgleichung und respective Veranschlagung der wechselweis überlassenden Unterthanen, Gülten, und Grundstücke, vornehmen, sofort die von wohlernannt-löblich-Kaiser-Königlichen Local-Commission hierüber umständlich erstattete Relationen, und anmit angezeigten Befund bey der allhier weiters allermildest aufgestellten Hochlöblichen K. K. Hof-Commission reiflichst erwegen, nnd endlich in Sachen mit denen Hochstifft. Passauisch- hierzu Bevollmächtigten Deputirten, benanntlich dem Fürstl. Passauischen geheimen Rath, und Unter-Ennsischen Consistorial-Directorn H. Niclas Gruber, dann dem auch Fürstl. Passauischen geheimen Rath, Hofraths-Directorn, Lehen-Probsten, und Cabinets-Secretario Herrn Jacob Marian Molitor, verschiedene Zusammentrettungen, und gütliche Unterhandlungen pflegen lassen.

Als hat man sich sodann mit gemeinsamer Einverständniss, und in Gemässheit der diessfalls erflossenen unterm 2ten und 22ten Julii, dann 12ten Octobris gegenwärtigen Jahrs an Behörde intimirten Allerhöchsten Entschliessungen über nachfolgende Puncten zu beyderseitigen Nutzen und Vortheil auf einen beständigen, und dauerhaften Fuss vereint, vertragen und verglichen.

Erstens wird von Seite Ihrer K. K. Apost. Maj., und des Allerdurchlauchtigsten Erzhauses von Oesterreich dem Hochstifft Passau über jene — in der von den Beyderseitigen Ingenieurs vorher aufgenommenen — von der hievorbemeldt — angeordnet — gewesenen löblichen K. K. Local-Commission eingesendeten Mappa mit lichtgelber Farbe überzohene Antheile der Herrschaften Rannawiedel, und Altenhof von dem Kloster Schlöglischen Gezirke,

1765 oder dem Gegenbach an bis auf den Einfluss des Stierbachs in die Ranna, und zwar nahmentlich das Rannawiedlische Ober-Hof- und unter Forstamt, und das Amt Jandlesbrunn, dann den daranstossenden Wildenranischen zu der Herrschaft Falckenstein, oder Altenhof gehörigen Gezirk, in so weit solcher in diesem gelben Umfang gelegen ist, wie auch über die in den fünf unmittelbaren Hochstiftischen Land- und Pfleg-Gerichten Oberhaus, Leobrechting, Obernzell, Weegscheid, und Viechtenstein, vermischt liegende Oesterreichische Unterthanen, dann deren Grundstücke, und Ueberlände, das Jus Territoriale mit allen solchen anklebenden hohen Rechten, und Herrlichkeiten vollkommen abgetretten; Worgegen

Zweitens an Ihre K. K. Apost. Maj. und an das Allerdurchlauchtigste Erzhaus Sr. Hochfürstl. Gnaden, und das Hochstift jenseits der Donau die zu dem Hochstifft. Pfleggericht Obernzell gehörige zwey Dörfer Ober- und Unter-Aschenberg, dann die sogenannte strittige Leiten, und was von dannen unterhalb derselben bis an die dermalige Oest. Gränze annoch zum Passauischen Gebiet gehöret, benanntlich die Dörfer Heitzendorf, und Klein Mollesberg samt der Leiten mühl, und Mühleck, diesseits der Donau aber den Hochstiftischen zu der Herrschaft Viechtenstein gehörigen Gezirk der Niederkehla gegen die Oesterreichischen Gränze oberhalb der Marckt-Engelhartzellischen Hauss-Gründen von dem sogenannten Marckt-Gattern an, in einer die Gründe der Unterthanen von einander scheidenden Linie bis an den Veihtbach, und von dannen bis an den Jungfern-Stein mit der Landes-Hoheit, und allen solcher anklebenden Rechten, und Herrlichkeiten auf gleiche Weise gänzlich überlassen. Wornach dann nicht nur die gesamten Hausgründe der Marckt-Engelhartzellerischen Burger, und der Forstwald des Stiffts Engelzell in das Oesterreichische Territorium künftig völlig eingeschlossen werden, sondern weitershin die Hochstifftischen- und Oesterreichischen Gränzen auf der Donau der in dem Strom gelegene Jochenstein, und diesseits der Donau der diesem Jochenstein grad gegenüber stehende sogenannte Marckt-Gattern, jenseits der Donau auf dem Lande aber der Dandelbach in Zukunft scheiden solle. In Folge wessen

Drittens nach breiteren Inhalt deren von der beyderseits angeordnet gewesenen Local-Commission abgehaltenen Commissions-Protocollen von 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13ten und 14ten Augusti dies Jahrs beschehene Auszeigung der richtig, und sicheren Gränzen zwischen der ob der Ennsischen, und der Hochstifti-

schen Landen alsogleich die förmliche Gränz-Ausmarckung gemeinsam vorgenommen, die Gränzen mit ordentlichen Marck-Steinen ausgezeichnet, und darüber von beederseitigen Ingenieurs zuverlässig verfaste neue Mappen unerachtet der bereits vorhandenen Mappa aufgenommen, auch davon wenigstens Sechs Exemplarien verfertiget, von beederseitigen Herren Ausmarkungs-Commissarien mit Beysetzung des Dati unterschrieben, die solchergestalten zu Stand gebrachte Mappa eingeleget, und sodann nach dieser Ausmarkung die künftig beyderseitige Gränzen vestgesetzt werden sollen. 1765

Viertens: Haben Ihre K. K. Apost. Maj. sich hierbei ausdrücklich die allergnädigste weitere Reservation gemachet, dass, wenn von dem bey Engelhartzell gelegenen über St. Aegidi nach St. Sixti in das diesseitige Territorium führenden Weeg ein Theil durch die angetragene Ausmarkung in das Passauische Territorium gelangete, die Jurisdiction auf sothanen Theil des gleich besagten Weegs dem Allerdurchlauchtigsten Erzhaus von Oesterreich gänzlich vorbehalten bleiben solte, so, dass man Oest. Seits auf der Strasse sowohl, als auch auf 300 Schritte von jeder Seite des Weegs Contreband anzuhalten, und all andere Actus Superioritatis auszuüben befugt seyn solle.

Fünftens: Gleichwie durch vorberührte von Ihrer K. K. Apost. Majestät und dem Allerdurchlauchtigstem Erzhause beschehende Territorial-Abtrettungen dem Hochstifft Passau in Entgegenhaltung der von selben an Ihre K. K. Apost. Maj., und Allerdurchlauchtigste Erzhaus Oesterreich machenden Territorial-Ueberlassung ein bey der von der beyderseits angeordnet gewesenen Local-Commission beschehenen Abgleichung, laut der Commissions-Protocollen vom 14. 15. 16. 17. 18ten und 19ten Augusti a. c. dann der hierüber verfasten Final-Ausweisungs-Tabelle sich gezeigten Uebermaass von Vier Hundert Acht und Neünzig unterthänigen Häussern, und Ein Tausend Acht Ueberländ-Grundstücken zugehet, und diessfalls ihme Hochstift an alljährlichen Contributional-Gefällen, und zwar an Rüst-Geldern-Drey Tausend, drey und sechzig Gulden 18 Xr. an Pfenning-Beytrag Acht Hundert Ein Gulden 12¼ Xr. an Dominical-Steuer Neün Hundert, sechs und zwanzig Gulden, 47½ Xr. an Beamten Steuer Acht und Zwanzig Gulden 2¼ Xr. an Urbar-Steuer Drey Hundert, ein und zwanzig Gulden, 8 Xr. an Landschaftlichen Bier- und Most-Aufschlag, wie auch Music-Impost Ein Hundert, ein und dreyssig Gulden; an Schulden-Steuer Neün Hundert, Zwölf Gulden 39 Xr. an Fleisch-Aufschlag Zwey Hundert, drey und

1765 sechzig Gulden 19 Xr., und endlichen an Taz-Steüer Dreyzehen Gulden 11 Xr., zuwachsen, dieses Uebermaass aber mit einem Capitali zu Vier per Conto angeschlagen, mit oiner baaren Geld-Summa ausgoglichen werden solle; So sind in dessen Verfolg, und zwar bey der löbl. Landschaft in Oesterreich ob der Enns für das zusammen Fünf Tausend, Zwey Hundert, Ein und siebonzig Gulden $28^1/_2$ Xr. betragende Uebermaass der Rüst-Gelder, Pfenning-Beytrag, Dominical-Beamte- und Urbar-Steüer, dann Landschäftlichen Bier- und Most-Aufschlags, wie auch Musik-Imposts-Gefällen, als beständigen Gaben Einmal Hundert, ein und Dreyssig Tausend sieben Hundert, sechs und achtzig Gulden $52^1/_2$ Xr. hingegen zu dem Universal-Cameral-Zahl-Amt für das zusammen Eilf Hundert, neün und achtzig Gulden, 9 Xr. ausmachende Uebermass der Schulden-Steüer-Fleisch-Aufschlag- und Taz-Steüer, als veränderlichen Gaben Neün und Zwanzig Tausend, sieben Hundert, acht und Zwanzig Gulden, 45 Xr. von dem Hochstift Passau gegen erhaltenden behörigen Quittungen bey erfolgender Uebergabe der beederseitigen Unterthanen, und Gülten untoreinstens baar abzuführen. Belangend die übrige K. K. Gefällen respectu deren an das Hochstift gelangenden Gezirken, als nemlich die Mauth-Ertragniss, Salz-Verlag, Erbsteüer, und Taback-Gefälle, so sind selbe in Anbetracht, dass man auch von Seiten des Hochstifts die zu St. Aegidi bestehende — durch gegenwärtigen Vergleich an das Allerdurchlaüchtigste Erzhaus gelangende Hochstiftische Mauth-Station nicht veranschlaget habe, ebenfalls in keinen Anschlag gebracht, sondern gegeneinander aufgehoben, und compensieret worden.

Sechstens wird das Hochstift in Ansehnng des erhaltenden Uebermaasses der Vier Hundert, acht und neünzig unterthänigen Haüssern, der ansinnenden K. K. Recroutirung sich fort an dergestalten zu unterziehen haben, dass bey der — in dem Land Oesterreich ob der Enns erfolgenden Recrouten-Ausschreibung das auf erstberührte überzählige Vier Hundert, acht und neünzig unterthänige Haüser nach Maass des jeweilig — festgesetzt — werdenden Dividenten ausfallende Quantum jedesmal berichtiget, jedoch hierwegen denen in dem Oesterreichischen Gebiet gelegenen Passauischen Herrschaften eine mehrere Recrouten-Stellung nicht aufgebürdet, sondern die denen eröfterten Vier Hundert, acht und neünzig unterthänigen Häusern zugetheilet werdende Recrouten-Anzahl jedesmahl aus dom Passauischen Gebiet abgenommen, oder sonst ohne Zuthat der in Oesterreich befindlichen Passauischen Herrschaften abgeführet werden solle. Und da

Siebentes nach obbemelter Ausmessung Gränzen, und an- 1765
durch erfolgenden wechselweisen Territorial-Abtrettungen ein Theil des Hochstift. Passauischen Fichtensteinischen Land-Gerichts-Bezirks nnter die Oesterreich. Bottmässigkeit gelanget, der andere hingegen unter dem Passauischen Gebiet verbleibet, Ein gleiches auch in Ansehung der Land-Gerichten Rannawiedel, und Altenhof durch die Territorial-Ueberlassungen der vermelten — in dem Hochstift gelegenen Rannawiedel- und Wildenrännischen Bezirken, dann deren in dem Hochstift vermischt-liegendeu Oester. Unterthanen sich ereignet, als ist die beyderseitige Einverständniss dahin getroffen worden, womit in ein- und dem andern Territorio von solchen Landes-Gerichtern die Gerichtbarkeit ausgeübet, folglich die einkommende Delinquenten in keinem ausser dem betreffenden Territorio gezohen, sondern jedesmal in dem Ort ihrer Betrettung, nach jeden Landes bestehender diessfälligen Verfassung inquiriret, abgeurtheilet, und exequiret werden sollen.

Achtens: Damit die auf die Herrschaft Rannawiedel und Altenhof dermal tabulariter vorgemerkte Creditores in ihrem Recht nicht verkürzet werden, so hat das Hochstifft die nemliche Vormerkungen dieser Creditorn, nach ihrer Prioritaet, respectu der territorialiter überkommenden Rannawiedel- und Altenhofischen Bezirken und Unterthanen zu übernehmen, und die Gültigkeit sothaner Vormerkungen quoad effectum Juris zu gewehren, zu welchem Ende dem Hochstifft die ordentliche Verzeichniss der erwehnter massen auf die Herrschaften Rannawiedel, und Altenhof vorgemerkten Glaubiger von Seiten der ob der Ennsischen Land-Tafel mitgetheilet werden wird.

Neüntens solle den Oester. Unterthanen der freye Garn-Einkauf, nach der in dem Hochstifft der Zeit diessfalls bestehenden Ordnung, auf denen — in den Passauischen Ortschaften abhaltenden wochentlichen Garn-Marckten gestattet, und selbe hierunter den Passauischen Unterthanen ohne einiger weiteren Einschränkung gleich gehalten, dargegen aber für die solchergestalten in die Oesterreichische Lande ausführende rohe Garn mehr nicht, als ein Essito-Gebühr von Zwey per Cento entrichtet und eben ein gleiches respectu der Passauischen Unterthanen, wann selbe in dem Oest. Gebiet Garn erkaufen, und ausführen wollen, beobachtet werden.

Zehentens solle aus denen unter der Hochstifts-Bottmässigkeit kommenden Rannawiedlischen, und Wildenrännischen Bezirken die freye Holz-Ausfuhr zu keiner Zeit, und unter keiner-

1765 ley Vorwand gehemmet, sonderheitlich aber die auf dem Michel-Fluss errichtete Freyherrlich-Grechtlerische Holz-Schwemme in ihrem Stande, dem diessfälligen Contract gemäss, belassen, und derselben an Verführung dieses Schwemm-Holzes nicht die mindeste Beirrung gemachet. Auf gleiche Art

Eilftens der mutuelle Handel überhaupts aus den beyderseitigen Landen mit allen Productis naturae, doch nur zur eigenen inländischen Consumption gegen die dermalen bestehende Gebühr, und ohne derer Exportation darüber mehreres zu belegen, oder zu behinderen, offen und frey gelassen; Nicht minder

Zwölftens diejenige Oesterreichische Unthertanen, welche durch gegenwärtigen Vergleich mit der Landesherrlichkeit unter das Hochstift Passau gelangen, in Anschung der Robot Praestationen bey der dermalig — diessfalls ausgemessenen Belegung unveränderlich belassen, folglich ihnen hierunter von Seiten des Hochstiffts Passau ein mehreres nicht zugemuthet werden.

Dreyzehentens: Wird hiemit von Seiten Sr. Hochfürstl. Gnaden des Herrn Fürstens, und Bischofen zu Passau, und von dessen Hochstift, nicht nur auf alle gegen das Allerdurchlauchtigste Erzhaus von Oesterreich jemals gestellte Lehens-Ansprüche, somit sowohl auf die von dem Hochstift Wayl. Kaiser Rudolphi I. Mayst. Durchlauchtigsten Herren Söhnen, und männlicher Nachkommenschafft von dem Bischof Petro verliehen worden seyn sollende, als auf die nachhero an das Allerdurchlauchtigste Erzhaus, mittelst der Grafen von Schaumburg gediehene Hochstifftische Lehen, welch die immer seyn mögen, dann weiters auf alle Gerechtsame des Hochstiffts zu der Landeshoheit über andere in dem ehemaligen Ilzgau gelegene der Oest. Bottmässigkeit anjetzo unterworfene Herrschaften die feyerlichste Verzicht gethan und dem Allerdurchlauchstigten Erzhause das Dominium directum über all — und jede demselben jemals verliehene Hochstiftische Lehen, andurch vollkommen abgetretten; sondern auch

Vierzehentens der angeforderten Befugniss die Herrschafft Rannawiedol auf den Abgang des männlichen Stammes, und Nahmens der ehemaligen Freyherren von Prüeschenk heütiger Grafen von Hartegg um Acht Tausend, fünf hundert Gulden wiederum einlösen zu können, sich von dem Hochstift Passau auf das feyerlichste begeben, und solle einfolgl. von demselben, wegen all dieser Ansprüche von nun an, und in ewigen Zeiten an das Allerdurchlauchtigste Erzhaus einige Forderung, unter was immer für einen ersinnlichen Vorwand nicht mehr gemachet, zu solchem Ende auch die sammentliche in des Hoch-

stifts Handen befindliche — ordentlich zu specificiren kommende 1765
Urkunden, besonders aber nachfolgende Stücke, als

I. Das Diploma Friderici Ducis Austriae datum Bataviae Domini 1241 5 Idus Martii.

II. Laudum pro Ottocaro, datum Pragae Anno Domini 1253. Kalend. Aprilis.

III. Diploma Rudolphi Romanorum Regis datum apud novam Civitatem VIII Kalend. Decembris Indict. VI. Anno Domini 1277.

IV. Der Revers Herzogs Albrecht in Oest. dato Linz Samstags nach St. Galli Tag im Jahr 1383 wegen der demselben von Bischof Johann zu Passau verliehenen — von dem Grafen von Schaumburg vormals inngehabten Hochstifftischen Lehen.

V. Revers der Gebrüder Sigmund, und Heinrich Freyherren von Prüeschenk, datum am Freytag St. Erhards-Tag nach Christi Unsers Herren Geburt Vierzehen Hundert und im Neünzigsten Jahr, in Betref des Wiedereinlösungs-Rechts der Herrschaft Rannawiedel.

VI. Rescriptum Kaisers Rudolph des anderten, Geben auf dem Königlichen Schloss Prag, den lezten Tag Octobris 1580 getreülich ausgehändiget, annebst aber all-übrige hier benannte, oder unbenannte die dem Allerdurchlauchtigsten Erzhause von dem Hochstift verliehene Lehen, und den Anspruch auf das Wiedereinlösungs-Recht der Herrschaft Rannawiedel betreffende Urkunden, Revers, Bekanntnissen, und wie immer Nahmen haben mögende Instrumenta, dann insonderheit jenes, so der Rudolphinischen Lehen halber in der Aurea Bulla Friderici III. de Anno 1466, und weiters in dem Confirmations-Diplomate von Kaiser Karl V. ddo. Worms 5. Merz 1521 enthalten ist, zumalen beyde diese letztere Documenta von darummen nicht ausgeliefert werden mögen, weilen mittelst solcher überhaupt die sammentlichen Privilegia Passaviensia bestättiget worden sind, als gänzlich abgethan, exscindirt, annullirt, und auf ewig aufgehoben angesehen werden.

Fünfzehentens: Werden Ihre K. K. Apost. Maj. allermildest geruhen, gegenwärtigen Vertrag, und respective Recess zu ratificiren, wie dann auch ein gleiches von Sr. Hochfürstl. Gnaden zu Passau, und Ihro Dom-Capitul beschehen wird. Endlich

Sechzehentens solle sodann die würkliche Uebergebung, und Abtrettung der Landes-Hoheit über die wechselweise zu überlassen-verglichene Bezirken, und Unterthanen durch beyderseitige Herren Commissarien vollzohen, so fort vom ersten nächstkünftigen Monats Novembris an Ihre K. K. Apost. Maj. und das

1765 Allerdurchlauchtigste Erzhaus von Oesterreich in dio Hochstiftische Passauische Abtrettungen und auf gleiche Weise Sr. Hochfürstl. Gnaden von Passau, und Ihro Hochstift in dio Oesterreich. Territorial-Ueberlassungen eingesetzt, mithin auch von besagten Termin, wegen des Genusses der Landesfürstlichen Gefälle beyderseits der Abschnitt gemacht werden.

Zu Urkund und mehrerer Beglaubigung dessen haben die — über diesen vorstehenden Vergleich, und respective Recess verfertigte zwey gleichlautende Instrumenta die hierzu eigends Bevollmächtigte beoderseitige Herron Commissarien, als von Seiten Ihrer K. K. Apost. Maj. der Hoch- und Wohlgebohrne Herr Heinrich Cajetan des heiligen Römischen Reichs Graf von Blümegen, etc. hingegen von Seiten Sr. Hochfürstl. Gnaden zu Passau. und dessen Hochstift die schon oben gedachte in Sachen Bevollmächtigte zwey Herren Deputirte eigenhändig unterschrieben, und mit ihren beygedruckten Pettschaften besieglet, und bekräftiget. Geschehen Wien den fünf und zwanzigsten Monats-Tag Octobris, im Eintausend sieben Hundert, fünf und sechzigsten Jahre.

Im Nahmen Ihro K. K. Apost. Maj.

(L. S.) *Heinrich Graf von Blümegen.*

Im Nahmen Sr. Hochfürstl. Gnaden des Herrn Fürstbischofen, und des Hochstiffts Passau

(L. S.) *Niclas Ernst Gruber,* Consist. Director. (L. S.) *Jacob Marian Molitor.*

Als haben Wir für Uns und alle Unsere Nachkommen am Hochstift und Dom-Capitul vorangeführten Recess und Vertrag, und dio darinnen enthaltene Puncten und Clausulen in all- und jeden Ratificirt, approbirt und genehm gehalten.

Wir ratificiren, approbiren, und beangenehmen auch solchen hiermit und in Kraft dieses in bester Form-Rechtens, also, und dergestalten, dass Unser Seits sothaner Recess und Vertrag zu allen Zeiten getreülich beobachtet, und dass deme von den Unsrigen auf einige Weiss entgegen gehandlet werde, niemalen gestattet werden solle.

Zu Urkund und Beglaubigung alles dessen haben Wir gegenwärtiges Ratifications Instrument eigenhändig unterschrieben, und mit Unserm anhangenden grösseron Fürstlichen — dann auch mit Unseren Dom-Capitulischen Insigel bekräfftigen lassen.

Gegeben in Unserer und der Fürstl. Residenz Stadt Passau, 1765
den Ersten Monats Tag Decembris, im Ein Tausend, sieben Hundert, fünf und sechzigsten Jahre.

Leopold, Bischoff und Fürst zu Passau.

Joseph, Graf von Bamberg, Dom-Probst. *Leopold, Freyherr von Beroldingen,* Dom-Dechant.

Vigilius, Fürst von Firmian, pro tempore Senior.

17.

24 Juin 1766.

Convention entre l'Impératrice Marie-Thérèse et le Roi de France sur abrogation réciproque du droit d'aubaine. 1766

(*Martens*, Recueil des traités, t. I, p. 402.)

Sa Majesté Très-Chrétienne le Roi de France et de Navarre, et Sa Majesté Apostolique l'Impératrice-Reine de Hongrie et de Bohème étant animées du désir mutuel non seulement de resserrer de plus en plus les liens de l'alliance, de l'union et de l'amitié sincère qui subsistent entre Elles, mais encore d'en faire ressentir les effets heureux à leurs Sujets, en facilitant le Commerce respectif et la correspondance mutuelle entre eux, Elles ont résolu d'écarter l'obstacle principal qui s'y est opposé jusqu' à présent en abolissant le droit d'aubaine établi en France contre les Sujets de l'Impératrice-Reine Apostolique, et exercé dans ses Etats héréditaires de Hongrie, de Bohème, d'Autriche et d'Italie, par droit de rétorsion contre les Sujets de Sa Maj. Très-Chrétienne, et en établissant entre les peuples dépendans des Monarchies respectives, une égalité absolue et une entière réciprocité pour tout ce qui concerne l'abolition dudit droit d'aubaine et de celui de rétorsion. Dans cette vue les Ministres soussignés sont convenus des Articles suivans.

Droit d'aubaine aboli.

Art. I. Sa Maj. Très-Chrétienne déclare par ces présentes qu'Elle dérogera à toutes loix, coutumes, arrêts ou réglemens concernant le droit d'aubaine, en tant qu'il a été et qu'il pourroit

1766 être dans la suite exercé contre les Sujets héréditaires susdits de S. M. l'Impératrice Apostolique, laquelle de son côté révoquera et annullera les rescrits, décrets, ordonnances, statuts ou coutumes, en vertu desquels le droit de rétorsion s'est exercé jusqu'ici dans ses Etats héréditaires contre les sujets François; et les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de procéder à cette abrogation et révocation respectives par les moyens les plus efficaces, et par les voyes usitées et conformes à la constitution de leurs Etats respectifs, et ce dans le même terme qui sera fixé ci-après pour l'exécution de la présente convention.

Successions.

Art. II. En vertu de la présente convention, les Sujets de S. M. Très-Chrétienne auront dorénavant dans les Etats héréditaires de Hongrie, de Bohème, d'Autriche, et d'Italie, soumis à la domination de S. M. l'Impératrice-Reine Apostolique, la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques par testament, par donation entre vifs, ou pour cause de mort ou autrement, en faveur de qui bon leur semblera; et leurs héritiers, sujets de la Couronne de France, demeurant tant en France qu'ailleurs, pourront recueillir leur succession, soit ab intestat, soit en vertu de testament ou autre disposition légitime, et posséder lesdits biens, soit meubles, soit immeubles, droits, raisons, noms, et actions, et ce sans avoir besoin d'aucunes lettres de naturalité ou autre concession spéciale, et seront lesdits sujets traités, à cet égard, dans lesdits Etats héréditaires de S. M. l'Impératrice-Reine Apostolique, aussi favorablement que les propres et naturels sujets de S. M. et vice versa.

Jouiront en outre à l'avenir les sujets de S. M. T. C. dans tous les Etats ci-dessus specifiés, soumis à la domination de S. M. l'Impératrice-Reine Apostolique, de la faculté de pouvoir succéder dans tous les biens dont les sujets desdits pays héréditaires auront droit de disposer, soit en faveur de leurs Concitoyens soit en faveur des Etrangers, et vice versa.

Droits de bourgeoisie.

Art. III. Comme la manière d'acquérir les droits de bourgeoisie et d'indigénat est différente dans les Etats respectifs, il est convenu et arrêté qu'on suivra, à cet égard, les loix et les usages établis dans chaque pays.

Sujets réciproq. égalisés quant aux lois etc.

Art. IV. Lorsque les coutumes particulières de quelques-unes des Provinces des Hautes Parties contractantes établissent quelques règles ou quelques conditions particulières, relatives à la possession

d'une certaine nature de biens, auxquelles les sujets mêmes de la Puissance à qui ces Provinces appartiennent sont assujettis, les sujets de l'autre Puissance, qui voudront y recueillir un héritage, ou y posséder quelques-uns de ces biens, seront également tenus de s'y conformer, et ils useront des mêmes droits que les sujets naturels de celle-ci, soit quant au bénéfice et ce qui leur sera favorable, soit quant aux charges et conditions, qui peuvent leur être imposées; et les uns et les autres seront traités de manière que ce qui peut favoriser les Sujets naturels de l'une des deux Puissances, ou leur nuire dans l'obtention d'une succession soit ab intestat, soit testamentaire, favorisera de même les Sujets de l'autre Puissance ou leur nuira également. 1766

Contestations sur les Testamens.

Art. V. Lorsqu'il s'élevera quelques contestations sur la validité d'un testament ou d'une autre disposition quelconque, elles seront décidées par le juge compétent, conformément aux loix, aux statuts ou aux usages reçus et autorisés dans le lieu où lesdites dispositions auront été fait, soit que ce lieu soit sous la domination de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes; en sorte que si lesdits actes se trouvent revêtus des formalités et des conditions qui sont requises pour leur validité dans le lieu de leur confection, ils auront également leur plein effet et valeur de droit dans les Etats de l'autre Partie contractante encore que dans ceux-ci ces actes seroient assujettis à des formalités différentes, et à de plus grandes solennités, qu'ils ne le sont dans les pays où ils ont été rédigés.

Droits d'émigration.

Art. VI. Comme les loix, les statuts et les usages diffèrent dans les Etats respectifs des Hautes Parties contractantes, et même d'une Province do chaque monarchie à l'autre relativement aux droits et rétributions qu'on y exige pour droit d'émigration, d'annates, de péage, ou sous quelqu'autre dénomination quo ce soit, pour raison de l'adition d'une de la prise de possession, ou de l'aliénation des biens, soit des étrangers, ou de ceux qui n'ont pas leur domicile hérédité, dans les Etats do la domination, soit de ceux qui transfèrent leur domicile d'une domination dans l'autre, comme aussi pour raison de l'exportation de l'hérédité et de l'argent comptant, ou des effets en provenant, ou qu'on est dans l'usage de faire payer pour quelque cause et en faveur de qui quo soit, on s'en tiendra aux loix, statuts et coutumes locales; mais comme l'égalité et la réciprocité entre les sujets respectifs font la base de la présente convention, les Hautes Parties contractantes sont

1766 convenues que la stipulation précédente doit s'entendre et s'exécuter de manière quo lorsqu'une succession sera dévolue à un sujet Autrichien dans les Etats do S. M. Très Chrétienne, il ne pourra pas prétendre être traité plus favorablement ni être tenu à de moindres prestations de quelquo nature qu'elles puissent être, qu'un Sujet François ne l'auroit été, s'il lui étoit échu une succession dans la Province où ledit Sujet Autrichien sera domicilié, et vice versa.

Exécution fidèle.

ART. VII. Et pour obvier à toute fraude et à tout subterfuge que pourroient pratiquer ceux qui voudroient éluder ces stipulations salutaires, les Hautes Parties contractantes prendront, chacun de leur côté, les mesures les plus convenables et les plus efficaces pour écarter tous les obstacles qui pourroient empêcher ou gêner l'exécution de la présente convention.

Ratifications.

ART. VIII. Les ratifications de la présente convention seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plutôt si faire se peut; et trois mois après le dit échange les stipulations de la présente convention seront publiées, et elles auront force de loi du moment de la publication, bien entendu qu'elles n'auront point un effet rétroactif par rapport aux successions qui seront échues jusqu'au jour de ladito publication, par rapport auxquelles on s'en tiendra de part et d'autre aux règles suivies ci-devant.

En foi de quoi les Ministres des deux Cours out signé la présento convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le 24 Juin 1766.

(L. S.) *Chatelet Lomont.*
(L. S.) *Kaunitz-Rittberg.*

Après ce Traité, sont donné les deux Déclarations, qui suivent:

Déclaration du Chargé des affaires du Roi, remise au Chancelier de Cour et d'Etat de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique.

Je soussigné Chargé des affaires de S. M. Très-Chrétienne à la Cour de Vienne, déclare, au nom du Roi, qu'après avoir procédé à l'échange des ratifications respectives de la présente convention sur l'abrogation réciproque du droit d'aubaine, le 8 Septembro 1766 je promets que la publication en sera fait en France dans l'espace de six semaines à compter de ce jour, espace dans lequel il a été stipulé de même que pareille publication s'en fera dans les Etats de S. M. l'Impératrice-Reine Apostoliquo.

En foi de quoi j'ai signé la présente déclaration et y ai fait apposer le cachet de mes armes. 1766

Fait à Vienne, ce 8 Septembre 1766.

(L. S.) *Berenger.*

Déclaration du Chancelier de Cour et d'Etat de Sa Majeste l'Impératrice-Reine Apostolique, remise au Chargé des affaires du Roi.

Wenceslas-Antoine Prince du St. Empire Romain, de Kaunitz, Comte de Rittberg, Chancelier de Cour et d'Etat de Sa Maj. l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, déclare, au nom de ma Souveraine, qu'après avoir procédé à l'échange des ratifications respectives de la présente convention sur l'abrogation réciproque du droit d'aubaine, le 8 Sept. 1766 je promets que la publication en sera faite dans les Etats de la domination de S. M. en l'espace de six semaines, à compter de ce jour, espace dans lequel il a été stipulé de même que pareille publication s'en fera dans les Etats de Sa Maj. Très-Chrétienne.

En foi de quoi j'ai signé la présente déclaration et y ai fait apposer le cachet de mes armes.

Fait à Vienne le 8 Septembre 1766.

(L. S.) *W. A. Kaunitz-Rittberg.*

18.

6 Septembre 1766.

Convention entre l'Autriche et la Prusse pour la suppression du droit d'aubaine et le payement d'un droit de 10% des successions des sujets respectifs, transférées d'un état dans l'autre.

(Codex austriacus, t. VI, p. 833.)

Albinagii juris Nichtübung wider Preussen.

Der Nied. Oester. Regierung hiermit in Gnaden anzuzeigen: Es haben höchsterwähnte Ihre Kaiserlich Königliche Majestät mit des Königs in Preusen Majestät die freundschaftliche Einverständniss dahin getroffen und festgesetzet, dass es in Ansehung der

1766 wechselweisen Erfolglassung der anfallenden Erbschaften und sonstigen Vermögens, an beyderseitige Unterthanen und Insassen, ohne Unterschied ihres Standes, durchgehends bei der vor dem letzten Kriege hierinfalls beobachteten Art und Weise ferner belassen, mithin de casu ad casum die rechtmässig zufallende Erbtheile und anderes Vermögen aus einer Domination in die andere gegen allemal beyzubringende, und von den requirirenden Lands- und Ortsobrigkeiten auszustellende Reversales de observando Reciproco und gegen zehen per Centum Abzugsgebühr unweigerlich verabfolget werden sollen. Wie nun königl. preussischer Seits nach sothaner reciprocirlichen Beobachtung, in allen Dero Ländern gegen die kais. königl. Unterthanen verfahren zu lassen zugesichert worden ist. Als befehlen auch Höchstgedacht Ihre kaiserl. königl. Majestät Ihr Nied. Oester. Regierung, dass selbe auf die genaue Befolgung dieser zwischen beiden Höfen getroffenen Einverständniss alle thunliche Aufmerksamkeit tragen, auch das weiter Erforderliche zum Nachverhalte verfügen solle.

Wien, den 6ten September 1766.

19.

16 Mai 1769.

1769 Traité entre l'Impératrice Marie-Thérèse et le Roi de France, pour régler les limites de leurs états respectifs dans les Pays-Bas.

(*Martens*, Recueil des traités, t. I, p. 661. *Wenck*, t. III, p. 774. D'après la Gazette des Pays-Bas de l'an 1769. Suppl. n. 51—53 et se trouve dans Nouvelles extraordinaires 1769, n. 76—78. Merc. hist. et pol., t. 167, p. 336 et 475. *Moser*, Versuch d. E. V. R., t. V, p. 260. *Maillardière*, t. II, p. 423.)

Au Nom de la très-Sainte et indivisible Trinité Père, Fils et Saint-Eprit. Ainsi soit-il.

Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème et Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, animées du désir de resserrer de plus en plus les liens de l'Amitié qui les unit, et de terminer, conformément aux Traités et aux convenances réci-

proques, les Contestations qui subsistent entre Elles, relativement 1769
à leurs Possessions respectives aux Pays-Bas, ont nommé, savoir: Sa Majesté l'Imperatrice-Reine Apostolique, le très-illustre et très-excellent Seigneur, Florimond Comte de Mercy-Argenteau, Vicomte de Loo, Chambellan, Conseiller actuel Intime de Leurs Majestés Impériales Royale et Apostolique, et leur Ambassadeur auprès de Sa Majesté Très-Chrétienne; et Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, le très-illustre et très-excellent Seigneur Etienne François Duc de Choiseul d'Amboise, Pair de France etc. etc. et Ministre et Secrétaire d'Etat et de ses Commandemens et Finances; lesquels, après s'être duement communiqué leurs Pleinpouvoirs, sont convenus des Articles suivans:

L'Autriche cède les Enclaves du Tournaisis et de Lille.

Art. I. Pour faire cesser les difficultés, qui se sont élevées au sujet des dépendances de Mortagne, et s'arranger en même tems sur l'échange des enclaves du Tournaisis et de la Châtellenie de Lille, l'Impératrice-Reine cède au Roi Très-Chrétien les villages, lieux et enclaves suivans, savoir: Les enclaves de Wazenne et Esquermes; le village de Lezenne; l'enclave d'Engrain à Lesquin; ceux de Marcq et Marquette en Baroeul, avec les terres de Marquette-lez-Lille; Mouveaux; le Hameau de Camp à Coutiches; l'enclave de Fournes à Genaix; le fief Jean de la Hamayde à Nomain; le fief de Buvry à Bersée; Antroeul; Sailly; Camphain; Wanehain; Bourghielles; Lislez-Lannoy; Toufflers; Leers; le village de Wihers avec son territoire, situé près de la partie des dépendances de Mortagne, qui sont sur la rive droite de l'Escaut, de même que tous les petits enclavemens, qui peuvent être renfermés dans les villages de la Châtellenie de Lille, qui sont inconnus et de peu de valeur; de sorte qu'il n'y aura aucune exception ni réserve à la cession de tous les enclavemens du Tournaisis, qui pourroient être situés dans ladite Châtellenie de Lille: sans préjudice néanmoins de la mouvance des Seigneurs particuliers, des loix et coutumes, qui s'observent en chacun de ces lieux, et des droits et privilèges dont on y jouit.

La France cède.

Art. II. Le Roi Très-Chrétien cède à l'Impératrice-Reine Apostolique les enclaves suivans de la Châtellenie de Lille, situés dans le Haynaut sur la rive droite de l'Escaut, savoir: l'enclave de ladite Châtellenie dans le village de Pottes; les Hameaux de Cavrinnes et Lenglé à Hesrinnes; le fief de Guisegnies dans le Hameau de Leaucourt, paroisse dudit Hesrinnes; l'enclave de Velaines dans lequel l'Eglise paroissiale est placée; le Hameau de

1769 Petrieux, paroisse de Beulers; le fief de Breuze et autres terreins de Lille enclavés au village de Mourcourt; le Hameau de Pont à-Laye, situé au village d'Escanaffes; le château de Flines situé au village d'Obigies.

Vezon el Brasmenil.

Art. III. L'Impératrice-Reine Apostolique est maintenue dans la Souveraineté de la paroisse de Vezon et du Hameau de Brasmenil, dépendant l'un et l'autre de la Baronie d'Antoing, unis et annexés comme elle au Tournaisis, et le Roi Très-Chrétien renonce aux prétentions, qui ont été formées de sa part, soit sur lesdits lieux de Vezon et de Brasmenil et une partie de la bourgade d'Antoing, ou sur tous autres lieux quelconques, nuls exceptés, qui pendant le règne du Roi Louis XIV ont été détachés du Haynaut et annexés ou unis au Tournaisis, s'il en étoit aucuns qui fussent enclavés dans le Territoire de la Domination de S. M. l'Impératrice-Reine Apostolique.

Quelques enclavemens de Lille.

Art. IV. Sa Majesté le Roi Très-Chrétien cède aussi à Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique les enclaves suivans de la Châtellenie de Lille dans le Tournaisis, savoir: la partie du village d'Esplechin, qui est de la Châtellenie de Lille; le Hameau de Florent, paroisse de Taintignies; Guignies, paroisse de Velvain; les terres situées au village de Pecq; celles situées au village d'Estaimbourg; celles du village de Bailloeul; les parties qui sont de la Châtellenie de Lille à Blandain, avec ce qui est terre franche dans le même village la partie de la même Châtellenie située dans le village de Nechin, avec les terres do Lobel dans le même village; la partie du village de Templeuve en Dossemez; la partie du village de Dottignies; et le village d'Espain-Blaheries, qui fait partie de la dépendance de Saint-Amand; de même que tous les petits enclavemens, qui peuvent être renfermés dans les villages du Tournaisis, et qui sont inconnus; de sorte qu'il n'y aura aucune exception ni réserve à la cession réciproque des enclavemens de part et d'autre.

L'Autriche cède l'Escroelle etc.

Art. V. L'Impératrice-Reine Apostolique renonce à ses droits et prétentions sur l'Escroëtte de Mortagne pour autant que les terres qui la composent, se trouvent situées entre les rivières de l'Escaut et de la Scarpe; sur Château-l'Abbaye, avec toutes les terres qui y appartiennent ou en dépendent, placées dans la même position; sur Forêt; sur les francs-fiefs de l'Abbaye; sur Locron; sur le village de Bruisse; sur Notre-Dame-au-Bois; sur la rue de Haute-rive; et généralement sur tous les lieux dépendans de

la Terre de Mortagne, en tant qu'ils sont situés entre l'Escaut et la Scarpe, comme les parties qui viennent d'être nommément désignées. 1769

Sa Majesté Impériale Apostolique cède en outre à Sa Majesté Très-Chrétienne le village et Territoire de Thun, situé à la rive gauche de la Scarpe; ainsi que la partie marécageuse du village de Maulde, adjacente à cette rivière, et contenant environ soixante mesures et généralement la Souveraineté sur tous les terreins adjacens à la Scarpe, jusqu'au point de son confluent avec l'Escaut.

Dépendances de Mortagne.

Art. VI. Le Roi Très-Chrétien se désiste de ses prétentions, et reconnoit la Souveraineté de l'Impératrice-Reine Apostolique sur les villages et Hameaux suivans, faisant partie des dépendances de Mortagne, savoir: Flines; Sart; Roeux; Rodignies; Legies; Oursel à Vergnes; et généralement sur toutes les parties des appartenances ou dépendances de Mortagne, situées sur la rive droite de l'Escaut au-dessous de Wihers, et sur la rive gauche de ladite rivière, en tant qu'elles sont situées plus bas que le point du confluent de l'Escaut avec la Scarpe, rien excepté ni réservé.

Milieu de l'Escaut limité.

Art. VII. Le milieu de la rivière de l'Escaut fera la séparation des deux Dominations, depuis le Ruisseau de Wihers, qui se jette dans l'Escaut au-dessus de Mortagne, jusqu'au confluent de cette rivière et de la Scarpe: aucune des deux Puissances ne pourra y établir des droits de péages sur les Bâteaux ou sur les Marchandises dont ils seront chargés, jusqu'audit confluent, et cent toises au-dessous.

Les deux Puissances s'obligent de plus, à ne pas établir de Forteresses de part ni d'autre sur cette partie de l'Escaut.

Traités confirmés.

Art. VIII. L'Article XI du Traité d'Utrecht, et les Articles XX des Traités de Rastadt et de Baden, suivant lesquels il ne peut être fait à Mortagne aucunes Fortifications ni Ecluses, de quelque nature qu'elles puissent être, resteront dans leur force et vigueur.

Frontières.

Art. IX. Au moyen de ces renonciations, désistemens, cessions et échanges, la Frontière des Terres de France vers le Tournaisis jusqu'à Mortagne, sera composée désormais des villages suivans, savoir: Leers; Toufflers; Sailly; Willem; Baisieux; Camphain; Wanehain; Bourghielles; Bachy; Mouchin; Hovardries; Thun; et une partie du village de Maulde, adjacente à la Scarpe.

1769 Et la Frontière du Tournaisis, vers la Châtellenie de Lille, sera formée par les villages suivans, en commençant du côté de Herzeaux, qui est Châtellenie de Courtray, savoir: Estaimpuis; St. Légor; Estaimbourg; Nechin; Templeuve; Bailloeul; Blandain; Hertain; Lamain; Esplechin, Rume; Velvain et Guignies; Lesdain; Rongy et Maulde; de sorte qu'à l'avenir tout ce qui est intérieur aux villages du Tournaisis, désignés pour lui servir de Frontière, dépendra de la Domination et de la Souveraineté de l'Impératrice-Reine Apostolique, sans préjudice à la mouvance des Seigneurs particuliers; et de même tout ce qui est intérieur aux villages de la Châtellenie de Lille, nommés pour lui servir de Frontière, dépendra de la Domination et Souveraineté du Roi Très-Chrétien pareillement sans préjudice à la mouvance des Seigneurs particuliers.

Halluin.

Art. X. Le Roi Très-Chrétien déclare qu'il ne forme aucune prétention sur le petit terrain de la paroisse de Halluin, Châtellenie de Lille, incorporé ci-devant dans les Fortifications de Menin.

Deulemont.

Art. XI. L'Impératrice-Reine Apostolique cède au Roi Très-Chrétien toute la partie du Bourg et du Territoire de Deulemont, située sur la rive droite de la Lys vers Lille, et que Sa Majesté Impériale Apostolique possède comme une dépendance de la Châtellenie d'Ypres, ensemble les Escluses de la Deule, et généralement tous ses droits et possessions quelconques dans ledit Bourg et son Territoire, en tant qu'il est situé sur la rive droite de la Lys.

Enclaves de Warneton.

Art. XII. L'Impératrice-Reine Apostolique cède au Roi Très-Chrétien les cinq Branches ou Enclaves dépendans de la Châtellenie de Warneton, savoir: la Branche du pont d'Estaire en Steinwerck; Oudenhem; Doulieu; pont d'Estaire en Estaire; et Robermez.

Neuve-Eglise, Dranoutre, Nieppe.

Art. XIII. Le Roi Très-Chrétien cède en équivalent à l'Impératrice-Reine Apostolique le Bourg, Terre et Seigneurie de Neuve-Eglise; de même que le village et la Terre de Dranoutre, avec leurs dépendances, appartenances et annexes; ainsi que cinq cent soixante-dix mesures de la paroisse de Nieppe, vers la partie où elle est contiguë à la Châtellenie de Warneton.

Le tout néanmoins sous la réserve expresse et à condition, que ces cessions seront et demeureront limitées de manière, que le Territoire Autrichien n'approchera dans aucun point plus près que de dix toises du grand chemin de Lille à Dunkerque: à cet

effet il sera nommé de part et d'autre des Géomètres, qui dans 1769
le terme d'un mois après l'échange des Ratifications du présent Traité, non seulement procéderont au mesurage et à l'abornement des cinq cent soixante-dix mesures, qui doivent appartenir à l'Impératrice-Reine Apostolique, mais traceront aussi la ligne séparative des limites vers la chaussée, conformément à la stipulation de cet Article.

Frontières.

Art. XIV. Au moyen des renonciations, désistemens, cessions et échanges, énoncés dans les deux Articles précédens, la Frontière des Terres de France vers Armentières et Bailloeul, sera composée désormais des villages et Territoires suivans: Westoutre; St. Jean; Bailloeul; Crebbe; Steinwerk; Nieppe; et la Frontière des Châtellenies d'Ypres et de Warneton vers Armentières, sera formée par les villages et Territoires suivans: Locre; Dranoutre; Neuve-Eglise; cinq cent soixante-dix mesures de la partie de la paroisse de Nieppe, qui est contiguë à la Châtellenie de Warneton; et la Seigneurie de la Motte, ou Gué-la-Motte.

Avec la modification néanmoins exprimée dans l'Article précédent; de sorte qu'à l'avenir, tout ce qui est intérieur aux villages de la dépendance d'Ypres et de Warneton, désignés pour leur servir de Frontière, dépendra de la Domination et de la Souveraineté de l'Impératrice-Reine Apostolique, sans préjudice à la mouvance des Seigneuries particuliers; et de même tout ce qui est intérieur aux Villages de la dépendance d'Armentières et de Bailloeul, nommés pour leur servir de Frontière, dépendra désormais de la Domination et Souveraineté du Roi Très-Chrétien, pareillement sans préjudice à la mouvance des Seigneurs particuliers.

Mormal.

Art. XV. L'Impératrice-Reine Apostolique renonce à ses prétentions sur la Forêt do Mormal et la Cense de Loquignol.

Revin et Fumay.

Art. XVI. L'Impératrice-Reine Apostolique cède au Roi Très-Chrétien ses droits et prétentions de Souveraineté, et tous autres droits ou prétentions quelconques, sur les Terres et Seigneuries de Revin et Fumay, situées sur la Haute Meuse; ainsi que tous les droits de Souveraineté et autres, qui peuvent lui appartenir sur le village et Territoire de Montigny sur Meuse.

Nittel, Vocheren etc.

Art. XVII. Le Roi Très-Chrétien cède à l'Impératrice-Reine Apostolique ses droits et sa Souveraineté sur le village de Nittel sur la Moselle, avec ses appartenances et dépendances; ainsi que

1769 sa portion dans toutes les possessions indivises avec le Luxembourg, que Sa Majesté le Roi Très-Chrétien possède au-dessous de Perle, savoir: à Vocheren; à Wiese; et à Relingen.

Le Roi Très-Chrétien cède aussi à Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique, ce qu'il possède à Nennig, y compris le Château de Berg.

Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique s'engage à abolir et à ne jamais rétablir ni à Nittel, ni ailleurs, les droits de Péage, de Haut-Conduit et autres quelconques, que le Roi Très-Chrétien, en sa qualité de Duc de Lorraine, à perçus jusqu' aujourd'hui audit Nittel, sur les Bâteaux, ainsi que sur les Denrées et Marchandises, qui se transportent par la Moselle.

Ganderen, Beyern etc.

ART. XVIII. Le Roi Très-Chrétien cède à l'Impératrice-Reine Apostolique ses droits et ses prétentions sur les villages et lieux suivans, et sur tout ce que la France y possède avec leurs Bans, Territoires, Appartenances et Dépendances, et les Sujets qui y résident, en tant que le tout est situé à la gauche du Ruisseau de Frisange, et de la ligne des limites, désignée ci-après, savoir: Holtzem; Pepingen; Krautem; Hesperange; Altzingen; Itzig; Hassel; Montfort ou Mutfort; Medingen, avec la Cense de Pleitringen; Mensdorff; Dalem; Welfringen, avec la Cense de Reckingen; Filsdorff; Altwies; Ellingen; Emeringen; Erpeldange, ou Erpeldingen; l'Eglise de Neunkirchen, avec ses dépendances et la maison y contiguë; Bousse; Monsdorff; Elvange ou Elvingen; Burmerange.

Le Ruisseau de Frisange servira de limite dans cette partie, depuis l'endroit où il sort du Territoire de Frisange, jusqu'à celui où il entre dans le Territoire de Ganderen, et de ce point, en tirant jusqu'à la Moselle, la limite subsistera telle qu'elle est maintenant, de manière que Ganderen, Beyern et tout ce qui appartient actuellement en deçà de ladite limite à l'Impératrice-Reine Apostolique, appartiendra désormais à la France; Sa Majesté Impériale et Apostolique renonçant à cet effet à tous les droits de Souveraineté et autres sur les lieux et Territoires de Ganderen, Beyern etc. qui viennent d'être désignés.

Dépendances de Thionville.

ART. XIX. Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique renonce aussi à toutes prétentions sur les Seigneuries, que jusqu'ici la France à prétendu posséder à titre de dépendance de Thionville, en tant qu'elles sont situées à la droite dudit Ruisseau de Frisange, et de la limite marquée par l'Article précédent.

Remich et Grevenmachern. 1769

Art. XX. Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, de son côté, renonce à toutes prétentions sur la Mairie de Remich, et sur la Justicerie de Grevenmachern, leurs appartenances, dépendances et annexes.

Rive gauche du Chiers.

Art. XXI. L'Impératrice-Reine Apostolique cède au Roi Très-Chrétien les lieux et villages suivans, leurs appartenances, dépendances et annexes, savoir: St. Jean devant Marville; Ham; le Château de Laval; la Seigneurio de la petite Flassigny; Villers-le-Rond; Consla-Granville; Nemany ou Neufmanil; la Cense des Hayes, nommée communément la Cense Domaniale d'Orchimont, située près de Hargnies; Ville-Cloye; Bazeille; Velonne; ainsi que le cours entier du Chiers dans cette partie, sauf les droits de Souveraineté do Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique sur la rive droite de ladite Rivière.

Raville etc.

Art. XXII. L'Impératrice-Reine Apostolique cède pareillement au Roi Très-Chrétien les villages et lieux de Raville; Bennaye; Vaudoncourt; Helsdorff; Brouch; Halleringen; Bambidersdorff; avec toutes leurs appartenances, dépendances ot annexes;

Et Sadite Majesté Impériale Apostolique renonce à ses droits et prétentions sur les villages et lieux suivans, savoir: Servigny; Plapecour; Bionville; Vitrange; Courcelles; Remilly; Vitoncour; Bechy; Dapcour; et la Cense de Faux-en-Forêt.

Battincourt etc.

Art. XXIII. Le Roi Très-Chrétien cède à l'Impératrice-Reine Apostolique les villages suivans, situés du côté de Longwy, aveo leurs appartenances, dépendances et annexes, savoir: Battincourt; Aix-sur-Cloix; Aubange; Atus; Rodange; la Magdelaine; et le Village de Gerouville auprès d'Orval.

3 petits Cantons.

Art. XXIV. Les trois petits Cantons, nommés le Bois-Jean, les Grands-Quartiers-Baudet, autrement dit le Bois-Artus, et les Petits-Quartiers-Baudet, feront partie de la Seigneurie de Boham, et seront avec elle sous la Souveraineté de l'Impératrice-Reine Apostolique; le Roi Très-Chrétien renonçant à toutes ses prétentions de Souveraineté et autres sur lesdits trois Cantons.

Droits des particuliers conservés.

Art. XXV. Les Hautes Parties Contractantes déclarent, que les arrangemens contenus dans la présente Convention, ne préjudicieront aucunement aux droits de propriété, de pâturage et autro servitude, ni aux autres droits réels, ou aux actions qui peuvent

1769 compéter aux Communautés ou aux Particuliers de l'une ou de l'autre Domination, sur les lieux et Territoires réciproquement cédés ou échangés, et qu'il leur sera loisible d'exercer leurs dits droits et actions, et de les poursuivre par-devant les Juges compétens.

Aliénations de domaines.

Art. XXVI. Si parmi les Seigneuries et Terres cédées ou échangés par le présent Traité, il s'en trouvoit qui eussent ci-devant appartenu au Domaine du Souverain, les aliénations qui en auront été faite avant la date de la présente Convention, demeureront valables en vertu d'icelle ainsi que le demeureront également les aliénations des droits Domaniaux, qui se trouveront dans le même cas.

Cession ultérieure.

Art. XXVII. L'intention des Hautes Parties Contractantes étant de ne laisser subsister aucun enclavement dans leurs possessions respectives, depuis la Moselle jusqu'à la Mer, Elles sont convenus expressément, outre ce qui est stipulé à cet égard par les Articles VII, IX, XIV et XVIII de la présente Convention, qu'Elles se céderont réciproquement, moyennant des échanges, les enclaves jusqu'à présent inconnus, qui pourroient se trouver dans les Territoires respectifs, hors de la ligne des limites, fixée par les quatre Articles susdits.

Renonciation de la France à St. Hubert.

Art. XXVIII. Le Roi Très-Chrétien se désiste, tant pour lui que pour ses Héritiers et Successeurs, du droit de protection et autres quelconques, qui ont été prétendus de la part de la France, sur l'Abbaye et Terre de St. Hubert, et s'engage, de la manière la plus forte, à ne point troubler ni inquiéter l'Impératrice-Reine Apostolique, ni ses Héritiers ou Successeurs, Ducs et Duchesses de Luxembourg, dans l'exercice de la Souveraineté, Jurisdiction, Ressort, Possession et jouissance sur ladite Abbaye et Terre, ses Mairies et Féautés et leurs appartenances, dépendances et annexes, par quelque voie que ce soit, de droit ou de fait, soit à titre du Royaume de France, ou comme acquéreur ou protecteur des droits ou des prétentions d'un tiers.

Nassogne.

Art. XXIX. Le Roi Très-Chrétien se désiste pareillement, tant pour lui que pour ses Héritiers et Successeurs, de la prétention qui a été formée de la part de la France pour l'indépendance de la Terre et Seigneurie de Nassogne; de la Terre et Seigneurie de Cugnon et Chassepierre, composée de Cugnon,

Chassepierre et Laiche, Ansey, le Menil, Fontenaille, Ste Cécile, Mortehan et Auby; de la Terre et Seigneurie de Bertrix; de celle de Muneau, composée du village de ce nom, de Lomberment, et de Valensart; et enfin de la Terre et Seigneurie de Blaimont, leurs appartenances, dépendances et annexes. 1769

Sa Majesté Très-Chrétienne s'engageant, de la manière la plus forte, à ne jamais faire aucune démarche, soit à titre du Royaume de France ou comme acquéreur ou protecteur des droits ou des prétentions d'un Tiers, qui pourroient tendre à troubler de manière quelconque Sa Majesté Impériale et Apostolique, ses Héritiers ou Successeurs, dans l'exercice de leurs droits, possessions et jouissance sur les dites Terres et Seigneuries.

Réservation.

Art. XXX. Déclare néanmoins Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, que, par la renonciation à tous droits et prétentions sur les Terres et Seigneuries, rappellées dans les deux Articles précédens, il n'entend porter aucun préjudice aux prétentions, que d'autres Princes ou Seigneurs pourroient former à cet égard, et qu'il leur sera libre de faire valoir par eux-mêmes.

Route entre Givet et Dinant.

Art. XXXI. Pour établir et assurer une communication aisée entre la France et le Pays de Liège, par la route de Givet à Dinant, des Ingénieurs nommés par les deux Puissances, désigneront et traceront, dans le terme de deux mois après la signature de la présente Convention, une grande route qui traversera le Territoire de Blaimont, et ira joindre le chemin neuf de Falmignoul; le Procès Verbal de désignation sera censé faire partie de la présente Convention. Le passage par cette route et par le Territoire de Falmignoul, sera et demeurera perpétuellement, irrévocablement et entièrement libre entre Givet et Dinant, en sorte que les François, aussi bien que les Etrangers, qui se serviront de cette route sans emprunter d'autre Territoire de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique, pourront y passer librement, sans que pour raison de leurs Personnes, Chevaux, Chariots, Effets et Marchandises, ou sous quelque prétexte que ce soit, ils puissent être arrêtés, visités, ni assujettis à aucune formalité, de quelque nature qu'elle soit, ni astreints à payer aucun droit ni rétribution quelconque; bien entendu que d'ailleurs Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique conservera les droits de Souveraineté, et tous les autres droits quelconques, qui peuvent lui appartenir, tant sur cette route et sur la Seigneurie et Territoire de Blaimont, que sur les chemins de Falmignoul.

1769 Chaussée.

Art. XXXII. Il sera libre à Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, seul ou de concert avec l'Etat de Liège, de faire construire, en conformité de l'Article précédent, une Chaussée de Givet sur Dinant, de faire pourvoir à l'entretien de la dite Chaussée, et même d'y placer des Barrières ne soit sur le Territoire de Blaimont, et qu'aucune partie des charges pour la construction, réparation, ou entretien de cette Chaussée, en tombe sur les Sujets de l'Impératrice-Reine Apostolique. En échange, il sera libre à Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de faire traverser ladite Chaussée dans le Territoire de Blaimont, par la grande route, que le Gouvernement des Pays-Bas fait construire de Namur sur Luxembourg.

Renonciation générale.

Art. XXXIII. Au moyen des arrangemens arrêtés par la présente Convention, l'Impératrice-Reine Apostolique et le Roi Très-Chrétien renoncent à tous droits et prétentions quelconques, qui pourroient leur appartenir, à quelque titre ou de quelque chef que se puisse être, sur les Seigneuries, Terres et autres lieux qui y sont énoncés; et au surplus toutes autres prétentions territoriales, qui n'ont pas été réglées par la même Convention, demeureront éteintes de part et d'autre à perpétuité.

Libre passage des troupes.

Art. XXXIV. Les Troupes de Sa Majesté Très-Chrétienne, ainsi que les attirails et munitions de guerre destinés pour son service, jouiront du passage libre et permanent par le Comté de Beaumont, et par le Pont construit récemment par les Etats du Haynaut près de la Ville de ce nom, à condition néanmoins, que les Troupes ne logeront pas sur le Territoire de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique, que, pendant leur passage, elles ne causeront aucun dommage, et que les vivres et rafraichissemens, qui pourront être demandés, soit par les Troupes, soit par les équipages des Convois, seront payés comptant, de gré à gré.

Libre transit de marchandises.

Art. XXXV. Les Marchandises, Manufactures et Denrées, provenant des Pays de la Domination Françoise, et allant vers d'autres Pays de la même Domination, jouiront pareillement par le Comté de Beaumont, et sur le Pont récemment construit par les Etats du Haynaut près de la Ville de ce nom, d'un Transit libre, permanent et exemt de tous droits de Douane et autres péages quelconques, en observant néanmoins les formalités suivantes.

Primo. Que les Conducteurs des Marchandises, Manufactures

et Denrées, qui déboucheront du Haynaut François, pour passer 1769
aux possessions Françoises du côté de l'entre-Sambre et Meuse, seront tenus de lever au Bureau de l'abord, sur le Territoire de Beaumont, un Acquit à Caution, qui devra être rapporté dans le terme de quinze jours, avec un Acte imprimé des Officiers de l'un des Bureaux de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, où ils certifieront, que les Marchandises exprimées dans l'Acquit à Caution Autrichien, sont parvenues dans tel endroit de la Domination Françoise, et y ont été déchargées pour le compte de N. N. Sujet de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, résidant dans tel lieu.

Secundo. Qu'à l'égard des Fers provenans des Usines établies dans l'entre Sambre et Meuse François, et qu'on fera passer vers le Haynaut François par la Terre de Beaumont, on devra produire au Bureau de l'abord snr le Territoire Autrichien une Déclaration signée du Propriétaire ou du Facteur de l'Usine où ces Fers ont été fabriqués, portant leurs quantité et qualité, que le Déclarant attestera provenir de son Usine, en désignant l'endroit de sa situation; laquelle Déclaration sera accompagnée d'une Dépêche de l'un des Bureaux de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien de l'entre-Sambre et Meuse. Moyennant cela il sera expédié une Dépêche du Bureau Autrichien de l'abord, pour le libre Transit. La Déclaration du Propriétaire ou du Facteur de l'Usine Françoise restera au Bureau Autrichien, et la Dépêche du Bureau François demenrera entre les mains du Voiturier, pour pouvoir constater au Bureau de l'abord dans le Haynaut François, que ces mêmes Fers proviennent des Fabriques de la Domination de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien.

Tertio. Qu'à l'égard de toutes les autres Marchandises, Manufactures et Denrées, provenant de la Domination Françoise, et allant vers le Haynaut François par la Terre de Beaumont, il suffira qu'elles soient accompagnées d'une Dépêche ordinaire de l'un des Bureaux François, et d'nn Acte imprimé, par lequel les Officiers des Douanes certifieront, que les Marchandises exprimées par leurs quantité et qualité dans la Dépêche, sont de production ou fabrique Françoise, et qu'elles ont été chargées dans tel ou tel endroit de la Domination de France, pour le compte de N. N. Sujet de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, résidant dans tel endroit; lequel Acte demeurera au Bureau Autrichien de l'abord, où il sera délivré une Dépêche pour le libre Transit.

Abbaye de St. Jean.

Art. XXXVI. Le Roi Très-Chrétien renonce à ses prétentions sur l'Abbaye de St. Jean Baptiste au Mont, Ordre de St. Bé-

1769 nolt, dont le Siége est actuellement dans la ville d'Ypres, et promet de faire jouir librement tant ladite Abbaye, que l'Abbé actuel et ses Successeurs, qui seront nommés par l'Impératrice-Reine Apostolique ou par ses Successeurs, dans la possession et Souveraineté de la Ville d'Ypres, de tous les Biens, Rentes, Droits et Actions, qui leur appartiennent légitimement, en vertu de quelque Titre que ce soit, dans la Flandre Françoise, ainsi que dans les autres Provinces et Pays de la Domination de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Abbaye de Cantimpré.

Art. XXXVII. L'Impératrice-Reine Apostolique renonce à ses prétentions sur l'Abbaye de Cantimpré, de l'Ordre des Chanoines Réguliers de St. Augustin, située dans un des Faubourgs de Cambrai; et le Prieuré de Bellinghen continuera à en dépendre, comme il en a dépendu ci-devant, sauf néanmoins aux Religieux du dit Bellinghen, et à tous autres, leurs Droits et Actions pour raison des Fondations faites au dit lieu, et de l'exécution de tous Actes et Conventions concernant le dit Prieuré, lesquels ne préjudicieront pas à sa dépendance de ladite Abbaye de Cantimpré.

Papiers et Documens.

Art. XXXVIII. Les Hautes Parties Contractantes, désirant exécuter de bonne foi les stipulations des différens Traités, qui ont ordonné la restitution respective des Papiers et Documens, sont convenues des points suivans:

Primo. Chacune des deux Parties restera en possession des Titres et Documens, qui sont communs aux lieux et Pays appartenans à l'une et l'autre; bien entendu néanmoins, qu'elles se feront délivrer mutuellement des Copies ou des Extraits authentiques desdites pièces communes, en tant qu'elles pourroient concerner les possessions de celui des Souverains qui demandera lesdites Copies ou Extraits.

Secundo. Néanmoins, si parmi les Titres originaux transportés des Places des Pays-Pas en France, pendant la guerre qui a été terminée par le Traité d'Aix-la-Chapelle de 1748 il s'en trouvoit qui fussent communs aux deux Puissances, lesdits Originaux seront restitués à l'Impératrice-Reine Apostolique, comme lui seront restituées aussi les Instructions, Dépêches et Lettres des Souverains des Pays-Bas, ou de leurs Gouverneurs-Généraux, ainsi que les Lettres écrites à eux, ayant pour objet des Négociations avec les Puissances Etrangères, dans quelque tems que les Actes de cette dernière Catégorie ayent été transportés en France.

Tertio. Quant aux Titres et Documens, qui intéressent ex-

clusivement les possessions et les droits d'une des deux Puissances, ils resteront au pouvoir de celle, qu'ils concernent, si elle les a en sa possession, et ils lui seront en tout cas rendus et restitués de bonne foi, s'ils se trouvent en la possession de celle des deux Puissances, qui n'y a point d'intérêt. 1769

Toutes ces stipulations seront exécutées de bonne foi dans le terme de trois mois, après l'échange des Ratifications, à l'effet de quoi il sera nommé, immédiatement après la signature par les deux Cours, un ou plusieurs Commissaires, pour se rendre respectivement à Lille, à Douay, à Bruxelles, à Gand, à Luxembourg et ailleurs, s'il en est besoin, pour y procéder conjointement à la séparation et à l'extradition desdits Papiers et Documens.

Ratification.

Art. XXXIX. Les présens Articles seront ratifiés par les Hautes Parties Contractantes, et l'échange des Ratifications se fera dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi Nous avons signé les présens Articles, et y avons apposé le Cachet de nos Armes.

Fait à Versailles le 16 Mai 1769.

Signé:
Le Comte de Mercy Argenteau.
Le Duc de Choiseul.

Ordonnance du Gouvernement des Pays-Bas Autrichiens, pour l'exécution du Traité précédent.

Marie-Thérèse, par la grâce de Dieu, Impératrice Douairière des Romains etc. etc. etc. A tous ceux qui ces présentes verront, salut. Le désir dont nous sommes animé de prévenir tout ce qui pourroit troubler l'amitié qui Nous unit avec notre très-cher et très-aimé Frère le Roi Très-Chrétien de France et de Navarre, Nous a engagé à régler avec ce Prince, par une Convention signée à Versailles le 16 Mai dernier, les limites de nos possessions respectives aux Pays-Bas, et à terminer amiablement les contestations y relatives. Et voulant que ladite Convention, dont un exemplaire imprimé est attaché aux présentes sous notre contre-scel, et qui a été ratifiée en bonne forme de part et d'autre, reçoive sa pleine et entière exécution, Nous avons, de l'avis de nos très-chers et féaux les Chef et Président et Gens de notre Conseil Privé, et à la déliberation de notre très-cher et très-aimé Beau-Frère et Cousin Charles Alexandre, Duc de Lorraine et de Bar, Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, notre Lieutenant, Gouverneur et Ca-

1769 pitaine Général des Pays-Bas, ordonné et statué, ordonnons et statuons par les présentes, que le contenu en ladite Convention soit inviolablement gardé, et ponctuellement exécuté, sans qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement; que nos sujets ayent à s'y conformer et jouissent de son effet, et que les difficultés qu'ils pourroient avoir concernant aucunes matières réglées par ladite Convention, soient terminées et jugées conformément à ses dispositions.

Si donnons en mandement à nos très-chers et féaux les Chef et Président et Gens de nos Privé et Grand Conseils; aux Président et Gens de notre Conseil de Luxembourg; Président et Gens de notre Conseil de Flandre; Grand-Bailli, Président et Gens de notre Conseil de Haynaut; Gouverneur, Président et Gens de notre Conseil de Namur; Grand-Bailli de Tournai et du Tournaisis, et à tous autres nos Justiciers, Officiers et Sujets qu'il appartient, que ces présentes et ladite Convention; ils ayent à faire lire, publier et régistrer, et le contenu en icelles garder et observer, selon leur forme et teneur, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens, et nonobstant toutes Ordonnances, Edits, Déclarations et Décrets à ce contraires, auxquels Nous avons dérogé et dérogeons, pour ce regard seulement, par ces-dites présentes. Car ainsi Nous plait-il. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre notre grand Scel à ces présentes. Donné en notre Ville de Bruxelles, le 26me jour du mois d'Août, l'an de grâce 1769 et de nos Règnes le vingt-neuvième. Etoit Paraphé, *Ne. Vt.* plus bas étoit, *par l'Impératrice Douairière et Reine, en son Conseil,* signé de Reul, et y étoit appendu le grand Scel de Sa Majesté imprimé en cire rouge à double queue de parchemin.

20.

2 Octobre 1769.

Convention de poste entre l'Autriche et la république de Venise. Ratifiée à Venise le 7 Octobre 1769. 1769

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Conventio qua controversiae circa cursum literarum diremtae sunt. 1769.

Aloysius Mocenico Dei Gratia Dux Venetiarum etc.

Cum veteris, semperque prosequendae Amicitiae ratio, jura vicinitatis, animorum, Consiliorumque consensio inter Caesaream, Regiam, Apostolicamque Majestatem Mariae Theresiae ex una et Rempublicam Nostram parte ex altera, luculenter docuerint, consultius esse, ad praecidendam radicitus quamcumque controversiam de Postarum negotio, sive de Publico Cursu, communis concordiae, tranquillitatisque gratia pares utrinque cogitationes intendi, totamque rem confici ex bono, et aequo; quod erat optandum maxime, id demum post multos labores exantlatos, delecti in hanc procurationem Duumviri Jacobus Comes Duratius, et Andreas Tronus Eques, pro singulari, qua pollent, prudentia, rerum agendarum peritia, et aequitatis studio, praestitere. In Pacta nempe quaedam unanimes ambo convenerunt: quae quidem per decem, et duos digesta Articulos, inque Tabulas Instrumenti relata, ab iisdem Delegatis, plena facultate instructis, propria manu subscripta, sigilloque suo notata, sub die secunda Octobris, anno vertente, Nostra hac Venetiarum in Urbe, Nobis subinde sunt exhibita. In istum porro, qui sequitur, modum exarata leguntur.

Rendendosi necessaria una qualche spiegazione, dichiarazione, ed aggiunta alla Convenzione 1652, per regolare, e ponere in calma il sistema del Corso Pubblico delle Lettere andanti, e venienti, tra Vienna, e Venezia, e per rimediare a'disordini, che si sono andati introducendo; E animate da eguale spirito di buona, e perfetta corrispondenza Sua Maestà l'Imperatrice Regina Apostolica di Ungheria, e Boemia, e la Serenissima Republica di Venezia, hanno autorizzato a questo fine per una parte Sua Eccellenza il Signor Conte Durazzo Ambasciatore della Maestà Sua, e per l'altra Sua Eccellenza il Signor Cavaliere Andrea Tron Conferente Deputato. Datosi da questi, come Plenipotenziarj, esame

1769 all' affare, seguendo ambidue i principi di rettitudine, di equità, e di giustizia, necessarj per procurare di conciliar la cosa, e portarla ad un convenevole accomodamento, riflettendo a tutti i punti, che hanno creduto potersi avere in vista, ritenendo fermo il Capitolato 1652, o salve le Sovrane Ratifiche delle rispettive Corti, senz' alterazione, diminuziono, o pregiudizio de' Loro Diritti, e prima, e dopo la detta Convenzione, in tale materia competenti, in quanto non ostano alla medesima, convengono

Primo. Le Instruzioni riguardanti la Città di Venezia, ed il Veneto Stato, che dalla Corte di Vienna si daranno all' Amministratore dell' Ufficio Austriaco, saranno alla Republica, per mezzo de' respettivi Ministri in Vienna, o in Venezia, communicate.

Secondo. L'Amministratore scelto dalla Corte Augustissima fra tre Soggeti Sudditi Veneti, che dalla Serenissima Republica Le saranno stati proposti, dovrà presentarsi in Collegio insieme con l'Ufficio dell' Ambasciatore, che parteciperà la di lui nomina, e verrà ammesso all' essercizio della sua Carica a tenore dei termini della Convenzione.

Terzo. La presente Tariffa delle Lettero, che fu communicata col titolo di Tariffa della Posta di Vienna in Venezia, sarà a notizia commune stampata; e lo stesso si praticherà con ogni altra Tariffa, che vi venisse sostituita.

Quarto. L'Amministratore, mancando a'doveri della propria incombenza, sarà rimosso dalla Corte Augustissima, E se egli mancasse a'proprj doveri verso la Serenissima Republica, la Corte Augustissima, venendone richiesta, lo dimetterà dalla Carica. Succedendo quindi la vacanza per l'uno, o per l'altro de' sopraddetti due casi, la Sorenissima Republica passerà alla formazione d'una nuova Terna, onde si possa dalla Maestà Sua devenire alla scelta d'un nuovo Amministratore.

Quinto. Resterranno al solo Amministratore tutte le prerogative della rappresentazione, direzione, ed amministrazione d'ogni articolo della Posta, tanto esterno, quanto interno, senza però alcun carattere, a tenore della Convenzione; ma dovendo il medesimo render conto, e ragione de' proventi delle Poste alla Suprema Direzione Austriaca per facilitare questa operazione, e prevenire ogni sconcerto sopra di ciò, rimarrà libero alla Corte Augustissima lo scegliere, e ritenere una Persona, a cui, senz' altro carattere, o titolo, si appogierà il solo incarico di tenere li conti, per formare li quali unitamente all' Amministratore, sarà presento all' aprirsi, e chiudersi dolle Valigie, al peso, e tansa delle Lettere, come puro allo spodirsi, e riceversi delle straordi-

narie Staffette, ed a quelle operazioni d'Officio, che sono necessarie per una ben regolata contabilità. 1769

Non dovrà però la detta Persona pretendere alcuna parte alle prerogative della direzione ed amministrazione, come sopra, le quali devono sempre continuare nel solo Amministratore, ne' da questo potranno mai cedersi alla predetta Secondaria Persona; E la Corte Augustissima non farà difficoltà di richiamare la medesima, con sostituirne altra, ogni qualvolta la di lei condotta dasse motivo alla Serenissima Republica di desiderarne l'allontanamento dal suo Stato.

Sesto. In caso di morte dell' Amministratore, siccome sarà subito dalla Republica esibita altra Terna alla Corte Augustissima per la elezione di un nuovo, così nel frattempo, e sino che sarà assunto dall' Eletto l'Uffizio, resterà la Posta stessa in amministrazione del più prossimo Parente, o Dipendente del Defunto, e non della Persona secondaria, la quale egualmente se venisse a mancare, si potrà dall' Ambasciatore Cesareo far supplire da altra Persona ad esso benevisa, sino a che dalla Corte Augustissima venga tale impiego rimpiazzato.

Settimo. Desiderando Sua Maestà far conoscere quanta sia la disposizione sua a secondare ogni brama della Serenissima Republica, si contenta di rinonciare a qualunque giurisdizione, che ad essa, e all' Amministratore della Posta Austriaca in Venezia potesse, in virtù del Concordato 1652, competere sopra li Officiali della Posta di Vienna nel Territorio Veneto fra Venezia, e Gorizia, con che però ciò non abbi a pregiudicare alla regolarità delle Corse, come si dirà in appresso: E s'intenda cessata ogni prestazione a carico di Sua Maestà per detti Officiali di Posta.

Ottavo. All' incontro la Serenissima Republica s'obbliga che la Compagnia de' Corrieri farà trasportare le Valigie delle Lettere, sigillate dall' Amministratore della Posta d'Austria, in ambedue li settimanali corsi direttamente, tanto dalla Posta di Vienna al Confine Austriaco, quanto da questo alla Posta stessa contro la somma di lire mille novecente quarantaquattro, soldi quatordeci per ogni tre mesi; cioè lire novecento settantadue soldi sette per ciascum corso Moneta Veneta.

E così dovrà esser impegno della Compagnia de' Veneti Corrieri di far trasportare le straordinarie Staffette, che dall' Officio Austriaco si spediranno, e di fare all' Officio Austriaco pervenire quelle, che dalla Germania fossero a detto Officio dirette, e sarà da esso Officio corrisposto il pagamento di tre in tre mesi alla

1769 Compagnia de' Corrieri dell' importar delle estraordinarie Staffette al ragguaglio seguente.

Quello di andata lire trent' una, soldi sedeci Venete.

Quelle di venuta lire ventidue, Soldi dieci Venete.

Si renderanno li Corrieri responsabili all' Officio Austriaco in Venezia del modo, e tempo del trasporto di dette Valigie, e Staffotte estraordinarie per mezzo delle Cedule orarie.

Dichiarandosi, che in dette somme è compreso ogni pagamento anche de' Passi de' Fiumi, e Torrenti intermedj, ed anche la Barca di Vonezia, restando sempre a beneficio de' Corrieri Venetti ne' rispettivi luoghi di strada nello Stato Veneto le Lettere, così di andata, come di venuta, da esser poste nella falsa manica, che resterà aperta secondo il solito, ed anche per l'uso di andata, e venuta dell' Officio Austriaco, a beneficio di cui saranno le Lettere, che si troveranno in detta falsa manica a Venezia dirette.

Nono. A fine poi di ovviare agl' inconvenienti, che s'incontrano per la duplicazione di alcune Poste del Friuli, venendosi dalla Germania per quelle di Ontagnano, e Gorizia, che sono Austriache, ed andandosi per quelle di Codroipo, e Palmada, che sono Venete; E volendo ogni buona regola del comodo Publico, e del Corso Postale, che li Passeggieri, per quella strada che vanno, ritornino per la medesima, si è stabilito, cioè:

Che si sopprima intieramente per parte Austriaca la Posta di Gorizia, e per parte Veneta quella di Palmada, e che la Posta, che ora è a Ontagnano, ne venga tolta, e trasferita al Confine Austriaco subito fuori dello Stato Veneto, cioè a Visco, cosicchè il Corso Publico si faccia unitamente tra l'Italia, e la Germania da Codroipo a Visco, e da Visco a Codroipo: Dichiarandosi, che tre mesi dopo il Concambio delle Ratifiche, alla più lunga, dovrà seguire la predetta sopressione delle Poste, cioè Palmada per parte Veneta, ed Ontagnano, e Gorizia per parte Austriaca; nè potranno più dalli Officj Austriaci, o dalli Corrieri Veneti somministrarsi Cavalli di Posta, spirato il predetto tempo se non a quelli, che venissero, o andassero per le sopradette strade di Visco, Codroipo, etc.

Decimo. Bramando poi la Serenissima Republica di dare manifesti contrassegni della massima sua di ben vicinare con Sua Maestà l'Imperatrice, e per conseguenza di terminare con reciproca soddisfazione anche l'affare delle due Staffette per il Veronese, si convieno, cho continuato il passaggio delle medesime per le solite vie, nel caso, che ad una di dette Staffette volesse sostituirsi un Corrier ordinario, debba questo passar per Verona,

ed assoggettarsi alle debite visite, eccettuata la Valigia delle Lettere, restando però fisso, che in detto caso quanto alla Corsa, ed a'Cavalli, non pagherà di più di quello farcble, so passasse addrittura per Castel Nuovo. 1769

Undecimo. A maggior comodo de' Viandanti si dovranno per i passaggii de' Fiumi fissare le respettive Tariffe, da pubblicarsi colla stampa, e da tenersi sempre esposte a comune notizia ne' Luoghi de' respettivi passaggi, e si farà da ambe le Parti invigilare non solo all' osservanza di dette Tariffe, ma ancora alla pronta spedizione de' Passeggieri tanto di giorno, che di notte.

Duodecimo. Fissate dalli Signori Ministri Plenipotenziarj con il presente provedimento quelle regole, che fondate sulla Convenzione 1652, credettero le migliori per il Corso Pubblico, si riservano li Principi, nel caso, che l'esperienza facesse conoscere degl' inconvenienti nelle cose, che si stabiliscono, di concertare insieme altri espedienti, che tolgano per sempre dalla radice ogni controversia, onde su questo, come su tutti gli altri affari, abbia luogo la migliore corrispondenza, e si lievi ogni qualunque motivo, e ragione di fastidiosi imbarazzi. Per ultimo, piacendo a Sua Maestà Imperiale Regia Apostolica, ed alla Serenissima Republica di Venizia di ratificare la presente Convenzione, dovrà farsi il cambio delle rispettive Ratifiche nel termine di due mesi, o più presto, se sarà possibile. Ed in fede delle predette cose li Signori Ministri Plenipotenziarj hanno segnata la presente Convenzione, e vi hanno fatto apporre il sigillo delle Loro Armi.

Data in Venezia li 2 Ottobre 1769.

Cte. Go. Durazzo. (L. S.) *Andrea Tron Cr.* (L. S.)

Re proinde a Procuratoribus graviter, et bene gesta eosdemmet singillatim Articulos Senatus Consulto laudatos, tum Reipublicae Nostrae auctoritate ratos, et acceptos habemus, cum eorumdem observantiam sancte pollicemur per Nos ipsos, Dominiove Nostro subiectos numquam fore violandam.

Idcirco Testationem Nostram hancce fieri voluimus, Nostra manu firmatam, Nostroque Sigillo in Fidei monumentum de more suffultam.

Datum in Nostro Ducali Palatio Die VII Octobris. Indictione Tertia Anno 1769.

Aluise Mocenigo Doge di Venezia Ecc.
Gio. Marini Segrio.

1770

21.

13 Décembre 1770.
18 Janvier 1771.
30 Janvier 1771.

Actes de l'Empire Germanique confirmant l'investiture eventuelle accordée à l'Archiduc Ferdinand d'Autriche à l'égard des fiefs de l'Empire de la maison de Modène après l'extinction de la descendance mâle de la maison d'Este.

(*Martens*, Recueil des traités, t. I, p. 715.)

I.

Kayserlich-Allergnädigstes Commissions-Decret an eine hochlöbliche allgemeine Reichs-Versammlung zu Regensburg d. d. 13. Dezember 1770 die Sr. des Herrn Erzherzogs Ferdinand von Oesterreich Königl. Hoheit zu ertheilende Eventual-Investitur, auf die von dem Herzogl. Modenesischen Hause besitzende Reichs-Lehn betreffend.

Von der Römisch-Kayserlichen Majestät Josephi des Andern, unsers allergnädigsten Herrn Herrn wegen, lassen der Höchstansehnliche Kayserl. Principal-Commissarius, Herr Alexander Ferdinand, des Heil. Röm. Reichs Fürst zu Thurn und Taxis etc. etc. derer Churfürsten, Fürsten und Ständen anwesenden vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten unverhalten:

Es hätten bey Ihro Röm. Kayserl. Maj. der Kayserin Königin Maj. mit dem Herrn Herzoge Franz Maria zu Modena sich dahin bittlich verwendet, dass Ihro des Erzherzogen Ferdinand von Oesterreich Königl. Hoheit und seiner Nachkommenschaft, und bey Abgang derselben seinen übrigen Collateralerben, nach gänzlicher Erlöschung des Herzogl. Modenesischen Mannsstamms die Eventual-Investitur auf die von dem Herzogl. Modenesischen Hause besitzende Reichs-Lehen ertheilt werden möchte.

Nachdem nun Allerhöchstgedacht Ihro Kayserl. Maj. ausser allem Zweifel setzen, es werde mit Allerhöchstderoselben das gesammte Reich selbst genugsam anerkennen, wie gross das Durchlauchtigste Erzhaus Oesterreich um das Heil. Röm. Reich sich von den ältesten Zeiten her verdient gemacht, auch fernerhin demselben nützlich zu seyn, die fortwährende Gelegenheit habe, und sich dazu stetshin bereit zu erzeigen die besondere Angelegenheit sich mache; dass mithin in oberwähntes Ansuchen willfährig

einzugeben, von Kayserl. Allerhöchsten Orts wegen kein Bedenken getragen werden möge: also wollen auch Ihro Kayserl. Maj. sothane Allerhöchste Gesinnung an Churfürsten, Fürsten und Stände zur Wissenschaft nicht allein gelangen lassen, sondern auch, wie, nach Inhalt Ihro Röm. Königl. Wahl-Capitulation, in gegenwärtiger Sache die weitere Einwilligung mitzutheilen gefällig seyn werde, das Gutachten in Gnaden erwarten. 1770

Uebrigens verbleiben des höchstansehnlichen Kayserl. Principal-Commissarii Hochfürstl. Gnaden, den anwesenden vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten mit freundlich auch geneigtem und gnädigem Willen wohl zugethan. Signatum Regensburg den 13. December 1770.

(L. S.) *Alexander*
Fürst von Thurn und Taxis.

Inscriptio:

Dem Hochlöblich-Chur-Maynzischen Reichs-Directorio anzuhändigen.

II.

An Ihro Röm. Kayserl. Maj. allerunterthänigstes Reichs-Gutachten de dato Regensburg den 18. Jänner 1771, die Sr. des Herrn Erzherzogs Ferdinand von Oesterreich Königl. Hoheit zu ertheilende Eventual-Investitur mit denen von dem Herzogl. Modenesischen Hause besitzenden Reichs-Lehen betreffend. 1771

Ihro Römisch-Kayserl. Maj. Unsers allergnädigsten Herrn, zu gegenwärtiger Reichs-Versammlung bevollmächtigten höchstansehnlichen Principal-Commissarii, Herr Alexander Ferdinand, Fürsten von Thurn und Taxis etc. etc. Hochfürstl. Gnaden, bleibt hiemit im Nahmen Churfürsten, Fürsten und Ständen des Reichs gebührend unverhalten:

Als man in allen dreyen Reichs-Collegiis das unter dem 14. vorigen Monats und Jahrs durch die Dictatur bekannt gemachte Kayserliche Commissions-Decret in ordentlichen Vertrag und Anfrage gestellet: so ist hierauf, in Rücksicht auf die mannigfältige und grosse Verdienste, welche sich das Durchlauchtigste Haus Oesterreich von Zeiten her um das Heil. Röm. Reich erworben, und zur Bethätigung der tiefsten Verehrung für Ihro Kayserl. Maj. allerhöchste Person und Dero zeitherige glorreichste Regierung, wie auch in dem ehrerbietigsten Betracht, dass das in dem Commissions-Decret enthaltene Ansuchen vorzüglich von Ihro Maj. der Kayserin Königin geschehen, dafür gehalten und beschlossen

1771 worden, dass die Bewilligung wegen der Eventual-Investitur Sr. des Herrn Erzherzogs Ferdinand von Oesterreich Königl. Hoheit mit denen von dem Herzoglich Modenesischen Hause besitzenden Reichs-Lehen verlangtermassen und dergestalten durch ein Reichs-Gutachten (wie hiemit geschiehet) zu ertheilen seyn, dass sothane Lehen, nach gänzlicher Erlöschung des Herzogl. Modenesischen Mannsstammes, höchstgedacht Sr. Hoheit und Dero Nachkommenschaft, bei deren Abgang aber ihren übrigen Collateral-Erben zukommen sollen.

Womit des Kayserl. Herrn Principal-Commissarii Hochfürstl. Gnaden, der Churfürsten, Fürsten und Stände des Reichs anwesende Räthe, Bothschafter und Gesandte sich besten Fleisses und geziemend empfehlen.

Signatum Regensburg, den 18. Jänner 1771.

(L. S.)

Churfürstl. Maynzische Canzley.

III.

Kayserlich-Allergnädigstes Commissions-Ratifications-Decret, an eine hochlöbliche allgemeine Reichs-Versammlung zu Regensburg de dato den 30. Jänner 1771 die Sr. des Herrn Erzherzogs Ferdinand von Oesterreich Königl. Hoheit ertheilte Eventual-Investitur mit denen von dem Herzoglich Modenesischen Hause besitzenden Reichs-Lehen betreffend.

Von der Römisch-Kayserl. Maj. Josephi des Andern, unsers allergnädigsten Herrn Herrn wegen, lassen der Höchstansehnliche Kayserl. Principal-Commissarius, Herr Alexander Ferdinand, des Heil. Röm. Reichs Fürst zu Thurn und Taxis etc. etc. derer Churfürsten, Fürsten und Ständen anwesenden vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten unverhalten:

Ihro Röm. Kayserl. Maj. hätten aus dem von Denenselben unterm 18. dieses erstatteten Gutachten vergnüglich vernommen, wie Sie auf das den 13. vorigen Monats und Jahrs erlassene, den 14. ejusdem dictirte Commissions-Decret und darin eröffnete Kayserl. Allerhöchste Gesinnung, des Durchlauchtigsten Erzherzogs Ferdinand von Oesterreich Königl. Hoheit, seiner Nachkommenschaft, und bei Abgang derselben, seinen übrigen Collateral-Erben, die Eventual-Investitur auf die von dem Herzoglich-Modenesischen Hause besitzenden Reichs-Lehen, nach gänzlicher Erlöschung des Herzoglich-Modenesischen Manns-Stamms, zu

verleihen, mit einer wohlgefälligen und auf allerhöchst Sie sowohl, als auch auf der Kaiserin Königin Apostol. Maj. und das Durchlauchtigste Erzhaus bezeigten Rücksicht, zu vorgedachter Eventual-Investitur für Seine des Herrn Erzherzogs Königl. Hoheit und Dero Nachkommenschaft, bei deren Abgang aber, ihre übrige Collateral-Erben die von Ihro Kayserl. Maj. nach Inhalt Ihro Königl. Wahl-Capitulation geforderte Einwilligung gegeben haben. 1771

Ihro Kayserl. Maj. könnten nicht umhin, nicht allein sothanes Raichs-Gutachten seines ganzen Inhalts und kraft Ihro Allerhöchster, vorans allergnädigst eröffneter Gesinnung hiemit zu begnehmigen und zu bestätigen, sondern auch anbey vor die Allerhöchst Ihro und Ihrem Durchlauchtigsten Erzhause von Churfürsten, Fürsten und Ständen, so wie von Dero vortrefflichen anwesenden Räthen, Bothschaftern und Gesandten erwiesene erkenntliche Rücksicht und geneigte Willfährigkeit Ihro Kayserl. Danknehmigkeit zu bezeigen, wornach Allerhöchstdieselbe die obberührter Massen bewilligte Kayserliche Eventual-Investitur dem Herkommen gemäss verleihen und ausfertigen lassen werden.

Es verbleiben übrigens des höchstansehnlichen Kayserlichen Principal-Commissarii Hochfürstl. Gnaden, den anwesenden vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten mit freundlichauch geneigtem und gnädigem Willen wohl zugethan.

Signatum Regensburg den 30. Jänner 1771.

(L. S.) *Alexander*
Fürst von Thurn und Taxis.

Inscriptio:

Dem Hochlöblich-Chur-Maynzischen Reichs-Directorio anzuhändigen.

22.

6 Juillet 1771.

Convention entre Leurs Majestés Impériales et R. et la Porte-Ottomane, signée à Constantinople 6 Juillet 1771.

Mais non ratifiée.

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 19.

Comme la Cour Impériale et la Sublime Porte-Ottomane se sont toujours occupées à remplir avec sincérité les devoirs mu-

1771 uels, fondés sur le puissant lien d'un bon voisinage et d'une paix perpétuelle, et n'ont jamais cessé de rechercher avec affection et cordialité les moyens les plus propres à consolider et à resserrer de plus en plus les noeuds fortunés de la bienveillance réciproque; sur ces entre-faites le cours du repos des Nations et de la prospérité publique ayant été interrompu par le commencement et la durée d'une guerre, qui depuis quelque tems s'est élevée entre la Sublime Porte et la Russie, par un concours d'accidens, les doux Cours, en conséquence de leurs sentimens mutuels, ont cru devoir prendre amicalement en considération la manière la plus efficace, pour faire cesser au plutôt un fléau aussi préjudiciable à la tranquillité générale, en rétablissant la paix d'une façon convenable à la dignité de l'Empire Ottoman; et comme à cette fin on a cru à propos, et jûgé nécessaire pour la prompte exécution d'un dessein aussi salutaire, d'établir de concert une Convention sur certains points, et les désirs et les voeux des deux parties ne pouvant que se réunir pour l'augmentation d'un objet, qui devoit produire un succès si heureux à cet effet et pour commencer et régler au plutôt cet ouvrage salutaire, la Sublime Porte ayant constitué pour ses Plénipotentiaires le très-excellent Ali Mehemed Emir Effendi Kadilesker actuel de Natolie, et Bey Ismael Beg substitué à la charge de Bey Ukkusalé auprès de l'Etrier Sultanique, et Seid-Omer Effendi, qui ayant ci-devant occupé la charge de Bey Ukkusalé se trouve actuellement substitué à celle de Nichangi également auprès de l'Etrier Sultanique; et la Cour Impériale ayant de son côté nommé pour son Plénipotentiaire le Sieur François Marie de Thugut, Chevalier du St. Empire Romain, Conseiller actuel et Ministre Résident de L. L. M. M. I. I. et R. R. auprès de la Sublime Porte: Les Plénipotentiaires des deux côtés, après avoir selon l'usage produit leurs pleinspouvoirs respectifs, ayant discuté la matière, dans plusieurs Conférences tenues à ce sujet, sont convenus, sous la bénédiction du très-haut, sur les cinq Articles suivants.

Sommes que payera la Porte.

Art. I. La Sublime Porte payera à la Cour Impériale, pour fraix et préparatifs de guerre, 20 mille Bourses d'argent, de 500 piastres chacune, de sorte que d'abord après la Signature de la présent Convention il sera envoyé 4 mille Bourses aux frontières, et les 16 mille restantes seront do même remises aux frontières avec promptitude l'une après l'autre, en observant toujours les précautions nécessaires au secret.

Toute la somme sera livrée de cette façon en entier dans 1771
l'espace de huit mois, à raison de huit mille bourses par chaque quatre mois; que si cependant la nécessité du secret l'exigeoit, le délai d'un seul mois ne seroit pas imputé à contrevention ni à dommage. Et si de plus la Cour Impériale, ainsi que les Plénipotentiaires respectifs en sont convenus dans leurs Conférences, jugeoit à propos d'employer 2 ou 3 mille Bourses à la réussite de certaines vues secrètes, elle pourra le faire, et dès qu'elle en donnera avis, elle en sera indemnisée, et la dite somme sera payée par la Sublime Porte.

Cessions de la Porte.

Art. II. La Sublime Porte pour témoigner sa gratitude et la parfaite reconnoissance des procédés généreux, qui ont été manifestés de la part de L. L. M. M. I. I. et R. R. leur remettra de plein gré et leur cédera en don toutes les parties des dépendances de la Province de Wallachie, qui se trouvent bornées d'un côté par les frontières de la Transilvanie et du Bannat de Temiswar, d'un autre côté par le Danube, et de l'autre côté par la rivière Othe, et la Cour Impériale exercera de plus la supériorité sur la rivière Othe.

Bornes de la Wallachie.

Art. III. Comme les habitans de la Wallachie et de la Moldavie n'ont cessé depuis plusieurs années de troubler la tranquillité des frontières de la Transilvanie, et d'étendre leurs usurpations sur le territoire de L. L. M. M. I. I. et R. R. pour qu'à l'avenir il ne subsiste aucun prétexte d'usurpation ni de transgression, on recherchera et distinguera à l'amiable les anciennes bornes incontinent après la conclusion de la paix, et dans cet arrangement encore on s'appliquera à satisfaire la Cour Impériale.

Commerce.

Art. IV. Le Commerce des Sujets de Leurs Majestés Impériales et Royales jouira dans toute l'étendue de l'empire Ottoman de la protection la plus décidée de la Sublime Porte, en sorte que tous les articles de sûreté, franchise, utilité et autres accordés aux Marchands et Sujets de toute autre Nation quelconque, seront exécutés et observés en faveur des Marchands et Sujets de la Cour Impériale, surtout on n'exigera désormais des susdits Marchands et Sujets la Mezzéterie de la douane et, si à l'avenir les Ministres, qui résident de la part de la Cour Impériale près de la Sublime Porte, proposent quelque chose, qui tende à faci-

1771 liter et augmenter le Commerce de leur Nation, leurs représentations seront favorablement écoutées et admises d'une manière correspondante aux devoirs étroits d'amitié et de bienveillance, qui subsistent entre les deux Empires. De plus la Sublime Porte s'engagera et s'obligera dans le sens, qu'exige la bienveillance réciproque à être garante et caution de ce que les Régences d'Algèr, Tunis et Tripoli de Barbarie observent à l'avenir avec la plus scrupuleuse exactitude les règles d'amitié vis-à vis les bâtiments, qui parcourent les mers avec Pavillon et Patentes de L. L. M. M. I. I. et R. R. à quoi la Sublime Porte ne leur permettra désormais de contrevenir en aucune façon, et empêchera et fera cesser absolument toute prévarication contraire.

Secours pour la présente guerre.

Art. V. L. L. M. M. I. I. et R. R. en égard aux quatre Articles ci-dessus et aux sentiments, qui sont dûs au voisinage, s'engageront à délivrer des mains de la Russie, par la voie de la Négociation ou par la voie des armes, et à faire restituer comme ci-devant à la Porte les Forteresses, Possessions et Territoires, qui se trouvant dans la possession de la Sublime Porte, ont été envahis par les Russes depuis le commencement de la guerre, qui s'est élevée entre l'Empire Ottoman et la Russie, sans que l'indépendance et les libertés de la République de Pologne, sujet de la présente guerre, souffrent la moindre altération, à ce que le Traité de paix, sous l'aide du Très-Puissant, soit fait conformément aux conditions de la paix conclu avec la Russie sous Belgrad en 1739 ou que, selon que les circonstances du tems l'exigeront, la paix soit rétablie à des conditions, qui s'accordent avec la dignité de la Sublime Porte, et dont l'acceptation et admission soit à son égard exempte d'inconvéniens majeurs. De plus L. L. M. M. I. I. et R. R. ne permettront pas que désormais la Russie mette en avant des vains prétextes tendans à retarder la conclusion de l'affaire; mais levant au-plutôt tous les obstacles contraires à cet utile dessein, et préférant à tout le rétablissement de la tranquillité générale, Elles commenceront l'ouvrage salutaire de la paix.

En foi de quoi et pour l'exacte observation des conditions contenues dans les Articles ci-dessus, Nous soussignés Ministre Résident et Plénipotentiaire de L. L. M. M. I. I. et R. R. en vertu des Pleinspouvoirs, qui nous ont été donné par les susdites Majestés, avons signé le présent Instrument, et y avons apposé le cachet de nos Armes, pour être échangé contre un Exemplaire écrit en langue Turque, signé et scellé en due forme par le très-

magnifique Vizir Mahumed Pacha Kaimakan de l'Etrier Sultanique, 1771
en vertu de sa charge et de ses Pleinspouvoirs.

Fait à Constantinople, le 6 Juillet 1771.

(L. S.) *F. M. de Thugut.*

Actes relatifs au premier-partage de la Pologne. 1772—1776.

23.

25 Juillet 1772.

Traité entre la Russie et l'Autriche, touchant le démembrement de la Pologne, signé à St. Petersbourg le 25 Juillet 1772. 1772

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 89.)

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

L'esprit de faction, les troubles et la guerre intestine dont est agité depuis tant d'années le royaume de Pologne, et l'anarchie qui chaque jour y acquiert de nouvelles forces, au point d'y anéantir toute autorité d'un gouvernement régulier, donnant de justes appréhensions de voir arriver la décomposition totale de l'état, troubler le rapport des intérêts de tous ses voisins, altérer la bonne harmonie qui subsiste entre eux, et allumer une guerre générale, comme déjà effectivement de ces seuls troubles est provenue celle que S. M. impériale de toutes les Russies soutient contre la Porte Ottomanne; et en même tems les puissances voisines de la Pologne ayant à sa charge des prétentions et des droits aussi anciens que légitimes, dont elles n'ont jamais pu avoir raison, et qu'elles risquent de perdre sans retour, si elles ne prennent des moyens de les mettre à couvert et de les faire valoir elles-mêmes, ensemble avec le rétablissement de la tranquillité et du bon ordre dans l'intérieur de cette République, ainsi qu'en lui appréciant une existence politique plus conforme aux intérêts de leur voisinage.

A cette fin S. M. impériale de toutes les Russies a choisi et nommé pour ses plénipotentiaires le Sr Nikita Comte Panin, gouverneur de S. A. impériale, Monseigneur le grand-duc de Russie, conseiller privé actuel de S. M. impériale, sénateur, chambellan

1772 actuel et chevalier de ses ordres, et le Prince Alexandre Galitzin, son vice-chancelier, conseiller privé actuel, chambellan actuel, et chevalier des ordres de St. Alexandre Newsky et de l'aigle blanc de Pologne; lesquels, après avoir communiqué leurs pleinspouvoirs au prince Joseph de Lobkowitz, duc de Sagan, chambellan actuel de S. M. Impératrice-Reine apostolique d'Hongrie et de Bohème, chevalier de son ordre militaire, général de cavalerie de ses armées, et son ministre plénipotentiaire à la cour de Russie, pareillement muni des pleinpouvoirs de sa cour, et après avoir conféré sur cet état de la république de Pologne et les moyens de mettre à couvert les droits et prétentions de S. M. impériale de toutes les Russies, pour elle et pour ses descendans, héritiers et successeurs, ont arrêté, conclu et signé les Articles suivans.

Parties que la Russie réunira.

Art. I. S. M. impériale du Russie, pour elle et ses descendans, héritiers et successeurs, se mettra en possession, dans le tems et de la manière convenue par l'Article suivant, du reste de la Livonie polonoise, de même que de la partie du palatinat de Polock, qui est en deçà de la Dwina, et pareillement du palatinat de Witepsk; de sorte que la rivière de la Dwina sera la limite naturelle entre les deux états, jusque près de la frontière particulière du palatinat de Witepsk, d'avec celui de Polock, et en suivant cette frontière jusqu'à la pointe où les limites des trois palatinats, savoir de Polock, de Witepsk et de Minsk se sont jointes; de laquelle pointe la limite sera prolongée par une ligne droite, jusque près de la source de la rivière Drujac, vers l'endroit nommé Ordwa, et de là en descendant cette rivière jusqu'à son embouchure dans le Dnieper; de sorte que tout le palatinat de Mscislaw, tant en deçà qu'en delà du Dnieper, et les deux extrémités du palatinat de Minsk au-dessus et au-dessous de celui de Mscislaw en deçà de la nouvelle limite et du Dnieper, appartiendront à l'empire de toutes les Russies; et depuis l'embouchure de la rivière Drujac le Dniepr fera la limite entre les deux états, en conservant toutefois à la ville de Kiow et à son district la limite qu'ils ont actuellement de l'autre côté de ce fleuve.

Epoque de la prise de Possession.

Art. II. S. M. impériale de toutes les Russies fera occuper par des corps de ses troupes les lieux et districts que, par l'Article précédent, elle se propose de réunir à ses états et elle fixe pour le terme de cette prise de possession les premiers jour de Septembre (vieux stile) de l'année courante, s'engageant à ne rien déclarer jusqu'alors de ses vues et desseins.

Garantie en faveur de l'Autriche. 1772

Art. III. S. M. impériale de toutes les Russies, pour elle et ses descendans, héritiers et successeurs, garantit formellement et de la manière la plus forte à S. M. l'Impératrice-Reine apostolique les pays et les districts de la Pologne dont, en vertu du concert commun, Sa dite Majesté se mettra en possession; lesquels consistent dans tous les pays désignés par les limites tracés ci-après: La rive droite de la Vistule depuis la Silésie jusqu'au-delà de Sandomir et du confluent de la San, delà en tirant une ligne droite sur Fronpol a Zamosc et delà à Rubieszow et jusqu'à la rivière du Bug, et en suivant au-delà de cette rivière les vraies frontières de la Russie rouge, faisant en même tems celles de la Volhynie et de la Podolie, jusque dans les environs de Zbaras; delà en droite ligne sur le Niester le long do la petite rivière qui coupe une partie de la Podolie, nommé Podgorze, jusqu'à son embouchure dans lo Niester, et ensuite les frontières accoutumées entre la Pocutie et la Moldavie.

Art. IV. Comme S. M. impériale des toutes les Russies, qui soutient depuis plus de trois ans une guerre particulière contre l'empire Ottoman, pour la seule raison des affaires de Pologne, a communiqué avec pleine confiance à S. M. l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème les conditions définitives auxquelles elle consentoit à faire la paix avec la Porte, et qu'au moyen de ce nouveau plan Sa dite Majesté a bien voulu se prêter à ne plus exiger ni la conquête ni même l'indépendanee de la Walachie et Moldavie, et à ne plus insister par conséquent sur celles de ses premières conditions qui s'opposeroient le plus directement à l'intérêt immédiat des états de la maison d'Autriche, S. M. impériale et royale apostolique, conformément à ses sentimens d'une amitié sincère pour S. M. impériale de toutes les Russies, promet de continuer à s'employer sincèrement aux bons offices auxquels elle s'est engagée envers les deux parties belligérantes.

Accord commun.

Art. V. Comme il sera nécessaire d'en venir à un arrangement définitif avec la république de Pologne, au sujet des acquisitions communes, ainsi que du rétablissiment du bon ordre et de la paix dans l'intérieur de la Pologne, S. M. impériale de toutes les Russies s'engage à donner à son ministre résidant à la cour de Varsovie los instructions les plus précises pour agir d'un commun accord et parfait concert avec le ministre de S. M. l'Impératrice-Reine apostolique, résidant à la même cour, et appuyer cette négociation par les démarches les plus propres à la faire réussir.

1772 Ratifications.

Art. VI. La présente convention sera ratifiée dans six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les soussignés plénipotentiaires de S. M. impériale de toutes les Russies l'ont signée de leurs mains, et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à St. Petersbourg le 25 Juillet 1772.

24.

25 Juillet 1772.

Traité entre la Prusse et l'Autriche, touchant le démembrement de la Pologne, signé à St. Pétersbourg le 25 Juillet 1772. Ratifié à Vienne le 29 Août 1772.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Original-Convention zwischen Oesterreich und Preussen, d. d. St. Petersburg 1772, 25. Juli (5. August).

Au Nom de la très-Sainte Trinité.

L'esprit de faction, les troubles et la guerre intestine, dont est agité depuis tant d'années lo Royaume de Pologne, et l'Anarchie, qui chaque jour y acquiert de nouvelles forces, au point d'y anéantir toute autorité d'un gouvernement régulier, donnant de justes appréhensions, de voir arriver la décomposition totale de l'Etat, troubler les rapports des intérêts de tous ses voisins, altérer la bonne harmonie, qui subsiste entre eux, et allumer nne guerre générale comme déjà effectivement de ces seuls troubles est provenue celle, que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies soutient contre la Porte Ottomanne; Et en même tems, les puissances voisines de la République, ayant à sa charge des prétensions et des droits aussi anciens que légitimes, dont Elles n'ont jamais pn avoir raison, et qu'Elles risquent de perdre sans retour, si Elles ne prennent des moyens de les mettre à couvert, et do les faire valoir Elles mêmes, ensemble avec le rétablissement de la tranquillité et du bon ordro dans l'intérieur de cette République, ainsi qu'en Lui appréciant une existence politique,

plus conforme aux intérêts de leur voisinage: A cette fin Sa Majesté le Roi de Prusse a choisi et nommé pour Son Plénipotentiaire le Sieur Victor Frédéric Comte de Solms etc. Son Ministre plénipotentiaire à la cour Impériale de toutes les Russies; Lequel après avoir communiqué Son pleinpouvoir, au Prince Joseph de Lobkowitz, Duc de Sagan etc. et Ministre plénipotentiaire à la cour Impériale de Russie pareillement muni des pleinpouvoirs de Sa cour, et après avoir conferé sur cet état de la République de Pologne, et les moyens de mettre à couvert les droits et prétentions de Sa Majesté le Roi de Prusse, a arrêté, conclu, et signé les Articles suivans. 1772

Art. I. Sa Majesté le Roi de Prusse se mettra en possession dans les tems, et de la manière convenue par l'Article suivant, de toute la Pomerellie, la Ville de Dantzig avec son territoire exceptés, de même que du District de la grande Pologne, en deçà de la Netze, en longeant cette rivière, depuis la frontière de la nouvelle Marche, jusqu'à la Vistule, près de Vordon et Solitz de sorte que la Netze fasse la frontière des Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse, et que cette rivière Lui appartienne en entier; et Sa dite Majesté, ne voulant pas faire valoir Ses autres prétentions sur plusieurs autres districts de la Pologne, limitrophes de la Silésie et de la Prusse, qu'Elle pourroit réclamer avec justice, et se désistant en même tems de toute prétention sur la Ville de Dantzig, et sur son territoire: prendra, en guiso d'équivalent, le reste de la Prusse Polonoise, nommément la Palatinat de Marienbourg, la Ville d'Elbing y comprise, avec l'Evêché de Warmie, et le Palatinat de Culm, sans en rien excepter, que la Ville de Thorn, laquelle Ville sera conservée avec tout son territoire à la domination de la République de Pologne.

Art. II. Sa Majesté le Roi de Prusse fera occuper par des corps de ses troupes les lieux et districts, que par l'Article précédent, Elle se propose de réunir à Ses Etats, et Elle fixe pour le terme de cette prise de possession les premiers jours du mois de Septembre (vieux style) de l'année courante, s'engageant, à ne rien déclarer jusqu'alors de Ses vues et desseins.

Art. III. Sa Majesté le Roi de Prusse, pour Elle et pour Ses descendans, héritiers et successeurs, garantit formellement et de la manière la plus forte, à Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique les païs et districts de la Pologne, dont en vertu du concert commun, Sa dite Majesté Se mettra en possession, lesquels consistent, dans tout le païs désigné, par les limites tracées ci-après.

La rive droite de la Vistule, depuis la Silésio, jusqu'au-delà

1772 de Sandomir, et du confluent de la San; delà en tirant une ligne droite sur Fronepol, à Zamosk, et delà à Rubieszow, et jusqu'à la rivière du Bug, et en suivant au-delà de cette rivière, les vrayes frontières de la Russie rouge (faisant en même tems celle de la Volhinie, et do la Podolie), jusque dans les Environs de Zbaraz; delà en droite ligne sur le Niester le long de la petite rivière, qui coupe une petite partie de la Podolie, nommée Podhorze, jusqu'à son embouchure dans le Niester, et ensuite les frontières accoutumées entre la Pokutie et la Moldavie.

Art. IV. Comme Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, qui soutient depuis plus de trois ans une guerre particulière contre l'Empire Ottoman, pour la seule raison des affaires de Pologne, a communiqué avec pleine confiance à Sa Majesté le Roi de Prusse les conditions définitives, auxquelles Elle consentiroit à faire la paix avec la Porte, et qu'au moyen de ce nouveau plan Sa dite Majesté à bien voulu Se prêter, à ne plus exiger ni la conquête, ni même l'indépendance de la Wallachie et Moldavie, et à ne plus insister par conséquent sur celles de Ses premières conditions, qui s'opposoient le plus directement à l'intérêt immédiat des Etats Prussiens, Sa Majesté le Roi de Prusse, conformément à Ses Sentimens d'une amitié sincère, pour Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, promet de continuer à s'employer sincèrement au succès désirable des Négociations du Congrès, conséquemment aux bons offices auxquels Elle s'est engagée envers les deux parties belligérantes.

Art. V. Comme il sera nécessaire d'en venir à un arrangement définitif avec la République de Pologne, au sujet des acquisitions communes ainsi que du rétablissement du bon ordre et de la paix dans l'intérieur de la Pologne, Sa Majesté le Roi de Prusse s'engage à donner à Son Ministre Résident à la Cour de Varsovie les instructions les plus précises, pour agir en tout d'un commun accord et parfait concert avec le Ministre de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à la même Cour, et appuyer cette négociation par les démarches les plus propres à la faire réussir.

Art. VI. La présente Convention sera ratifiée dans six semaines, ou plustôt si faire se peut. En foi de quoi le sousigné Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, l'a signée de Sa main et y a apposé le cachet do ses armes.

Fait à St. Petersbourg le vingt cinq de Juillet, mille Septcent, Soixante douze.

(L. S.) *Victor Frédéric Comte de Solms.*

Déclarations des trois cours à la Pologne au sujet de leurs prétentions et réponse 1772. 1772

25.

11 Septembre 1772.

Déclaration de l'Impératrice Reine au sujet de ses prétentions sur la Pologne.

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 97.)

Marie-Thérèse etc. etc. Savoir faisons à toux ceux qui liront ces présentes et qui y ont ou peuvent y avoir intérêt, que nous étant consultées sur l'état actuel de la Pologne avec l'Impératrice de Russie et le Roi de Prusse, nous sommes convenus de faire valoir, chacun en particulier, les droits anciens que nous avons sur certaines parties de ce Royaume et de les réunir à notre Couronne. En conséquence, nous avons fait occuper par nos troupes cette étendue de pays, qui répond à nos droits et est renfermée dans les limites suivantes; savoir la rive droite de la Vistule, depuis le Duché de Silésie, au-dessus de Sândomir, jusques à l'embouchure de la San, passant de-là par Fronepole vers Zamosc et Rubieszow jusqu'au fleuve de Bug, ensuite au-delà du Bog, le long des frontières de la Russie Rouge, où commencent celle de la Volhynie et de la Podolie jusques aux confins de Zbaraz; de-là, en ligne droite, au Nieper, vers l'endroit où le petit ruisseau Podhorze se jette dans ce fleuvo, en coupant une Partie de la Podolie; enfin les frontières qui séparent la Pocutie de la Moldavie. Comme nous devons maintenant prendre possession de ces territoires, ci-dessus énoncés, à cet effet nous avons nommé le Comte de Pergen, Ministre d'Etat, et faisant les fonctions de notre Maréchal en Basse-Autriche, notre Commissaire en Pologne, avec pleinpouvoir pour administrer ces Provinces occupées par nos troupes et aviser aux moyens qui lui paroîtront les plus convenables pour une sage administration. Ainsi nous enjoignons à ceux, qui se trouvent enclavés dans ces limites, vassaux, habitans, propriétaires des fonds, de quelque état, ordre et condition qu'ils soient, Ecclésiastiques et séculiers, Magistrats des Villes et Bourgs, enfin à tous et un chacun, sans en excepter un seul, qu'ils ayent à reconnoître et honorer ledit Comte de Pergen, comme notre Commissaire Plénipotentiaire et Gouverneur;

1772 nous flattant qu'il n'y en aura aucun, qui n'exécute à la lettre ce qu'il aura ordonné en notre nom, et quoique le jour pour rendre l'hommage solemnel ne soit pas encore fixé, il ne tardera pas à l'être. Que les habitans qui sont sous notre protection, restent tranquilles, comme s'ils avoient déjà prêté le serment de fidélité; c'est l'unique voye de mériter nos bonnes grâces. Si cependant quelqu'un osoit contrevenir à nos ordres, ce que nous ne soupçonnons pas, qu'il sache que forcés d'oublier malgré nous notre clémence ordinaire, il en sera plus sévèrement puni.

26.

17 Septembre 1772.

Réponse du roi de Pologne aux déclarations de trois cours.

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 106.)

Les soussignés, Ministres de S. M. le Roi et de la République de Pologne, ayant fait rapport au Roi des Déclarations, à eux remises par le Baron de Rewitzki, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de leurs Majestés Impériale, Royale et Apostolique, en date du 2 Sept. 1772 par le Baron de Stackelberg, Ministre Plénipotentiaire de S. M. Impériale de toutes les Russies, en date du 18 du même mois; et par M. Benoit, Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, aussi en date du 18 du même mois. Le Roi ayant pris là-dessus l'avis de son Sénat les soussignés ont eu ordre d'y faire cette réponse.

Les soins heureux et désintéressés par lesquels S. M. l'Impératrice de toutes Russies a contribué au maintien de la tranquillité de la Pologne pendant le dernier interrègne, ainsi qu'à la libre élection du Roi régnant, unanimément reconnu; le concours de S. M. le Roi de Prusse à la même fin et la neutralité adoptée alors par S. M. l'Impératrice-Reine de Hongrie et de Bohème, sont des circonstances qui, toujours approuvées comme elles doivent l'être par le Roi, ne s'effaceront jamais de sa mémoire. Il lui est d'autant plus agréable de trouver les réglemens d'établissemens intérieurs, ordonnés par les loix des premières Diètes, qui ont suivi la mort d'Auguste III, qualifiées d'utiles et raisonnables dans les déclarations de ces trois Puissances, qu'il a toujours sou-

haité de voir les émanations du pouvoir Souverain de la République jugées favorablement par tous ses voisins. L'Europe est informée depuis longtems quelles ont été les causes originaires et successives des troubles de la Pologne; il lui est également connu que le Roi et la saine partie de la Nation ont employé tous les moyens qui dépendoient d'eux, pour les prévenir et pour en arrêter les progrès. Leurs soins ont été malheureusement inutiles et les suites de ces désordres sont affreuses sans doute. Le pouvoir légitime a été méconnu par quelques-uns; l'anarchie s'est étendu dans presque toutes les Provinces. La Pologne entière a été foulée, appauvrie, dévastée, tant par ses troupes citoyens, que par les troupes étrangères. En un mot cinq années de malheurs inouis ont abîmé ce Royaume et lui font soupirer ardemment le bon ordre et la paix. L'engagement, pris par les trois Puissances de recourir efficacement à cette fin, renferme un projet plein d'humanité et dont le Roi n'auroit vu l'énoncé qu'avec la plus vive reconnoissance, si la seconde partie de ces déclarations avoit laissé place à d'autres sentimens qu'à ceux de la surprise et de la douleur; on y lit l'annonce de prétentions considérables que les trois Cours ont formé sur la malheureuse Pologne; le plan arrêté de se faire raison en commun et la prise de possession actuelle et effective d'un équivalent; les soins scrupuleux avec lesquels le Roi et la République de Pologne se sont de tout tems appliqués à remplir leurs engagemens envers ces Puissances; les loix d'un bon voisinage, si religieusement observées du côté de la Pologne; la manière pleine d'égards avec laquelle le Roi a représenté, en tant de rencontres, les divers sujets de plaintes qu'il a eu malheureusement à former à la charge de ses voisins; la situation même de la Pologne, si digne de la compassion des coeurs généreux et sensibles; toutes ces circonstances auroient dû lui mériter des procédés de bienveillance réciproque et éloigner à jamais des entreprises aussi injurieuses à ses droits et à la légitimité de ses possessions. Les titres de propriété de la République sur toutes ces Provinces ont toute la solidité et authenticité possibles; une jouissance de plusieurs siècles, avouée et maintenue par les traités le plus solemnels et particulièrement par ceux d'Oliva et de Welaw, que la Maison d'Autriche et les Couronnes de France, d'Angleterre, d'Espagne et de Suède ont garantis; par celui de 1686, avec l'Empire de Russie; par les déclarations expresses et récentes de cette même Puissance, par celle du Roi de Prusse en 1764, et enfin par les traités subsistans avec la Maison d'Autriche; voilà ce qui fonde les droits de la République.

1772

1772 On ne fait que les indiquer ici, se réservant d'en exposer en tems et lieu les preuves détaillées.

Quels pourroient donc être les titres que les trois Cours auroient à opposer à ceux-ci? Si ce sont des titres, puisés dans l'obscurité des tems reculés, de ces tems de révolutions passagères, qui élevoient, détruisoient, donnoient et rendoient des Etats dans le court espace de quelques mois ou de quelques années; ces titres, s'ils étoient admis, devroient réunir à la Pologne des Provinces qui lui ont autrefois appartenu, possédées par les mêmes Puissances qui forment aujourd'hui des prétensions. Mais comme on ne peut nier que des transactions ensévelies dans l'oubli de plusieurs siècles, anéanties par des stipulations postérieures, ne soient contraires au démembrement actuel; les titres ne peuvent être admis, sans infirmer la sûreté des possessions de toutes les souverainetés du monde, sans ébranler la base de tous les Trônes. Les mêmes Puissances qui, dans les déclarations ci-dessus, disent que l'Etat de la Pologne ne permet pas d'en obtenir justice par les voyes ordinaires, ne peuvent reconnoître que l'état présent de cette nation n'est qu'accidentel et momentané et qu'il dépend d'elles mêmes de la faire cesser. Aussitôt qu'elles y consentiront, la République de Pologne rentrera dans l'exercice tranquille, légitime et libre de Sa Souveraineté; il seroit tems alors de proposer leurs prétentions et de les discuter. C'est le procédé qu'on seroit en droit d'attendre de l'équité des trois Cours, et que l'on auroit même lieu d'espérer d'après le contenu d'une lettre de l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème au Roi de Pologne, datée du vingt-six Janvier 1771. Mais les procédés des trois Cours, étant de nature à donner le sujet de plainte le plus grave au Roi, et les devoirs de la Couronne ne lui permettant pas de le passer sous silence, il déclare solemnellement, qu'il regarde l'occupation actuelle des Provinces de la Pologne par les Cours de Vienne, de St. Pétersbourg et de Berlin, comme injuste, violente et contraire à ses légitimes droits; il en appelle définitivement aux traités, garants des appartenances de son Royaume etc.

Signé:

André Mlodziejowski,

Evêque de Posnanie, grand Chancelier de la Couronne;

Michel Prince Czartorinski,

grand Chancelier de Lithuanie;

Jean de Borch,

sous-Chancelier de la Couronne.

27.

7 Octobre 1772.

Convention de poste entre l'Autriche et la République de Venise, signée à Vienne le 7 Octobre 1772, ratifiée à Venise 28 Novembre 1772. 1772

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Convenzione in Vienna 25 Novembre 1772. Per transito per Verona della Carrozza-Postale degli Officj di Vienna e Mantova.

Aloysius Mocenigo Dei Gratia Dux Venetiarum etc.

Cum humanae, civilisque maxime Societatis intersit, ut publicorum Veredariorum, cursorumque opportunitas, utilitatis Finitimorum communis, et commercii augendi, tutandiquo gratia, certis Legibus firmetur, quas utrinque expedit rite, et sancte tum ferre, tum servare: ideo Sacra Caesarea Apostolica Majestas Maria Theresia Arciducissa Austriae et Nostra simul Respublica eas ipsas Leges concordi judicio sanxerunt. Eas octo pactionum articuli per quas par erat Tabulas, Duumviri apprime Nobiles et prudentes, Antonius Venceslaus S. R. I. Princeps et Eques de Kaunitz, et Bartholomaeus Eques Gradenigo Noster ad Aulam Caesaream Legatus Mandato Principum ultro citroque Nonis Octobribus labontis anni comprebenderunt. Has igitur, sicuti eas singillatim recensebimus ordine suo dispositas et ipsarum formulam negotio bene confecto laudamus, probamusque. Totius vero Tractatus, Pactique conventi exemplum istiusmodi est.

La Postale Carrozza di corrispondenza tra li Regj Offizj di Vienna, e quello die Mantova, che piacque a Sua Maestà l'Imperatrice Regina Apostolica d'intraprendere, e che fu convenuta per li Transiti dello Stato Veneto nell' anno 1755 ora fu riconosciuta opportuna a raccogliere anco Passaggieri, e Tramessi provenienti d'altro Stato, e procedenti per la via d'Inspruck, coll' utile oggetto d'apriro un Postal Commercio col trasporto di effetti, e Persone per tutta l'Italia, e particolarmente per lo Stato Veneto, regolata essere non potendo a preservazione di que' pochi diritti di Stato, e vantaggio di Erario, da' soli patti della Convenzione 1755, è stata riconosciuta necessaria una concertata intelligenza tra gli Offizj Postali de' rispettivi Sovrani.

Animate dunque da eguale spirito di buona intelligenza, e per agevolare il reciproco Commercio fra li rispettivi Loro Stati, Sua

1772 Maestà l'Imperatrice Regina, e la Serenissima Republica di Venezia hanno autorizzato per una parte il Signore Principe Antonio Venceslao di Kaunitz del S. R. I. Principe e Conte di Rittberg, Cavaliere del Tosone, e del Regio Ordine di Santo Stefano etc., e per l'altra il Nobil Uomo Signor Cavaliere Bartolamio secondo Gradenigo Ambasciatore di Venezia presso la Corte Imperiale Regia, per regolare con una nuova et solenne Convenzione la norma, con cui da quì innanzi procederà per lo Stato Voneto la Carrozza Postale di Vienna per Mantova, e nel suo ritorno a Vienna, ne' seguenti Articoli.

Primo. Il Cocchio, che sarà in cadauna settimana spedito da Vienna con effetti, e Persone ivi raccolti, e procederà raccogliendone ne' Stradali Offizj per la via di Roveredo, s'introdurrà nello Stato Veneto, tenendo la via della Chiusa sina a Verona sempre aopra le Poste con almeno quattro Cavalli, quando il peso non ecceda libre due mila Venete, ed eccedendo sarà obbligato il Conduttore di prendere Cavalli aei, pagando lire oinque per Cavallo in ragione di Posta, e mancia a'Postiglioni soldi trenta Moneta Veneta.

Secondo. Giunto detto Cocchio nello Stato Veneto non potrà caricare, o acaricare effetto, o Tramesso di sorte alcuna, ma dovrà direttamente continuare il suo viaggio, ed essere condotto all' Offizio di Posta in Verona, ove dal Condottiere aarà rassegnata al Ministro Direttore la Polizza, o Polizze di Carico formato da' Direttori de' rispettivi Offizj di tutti gli effetti e Tramessi appartenenti allo Stato Veneto, da qualunque parte procedano, per essere fatto il riscontro anco da chi sarà deputato per lo custodia del Publico Dazio, al quale rassegnata pure la Polizza, o Polizze del restante carico della Carrozza per il dovuto pagamento del Dazio di Transito, procederà essa per la stessa forma al viaggio di Mantova, aenza caricare, o acaricare effetto alcuno nello Stato Veneto nella progressione del viaggio.

Terzo. Sopra tutti gli effetti, che saranno stati consegnati all' Offizio Postale Veneto a Verona, supplito il Dazio di quelli, che andassero soggetti, sarà esatta la tassa notata in polizza, e sarà dato conto a ragione all' Offizio Regio di Vienna, per conto del quale resteranno tutti que' Tramessi ed effetti, che dall' Offizio di Verona non venissero riscossi, non dovendo in ciò aver l'Offizio Veneto vantaggio, o danno, riservandosi solo l'esazione sopra cadaun Tramesso, e collo del Postale diritto di consegna, e dell' inoltramento di quelli, che ad altri luoghi dello Stato Veneto fossero diretti. Trovandosi però effetti proibiti da introdursi nello

Stato Veneto, saranno questi rispediti al regresso della Carrozza 1772
allo stesso Offizio, da cui deriveranno, senza alcun pagamento.

Quarto. Il Cocchio, o sia Carrozza, che in cadauna settimana sarà spedito da Mantova di corrispondenza col Regio Offizio di Vienna procederà per lo Stato Veneto colle regole tutte dichiarate nell' Articolo Primo, e giunto nello Stato Veneto non potrà caricare, o scaricare effetto, o Tramesso di sorte alcuna, ma dovrà direttamente continuare il suo viaggio, ed esser condotto all' Offizio di Posta in Verona, ove giunto consegnerà al Deputato per la custodia del Publico Dazio la Polizza di Carico del Regio Offizio di Mantova, e supplirà all' importar del Dazio di Transito, ricevendo dall Offizio di Posta Persone, effetti e Tramessi, come nel seguente Articolo; ma non potrà detto Cocchio, o Carrozza nella venuta da Mantova introdurre effetto, o Tramesso di sorte alcuna diretto per Verona, e Stato Veneto, nemmeno da scaricarsi all' Offizio della Veneta Posta.

Quinto. Il Direttore dell' Offizio Postale Veneto in Verona avrà cura di ricevere, raccogliere, e spedire effetti, Tramessi e Persone per ricarico della Carrozza per tutte le Città e Luoghi di corrispondenza degli Offizj Imperiali e Austriaci; questi effetti e Tramessi saranno consegnati con i ricapiti del Dazio, a cauzione del quale potrà essere presente di carico il Ministro del Dazio stesso. Esigerà l'Offizio di Verona a proprio profitto il diritto di consegna. Il Porto da Verona a'Luoghi superiori sarà a vantaggio del Regio Offizio di Vienna, e dovrà il Cocchio direttamente progredire il suo viaggio senza ricevere dallo Stato Veneto effetto alcuno.

Sesto. Di tre in tro mesi il Ministro Direttore del Veneto Offizio in Verona spedirà al Regio Offizio di Vienna il conto di tutto l'esatto, dandole debito delle Poste e mancie de' Postiglioni nella forma convenuta, come l'Offizio Regio di Vienna spedirà al Direttore del Offizio di Verona il conto di tutto l'esatto di sua spettanza per risarcirsi l'un l'altro, giusta il risultato da conti stessi.

Settimo. A riconoscenza del diritto dell' Offizio di Posta in Verona a compenso delle spese, e a manutenzione del medesimo, saranno dal Regio Offizio di Vienna annualmente corrisposti Fiorini trecento, coll' obbligo a'medesimi di assistere la Carrozza di Posta nel suo passaggio, e di servire a tutti gli oggetti, e riguardi della medesima dovendo anche personalmente rispondere per tutto ciò, che risguarda la sicurezza de' Pacchetti e generi portati dalla stessa Carrozza.

1772 Ottavo. La presente Convenzione dovrà avere il suo effetto mesi due dopo le Sovrane Ratifiche, e durar dovrà per il periodo d'anni dieci, da incominciarsi dal giorno del cambio delle rispettive Ratifiche, che piacerà ai due Sovrani Contraenti di accordare, e far spedire alla presente Convenzione nel termine delle prossime sei settimane, o più presto, se sarà possibile.

In fede delle cose predette i sunnominati due Ministri Plenipotenziarj hanno segnato la presente Convenzione, e vi hanno fatto apporre il sigillo delle Loro Armi.

Vienna 7 Ottobre 1772.

(L. S.) *W. Kaunitz Rittberg.*

(L. S.) *Bartolamio Gradenigo Secondo.*

Proinde quidquid pactum, promissumve legitur inter Procuratores ad id negotii datos, delegatos, constitutos, id Nos acceptum et ratum habemus certo, deliberatoque consilio singula Pacta conventa exequendi ea fide, qua Principem decet: omnem idcirco operam praestabimus, ne laudatae a Nobis, Nostroque Senatu Conventioni ulla unquam noxa inferatur. In hujusce voluntatis significationem Nostras has de more subscriptas sigilli Nostri appensione muniri jussimus. Datae in Nostro Ducali Palacio die 28 Novembris Indictione VI 1772.

Aluiso Mocenigo Doge di Venizia etc.
Gio. Marini Seg.

28.

14 Décembre 1772.

Déclaration sécrète de l'Impératrice Catherine de Russie, datée de St. Pétersbourg, de vouloir se contenir quant aux acquisitions en Pologne dans les bornes des stipulations contenues dans la Convention du 25 Juillet 1772.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

La Façon dont le Roy de Pologne vient de répondre à la Déclaration, que je Lui ai fait remettre par Mon Ministre, résidant à Sa Cour, le 7 Septembre dernier, de concert avec Leurs Ma-

jestés Impériales et Royales et Sa Majesté le Roy de Prusse, a 1772
rendu indispensable la Déclaration ultérieure, que je viens de Lui faire conjointement avec Leurs susdites Majestés et dont voici la teneur.

Sa Majesté L'Impératrice de toutes les Russies, par la Déclaration, qu'Elle a fait présenter à Sa Majesté le Roy et à la République de Pologne, par Son Ministre Plénipotentiaire le Baron Stackelberg le 7 Septembre, nécéssitée par l'Anarchie, qui depuis tant d'années désoloit l'Etat, ayant fait solemnellement la réclamation d'anciens droits et prétentions légitimes à la charge de la République, pour l'équivalent desquels Elle se mettoit en possession effective de quelques-unes de Ses possessions; et ayant en même tems invitée toute la nation Polonoise en général, à bannir ou au moins à suspendre tout esprit de trouble ou de séduction; s'assembler en Diette, et dans cette représentation légale du corps de la République travailler de concert avec Sa Majesté Impériale et les deux Cours unies avec Elle, aux moyens de rétablir solidement chez Elle l'ordre et la tranquillité, et confirmer par des actes formels et amiables les échanges des titres et prétentions de chacune, contre l'équivalent dont Elles viennent de prendre possession: Tel étoit le véritable sens et l'intention de cette Déclaration et Sa Majesté Impériale en attendoit patiemment l'effet juste et nécéssaire.

C'est avec la plus vive sensibilité, qu'Elle a appris d'abord, que pour réponse à une telle Déclaration, le Roy par un premier mouvement et d'autorité privée a fait remettre à Son dit Ministre, et rendre publique une protestation, tendante à infirmer les dits droits et prétentions de Sa Majesté Impériale, ainsi que la dite prise de possession faite en Son nom: Ce n'est pas avec moins de douleur, que Sa Majesté Impériale a vu d'autre part, que la nation Polonoise, au lieu de se porter avec zèle et affection à la convocation d'une Diette, sans laquelle Elle ne peut ni pacifier solidement les troubles intérieurs, ni régler les affaires si pressantes qu'Elle a avec Ses voisins, se livre encore à toutes les séductions, les intrigues et les vues d'intérêts particuliers, propres à éloigner le terme si désirable de la paix et de la sûreté de Ses possessions: Mais quel est Son étonnement et son indignation, de voir manifesté par les démarches suivies du Gouvernement de la République, le plan funeste de prolonger jusqu'aux tems les plus éloignés la confusion tant intérieure qu'extérieure de l'Etat: de lasser la patience de trois Puissances voisines sur la justice, qu'Elles réclament de la République; et tâcher par des lenteurs insidieuses de

1772 commettre la légitimité de leurs droits à toutes les vicissitudes des événemens. On assemble un Conseil, qui n'est ni assez nombreux, ni assez uni, ni assez autorisé : on se sépare sans résolution : On en indique un autre, mais comme s'il agissoit de l'affaire la plus indifférente pour la nation, le terme de Sa convention est reculé, sous les prétextes les plus frivoles au-delà de toute mesure, et sous main on excite les esprits, on met en mouvement toutes les cabales et factions, afin d'opposer les obstacles possibles, et à la pacification intérieure, et à la négociation, demandées par les trois Cours.

Déjà les Ministres respectifs ont fait par une Seconde Déclaration, des instances itératives auprès du Roy et de la République, pour la convocation d'une Diette, et ont mis sous les yeux de la Cour de Varsovie les dangers imminens, qui résultent de tant de lenteurs et de détours.

Mais dans une crise aussi dangereuse pour la République, Sa Majesté Impériale ne voulant pas, qu'il puisse lui être imputé aucun de maux ultérieurs, que la Pologne peut éprouver, veut faire un dernier effort, pour vaincre une opiniatreté aussi inconcevable.

À cet effet, Sa Majesté Impériale renouvelle de la manière la plus forte et la plus pressante, ses instances auprès du Roy et de la nation, pour la convocation de la Diette, et la consommation d'un arrangement final entre la République et les trois puissances voisines : Et afin qu'aucune illusion ne puisse diminuer aux yeux de la nation Polonoise le poids de cette nouvelle démarche de L'Impératrice, Elle fixe un terme jusqu'où seulement et non au-delà Elle en attendra l'effet, savoir : Pour l'assemblée de la Diette le premier de Mars 1773 vieux stile, et pour l'arrangement définitif avec les trois Cours, la fin du Mois d'Avril suivant : Et ces termes expirés, sans que de la part de la nation Polonoise il y ait été pourvu, Sa Majesté Impériale, se déclarant dès à présent dégagée de toute renonciation quelconque portée en Sa première Déclaration, employera d'abord tel moyen qu'Elle trouvera plus prompt et plus expédient pour Se faire pleinement justice.

Mais comme je n'en suis pas moins constamment dans l'intention de me conformer, à ce que j'ai offert par ma dite Déclaration sous les clauses et conditions, qui y sont énoncées, je m'engage envers Leurs Majestés Impériales et Royales, et Sa Majesté le Roy de Prusse, et promets foi et parole de Souverain :

Que, dès aussitôt que, soit par l'effet, que pourra faire cette

Déclaration, ou autre moyen quelconque, Nous aurons pu obtenir du Roy et de la République de Pologne les actes de cessions et de renonciations, que Nous avons demandés, je me contiendrai religieusement, quant' à mes acquisitions en Pologne, dans les bornes des stipulations contenues sur ce sujet dans la Convention signée en mon nom à St. Pétersbourg le 25 Juillet de la présente année. 1772

En foi de quoi j'ai signé de ma main le présent acte. Fait à St. Pétersbourg le 14 Décembre 1772.

Caterine.

29.

18 Septembre 1773.

Traité de cession entre l'Impératrice Marie-Thérèse et le Roi et la République de Pologne. 1773

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 109.)

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Soit notoire à quiconque appartient; Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, après avoir fait occuper par ses Troupes quelques Districts de la Pologne en conséquence du concert arrêté pour cet effet entre Elle, Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, et Sa Majesté le Roi de Prusse, a fait déclarer par un mémoire présenté a Varsovie au mois de Septembre de l'année dernière les droits et les raisons qui l'ont engagée à cette démarche. Sa Majesté le Roi de Pologne, en conséquence du résultat du Conseil du Sénat assemblé au mois de Novembre de la même année y a répondu relativement à une future Diète Générale par des Protestations solemnelles contre cette occupation. Et de cet état des choses il en a résulté le danger le plus imminent, de voir troubler l'amitié et la bonne harmonie, qui ont subsisté jusqu'ici entre Sa Majesté le Roi et la République de Pologne, et Sa Majesté l'Impératrice Reine. Mais après avoir mûrement réfléchi de part et d'autre sur les funestes effets qu'auroit entrainé un pareil évènement, heureusement l'esprit de Conciliation a prévalu, et on est convenu en conséquence de faire

1773 ouvrir les conférences de Ratification à Varsovie, à une Diète Extraordinaire, indiquée pour cet effet au gré du désir des trois Cours Contractantes, et d'y faire travailler à un prompt accommodement des différends, auxquels ont donné lieu les circonstances présentes, par des plénipotentiaires et commissaires autorisés de part et d'autre. Pour cet effet Sa Majesté le Roi et la République ont autorisé et muni do leur pleinpouvoir — (Ici suivent les noms des Sénateurs, Palatins, Castellans, membres du ministère et de l'ordre équestre) et Sa Majesté Impériale Reine do Hongrie et de Bohème a muni pour le même effet de son pleinpouvoir le Sieur Baron Charles Rewiezky de Revisnye son Chambellan Actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de Pologne; lesquels Commissaires et Plénipotentiaires, ainsi duement antorisés, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs respectifs, et avoir tenu entre Eux plusieurs Conférences, sont enfin convenus des articles suivans:

Paix et Amitié.

Art. I. Il y aura désormais et à perpétuité une paix inviolable, et une sincère union et amitié parfaite entre Sa Majesté le Roi de Pologne, Grand Duc de Lithuanie et Ses successeurs aussi bien que la République de Pologne d'une part et Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, Ses héritiers et successeurs et tous Ses états d'autre part, de sorte qu'à l'avenir les deux Hautes Parties Contractantes ne commettront ni laisseront commettre par les Leurs aucune hostilité l'une contre l'autre directement ou indirectement, quelles ne feront ni permetront aucune démarche contraire au présent traité, mais qu'elles l'observeront plutôt religieusement en tout point, entretiendront toujours entre elles une bonne et parfaite harmonie, et tâcheront de maintenir l'honneur, l'avantage et la sûreté mutuelle, comme aussi do détourner l'uno de l'autre tout dommage et préjudice.

Pays et districts cédés par la Pologne.

Art. II. Les hautes Parties contractantes, désirant prévenir et écarter toute contestation, qui pourroit altérer à présent et par la suite des tems leur amitié et bonne Intelligence mutuelle, et so persuadant, qu'il ne sauroit y avoir de moyen plus propre à produire cet effet désirable qu'une abolition absoluo do toutes préteutions quolconques qu'ellos pourroient former les unes à la charge des autres, Sa Majesté le Roi do Pologne tant pour elle, que pour ses successeurs conjointement avec les ordres et états Généraux du Royaume de Pologne et du Grand Duché de Lithuanie

cédent en conséquence par le présent Traité irrévocablement et à perpétuité, à Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, Ses Héritiers et Successeurs des deux sexes, sans aucun retour ni reversion dans aucun cas imaginable, les Pays, Palatinats et Districts, qu'en suite de Ses lettres patentes publiées le 11 Sept. 1772 Elle a fait occuper pour lui tenir lieu et servir d'Equivalent de toutes les Prétentions de Sa Couronne de Hongrie et de Bohème, qui consistent dans tout le Pays designé par les limites tracées ci-après. La rive droite de la Vistule depuis la Silésie jusqu'au delà de Sandomir, et du confluent de la San, delà en tirant une ligne droite sur Franepol à la Zamosc, delà à Rubieszow et jusqu'à la rivière du Bug, et en suivant au-delà de cette rivière les vraies frontières de la Russie rouge — (faisant en même tems celle de la Volhynie et de la Podolie) jusque dans les environs de Zbaraz, delà en droite ligne sur le Niester le long de la petite rivière, qui coupe une petite partie de la Podolie nommée Podhorze jusqu'à son embouchure dans le Niester et ensuite les frontières accoutumées entre la Pokutie et la Moldavie; lesquelles limites seront marquées et déterminées suivant ce que pourront permettre ou exiger le local, les notions recueillies sur les démarcations les plus anciennes des frontières, et ce qui sera nécessaire de faire pour éviter le mélange inséparable d'inconvénients de la Supériorité territoriale de l'un ou de l'autre Etat dans tous les lieux, lesquels avec leurs dépendances passent sous la domination de Sa dite Majesté Impériale Royale et Apostolique; et afin qu'il puisse n'y avoir aucun doute ni incertitude à cet égard, il a été convenu, qu'on nommera de part et d'autre des Commissaires pour faire dresser sur les lieux une carte exacte des limites respectives, laquelle devra faire loi dans tous les tems à venir au sujet de la frontière des Provinces cédées par Sa Majesté le Roi et la République de Pologne. Sa Majesté le Roi de Pologne et les Ordres et Etats du Royaume de Pologne et du Grand-Duché de Lithuanie cédent dont à Sa Majesté Impériale Royale Apostolique, ses héritiers et successeurs, tous les Pays et Districts enclavés dans les limites susdites, avec toute propriété, souveraineté et indépendance, avec toutes les Villes, Forteresses, Villages, rivières, avec tous les Vassaux, sujets et habitans, lesquels ils dégagent en même tems de l'hommage et du serment de fidélité, qu'ils ont prêté à Sa Majesté et à la Couronne de Pologne avec tous les droits tant pour le Civil et Politique, que pour le Spirituel et en général avec tout ce, qui appartient à la Souveraineté de ces Pays, et ils promettent

1773 de ne former jamais ni sous aucun prétexte, aucune prétention sur les Provinces cédées par le présent Traité.

Renonciations de la Pologne.

Art. III. Sa Majesté le Roi de Pologne et les Etats de Pologne et de Lithuanie renoncent également, et de la manière la plus forte à toute prétension, qu'ils pourroient avoir ou former, soit à présent, soit à l'avenir sur aucune des Provinces et Etats, que la Sérénissime Maison d'Autriche possède actuellement.

Renonciations de l'Impératrice Reine.

Art. IV. Comme Sa Majesté Impériale, Royale et Apostolique déclare et confesse avoir obtenu moyenant cette cession de tous les Pays et Districts enclavés et par conséquent aussi des endroits et Villes dépendantes du compté de Zips, qui s'y trouvent renfermées un équivalent, juste et proportionné pour toutes les prétentions de Ses Couronnes, de Hongrie et de Bohême, Elle renonce aussi de Son côté tant pour Elle que pour ses Héritiers et Successeurs, à toute prétention qu'Elle pourroit avoir eue, ou avoir encore à la charge du Royaume de Pologne et du Grand Duché de Lithuanie sous quelque titre que ce puisse être.

Dissidens.

Art. V. Les Dissidens et les Grecs Non-Unis jouiront dans les Provinces cédées par le présent Traité de toutes leurs possessions et propriétés quant au Civil; et par rapport à la religion, ils seront entièrement conservés in Statu quo, c'est à dire, dans le même libre exercice de leur Culte et discipline avec toutes et telles Eglises, et biens ecclésiastiques, qu'ils possédoient au moment de leur passage sous la domination de Sa Majesté Impériale, Royale et Apostolique au mois de Septembre 1772, et Sa Majesté Impériale Royale Apostolique ne se servira jamais des droits du Souverain au préjudice du Statu quo de la Religion des Dissidens et Non-Unis dans les Pays susdits.

Garantie réciproque.

Art. VI. Sa Majesté l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohême garantit formellement et de la manière la plus forte, au Roi de Pologne, et ses successeurs et à la République de Pologne toutes ses Possessions actuelles selon l'étendue et dans l'état, où elles restent après les Traités conclus entre la République de Pologne et Leurs Majestés l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème, l'Impératrice de toutes les Russies, et le Roi de Prusse. Et pareillement Sa Majesté le Roi et la République de Pologne garantissent à Sa Majesté Impériale, Royale et Apostolique et à

ses successeurs ses Possessions actuelles selon l'étendne et dans 1773
l'état où elles se trouvent après la conclusion des mêmes traités.

Garantie de la constitution.

Art. VII. Sa Majesté Imp. Roy. et Apost. aiant déclarée vouloir rétablir le calme et le bon ordre en Pologne sur un pied solide et permanent, garantira toutes et telles Constitutions, qui seront faites d'un parfait concert avec les Ministres des trois Cours Contractantes, en la Diète actuellement assemblée à Varsovie sous le noend de la Confédération, sur la forme du Gouvernement libre Républicain et indépendant; et pour cet effet il sera dressé un acte séparé, contenant les dites Constitutions, lequel sera signé par les Ministres et Commissaires respectifs, comme faisant partie du présent Traité, et aura la même force et valeur, que s'il y étoit inseré mot pour mot.

Conventions séparées.

Art. VIII. Tout ce qui sera arrangé et stipulé dans des traités et conventions séparées, qui auront lieu plus tard tant par rapport au commerce des deux nations en général, qu'en particulier relativement au commerce du sol, aura la même force et valeur, que s'il étoit inseré mot pour mot dans le présent traité.

Avantage réciproque.

Art. IX. Comme on ne sauroit comprendre dans ce traité, tout ce qui peut avoir rapport au bien et à l'avantage des deux Etats, il sera fait un autre acte séparé, dans lequel sera inséré, tout ce qui a été stipulé et accordé de part et d'autre, ou ce qui pourra l'être dans la suite, et cet acte aura pareillement la même force et valeur, que s'il faisoit partie de ce traité.

Cas de disputes sur l'article 2.

Art. X. Les deux Hantes Parties contractantes déclarent, que dans le cas, que les Commissaires respectifs, qui seront nommés incessamment, ne pourront convenir sur l'explication de l'article second de ce traité, on s'en rapportera à la médiation des deux autres Cours contractantes, et en attendant l'ouvrage de la démarcation s'arrêtera. Et s'il élevoit encore à l'avenir des disputes entre les deux Etats ou leurs sujets au sujet des limites, on nommera des Commissaires de part et d'autre, qui tâcheront d'accommoder ces différends à l'amiable.

Bons offices relativ. aux Turcs.

Art. XI. Dans les circonstances des troubles, dont étoit agité le Royaume de Pologne, et de la guerre, qui s'est élevée entre l'Empire de Russie et la Porte Ottomane, celle-si ayant fait publier un manifeste, par lequel Elle impute à la République de

1773 Pologne la violation du Traité de Carlowitz, et delà résultant des doutes et des inquiétudes, tant sur l'existence effective de cette Paix, que sur la conduite ultérieure de la Porte à l'égard de la République, Sa Majesté Impériale Royale et Apostolique promet de s'employer de concert avec Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Prusse, à détourner la Porte de toutes vues hostiles contre la République à raison de la dite imputation, et d'obtenir au moyen de Leurs bons offices, que la Porte Ottomane se conduise dans les termes de la dite Paix de Carlowitz, comme toujours subsistante, et n'ayant jamais été enfreinte.

Langue.

Art. XII. Quoique le présent Traité ait été conçu en langue françoise, il ne portera aucun préjudice pour l'avenir à l'usage établi à cet égard chez les Hautes Parties contractantes.

Evacuation.

Art. XIII. Les troupes de Sa Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème évacueront la Pologne, quinze jours après la Ratification du présent traité.

Ratification. Garantie.

Art. XIV. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi et la République de Pologne d'une part, et par Sa Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème de l'autre part, dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt s'il est possible, et il sera inséré ensuite dans la Constitution de la présente Diète. Les deux Hautes Parties Contractantes tâcheront aussi de se procurer la Garantie de Leurs Majestés l'Impératrice de toutes les Russies et le Roi de Prusse, pour d'autant mieux effectuer l'exacte observation de ce traité.

En foi de quoi nous les Plénipotentiaires et Commissaires spécialement députés, et autorisés pour la conclusion de ce Traité l'avons signé, et y avons apposé les Cachets de Nos armes. Fait à Varsovie le dix huit du Mois de Septembre l'an Mille sept cent soixante et treize.

(L. S.)
Antoine Casimir Ostrowski,
Evêque de Cuiavie mp.

(L. S.)
Charles Baron de Rewiczky,
mp.

(L. S.)
A. S. Mlodziejowski,
Evêque de Posnanie mp. etc.

Sur cette colonne suivent les signatures et les cachets des autres 97 délégués Polonois.

30.

8 Juin 1774.

Accommodement entre la maison d'Autriche et les États 1774
du cercle de Souabe, concernant l'abolition de certains impôts contre le payement d'une somme de 500,000 florins. Ratifié le 28 Octobre 1774, à Ulm.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Wir des Löhlich Schwäbischen Craysses ausschreibende Fürsten und dessen Collegiorum Directores —

Als Wir, Franz Conrad Bischoff zu Constanz etc. Wir Carl Herzog zu Würtemberg und Teck etc. Auch Wir, Anselmus II[dus] Abbt und Herr des Reichs-Stifft und Münsters Salmannsweiler etc. Nicht weniger Wir, Johann Aloysius Fürst zu Oettingen etc. Und endlich Wir, Bürgermeister und Rath der Reichs-Stadt Ulm etc. Thun kund, und fügen hiermit jedermänniglich zu wissen: Nachdeme Ihro K. K. Apost. Maj. durch Allerhöchst Ihro bei dem löblich-Schwäbischen Creiss stehenden Bevollmächtigten Ministre General-Feldzeugmeisters Freiherrn von Ried Excellenz etc. Und Wir des löblich-Schwäbischen Creysses Fürsten und Stände durch Unsere und Ihre zu der letzt — unterm 10. May und 4. Juny fürgewessten Engern und Allgemeinen Creiss-Versammlung abgeordnete Gesandte, Bottschaffter und Räthe, wegen der- von dem Allerdurchl. Erzhauss, in denen Vorder-Oesterreichischen Landen eingeführten — und zwar auch auf die Besizungen der Schwäbischen Creiss-Stände extendirten — von diessen aber nach mehrmahls dessfallss gemachten allerunterthänigsten Vorstellungen nicht anerkannten Steuer-Peraequation, mit Uns und den samtlichen Ständen disses Creisses zu Ulm den 8. Monats Juny jezt lauffenden Jahrs einen Verglich abgehandelt und geschlossen haben, so da lautet, wie folget:

Zu wissen: Nachdeme Ihro K. K. Apost. Maj. den Entschluss gefasset haben, in Allerhöchst Dero Vorder-Oesterreichischen Staaten eine Steuer-Peraequation einzuführen, hierdurch aber erfolget ist, dass denen Fürsten und Ständen des Schwäbischen Creisses nicht allein vor Sich, sondern auch ihren incorporirten mittelbaren Stifftern, Klöstern, milden Stifftungen, Kirchen, Fabriquen, Pfrunden, Spitälern und andern Corporibus, ingleichen ihren Vasallen, Bürgern und Angehörigen, Geistlich und Weltlichen Stan-

1771 des, von denen in dissen vermischten Vorder-Oeterreichischen Landen habenden Besizungen und aus solchen beziehenden Zehenden, Zinnssen, Gülten, Rennten, Erdschäzen, Sterbfälligkeiten, Lehen-Gefällen und andern Ertragnüssen, eine sogenannte Dominical- und Erbschaffts-Steuer zu geben angesonnen, uud durch die Oesterreichischen Ober- und andere Aemter executive eingebracht worden ist; So hat der Schwäbische Creiss, dessen Verfassung und Matricular-Fucss hierunter merklich hetroffen worden ist, sich in die Nothwendigkeit versezct gesehen, Ihro K. K. Apost. Maj. die — denen Schwäbischen Creiss-Ständen gegen diessc neue Steuer-Forderung zu statten kommende Gründe umständlich allerunterthänigst vorzulegen, mit der aller submissesten Bitte, die an diesselbe und ihre Angehörige gemachte Steuer-Anforderungen hinwlederum allergnädigst aufzuhcben, und Sie in dem bissherigen Freiheits-Besiz und Rechts-Stand fernerhin allermildest zu belassen, Zu welchem Ende in der weitern Folge auch Ihro glorreichest regierendo Röm. K. K. Maj. um Allerhöchst-Dero Vermittlung von Creisses wegen in allertiefster Ehrfurcht erbetten worden.

Alss nun hierauf Ihro K. Maj. durch Allerhöchst Dero vortrefflichen Ministre Freiherrn von Ried Excellenz dem gesamten Creiss, zu desselben allertiefster Danknehmigkeit die trostvolleste Versicherung gehen zu lassen, allerhuldreichest geruhet haben, Allerhöchst Dero Vermittlung bei Ihro K. K. Apost. Maj. eintretten zu lassen, und geltend zu machen, woferne der Kreiss einen annehmlichen Vorschlag zu Ausgleichung der vorliegenden Steuer Sache an Handen geben würde, So hat man von Creisses wegen nach der, dem Allerdurchl. Erzhauss Oesterreich und Ihro K. Maj. jederzeit erprobten, ohnumschränkten Dovotion sich bewogen gefunden, in dor Absicht diesser Allerhuldreichesten Gesinnung aller devotest entgegen zu gehen, um die Allerhöchste Reichs-Vätterliche Intention nicht zu verfehlen, sich einen nähern Fingerzeug auf was Art mit dem Allerdurchl. Erzhauss eine vergnügliche Uebereinkunfft getroffen werden könnte, durch Allerhöchst-Dero vortreflicheu Herrn Ministre Freiherrn von Ried Excellenz allerunterthänigst zu erbetten.

Und nachdeme solcher von Hochgedachtem Herrn Ministre Excellenz dahin gegebcn worden ist, dass gegen eine Summe von: 650000 fl. die neuerlich gemachte Steuer-Forderungen gänzlich und auf ewig gehoben werden könnten; So ist von Creisses wegen beschlossen worden, in denen bereits eingetrettenen Weegen, einer ausskünfftlichen Handlung fortzufahren, und, aller vor

sich habenden Behelffe und Gründe in der Haubt-Sache ungeachtet, zu ferner weiter Bethätigung der jederzeit gegen das Allerdurchl. Erzhauss tragenden ohnwandelbaren Devotion, auf ein zu erzielendes annehmliches Vergleichs-Quautum den Bedacht zu nehmen. 1774

Welchemnach dann auch zu Folge disses Schlusses nach mehrfältigen von denen Hochfürstl. Creiss-Aussschreibamtlichen Gesandschafften, dem erhaltenen Auftrag gemäss mit des K. Herrn Ministre Excellenz gepflogenen Unterhandlungen eine gütliche Abkunft auf Allerhöchste Ratification dahin erzielet und geschlossen worden.

I. Dass Ihro K. K. Apost. Maj. nach Allerhöchst Dero angestammten Grossmuth für Sich und Allerhöchst Dero Erbfolge unter der — von Ihro Röm. K. Maj. für Sich und Allerhöchst Ihro Nachfolgern am Reich Allergnädigst ertheilenden Reichs-Oberhaubtlichen Gewährleistung und Confirmation Fürsten und Ständen disses Schwäbischen Reichs-Creisses allerhuldreichest versichern: dass gegen Erlegung einer Summe von Fünfmal Hundert Tausend Gulden nach dem Vier und Zwanzig Gulden Fuss (woran die erste Helffte in Drey Monaten, die andere Helffte aber in Sechs Monaten nach erfolgter Allerhöchster Ratification, Confirmation und Gewährleistung an den albier in Ulm befindlichen K. K. Agenten Friederich Carl von Heilbronner aussgezalt werden solle) alle nnd jede denen Ständen des Creisses und ihren An, gehörigen, Geistlich oder Weltlichen Standes von Anno 1765 anneu aufgelegte und von dem Allerdurchl. Erzhauss Oesterreich vorhin niemals bezogene Steuern ohne Unterschied von nun an gänzlich aufhören — so fort alle Besizungen und Gefälle gedachter Kreiss-Stände und ihrer Zugehörigen, Geistlich und Weltlichen Standes, folglichen auch der piorum Corporum, Mediat-Stifftern, Kirchen, Fabriquen, Stifftungen, Pfründen, Weltliche Particularen, Vasallen, Pfarrer, Beneficiaten und Municipal-Städte, wo sie immer in allen Vorländischen Oesterreich. Angehörden gelegen, auf ewig und ohnwiderruflich ganz frey und ohnbekränkt gelassen werden und bleiben sollen. Hingegen sollen

II. Von dieser Vergleichs-Handlung und Steuer-Befreyung ausgeschlossen seyen, alle jene Besizungen und Gefälle, welche zugleich ohnstrittige Oesterreichische Dominien sind, und in ganzen Aemtern und Dorfschaften bestehen, folgsam von jeher zu denen Oesterreichischen Cassen gesteuert — nnd bei denen Oesterreichisch-Landständischeu Versammlungen und Landtägen Siz und Stimme haben. Dessgleichen sollen auch

III. Von gegenwärtiger Vergleichs-Handlung und der daraus

1771 für samtlich Schwäbische Creiss-Stände und deren Angehörige entstehenden Steuer-Befreyung aussgeschlossen seyn, alle in den schwäbischen Creiss zwar geographice gelegenen, hierzu aber nicht gehörige Forenser.

IV. Versprechen hinwiederum Fürsten und Stände des Schwäbischen Creisses auf das verbindlichste: dass auch die Oesterreichische in der Stände-Gebieten und Steuerbarkeit gelegene Besizungen und Gefälle mit einiger Steuer-Abgabe, wie sie immer Nahmen haben mag, unter was immer für einem Vorwand es geschehen möchte, zu ewigen Zeiten nicht beschweret, sondern bey ihrem dermaligen Freiheits-Besiz-Stand ebenfallss ganz frei und unangefochten gelassen werden sollen, solchergestalten jedoch, dass wann disser feierlichen Handlung ohnachtet, wider besseres Vermuthen in künfftigen Zeiten Oesterreichischer seits die Creiss-Stände oder Dero An — ihrer — in Austriaco habenden Besizungen und Gefälle wegen neuerlich mit einer Abgabe belegt werden wolten, alss dann vorgedachte Creissstände aus billiger Reciprocitaet von denen Oesterreichischen Besizungen und Gefällen, in der Stände Gebieten und Steuerbarkeit ein gleiches zu thun berechtiget seyn sollen.

V. Ist über diesses bei diesser Verglichs-Behandlung beederseits verbindlich abgeredet und wechselweiss zugesagt und beschlossen worden: Dass von der Zeit des jezigen Verglichs an, alle künfftige Acquisitiones nicht anders alss mit denen auf solchen Realitaeten vor 1765 gehafften Oneribus und Immunitaeten an die künfftige Besizore gelangen sollen; Wo somit die fürgewaltete Steuer-Irrungen durch das Ihro K. K. Apost. Maj. allerunterthänigst abzureichendo Aversum auf immerhin und dergestalten abgethan seyn und bleiben, dass, wann in denen mitgetheilten Peraequations-Verzeichnüssen etwas ohnrichtig angesezt — oder aussen gelassen worden wäre, desswegen nichts weiter nachgesucht werden- auch das während gedachter Steuer-Irrungen beschehene allenthalben ohnnachtheilig bleiben solle. Endlichen und

VI. Zur Vesthaltung alles dessen, was in dissem Recess verglichen worden ist, wollen Ihro K. K. Apost. Maj. nicht nur solchen Allerhöchst Selbsten zu ratificiren — sondern auch des weiteren Allergnädigst gut zu heissen geruhen, dass dem im Reich bestehenden Herkommen gemäss bei Ihro K. Maj. alss des Reichs-Allerhöchsten Oberhaubt die allergnädigste Confirmation und Gewährleistung disser gütlichen Abkunfft von Fürsten und Ständen des Creisses allerunterthänigst nachgesuchet werde.

Urkundlich sind von diessem Verglichs-Recess drey Exemplarien geferttiget, und solche von des K. Herrn Ministre Excellenz, krafft habender allerhöchster Vollmacht, Eines von Fürsten und Ständen des Cr. andern Theils behörig unterzeichnet worden. 1774

So beschehen Ulm den 8. Juny, Anno Ein Tausend Sieben Hundert Siebenzig und Vier.

(L. S.) *Freiherr von Ried.*

(L. S.) *Freiherr von Hauser,*
Hochfürstl. Constanzischer Creys a:
amtlicher Gesandter.

(L. S.) *Frey Herr von Uxkull*
Herzogl. Würtembergischer Creyss Ausschreibamtlicher Gesander.

(L. S.) Licts. *Einssle*
Reichs Stifft Salmannsweyler
Directorial Gesandter.

(L. S.) Licts. *Jo: a Thanmiller*
Reichsgräfl. Directorial Gesandter.

(L. S.) *Freih. von Welsser*
Reichs Statt Ulmischer Creyss Gesandter.

So haben Wir keinen Anstand genommen, so thanen Verglich nach seinem ganzen Innhalt für Uns, Unssere Nachfolger und Erben gut zu heissen und zu begnehmigen; Wie Wir dann denselben hiermit von gesamten Creisses wegen in bester Form gut heissen, und begnehmigen, dergestalten, als ob er von Uns selbsten abgehandelt und geschlossen worden wäre: und versprechen annebens bei Unsserem Creiss-Aussschreibamtlichen Fürstlichen Reichs- und Creiss-Ständischen Wortte, alles was darinnen ist verglichen worden, getreulich erfüllen und niemalen zu geben zu wollen, dass von den Unssrigen zuwider gehandelt werde.

Zu Urkund dessen haben Wir gegenwärttiges Ratifications-Instrument unterschrieben und mit Unsseren Insigeln bekräfftiget.

So geschehen den 28. Octobris, Anno: Ein Tausend Sieben Hundert, Siebenzig und Vier.

Franz Conrad Cardinal von Rodt,
Bischoff zu Costantz.

Karl Aloysius,
Fürst zu Ottingen.

Anselm,
Reichs Prälat zu Salmannsweiler.

Bürgermeister und Rath
dess Heyl. Reichs Stadt Ulm.

31.

12 Août 1774.

1774 Convention entre l'Autriche et la République de Venise signée à Ponteba le 12 Août 1774, pour régler les frontières entre la Carinthie et le territoire de la République de Venise, ratifiée à Venise le 20 Décembre 1774.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Aloysius Moconigo Dei Gratia Dux Venetiarum etc.

Dubia exorta in Valle Saiseria in Carinthiae Finibus super Tractatu diei 31 Decembris anni 1755 cum sequenti anno ad executionem ventum fuisset, per Commissarium a Sacra Caesarea Majestate Imperatricis Reginae Praefectum et Provisorem ad Fines Carinthiae a Republica Nostrâ constitutum diligenti locorum inspectione dilucidata, ac sublata fuernnt sequentibus Articulis Declarationis diei 12 Augusti anni 1774 ad Pontebam.

Dichiarazione solenne, e Reciproca Per servir di spiegazione agli Articoli VII, VIII, IX e X della Convenzione 31 Decembre 1755.

Primo. Si cede alli Dognesi tutto il Prato del Broilo, di più i Boschi e Pascoli contenuti fra la Lettera F cima del Rudniver K, B Fontana, D al dissopra del Rio, E cima del Monte Plagnis.

Secondo. In compenso da darsi agli Austriaci sia stabilito il Confine, incominciando al segno ♂, innalzandosi sulle cime del scoglioso Carnedul sino alla sommità di Polizen, o Pusdogna, e di là con linea retta riconnettendo con la sommità di Rudniver K.

Terzo. Per maggior chiarezza s'incomincierà dal punto ♂ proseguendo la sommità del Monte Carnedul sino al punto A, detto dagli Austriaci Polizen, e Veneti Pusdogna, dal quale discendendo in linea retta per il Carnizenthal, ed ascendendo pure colla medesima direzione di detta retta al punto F cima del Rudniver K, e discendendo all' attual Capitello segnato B con altra retta, ove esiste la Fontana, cosicchè da questa attraversando la pendenza della Valle si arrivi al punto D distante superiormente dalla confluenza di due Rivoli inferiori trecento quaranta Clafter circa, e perfine ascendendo per linea sempre retta al punto E cima del Monte detto dagli Austriaci Plagnis, o sia Mittagkubl, e da Veneti Plagnis, dal quale punto si seguita l'ulteriore Confine, il tutto relativemente alla Mappa, che sarà sottoscritta d'ambi li Signori Provveditori.

Quarto. Colla condizione però espressa, e necessaria, che la facoltà di cavare la Miniera dentro il recinto di tutto il Monte Rudniver K esclusivamente riservato sia a quelli soli dalle Loro Maestà autorizzati, esibendosi peraltro, come è giusto, ed equo, di obbligare, chinnqne mai trovasse nel caso di aprire una Cava di Miniera su quella parte di ragione Veneta di pagare annualmente nn zecchino al Governo di Udine in recognitionem Dominii, escludendo qualunque immaginahile altro aggravio per qualunque tempo (dovendo essere per altro sottoposte le Persone, che opereranno alle Leggi Minerali Austriache) a riserva dell' uso di legnare, pascolare, e sfalzare, riservato solamente alli Dognesi Veneti, ed ogni altro uso, che potesse accadere non riguardante l'oggetto della suddetta Miniera. 1774

In Pontebba Imperiale addi 12 Agosto 1774.

Firm. *Gio. Baron di Schlangenberg,* Commis. Imperiale a' Confini.

Firm. *Ascanio Piccoli,* Provveditroe ai Confini.

Quos Articulos ex parte Nostra approbavimus, confirmavimus, et ratihabuimus: quemadmodum hisce approbamus, confirmamus et ratihabemus, promittentes cum Senatu Nostro omnia, et singula, quae iisdem continentur Articulis, Nos bona fide praestituros esse, omnique ratione curaturos, ut effectum et executionem sortiantur. In cujus rei testimonium praesentes Litteras ex stylo Reipublicae Nostrae subscriptas sigilli Nostri appensione muniri jussimus.

Datae in Nostro Ducali Palatio Die 23 Decembris Indictione VIII 1774.

Aluise Mocenigo Doge di Venezia etc.
Gio. *Marini Seg.*

32.

29 Août 1774.

1774 Lettres Patentes sur une convention conclue entre le Roi de France et l'Impératrice-Reine d'Autriche, concernant les prieurés de St. Morand, St. Ulric et d'Oelemberg, situés en Alsace.

(*Chr. Guil. Koch*, Table de traités entre la France et les puissances étrangères, Bâle 1802, vol. II. p. 345.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre: A nos amés et féaux les gens tenant notre conseil supérieur d'Alsace à Colmar, salut. Notre amé et féal le sieur Bertin, conseiller en tous nos conseils, ministre et secrétaire d'état et de nos commandemens et finances, que nous avions chargé par intérim du département de nos affaires étrangères, auroit, en vertu des pleins-pouvoirs que nous lui en avions donnés, conclu, arrêté, et signé le 11 juin de la présente année, avec le sieur Comte De Mercy-Argenteau, chambellan, conseiller actuel intime de notre très-cher et bien-amé frère et cousin l'empereur des Romains, et de notre très-chère et très-amée soeur et cousine l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème, et leur ambassadeur auprès de nous, pareillement muni de leurs pouvoirs une conveution concernant les prieurés de St. Morand, St. Ulric, et d'Oelemberg, situés en Alsace. Laquelle convention nous avons ratifiée par nos lettres patentes du vingt du même mois de juin; desquelles convention et lettres de ratification la teneur suit.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre: A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Comme notre amé et féal le sieur Bertin, comte de Bernou et de Bourdeilles, premier baron de l'Aunis et du Périgord, grand trésorier commandeur de nos ordres, conseiller en tous nos conseils, notre ministre et secrétaire d'état et de nos commandemens et finances, que nous avons chargé par intérim du département de nos affaires étrangères, auroit, en vertu des pleins-pouvoirs que nous lui en avions donnés, conclu, arrêté, et signé le 11 du présent mois, avec le sieur Comte De Mercy-Argenteau, vicomte de Lor, chevalier de la toison d'or, chambellan, conseiller actuel intime de notre très-cher et bien-amé frère et cousin l'empereur des Romains, et de notre très-chère et très-amée soeur et cousine l'Im-

pératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème, et leur ambassadeur 1774
auprès de nous, pareillement muni de pouvoirs, une convention concernant les prieurés de St. Morand, St. Ulric et d'Oclemberg, situés en Alsace; de laquelle convention la teneur s'ensuit.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité, Père, Fils et Saint-Esprit. Ainsi soit-il.

Les prieurés de St. Morand, St. Ulric et d'Oelemberg, situés en Alsace, et ci-devant possédes par le collége de Jésuites de Fribourg en Brisgau, à charge d'entretenir différentes chaires de professeurs dans l'université de ladite ville, en vertu d'une bulle d'union du pape Urbain VIII, et des lettres patentes de l'archiduc Léopold, pour lors souverain d'Alsace, ayant donné lieu a une contestation entre les deux cours au sujet de la validité de ladite union, sur laquelle il est même intervenu un arrêt du conseil d'état du Roi très-chrétien, du 26 mars dernier; S. M. très-chrétienne, et S. M. l'Impératrice-Reine apostolique d'Hongrie et de Bohème, également animées du désir sincère d'écarter tout sujet de contestation entre elles, et de resserrer de plus en plus les liens de l'étroite amitié qui les unissent, ont résolu de terminer cette discussion par un arrangement amical; et à cet effet elles ont nommé et muni de leurs pleins-pouvoirs respectifs; savoir, le Roi très-chrétien, le très-illustre et très-excellent seigneur Henri-Léonard-Jean-Baptiste De Bertin, comte de Bernou et de Bourdeilles, premier baron de l'Aunis et du Périgord, grand trésorier, commandeur des ordres du Roi, conseiller en tous ses conseils, son ministre et secrétaire d'état et de ses commandemens et finances, chargé par intérim du département de ses affaires étrangères; et S. M. l'Impératrice-Reine, le très-illustre et très-excellent seigneur Florimond, Comte De Mercy-Argenteau, vicomte de Lor, chevalier de la toison d'or, chambellan, conseiller actuel intime de leurs Majestés impériale et royale apostolique, et leur ambassadeur auprès de S. M. le Roi très-chrétien; lesquels sont convenus des articles suivans:

Art. I. Sa Majesté l'Impératrice-Reine apostolique d'Hongrie et de Bohème, pour elle pour ses héritiers et successeurs à perpétuité, se désiste de tout droit, prétention et réclamation quelconque de la part de son université de Fribourg sur le prieuré de St. Morand, et elle consent qu'il soit disposé dudit prieuré conformément à l'arrêt du conseil d'état du Roi très-chrétien, du 26 mars dernier.

Art. II. Sa Majesté très-chrétienne, de son côté, nonobstant le susdit arrêt de son conseil, promet et s'engage, pour elle et

1774 pour ses héritiers et sneccesseurs à perpétuité, de ne point user du droit de nomination aux prieurés de St. Ulric et d'Oelemberg, sitnés en Alsace, lequel droit, vu l'abolition de l'ordre de St. Augustin en Alsace, lui appartiendroit, aux termes du traité de Westphalie; et S. M. consent que le collége et l'université de Fribourg en Brisgau continuent de jouir desdits prieurés et de tous les fruits, revenus et antres droits en dépendans, ainsi que lesdits collége et université en ont joui depuis l'année 1626; à condition toutefois que les administrateurs desdits collége et université remettront de bonne foi au titulaire du prieuré de St. Morand tous les titres concernant ledit prieuré, qui sont en leur possession.

Art. III. Pour donner une notoriété légale à la présente convention, S. M. très-chrétienne rendra un arrêt en commandement pour confirmer et ratifier le contenu en ladite convention à l'effet de consolider à perpétuité la jouissance et possession du collége et université de Fribourg; sur lequel arrêt il sera expédié et scellé des lettres patentes à ce nécessaires, conformément aux lois et usages du royaume de France, adressées, non — seulement au parlement de Paris, comme représentant le grand conseil supprimé par édit du mois d'avril 1771, mais encore au conseil supérieur d'Alsace séant à Colmar, dans le ressort duquel sont situés les deux prieurés dont est question, aux fins d'y étre enregistrées à l'effet de l'exécntion de ladite convention, selon sa forme et teneur.

Art. IV. La présente convention sera ratifiée par les hautes parties contractantes, et l'échange des ratifications se fera dans six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous ministres plénipotentiaires avons signé la présente convention, et y avons fait apposer les cachets de nos armes.

Fait à Paris, le 11 juin 1774.

(L. S.) *Bertin.*

(L. S.) *Le Comte De Mercy-Argenteau.*

Nous, ayant agréable la susdite convention en tous les points et articles qui y sont contenus et énoncés, avons icelle, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, acceptée, approuvée, ratifiée et confirmée, et par ces présentes signées de notre main. acceptons, approuvons, ratifions et confirmons; et le tout promettons, en foi et parole de roi, garder et observer inviolablement, sans jamais y contrevenir, ni permettre, qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, en quelque sorte et manière que ce soit. En témoin de quoi nous avons fait apposer notre scel à ces présentes.

Donné à Marly, le 20[e] jour du mois de juin, l'an de grace 1774 1774, et de notre règne le premier.

Signé: *Louis,*

Et plus bas:

Par le Roi.

Signé: *Bertin*

Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Et voulant assurer dans nos états l'exécution de ladite convention, et remplir à cet égard les engagemens, que nous en avons pris: à ces causes, de l'avis de notre conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous vous mandons et ordonnons par ces présentes signées de notre main, que ces présentes, ensemble ladite convention et les lettres de ratification y insérées, vous ayez à faire lire, publier et registrer, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens, et nonobstant tous édits, ordonnances, déclarations, lettres, arrêts, réglemens, usages, coutumes et autres choses à ce contraires, auxquels avons expressément dérogé et dérogeons par ceddites présentes, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence: car tel est notre plaisir.

Donné à Compiègne, le 29[e] jour d'avût, l'an de grace 1774, et de notre règne le premier.

Signé: *Louis,*

Et plus bas:

Par le Roi.

Signé: *De Felix Du Muy*, aveo paraphe.

Lues, publiées et registrées ès registres du conseil; oui, ce requérant et consentant le procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme et teneur; ordonne que copies dûment collationnées par l'un des greffiers du conseil, seront envoyées dans tous les présidiaux, prévôtés, bailliages et autres jurisdictions ressortissantes nuement au conseil, pour y être pareillement lues, publiées, registrées et exécutées. Enjoint aux substituts du procureur général du Roi sur les lieux d'y tenir la main et d'on certifier le conseil dans le mois.

Fait à Colmar au conseil souverain d'Alsace, chambres assemblées, le 23 Septembre 1774.

Collationné

Signé: *Callot,* avec paraphe.

33.

16 Mars 1775.

1775 Acte séparé contenant tout ce qui regarde le commerce entre l'Autriche et la Pologne.

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 116.)

Dans le traité conclu entre Sa Majesté le Roi et la République de Pologne d'une part, et Sa Majesté l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème de l'autre il est stipulé par les Articles VIII et IX de dresser un acte séparé sur tout ce qui auroit rapport au bien et aux avantages des deux Puissances, ainsi qu'au commerce, et qui ne sauroit être inséré dans le corps du traité, et que tout ce dont les Parties conviendront, auroit la même force et valeur, quo s'il étoit inséré dans lo traité même. En conséquence de quoi les Hautes Parties Contractantes sont convenus des Articles suivans.

Sujets d. l. pays cédés.

Art. I. La condition des citoyens du Royaume de Pologne, passés sous la domination de Sa Majesté l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème, au moyen du Traité susdit, ne sera pas inférieure à celle des anciens sujets de Sa Majesté l'Impératrice Reine, et ils jouiront sous Sa domination des libertés et prérogatives qui seront compatibles avec le bonheur général des sujets de Sa Majesté Imp. Roy. et Apostolique.

Sujets mixtes.

Art. II. Les sujets mixtes, c'est à dire ceux qui ont, ou auront en même tems des possessions dans les Etats respectifs des deux Puissances contractantes, pourront vivre et jouir de leurs revenus à leur choix dans celui des deux Etats, où il leur plaira de fixer leur habitation, sans être gênés en aucune manière, ni assujettis pour cela à quelques droits, ou imposition de plus.

Libre émigration.

Art. III. Il sera permis à tout Gentilhomme, et Bourgeois sujet de la République de Pologne, de se transporter dans les Etats de Sa Majesté Impériale Royale et Apostolique, et réciproquement aux nouveaux sujets libres de Sa Majesté l'Impératrice Reine, de fixer leur demeure dans les états de la République, et do vendre leurs biens dans l'espace de six ans, à compter de la date de l'Acte présent, sans payer les droits de traite-foraine. Cependant ceux qui voudront se transporter entièrement d'un

Pays à l'autre, devront acquitter préalablement les dettes et pré- 1775
tensions, qui se trouveraient à leur charge dans le Pays qu'ils vont quitter, sous peine d'être arrêtés, et retenus par la Jurisdiction du lieu où ils ont demeuré.

Polonois possessionés d. I. P. cédés.

Art. IV. Il sera permis à tous les Nobles Polonois, sujets de la République, qui revêtus actuellement des Charges en Pologne, se trouvent en même tems possessionés dans les pays, passés sous la domination de Sa Maj. Imp. Roy. et Apost. de jouir de leurs revenus, sans payer le droit de traîte-foraine, ainsi que d'exercer les dites Charges, sans aucun empêchement de la part du Gouvernement sous lequel ils ont leurs possessions.

Droit de détraction.

Art. V. Les sujets des deux Etats pourront librement retirer, dans toute l'étendue des deux Etats respectifs, les deniers prêtés sur hypothèque, toutes les autres dettes, les héritages et successions, aussi bien que les dots, sans en payer la traite-foraine, bien entendu, que l'exemtion de traite-foraine n'aura lieu que pour le terme de six années, à compter du tems, où sera ouvert le droit des intéressés. On établira à cet effet une Commission, chargée d'examiner l'état des dettes respectives des sujets des deux Etats, pour que les dettes réciproques soient payées do part et d'autre avec une parfaite égalité, et que les créanciers, d'une part ne puissent pas exiger le payement, qu'à mesure quo les dettes seront acquittées aux créanciers de l'autre.

Justice.

Art. VI. Dans les procès civils, qui existent ou qui pourront exister entre les sujets des deux Etats, on observera la règle ordinaire, que le demandeur suive la Jurisdiction du défendeur, et tout criminel doit être puni dans le lieu du délit. Sa Maj. le Roi et la République de Pologne promettent au reste de prendre des arrangemens efficaces, pour qu'il soit toujours administré bonne et prompte justice aux sujets de Sa Maj. l'Impératrice Reine, et que surtout l'exécution soit donnée aux sentences émanées en dernier ressort dans les tribunaux. Sa Maj. l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème promet également bonne et prompte justice aux citoyens Polonois, qui pourront avoir des procès daus ses Etats, et en général on maintiendra de part et d'autre les transactions, les sentences, et l'exécution des Décrets émanés en dernier ressort, et confirmés par les Constitutions, avant la prise de possession des Provinces cédées à Sa Maj. l'Impératrice Reine.

1775 Deniers publics.

Art. VII. Les deniers et impôts publics appartenants à la République, et trouvés le jour de la prise de possession, c'est à dire le 13 Septembre 1772 dans les caisses des Provinces cédées à Sa Maj. l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème, lui seront restitués et acquittés.

Autres fonds trouvés 1772.

Art. VIII. Tout ce qu'on a trouvé en argent comptant, en mobiliers et denrées dans les économies Royales, comme aussi les revenus et les arrérages, qui on reviennent jusqu'au 13 Septembre 1772 sera bonifié à Sa Maj. le Roi, après que des Commissaires de part et d'autre en auront estimé la valeur.

Revenus des Salines.

Art. IX. Les revenus et arrérages provenants des Salines de Wieliczka, de Bochnia et de Sambor, soit en argent, soit en productions seront bonifiés à Sa Maj. le Roi de Pologne, à compter jusqu'au jour de la prise de possession, après que les Commissaires do part et d'autre en auront estimé la valeur.

Enrôlemens.

Art. X. Il ne sera pas permis de part et d'autre de faire des recrues, et des enrôlemens quelconques sous aucun prétexte dans les Etats respectifs.

Archives.

Art. XI. Les Archives qui regardent les biens des sujets de la République, et leurs fortunes, qui sont restés à Leopol, et dans les autres Grods et districts, qui ont passés sous la domination de Sa Majesté l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème, seront délivrés à la Républiquo de la manière suivante.

1) Sa Majesté le Roi et la République de Pologne enjoindront aux Citoyens des Palatinats, qui y sont intéressés, de choisir entre eux des Personnes, qui so rendront sur les lieux désignés, et de concert avec les Députés nommés pour cela par les Régences de Sa Maj. l'Impératrice Reine, passeront en revue les dits Archives, et tout ce qu'ils y trouveront en Protocols, Originaux, et autres Papiers concernants les sujets de la République couchés dans les actes, qui pourra être séparé des autres, leur sera délivré sans payement avec un Inventaire signé des deux côtés, dont chacun gardera une copie collationée.

2) Les Protocols et Cahiers, où les transactions des sujets des deux Puissances seront compris ensemble ne pouvant être délivrés, on ne refusera point à la réquisition des dites Personnes députées, et à celles de chacun des intéressés, d'en faire tirer

des copies anthentiques, moyenant un payement discret ponr les 1775
droits de la Chancellerie selon la coutume pratiquée en Pologne, et la taxe faite par la loi, de payer ponr une feuille contenant quatre vingt lignes un florin de Pologne. La réciprocité dans tons les Archives et Chancelleries de la Répnblique envers les Citoyens passés sous la domination de Sa Majesté l'Impératrice Reine, sera ordonnée par Sa Majesté le Roi et la République de Pologne.

En foi de quoi Nous Plénipotentiaires autorisés solemnellement par les deux Hautes Parties Contractantes, avons signé cet acte séparé, et l'avons muni des sceaux de nos armes. Fait à Varsovie le seize Mars l'année mille sept cent soixante quinze.

(L. S.) *Le Baron de Rewiczky.*
(L. S.) *Antoine Ostrowski, Evêque de Cuiavie.*
(L. S.) etc.

Acte séparé contenant tout ce qui regarde le commerce entre les deux Etats, de la même date que le précédent.

Dans le traité conclu à la présente Diète, et signé le 18 Septembre 1773 ayant été stipulé, par l'Article VIII, qu'il y aura un acte séparé, concernant tout ce qui peut avoir rapport au commerce entre les états de Sa Majesté le Roi, et la République de Pologne, et ceux de Sa Maj. l'Impératrice Reine Apostolique: les mêmes Plénipotentiaires nommés dans le corps du dit traité, et autorisés à cet effet, ont statué et conclu les Articles suivants.

Douane.

Art. I. Voulant encourager et protéger le commerce entre les deux Etats, les deux Hautes Parties contractantes établissent: que depuis la date de l'Acte présent, de part et d'autre toute espèce de denrées et marchandises, soit en crue soit manufacturée ne payera que quatre pour cent de droit d'entrée, selon un nouveau Tarif, en y spécifiant le prix, le poids, la mesure, ou le nombre des marchandises selon leur différente qualité, pour empêcher tonte difficulté ou interprétation; bien entendu que les dites denrées, marchandises soient du cru, ou de la propre fabrication de la Pologne, et que cela soit constaté, par des attestations contresignées par les Bureaux de Donanes, et que les marchandises susceptibles d'un timbre, en soient marquées selon les formes et copies, qu'on s'en communiquera réciproquement; lequel tarif ne pouvant être réglé dès à présent, il est convenu, que dans le terme des trois mois il sera arrangé, et échangé réciproquement, pour servir de règle à l'avenir, regardé comme une pièce

1775 authentique du présent traité. Sur le pied du dit tarif, qui statue une seule Douane par terre ou par eau, à toutes les frontières respectives des deux Etats, il est convenu réciproquement, que tout commerçant qui aura payé le droit de Tarif d'importation dans un seul de ces endroits, ne pourra plus être obligé à aucun titre à le payer une seconde fois dans aucun autre.

Exportation.

Art. II. Sa Maj. l'Impératrice Reine ne chargera l'exportation des denrées du cru, et de la fabrication de ses Etats héréditaires pour la Pologne que de $^{5}/_{12}$ pour cent, et il sera établi une parfaite réciprocité de sortie pour les productions de la Pologne qui passeront dans les Etats héréditaires.

Vins d'Hongrie.

Art. III. Quant aux Vins de Hongrie, Sa Maj. l'Impératrice Reine promet d'en faciliter lo plus que possible la sortie, et la Pologne de son côté ne prendra de droit d'entrée des Vins de Hongrie, qu'un demi ducat également du tonneau et de l'antail.

Exportations.

Art. IV. Il sera permis aux Polonois en tout tems d'exporter leurs productions dans tous les Etats de Sa Maj. l'Impératrice Reine en cru, ou manufactures, à l'exception des marchandises de contrebande, spécifiées de part et d'autre dans le nouveau Tarif, et de les vendre, pourvu qu'ils en payent le droit de ce nouveau Tarif, savoir quatre pour cent; ce qui en tout poiut doit être également observé en Pologne, à l'égard des sujets de Sa Maj. l'Impératrice Reine. Et si dans quelque endroit que ce soit, les sujets respectifs des deux Etats ne trouvoient pas leur compte à vendre leurs denrées, ils pourront sans aucune gêne et sans payer le moindre droit (sous quelque prétexte que ce soit) les ramener chez eux par terre et par eau.

Transit. Visite.

Art. V. Toutes les marchandises qui passeront du Royaume de Pologne par les Etats de Sa Maj. l'Impératrice Reine soit par eau, soit par terre, ne payeront tout au plus, qu'un pour cent de droit de transit, selon le tarif déjà remis à cet effet et les péages ordinaires, pour l'entretien des grands chemins, tels, que les payent les sujets même de Sa Maj. l'Impératrice Reine. Elles ne seront point sujettes à être visitées, ni leurs possesseurs au serment, hormis au cas d'une fraude manifeste. Il y aura uno réciprocité parfaite à cet égard en Pologno pour toutes les marchandises et denrées venant des Pays héréditaires de Sa dite Majesté, et passant par le Royaume de Pologne.

Sel. 1775

Art. VI. Le commerce do sel sera entièrement libre dans toute l'étendue des Etats de la République, de sorte qu'il sera permis à chacun, de l'y vendre sans aucun empêchement, et que tout le monde pourra l'acheter, et s'en pourvoir où il voudra. Sa Maj. le Roi et la République de Pologne déclarent, qu'ils ne permettront jamais, qu'il se fasse un monopole de cette denrée, et il est convenu entre les deux Puissances que le transport de toute sorte de sel des Pays Autrichiens, à l'exception do celui qui sera transporté sur la Vistule, et qui restera entièrement libre de tout impôt, ne payera d'autre droit de sortie, ou d'entrée, douane, péages ou antres droits quelconques, soit au sortir des Etats de Sa Majesté l'Impératrice Reine, soit en entrant en Pologne, que ceux, qui ont été usités jusqu'ici dans le Grand Duché de Lithuanie, selon les différentes qualités de sel, et l'on établira ces droits par quintal de cent livres de Varsovie.

Rivières limitrophes.

Art. VII. On ne chargera d'aucun droit les marchandises sur les rivières, faisant les limites de l'un ou de l'autro Etat, do manière que la perception du droit de transit n'aura lieu, que du passage effectif du territoire de l'une ou de l'autre Puissance.

Péages.

Art. VIII. Les particuliers ne pourront exiger aucun droit sur les denrées et marchandises, dont le commerce so fera pour l'un ou pour l'autre Etat, excepté pourtant le péage au passage des ponts et rivières, qui sont ou seront réglées par autorité publique, à proportion des dépenses à faire pour leur entretien.

Sûreté. Justice.

Art. IX. Il y aura la plus grande sûreté mutuelle, protection, et prompte justice pour tous les commerçans, afin qu'ils ne soient vexés en aucune manière, et qu'ils puissent aller négocier, et revenir librement de part et d'autre, en payant les droits du nouveau Tarif, de sorte que toutes les facilités ou exemption, que Sa Maj. l'Impératrice Reine accordera aux sujets de Sa Maj. le Roi et la République de Pologne, seront réciproquement observées pour les sujets de Sa Maj. l'Impératrice Reine, et la justice de part et d'autre, pour tous les procès provenants d'affaires do négoce, sera administrée avec la même promptitude, que celle pour les lettres de change.

Vente et achat libre.

Art. X. De part et d'autre on s'engage quo le commerce devant être libre, le Gouvernement même ne pourra forcer les

1775 marchands de lui vendre ses denrées, ou d'en acheter, sous quelque prétexte que ce soit; de même il n'y aura nulle contrainte réciproquement, de prendre au lieu d'argent comptant quelque denrée que ce soit, si ce n'est volontairement, ou par convention entre les Négocians.

Monnoie à la douane.

Art. XI. La douane réciproquement établie selon le nouveau tarif, devra être payé partout, soit en Ducats, soit en monnoie d'argent courrant du Pays au choix du vendeur, sans pouvoir être forcé ni à l'une, ni à l'autre de ces espèces par préférence.

Libre disposition des biens.

Art. XII. Il sera permis aux Marchands et sujets des deux Puissances en cas de maladie, ou en quelque tems que ce soit, avant ou même à l'article de la mort, de leguer par testament ou par quelqu'autro disposition que ce puisse être, ou de donner les Marchandises, effets, argent, prétentions, dettes à recevoir et tous biens meubles qui leur appartiendront, ou devront leur appartenir à l'heure de la mort dans toute l'étendue de leurs Etats, à qui ils jugeront à propos. Et s'il arrivoit, que quelque Marchand de Sa Maj. l'Impératrice Reine, venoit à mourir en Pologne, on un Marchand Polonois dans les Etats de sa Maj. l'Impératrice Reine, soit qu'il ait testé, ou non, leurs marchandises, effets, et tout ce qu'ils pourront laisser, seront remis sans en rien détourner, ou retenir sur quittance à leurs Compagnons, Parens, ou à celui, qui se présentera pour les requérir; bien entendu, que le testament, ou le droit ab intestat seront prouvés selon les loix du lieu, où la personne sera décédée, et que sur tout, ce qui sera transporté hors du Pays, il sera payé un droit de dix pour cent de sa valeur.

Art. XIII. Comme enfin la République de Pologne ne sauroit au sortir des troubles si facheux et si longs, embrasser d'abord tous les avantages possibles do son commerce futur; les deux Hautes Parties contractantes se réservent de spécifier à l'avenir tout, ce qui peut contribuer à ces avantages, et à maintenir une réciprocité parfaite qui convient aux deux Etats voisins et amis.

En foi de quoi Nous Plénipotentiaires, autorisés solemnellement par les deux Hautes parties contractantes avons signé cet acte séparé et l'avons muni des sceaux de Nos armes.

Fait à Varsovie l'an mille sept cent soixante et quinze, le seize Mars.

(Signé comme le précédent acte.)

34.

7 Mai 1775.

Convention avec la Porte ottomane concernant la cession de la Bucovine et la démarcation entre la Transylvanie et le territoire turc, signée à Constantinople le 7 Mai 1775. 1775

(D'après une copie digne de foi, qui se trouve aux Archives de cour et d'état de l'Autriche. Cette convention est citée dans l'art. 2 du traité de Szistow 1791.)

Le Sieur Baron de Thugut Internonce et Ministre Plénipotentiaire de Leurs Majestés Impériale et Impériale Royale Apostolique ayant remis à la sublime Porte un mémoire scellé, dans lequel il a fait connoître, qu'il étoit chargé de la part de Sa Cour de certaines représentations amicales, qui étoient relatives au besoin d'une Communication, par des passages faciles à travers les terres de la Moldavie, entre la Transylvanie et les Provinces de Galicie et de Lodomerie possédées actuellement par l'Auguste Maison d'Autriche, d'après leur revendication sur le Roi et la République de Pologne, et de plus, à une fixation et détermination plus particulière des Confins des deux Empires dans quelques Parties de frontières de la Transylvanie, l'Internonce et Ministre Plénipotentiaire de L. L. M. M. I. et I. R. A. ayant en outre notifié, qu'il se trouvoit muni des Pleinspouvoirs nécessaires pour traiter et statuer sur les dites Propositions, fondées sur la sincère union et parfaite harmonie, qui subsistent si heureusement entre les deux Cours, ainsi que sur le désir d'affermir et consolider de plus en plus l'ancienne amitié des deux Empires, La sublime Porte ayant de son coté nommé des Plénipotentiaires, pour régler définitivement les susdits objects, le très-honoré Ahmed Efendi ci-devant Juge suprême de Constantinople, et le très-Excellent Ismail Raif Beg Efendi Reisukkuttab actuel de l'Empire Ottoman, et ces Plénipotentiaires ayant tenu plusieurs conférences avec le dit Internonce et Ministre Plénipotentiaire, dans lesquelles les demandes amicales de la Cour Impériale ont été dûement exposées et discutées, de plein gré, et d'un commun accord des deux Parties, et en considération du bon voisinage et de l'ancienne amitié, on est convenu des quatre Articles, qui se trouvent déduits et déclarés ci-après mot pour mot.

Art. I. Ayant égard aux Réprésentations amicales de L. L. M. M. I. et I. R. A. sur le besoin d'une Communication facile et d'une

1775 contiguité immédiate entre la Transylvanie et les Provinces de Galicie et de Lodomerie possédées actuellement par la Cour Impériale, d'après leur revendication sur le Roi et la République de Pologne, et pour donner une preuve non équivoque d'amitié, d'affection et de bon voisinage, la sublime Porte abandonne et céde à la Cour Impériale les Terres contenues d'une part entre le Niester, les Confins do Pokutie, de Hongrie et de Transylvanie, et bornées de l'autre part par les limites, qui seront expliquées et déclarées ci-après, de manière, que le Territoire susmentionné renfermé entre les dites limites appartiendra désormais à perpetuité à la Cour Impériale en pleino jouissance et proprieté: En conséquence de quoi L. L. M. M. I. et I. R. A. aussi bien que la sublime Porte destineront et enverront des Commissaires pour faire une démarcation, qui distingue d'une manière claire et précise les Domaines des deux Empires, et pour établir et fixer des limites, qui à l'avenir serviront de séparation stable aux Possessions réciproques. Et comme il a été convenu, que les dits Commissaires respectifs se régleront depuis la frontière de la Transylvanie jusqu'au Territoire de Chotzim, sur la Carte, qu'a exhibée de la Part de Sa Cour l'Internonce et Ministre Plénipotentiaire de L. L. M. M. I. et I. R. A., et que la sublime Porte de son Côté a également adoptée, il sera fait deux Copies Authentiques de la susdite Carte, l'une desquelles sera remise aux Commissaires de L. L. M. M. I. et I. R. A., et l'autre aux Commissaires do la sublime Porte, de sorte que, lorsqu'ils mettront la main à l'ouvrage de la Délimitation, en commençant aux extremités de la Transylvanie, au Ruisseau appellé Tesna impuztita, et renfermant successivement les Villages de Kandremy, Stulpikani, Kapokodrolny, Suczava, Siret et Tschernovize, et au-delà du Pruth devant Tschernanka, lieu du District de Tschernovize, et qui restera en-dedans des Confins Impériaux, jusqu'au Territoire de Chotzim, ils se conformeront à la Carte ci-dessus mentionnée, et sans outrepasser les partis de Terrain, qui y sont désignées, ils choisiront les endroits propres pour la séparation des frontières, afin d'éviter les nouvelles contestations, auxquelles le doute et l'incertitude pourroient donner lieu, et ils auront soin d'établir les limites concertées dans la meilleure forme et la plus convenable: Pour ce qui concerne la démarcation ultérieure des terres jusqu'au Niester, depuis l'endroit où le Territoire de Chotzim joint le District de Tschernovize, l'on est convenu du consentement des deux parties sur ce point en cette manière, qu'à condition, que les Commissaires do la sublime Porte indiquent hors du Territoire de

Chotzim, depuis le dit endroit jusqu'au Niester des frontières bien 1775
distinctes et semblables à celles, qn'ont établies actuellement les officiers de la Cour Impériale, les Commissaires de la dite Cour ne s'opposeront point, à ce que les Terrains affectés à la fortresse de Chotzim restent, comme par le passé, en la Possession de la sublime Porte.

Art. II. Il ne sera point bati de fortresse de la part de la Cour Impériale dans l'étendue des Terres, que la sublime Porte Lui abandonne et céde, selon les limites et la désignation ci-dessus énoncées.

Art. III. Comme les habitans de la Moldavie et de la Vallachie, par des usurpations successives, ont envahi sur les frontières de la Transylvanie, le long des Confins de Moldavie et de Vallachie, différents terrains, lesquels ont été ensuite réunis depuis quelques Années à la dite Province de Transylvanie par le placement des Aigles; afin d'obvier à toute dispute et contestation, qui pourroit s'élever dans l'avenir, et conformément à la demande faite par la Cour Impériale, il a été statué sur cet objet, du commun accord des deux Parties, qu'il sera adressé de la Part de la sublime Porte aux Princes de Moldavie et Vallachie, ce qui est nécessaire d'ordres rigonreux, pour que les limites dans les susdites parties soient observées à perpetuité telles qu'elles sont desigées dans la Carte, qu'a présentée l'Internonce et Ministre Plénipotentiaire de L. L. M. M. I. et I. R. A., et comme elles se trouvent déterminées actuellement par les Aigles, qu'a fait placer la Cour Impériale, et pour que les dits Princes s'abstiennent de toute transgression et violation, qui seroient contraires à ce présent réglement.

Art. IV. Comme du Coté du Bourg de Vieux Orsova, situé sur la rive gauche du Danube, vis-à-vis de la Fortresse d'Orsova, le mélange respectif de Territoire est sujet à occasionner du trouble dans l'ordre établi pour la Quarantaine et les douanes de la Cour Impériale, aussi bien qu'à d'autres égards, il a été proposé de la part de la dite Cour, que la sublime Porte abandonnât le susdit Bourg, ainsi que la langue de Terre qui s'y trouve annéxée: Mais vu que la sublime Porte s'engage de réprimer les habitans de vieux Orsova, et de pourvoir, à ce que de leur part il soit désormais soigneusement évité tout acte contraire aux devoirs du bon Voisinage, à la tranquillité des états de Leurs Majestés Impériale et Impériale Royale Apostolique, et à l'ordre y établi, il a été convenu, que les limites des deux Empires, dans la partie ci-dessus mentionnée, resteront dans l'état, où elles se trouvent actuellement.

1775 Ces quatre Articles ayant été conclus et réglé selon la teneur ci-dessus, dans la vue d'affermir et consolider de plus en plus les liens de la parfaite Union et sincère Amitié, qui régnent si heureusement entre les deux Empires, et afin, qu'en écartant relativement aux frontières respectives tout différend et toute altercation, contraires à l'affection du bon Voisinage, la bienveillance réciproque soit préservée de tout changement et de toute altercation, et comme ainsi il ne doit plus rester désormais aucun sujet de contestation, concernant les Domaines et les limites des deux Cours, à cet effet, et pour l'exacte et fidelle observation des quatre Articles, tels qu'ils se trouvent exprimés au long ci-dessus: Nous François Marie Baron de Thugut, Conseiller Aulique Actuel, Internonce et Ministre Plénipotentiaire de Leurs Majestés Impériale et Impériale Royale Apostolique, en vertu des Pleinpouvoirs qui nous ont été donnés par leurs susdites Majestés, avons signé le présent Instrument authentique, et y avons fait apposer le Cachet de nos Armes, pour être échangé contre un Exemplaire ecrit en langue turque, signé et scellé en dûe forme par le très-Excellent et Magnifique Suprême Vizir de l'Empire Ottoman, Yzzet Mehmed Pascha, en vertu de ses Pleinpouvoirs, et de l'absolue et libre puissance, qu'il tient de son Ministère.

Fait à Constantinople le sept Mai, l'an mille sept cent, soixante et quinze.

(L. S.) *François Marie, Baron de Thugut.*

35.

23 Septembre 1775.

Convention entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. l'Impératrice Reine de Hongrie pour régler la division de biens situés dans les États de S. M. Sarde, et appartenants aux colléges des Jésuites situés dans le Duché de Milan.

(Traités publics de la maison royale de Savoie, Turin 1836, t. V, p. 304.)

Nel dare esecuzione al Breve Pontificio, per cui fu abolito l'Instituto Regolare della Compagnia di Gesù fattasi attenzione, che il Collegio di detti estinti Religiosi, denominato di Brera nella Città

di Milano, e quello di Gesù esistente nella Città di Pavia, erano 1775
dotati di varii beni e redditi, situati negli Stati di Sua Maestà il Re di Sardegna, de' quali ne ha la Maestà Sua fatto prendere possesso in Suo Reggio nome, sulle rappresentanze fattele per parte di Sua Maestà l'Imperatrice Regina d'Ungheria e Boemia, accordò, che detti beni e redditi concorrere dovessero per via di un proporzionato contributo con quelli esistenti nella Lombardia Austriaca, ed appartenenti alli suddetti Collegi, tanto alle spese di mutazione d'abito, sequestri, presa di possesso, viatici, ed altre somiglianti, occorse in tempo dell'esecuzione del succeduto Breve, quanto a quelle delle successive pensioni vitalizie a ciascuno degli Ex-Gesuiti nel predetto tempo legittimamente stanziali ne' due summentovati Collegi.

E siccome fu fatto presente a Sua Maestà Sarda, cho la casa di San Fedele di Milano, come professa, secondo l'Instituto dell' estinta Società non poteva possedere sorta veruna di beni, e che le pochissime rendite provenienti da legati fatti a quella Casa, parte eziandio de' quali erano affetti da rispettivi pesi, erano anche nel loro complesso insufficienti alla sussistenza do' Soggetti, che stanziavano, si è per parte di Sua Maestà aderito, che i beni situati ne' Regii Suoi Stati, e di ragione de' mentovati Collegi di Brera e del Gesù, concorressero anche per gl' Individui di detta Casa di San Fedele, con quella stessa proporzione, con la quale concorrebbero tutti gli altri Collegi, e Case della Lombardia Austriaca.

Per ridurre ad esecuzione questa intelligenza restava necessario il liquidare le rendite provenienti a' summentovati Collegi e Case da' rispettivi beni situati in entrambi gli Stati ricavandolo da' libri d'entrata, e di maneggio, e scritture relative, e calcolandone in deduzione i pesi tanto intrinseci, quanto estrinseci, onde ne risultasse il rispettivo liquido spendibile.

A tale oggetto furono deputati per parte del Governo di Milano Monsignor Don Michele Daverio, Economo Generale nella Lombardia Austriaca, e per parte di Sua Maestà il Re di Sardegna, e si è trasferito a Milano, il signor Conte Antonio Maria Caccia di Romentino, in oggi Intendente Generale di Alessandria. Attesero essi allo spoglio de' libri di maneggio, ad entrata del Collegio di Brera per i beni esistenti nella Lombardia Austriaca, e di quelli del Gesù di Pavia trattantochè per ordine di Sua Maestà Sarda fu formato e trasmesso un ricavo esatto d'introito ed uscita, ragguagliato a novennio per rispetto de' beni di Galliavola, ed a decennio riguardo a' beni di Ponzana, situati ne' Regii Suoi Stati, ed appartenenti al Collegio di Brera.

1775 Il risultato di questi spogli si è quello che con le altre operazioni e conteggi, regolati a seconda delle massime concertate, ed eseguite per mezzo della perizia, s'inserisce nel presente Atto, come parte essenziale del medesimo.

Risultando quindi rilevare le rendite liquide del Collegio di Brera nello Stato Austriaco all' annua somma di lire quaranta due mila cento una, e soldi sedici, e le altre dello stesso Collegio nella Stato Sardo ad annue lire sessanta due mila ottocento ottanta due soldi sei denari undici, e quelle del Collegio di Gesù di Pavia in Istato Austriaco lire mille duecento tre e denari tre, e nello Stato Sardo lire sette mila quattro cento cinquanta sette soldi quindici denari sei, moneta di Milano, considerata e calcolata col ragguaglio del Zechino Gigliato a lire quindici di detta moneta, ed intraprese a formare il conto di proporzione per determinare la quota del Contributo desumibile da' rispettivi redditi alle pensioni vitalizie degli Ex-Gesuiti stanziati già legalmente nelle suddette rispettive Case e Collegi.

Diedesi pertanto la mano a calcolare l'ammontare delle suddette pensioni, regolate sul piede prescritto da Dispacci di Sua Maestà l'Imperatrico Regina di annue lire mille ed ottanta per ciascun Sacerdote toccante il sessantesimo anno di età, annue lire settecento e venti per ogni pur sacerdote, qual non giunga a detta età, annue lire 576 per ogni Laico toccante il sessantesimo anno, come sopra, ed annue lire 432 per ognuno di essi al di sotto di detta età.

Per osservare la dovuta distinzione insinuata dalla diversità del concorso, o sia pluralità delle quote contribuenti, si principiò dal calcolare le pensioni corrispondenti agl' Individui, che stanziavano nella Casa Professa di San Fedele, affine di farne il riparto in proporzione sopra tutte le entrate de' Collegi e Case della Lombardia Austriaca, non meno che sopra quelle appartenenti a' Collegi di Brera e del Gesù, derivanti da beni negli Stati di S. M. Sarda, epperò chiamati in disamina gli Stati rappresentanti i redditi di tutti li succennati Collegi, si osservò, che il Collegio de' Nobili di Milano ben lontano di poter concorrere alla sostentazione de' soggetti stanziati in S. Fedele, non era tampoco in forze di contribuire nulla alla sostentazione di quelli che ivi in esso Collegio al tempo dell' intimazione del Breve trovaronsi legalmente stanziati.

Attesa questa osservazione si è concertato, che anche i soggetti stanziati nel Collegio de' Nobili fossero annoverati nel calcolo delle Pensioni distribuibili a carico di tutte le entrate delle Case

della Lombardia Austriaca, e di quello eziandio a proporzione 1775
provenienti da beni esistenti negli Stati di S. M. Sarda, lo stesso praticando rispetto ad una piccola porzione mancante al compito delle Pensioni corrispondibili ai soggetti del Collagio di Pavia.

Conteggiate adunque le pensioni corrispondenti al numero ed all' età degli Ex-Gesuiti stanziati all' epoca suddetta nella Casa di S. Fedele, e Collegio de' Nobili, detratti i pochi redditi restanti alla Casa, e Collegio suddetti, risultarono mancanti al loro compimento lire ventotto mila duecento venti, seldi 15, denari 9, comprese lire 92, soldi 15, denari 9, mancanti al compito delle Pensioni per Pavia, e rilevando i redditi di tutto l'Asse Ex-Gesuitico esistente nella Lombardia Austriaca secondo la liquidazione concordata a lire 109.359, soldi dieci, e denari uno, e quelle provenienti da beni di Brera in Istato Sardo, a lire sessanta due mila 882, soldi sei, denari uno, furono distribuite sopra detti redditi di lire 28.220, soldi 15, denari 9, in regola di proporzione, cosicchè risulta toccarne alle lire 109.359, soldi 10, denari 5, degli Stati Austriaci, lire diecisette mila 917, soldi 17, denari 10, ed alle lire 62.882, soldi sei, denari 11, dello Stato Sardo, lire 10.302, soldi 17, e denari 11. Ripartite poi par l'effetto di cui infra, le lire 17,917, soldi 17, denari 10, in proporzione sopra le entrate di tutto l'Asse Ex-Gesuitico dello Stato Austriaco, risultò toccarne a Brera per suoi redditi in detto Stato lire 6.898, denari 8, e come meglio da' rispettivi calcoli, che per maggior chiarezza s'inseriscono nel presente atto, come parte essenziale del medesimo.

Fatte le succenate detrazioni per le pensioni di S. Fedele, e Collegio de' Nobili e di Pavia, da' redditi del Collegio di Brera provenienti da beni di amendue gli Stati, cioè dalle lire sessanta due mila ottocento ottanta due, soldi 6, denari 11, dello Stato Sardo, di lire dieci mila tre cento due, soldi 17, denari 11, e dalle lire 42.101, soldi 5, denari 6, dello Stato Austriaco, di lire 6.898, denari otto, vengono residuarsi i primi in lire 52.579, soldi 9, ed i secondi in lire 35.203, soldi 4, denarl 10.

Onde calcolato l'ammontare delle pensioni corrispondenti al numero ed all' età de' soggetti, che all' intimazione del Breve si trovarono legalmente stanziati nel Collegio di Brera, e visto ascendere a lire 42.480, distribuite queste in proporzione sopra gli avvisati residui, risulta toccarne alle lire 52.579, soldi 9, reddito dello Stato Sardo, annue lire 25.444, soldi 7, denari 2, ed alle lire 35.203, soldi 4, denari 10, reddito dello Stato Austriaco annue lire diecisette mila trenta cinque, soldi 12, denari 10.

1775 Ne' suddetti riparti non furono considerati i redditi liquidi del Collegio di Pavia, perchè riconosciuti insufficienti al compito delle pensioni corrispondenti al numero, ed età de' soggetti ivi stanziati, per modo che fu d'uopo di trarne il supplemento dalle entrate delli altri Collegi e Case della Lombardia Austriaca.

Se ne fa però il dovuto caso nell' infrascritto epilogo del totale desumibile da' redditi provenienti da' beni di dominio Sardo, qual si conchiude come infra.

Da premessi calcoli viene adunque a conseguirne, che il contributo prestabile da S. M. Sarda sopra i redditi de' Collegi di Brera, o del Gesù, provenienti da' beni di suo Reale Dominio, consiste per la porzione delle pensioni de' soggetti di S. Fedele, Collegio de' Nobili, e supplemento per Pavia, lire dieci mila trecento due, soldi diecisette, denari 11; per le pensioni de' soggetti che stanziavano in detto Collegio del Gesù di Pavia, lire sette mila quattro cento cinquanta sette, soldi 15, denari 6; per le pensioni di quelli di Brera lire 25.444, soldi 7, denari 2; più altre lire 772, soldi 1, denari 2, importo redditi della donazione Albergata, e legato Busca per le scuole di Pavia, incorporati nella sostanza di quel Collegio in Dominio Sardo, che in tutto montano a lire 43.977, soldi uno, denari 9, con avvertenza che le lire settecento settantadue, soldi 1, denari 2, riguardate come peso intrinseco e permanente inerente a' beni del Collegio di Pavia esistenti negli Stati di S. M. il Re di Sardegna, debbono continuare a pagarsi in perpetuo per l'esercizio delle scuole di quella Città, sinattantochè per parte di S. M. Sarda non si determini di affranchire detti beni, mediante lo sborso del capitale corrispondente in regola del tre per cento, ed in monete valutate secondo il ragguaglio adottato nella presente convenzione, e con riguardo pure che rispetto alle altre partite debbono rimaner salve le variazioni, che naturalmente debbono col tratto del tempo succedere ora in aumento, ed ora in diminuzione di mano in mano rispettivamente che i Pensionisti o toccheranno l'anno sessantesimo di loro età, o cesseranno di vivere, o per qualunque altro titolo, esclusi rimanessero dal sussidio delle pensioni.

Alla contingenza delle quali variazioni ponendo mente, che non potrà più reggere il sovra fissato numerico contributo, videsi che sarebbe stato opportuno il designarlo per via di espressione di parte aliquota, piuttostochè per quella adottata di numerica quantità; ma riconoscintosi ciò ineseguibile per ragioni delle frazioni concorrenti nelle rispettive porzioni, si è pensato di supplirvi, con ritenere per punti fermi e stabili per le future addi-

zioni, o riduzioni, che occorreranno. Per le pensioni distribuibili 1775
sopra il totale delle entrate de' Collegi, e Case della Lombardia Austriaca, con il concorso de' redditi provenienti dalli Stati di S. M. il Re di Sardegna, il reddito per la parte Austriaca di lire cento nove mila 359, soldi 10, denari 1, e per la parte Sarda di lire 72.882, soldi 6, denari 11. Per le pensioni poi alli Soggetti di Brera, distribuibili sopra i residui redditi d'esso Collegio, si è ritenuto per ora, ed allo Stato attuale per la parte Sarda, il reddito ridotto in lire 52.579, soldi 9, e per parte Austriaca quello di lire 35.203, soldi 4, denari 11, la qual base si è soltanto provvisionalmente adottata, perchè la prededuziono dello pensioni per li soggeti di S. Fedele, e del Collegio de' Nobili, essendo variabile nelle future contingenze dovrà in proporzione nel tratto successivo variarsi la base medesima.

Altro oggetto si fece presente alli suddetti Delegati, e consiste, e riguarda il determinare l'applicazione di varii redditi che sopra i Monti di Milano, ed altrove negli Stati della Lombardia Austriaca si trovarono all'intimazione del Breve, e sua esecuzione, ad avere diversi Collegi e Case de' Gesuiti negli Stati di S. M. il Re di Sardegna. Appartenavano questi alli Collegi di Allessandria, Arona, Castelnovo di Scrivia, Nizza, Novara, Vercelli, e Collegio Vecchio di Torino nella somma capitale tra tutti di lire 290.397, soldi 13, denari 10, producenti allo diverse ragioni di reddito al tre e mezzo, al tre ed al due per 100 il totale reddito di lire 6.002, soldi 3, denari 8, calcolando, o comprendendo il reddito delle lire 15.200 del Collegio di Novara sopra le Banche civili di Milano in lire 304 al 2 per 100, e non comprese le lire 3.720 di capitale, producenti di annuo reddito lire cento trenta, soldi 4, sopra il Monte nuovo di Santa Teresa, nella classe dello ammortizzazioni, di cui se ne parlerà inferiormente.

Si è rilevato per parte di S. M. il Re di Sardegna, che porzione de' succenati redditi era affetta da pesi di legati, messe, missioni, ed altre opere pie, che continuar doveano ad adempiersi, e se ne recarono i riscontri in un promemoria, nel quale riferivasi ancora con relazione a ricapiti autentici, che lire 59.974, soldi 2, denari 4, di ragione del Collegio di Nizza, erano state assegnate a quel Collegio, nella di lui fondazione, con il patto di riversibilità, all'assegnante, o suoi successori, in diversi casi, ne' quali restava virtualmente contemplato l'avvenuto della soppressione dell' Instituto, e lire 15.859, soldi 6, denari 10, appartenenti al Collegio d'Arona, erano prezzo di giardini e molini occupati, e distrutti in servizio di quella fortificazione, onde si è pro-

1775 posto di farne una separaziono tanto in redditi, quanto in capitali per la loro corrispondenza, qual fosse correspettiva ai pesi e titoli, come sopra veglianti, e de' restanti fu detto, che conveniva determinare un adeguato contributo dell' ammontare di essi redditi insieme agli altri di que' Collegi alla prestazioni degli Ex-Gesuiti in essi legalmente stanziati.

La massima essendo stata concordemente abbracciata si stimò opportuno per iscansare le lunghe indagini di un difficile conteggio, che avrebbe fatto mestieri per farne un'esatta applicazione, di prendere un temperamento equitativo, onde si è concordato, che in correspettivo de' pesi, e titoli permanenti, e veglianti dedotti nel citato Promemoria, si cedano in proprietà alle Amministrazioni degli infrascritti Collegi, le infrascritte porzioni capitali coi loro redditi corrispondenti, cioè per rispetto al Collegio d'Allessandria per le due Feste di S. Paolo e S. Onofrio, Legato di Olivero Panizzone Sacco di capitale sopra il Monte di Santa Teresa al 2 per 100, lire 10.000, di reddito lire 200; all'amministrazione di Collegio di Arona in reintegrazione del prezzo de' giardini e molini occupati, e distrutti per la fortificazione sopra il Monte Santa Teresa a 2 per 100, capitale lire 15.859, soldi sei, denari 10, reddito lire 317, soldi 3, denari nove; a quella di Collegio di Castelnuovo Scrivia per le Missioni in genere ordinate dal fu Gio. Ferrario, di capitale sopra il Monte Santa Teresa a 2 per 100, lire 15.000, reddito lire 300, ed in correspettivo del Legato Albrignano sopra il Banco di S. Ambrogio a 2 per 100, capitale lire 5.700, reddito lire 114; a quella del Collegio di Nizza, per il patto di riversione convenuta nella fondazione da Ponzio Ceva per istromento 15 novembre 1605, rogato Gargario, sopra il Monte Santa Teresa a 2 per 100, capitale lire 59.974, soli 2, denari 10, reddito lire 1199; a quella del Collegio di Novara per i Legati Carione e Brambilla, sopra il Banco di S. Ambrogio, a 2 per 100, capitale lire 6.700, reddito lire 134, ed in conto altri Legati pervenuti a carico di quel Collegio, con l'eredità Cid sopra il Monte di S. Teresa a 2 per 100, capitale lire 6.000, reddito lire 120; finalmente a quella del Collegio di Vercelli per il Legato della vedova Dionigi, a quella Sacrestia sopra il Banco di S. Ambrogio, a 2 per 100, capitale lire 3000, reddito lire 70, constituenti in tutto di capitale lire 122.233, soldi 9, denari otto, e di redditi lire 2.444, soldi 3, denari 9; e più a favore delle Amministrazioni dei suddetti Collegi di Novara ed Arona, di capitale sopra il Monte di Santa Teresa nella classe delle amministrazioni lire 2.480, due terze parti d'un capitale di lire 3.720

disposto da certo Santoni a benefizio delle Chiese di Arona, Novara e Pavia, e di reddito a 3 e mezzo per 100, lire 86, soldi 13, denari 4. 1775

Per li quali capitali e redditi corrispondenti si darà dal Regio Economato generale di Milano l'opportuno assenso costante in valida forma per ispuntare in testa delle sovra accenate Amministrazioni le opportune cartelle ed intestazioni a libri de' suddeti rispettivi Monte e Banco, e sopra li restanti redditi rilevati annue lire 3.557, soldi 11, si è per via di temperamento concordato che si contribuiscano alle Amministrazioni de' suddetti Collegi in massa annue lire 757, soldi 11, per il corso di 30 anni, dal contarsi coll' inclusione dello scorso 1774, in correspettivo di quel contributo, che detti redditi prestar dovrebbero alle Pensioni degli Ex-Gesuiti, che vi stanziavano.

In coerenza delle sovradettate massime restava ad appurarsi l'ammontare de' frutti mobili, ed arredi, crediti maturati, e contanti ritrovati in essere al tempo dell' esecuzione del Breve ne'summentovati Collegi di Brera e di Pavia in amendue gli Stati, per ridurne il contributo alle spese di presa di possesso, mutazioni d'abito, viatici e pensioni temporanee, cessate con la scadenza di dieci mesi, accordate a Chierici stanziati in detti Collegi, e simili in tale contingenza occorse; ma per evitare una liquidazione, quale sarebbe stata di lunga e difficile indagine, fu proposto dall' Economato generale di Milano per il più opportuno, che le rispettive Parti si assolvessero reciprocamente dal contributo de' rispettivi succenati effetti, appropriandoli al rispettivo vacante, e così ritenesse il vacante Austriaco li suddetti effetti in compenso delle spese, cui ha soccombuto nella presa di possesso, viatici, vestiarii, e pensioni temporanee, cessate ed estinte come sopra con la scadenza di luglio del anno scorso 1774, dimodochè il contributo non abbia ad aver effetto, che per le pensioni a' Sacerdoti e Laici, che comminciarono a decorrere col primo di ottobre dell' anno 1773.

A questa proporzione essendosi prestata S. M. il Re di Sardegna per vieppiù comprovare la più volte significata sua disposizione a facilitare i disimpegni, persuasa d'incontrare presso il Governo di Milano uguale corrispondenza in ogni opportunità, altro non rimane se non se dalle premesse narrative dedurre, e specificare gli articoli, che avranno a formare, e forman di fatti il corpo e la sostanza della concordata Convenzione.

Quindi è, che rispettivamente autorizzati dalle L. L. M. M. gl'infrascritti Ministri, cioè: per parte di Sua Maestà l'Imperatrice Re-

1775 gina Duchessa di Milano ec. ec. l'Illustrissimo et Eccellentissimo Signore Conte Carlo di Firmian, di Cronmetz, di Meggel e Leopoldscron ec. o per parte di S. M. il Re di Sardegna l'Illustrissimo Signor Marchese d'Aigleblanche Angelo Maria Carron di S. Tommaso ec. ec., in vigore delle rispettive plenipotenze reciprocamente communicate, e da registrarsi al piè della presente Convenzione, sono convenuti nei seguenti articoli.

I. Cho con i redditi di tutti i Collegi e Caso della Lombardia Austriaca, compresi quelli cho provengono da beni situati negli Stati di S. M. il Re di Sardegna, vengano dal primo Ottobre doll' anno scorso 1773 per via di proporzionato contributo pagate le pensioni a' Sacerdoti, e Laici Ex-Gesuiti stanziati all' intimazione del Breve di sopressione della loro Compagnia nella Casa Professa di S. Fedele, e Collegio de' Nobili della Città di Milano, e più si supplisca con tutti detti redditi al poco che manca per compimento delle Pensioni corrispondenti al numero ed età degli Ex-Gesuiti, come sopra, stanziati nel Collegio di Pavia.

II. Che montando le entrate de' Collegi e Case del Dominio Austriaco a lire 109.359, soldi 10, denari uno, compresevi lire quarante due mila cento una, soldi 5, denari 6, che vi contribuisce il Collegio di Brera per li suoi beni di Dominio Austriaco, e nello Stato Sardo, appartenenti già al medesimo Collegio, a lire sessanta due mila ottocento ottanta due, soldi sei, denari 11, dell'importo delle suddette pensioni, rilevanti lire 28.220, soldi 15, denari 9, compreso il supplemento per Pavia, restano pagabili sopra i redditi dello Stato Austriaco lire 17.917, soldi 17, denari 10, e sopra quelli dello Stato Sardo lire 10.302, soldi 17, denari 11.

III. Che delle dette lire 17.917, soldi 17, denari 10, toccandone a'redditi di Brera Austriaci lire 6.898, denari 8, queste detratte dalle lire quaranta duo mila cento una, soldi 5, denari 6, residua il reddito di detto Collegio nello Stato Austriaco a lire 35.203, soldi 4, denari 10, come pure detratte dalle lire sessanta due mila ottocento otantadue, soldi 6, denari 11, reddito di detto Collegio in Istato Sardo, le lire 10.302, soldi 17, denari 11, si restringono que' redditi a lire cinquanta due mila cinquecento settanta nove, soldi nove.

IV. Che ripartite le lire 42.480 ammontare delle pensioni corrispondenti all' età, e nnmero dei soggetti di Brera sopra detti residui di quel Collogio, risulta al residuo redditi dello Stato Sardo di lire 52.579, soldi 9, toccarne liro 25.444, soldi 7, denari 2, ed allo lire 35.203, soldi 4, denari 10, residuo redditi in Istato Austriaco liro dieci sette mila e trenta cinque, soldi 12, denari 10.

V. Che tutto il desumibile dagli Stati di S. M. il Re di Sardegna rileva in una parte per il concorso alle Pensioni di S. Fedele, e Collegio de' Nobili, e residuo di Pavia, lire 10.302, soldi 17, denari 11; per quelle del Gesù di Pavia lire 7.457, soldi 15, denari 6; e per quelle di Brera, lire 25.444, soldi 7, denari 2; e per i redditi della Donazione Albergata, e Legato Busca, incorporati nei beni del Collegio di Pavia di Dominio Sardo, ed affetti del peso di quelle Scuole, lire 772, soldi 1, denari 2, e così in totale lire 43.977, soldi 1, denari 9. 1775

VI. Che dette lire 43.977, soldi 1, denari 9, promette il predetto Illust° ed Eccell^{mo} Signor Marchese d'Aigleblanche, che per ordine di S. M. il Re di Sardegna si faranno pagare annualmente, e più o meno, secondo le contingenze, ritenute le sovradettate proporzioni in 3 rate uguali, cioè la prima nella scadenza d'aprile, la seconda colla scadenza di agosto, e la terza col finir del mese di dicembre nella città di Torino, ed a mani e con quittanza di persona, che in valida forma verrà dal Governo di Milano accreditata.

VII. Che un mese prima della scadenza dell' ultima rata sarà trasmesso alla Real Corte di Torino per parte del Governo di Milano il bilancio dell' importo delle Pensioni, vegliante in atto, ed adattato alle variazioni occorse pendente l'annata tanto in aumento, quanto in diminuzione, verificato dagli opportuni certificati di soppravvivenza, decesso, età, inclusione, ed eclusione de' Pensionisti dal sussidio delle Pensioni, di modo che nell' ultima rata pagabile in fine d'ogni dicembre possa effetuarsi il conguaglio del più o meno pagato nelle rate antecedenti.

VIII. E per meglio facilitare un tal conteggio, fatta attenzione, che sarebbe difficile il regolarlo, attenendosi strettamento a diversi tempi, ne' quali si anderà verificando riguardo a' Pensionisti l'età sessagenaria, si avrà per fisso il giorno primo di ciascun mese d'ottobre per considerare per sessagenario chiunque entro l'anno avrà toccata detta età.

IX. Che per i riparti contingibili si ritengano ad oggetto di regolare la proporzione de' contributi per punti fermi e stabili l'ammontare de' redditi sovra stabiliti, cioè per lo Pensioni caricabili a tutte le Case e Collegi per la parte Austriaca lire 109.359, soldi 10, denari 1, e per la parte Sarda lire 72.882, soldi 6, denari 11; per quelle poi distribuibili sopra i residui rispettivi del Collegio di Brera, si riterrà bensì per base per ora per la parte Sarda la somma di lire 52.579, soldi 9, per la parte Austriaca quella di lire 35.203, soldi 4, denari 10, ma salve saranno sem-

1775 pre le variazioni rispetto a questa base provvisionale di sopra accennate nell' enunziativa al § *Alla contingenza.*

X. Che dette somme s'intendono calcolate e conseguentemente pagabili in moneta di Milano, ed in valuta ragguagliata del valore, che si attribuisce al zecchino gigliato di lire 15 di detta moneta.

XI. Il suddetto Illust^mo ed Eccell^mo Signor Conte di Firmian per parte del Governo di Milano conviene e promette di prestare l'assenso apparente in valida forma per ispuntare da' Direttori del Banco di S. Ambrogio, e Monte di Santa Teresa, le opportune cartelle e far seguire le intestazioni a' rispettivi libri a favore delle Amministrazioni de' Collegi di Dominio Sardo, mentovati nelle precedenti narrative nel § *Si è rilevato,* per i capitali, e redditi sopra detti Banco e Monte ivi dettagliati, ed in oltre conviene, e promette, che il Governo predetto darà gli ordini opportuni agli Amministratori di detti Monte e Banco per la corrispondenza a' detti collegi, e loro rappresentanza in massa per il corso di 30 anni inchiuso lo scorso anno 1774, annue lire 757, soldi 11, moneta di Banco il tutto a mani e con quittanza di chi verrà per tal fine dalla Corte di Torino debitamente autorizzato.

XII. Dal calcolo de' pesi considerati in deduzione de' redditi del Collegio de' Nobili si sono detratte annue lire 240, ammontare degli interessi convenuti a carico di detto Collegio per la capitale somma di mille scudi sovvenuti dal fu Ex-Gesuita Marchese Abate Girolamo Pallavicini, e parimente da somigliante calcolo di pesi conteggiati in deduzione de' redditi del Collegio di Pavia in Istato Austriaco si sono pur dedotte lire 105 interesse di due capitali di Gigliati 100 cadauno al tre e mezzo per 100 dallo stesso Ex-Gesuita Pallavicini a detto Collegio sovvenuti sul riflesso, che le sovvenzioni, che facevansi da' Gesuiti Professi alle loro Case, e Collegi, risolvevansi in semplici vitalizzii, onde cessa al loro decesso ogni debito. Nulla però di meno, sentendosi, che dagli eredi di detto Ex-Gesuita defunto dopo la sopressione dell' Instituto si pretende di conseguire detti crediti, si conviene, che, qualora vengano loro giudizialmente attribuiti, debbano rientrare a formar peso alle rispettive sostanze, che per ora ne rimangono allegerite, ed operare la corrispondente diminuzione de' rispettivi redditi.

XIII. Essendo nella traccia del presente negoziato apparse le sostanze de' Collegi di Brera e Pavia affette da alcuni annui pesi di Messe anche quotidiane, ne fu ne' calcoli fatta la deduzione da' redditi delle rispettive possessioni, che si riconobbero direttamente caricate. Si conviene pertanto, che ne debbano in per-

petuo subire il peso quelle possessioni medesime, che negli inseriti calcoli sentono il profitto delle deduzioni. Ma quanto al diritto di nominare i Sacerdoti che le dovranno celebrare, ed alla facoltà eziandio di concederle in titolo, ciò sarà riservato a quello de' due Governi nel di cui distretto si troverà prescritta da più fondatori la celebrazione di dette Messe, non ostante che per la ragione delle possessioni affette da detti pesi spettasse all' altro Governo di farne pagare le limosine; e lo stesso si praticherà rispetto alle Messe ordinate dal fu Nicolao Agosti dette dell' Opera Pia Agosti, riguardo alle quali, quantunque i beni che vi sono direttamente obbligati sieno situati nel territorio di Salo Oltre Po Pavese di Dominio di S. M. Sarda, qualora consti, che il Testatore ne abbia prescritta la celebrazione in luogo soggetto al Dominio Austriaco, spetterà al suddetto di nominare i Sacerdoti celebranti, ed eziandio di concederle in titolo, e sopra i certificati che in forma provante verranno da' celebranti esibiti alli Economi ed Amministratori delle sostanze che ne sono affette, in giustificazione tanto delle celebrazione di dette Messe, quanto della commissione di celebrarle, o del titolo, li suddetti ne corrisponderanno la dovuta elemosina. 1775

XIV. Dal Governo di Milano verranno pagate o compensate all' Amministrazione de' beni de' Collegi di Brera e di Pavia situati negli Stati di S. M. Sarda per una volta tanto lire, 4.604, soldi 12, denari 7, moneta suddetta di Milano, e secondo il ragguaglio adottato nel presente Atto, alle quali ascendono diversi debiti ritrovati in essere per causa d' Amministrazione precedente all'intimazione del Breve rispetto alle dette possessioni, e beni, convenendosi pure per parte di S. M. il Re di Sardegna somigliante reintegrazione verso il vacante Austriaco in pari circostanze di crediti per causa d'amministrazione od anticipazione, che risultassero esatti, o fatte in favore del vacante Sardo co' redditi dello Stato Austriaco.

XV. In questa Convenzione, e conteggio relativo, s'intenderà tutto quello che doveva comprendersi ad oggetto di determinare il contributo, di cui si è agito, cosicchè di qualunque effetto, ancorchè non fosse espressamente motivato, saranno in libertà i rispettivi Governi d' usarne, ed applicarli, come meglio stimeranno, dichiarando altresì essersi avuti presenti, e contemplati, o provvisto a tutti gli oggetti, a cui si dovea estendere il contributo, di maniera che le pretensioni reciprocamente dedotte nel corso di questa trattativa si intenderanno risolte, per essersi avuto ad ogni cosa il conveniente riguardo.

1775 XVI. Fra giorni 30 prossimi S. M. Sarda farà pagare a mani come sopra, la somma che in regola di proporzione risulterà dovuta per le pensioni de' Sacerdoti, e laici decorse dal primo ottobre 1773 in avanti.

XVII. Saranno rimesse dal Governo di Milano a chi sarà opportunamente autorizzato da S. M. Sarda, le scritture e documenti esistenti già negli archivi di Brera, e del Gesù di Pavia, relativi alli beni di Galliavola, e Ponzana, e rispettive adiacenze appartenenti al già Collegio di Brera, non meno che a quelli del già Collegio di Pavia situati nel suo Reale Dominio, e ciò nel termino di due mesi prossimi.

XVIII. In qualunque caso di molestia, od evizione, che alcuna delle parti contrattanti venisse col tratto del tempo a soffrire no' beni di rispettivo Dominio pendente la durata del contributo, si convengono rispettivamente l'una inverso dell' altra dell' opportuna indenizzazione proporzionata allo scapito che gliene arrivasse, cosichè abbiasi in tal contingenza in favore della Parte che verrà per causa, come sopra, a capitare, o diminuire la quota contribuibile in corrispondenza dell' ammontare del reddito, che le venisse evitto, notificandosi però la molestia, e si starà a tal riguardo alle sentenze e transazioni, che venissero date da' rispettivi Magistrati o fatte da' rispettivi Governi sopra gli effetti cadenti ne' vacanti di rispettiva pertinenza.

XIX. La presente Convenzione sarà ratificata da S. M. l'Imperatrice Regina, e da S. M. il Re di Sardegna, e si farà il cambio delle rispettive ratifiche nel termine di sei settimane, o più presto, se sarà possibile.

Milano li 23 del mese di settembre dell' anno 1775.

D'Aigleblanche. *Firmian.*

Ratifiée par S. M. Impériale le 14 novembre 1775.

36.

14 Octobre 1775.

Convention conclue entre le Roi de France, l'Empereur et l'Impératrice d'Autriche, concernant les Bénéfices réguliers dépendans des abbayes situées en France et dans les Pays-Bas Autrichiens à Bruxelles le 14 Octobre 1775. Ratifiée le 22 Octobre 1775. 1775

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 412. Dict. géograph. de l'Alsace, t. I, p. 423.)

Louis par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre: à nos amés et féaux les Gens tenant notre conseil souverain d'Alsace à Colmar: Salut. Notre très-cher et bien amé le sieur comte d'Adhémar, notre ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement général des Pays-Bas, auroit, en vertu des pleinspouvoirs que Nous lui en avons donnés, conclu, arrêté et signé le 14 Octobre de la présente année, avec le sieur comte de Neny, conseiller intime actuel de notre très-chère et très amée soeur et belle-mère l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohême, et de notre très-amé frère et beau-frère l'Empereur des Romains, muni pareillement de leurs pouvoirs, une convention concernant la jouissance de bénéfices réguliers dépendans des abbayes situées respectivement dans nos états et dans les pays-bas Autrichiens, laquelle convention nous avons ratifiée par nos lettres-patentes du 22 Octobre suivant: desquelles convention et ratification la teneur suit:

Louis par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre: A tous ceux qui ces présentes lettres verront: Salut. Comme notre très-cher et bien amé le sieur comte d'Adhémar, notre ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement des Pays-Bas, auroit, en vertu des pouvoirs que nous lui en avions donnés, conclu et signé avec le ministre, pareillement muni de pouvoirs, de notre très-chère et très-amée soeur et belle-mère l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohême, et de notre très-cher et très-amé frère et beau-frère l'Empereur des Romains, une convention concernant la jouissance pour les sujets de l'une et de l'autre domination, des bénéfices réguliers dépendans des abbayes situées respectivement en France et dans les Pays-Bas Autrichiens; de laquelle convention la teneur s'ensuit:

1775 Sa Majesté le Roi très-chrétien et Sa Majesté l'Impératrice, Reine apostolique ayaut pris en considération les inconvéniens que peut produire l'exclusion des sujets d'une domination de la jouissance des bénéfices réguliers situés sous l'autre, ainsi que les embarras auxquels los abbayes des deux dominations peuvent étre exposées par des difficultés sur la légalité des nnions des bénéfices qui en dépendent, et désirant de multiplier des plus en plus, parmi leurs sujets respeetifs, les fruits do la bonne et étroite intelligence si heureusement établie entr'elles; Nous, Jean-Balthasar, comte d'Adhémar, de Montfalcon, des premiers comtes d'Orango etc. ministre plénipotentiaire de Sa Majesté très-chrétienne auprès du gouvernement général des Pays-Bas, muui de ses pleinpouvoirs; et Nous, Patrice, comte de Neny, commandeur de l'ordre royal de Saint-Etienne, conseiller d'état intime actuel de l'Empereur et de l'Impératrice, Reine, chef et président du conseil privé de Sa Majesté Impériale apostolique aux Pays-Bas etc. muni pareillemeut de ses pouvoirs, sommes convenus des points et articles suivans:

Nomination aux prévôtés.

Art. I. Les abbés ou autres supérieurs des abbayes des deux dominations pourront désormais nommer librement pour les prévôtés, prieurés ou autres bénéfices réguliers dépendans de ces abbayes, qui ne donnent qu'une supériorité amovible à leur volonté, tels de leurs religieux légitimemont profès du chef-lieu qu'ils jugeront convenir, sans égard si ces religieux sont nés snjets de la Puissance sous la domination de laquelle les prévôtés, prieurés ou autres bénéfices réguliers sont situés.

Prévôtés en titre.

Art. II. Quant aux prévôtés, prieurés ou autres bénéfices réguliers qui sont en titre, et dont les abbés ou autrcs supérieurs des abbayes disposent pour la vie du titulaire, ils ne pourront y nommer que des religieux nés sujets du souverain sous la domination duquel les prieurés, prévôtés, ou bénéfices réguliers à titre sont situés, ou s'ils en présentoient quelques-uns qui fussent nés sous uue domination différente, ces derniers seront tenus, comme par le passé, de prendro des lettres do naturalité, avec lesdits bénéfiees.

Naturalisation des pourvus.

Art. III. Il est convenu expressément que, dans ce dernier cas, les pourvus desdits bénéfices en pourront prendre possession en vertu de la simple nomination des abbés collateurs, moyennant la formalité unique de réprésenter l'acte de leur nomination au tribunal supérieur du lieu où les bénéfices sont situés; qu'il

sera accordé le terme de six mois, à compter du jour de cette prise de possession pour impétrer des lettres de naturalité, et que ces lettres leur seront accordées sans difficulté sur la proposition des ministres respectifs. 1775

Enregistrement au tribunal supérieur.

Art. IV. A l'exception des cas énoncés à l'Art. II, les religieux nommés par les abbés ou autres supérieurs des abbayes en ayant le droit, pourront prendre possession des prévôtés, prieurés ou autres bénéfices réguliers dont il aura été disposé en leur faveur, moyennant la seule formalité de faire enregistrer auparavant l'acte de leur nomination au tribunal supérieur du lieu où les bénéfices sont situés, et l'enregistrement sera certifié par une simple note d'un des greffiers ou secrétaires du tribunal, couchée sur l'acte de nomination.

Religieux conventuels.

Art. V. Quant aux religieux conventuels, que les abbés envoyent dans les prévôtés et dans les prieurés, pour y demeurer sans qualité et sans être chargés d'aucune autorité ni administration, sous la direction des prévôts ou des prieurs, soit que ceux-ci soient en titre ou amovibles à volonté, il ne seront tenus à aucune des formalités prescrites par les Articles précédens; il suffira qu'ils soient religieux profès du chef-lieu, et qu'ils ayent été envoyés dans lesdits prieurés ou prévôtés par leur supérieur légitime.

Tous les droits conservés aux abbés.

Art. VI. Sa Majesté très-chrétienne et Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique n'entendent pas néanmoins que, par les Articles précédens, il soit apporté aucun changement ou innovation à la nature des diverses espèces de places, offices ou bénéfices, dont il y est fait mention, soit par rapport à leur amovibilité, ou par rapport à d'autres circonstances; à l'égard de quoi les abbés et supérieurs des maisons religieuses des dominations respectives demeureront dans les mêmes droits, usages et possession dans lesquels ils étoient avant la présente convention.

Incorporation des bénéfices sur le territ. de l'autre.

Art. VII. Les prévôtés, prieurés, ou autres bénéfices réguliers dépendans actuellement des abbayes d'une domination, mais situés sur le territoire de l'autre, seront tenus à perpétuité et en vertu de la présente convention, pour légalement et irrevocablement unis et incorporés auxdites abbayes; en sorte que, dans aucun temps, ni dans aucun cas, ces unions ou incorporations ne pour-

1775 ront être attaquées par qui que ce soit du chef d'aucun défaut quelconque, soit d'omission, de formalité ou autres.

Etendue de la convention.

Art. VIII. La présente convention aura son effet à l'égard de toutes les abbayes des Pays-Bas Autrichiens possédant des bénéfices réguliers, sous la domination françoise, dans quelque province du royaume qu'ils soient situés, et pareillement en faveur de toutes les abbayes soumises à la domination du Roi très-chrétien qui possèdent des bénéfices réguliers dans quelque province ou district que ce soit des Pays-Bas Autrichiens. Elle sera enregistrée de part et d'autre dans les cours et tribunaux supérieurs de justice, pour servir désormais de loi et de règle fixe et immuable à perpétuité.

Ratifications.

Art. IX. Les présens Articles seront ratifiés par les hautes parties contractantes, et l'échange des ratifications se fera dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, Nous, ministres plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi très-chrétien et de Sa Majesté l'Impératrice, Reine Apostolique, avons signé la présente convention, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Bruxelles, le 14 Octobre 1775.

(L. S.) Signé: *Le Comte d'Adhemar.*

(L. S.) Signé: *Neny.*

Nous, ayant agréable la convention ci-dessus en tous et chacun les points et Articles qui y sont contenus et énoncés, avons iceux, tant pour nous, que pour nos héritiers et successeurs, acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés, et par ces présentes, signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons; et le tout promettons en foi et parole de Roi, garder et observer inviolablement, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, en quelque sorte et manière que ce soit. En témoin de quoi, nous avons fait apposer notre scel à cesdites présentes.

Donné à Fontainebleau, le 22 jour du mois d'Octobre, l'an de grâce 1775, et de notre règne le 2.

Signe: *Louis.*

Et plus bas

Par le Roi,

Signé: *Gravier de Vergennes,* avec griffe et paraphe.

Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Et voulant assurer dans nos états l'exécution de ladite convention, et remplir, à cet égard, les engagemens que nous en avons pris. A ces causes, de l'avis de notre conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous vous mandons et ordonnons, par ces présentes, signées de notre main, que ces présentes, ensemble ladite convention et les lettres de ratifications y inserées, vous ayez à faire lire, publier et registrer, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens, et nonobstant tous édits, ordonnances, déclarations, lettres, arrêts, réglemens, usages, coutumes et autres choses à ce contraires, auxquels nous avons expressément dérogé et dérogeons par ces dites présentes, pour ce regard seulement, et sans tirer à conséquence: Car tel est notre plaisir. 1775

Donné à Versailles, le premier jour de Decembre, l'an de grâce 1775, et de notre règne le 2.

Signé: *Louis.*

Et plus bas

Par le Roi,

Signé: *Saint-Germain*, avec paraphe.

Enregistrées le 8 Juin 1776.

37.

9 Février 1776.

Convention de limites entre l'Impératrice Marie Thérèse et la République de Pologne. 1776

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 124.)

Soit notoire à tous et à chacun, qu'il appartiendra. Le Traité conclu à Varsovie en 1773, entre S. M. le Roi et la République de Pologne, et S. M. l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, n'ayant pas fixé d'une manière assez précise les limites de Leurs Etats, et les Commissaires envoyés de part et d'autre en conformité du dit Traité pour régler la démarcation sur les lieux, n'ayant pas pu convenir, ni achever leur ouvrage, à cause des difficultés survenues à l'égard de la différente inter-

1776 prétation des termes du II. Article de ce même Traité; S. M. le Roi et la Républiquo de Pologne et S. M. l'Impératrice Reine Apostolique ont vu avec une égale peine la continuation d'un différend aussi contraire à Leur intention, qu'aux liens de l'amitié, qui les unissent, et à la parfaite intelligence, qu'elles désirent de maintenir et de perpétuer entre les Pays ot Sujets de Leur domination. Pour prévenir donc désormais toute contestation pareille, et pour écarter à jamais tout sujet de difficulté par rapport aux dites limites, S. M. l'Impératrice Reine Apostolique ne consultant en cette occasion, que les mouvemens de Son Amitié inaltérable pour Sa Maj. le Roi et la République de Pologne, s'est portée à traiter à Varsovie des moyens d'un accommodement, par lequel, sans entrer de nouveau dans un long détail des discussions sur tous les points contestés, on convint de régler les limites de manière à assurer aux deux Hautes Parties contractantes, moyennant des compensations réciproques, la possession désormais tranquille et non disputée des terrains litigieux jusqu'ici. En conséquence et à fin de convenir d'un arrangement définitif et solide pour déterminer d'une manière claire et exacte les limites respectives des deux Etats, S. M. le Roi de Pologne, de l'avis du Conseil Permanent, autorisé à cet effet, et chargé par les Etats Confédérés de la diète de 1773, do traiter et de conclure les démarcations avec les Puissances Voisines, a nommé et député: André Stanislas Kotska Mladzieiowski Evêque do Posnanie et de Varsovie G. Chancelier de la Couronne; Michel Pr. Radziwill Castellan do Vilna; François Rzewuski Maréchal de la Couronne; Auguste Pr. Sulkowski Maréchal de l'Ordre Equestre au Conseil Permanent; Hyacinthe Ogrodzki Grand Secrétaire de la Couronne et du Département des affaires étrangères au Conseil Permanent: et S. M. l'Impératrice Reine Apostolique a désigné et spécialement autorisé le Baron Charles Rewiczky de Revisnye Commandeur de l'Ordre Royal do S. Etienne, Son Chambellan actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à la Cour de Pologne. Lesquels Plénipotentiaires en vertu de leurs Pleinpouvoirs échangés et reconnus de part et d'autre pour suffisans, après plusieurs conférences, qu'ils ont tenues ensemble, ont enfin accordé et arrêté les Articles suivans.

Le Bog servira de limite.

Art. I. Quoique le Traité de cession conclu en 1773, ait désigné les limites des Pays cédés à S. M. l'Impératrice Reine au delà du Bug, par les limites mêmes de la Russie Rouge faisant aussi les limites de la Volhynie et de la Podolie, Sa dite Majesté

cèdo à S. M. le Roi et la République de Pologne ce qu'elle a possédé jusqu'ici, en vertu du dit Traité sur la rive droite du Bug, depuis Uscilug, ou Rozyampol juqu'à la sortie de cette rivière des Confins de la Gallicie, de manière, que le Bug formera désormais une frontière naturelle depuis Hotubek, jusqu'au point, où il quitte les dits confins entre les Etats de S. M. l'Impératrice Reine et ceux de S. M. le Roi et la République de Pologne; bien entendu que la propriété de toute la rivière dans cette partie ensemble avec les Isles, demeurera à S. M. l'Impératrice Reine, sauf les stipulations du dernier Traité de commerce, quant à la libre navigation et passage, aussi bien que l'usage des moulins sur la rive droite, en tant que ces moulins ne porteront point de préjudice à la navigation, ni n'endommageront la rivo opposée. De plus, S. M. l'Impératrice Reine cède à S. M. le Roi et la République de Pologne tout le terrain depuis Muszyrowce jusqu'à Gontow, et ensuite les terrains entre Strzemiles, Stoianow, et entre ce dernier et Tartakow, le tout à la manière plus particulièrement désignée dans la Carte des limites signée par les Plénipotentiaires respectifs des deux Hautes parties contractantes, faisant partie de la présente convention, et suivant l'explication de la Note également signée jointe à la dite carte, contenant le détail précis des nouvelles limites des deux Etats. 1776

Art. II. S. M. l'Impératrice Reine consent en outre de déroger à la Clause de l'Article II du susdit Traité, en vertu duquel elle possède les Pays et districts y énoncés avec leurs appartenances, et cède à S. M. le Roi et la République de Pologne tout le terrain contenu entre ses limites actuelles, et une ligne tirée au dessus du vieux Zamosc sur Woyslawice au Bug, en suivant les limites de la Starostie de Dubienka, jusqu'à cette rivière; se réglant, sur ce qui se trouve distinctement marqué sur la susdite carte, et specifié dans la Note y jointe.

Lublin.

Art. III. Pareillement du côté de la Vistule les limites désignées par le Traité au de là du Confluent du San, et fixées en conséquence à Kozin, seront reculées, jusqu'à Popowice, ou à ses environs, selon la restriction de la Note susdite, et de là jusqu'à la rivière de Tense, d'où en suivant cette même rivière jusqu'au point, ou elle traverse les limites du Palatinat de Lublin, et de là les limites mêmes de ce Palatinat, jusqu'à Podlesie. S. M. l'Impératrice Reine céde à S. M. le Roi et la République de Pologne toute la partie du Palatinat de Lublin contenue dans les bornes

1776 tracées distinctement dans la susdite, et déterminées amplement dans la Note, qui lui sert d'explication.

Casimir.

Art. IV. Finalement la ville de Casimir située vis-à-vis do Cracovie dans une Islo formant la rive droite de la vieille Vistule est aussi rendue par la présente Convention à S. M. le Roi et la République de Pologne, et moyenant cette importante cession S. M. l'Impératrice Reino gardera avec la moitié du lit de la Vistule toutes les Isles, jusqu'aux nouvelles limites de la présento Convention, sauf toujours la libre navigation de part et d'autre, selon qu'elle se trouve stipulée dans le dernier Traité de commerce.

Navigation libre.

Art. V. Pour ne point géner la liberté de la Navigation sur les rivières, qui restent, ou deviennent limitrophes par le présent réglement des limites, l'on ne fera de part ni d'autre aucun ouvrage, qui y puisse étre contraire en aucune façon, ni l'on n'entreprendra rien, qui puisse détourner le cours des rivières, ou endommager une de deux rives. En échange il sera permis de construire d'un côté et de l'autro des ouvrages utiles, uniquement pour la conservation des rives et sans préjudice des rives opposées.

Réglement des limites par des ingénieurs.

Art. VI. Les Ingénieurs nommés des deux parts se rendront au *terminus a quo*, c'est à dire aux frontières de la Silésie sur le bord de la Vistule dans l'espace do six semaines à compter de la date de la présente Convention, pour régler et constater par tout les limites désignées cidessus, et en dresser conjointement la Carte la plus exacte, de manière, qu'à mesure qu'ils avanceront, et que les limites de S. M. l'Impératrice Reine Apostolique seront reculées, les terrains cédés seront effectivement rendus en toute propriété à S. M. le Roi et la République de Pologne. Quant aux revenus de ces mêmes Pays cédés, il est convenu, qu'ils seront bonifiés à Sa dite Majesté et la République de Pologne du jour de la date de la présente Convention, bien entendu, que c'est sur le pied des revenus, qui ont été perçus par la Pologne avant la prise do possession de 1772.

Renonciation à toutes prétensions.

Art. VII. Au moyen des arrangemens stipulés par la présente Convention pour affermissement à jamais inébranlable des possessions des deux Etats, et pour le maintien inviolable de leurs frontières, les Hautes Parties contractantes, ne pourront rien prétendre ni demander à l'avenir de part ni d'autre sous quelquo titre, ou prétexte, que ce puisse être, et les cessions et échanges

portés par ce réglement des limites, comprendront sans exception 1776
ni réserve tout droit de Souveraineté régale et autres, qui peuvent concerner les choses cédées tant pour le temporel, que pour le spirituel, sans préjudice toutefois des Articles séparés du traité de 1773.

En foi de quoi tous les points et Articles ci-dessus ayant été convenus et accordés de part et d'autre, lesdits Plénipotentiaires, en vertu de leurs Pleinspouvoirs ont arrêté la présente Convention, dont les ratifications seront échangées à la future diète de Pologne, et l'ont souscrite de leurs noms en y faisant apposer les cachets de leurs armes.

Fait dans la Ville de Varsovie le 9 Février 1776.

(L. S.) *Mladziejowski,* Evêque de Posn. G. Chanc. de Pologne.
(L. S.) *Le Baron de Rewiczky.*
(L. S.) *Michel Pr. Radziwill*, Castellan de Vilna.
(L. S.) *François Rzewuski*, Maréchal de la Cour.
(L. S.) *Auguste Pr. Sulkowski,* Maréchal du Conseil Permanent.
(L. S.) *Hyacinthe Ogrodzki,* G. Secrétaire de la Couronne et du Départ. des affaires étrangères au Conseil Permanent.

38.

9 Février 1776.

Acte par lequel l'Impératrice de Russie Catherine garantit la convention de démarcation conclue entre l'Autriche et la Pologne le 9 Février 1776.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Conséquement aux engagemens entre Nous, La Cour de Vienne et Celle de Berlin d'une part, et la République de Pologne de l'autre, il auroit été respectivement nommé des Commissaires pour la délimitation des possessions de chacune des dites trois Puissances et de celles de la dite République, et déjà dès le 4 du mois de Juillet de l'année derniere mille sept cent soixante quinze, les Commissaires, nommés de Notre Côté et ceux de la Sérénissime République, sont convenus, ont arrêté et fixé par un acte de convention la démarcation des limites de nos possessions et

1776 de celles de la République; pareillement le neuf février de la présente année mille sept cent soixante et seize, les Plénipotentiaires do la part de Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème et de celle de Sa Majesté le Roi de Pologne sont convenus, ont arrêté et fixé par un acto de convention la démarcation des limites, des possessions de Sa dite Majesté et de la République. Mais fauto d'nne autorisation suffisante aux Commissaires et Plénipotentiaires de la République et par une suite dos formes de Son gouvernement, la ratification des dits actes de convention ne peut s'en suivre et être donnée qu'à la prochaine Diète do la République. Sur quoi Leurs Majestés Impériale et Royale considérant ainsi que nous qu'il nous importe de nous prémunir contre toute incertitudo sur la ratification et exécution de nos dites conventions et cela se trouvant parfaitement analogue, tant à l'amitié qui Nous unit qu'à nos engagemens originaires sur les affaires de Pologne, Nous nous promettons foi et parole de Souverain par le présent acte, signé de nôtre main.

Que Nous donnerons l'instruction à Nos Ministres résidents à Varsovie de faire cause commune à la prochaine Diète, et d'employer tous leurs efforts pour l'obtention et délivrance effectives des ratifications des susdits actes de démarcation de nos limites avec la République, et que dès a present ne voulant pas que ces actes restent en suspends et tirent quelque incertitude de leur renvoi au bon plaisir de la République assemblée en Diète, Nous nous déclarons mutuellement quo nous les reconnoissons comme parfaits et consommés et nous nous en promettons et garantissons solemnellement l'exécution par le présent engagement réciproque échangé entre Nous.

En foi de quoi Nous l'avons signé de Nôtre main.

Fait à St. Petersbourg le 8 Mars 1776.

Caterine.

39.

12 Mai 1776.

Convention explicatoire de celle qui a été faite le 7 Mai au sujet de la cession de la Bucovine, signée à Constantinople le 12 Mai 1776. 1776

(D'après une copie digne de foi, qui se trouve aux Archives de cour et d'état de l'Autriche. La convention est citée dans l'art. 2. du traité de Szislow 1791.)

Etant survenu quelques doutes, difficultés et contestations entre les Commissaires destinés à la démarcation des limites, en conformité de la Convention conclue le 7 Mai 1775 entre la Cour Impériale et la sublime Porte, et ayant été jugé à propos de régler définitivement ces objets d'une manière convenable à la dignité des deux Cours, et à la parfaite et sincère amitié, qui subsiste entre elles, il a été tenu diverses conférences à Constantinople entre les Plénipotentiaires respectifs, dans les quelles les points contentieux amicalement discutés à différentes reprises, de plein gré, et d'un commun accord des deux Parties, il a été stipulé ce qui suit.

Primo. La Cour Impériale se désistant de la demande du Territoire de Chotzim jusqu'à l'endroit nommé Rohatin, l'on s'en tiendra aux limites, qu'a proposées en la dite Partie le Commissaire de la sublime Porte, conjointement avec les personnes choisies et deputées parmi les Habitans de Chotzim, sous la condition, que la sublime Porte s'engage à pourvoir de toute manière à ce que les habitans de Chotzim n'apportent point de trouble dans les règles établies pour la Quarantaine, s'abstiennent de toute violation des Frontières Impériales, et si les Habitans de Chotzim se montrant réfractaires contre toute attente, leur persèverance en de pareils excès se manifestoit, la Partie du Territoire de Chotzim jusqu'à Rohatin, sera amicalement et sans altercation de nouveau abandonné à la Cour Impériale.

Secundo. En Echange du Territoire jusqu'à Rohatin, de la demande du quel la Cour Impériale se désiste actuellement, l'on remettra à la dite Cour la partie des terres de Moldavie, qui se trouve renfermée entre le Ruisseau de Rakitna et la Rivière de Prut, et qui contient neuf villages; de façon que, si désormais en la manière specifiée ci-dessus à cause de la persèverance des

1776 Habitans de Chotzim dans leurs excès, il devenoit nécessaire de céder à la Cour Impériale l'espace de terre jusqu'à Rohatin, le territoire susmentionné, compris entre le Rakitoa et le Prut, sera de nouveau restitué à la sublime Porte.

Tertio. Il sera faite une nouvelle démarcation des terres, où se trouvent les villages contentieux, selon les rapports du Commissaire de la sublime Porte, entre la Rivière de Suczava et celle de Siret; L'on se conformera dans cette délimitation à la Carte authentique et signée, qui a été remise aux Commissaires des deux Cours, pour servir de base dans l'affaire de la démarcation, et les villages, qui sont hors de la ligne tracée sur la dite Carte, seront restitués et rendus à la sublime Porte.

Les susdits Articles ayant été réglés et décidés en la manière énoncée ci-dessus, et comme ainsi il ne reste désormais aucun sujet d'altercation ni de contestation, les deux Parties sont convenues, que les Commissaires des deux Cours sans aucun délai ni difficulté ultérieure termineront et acheveront l'ouvrage de la délimitation, et qu'en échangeant selon l'usage les Instrumens de Démarcation, ils consommeront la Commission, dont ils ont été chargés. En foi de quoi etc.

Fait à Constantinople ce 12 May 1776.

(L. S.) *François Marie Baron de Thugut.*

40.

2 Juillet 1776.

Convention fixant les limites de la Bucovine, signée par les Commissaires de l'Autriche et de la Porte à Palamutka sur les frontières de la Moldavie, le 2 Juillet 1776.

(D'après une copie digne de foi, qui se trouve aux Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Copia della Convenzione fissante i limiti della Buccovina, segnata dai Commissarj Cesareo Regii ed Ottomani a Palamutka sulli Confini della Moldavia, li 2 Luglio 1776.

In Nome di Dio Altissimo.

Secondo il tenore della Convenzione stabilita li sette di Maggio Mille Settecento settanta cinque, overo secondo il computo

delle Hegira Millo Cento Ottanta nove, il settimo giorno della Luna 1776
Rebbiul Ewwel, furono, per facilitare la Communicazione fra la Transilvania e le Provincie di Lodomeria e Gallicia, all' Augustissima Corte Imperial Reggia dalla fulgida Porta Ottomana cedute ed abbandonate per sempre, in pieno possesso e proprietà, le terre contenute d'una parte tra il Niester, li Confini di Poccucia, d'Ongheria, et della Transilvania, e limitati dall' altera parte per i limiti specificatamente nella Carta marcati.

Onde per stabilire detti Confini nella forma più migliore e più convenevole, di sorte che marcati d'una maniera chiara e precisa servino all' avenire di separazione ferma alle reciproche Possessioni tra li duoi Imperi, da canto delle Loro Maestà Imperiali Regie fù destinato e spedito come Commissario l'Illustrissimo Signore Vincenzo Baron de Barco, Generale Maresciallo Tenente etc. e dalla parte della fulgida Porta Ottomana fu denominato ed inviato l'Illustrissimo Sig. Mechmed Tahir Agha decorato col Carattere di Kapudschiler Kihajasi, li quali duoi nominati Commissarii, doppo aversi rincontrati degnamente in Baja, ed esibite secondo l'usanza vicendevolmente le loro Plenipotenze, hanno messo mano alla demarcazione.

Ma essendo esorti, doppo aver regolata una parte della demarcazione, novi dubbj, è seguito un altro accomodamento definitivo per mezzo dell' Illustrissimo Signor Barone de Thugut, Ministro Cesareo Regio appresso la fulgida Porta, e secondo il tenore di questa stipulazione si ha messo anche fine all' opera, di sorte, che si trovano presentemente regolati i Confini, con posizione delle Aquile dal Principio in sino alla fine, in maniera come si siegue:

Si principiò al Ruscello nominato *Tezna impuzzita* presso i Confini della Transilvania, tragetata poi la *Mogura Calolui*, sulla Montagna *Piatra la Ross*, dove si rincontra il triplice Confinio, e gia vi esiste dalla parte di Transilvania un gran Segno d'aquila, per marcare le Nuove Cessioni, fù posto alla parte destra dell' Istessa Colonna un nuovo Segno d'aquila; di là racchiudendo li terreni del Villaggio *Candremi*, sulla metà della Montagna *Lucato* un segno d'aquila; Passando poi alla Montagna *Pojana Vanaturoli*, sulla cima di detta Montagna un segno d'aquila; di là al luogo, dove si meschia il Ruscello *Seriscior* con un altro chiamato *Vale Ars* un segno d'aquila. Di là coll' esclusione del Villagio *Sara Dorna* e con esclusione del suo prato dalli Confini Imperiali, alla falda della Montagna *Dial Nagro*, presso la selva, un segno d'aquila. Poi colla pendente dell' istessa Montagna al Ruscello *Nagra Dorna*

1776 dirimpetto del luogo chiamato *Poro Lupoli* un segno d'Aquila. Restando poi la metà del Ruscello *Nagra Dorna* all' Augustissima Corte Imperiale, e l'altra alla fulgida Porta Ottomana, all' Imboccatura dell' accennato Ruscello nel fiume *Bistrizza* un segno d'aquila; di là al luogo contiguo colla *Bistrizza* e la *Vale* detta *Arama* sul piede della Montagna chiamata Rarù un segno d'aquila.

In sino a questo punto la metà del fiume *Bistrizza* fa le frontiere Imperiali, l'altra quella della Porta Ottomana. Ma dalla *Vale Arama* rimanendo alla destra tutto il fiume *Bistrizza* alla Porta Ottomana, siccome tutto il Villagio *Chirillu*, la parte sinistra in sino alla Montagna *Rarù* restando propria all' Augustissima Corte Imperiale, la rupe spaccata sulla Cima della detta Montagna *Rarù* si confermò come segno distintivo tra li duoi Coufinj.

Di là alla Montagna *Obsinu Chirillu* un segno d'aquila, di là passando sul dorso delle Montagne *Vuron Clefil* e *Capo Bojaseschu*, e rachiudendo tutti li terreni del Villagio *Stulpicani*, al Ruscello chiamato *Vado Negriliassa* un segno d'aquila; di là rimontando alle Montagne *Obsina Ciumernu* e *Cletita micca*, sulla banda di questa ultima un segno d'aquila.

Dalla parte della Montagna *Cletita micca* alla Montagna *Cletita mare*, e su questa un segno d'aquila; dalla Montagna Cletita mare passando sulla cima e dorso delle Montagne *Rotundo*, *Obsina Suvoristu* continuando poi con le Montagne *Obsina*, *Isachi*, *Iplesi*, in sino alla Montagna *Dial Burago*; per segnar li contigui terreni del Villagio *Capo Codro lui*, sulla cima dell' accennata Montagna *Dial Burago* uu segno d'aquila.

Poi alla ripa sinistra del fiume *Moldava* un segno d'aquila, ed un altro segno d'aquila a canto della gran strada, che passa da *Capo Codrolui* a *Baja*. Di là al Principio della Vale *Samosciel* un segno d'aquila, e poi ove entra la linea alla Vale *Lucasesti* un segno d'aquila. Di là colla Vale *Samosmare* racchiudendo tutti li terreni del Villagio *Zacharestie* d'avanti il villagio *Littenmicca* un segno d'aquila, di là continuando colla vale Samosvare, al luogo ove entra la Vale *Boniesti* un segno d'aquila, ed poi presso l'istessa vale ad una distanza un segno d'aquila; da quel punto passando coll' esclusione del Villagio *Boniesti* e suoi terreni alla Montagna *Boniesti*, sulla cima della nominata Montagna un segno d'aquila.

Di là alla Vale *Samos micca* un segno d'aquila, poi passando dirimpeto il Villagio *Reasca*, la *Samos micca* et la Valle detta Ruscina un segno d'aquila. Da quel luogo rimontando alla Mon-

tagna *Vuron Dumbrova Resu,* sulla cima di detta Montagna un segno d'aquila. 1776

Di là escludendo il Villagio *Miresti* con suoi terreni dalli Limiti Imperiali, sulla Montagna *Miresti,* ove principia la Vale *Racovo,* un segno d'aquila; continuando con questa Vale insino al villagio *Silicen* all' imboccatura dell' aqua *Balta Satuli* nel fiume *Suczava*, che passa d'avanti le Case del Villagio Silicen, un segno d'aquila.

Passando poi da questo marcato punto colla metà della Riva e del fiume Suczava in sù, insimo dirimpeto del Monastero Armeno, il quale e contiguo al Villagio *Suczava*, all' Imboccatura del Ruscello *Mitoe* nel fiume Suczava un segno d'aquila. Poi col Ruscello *Mitoe* in su presso il ponte un segno d'aquila; dilà continuando col succennato Ruscello, in sino dove entra un altro Ruscello chiamato *Datuli* alla Sorgente di questa ultima un segno d'aquila.

Di là alla Montagna d'avanti il Monastero Dragomir, presso una strada, che va a *Chalefindesti* un segno d'aquila, continuando poi la linea drittamente sul dorso di questa Montagna, in sino a *Obsina Calafindesti,* a questo nominato punto un segno d'aquila, dilà d'avanti l'ultimo Quartiere del Villagio *Calefindesti* un segno d'aquila.

Passando poi a *Podoscingia* in linea dritta, ad un gran Albero vicino all' ultima Casa d'avanti questo Villagio un segno d'aquila; ed anche dirimpeto di là presso la strada sù un altro Albero un segno d'aquila.

Di là ad una Vale vicina, presso la Vale chiamata *Nagricina,* all' Angolo di quella, sopra un gran Albero, un segno d'aquila, poi alla *Vale negricina* sul ponte, ancora un segno d'aquila; Passando poi la Vale Negricina, e rimontando alla Montagna, sulla falda, al Principio della selva, dove si trovano quatro Alberi assieme, sopra uno di quelli Alberi un segno d'aquila, e di là col dorso dell' istessa Montagna, verso la parte, che scende verso il fiume *Siret,* lasciando alla sinistra il Villagio Siret colli suoi terreni proprio all' Augustissima Corte Imperiale, alla destra il Villagio *Verbole* colli suoi terreni proprio alla fulgida Porta, alla ripa dell' accennato fiume *Siret* un segno d'aquila.

Va poi colla metà del fiume *Siret* alquanto in giù, sino all' imboccatura del Ruscello *Molnica,* ove trovandosi gia una aquila, si confermo come segno proprio de' limiti.

Di là al Ponte dove si passa a Sinanz un segno d'aquila, poi un altro tal segno al punto, dove si meschia il Ruscello Molnica

1776 con un altro chiamato Turiatea. Di là al sorgente del *Molnica* un segno d'aquila vicino *Prohorod.* Di là sul dorso della Montagna tra il Valone *Buda* e *fontina Dulharoluj* un segno d'aquila. Poi un segno d'aquila alla sorgente del Ruscello *Lucavetz,* ancora un altro tal segno presso il ponte, che passa sopra il marcato Ruscello *Lucavetz,* nel mezzo del Villagio detto Lucavetz, restando una parte del detto Villagio alla Corte Imperiale, e l'altra alla Porta Ottomana. Poi un segno d'aquila sul Ponte del Ruscello *Lucavetz*, che è gia più vicino al *Prut,* ed in fine un segno d'aquila all' Imboccatura del detto Ruscello nel *Prut.*

Alla ripa sinistra del fiume *Prut,* essendo al Ruscello *Rachitna* gia contigui li terreni di *Chotim,* e per ciò avendosi trovati presenti anche li Abitanti Deputati di *Chotim,* secondo la lor data notizia ed attestazione si hanno regolato li confini, e poste le aquile, di là in sino al Niester, in siguente Maniera.

All' imboccatura del Ruscello *Rachitna* nel *Prut* un segno d'aquila; poi continuando coll' istesso Ruscello al Ponte del Villagio *Nuova Sielce* un segno d'aquila, più in là vicino al Villagio Rachitna presso il ponte, dove passa la Strada Maestra, un segno d'aquila. Poi al ponte della Vale *Poro Dubova,* che entra nella *Rachitna,* un segno d'aquila.

Di là continuando con questa ultima Vale in sino alla sua Sorgente nella selva, a quel indicato punto sopra un albero un segno d'aquila. Di là per una strada nuovamente aperta sul dorso della Montagna, dove giunge la Strada Maestra, un segno d'aquila; di là al punto, dove entra la strada da *Colinghouz* alla strada Maestra, sopra un albero un segno d'aquila.

Da quel punto poi continua la linea con la strada maestra insino a *fontina Sanea,* ove presso una Pietra un segno d'aquila, e vicino di là di nuovo sulla strada maestra un segno d'aquila sopra un albero. Facendo poi la strada maestra la separazione delli Confini, al punto, dove entra la stradetta di *Dersanewitz* un segno d'aquila sopra un albero. Di là all' uscio della Selva a Canto della Strada un segno d'aquila.

In sino a questo punto serve la metà della strada maestra per linea di demarcazione, di maniera, che la sinistra colla selva appartiene all' Augustissima Corte Imperiale, e la destra colla selva alla fulgida Porta Ottomana. Dall' uscio della selva si volta la linea di separazione alla sinistra verso la Vale detta *Saslü dere,* osia Vale giocosa. Onde alla prima sua sorgente un segno d'aquila, poi più basso ad un altro braccio di questa vale un segno d'aquila, poi anche a Canto di questa accennata Vale, dove

entra una Stradetta da *Dersavenetz* un segno d'aquila, ed un altro 1776
tal segno presso il ponte su questa vale, ove entra la gran strada da *Dersavenetz*.

Di là a quel punto, ove la vale *Chrinova* si congiunge con la Vale *Dobranuce* e l'altra detta *Saslü dere*, un segno d'aquila. Poi all' imboccatura delle aque di dette Vali alla Vale detta *Gramenza* un segno d'aquila. Di là a Canto di quella ultima Vale, dove passa la strada da Dersavenez a Pohorlofze un segno d'aquila. Poi un altro segno d'aquila presso la vale, dove, una piccola strada va da *Dersavenetz* a *Pohorlofza*. Di là alla punta della Vale presso le ultime Case di *Gramenza* un segno d'aquila; Poi, presso il ponte grande, che passa sulla Vale *Gramenza* un segno d'aquila; di là un segno d'aquila al luogo, dove entra la vale *Gramenza* alla vale *Aunot;* poi sul gran Ponte, che passa sulla Vale *Aunot* un segno d'aquila; di là dove si separa l'acqua del Molino di *Palamutca* da Torrente di Aunot un segno d'aquila; poi di là, dove si meschia l'aqua di Czernipotoc all' Aunot un segno d'aquila. Di là poi, dirimpetto dell' Aunot un segno d'aquila, separandosi l'aqua del Molino, che appartieno alla parte Cesarea. Di là a Canto della Vale *Aunot*, dove passa la strada da Palamutka a Mitoo un segno d'aquila, ed in fine all' Imboccatura del Torrente di detta Vale Aunot nel Niester un segno d'aquila. Ed in questa maniera si ha finita la Demarcazione dei Limiti in sino al fiume Niester.

Che li qui marcati limiti servino di qua inanzi d'una separatione stabile tra li duoi Imperj, in Conformità di questo, e per dar tutta l'Authenticità publica, si hanno formati duoi uguali publici Istrumenti.

E siccome l'Illustrissimo Signore Mechmed Tahir Agha, decorato col carattere di Capugiler Chihajosi ha esibito da parte sua lo Stromento di dimarcazione, scritto in lingua turca, e segnato di proprio pugno, così anche da me segnato Commissario Imperiale Regio, in Vigore della Plenipotenza conferitami graziosissimamente dall' Augustissima mia Corte, fù segnato il presente Istromento di propria mano, e doppo averlo munito colle mie Arme, in Contra Cambio di quel altro fu consegnato alle mani del detto signor Commissario della fulgida Porta Ottomana.

Palamutka li due de Luglio, l'anno mille settecento settanta sei.

(L. S.) *Vincenzo Baron de Barco.*

41.

14 Février 1777.

1777 Convention entre l'Autriche et la Bavière signée à Munic le 14 Février 1777; concernant les douanes des pays de la Bavière et du Haut-Palatinat.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Von Gottes Gnaden Wir Maximilian Joseph etc. Urkunden, und bekennen hiemit für Uns, Unsere Erben, und Nachkommen. Nachdem Ihre K. K. Apost. Maj. Sich mit Uns einverstanden, die über das Zollwesen in Unseren bajrischen und oberpfälzischen Landen entstandenen Irrungen, in der Güte beyzulegen, und hierüber für beyderseitige Nachkommenschaft einen freundschaftlichen Vertrag zu-errichten; dass in mehreren zwischen Höchst. gedacht Ihrer Maj. Hofstellen, und Unsern an Höchstderoselben Hoflager accreditiret gewessen bevollmächtigten Minister Grafen von der Wahl gepflogenen Zusammentrettungen folgende Punkten verabredet worden:

I. Habe die Zollabnahme in den Landen Sr. Churfürstl. Durchlaucht nach dem jetzigen äusserlichen Werthe des harten Thalers a 2 fl. 24 Xr. obschon solcher nach dem die Ausmünzung der Kölner feinen Mark Silber a 20 fl. bestimmenden Conventionsfusse nur 2 fl. gilt, zu beschehen, und wäre auch hierüber das Erforderliche in der kaiserl. Concession auszudrücken.

II. Sollen in der künftigen Transito-Zolltariff folgende Waaren nicht anders, als mit der hier verglichenen Gebühre belegt werden.

a. Die Eisen-Streck-Hammergeschmeid, und Stahlwaaren, überhaupt mit 20 Xr. pr. Zentner.

b. Die Gläser und Glasswaren mit 12 Xr. vom Zentner.

c. Das Getreid aller Gattung mit 6 Xr. vom Schäffel, welches beyläufig auf $3^1/_3$ Wienermetzen angegeben worden.

d. Vitriol und Kupferwasser mit 10 Xr. pr. Zentner.

e. Das Brennholz, die Klafter hartes Holz mit $3^3/_4$ Xr. das weiche mit 2 Xr., dann,

f. das harte Lindenholz zu Taufeln, und Böden mit 40 Xr. vom Pfund zu 240 Taufeln, inclusive der Bodenstücke gerechnet, das weiche dergleichen Fassholz mit 24 Xr.

g. Das geschnittene Reif- und Kufenholz mit 12 Xr.

h. Und die harten und weichen Dachschindeln, jene mit 12, 1777
diese mit 6 Xr. vom tausend.

III. Gleichwie aber die vorbedachten Zollbestimmungen nach dem höchsten in der Churbajrischen Transitotariff ausgemessenen Zollsätze geschehen, so verstehe es sich von selbst, dass auch die übrigen minderen Zollsätze in dem nähmlichen Verhältnisse herabzufallen hätten.

IV. Könne man sich zwar von Seite des K. K. Hofes wegen der ganz verschiedenen Beschaffenheit der diesseitigen, und der Churbajrischen Zollgerechtsamen auf kein Reciprocum einlassen; jedoch bleibe dem Churbajrischen Hofe immerhin unbenommen, bey der künftigen Tyrolischen Transitotariff seine besondere Desideria zu äussern, um zu sehen, wie man sich über einige wechselweise Vortheile verstehen könne.

V. Sollen die aus gesammten K. K. Erblanden (worunter also auch die hungarischen, böhmischen, gallizischen, niederländischen, und italienischen Erbstaaten verstanden werden) essitierende Waaren von der doppelten Mautabgabe in der Oberpfalz, und der Landgrafschaft Leuchtenberg befreyet seyn, wenn selbe in ihrem Zuge auch die bajrischen Lande betretten, mithin der Zoll davon in Bajern eingehoben wird.

VI. Wollen Sr. Churfürstl. Durchlaucht den im ruhigen Besitz stehenden Inhabern der Privatzölle in Bajern, und der Oberpfalz nicht gestatten, die hergebrachte Befugnissen zu misbrauchen, und die Commercierenden mit unrechtmässigen Exactionen zu beschweren.

VII. Ist der ausgemessene Transito in dem gesamten Bajrischen Landen nur einmal, und zwar folgendermassen abzunehmen, dass, wenn eine Waare auf zwoen Strassen, oder Flüssen eingeführt wird, auf deren einem Zuge ein höherer und auf dem anderen ein minderer, oder auch ein gleicher Zollsatz bestehet, folgender Unterschied beobachtet werden solle, dass, wo die höhere, oder gleiche Gebühr bereits entrichtet worden, auf den andern Strassen, und Flüssen nichts mehr abgenommen, wenn aber der mindere Transitozoll vorher entrichtet worden, und das Gut auf eine andere Strasse oder andern Fluss, dessen Transito höher beleget ist, seinen Zug nimmt, oder aber selbes vom Wasser auf das Land, oder vice versa gebracht wird, sodann nur der Nachtrag bis zur Ergänzung der höhern Gebühr erleget, somit die bezahlte mindere Abgabe bey Entrichtung der höhern abgereicht werde. Wie dann auch überhaupt die K. K. Unterthanen, wenn sie mit ihren Gütern in Transitu Bajern nicht allein,

1777 sondern auch zugleich die oberpfälzischen und Leuchtenbergischen Lande betretten, von einer besondern oberpfälzischen, und leuchtenbergischen Zollabgabe befreyet seyn sollen.

VIII. Seyen dio K. K. Unterthanen sowol in Consumo, und Essito, als auch in Ansehung der Accisen durch alle bajrische Lande als gens amicissima zu behandeln, folglich die Unterthanen der böheimischen, österreichischen, niederländischen, und italienischen Erblanden, sowie die ans solchen in dio bajrische kommenden, oder aus letztern in die erstern führende Produkten, und Waaren andern Reichs- oder sonst am meisten begünstigten Ständen und Unterthanen in allen Gebühren gleich zu halten. Wogegen auch von Seite des K. K. Hofes eine gleiche Behandlung der bajrischen Unterthanen in den diesseitigen Erblanden zugesichert worden, jedoch mit der Ausnahme, dass unter die meist Begünstigte jene Nationen, Territoria, oder auch einzelne Städte nicht gezählet, noch verstanden werden, mit welchen von der einen, oder der andern Seite der Handlung, oder des Incolats wegen besondere Traktaten bestehen.

IX. Solle die Eiufuhr der in dem Königreiche Böheim, und den dieser Krono incorporierten Landen fabricierten geringhältigen und gemeinen Tüchern in die bajrischen Lando gestattet, und kein höherer Consumo-Accis, als 12 Xr. vom Pfunde entrichten, auch unter dieser Gebühr der Consumozoll schon einbegriffen seyn. Diese Tücher sollen jedoch mit dem gewöhnlichen Fabrikmeisterschafts-Beschauzeichen versehen, und mit einer autenthischen Essito-Expedition von einem K. K. Zollamte, welche bey der bajrischen Eintrittsstation niederzulegen, begleitet, bey solcher Ansage fremder für böheimische Tücher aber der Confiscation unterworfen seyn.

X. Auf dem Falle, dass in den K. K. Landen der Essitozoll von der erbländischen Wolle über die darauf dermalen bestehende Gebühr von 3 fl. 12 Xr. für den Zenten erhöhet werden wurde, solle Sr. Churf. Durchlaucht bevorstehen, den Consumo-Accis ebenfalls, jedoch nnr in der Proportion eines Kreuzers vom Pfunde Tuch für jeden Gulden, der den dermaligen Essitozoll der Wolle übersteigen wird, höher zu stellen.

XI. Sollen nicht nur die österreichischen, sondern auch die hungarischen, und überhaupt alle und jede erbländischen Weine ohne Unterschied den Reichsweinen in allen und jeden Zöllen und gebühren gleich gehalten, und nie prägraviert werden.

XII. Wird von Seite des K. K. Hofes zugesichert, dass man nicht nur bey bestehender, und eben II. angesetzten Mässigung

des Transitzolles von den daselbst bemerkten Waarenartikeln in 1777 die übrige Transito-Zollsätze der bajrischen Mauthtariff nicht weiter eingehen, sondern anch der von Sr. Churfürstl. Durchl. bey der Röm. Kays. Maj. angesnchten Zollduplierung, und deren Perpetuirung beystimmen, nicht minder auch

XIII. dem Gesuche einer besondern Zollbefugniss für die Oberpfalz und Landgrafschaft Leuchtenberg nicht nnr nicht entgegen seyn, sondern auch demselben allen thunlichen Vorschub geben wolle; Jedoch dass bey erfolgender Bewilligung dieser Befugniss Zollsätze in den Tariffen für die Oberpfalz und die Landgrafschaft Leuchtenberg nach Maass der in der Churbajrischen Haupttariffe herabgesetzten Artikeln überhaupt zu beschränken wären.

XIV. Wird ferners von K. K. Seite erklärt, dass man der von Chnrbajern nachgesuchten Duplierung der Chausséegelder, dann der sogenannten Wagen- und Deixelrechte nichts entgegen setzen werde; In dem Falle nun, dass diese Duplierung Statt findet, sollen von solcher nebendem, was der untenbemerkte Churf. Revers ohnehin mit sich bringen wird, so wohl die aus- oder in die diesseitige Erblande gehende Fracht und Commercialfuhren, dann die erbländ. Passagiers von solcher befreyet, als auch im Falle, dass die Duplierung nicht eingestanden würde, die besagten Frachten und Passagiers niemal höher beleget werden, als der dermalige Churbajer. Tariffaufsatz ausweiset.

XV. Ist verglichen worden, dass auf eine ganze Ladung in Transito nur eine Pollete, oder Zollexpedition ertheilet, und in dessen Gemässheit auch das Zettelgeld abgenommen werden solle; Jedoch mit Ausnahmo des Falls, wenn ein Fuhr- oder Schifmann etwas im Lande abstossen, oder einem andern zn weitern Fortschaffung übergeben wollte.

XVI. Hat man von wegen Ihrer K. K. Maj. zum besondern Merkmale Dero persönlichen Achtung nnd Freundschaft gegen Sr. Churfürstl. Durchl., jedoch ohne Nachtheil der diesseitigen besondern Zollprivilegien, und Gerechtsamen die Versicherung gegeben, nicht nur das Churfürstl. Fürstengut, sondern auch ein jährliches Quantum von zwey und vierzig tansend Fässern Salz gegen vorläufig anzusuchende Pässe durch die diessseitige vorderöstereichischen Erblande auf allen mit östereichischen Zollämtern besetzten Strassen, mithin auch über Altdorf, Gebrachtshofen, Mutmannshofen und Dornweyd zollfrey transitieren zu lassen, jedoch unter folgenden Bedingnissen, nämlich:

a. dass das dermalige Maass und Gewicht der Fässer nicht überschritten,

1777 *b.* dass dasjenige Salzquantum, so über jede der vorerwehnten Strassen zu transitieren hat, jederzeit vorläufig angezeigt, und in dem Passe ausgedrücket, und

c. dass den bajrischen Salztrafikanten und Führen die heimliche Ablegung oder Verkaufung des Salzes in dem K. K. Gebiethe scharf verbothen, und zu deren Bestrafung im Uebertrettungsfalle Churbajrischerseits hülfliche Hand geleistet werde.

XVII. Schlüsslichen dann hat man sich einverstanden, dass sowohl von Seite Ihrer K. K. Maj. als auch Sr. Churfürstl. Durchl. von Bajern über alle diese Punkten eine besondere Convention geschlossen und unterzeichnet werden solle, welche von jenen der Krone Böheim bey Erfolgung der K. Concession auszustellenden Reversalen unterschieden, und abgesondert wäre. Doch hat man auch in Ansehung besagter Reversalen einen und zwar folgenden Punkt einsweil verabredet, dass unter der Benennung der K. K. Reichsunterthanen jene der böheimischen, östereichischen, niederländischen und italienischen diesseitigen Erblanden verstanden werden, und mithin diese für ihre Güter und Waaren, solche möge von der eigenen Erzeugung, oder aber fremder Landen seyn, von der Entrichtung des erhaltenden Zolls Dupli in dem Herzogthume Bajern, der Oberpfalz und der Landgrafschaft Leuchtenberg befreyet werden sollen. Welch sammentliche vorstehende Punkten Wir demnach für Uns, unsere Erben und Nachkommen hiermit nach ihrem ganzen Inhalte in bester und kräftigster Form beangenehmen, approbieren und ratificieren, dergestalten, als ob sie von Uns Selbsten also abgehandelt und geschlossen worden wären. Versprechen anbey bey Unserm Chur- und Fürstlichen Worte, alles wozu wir Uns mittels derselben anheischig machen, getreulich und vollständig zu erfüllen.

Urkund dessen haben wir dieses eigenhändig unterzeichnet und mit Unserm geheimen Insiegel gefertigter ausantworten lassen. So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt München den vierzehnten Februar im ein Tausend, Sieben Hundert, Sieben und Siebenzigsten Jahre.

Max. Jos. Churfürst.

Vidit *Graf von Seinsheim.*

Johann Georg Remmer.

42.

26 Décembre 1777.

Traité entre l'Impératrice Reine, comme Duchesse de Milan, le Grand-Duc de Toscane et le Duc de Modène, relatif au Commerce sur la route de Pistoja, signé à Milan le 26 Décembre 1777, ratifié à Vienne le 14 Septembre 1778; à Florence le 4 Novembre 1780; à Modène le 26 Novembre 1780. 1777

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 562.)

Trattato di commercio fra Sua Maestà l'Imperatrice Regina d'Ongheria e di Boemia, come Duchessa di Milano, e di Mantova, Sua Altezza Reale il Serenissimo Arciduca d'Austria Gran Duca di Toscana, e Sua Altezza Serenissima il Signor Duca di Modena, Reggio ec. In favore della Strada modernamente costruita fra Pistoja, Modena e Mantova.

Volendo Sua Maestà l'Imperatrice Regina d'Ongheria e di Boemia, come Duchessa di Milano, e di Mantova, S. A. Reale il Serenissimo Arciduca d'Austria, Gran Duca di Toscana, e S. A. Serenissima il Signor Duca di Modena, Reggio ec. promuovere quanto sia possible il felice successo della nuova Strada fra Pistoja e Modena, e fra Modena, e Mantova intrapresa già da alcuni anni, e mediante le grandiose somme impiegate per l'addattamento della medesima nei rispettivi Dominj, ridotta ormai alla sua perfezione: Ed all' effetto di conciliare le massime tendenti a stabilire gli opportuni provvedimenti per la facilità, e sicurezza de' trasporti delle Mercanzie, e del passaggio de' Viandanti per mezzo di detta nuova Strada, essendo stati deputati il Consigliere Don Antonio Greppi per parte del Governo della Lombardia Austriaca, Don Vincenzo Mugnay per il Gran Ducato di Toscana, ed il Conte Consigliere Don Giacomo Mellerio per parte del Governo di Modena; unitisi perciò i medesimi in vario Sessioni, ed avute in vista le cose già trattate in addietro sul medesimo oggetto, sono concordemente venuti alle seguenti Convenzioni, riservata sempre l'Approvazione, e Ratifica per parte de' rispettivi Sovrani da concambiarsi.

Poste.

Art. I. Si stabilisce il numero delle Poste per la nominata nuova Strada nelle seguenti Stazioni:

1777 *Nel Dominio della Toscana.*

	Poste	numero
Da Pistoja alle Piastre una Posta	1	—
Dalle Piastre a S. Marcello una Posta	1	—
Da S. Marcello al Piano Asinatico una Posta . . .	1	—
Dal Piano Asinatico al Bosco lungo ultima Posta della Toscana tre quarti di Posta	—	3/4
Nel Dominio Modenese.		
Dal Bosco lungo ultima Posta della Toscana a Pieve Pelago prima Posta del Modenese una Posta . .	1	—
Da Pieve Pelago a Barigazzo una Posta	1	—
Da Barigazzo a Monte Cenere una Posta	1	—
Da Monte Cenere a Paullo tre quarti di Posta . . .	—	3/4
Da Paullo alla Serra de' Mazzoni tre quarti di Posta .	—	3/4
Dalla Serra de' Mazzoni a San Venanzio una Posta .	1	—
Da San Venanzio a Formigine tre quarti di Posta . .	—	3/4
Da Formigine a Modena tre quarti di Posta	—	3/4
Da Modena a Carpi una Posta ed un quarto . . .	1	1/4
Da Carpi a Novi una Posta	1	—
Nel Dominio Mantovano.		
Da Novi ultima Posta del Modenese a S. Benedetto prima Posta del Mantovano, Posta una ed un quarto . .	1	1/4
Da S. Benedetto a Mantova Posta una e mezza . .	1	1/2

Prix.

Art. II. Restano stabilite le Corse, e Benandate relativamente ai due Dominj di Toscana, e Modena, come qui sotto si distingue :

Per i Corrieri per ciascuna Posta intiera, ed a ragguaglio, essendo maggiore, o minore, e per ogni pajo di Cavalli Paoli sei . . . . Paoli 6

Col Gigliato a Paoli venti.

E per qualunque altro Passaggiere a regola come sopra Paoli otto . . . . Paoli 8

Per ciascun Cavallo da Sella, che accompagni e seguiti le cambiature, per ogni Posta a regola come sopra Paoli tre . . . . Paoli 3

Per ogni Cavallo da Sella, che non sia compagnia di Sedia, o Carozza, per ogni Posta a regola come sopra Paoli quattro . . . . Paoli 4

Le Mancie, o Benandate, che si dovranno dare ai Postiglioni tanto dai Corrieri, che da qualunque Passaggiere, saranno di Paoli due per ogni Pajo di Cavalli e per ciascuna corsa, sebbene non sia di Posta intiera Paoli 2 1777

Ogni Sedia a due ruote dovrà essere tirata da due Cavalli, ed ogni Legno a quattro ruote da quattro Cavalli; Alle due Poste però da Pistoja alle Piastre, e dal Piano Asinatico al Bosco lungo solamente salendo verso le Piastre, e verso il Bosco lungo rispettivamente, ma non nel caso contrario, dovranno le Sedie essere tirate a tre Cavalli, e le Carozze da sei, e si pagheranno per quelle Corse, e le Benandate tanto dai Corrieri, che dai Passaggieri rispettivamente a proporzione del suddetto Regolamento.

Il Carico ordinario di una Sedia a due Cavalli sarà di due Persone dentro, con uno, o più Baulli, o Valigie dietro alla Sedia del peso circa di lib. 200, o con una Persona dietro con piccolo Equipaggio, che unitamente alla Persona non ecceda il suddetto peso di libr. 200 circa.

E per un Legno a quattro ruote sarà di quattro Persone dentro, e due fuori, con uno, o più Baulli, o Valigie del peso di circa lib. 300.

Eccedendo i detti limiti dovranno le Sedie avere tre Cavalli, e le Carrozze, o Legni a quattro ruote sei, col pagamento di Corsa, e Benandata a proporzione: Ben inteso, che in tutti questi casi potrà compensarsi il minor numero delle Persone col maggior peso degli Equipaggi, e vice versa.

Courier de Rome.

Art. III. Sua Maestà l'Imperatrice Regina accorda in via di sperimento, che il Corriere, e la Staffetta di Milano, che partono, e ritornano rispettivamente ogni settimana da Roma tengano la detta nuova Strada Modencse, e Pistojese, mediante l'obbligo dei due Officj di Firenze e di Modena di indennizzare li Corrieri Milanesi, non meno che la Staffetta ordinaria di Milano nel caso, che occorra qualche maggior spesa; Come pure per parte dell' Officio di Modena l'obbligo di procurare a proprie spese il trasporto da Modena a Bologna de' Pieghi, di Lettere, e Pacchetti di Mercanzie spediti per mezzo de' detti Corrieri, e Staffetta per Bologna, e così anche il trasporto da Bologna a Modena de' Pieghi, e Pacchetti dell' Officio di Bologna soliti spedirsi per Roma, e Strada, Milano, e Strada per mezzo de' medesimi Corrieri, e Staffetta; E non risultando nessun inconveniente, si riterrà dalli medesimi Corrieri stabilmente detta Strada, previa però l'opportuna

1777 Convenzione tra gli Officj di Milano, e di Modena necessaria per assicurare al primo l'attuale sua immediata corrispondenza coll' Officio di Bologna, la quale Convenzione avrà per base le disposizioni del preseute Artioolo. Quanto alla sopraccennata Staffetta, dipendendo essa dall' Officio d'Augusta, il quale ha le sue Convenzioni particolari con gli Officj Stradali, per il trasporto delle Valigio, l'Officio di Corrier Maggiore di Milano s'interporrà per indurre lo stesso Officio d'Augusta ad acconsentire al deviamento dell' attualo Strada di Bologna per battero la nuova di Modena, e Pistoja, mediante gli obblighi di sopra stipulati rispetto alla corrispondenza da, e per Bologna, ed al caso di maggiore spesa; Ed i rispettivi Sovrani si degneranno in appresso d'interporre, quando lo stimino a proposito, i loro buoni uffícj presso le Corti di Torino, e di Madrid per ottenere, che anche i Corrieri di Torino, e di Spagna passino per la nuova Strada Modenese, e Pistojese.

Postes de Mantoue.

Art. IV. Quanto alla Stazione Mantovana da S. Benedetto a Mantova, ed a Novi, le Corse si pagheranno secondo il solito rispetto alli Particolari, cioè in ragione di lir. 7, 5 di Milano per Posta, e di soldi quaranta per la Mancia; quanto alli Corrieri, si pagheranno sole lir. 4, 10 per Posta, e soldi trenta di Mancia, ossia Benandata.

Réglemens.

Art. V. Staranno fermi i Rogolamenti attualmente veglianti nelli Stati di Modena relativamente alle Poste, ed alle Vetture, poichè senza questa massima potrebbero rimanere con grave spesa per la manutenzione dei Cavalli inoperose le Poste della detta nuova Strada nel Dominio Modenese; solo si accorda, non ostante l'attual proibizione, che rapporto alla detta nuova Strada i Nolesini, e Vetturini, che dal Mantovano, o dalla Toscana arriveranno a Modena con Forestieri, possano ricaricare altre Porsone per condurle a Mantova, o in Toscana rispettivamente, acciò non abbiano a tornare indietro a vuoto, purchè l'istessa facoltà sia reciprocamente accordata negli altri due Dominj, e con tale facilità sarà promosso il passaggio dei Forestieri per la nuova Strada.

Auberges.

Art. VI. Sarà cura dei rispettivi Governi il disporre, che per tutto il corso della nuova Strada siano fissati gli opportuni Alberghi, ed Osterie, oltre le Poste nelle convenienti distanze per 'effetto, che i Passaggieri, e specialmente i Conducenti delle Mercanzie trovino i Comodi necessarj a prezzi discreti, mentre qualora si riconoscesse cccesso dei prezzi negli Alberghi, o Stallazzi, cia-

scheduno de' Governi assisterà colle opportune provvidenze in relazione al sistema dei rispettivi Stati, e secondo le diverse situazioni, e circostanze annuali per riparare a simili inconvenienti. 1777

Soins pour les chemins.

Art. VII. Tanto S. A. Reale il Gran Duca di Toscana, quanto S. A. Serenissima il Signor Duca di Modena si obbligano rispettivamente non solo a fare spalare le Nevi per tenere aperta la detta nuova Strada, e sempre praticabile al possibile tutte le Stagioni; ma ancora prendere le necessarie misure, perchè sia mantenuta libera, sicura da' Malviventi, e Perturbatori della pubblica quiete.

Droits de Transit.

Art. VIII. Per facilitare nelle maggiori misure possibili il trasporto delle Merci per la riferita nuova Strada restano fissati i Dazi di Transito da pagarsi, e le regole da osservarsi nei rispettivi tre Dominj come appresso, ed a forma delle Tabelle, che s'inseriscono, e che fanno parte del presente Trattato.

Per il Mantovano secondo la Tabella segnata colla Lettera A; Bene inteso, che la Finanza di Mantova non possa mai accordare a qualunque altra Strada influente pregiudizio alla detta nuova Strada Pistojese, e Modenese le stesse facilità portate dalla detta Tabella A, se non se con obbligo di ribassare anche a favore della detta nuova Strada Modenese e Pistojese in proporzione; cosicchè vi sia sempre a favore come sopra quel ribasso, che passa dalla detta Tabella alla vegliante Tariffa.

Per la Toscana secondo la Tabella segnata colla Lettera B.

E finalmente per il Modenese, Reggiano ec. secondo la Tabella segnata C.

Payés seuls d'après le tarif.

Art. IX. Ed a tenore di queste Tabelle si dovranno come sopra pagare i rispettivi Diritti de' Dazj, con l'esclusione dei Capi, che restano eccettuati, e con le Cautele, e Certificati per giustificarne le provenienze, a norma, e come resta specificato nelle mentovate Tabelle, dichiarando, che il presente Trattato è relativo solamente ai Dazj per Mercanzia di Transito, e non mai a quelli di Consumazione, ed Estrazione de' rispettivi Dominj.

Pour la Toscane en particulier.

Art. X. Comecchè i Dazj di Toscana e di Modena sono stati fissati nel presente Trattato al disotto della quinta parte dei Dazj attuali, compreso le Onoranze, ed Emolumenti, che si pagano per le Mercanzie di Transito in Toscana da Livorno a Bologna, o al Bolognese, e vice versa, e negli Stati di Modena per Bologna, o Bolognese, e vice versa, risultando detti Dazj, Onoranze ec. dallo

1777 Note segnate D ed E, che vanno qui unite firmate dai rispettivi Deputati. Perciò si dichiara relativamente alla Toscana, dove non sono in uso per le altre Strade le due Classi di Mercanzie grosse, e Mercanzie sottili, che tutte le Mercanzie non nominate nella detta inserta Nota di Toscana debbano in vece delle lire due, e dei soldi quindici fissati nel presente Trattato rispettivamente per le Mercanzie sottili; e per le Mercanzie grosse, pagare la sola quinta parte dei Dazj, Onoranze ed Emolumenti, che si riscuotessero attualmente sopra ciaschedun Capo di Merci pel suddetto Transito da Livorno a Bologna, e viceversa, o per altra via, che apportasse deviamento alle Condotte per detta nuova Strada nel caso, che questi Dazj, Onoranze, ed Emolumenti cumulati insieme importino meno di lire dieci la Soma per le Mercanzie sottili, e di lire tre, e soldi quindici la Soma rispettivamente per le Merci grosse. E quando accadesse in qualunque ulterior tempo cambiamento di Tariffe nelle Gabelle di Transito della Toscana da Livorno a Bologna, o Bolognese, o viceversa, o per altre Strade influenti pregiudizio a detta nuova Strada Pistojese, e Modenese. E così reciprocamente quando accadesse cambiamento sulle Gabelle di Transito degli Stati di Modena per il Bolognese, o dal Bolognese, o per altre Strade, che portassero pregiudizio alla nuova Strada Pistojese, e Modenese, come sopra, resta convenuto, che in tal caso debba sempre ritenersi per la detta Strada nuova Pistojese, e Modenese la sola quinta parte dei Dazj, comprese le Onoranze ed Emolumenti, che venissero fissati nel detto cambiamento di Tariffe tanto nella Toscana, che negli Stati di Modena.

Limitation.

Art. XI. Ed oltre le regole, e cautele prescritte nelle annesse sopracitate Tabelle per le spedizioni delle Mercanzie, resta convenuto, che queste nel loro Transito per la nuova Strada non saranno sottoposte tanto nella Toscana, che nel Modenese a maggiori professioni, propalazioni o riscontri di quelli, che si praticano, o saranno praticati in qualunque tempo per le altre sopracitate vie.

Marchandises destinées pour le Milanois.

Art. XII. Per le Merci provenienti dalla riferita nuova Strada, che saranno destinate per lo Stato di Milano, come provenienti per la via di Terra, pagheranno al pari di quelle di Bologna in correlazione della vigente Tariffa, e come resta prescritto al foglio A intitolato «Modo di scuotere il Dazio delle Merci, e Generi de' Stati Esteri» alla pagina num. 1 per le Merci, e Generi procedenti dal Gran Ducato di Toscana, mediante però gli opportuni

Certificati di Toscana videmati o nella Dogana di Modena, od in quella di Reggio. E rapporto alla richiesta di accordare anche per la Strada nuova di Pistoja gli stessi patti, e facilità, che godono le Merci procedenti dalle Germania, e Veneziano, che passano per via di Milano a Genova, e viceversa, come egualmente per le Merci di Transito provenienti da qualunque parte per la via del Mantovano, e distinate a rimanero nel Modenese, S. M. l'Imperatrice Regina accorda alle prime i patti, e facilità richiesto, ed alle seconde il pari trattamento, come se transitando dal Mantovano fossero destinate alla Toscana, in contemplazione principalmente, che per parto degli altri due Dominj si accordano i beneficj del presente Trattato anche alle Merci provenienti dal Mantovano, o destinate per consumazione di quel Ducato. 1777

Prompte expédition.

Art. XIII. Per maggiormente facilitare l'affluenza de' Trasporti per detta nuova Strada Mantovana, Modenese, e Pistojese, le Merci, che passeranno per la medesima, saranno nei rispettivi Dominj trattate col maggior favore, e correnteria, ed i Superiori delle Dogane invigileranno specialmente, che i Conducenti siano spediti colla maggiore celerità, non siano loro cagionate vessazioni, nè perdimento di tempo, o spese inutili senza giusto titolo, e particolarmente avranno cura, che non si facciano scaricare le Merci, nè aprire Colli sotto pretesto di doverle pesare, o di riscontraro il peso, o la qualità senza un fondato, e ragionevole sospetto di ragguardevole frode, e che vi concorrano speciali motivi di doverlo fare.

Cas de doutes à éclaircir.

Art. XIV. Nel caso, che nascesse qualche dubbio sul corso regolare, che avessero avuto le Merci per godere delle facilità convenute nel presente Trattato, i Superiori delle Dogano degli Stati di Milano, di Mantova, di Toscana, e di Modena si somministreranno reciprocamente le notizie, che saranno loro richieste dai Superiori delle Dogane degli altri Stati suddetti per gli opportuni schiarimente.

Terme à quo.

Art. XV. Il presente Trattato comincierà ad avere la sua esecuzione col primo del meso di Maggio del prossimo venturo anno 1781.

Fatto in Milano questo di 26 Decembre 1777.

Firmat: *Antonio Greppi,* Delegato come sopra.
Vincenzo Mugnay, Delegato come sopra.
Giacomo Mellerio, Delegato come sopra.

1777 a.

Tabella, e Regolamento de' Dazj da osservarsi per le Merci, che procederanno dalla Germania, Stato Veneto, e da qualunque altra parte per Transito nel Mantovano, e che per la nuova Strada Modenese, e Pistojese passeranno alla Toscana, in regola del Gigliato a lire quarantatre, e mezza, ed a peso loro di Mantova, e viceversa, che procederanno dalla Toscana per via di Modena.

Seta di qualunque sorte al Peso lira una soldi tre .	lir.	1	3	—
Mercanzia di qualunque sorte da' Pesi num. 1 a' 9 inclusive soldi tre denari nove al Peso . . .	lir.	—	3	9
Da Pesi num. 10 a' 30 inclusive lire tre soldi diecinove al Collo	lir.	3	19	—
Da Pesi num. 31 inclusive in su, oltre le lire tre e soldi diecinove al Collo soldi tre denari nove al Peso	lir.	—	3	9
E ciò sopra la quantità eccedente li Pesi num. 30.				
Drappi di Seta, di Velo, e la Seta in filza indistintamente provenienti dalla Toscana soldi quattordici denari nove al Peso	lir.	—	14	9

Ne' suddetti respettivi pagamenti è compresa l'Onoranza del Collo in soldi quattro per ogni Pesi dieci, e il Capitaniato de' Laghi in soldi quattro per ogni Collo d'indistinta grossezza.

Pel Campagnatico di Porto in vece di pagare denari sei al Peso, si pagheranno solamente soldi sei per ciaschedun Collo d'indistinta grossezza.

Il taglio di Bolletta si pagherà per tutte le suddette Merci a ragione di soldi sette, e denari sei per ogni Bolletta.

Per i Bestiami si pagherà secondo i Patti veglianti.

Per i Grani si pagherà come alla vegliante Tariffa.

Si dichiara, che transitando qualche Merce, per la quale la Tariffa a rigore fosse minore dei Dazj di sopra stabiliti sarà in arbitrio de' Mercanti, o Condottieri l'attenersi per questi tali Capi alla Tariffa.

Per godere la facilitazione dei Dazj suddetti, le Merci, che deriveranno dalla Germania, Stato Veneto, e altri Stati, transitando pel Mantovano, e tenendo la nuova Strada, che per via di Modena passa alla Toscana, saranno accompagnate dell' opportuna Bolletta della Dogana di Mantova, ove dovranno pagare il detto Dazio di Transito, e per prova d'esser le Merci sortite dal Mantovano, dovranno i Condottieri riportare i Reversali numerizzati, ed in forma di Bolletta Madre, e Figlia, o dalla prima Dogana di Toscana, che sarà il Bosco lungo, o dalla prima Posta del Modenese.

Viceversa le Merci derivanti dalla Toscana per via del Mo-

denese, che transiteranno dal Mantovano per andare in Germania, Stato Veneto, ed altri Stati, dovranno essere accompagnate dal Certificato in stampa, ed in forma di Bolletta come sopra della predetta Dogana di Toscana, entrando nel Modenese, o dall' ultima Dogana Modenese, qualora siano prodotti dei Stati di Sua Altezza Serenissima il Sig. Duca di Modena. 1777

A riserva di quanto sopra il Transito delle Merci predette provenienti come sopra non sarà pel Mantovano sottoposto a verun altro Dazio, nè a verun altra Onoranza, o Emolumento sotto qualunque titolo, salvo il passaggio del Pò, rispetto al quale il pagamento del Passo del Porto, o Barca sarà a carico de' Conducenti ritenuta per sempre l'osservanza del attuale Tariffa.

Per maggior comodo alle Merci di Transito potranno le medesime stare in deposito della Dogana di Mantova per lo spazio di un anno, senza incorrere in alcun pregiudizio, e durante questo termine potranno spedirsi per Transito in una, o più volte, a norma delle facilità stabilite come sopra.

Milano questo di 26 Dicembre 1777.

Firmat: *Antonio Greppi*, Delegato come sopra.
Vincenzo Mugnay, Delegato come sopra.
Giac. Mellerio, Delegato come sopra.

b.

Tabella, e Regolamento de' Dazj di Transito, che dovranno pagarsi in Toscana per le Merci procedenti dal Mantovano, Alemagna, Stato Veneto, da Parma, dallo Stato di Milano, o da altri Stati Superiori, che passeranno pel Modenese, e Reggiano, o che si leveranno dagli Stati medesimi del Modenese, Reggiano ec. e che tenendo la nuova Strada Modenese e Pistojese, saranno destinate per Livorno; E viceversa per le Merci, che procedenti da Livorno verranno condotte per detta nuova Strada per rimanere ne' Dominj di S. A. Serenissima, o per transitare ne' suddetti rispettivi Stati; Il tutto a peso, ed a Moneta di Toscana col Gigliato a lir. 13, 6, 8.

Merci sottili, che saranno la Seta tanto greggia, che lavorata, i Drappi di tutta Seta, o mescolati con Oro, e Argento, Galloni, Bottoni, ed altri lavori d'Oro e Argento, o di Seta, o di più d'uno di detti Generi uniti insieme per ogni Soma di lib. 300 a peso lordo lire due	lir.	2	—	—
Merci grosse, che tali saranno tutte le altre, che non sono nella detta Classe delle sottili per ogni Soma di lib. 500 a peso lordo soldi quindici	lir.	—	15	—

1777 Ed essendo le Merci rispettivamente meno, o più della Soma, si riscuoterà a proporzione.

Oltre i suddetti Dazj di Transito saranno soggette le Merci al Diritto dello Stallaggio di Mare, o di Terra, di dovuto al Porto franco di Livorno.

Dalla suddetta Tariffa restano esclusi i Bestiami di qualunque sorte, e così ancora li Grani.

Per godere le facilitazioni dei Dazj suddetti, le Merci, che derivanno dai predetti Dominj di Sua Altezza Serenissima, o che in essi fossero pervenuti dal Mantovano, dalla Germania, Stato Veneto, ed altri Stati per la via di Mantova, o che procederanno da Parma, Stato di Milano, ed altri Paesi, tenendo sempre la detta nuova Strada Modenese e Pistojese per passare a Livorno, ed accompagnate del Certificato o di Modena, o di Reggio, leveranno la Bolletta, o il Manifesto alla prima Dogana di Toscana, che sarà il Bosco lungo: pagheranno il Dazio o nella Dogana di Pistoja, o di Pisa ad elezione dei Conducenti, i quali saranno obbligati a comparire colle Mercanzie alle Porte della Città di Livorno, ove si registrerà la Bolletta in prova di essere state introdotte nel detto Porto di Livorno.

Viceversa le Merci, che si distaccheranno dal detto Porto di Livorno; e delle quali si dovrà pagare il Dazio o alla Dogana di Livorno, o a quella di Pisa, o a quella di Pistoja ad elezione dei Conduttori, transitando per la Toscana per andare, mediante la mentovata nuova Strada o a Modena, o a Reggio, dovranno esser presentate all' ultima Dogana Toscana di Bosco lungo, ove parimente si prenderà della Bolletta in prova d'esser tali Merci uscite dal Gran Ducato di Toscana.

Alla risorva di quanto sopra il Transito delle Merci per la Toscana non sarà sottoposto a verun altro Dazio, nè a verun altra Onoranza, o Emolumenti sotto qualunque titolo.

I Conduttori delle Merci saranno bensì obbligati ai soliti pagamenti nel passaggio dei Fiumi a tenore delle Tariffe attuali, qualora questo segua sopra Barche, o sopra Porti; ma se a motivo della bassezza delle Acque i detti Fiumi si passassero a guado, non saranno tenuti ad alcun pagamento, non ostante qualunque disposizione in contrario; E per il passaggio dei Ponti sempre relativamente alle Condotte, ed ai Viandanti, che terranno la nuova Strada, non si esigerà verun diritto, o mercede in alcuna parte del Dominio di Toscana.

Per maggior comodo alle Merci di Transito potranno le medesime stare in deposito nella Dogana di Pistoja, o di Pisa per lo

spazio di un anno, senza incorrere in alcun pregiudicio, e durante questo termine potranno spedirsi per Transito in una, o più volte, a norma delle facilità stabilite come sopra. 1777

Milano questo di 26 Dicembre 1777.

Firmat: *Antonio Greppi*, Delegato come sopra.
Vincenzo Mugnay, Delegato come sopra.
Giac. Mellerio, Delegato come sopra.

C.

Tabella, e Regolamento de' Dazj di Transito da pagarsi nei Dominj di S. A. Serenissima il Signor Duca di Modena per le Merci, che deriverranno dalla Germania, Stato Veneto, ed altri Stati per la via di Mantova, e dal Mantovano medesimo, e che transiteranno da Modena per passare in Toscana, o Livorno, tenendo la nuova Strada Modenese, e Pistojese, ed egualmente per le Merci che deriveranno da Parma, Piacenza, Stato di Milano ed altri Stati, e passando per il Reggiano, e Modenese verranno incamminate per detta nuova Strada alla Toscana, e Livorno: E viceversa per le Merci venienti sempre per detta nuova Strada dalla Toscana e Livorno, che transitando da Modena, saranno destinate per il Mantovano, Germania, Stato Veneto, ed altri Stati, e transitando dal Modenese, e dal Reggiano, saranno trasportate a Parma, Piacenza, Stato di Milano, ed altri Dominj come sopra: il tutto a peso, ed a Moneta di Modena col Gigliato a lir. 50.

Transitando solo da Modena:

Merci sottili, che saranno la Seta tanto greggia, che lavorata, i Drappi di tutta Seta, o mescolati con Oro e Argento, Galloni, Bottoni ed altri lavori d'Oro, e Argento, o di Seta, o di più d'uno di detti Generi uniti insieme per ogni Soma di lib. 300 a peso lordo lire tre	Lir.	3	—
Merci grosse, che tali saranno tutte le altre, che non sono nella detta Classe delle sottili, per ogni Soma di lib. 500 a peso lordo lire una soldi due . . .	Lir.	1	2

Transitando dal Modenese, e Reggiano:

Merci sottili suddette per ogni Soma di lib. 300 a peso lordo lire quattro, e soldi cinque	Lir.	4	5
Merci grosse come sopra per ogni Soma di lib. 500 a peso lordo lire una soldi quindici	Lir.	1	15

Ed essendo le Merci rispettivamente meno, o più della Soma si riscuoterà a proporzione.

1777 Dalla suddetta Tariffa restano esclusi i Bestiami di qualunque sorta, e così i Grani.

Per godere le facilitazioni dei Dazj suddetti, le Merci, che deriveranno dal Mantovano, o che transiteranno per il detto Ducato, venendo dalla Germania, Stato Veneto, ed altri Stati, e che passeranno da Modena per andare in Toscana, e Livorno per la detta nuova Strada Modenese, e Pistojese, leveranno la Bolletta del Pagamento del Dazio alla Dogana di Modena, come dovranno fare a Reggio, o a Modena le Merci procedenti da Parma, ed altri Stati, con obbligo a' Conducenti di riportare il Reversale dall' ultima Posta Modenese di Pieve Pelago per la prova di essere dette Merci sortite dallo Stato Modenese, e di più essi Conducenti saranno tenuti riportare da Bosco lungo prima Dogana della Toscana il Certificato per giustificazione d'essere le dette Merci giunte in Toscana, tenendo la detta nuova Strada.

Viceversa le Merci, che deriveranno da Livorno, o dalla Toscana per transitare dal Modenese, o Reggiano, dovranno accompagnarsi per giustificazione della loro procedenza dal Certificato della detta Dogana di Bosco lungo, ed a Pieve Pelago, si dovrà levare la Bolletta del Dazio per consegnarsi con detto Certificato nella Dogana di Modena, ove si farà il pagamento del Dazio, o in quella di Reggio, quando da Formigine si andasse direttamente a Reggio, e rispetto a quelle Merci, che saranno destinate per il Mantovano, dovranno riportare il Reversale dall' ultima Posta Modenese, ed il Certificato della prima Dogana del Mantovano, da servire di prova d'essere dette Merci sortite dal Modenese; E per quelle, che andassero a Parma, Piacenza, Stato di Milano, ed altri Paesi, dovrà riportarsi dalla Posta di S. Ilario, o altre Poste del Dominio Modenese il Reversale per prova dell' Uscita dallo Stato.

Alla riserva di quanto sopra il Transito delle Merci nel Dominio Modenese non sarà sottoposto a verun altro Dazio, nè a veruna Onoranza, o Emolumento sotto qualunque titolo.

I Conduttori delle Merci saranno bensì obbligati ai soliti pagamenti nel passaggio dei Fiumi, qualora questi segua sopra Barche, o sopra i Porti secondo le attuali Tariffe; ma se a motivo della bassezza delle Acque i detti Fiumi si passassero a guado, non saranno tenuti ad alcun pagamento, non ostante qualunque disposizione in contrario. E per il passaggio dei Ponti sempre relativamente alle Condotte, ed ai Viandanti, che terranno la nuova Strada, non si esigerà verun Diritto, o Mercede in alcuna parte del Dominio di S. A. Serenissima.

Per maggior comodo alle Merci di Transito potranno le medesime stare in deposito nella Dogana di Modena, o di Reggio per lo spazio di un anno senza incorrere in alcun pregiudizio, e durante questo termine potranno spedirsi per Transito in una, o più volte a norma delle facilità stabilite come sopra. 1777

Milano questo di 26 Dicembre 1777.

Firmat: *Antonio Greppi*, Delegato come sopra.
Vincenzo Mugnay, Delegato come sopra.
Giac. Mellerio, Delegato come sopra.

d.

Nota de' Dazj, ed Onoranze, che si pagano attualmente nella Toscana sopra le Merci di Transito da Livorno a Bologna, via di Firenze, e viceversa col Gigliato a lir. 13, 6, 8.

Natura delle Merci.	*Dazj attuali.*			*Onoranze.*			*Totale.*		
	lire	soldi	den.	lire	soldi	den.	lire	soldi	den.
Merci di Livorno per Bologna, Drappi, Veli ec. di Seta per ogni Soma di lib. 300	7	11	3	1	2	4	8	13	7
Cannella, Coralli, Pepe ec. (per ogni Soma di di lib. 500)	3	14	—	1	17	—	5	11	—
Caccao, Caffe, Zuccaro ec.	1	17	—	1	17	—	3	14	—
Cottone, Campeggio ec. .	—	12	4	1	17	—	2	9	4
Pesce salato o secco ossia Baccalarl	6	10	—	1	17	—	8	7	—
Acciughe	7	16	4	1	17	—	9	13	4
Merci di Bologna per Livorno, Seta, suoi Drappi, Veli ec. per ogni Soma di lib. 300	8	19	7	—	19	10	9	19	5
Telerie, Merci ec. (per ogni Soma di lib. 500)	3	10	9	1	13	2	5	3	11
Reffe Curato o tinto	8	7	1	1	13	2	10	—	3

Milano questo di 26 Dicembre 1777.

Firmat: *Vincenzo Mugnay*, Del. come sopra.

e.

Nota che dimostra l'Intiero de' Dazj attuali, Transiti, che si pagano ne' Dominj del Serenissimo Sig. Duca di Modena alle Dogane di Modena, di Carpi, di Novi, e Montefiorino, ed in quella della Città di Reggio. Il tutto in Moneta corrente di Modena col Gigliato a lir. 30.

In Modena, Carpi, Novi, e Montefiorino.

Modena — Merci sottili, cioè Seta tanto greggia, che lavorata, Drappi di tutta Seta, o mescolati con Oro, ed Argento, Galloni, ed altri lavori d'Oro, ed Argento, o di Seta, o di più

1777 d'uno di detti Generi uniti insieme per ogni Soma di libbre trecento a peso lordo . . . . lir. 10 — —

Montefiorino . . . . lir. — 16 8

Carpi . . . . lir. 11 2 $2^{2}/_{3}$

Novi, lo stesso, che Carpi . . . . . . lir. 11 2 $2^{2}/_{3}$

In tutto per ogni Soma come sopra di Merci sottili lir. 33 1 $1^{1}/_{3}$

Merci grosse, cioè qualunque altro Capo non compreso nella detta Classe di Merci sottili per ogni Soma di libbro cinquecento a Peso lordo in

Modena . . . . lir. 3 16 —

Montefiorino . . . . lir. — 16 8

Carpi . . . . lir. — 11 $1^{1}/_{3}$

Novi, lo stesso, che Carpi . . . . . . lir. — 11 $1^{1}/_{3}$

In tutto per ogni Soma come sopra lir. 5 14 $10^{2}/_{3}$

In Reggio.

Merci sottili come sopra per ogni Soma di libbre trecento a peso lordo . . . . lir. 11 5 $2^{2}/_{9}$ $^{8}/_{15}$

Merci grosse come sopra per ogni Soma di libbre cinquecento a peso lordo . . . lir. 4 14 $9^{7}/_{9}$

Milano questo di 26 Dicembre 1777.

Firmat: *Giacomo Mellerio*, ec.

Noi Maria Teresa, per la Dio grazia Imperatrice de' Romani, Vedova, Regina d'Ongheria, di Boemia, Dalmazia, Croazia, Schiavonia, Galizia e Lodomeria ec. Arciduchessa d'Austria, Duchessa di Borgogna, Stiria, Carintia e Carniola, Gran Principessa di Transilvania, Marchesa di Moravia, Duchessa di Brabante, Limburgo, Luxemburgo, e Geldria, Wirtemberg, Superiore o Inferiore Slesia, di Milano, Mantova, Parma, Piacenza, Guastalla, Osviecino, e Zatoria, Principessa di Suevia, Contessa di Habsburgo, Fiandra, Tirolo, Hannonia, Chiburgo, Gorizia e Gradisca, Marchesa del Sac. Rom. Impero, Borgovia Superiore ed Inferiore Lusazia, Contessa di Namuroi, Signora della Marchia, Schiavonia e Meclinia, Duchessa di Lorena, e Barri, Gran Duchessa di Toscana ec. ec.

Nostro amatissimo Figlio, Serenissimo Arciduca Ferdinando, Nostro Luogotenente, Governatore, e Capitano Generale della Lombardia Austriaca. In coerenza al Reale Nostro Dispaccio 23 Marzo prossimo passato, con cui abbiamo approvato in massima il Progotto d'una Convenzione firmata il 26 Dicembre 1777, dai tre De-

legati de' rispettivi Principi Contraenti per un vicendevole ribasso de' Dazj di Transito da stabilirsi nel Mantovano, nella Toscana, e nel Modenese, a favore delle Mercanzie, che passeranno per la nuova Strada detta di Pistoja, dal Confine Mantovano traversando il Modenese al Toscano e viceversa. Preso da Noi di nuovo in considerazione il Trattato medesimo coi rischiarimenti in Nostro Nome chiesti al Governo, e da Esso dati con Lettera del Ministro Plenipotenziario Conte di Firmian de' 22 del mese scorso al Nostro Cancelliere di Corte e Stato, l'abbiamo approvato e ratificato, come in virtù del presente Reale Rescritto l'approviamo, e ratifichiamo, commettendo nel tempo stesso al Serenissimo Arciduca Governatore, che seguito il Concambio degli Esemplari di questa Convenzione fra i rispettivi Ministri Delegati, dia i suoi Ordini per l'esecuzione di essa dal canto della Nostra Lombardia. E preghiamo Iddio, che conservi il Serenissimo Arciduca per gran numero d'anni. Vienna li 14 Settembre dell' anno mille settecento settantotto. K. R. V. 1777

Firmat: *Maria Theresa.*

Per Sua Maestà l'Imperatrice Regina Apostolica.

Sott. *Giuseppe Sperges.*

Milano 20 Gennajo 1781.

Firmat: *Carlo, Conte di Firmian*
de Pagave.

Pietro Leopoldo per grazia di Dio Principe Reale d'Ungheria e di Boemia, Arciduca d'Austria, Gran Duca di Toscana ec. ec. ec.

Essendoci stato reso conto del Trattato di Commercio, e di facilità, e Privilegj per la nuova Strada Pistojese, e Modenese, che a beneficio dei rispettivi Sudditi dei Principi Contraenti è stato concertato, concluso, e sottoscritto fino sotto li 26 Dicembre 1777, dal Conte Consigliere D. Antonio Greppi Deputato per parte del Governo di Milano e di Mantova, di Vincenzo Mugnay a questo effetto specialmente Deputato, e incaricato per parte Nostra, e dal Consigliere Conte D. Giacomo Mellerio Deputato per parte del Serenissimo Sig. Duca di Modena, ed avendo trovate di piena Nostra soddisfazione le Convenzioni contenute in esso Trattato, quello perciò approviamo, confermiamo, e ratifichiamo, e ne comandiamo l'inviolabile osservanza.

In fede di che sarà il presente firmato di Nostra mano, e munito del Nostro Real Sigillo, visto dal Nostro Consigliere Intimo

1777 Attuale di Stato, e Ministro del Dipartimento degli Affari Esteri, e contrassegnato da uno dei Nostri Segretarj del Consiglio di Stato.

Dato in Firenze questo di quattro Novembre 1780.

Pietro Leopoldo.

Vidit: *Tommaso de Piccolomini.*

F. Seratti.

Ercole Terzo per la grazia di Dio Duca di Modena, Reggio, Mirandola ec. ec. ec.

Preso in considerazione il Trattato di Commercio, e quanto pel più facile avviamento, e felice progresso della nuova grande Strada Modenese, e Pistojese a vantaggio de' rispettivi Stati e Sudditi de' Principi contraenti è stato concordemente stabilito, e segnato il 26 Dicembre 1777 dal Conte Consigliere Don Antonio Greppi, Deputato per parte del Governo di Milano, e di Mantova, da Vincenzo Mugnay incaricato per quello di Toscana, e dal Conte Consigliere Don Giacomo Mellerio a questo effetto da Noi specialmente Deputato, e incaricato; e avendo conosciute le Convenzioni contenute in esso Trattato pienamente corrispondenti alla Nostra aspettazione, e desiderio, lo approviamo di buon grado, confermiamo e ratifichiamo e ne comandiamo, la costante inviolabile osservanza. In fede di che sarà il presente firmato di Nostra mano, munito del Nostro maggior Sigillo, e contrassegnato dal Nostro Consigliere intimo attuale di Stato, di Conferenza e Ministro di Gabinetto per gli affari esteri.

Dato in Modena questo di ventisette Novembre 1780.

Firmat: (L. S.) *Ercole.*

Contrass. *Filippo Giuseppe Conte Marchisio.*

43.

3 Janvier 1778.

Accord entre l'Impératrice Marie Thérèse et l'électeur Palatin, touchant les droits de succession sur la Bavière, signé à Vienne 3 Janvier 1778; ratifié par le Prince Électeur à Munic le 14 Janvier 1778. 1778

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 582.)

Vergleich wegen der Baierischen Erbfolge, zwischen Ihro K. K. apost. Majestät und Sr. Churf. Durchlaucht von der Pfalz zu Wien den 3. Januar 1778.

Demnach Ihro Kaiserl. Königl. Apostolische Majestät und Sr. Churfürstliche Durchlaucht von der Pfalz nichts sehnlicher wünschen, als die Wohlfahrt und den Ruhestand des Teutschen Reichs aufrecht zu halten, und dahero all dasjenige sorgfältig zu entfernen, was diesen patriotischen Gesinnungen entgegen stehen könnte; so haben Sie sich in dieser Absicht veranlasst gesehen, bei dem sich ergebenden ledigen Falle, da das Churhaus Bayern in seinem Mannsstamm erloschen ist, wegen der Succession in die Bayerischen Lande, insoweit sowohl das Churhaus Pfalz als auch das Erzhaus Oesterreich Ansprüche darauf zu haben vermeinen, in eine freundschaftliche Einverständniss zu treten, und sich über nachstehende Punkte verbindlich zu vergleichen:

Oesterreichische Ansprüche anerkannt.

Art. I. Erklären Ihro Churfürstl. Durchlaucht von Pfalz für Sich, Ihre Erben und alle Ihre Nachfolger an der Chur, auf das feyerlichste, den von Ihro K. K. Apostolischen Majestät und dem Erzhaus Oesterreich, vermög der vom Kayser Sigismund, dem Herzog Albrecht von Oesterreich ertheilten Belehnung gemachten Anspruch auf alle und jede Bayerische Lande und Bezirke, welche, vermög der Theilung von 1353, der Bayerische Herzog Johann besessen hat, als vollkommen gegründet anzuerkennen, doch mit dem Vorbehalt, dass dem Churpfälzischen Hause obliegen werde, bey sich ergebenden Zweifel über die Gränzen dieses Antheils documentirte Beweise vorzulegen.

Besitznahme gestattet und befördert.

Art. II. Versprechen dahero Ihro Churfürstl. Durchl. bei dem nunmehro erloschenen Wilhelminischen Mannsstamme nicht nur

1778 ohne einige Hindernisse geschehen zu lassen, sondern auch aus vollem Vermögen dazu behülflich zu seyn, dass diese Lande ohne alle Ausnahme, von Seiten des Erzhauses von Oesterreich in wirklichen Besitz genommen werden mögen.

Mindelheim.

Art. III. Auf gleiche Weise versprechen auch Ihre Churfürstl. Durchl. von Pfalz für sich, Ihre Erben und Nachfolger, dass die Herrschaft Mindelheim in Schwaben Ihro K. K. Apostol. Maj. und dem Erzhaus Oesterreich vermög darauf habenden Expectanz und anderer rechtlichen Ansprüche, frey und ungehindert, und ohne einiger unter was immer für einem Titel machender Forderung zufallen solle.

Böhmische Lehen in der Oberpfalz.

Art. IV. Erklären Ihro Churfürstl. Durchl. den Rechtsbeständigen Rückfall der Königl. Böhmischen Lehne in der obern Pfalz bei dem dermaligen Ausgang des Churbayerischen Mannsstamms, zwar unter keinerlei Vorwand widersprechen zu wollen; dennoch aber hoffen dieselbe, dass Ihro K. K. Apostol. Maj. zur weiteren Ueberlassung dieser Lehen an das Churhaus Pfalz ex nova gratia, auch allenfalls des dominii directi und Superioritatis territorialis über solche Lehen, gegen annehmliche Bedingnisse, sich geneigt finden lassen dürften.

Churpfälzisches Successionsrecht anerkannt.

Art. V. Hingegen geben Ihro K. K. Apostol. Maj. für sich, Ihre Erben und Nachkommen, die feierlichste Zusage von sich, das Erb- und Lehenfolgs-Recht Ihro Churfürstl. Durchl. und des gesammten Pfälzisch-Rudolphischen Hauses, in ganz Ober- und Niederbayern, jedoch mit dem Ausschluss der obgedachten, an Oesterreich zurückfallenden Distrikten aus dem Grunde der Abstammung von dem ersten Erwerber anerkennen, und zum Behuf dieses Churpfälzischen Successions-Rechts bey Kayser und Reich, oder wo es sonst nöthig, nach aller Thunlichkeit sich verwenden zu wollen, und dahero auch geschehen zu lassen, dass bey sich ergebenen Abgang des Churbayerischen Mannsstamms, das Churhaus Pfalz von diesen Landen Besitz nehme.

Künftiger Austausch.

Art. VI. Uebrigens behalten sich Ihro K. K. Apost. Maj. und Churfürstl. Durchl. von Pfalz bevor, über einen Austausch entweder der Ihro Maj. nnd Erzhaus verglichenermaassen unstreitig zufallenden Districten, oder des ganzen Complexus, oder aber einiger Theile, mit allmähligen Abzug des diesseitig richtig gestellten Antheils, nach dem es beiderseitige Convenienz erheischen werde, einen weitern Vergleich zu treffen.

Zur wahren Urkund dieses alles sind zwei gleichlautende 1778
Exemplaria verfertiget, und von beiderseits bevollmächtigten Ministris, unter Vorbehalt Allerhöchst- und höchster Begnehmigung, deren Beybringung und Auswechselung innerhalb 14 Tagen, von der Unterschreibung an zu rechnen, oder noch eher stipulirt wird, Kraft habender Vollmacht unterschrieben, und mit dem angebohrnen Insiegel bekräftiget, und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Wien den 3. Januar im 1778. Jahre.

Kaunitz. *Ritter.*

44.

3 Août 1778.

Convention entre l'Évêque de Brixen et la République de Venise pour régler les limites entre les territoires respectifs, signée à Lavinal-Longo 3 Août 1778; ratifiée par le Prince Évêque à Brixen 31 Août 1778, et par le Doge à Venise le 28 Août 1778.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Paulus Rainerius Dei Gratia Dux Venetiarum etc.

Cum ad perfectam, quam ergo Sacram Imperatricis Reginae Majestatem, nec non Illustrissimum et Reverendissimum Episcopum, et S. R. I. Principem Brixinensem colimus, amicitiam, ac comunem subditorum tranquillitatem magis magisque stabiliendam, e re visum fuerit fines inter Venetam Ditionem, e Brixinenses Capitaneatus Fasse, et Buchenstein, quorum pars alias definita, pars vero definienda erat confirmare, seu de novo, prout opus foret, constituere; Commissarj hinc inde ad hoc missi, inspecto diligenter Locorum situ, atque omnibus mature consideratis, Conventionem sub Die III Mensis Augusti anni proxime elapsi unanimiter iniverunt cujus quidem tenor hic est.

Protocollo, e Relazione delle operazioni commissionali seguite l'anno 1778 nella Visita della Linea Confinaria, che divide i due Capitaniati Bressanonesi di Fassa, e Buchenstein dal Capitaniato di Agordo, e Giurisdizione della Rocca della Provincia Bellunese, e porzione del Cadorino. Essendosi convenuto fra Sua Maestà l'Imperatrice Regina Apostolica etc. Contessa del Tirolo, ed Avvocata di Bressanone, e Sua Altezza Reverendissima Vescovo, e del Sa-

1778 gro Romano Imperio Principe di Bressanone da una parte, e fra la Serma. Repubblica di Venezia dall' altra parte di ordinare la revisione, dilucidazione, e fissassione dei rispettivi Confini, che dividono i due Capitaniati Bressanonesi di Fassa, e Buchenstein della Provincia Bellunese, e Cadorina, abbiamo noi sotto segnati Commissarj intrapresa l'anno decorso 1777 la revista di detta Confinazione, e fatto anche elevare in Mappa dai rispettivi Ingenieri le località della medesima: ma a motivo di non prevvedute emergenze, e della Stagione avvanzata si dovetto sospenderne le ulteriori operazioni, e lo stabilimento di una formale Convenzione. Concerne la intiera Linea di tale Confinazione tre parti principali: una che divide la Comunità di Soraga Capitaniato di Fassa dalla Comunità di Falcade Pieve di Canale Capitaniato di Agordo; l'altra che divide il restante del Capitaniato di Fassa, come pure la maggior porzione del Capitaniato di Buchenstein dalle Comunità Venete delle Laste, Rocca, e Cavrile; la terza che termina a dividere il Capitaniato di Buchenstein dalle Comunità Cadorine Selva, e Pescul. La prima comincia dal cosi detto Piano de Zingani fino inclusive la Creppa, ossia Forca rossa; la seconda dalla Creppa rossa per le consecutive altissime Montagne al Fiume Cordevole, ed all' acqua Fiorentina sino al maso di Rovè; la terza da detta acqua Fiorentina sino circa il monte Giau, e Col Piombino; ma siccome io Prov. Veneto munito non mi trovo delle necessarie commissioni intorno l'accennata terza Conterminazione, cosi si riasunse soltanto nell' anno corr. l'oggetto già trattato delle rifferite due prime parti di Confinaziono, quale premessi gli opportuni esami, e concerti, fù da noi di bel nuovo, colla continua assistenza dei rispettivi Ingegneri Giorgio Singer, e Capitanio Ingegnere Leonardo Scarello, e coll' intervento dei Deputati di ambe le Comunità Limitrofe, riscontrata, e col reciproco assenso delle Parti, a cui si aspetta in conformità degli allegati, e delucidati possessi, ed in parte di reciprochi documenti convenuta, e regolata come segue.

I. Confinazione

tra la Comunità di Soraga Capitaniato di Fassa, e la Comunità Bellunese di Falcade Pieve di Canale.

Avendo adunque dato principio alla prima parte dell' ennunciate Confinazioni, si riscontrò un termine antico situato nel cosi detto Pian de Zingani al di sotto di S. Pellegrino connotato con tre Croci, ed una logora Iscrizione: Trento, Bressanone, Veneto 1474; qual Termine fù riconosciuto d'ambe le Parti per divisorio.

Si ordinò dunque che sia rinnovata l'Iscrizione antica: Trento, 1778
Bressanone, Veneto 1474; e che venga inciso RIN (dinotante rinnovato) oltre il n°. 1, Lett. A, e millesimo corrente 1778. Seguita di là il Confine in linea retta al Rio di S. Pellegrino, ove per dinotare tale andamento, abbiamo fatto piantare un Termine intermezzo segnato Lett. AA. Corre indi la Linea per mezzo di detto Rio, quale unendosi poi col Rivo di Fulchiade forma alla confluenza, e nel successivo suo tratto sino all' imboccatura dell' acqua della Valfredda, di comune accordo, il Divisorio delle due Comunità limitrofe di Soraga, e Falcade. Essendo il sito della confluenza dell' acque di Valfredda col Rio di S. Pellegrino di natura sua invariabile, poiche amendue le acque scorrono per profonde Valli, non si ha creduto necessario di farvi mettere alcun Termino tanto più che ponendolo nel preciso sito della confluenza, sarebbe soggetto a pericolo, e mettendolo in qualche distanza potrebbesi cagionare nuove questioni fra le Parti. Dal punto della confluenza dell' acqua di Valfredda ascende il Confine giusta l'alveo della medesima, che forma la divisione confinaria sino ad una Statio, ove fù messo altro Termine segnato n°. 2, Lett. B, e fù inciso il millesimo 1778. Indi ascendendo per Linea retta, arrivasi ad un sito, ove nei tempi passati era un Castello per la Guardia Veneta di Sanità, ed ove fù posto un' altro Termine segnato n°. 3, Lett. C, ed inciso il millesimo 1778. Di là salendo in sù per la Valfredda verso Settentrione, arrivasi ad uu Corrozetto, ossia picolo Promontorio, il quale riconosciuto d'ambe le Parti per Termine Divisorio, vi furono scolpite tre Croci col segno n°. 4, Lett. D, e fù inciso il millesimo 1778. Da tale Corrozetto appigliandosi a destra alla Strada fù collocato un altro Termine marcato n°. 5, Lett. E, fù inciso il millesimo 1778. Segue la Linea Divisoria per la Strada medesima sino che s'incontra un Dosso, ove fù piautato altro Termine n°. 6, Lett. F, e fù inciso il millesimo 1778. Di là continua il confine per il silene di detto Dosso sino ad una certa prominenza, ove fù collocato il Termiue n°. 7, Lett. G, e parimenti il millesimo 1778 inciso. Ascende poscia il confine di sua natura apparente sù per il Dosso sino dove mancando l'indicaziono del Dosso stesso fù fissato altro Termino n°. 8, Lett. H, ed inciso il millesimo 1778. Di là salo il Confine per il Dosso naturale e visibile fino che si arriva alla più alta rupe chiamata la Forca, ossia Creppa rossa, ove si è fatto scolpire nel Cengio altro Termine n°. 9, Lett. I 1778. All' imboccatura dol Rivo di Fulchiade nel Rivo di S. Pellegrino sotto il Termine n°. 1 godono anticamente i Sudditi Fassani il diritto, e l'uso

1778 d'una picola Stuva, quale ai medesimi viene preservata secondo l'antico possesso. A dirimere in oltre le ulteriori contestazioni, e controversie inserte, e che insorger potessero fra gl' uomini, e le Comunità confinanti di Soraga, e Falcade per il possesso dei particolari Sudditi Veneti avvanzato oltre i limiti della Confinazione Territoriale, furono escavate sufficienti Fosse giusta i Confini di detti possessi privati da ambe le Parti riconosciuti, e laudati, con far segnare anche con Croci qualche sasso, che opportunemente trovasi lungo il Fosso. Entro questi limiti, senza pregiudizio però della Giurisdizione, goderanno i Possessori quali si sieno del pacifico privato possesso, proprietà, e frutto de' Beni stessi, senza che questo godimento possa loro venire in qual si sia modo, o caso impedito, e per reciproco accordo delle Parti, non potranno questi Beni di possesso privato essere agravati più di quello, che di presente, o in avvenire saranno aggravati gl' altri Beni confinanti ed appartenenti a' Sudditi Fassani. Per conseguenza naturale dovranno adunque i Falcadini pagare annualmente in Soraga quelle steore, e altre contribuzioni, che giusta la ripartizione pubblica toccherà alla realità dell' accennato loro possesso privato, e ciò senza veruna eccezione, e sotto le stesse Leggi, alle quali sono soggetti in caso di mancanza, o tardanza gli stessi Sudditi di Fassa. Tale Linea si Territoriale che privata trovasi delineata in giusta misura col suo profilo, e colle opportune connotazioni, e distanze dei surriferiti punti, termini, e Fosse nella compiegata Mappa n°. 1 geometricamente formata, e sottoscritta dai pred[ti] due Ingegneri Giorgio Singer, e Capitano Ingegnere Leonardo Scarelli.

II. Confinazioni

tra il restante del Capitaniato di Fossa, ed una porzione del Capitaniato di Buchenstein, e tra le Comunità Venete delle Laste, della Rocca, e di Cavrile Passati dal citato Termine n°. 9, Lett. I esistente alla Creppa rossa, s'incontrano Montagne inaccessabili, per le alte cime delle quali corre la Linea Confinaria fino alla Forcella del Campo della Selva di ragione coi quei di Fassa, ed Ombreba di quei della Rocca. Da questa Forcella si accordarono i rispettivi ulteriori Confini per lo cime delle Crode della Marmolada, Montagna a perpetue nevi condaunata, esistente la maggior parte nel Distretto Fassano, e parte nel Rochesano, indi alla cima più alta di Soranta, quale debba formare il punto principale della consecutiva confinazione. E perciò fù ordinato di scolpire nel basso Scoglio di detta Rupe Soranta una Croce, ove potrà venire

inciso, come Termine principale il n°. 10, ed il millesimo 1778. 1778
Discendendo da Saranta in linea retta, s'incontra un sasso grande nel quale fù scolpita altra Croce, ed al quale potrà venir aggiunto il n°. 11. Passando di là in Linea retta il sentiere della Valle, s'incontra un' altro Sasso grande nel quale parimenti fù scolpita orizontalme^{e}· una Croce, al quale sarà da aggiungere il n°. 12 1778. Dal motivato sentiere della Valle si ascende in linea retta il Colisello ivi contiguo chiamato Mogon, ove in sasso fù scolpita una Croce quale coll' aggiunta del n°. 13 potrà servire per altro Termine Territoriale. Corre indi la linea rettamento discendendo per mezzo del Campo chiamato dalla parte Rochesana Stenzon fra i Prati di S. Antonio di alba, ed i prati di S. Madalena posseduti da due Rochesani, in mezzo ai quali fù ingionto di contrassegnare con pietra il sito ovo si potrà porre altro Termine col n°. 14 colla riserva del Dominio privato presentemente goduto. Da questo Termine cammina la Linea rettamente per detti Prati sino all' incontro di un Sasso vivo conotato di una Croce, continuando ad ascendere il prativo sino ad un altro sasso vivo segnato anche con croce, di là sempre ascendendo sino ad un altro sasso connotato parimente con croce, e di là ascendendo al piede dello Scoglio Padon, ove in un sasso alto sei piedi fù scolpito una Croce, alla quale potrà aggiungersi il n°. 15, e millesimo 1778. Indi ascende la linea alla cima alta di detto Scoglio Padon. Dappoi questo sasso di Padon principiano a confinare colle Comunità Venete dell Laste, e della Rocca le viciuie di Lavinal-Longo Capitaniato di Buchenstein, continuando il respettivo confine di girare il Cordone delle cime più alte delle concatenate Crode di Longiarezze, ove al sentiere, che da Gruella conduce a Sottogudda, e Fedaja, potrà essere piantato altro Termine con n°. 16, e millesimo 1778. Da questo Termine passa il Confine le cime più alte di Bronzotone, Flinglazze sino alla sommità di Pizzoncol, dal quale discendendo alla prima fissura, ossia apertura bassa, fù scolpito sullo scoglio una Croce. Da questa si discende al principio del prativo del Glazanei, dovendo andare la linea Territoriale a seconda di detta prativa, talmente che sia compresa entieramn^{e}· el Distretto Bressanonese, come altresì appartenente, al maso solil registrato nell' Urbario di Buchenstein, la qual prativa dovrà essere contrassegnata con diverse Croci, o due Termini n°. 17 e 18, Lett. A 1778, procedendo indi dopo detta intiera prativa il Confine in linea retta sino al Col della Gallina, quale nella sommità farà il Divisorio, ove sarà messo un Termine principale col n°. 19, e 1778. Da quest' ultimo Termine sulla sommità del

1778 Col della Gallina proseguirà la Linea secondo il Cordone al Col d'Altamè, sul quale fù segnata una Croce, o potrà esser piantato col n°. 20, e millesimo 1778. Dal Col d'Altamè seguita la Linea per la Costa di Loretieri, ossia Segolla sino alla congiunzione delle due acque del Rio di Avedin, e Rio d'Agaj, ove sopra la Costa sarà impiantato altro Termine principale col n°. 21, e millesimo 1778. Dall' accennato Termine n°. 21 corre la Linea per mezzo di detto Rio di Avedin sino al Fiume Cordevole, quale nel mezzo del suo corso forma l'ulterior confinaziono sino all' imboccatura del Rio del Pian di Sala, per il quale ascendendo l'ulterior Linea confinaria, vione a principiare la conterminaz^e. tra Cavrile, e Col di S. Lucia Capitaniato di Buchenstein secondo la convenzione dell' anno 1609, prodotta dalle rispettive Parti, a tenore della quale s'incontrò sotto la sommità detto Pian di Sala un Termino segnato nello Scoglio con Croce, e sopra di quello un Capitello, quale da noi fù fatto innovare, incidendovi anche l'anno 1609 col n°. 22, e le Lett. R I N, che dinota rinnovato, ed il millesimo 1778. Seguita il Confine in linea retta per il Pian di Sala, secondo la direzione di 3 Capitelli esistenti già dall' anno 1609 come Termini Divisorj, quali fatti alquanto riparare furono segnati coi rispettivi n°. 23 — 24 e 25 — continuando la stessa direzione, si arriva per la Stenda, che porta a Cavrile, ed al Col di S. Lucia, a due Capitelli posti dirimpetto l'uno all' altro, nei quali come Termini principali parimente rinnovati fù messa una pietra in faccia l'una all' altra coll' incisiono del 1609 n°. 26, R I N. 1778. Seguita la Strada che passa tra i medesimi due Capitelli, ed ascende verso il Col di S. Lucia a formare il Divisorio tra Cavrille, e Col di S. Lucia fino al maso di Rovè, ove termina a dividere tra esse Comunità un Lavinale, ossia Vallone, che và a finire nell acqua Fiorentina. Per maggior visibilità di tale linea terminante fù ordinato di piautare a man destra della Strada sud^a. dirimpetto alla Siepe del Maso di Rovè in linea retta d'un Termino esistente nol Lavinale, ossia Vallone segnato con Croce l'ultimo Termine principale col n°. 27, 1609 e 1778. E per indicare maggiormente, che sino a detto Termine principale la Strada commune fà il rispettivo Divisorio, furono segnati da ambe le Parti della Strada duo Sassi con una Croce. Nel restante si rapportano lo Parti al coutenuto della prodotta Convenzione dell' anno 1609, e si riservano espressamente i diritti reciprochi delle Comunità secondo i fin ora goduti possessi toccante il pascolo, e taglio de' Boschi, como parimente viene preservato qualunque diritto del Castello di Buchenstein, e della chiesa di Lavinal-Longo,

ed altri Sudditi Lavinalcesi nei Distretti della Rocca, Laste, e Ca- 1778
vrile, secondo gli Urbarj, e possessi, e lo stesso viene riservato per parte Veneta. Tutte queste ubicazioni della seconda Confinazione coi Termini della Linea convenuta furono elevate in Mappa geometrica dai mentovati due Ingegneri, quale da essi sottoscritta umilissamente presentiamo sotto n°. 11. Terminato in tal guisa l'oggetto dello stabilimonto formale delle sud^e. due Confinazioni, richiedeva l'importanza per avere un accertato compimento dell' intiera Linea confinaria, che divide il restante del Capitaniato di Buchenstein dal Cadorino, d'intraprendere pure la revista, e le correlative commissionali determinazioni riguardo all' accennata terza conterminazione, ma non trovandosi il Veneto Proveditore munito delle necessarie istruzioni, e facoltà riguardo al tratto di linea che servir dovrebbe ad intiero compimento della conterminazione Bressanonese, rimane sospeso il tratto del compimento medesimo sino che egli assoggettando alla Ser^ma. Repubblica la importanza dello stesso, ottenga in riscontro le pub^e. dilibraz^ni., avute le quali si riserva di communicare sollecitamente ciò cho gli verrà prescritto. Salve sopra tale, nostro Commissionale operato, e convenuto le Ratifiche di Sua Maestà l'Imperadrice Regina Apostolica ec. ec. Contessa del Tirolo, ed Avvocata di Bressanone, della Ser^ma. Repubblica di Venezia, e di sua Altezza Reverendissima Vescovo e del Sagro Romano Impero Principe di Bressanone, con profondo rispetto rassegnandoci Lavinal-Longo il dì 3 Agosto 1778.

Gius. de Trentinaglia
Comm^o. di S. Maestà l'Imperadrice Regina Apostolica, Contessa del Tirolo, ed Avvocata di Bressanone.

Gabriello
Co. Barcelloni Corte Prov. ai Confini per la Ser^ma. Repubblica di Venezia.

Marco Barone de Cazan in Griesfeld
Comm^o. di S. A. R. Vescovo, e del S. R. I. Principe di Bressanone ec. ec.

Praesens copia consonat per omnia cum originali transactione inter Illustrissimos D. D. Commissarios Venetum et Brixinensem Livinal-Longi Die 3^tia Augusti 1778 inita in cujus fidem sigillum Commissionis Brixinensis apposui, ac me subscripsi. Brixinae Die 31 Augusti 1778.

(L. B.)
can.

Ignatius Jos. Labiser
Actuarius Commissionis.

L. D. 1778 — 25 Settembre. Belluno etc. Hanc igitur Conventionem una cum delineatis confiniorum Tabulis, ad quas ipsa

1778 refertur, approbavimus, confirmavimus, et ratam habuimus, quemadmodum hisce habemus; spondentes insuper cum Senatu Nostro omnia, et singula, quae in eadem Conventione continentur, Nos bona fide curaturos, ut omnimodam executionem perpetuo sortiantur; In cuius rei testimonium praesentes Litteras ex stylo Reipublicae Nostrae subscriptas Sigilli Nostri appensione muniri jussimus.

Datae in Nostro Ducali Palatio Die 28 Augusti Ind. 12 1779.

Polo Renier Doge di Venezia.
Gio. Pietro Legrenzi Segrio.

45.

13 Mai 1779.

1779 Traité de paix entre l'Impératrice et le Roi de Prusse, avec les conventions séparées entre l'Autriche et la Saxe; l'Autriche et l'Électeur Palatin; les actes d'accession du duc des Deux-Ponts, et les actes de garantie de la France et de la Russie; conclu et signé à Teschen le 13 Mai 1779; avec les actes relatifs à l'adhésion de l'Empire au traité de Teschen.

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 661.)

Au nom de la très-Sainte Trinité, Père, Fils et Saint Esprit.

Soit notoire à tous présents et à venir, à qui il appartient, ou appartiendra; Que le feu de la guerre s'étant malheureusement allumé à l'occasion des différents survenus sur la succession de Bavière, entre Sa Majesté la Sérénissime et très-Puissante Princesse Marie Thérèse, Impératrice douairière des Romains, Reine de Hongrie et de Bohème etc. etc. et Sa Majesté le Sérénissime et très-Puissant Prince Frédéric Roi de Prusse, Electeur de Brandenbourg etc. etc. Leurs dites Majestés ne s'en sont pas moins occupées depuis lors, des moyens d'en arrêter les progrès et de rétablir entre elles le plutôt qu'il seroit possible, l'amitié et la bonne intelligence que venoit d'altérer ce fâcheux événement. Par une suite de leurs intentions et de leurs sentimens réciproques,

Leurs dites Majestés ont établi et repris à cette fin entre elles 1779
plusieurs négociations pacifiques; mais comme le succès n'en a point été favorable, et qu'elles ont jugé moyennant cela ne pas pouvoir continuer à travailler directement au rétablissement de la paix, persistant néanmoins à la désirer sincèrement de part et d'autre, elles se sont déterminées à réclamer pour cet effet la médiation de Leurs Alliés respectifs persuadées, qu'elles pouvoient mettre la confiance la plus entière dans les sentimens d'équité et d'impartialité qu'ils leur avoient témoignés dans tout le cours de cette occurrence.

Elles les en ont donc requis en conséquence, et Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, ainsi que Sa Majesté Très-Chrétienne ayant bien voulu s'en charger, il a résulté enfin de la louable réunion des soins de Leurs dites Majestés, l'heureuse réconciliation entre les hautes parties belligérantes, lesquelles ayant donné les mains au plan de pacification, qui leur a été proposé par les Puissances Médiatrices, Sa Majestés Apostolique l'Impératrice douairière Reine de Hongrie et de Bohème a nommé en conséqnence pour Plénipotentiaire de sa part le Sieur Jean Philippe Comte de Cobenzl, Baron de Proseck etc. Son Chambellan, Conseiller d'Etat intime actuel, Conseiller d'Etat d'épée aux Paysbas, Vice-Président de la Députation Ministérielle de la Banque; et Sa Majesté le Roi de Prusse de son côté, le Sieur Jean Hermann Baron de Riedesel, Son Chambellan; les dits Ministres se sont assemblés dans la ville de Teschen, où Leurs Majestés l'Impératrice de toutes les Russies et le Roi Très-Chrétien ont aussi envoyé leurs Plénipotentiaires pour assister aux conférences de Paix, savoir: le Sieur Nicolas Prince de Repnin, Général en Chef des armées de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, Gouverneur général de Smolensko, Bielgorod et Orel, Senateur, Lieutenant-Colonel des Gardes du Corps et Chevalier des Ordres de St. Alexander-Newsky, de l'Aigle blanc, de St. Anne et de l'Ordre militaire de St. George, et le Sieur Louis Auguste Baron de Breteuil, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, Brigadier de Ses armées et Gouverneur de Gergeau; le travail infatigable de ces deux Plénipotentiaires médiateurs a eu un succès si heureux, que les susdits Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Impératrice-Reine de Hongrie et de Bohème et de Sa Majesté le Roi de Prusse, après s'être duement communiqués et avoir échangé leurs Pleinpouvoirs respectifs, ont arrêté définitivement et réduit en forme solemnelle les Articles de Paix ci-après, à savoir:

1779 Paix et amitié.

Art. I. Il y aura à l'avenir et pour toujours une paix solide et inviolable, ainsi qu'une vraie et sincère amitié entre Sa Majesté l'Impératrice Reine et Sa Majesté le Roi de Prusse, leurs héritiers et successeurs, leurs Royaumes et Etats, sujets et vassaux de quelque qualité et condition qu'ils soient.

Amnestie.

Art. II. Pareillement, il y aura un oubli perpétuel de tout ce qui a été commis de part et d'autre, avant ou depuis le commencement de la présente guerre. Les sujets des hautes parties contractantes, sans nul excepter, jouiront aussi d'une amnestie générale et de tous ses effets, non obstant toutes lettres avocatoires, et en conséquence, main levée leur sera accordée des biens, effets et revenus, saisis, confisqués ou détournés, sans qu'ils puissent être inquiétés sous aucun prétexte dans leurs personnes, biens, honneurs et droits quelconques, mais devant au contraire être laissés et rétablis en leur possession et jouissance paisible.

Evacuation des Provinces etc.

Art. III. Les hostilités ayant déjà cessé depuis la suspension d'armes dont on est convenu, chacune des deux hautes parties contractantes évacuera immédiatement et dans l'espace de seize jours après la signature du présent Traité de paix et restituera à l'autre sans aucune réserve, les provinces, villes, lieux et places, qu'elle peut avoir occupés sur l'autre, bien entendu, que les villes et places soient délivrées de part et d'autre dans l'état où par rapport aux fortifications à l'Artillerie et aux Munitions, elles étoient au moment de l'occupation.

Prisonniers de guerre etc.

Art. IV. Tous les prisonniers de guerre et les sujets respectifs détenus pour cause de la guerre, seront, sans distinction ni reserve et sans payer aucune rançon, délivrés et restitués de part et d'autre, dans six semaines au plus tard après l'échange des ratifications du présent Traité, en payant toutefois préalablement les dettes qu'ils auront contractées pendant leur captivité. L'on renoncera réciproquement à ce qui leur aura été fourni, ou avancé pour leur subsistance et entretien, et l'on en usera en tout de même à l'égard des malades et blessés d'abord après leur guérison; à laquelle fin seront incessament nommés des commissaires de part et d'autre pour procéder à l'exécution de cet article.

Contributions.

Art. V. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, cesseront du jour de la signature du



présent Traité. Tous les arrérages dûs à cette époque, ainsi que 1779
les billets et promesses données pour cause de la guerre, sont déclarés nuls et de nul effet à jamais, et l'on est convenu de plus, que tout ce qui aura été exigé, pris ou perçu après l'époque susdite, soit d'abord rendu gratuitement et de bonne foi.

Sujets entrés au service de l'autre Puissance.

Art. VI. L'on est convenu aussi, de se rendre mutuellement les sujets de l'une des hautes parties contractantes, qui pourroient avoir été obligés d'entrer dans le service de l'autre et l'on s'entendra après la paix amiablement sur les mesures nécessaires à prendre pour exécuter cette stipulation avec l'exactitude et la réciprocité convenables.

Convention entre l'Imp. R. et l'Elect. Pal. et le Duc de Deux-Ponts.

Art. VII. La convention signée ce jourd'hui entre Sa Majesté l'Impératrice Reine tant pour elle-même, que pour ses héritiers et successeurs d'une part et de l'autre le Sérénissime Electeur Palatin, pour lui, ses héritiers et successeurs et Monsieur le Duc des Deux-Ponts, qui y a pris part comme partie principale contractante, également pour lui, ses héritiers et successeurs, sera annexée au présent Traité; elle sera censée en faire partie, comme si elle y étoit insérée mot à mot, et elle sera garantie par les Puissances Médiatrices ainsi que le Traité de paix même.

Garanties des Pactes de fam. de la maison Palatine.

Art. VIII. Les Hautes Puissances contractantes et médiatrices du présent Traité sont convenues de garantir et garantissent formellement à toute la Maison Palatine, et nommément à la ligne de Birkenfeld, les Traités et Pactes de Famille de 1766, 1771 et 1774, en tant qu'ils sont conformes au Traité de paix de Westphalie et qu'il n'y est pas dérogé par les cessions faites par le présent Traité et Conventions, ainsi que l'Acte signé aujourd'hui entre le Sérénissime Electeur Palatin et Mr le Duc des Deux-Ponts, sur l'observation et l'exécution de leurs susdits Pactes de Famille, lequel est annexé au présent Traité, et censé en faire partie, comme s'il y étoit inséré mot à mot.

Convention relative aux prétentions de la Saxe.

Art. IX. La convention particulière d'aujourd'hui, par laquelle les prétentions du Sérénissime Electeur de Saxe, substitué aux droits de Madame l'Electrice douairière sa Mère, héritière allodiale du feu Electeur de Bavière, ont été réglées et fixées entre les parties intéressées, sera pareillement annexée au présent Traité, dont elle sera censée faire partie, comme si elle étoit insérée ici mot à mot et sera garantie par Leurs Majestés l'Impératrice-Reine

1779 et le Roi de Prusse; elle le sera également par les puissances médiatrices, ainsi que le Traité de paix même.

Succession de Anspach et Bareuth.

Art. X. Comme on a élevée des doutes sur le droit que Sa Majesté Prussienne a de réunir à la primogéniture de Sa Maison les deux Principautés de Bareuth et d'Anspach, en cas d'extinction de la ligne, qui posséde actuellement ces deux Principautés, Sa Majesté l'Impératrice-Reine s'engage pour elle et pour Ses héritiers et successeurs, à ne jamais mettre aucune opposition, à ce que les dits pays d'Anspach et de Bareuth puissent être réunis à la primogéniture de l'Electorat de Brandebourg et qu'elle puisse en disposer à son gré.

Droits féodaux d. d. P. contractantes relat. à ces Principautés.

Art. XI. Et attendu que les dites Principautés contiennent d'un côté dans leur territoire des fiefs dépendans de la Couronne de Bohème, tandis que de l'autre ces Margraviats ont dans leur mouvance des fiefs situés sur le territoire d'Autriche; leurs Majestés l'Impératrice-Reine et le Roi de Prusse consentent dès à présent, à renoncer, lorsque le cas échéera de la réunion prévue dans l'article précedent, à tous droits et hauteurs, sous quelque dénomination, qu'ils soient désignés, ainsi qu'à toute dépendance de ces fiefs et parties de fiefs, et à faire cesser respectivement tout lien féodal sans nulle réserve.

Renouvellement d. anciens traités.

Art. XII. Les Traités de Westphalie et tous les Traités conclus depuis entre Leurs Majestés Impériale et Prussienne, et nommément ceux de Breslau et de Berlin de 1742, de Dresde de 1745 et de Hubertsbourg du 15 Février 1763 sont expressément renouvellés et confirmés par le présent Traité de paix, comme s'ils y étoient insérés mot à mot.

Fiefs de l'Empire à conférer à la M. Palatine.

Art. XIII. Sa Majesté l'Impératrice-Reine se joindra à Sa Majesté Prussienne, à Monsieur l'Electeur Palatin et à Monsieur le Duc des Deux-Ponts, pour requérir Sa Majesté l'Empereur et l'Empire, de vouloir bien conférer à Son Altesse Electorale Palatine les fiefs de l'Empire situés tant en Bavière qu'en Souabe, tels qu'ils ont été possédés par le feu Electeur; et pour convaincre d'autant plus l'Electeur Palatin de la sincérité de ses intentions pour sa personne et en faveur de sa Maison, Elle promet de s'employer aussi à faire abandonner l'administration des dits fiefs à Son Altesse Electorale immédiatement après la ratification du présent Traité de paix.

Accession de l'Empire. 1779

Art. XIV. Sa Majesté l'Empereur et l'Empire sont requis par toutes les parties intéressées et contractantes, d'accéder au présent Traité et aux actes et conventions, qui en font partie et de donner leur consentement plénier à toutes les stipulations qui y sont contenues.

Priv. de non app. p. Mecklenbourg.

Art. XV. Finalement, Sa Majesté l'Impératrice-Reine interposera volontiers, conjointement avec Sa Majesté Prussienne, ses bons offices auprès de Sa Majesté l'Empereur, pour le porter à accorder à la Maison Ducale de Mecklenbourg, le privilége de non appellando illimité, lorsqu'elle l'aura demandé sélon l'usage.

Garantie.

Art. XVI. Leurs Majestés l'Impératrice de toutes les Russies et le Roi Très-Chrétien ayant le plus contribué à l'heureuse réussite de cette pacification, par leur intervention amicale et leur Médiation efficace et équitable, Leurs dites Majestés sont réquises par toutes les parties contractantes et intéressées, de se charger aussi de la garantie du présent Traité, ainsi que de toutes les Conventions et Stipulations qui en font partie.

Ratifications.

Art. XVII. Les ratifications du présent Traité expédiées en bonne et dûe forme, seront échangées en cette Ville de Teschen dans l'espace de quartorze jours, ou plutôt s'il est possible, à compter du jour de sa signature.

En foi de quoi Nous soussignés Ministres Plénipotentiaires avons signé, en vertu de nos Pleinpouvoirs, le présent Traité et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Teschen le treize May, Mille sept cent soixante et dix-neuf.

(L. S.) *Jean Philippe Comte Cobenzl.*

(L. S.) *Jean Hermann Baron de Riedesel.*

Nous Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies et Nous Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien ayant servi de Médiateurs à l'ouvrage de la Pacification, déclarons, que le Traité de paix ci-dessus, entre Leurs Majestés l'Impératrice-Reine et le Roi de Prusse, avec les Conventions, Articles séparés, Acte particulier et separé, Actes d'accession et d'acceptation, y annexés et qui en font partie, de même qu'avec toutes les clauses, conditions et stipulations, qui y sont contenues,

1779 à été conclu par la Médiation et sous la Garantie de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies et de Sa Majesté Très-Chrétienne. En foi de quoi Nous avons signé les présentes de notre main, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Teschen le treize de May, Mil sept cent soixante et dix-neuf.

(L. S.) *Nicolas Prince Repnin.* (L. S.) *Le Baron de Breteuil.*

N. B. On a expédié deux exemplaires originaux de ce Traité, ainsi que des Actes annexés, dans l'un desquels on a donné la préférence aux titres de Sa Maj. l'Impératrice de toutes les Russies et de Son Ministre plénipotentiaire et dans l'autre aux titres de S. M. Très-Chrétienne et de Son Ministre plénipotentiaire.

Article séparé entre l'Impératrice-Reine et l'Electeur de Saxe.

Le Sérénissime Electeur de Saxe étant compris dans ce Traité de paix et de réconciliation comme partie contractante; Son Altesse Sérénissime Electorale jouira de tous les effets de cette paix qui peuvent La regarder, et Elle s'engage aussi de son côté, pour Elle, ses héritiers et successeurs, d'observer religieusement la paix et de s'y conformer en tout.

Cet Article séparé aura de part et d'autre la même force et vertu, que si dans le Traité de paix il étoit fait mention expresse de S. A. S. l'Electeur de Saxe et sera ratifié en même tems que le dit Traité.

En foi de quoi nous soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Impératrice-Reine de Hongrie et de Bohème et de Son Altesse Sérénissime Electeur de Saxe, en vertu de nos Pleinpouvoirs, avons signé le présent Article séparé et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Teschen le treize de May, mil sept cent soixante et dix-neuf.

(L. S.) *Jean Philippe Comte Cobenzl.* (L. S.) *Frédéric August Comte de Zinzendorf et Pottendorf.*

Convention entre Sa Majesté l'Impératrice-Reine et S. A. S. Electorale Palatine. 1779

Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine, s'étant déterminées à s'arranger avec le concours de Monsieur le Duc des Deux-Ponts, au sujet de la Succession délaissée par feu l'Electeur de Bavière, Sa dite Majesté d'une part et Monsieur l'Electeur Palatin pour lui et ses Agnats d'autre part, sont convenus des Articles suivans:

L'Elect. Pal. rétabli d. s. possessions. Conv. du 3 Janv. annullée,

Art. I. L'Electeur Palatin rentrera avec Sa Maison aux conditions énoncées dans les Articles IV, V et VI en possession de tous les districts qui sont actuellement occupés par la Maison d'Autriche, tant en Bavière, que dans le Haut-Palatinat en renonçant à toutes prétentions quelconques, qu'il pourroit former du chef de cette occupation; et Sa Majesté l'Impératrice-Reine de son côté, délie Monsieur l'Electeur Palatin de la Convention du 3 Janvier 1778 en renonçant par le présent Article et de la manière la plus formelle et la plus obligatoire pour Elle et pour Ses héritiers et successeurs à perpétuité, à toutes les prétentions, qu'Elle a formée, ou pourroit former, à quelque titre que ce puisse être sur aucune partie de la Succession du défunt Electeur.

Mindelheim, droits s. Glaucha, fiefs de Bohème d. l. H. Palat.

Art. II. Par une suite de son affection particulière pour Monsieur l'Electeur Palatin, Sa Majesté l'Impératrice-Reine pour Elle et ses successeurs, cède à Monsieur l'Electeur pour lui, ses héritiers et successeurs, la Seigneurie de Mindelheim. Elle lui cède également tous les droits quelconques de la Couronne de Bohème sur les Seigneuries de Glaucha, Waldenbourg et Lichtenstein, avec leurs dépendances, appartenantes aux Comtes de Schoenbourg, pour faciliter l'arrangement des prétentions allodiales de la Maison de Saxe, et Sa Majesté consent enfin, à conférer à Monsieur l'Electeur Palatin, et à toute la Maison Palatine, les fiefs de la Couronne de Bohème situés dans le Haut-Palatinat, tels qu'ils ont été possédés jusqu'à présent par les Electeurs de Bavière.

Fiefs de l'Emp. nouv. acquis par la branche Wilhelmienne.

Art. III. Promet également Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique, de requérir Sa Majesté l'Empereur et l'Empire, de vouloir bien conférer à Son Altesse Electorale Palatine, tant pour elle, que pour toute la Maison Palatine, les fiefs de l'Empire, situés tant en Bavière qu'en Souabe, nouvellement acquis par la

16*

1779 Branche Wilhelmienne, tels qu'ils ont été possédés par le feu Electeur de Bavière; et pour convaincre d'autant plus Monsieur l'Electeur Palatin de la sincérité de ses intentions pour Sa personne et en faveur de Sa Maison, Sa Majesté promet de s'employer anssi, à faire abandonner l'administration des dits fiefs à Son Altesse Electorale, immédiatement après la ratification de la présente Convention.

Cessions de l'Electeur Palatin à l'Autriche.

Art. IV. En échange, Monsieur l'Electeur Palatin, pour répondre à ces marques d'affection de Sa Majesté l'Impératrice-Reine, cède et abandonne en même tems pour lui, ses héritiers et successeurs, à Sa dite Majesté et à Ses héritiers et successeurs, dans l'état où ils sont actuellemeut, les Baillages de Wildshut, de Braunau avec la ville de ce nom, de Maurkirchen, de Frybourg, de Mattigkoven, de Ried, de Scharding et en général toute la partie de la Bavière, qui est située entre le Danube, l'Inn et la Salza, faisant partie de la généralité ou Régence de Bourghausen.

Rivières communes.

Art. V. Les rivières mentionnées dans l'Article précédent, seront communes à la Maison d'Autriche et à l'Electeur Palatin, en tant qu'elles touchent les pays cédés; aucune des deux parties contractantes ne pourra y altérer le cours naturel des rivières, ni empêcher la libre navigation et le libre passage des sujets, des marchandises, denrées et effets de l'autre, et il ne sera permis à aucune d'elles, d'y établir de nouveaux péages et aucune autre droit, quel nom qu'il puisse avoir; les stipulations ci-dessus auront également lieu pour la partie de l'Inn, qui coule entre le Baillage de Scharding, et le Comté de Neubourg, relevant de la Maison d'Autriche.

Conditions apposées à ces cessions.

Art. VI. Le pays compris dans les limites indiquées par l'Article IV appartiendra à l'Impératrice-Reine et à ses successeurs, avec tous les droits de supériorité territoriale et tous autres, sans rien excepter, bien entendu, qu'en aucun tems et sous aucun titre, Sa Maj. l'Impératrice-Reine ni Ses héritiers et successeurs ne pourront former des prétentions sur aucune autre partie des Etats de Bavière, soit à titre d'appartenance ou de dépendance, ou à quelque autre que co puisse être. Sa Maj. l'Impératrice-Reine déclare en outre, qu'Elle ne prendra part ni à la Diette de l'Empire, ni au Cercle de Bavière, aux droits de séance et de suffrages des Ducs de Bavière, ct qu'Elle abandonne tous ces droits à Monsieur l'Electeur Palatin, Ses héritiers et successeurs avec toutes les charges quelconques qui y sont affectées.

Archives etc. 1779

Art. VII. Sa Majesté l'Impératrice-Reine et Son Altesse Electorale Palatine se feront remettre et délivrer les Papiers, Lettres, Documens et Archives, appartenans ou relatifs aux pays, villes et lieux, qu'Elles se cèdent réciproquement par la présente Convention.

Exécution de la convention.

Art. VIII. Seize jours après la signature de cette Convention, les Troupes de Sa Majesté l'Impératrice-Reine évacueront la partie de la Bavière, qui en vertu de l'Article I doit être restituée à la Maison Palatine, et Sa dite Majesté Impériale et Royale entrera en même tems en possession de la partie du District de Bourghausen, qui lui est cédée par l'Article IV de cette Convention.

Art. IX. Les Ratifications de la présente Convention, expédiées en bonne et dûe forme, seront échangées dans la ville de Teschen, dans l'espace de quatorze jours, ou plutôt s'il est possible, à compter du jour de sa signature.

En foi de quoi nous soussignés Ministres Plénipotentiaires avons signé, en vertu de nos pleinpouvoirs, la présente Convention et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Teschen, le treize de Mai, Mil sept cent soixante et dix-neuf.

(L. S.)
Jean Philippe Comte
de Cobenzl.

(L. S.)
Antoine Comte
de Törring-Seefeld.

Acte d'Accession de Monsieur le Duc des Deux-Ponts, à la Convention signée dans la Ville de Teschen, par les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Impératrice-Reine de Hongrie et de Bohème et du Sérénissime Electeur Palatin, et de l'acceptation de cette accession de la part de Sa dite Majesté.

Les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème et de Son Altesse Sérénissime l'Electeur Palatin, ayant conclu et signé en cette ville de Teschen, le treize de ce présent mois de Mai, une Convention, de laquelle la teneur s'ensuit:

(Ici la convention précédente est insérée en entier.)

Et les dits Ministres Plénipotentiaires ayant amiablement invité le Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime le Duc des Deux-Ponts, d'y accéder au nom de Sa dite Altesse.

Les Ministres Plénipotentiaires soussignés, savoir de la part

1779 de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, le Sieur Jean Philippe Comte de Cobenzl, Baron de Proseck etc. Son chambellan, Conseiller d'Etat intime actuel, Conseiller d'Etat d'épée aux Pays-bas, Vice-Président de la Députation ministérielle de la Banque; et de la part de Son Altesse Sérénissime Monsieur le Duc des Deux-Ponts, le Sieur Chrétien de Hofenfels, Son Conseiller intime actuel, en vertu de Leurs Pleinpouvoirs, qu'ils se sont communiqués, sont convenus de ce qui suit:

Que Son Altesse Sérénissime Monsieur le Duc des Deux-Ponts désirant contribuer et concourir à affermir l'amitié et la bonne intelligence entre Sa Majesté Apostolique l'Impératrice-Reine de Hongrie et de Bohème, et Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine et toute Sa Maison, accède en vertu du présent Acte à la dite Convention, sans aucune réserve ni exception, dans la ferme confiance, que tout ce qui y est promis à Sa dite Majesté et à Sa dite Altesse Electorale, sera accompli de bonne foi, déclarant en même de la meilleure foi tous les articles, clauses et conditions, qui y sont contenus.

De même Sa Majesté Apostolique accepte la présente Accession de Son Altesse Sérénissime, Monsieur le Duc des Deux-Ponts et promet également d'accomplir sans aucune réserve ni exception, tous les Articles, clauses et conditions contenus dans la dite Convention ci-dessus insérée.

Les ratifications du présent Acte seront échangées en cette ville de Teschen dans l'espace de quinze jours à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés Ministres Plénipotentiaires avons signé, en vertu de nos Pleinpouvoirs, le présent Acte d'Accession et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Teschen, le treize de Mai, Mil sept cent soixante et dix-neuf.

(L. S.) *Jean Philippe Comte Cobenzl.*

(L. S.) *Chrétien de Hofenfels.*

Convention entre Leurs Altesse Sérénissimes l'Electeur Palatin et l'Electeur de Saxe, avec l'Accession du Duc des Deux-Ponts.

Les Sérénissimes Parties contractantes pour la succession allodiale du dernier Electeur de Bavière étant convenues de s'arranger à l'amiable et sans discussion des droits, avec le concours du Sé-

rénissime Duc des Deux-Ponts, par les soins et sous la Garantie 1779
des hautes Puissances Médiatrices, de même que sous celle des hautes Puissances Contractantes du Traité de Paix de ce jour, ont pourvu à cet effet des Pleinpouvoirs nécessaires leurs Plénipotentiaires au Congrès de Teschen, lesquels après les avoir échangés ont arrêté les Articles suivans:

Somme de 6 Millions.

Art. I. Son Altesse Sérénissime l'Electeur Palatin, pour satisfaire entièrement aux prétentions allodiales de Son Altesse Sérénissime l'Electeur de Saxe, formées en vertu de la cession faite par Son Altesse Royale Madame l'Electrice Douairière de Saxe Sa Mère, promet et s'engage pour lui, ses héritiers et successeurs, de la manière la plus obligatoire, de lui accorder la somme de six Millions de florins, argent d'Empire, le Marc fin à vingt-quatre florins, payable à Munic en grosse monnoye, en douze années, sans intérêts à raison de cinq cent mille florins par an, en deux termes égaux, de six mois en six mois, de deux cent cinquante mille florins chacun, à commencer du quatre Janvier Mil sept cent quatre-vingt et à continuer de la même manière jusqu'à l'acquis total de la dite somme, réglée pour équivalent et assurée par cet Article à titre d'hypothèque générale et spéciale sur toute la masse fidéicommissaire, mobilier et immobilier de Bavière, à l'effet de pouvoir faire saisir légalemont, où bon lui semblera, les revenus des susdits pays, jusqu'à la concurrence de la somme restante, en cas que le dit payement ne se feroit pas aux termes, dont on est convenu.

Droits s. Glaucha, W. et L.

Art. II. Cède et transfère Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine, sans réserve aucune pour Elle et Ses Successeurs, tous les droits quelconques, que la Couronne de Bohème a exercé jusqu'ici sur les Seigneuries de Glaucha, Waldenbourg et Lichtenstein, appartenantes aux Comtes de Schoenbourg et situées dans le territoire de l'Electeur de Saxe, de la même manière qu'ils lui ont été cédés pour faciliter le présent arrangement, par l'Article II de la Convention signée aujourd'hui entre Sa Majesté l'Impératrice-Reine et Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine, et que, dès ce moment et à jamais, il ne puisse être rétabli et exercé contradiction et opposition quelconque par qui que ce puisse être, contre tous les droits de l'Electeur de Saxe sur les dites Seigneuries.

Renonciation de la Saxe aux prétentions sur l'Alleu de B.

Art. III. Son Altesse Sérénissime l'Electeur de Saxe de Son côté, étant satisfait par cet arrangement pour ses prétentions en

1779 sa qualité de cessionaire de Son Altesse Royale Madame l'Electrice Douairière de Saxe, unique héritière allodiale de Bavière, renonce pour lui, ses héritiers et successeurs de la manière la plus formelle et solemnelle que ce puisse être à toutes les prétentions qu'il a eues, ou pu former, sur la totalité de l'alleu de Bavière en terres et biens, mobilier et immobilier, provenant des Ancêtres et nouvellement acquis, sans exception et sans égard à quelque qualité féodale ou allodiale, et il est stipulé de plus, que cet alleu passera à la substitution perpétuelle affectée sur tous les Etats Electoraux Bavaro-Palatins, réunis maintenant dans l'ancienne ligne Electorale, et en un seule masse fidéicommissaire. En même tems Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine, lui promet et garantit l'immunité de toutes charges et obligations provenantes de la Succession de Bavière, de façon que Son Altesse Sérénissime Electorale de Saxe ne sera jamais redevable ni responsable d'aucunes dettes passives ou autres charges affectées à la dite Succession, sous quelques dénominations ou titres que ce puisse être.

Accession de l'Emp.

Art. IV. Sa Majesté l'Empereur et l'Empire sont suppliés et requis par les Sérénissimes Parties contractantes de la présente Convention, ainsi que par le Sérénissime Duc des Deux-Ponts, d'y accéder et de donner leur consentement plénier à toutes les stipulations, qui y sont contenues.

Garantie et Ratification.

Art. V. Les hautes Puissances Contractantes et Médiatrices du Traité de paix, sont requises par Leurs Altesses Sérénissimes Electorales et le Duc des Deux-Ponts, de vouloir bien se charger aussi de la Garantie de la présente Convention.

La présente Convention sera ratifiée par les Sérénissimes Parties contractantes et les Ratifications seront échangées en cette ville de Teschen dans l'espace de quinze jours, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi la présente Convention a été dressée en double par les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes, qui ont signé et scellé de leurs armes chacun un Exemplaire et les ont échangé.

Fait à Teschen, le treize de Mai, mil sept cent soixante dix-neuf.

Ces Exemplaires sont signés l'un :

(L. S.) *Frédéric Auguste Comte de Zinzendorff et Pottendorf*

et l'autre

(L. S.) *Antoine Comte de Terring-Seefeld.*

Article séparé. 1779

Il a été convenu et arrêté, que les titres employés ou omis de part et d'autre, à l'occasion de la présente négociation, dans les Pleinpouvoirs ou autres Actes, ou par tout ailleurs, ne pourront être cités, ni tirer à conséquence, et qu'il ne pourra jamais en résulter aucun préjudice pour aucune des Parties intéressées. Le présent Article séparé aura la même force, que s'il étoit mot pour mot inséré dans la Convention et il sera également ratifié par les Sérénissimes Parties contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont dressé en double le présent Article séparé, et ont signé et scellé de leurs armes, chacun un Exemplaire et les ont échangés.

Fait à Teschen le treize de Mai 1779.

Cet Article est signé, un Exemplaire:

(L. S.) *Antoine Comte de Terring-Seefeld*

l'autre Exemplaire:

(L. S.) *Frédéric Auguste Comte de Zinzendorff et Pottendorff.*

Acte d'Accession de Monsieur le Duc des Deux-Ponts, à la Convention entre la Maison Palatine et la Maison de Saxe.

Les Ministres Plénipotentiaires des Sérénissimes Parties contractantes sur l'alleu de Bavière, ayant conclu et signé en cette Ville de Teschen, le treize de ce présent Mai une Convention, de laquelle la teneur s'ensuit:

(Ici la Convention précédente est insérée en entier.)

Et les dits Ministres Plénipotentiaires ayant amiablement invité le Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime le Duc des Deux-Ponts, d'y accéder au nom de Sa dite Altesse.

Les Ministres Plénipotentiaires soussignés, savoir de la part de Son Altesse Electorale Palatine: le Sieur Antoine Comte de Terring-Seefeld, Son Chambellan, Conseiller intime actuel, Chevalier de l'ordre de St. George; et de la part de Son Altesse Sérénissime le Duc des Deux-Ponts, le Sieur Chrétien de Hofenfels, Son Conseiller intime actuel; en vertu des Pleinpouvoirs, qu'ils se sont communiqués sont convenus de ce qui suit.

Que Son Altesse Sérénissime le Duc des Deux-Ponts, dési-

1779 rant contribuer et concourir à affermir l'amitié et la bonne intelligence entre les deux Sérénissimes Electeurs et toute la Maison Palatine, accédo en vertu du présent Acte à la dite Convention, sans aucune réserve, ni exception, dans la ferme confiance, que tout ce qui y est promis réciproquement, sera accompli de bonne foi, déclarant en même tems et promettant, qu'Elle accomplira de même de la meilleure fois tous les Articles clauses et conditions, qui y sont contenus.

De même Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine accepte la présente accession de Son Altesso Sérénissime le Duc des Deux-Ponts et promet également, d'accomplir sans aucune réserve ni exception tous les Articles, clauses et conditions contenues dans la dite Convention ci-dossus inserée.

Les Ratifications du présent Acte seront échangées en cette Ville de Teschen dans l'espace de quinze jours, à compter du jour de sa signaturo, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés Plénipotentiaires avons signé, en vertu de nos Pleinpouvoirs, le présent Acte et y avons fait apposer le cachet de nos Armes.

Fait à Teschen, le treize de Mai, mil sept cent soixante et dix-neuf.

(L. S.) *Antoine Comte de Terring-Seefeld.* — (L. S.) *Chrétien de Hofenfels.*

l'Exemplaire Saxon est signé:

(L. S.) *Frédéric Auguste Comte de Zinzendorff et Pottendorff.* — (L. S.) *Chrétien de Hofenfels.*

Acte séparé entre Son Altesse Sérénissime Electorale Palatine, et Monsieur le Duc des Deux-Ponts.

Suivant la demande de Son Altesse Sérénissime Electorale Palatino et de Son Altesse Sérénissime le Duc des Deux-Ponts pour la Garantie des Pactes de famille de leurs Maisons, des années 1766, 1771 et 1774 les hautes Puissances Contractantes du Traité de paix, de même que les hautes Puissances Médiatrices, ayant bien voulu garantir les dits Pactes, Leurs Altesses sont convenues de la manière la plus formelle et la plus obligatoire de les observer, exécutor et de n'y contrevenir en aucune manière.

Les Ratifications du présent Acte seront échangées en cette Ville do Teschen, dans le même terme que celles du Traité de paix et des Conventions.

En foi de quoi nous soussignés Ministres Plénipotentiaires 1779
avons signé, en vertu de nos Pleinpouvoirs le présent Acte séparé et y avons fait apposer le cachet des nos armes.

Fait à Teschen, le treize de Mai, mil sept cent soixante et dix neuf.

(L. S.) (L. S.)

Antoine Comte de Terring-Seefeld. *Chrétien de Hofenfels.*

Acte d'Accession de Sa Majesté l'Empereur.

Joseph Second par la grâce de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi d'Allemagne et de Jerusalem, Corégent et héritier des Royaumes de Hongrie, de Bohème, de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie etc., Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne et de Lorraine, Grand-Duc de Toscane, Grand-Prince de Transylvanie, Duc de Milan et Bar etc., Comte de Habsbourg, de Flandres et de Tyrol etc. etc. etc. Comme nous avons été amiablement invités d'accéder en notre qualité de Corégent et héritier des Etats de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique d'Hongrie et de Bohème, Madame notre mère, au Traité de réconciliation, de paix et d'amitié, qui a été conclu et signé dans la Ville de Teschen, le treizième Mai de l'année courante par les Ministres Plénipotentiaires de Sa dite Maj. et de Sa Maj. le Roi de Prusse, lequel Traité est de la teneur suivante:

(Ici est inséré le Traité de paix.)

Nous, désirant de contribuer à affermir l'amitié et la bonne intelligence heureusement rétablie entre les Cours de Vienne et de Berlin, Nous Nous sommes déterminés avec plaisir d'accéder, et par la présente accédons formellement au dit Traité de réconciliation, de paix et d'amitié et aux Actes et Conventions y annexées en notre qualité de Corégent et d'héritier des Etats de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique d'Hongrie et de Bohème, Madame notre Mère, voulons que tous et chacun de ces Articles et conditions ayent la même force et vertu à notre égard, que si Nous étions nommément compris dans le dit Traité et dans les Actes et Conventions y annexées, auxquels non seulement Nous ne ferons ni ne permettrons, qu'il soit aucun empêchement, mais au contraire les accomplirons fidèlement.

1779 En foi de quoi Nous avons signé la présente de Notre propre Main et l'avons muni de notre Sceau.

Donné à Vienne le seize de Mai, mil sept cent soixante et dix-neuf.

Joseph.
Prince Colloredo de Leykam.

Acte d'Acceptation de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Frédéric par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, Marggrave de Brandenbourg, Archi-Chambellan et Prince Electeur du Saint Empire Romain, Souverain Duc de Silésie, Souverain Prince d'Orange, Neufchâtel et Valengin, comme aussi du Comté de Glaz, Duc de Gueldre, de Magdebourg, Clèves, Juliers, Bergue, Stettin, Poméranie, des Cassubes et Vandales, de Mecklenbourg, comme aussi de Crosne, Bourggrave de Nurenberg, Prince de Halberstadt, de Minde, Vandalie, Suerin, de Ratzebourg, Ostfriese et Meurs, Comte de Hohenzollern, de Ruppin, de la Marck, de Ravensberg, Hohenstein, Tecklenbourg, Suerin, Lingue, Bure et Leerdam, Seigneur de Ravenstein, de Rostock, Stargard, Lauenburg Bütau, Arlay et Breda etc. etc. Savoir faisons: Comme Sa Majesté l'Empereur a bien voulu accéder formellement en Sa qualité de Corégent et héritier des Etats de Sa Maj. l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème au Traité de réconciliation de paix et d'amitié conclu et signé dans la ville de Teschen, le treize de Mai de l'année courante, par un Acte autentique signé de Sa Main et revêtu de Son Sceau, duquel la teneur s'ensuit ici mot pour mot.

(Ici est inséré l'accession précédente.)

Nous, animés d'un désir égal, de resserrer de plus en plus les liens de l'amitié et d'affermir la bonne intelligence heureusement rétablie entre la Cour de Vienne et Nous, avons pour agréable et acceptons formellement la dite accession, voulons, que tous et chacun des Articles et conditions du susdit Traité et des Actes et Conventions y annexées, ayent la même force et vertu à l'égard de Sa Majesté l'Empereur, comme Corégent et héritier des Etats de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, de même que si elle étoit nommément comprise dans le dit Traité et dans les Actes et Conventions y annexées, auxquels non seulement nous ne ferons, ni ne permettrons qu'il soit

fait aucun empêchement, mais au contraire les accomplirons fidèlement. 1779

En foi de quoi Nous avons signé la présente de Notre propre main, et l'avons muni de notre Sceau.

Donné à Breslau, le vingtième jour de Mai l'an de grâce Mil sept cent soixante et dix-neuf et de notre règne le trente-neuvième.

Frédéric.

Finckenstein. *E. F. de Hertzberg.*

Acte de Garantie des Puissances Médiatrices.

La paix ayant été conclue et rétablie aujourd'hui entre Sa Maj. l'Impératrice-Reine et Sa Maj. le Roi de Prusse, par la médiation de Sa Maj. Impériale de toutes les Russies et de Sa Maj. Très-Chrétienne, à la réquisition des deux parties belligérantes; l'une et l'autre des dites Parties désirant avec une égale sincérité, tout ce qui peut conserver et affermir la tranquillité publique, ont encore requis amiablement les hautes Puissances Médiatrices, de vouloir assurer par leur Garantie l'exécution d'un ouvrage si désiré et à la consommation duquel Elles ont employé des soins si efficaces. Sur quoi Leurs Maj. Impériale de toutes les Russies et Très-Chrétienne, animées du même désir d'assurer le repos public, se sont volontiers prêtées à un moyen, qui tend uniquement à un but si salutaire, et Nous ayant à cet effet munis de Leurs Pleinpouvoirs, Nous soussignés Plénipotentiaires de Leurs dites Maj., faisant les fonctions de Médiateurs pour le rétablissement de la paix, déclarons et assurons par le présent Acte, en vertu de nos Pleinpouvoirs, que Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies et Sa Maj. le Roi Très-Chrétien garantissent le Traité de paix qui a été conclu en date d'aujourd'hui entre Sa Maj. l'Impératrice-Reine et Sa Maj. le Roi de Prusse, dans toute son étendue, avec les Conventions spéciales, ainsi que les Articles séparés, Acte particulier et séparé, Actes d'accession et d'acceptation, qui y sont annexés, et en font partie, et toutes les conditions, clauses et stipulations, qui y sont contenues, en la meilleure forme, que faire se peut; et que Leurs dites Maj. Impériale de toutes les Russies, et Très-Chrétienne, feront aussi expédier et délivrer des ratifications particulières de cet Acte de Garantie.

En foi de quoi Nous avons signé le présent Acte, et y avons fait apposer les cachets de nos armes, et l'avons échangé contre les Actes d'Acceptation, comme seront échangées de même les

1779 dites Ratifications des dits Actes d'acceptation, dans l'espace de trois mois, ou plutôt, si faire se peut.

Fait à Teschen, le treize de Mai, Mil sept cent soixante et dix-neuf.

(L. S.) *Nicolas Prince Repnin.* (L. S.) *Le Baron de Breteuil.*

L'autre exemplaire de cet Acte de Garantie étoit signé:

(L. S.) *Le Baron de Breteuil.* (L. S.) *Nicolas Prince Repnin.*

Et dans l'Acte même les titres de Sa Majesté Très-Chrétienne y sont placés avant ceux de Sa Majesté l'Impératrice de Russie.

Acte d'Acceptation de S. M. le Roi de Prusse.

La paix ayant été conclue et rétablie aujourd'hui, par la médiation de Sa Maj. Impériale de toutes les Russies et de Sa Maj. Très-Chrétienne, et Leurs dites Majestés, après en avoir été requises par toutes les parties contractantes et intéressées, ayant de plus accordé leur garantie à toutes les stipulations, qui font partie du Traité de paix signé aujourd'hui entre Sa Majesté l'Impératrice-Reine et Sa Majesté le Roi de Prusse; le soussigné Ministre Plénipotentiaire de Sa Maj. le Roi de Prusse en vertu de ses Pleinpouvoirs, déclare, que Sa Majesté le Roi de Prusse reçoit avec reconnoissance l'Acte de Garantie qui lui a été délivré aujourd'hui par les Plénipotentiaires Médiateurs, aux Noms de Leurs Majestés l'Impératrice de toutes les Russies et le Roi Très-Chrétien; et Sa Maj. le Roi de Prusse désirant tout ce qui peut affermir et conserver la tranquillité publique, promet et s'engage de son côté, de remplir exactement et d'exécuter sans réserve quelconque, toutes les conditions du susdit Traité de paix et de toutes les stipulations qui en font partie, en tant que cela peut la regarder; et que Sa dite Maj. le Roi de Prusse fera aussi expédier et délivrer des Ratifications particulières de cet Acte d'acceptation.

En foi de quoi le Ministre Pénipotentiaire soussigné a signé ce présent Acte, et y a fait apposer le cachet de ses armes, et l'a échangé contre l'Acte de Garantie dessus énoncé; comme seront échangées de même les dites ratifications du présent Acte contre les ratifications du dit Acte de Garantie, dans l'espace de

trois Mois, ou plutôt, si faire se peut. Fait à Teschen, le treizième Mai, Mil sept cent soixante et dix-neuf. 1779

(L. S.) *Jean Herman Baron de Riedesel.*

NB. Cet Acte d'Acceptation a aussi été expedié en double pour Sa Maj. Très-Chrétienne de manière que ses titres y sont placés en premier. Les deux Cours Médiatrices ont aussi fait expédier des Garanties particulières, sur toutes les autres Conventions annexées au Traité de paix.

Accession de l'Empire au Traité de Teschen.

Kayserlich allergnädigstes Commissions-Decret an eine hochlöbliche allgemeine Reichsversammlung zu Regensburg, den nachgesuchten Beitritt und Einwilligung Kayserl. Majestät und des Reichs zu dem Teschner Friedensschluss und allen einen Theil desselben ausmachenden Akten und Conventionen betreffend.

Der Römisch-Kayserlichen Majestät Josephi des andern, unsers allergnädigsten Herrn, Herrn, zur gegenwärtigen allgemeinen Reichsversammlung gevollmächtigter Höchstansehnlicher Kayserliche Principal-Commissarius, Herr Carl Anselm, des Heiligen Römischen Reichs Fürst von Thurn und Taxis, Graf zu Valsassina, Freiherr von Embden, Herr der freyen Reichsherrschaft Eglingen und Osterhofen, Duttenstein, Wolferthem, Rossum und Meuseghem etc. etc., der souverainen Provinz Hennegau Erbmarschall, Ritter des goldenen Vliesses, beyder Römisch-Kayserlich auch Kayserlich-Königlich Apostolischen Majestät Majestät wirklicher geheimer Rath, wie auch Erb-, General- und Obrist-Postmeister im Heiligen Römischen Reich, Burgund und den Niederlanden etc. etc. geben des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten, Fürsten und Ständen allhier anwesenden vortrefflichen Räthen, Botschaftern und Gesandten hiermit zu vernehmen:

Nachdem Sr. Röm. Kayserl. Majestät von der verwittibten Kayserin, Königin zu Hungarn uud Böheim Apostol. Majestät mit neben liegenden Schreiben vom 2. dieses in Nr. 1, sodann von des Königs in Preussen Maj. mit beigehenden Schreiben vom 21. v. M. sub Nr. 2, und weiters von Ihrer Churfürstl. Durchlauchten von Pfalz und Sachsen unterm 17. und 23. desselben in angefügten Schreiben sub Nr. 3, 4, auch von des Herrn Pfalzgrafen,

1779 Herzogen zu Zweybrück Durchlaucht den 25. ejusdem mit der Anlage in Nr. 5 der den 13. Mai dieses Jahrs in Teschen von allerseits Bevollmächtigten unterzeichnete, über die Succession in die Verlassenschaft des weyland Herrn Churfürsten Maximilian Joseph in Bayern errichtete, und demnächst ratificirte Friedensschluss sammt zugehörigen besondern Conventionen und Articulen vorgebracht, und vermöge des XIV. Articuls gemeldeten Friedenstractats geziemend ersucht worden, damit Allerhöchstgedachte Majestät zu Ertheilung Allerhöchst-Ihro Reichs-Obristhauptlichen, und des Reichs Beytritt und Einwilligung über diesen Friedensschluss, und alle einen Theil desselben ausmachende Acten und Conventionen die erforderliche Einleitung zu treffen geruhen möchten:

Als wollten Seine Römisch-Kayserliche Majestät solches hiemit Churfürsten, Fürsten und Ständen des Reichs gnädigst eröffnen, damit an Allerhöchst-Sie von Selben darüber ein baldiges allergehorsamstes Reichs-Gutachten erstattet werde, um alsdann Allerhöchst-Ihro Kayserliche Reichs-Obristhauptliche Gesinnung deshalb zu ertheilen.

Uebrigens verbleiben des Höchstansehnlichen Kayserlichen Herrn Principal-Commissarii Hochfürstliche Gnaden denen allhier versammelten vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten mit freundlichem auch geneigtem und gnädigem Willen wohl zugethan.

Signatum Regensburg den 8. August 1779.

(L. S.) *Karl*

Fürst von Thurn und Taxis mp.

Inscriptio:

Dem Hochlöblichen Chur-Maynzischen Reichs-Directorio anzuhändigen.

An Ihro Römisch-Kayserliche Majestät allerunterthänigstes Reichs-Gutachten de dato Regensburg den 28. Februar 1780 den nachgesuchten Beytritt und Einwilligung Kayserl. Majest. und des Reichs zu dem Teschner Friedensschluss und allen einen Theil desselben ausmachenden Acten und Conventionen betreffend.

Ihrer Römisch-Kayserl. Maj. unsers Allergnädigsten Herrn, zu gegenwärtiger Reichs-Versammlung bevollmächtigten Höchstansehnlichen Principal-Commissarii, Herrn Carl Anselm, Fürsten von Thurn

und Taxis etc. etc. Hochfürstl. Gnaden bleibt hiemit im Namen 1780
Churfürsten, Fürsten und Ständen des Reichs gebührend unverhalten.

Nachdem man in allen dreyen Reichs-Collegiis das unterm 9. Aug. vorigen Jahrs Churfürsten, Fürsten und Ständen des Reichs durch öffentliche Dictatur bekannt gemachte höchstverehrliche Kayserliche Commissions-Decret mit seinen Nebenlagen die nachsuchende Ertheilung Ihrer Röm. Kays. Maj. Reichs-Oberhauptlichen- und des Reichs Einwilligung und Beytritt zu dem am 13. Mai des nämlichen Jahrs zu Teschen durch allerseits bevollmächtigte der Höchst- und Hohen Compaciscenten, unterzeichneten über die Succession in die Verlassenschaft Weyland Herrn Churfürsten Maximilian Josephs in Bayern errichteten und nachhin genehmigten Friedensschluss, sammt seinen zugehörigen besondern Akten und Conventionen betreffend: dann auch die in Bezug auf eben ermelten Gegenstand, an das versammelte Reich eingekommene verschiedene respective Schreiben und Memorialien de dictatis 9ten und 11ten August, auch 20ten Dez. verwichenen Jahrs, in behörigen Vortrag und Berathschlagung gebracht und man hiebey eines Theils auf die kundbare Billig- und Gerechtigkeits-Liebe der Höchst- und Hohen Paciscenten das sichere Vertrauen setzen kann, dass sie durch den abgeschlossenen und zu dem Reichs-Protocoll neuerlich Bestätigungsweise gebrachten Frieden, das Reich, dessen Verfassung und Stände, oder sonst jemanden gegen Billigkeit zu benachtheiligen, ohnehin niemals gemeinet seyen:

Andern Theils aber auch Churfürsten, Fürsten und Stände des Reichs keineswegs die Meinung und Absicht haben, durch die bey Ihrem Beytritt diensam und nöthig findende Vorsorge, dem gedachten Friedensschlusse und denen darin zwischen den Höchst- und Hohen Compaciscenten wechselweis stipulirten Verbindlichkeiten an ihrer Kraft und Würkung, weder jetzt noch in Zukunft einigen Abbruch zu thun: wesshalben sich die Höchst- und Hohen Paciscenten die wechselweise unverbrüchliche Gewährung nochmals einmüthig zusichern und versprechen;

So ist, nach reifer der Sache und aller mit einschlagender Umstände Erwegung, dafür gehalten und beschlossen worden, dass zu dem mehrbesagten Friedensschlusse und dessen zugehörigen dem Reiche mit vorgelegten Acten und Conventionen (mit Ausnahme des zu einer besondern Berathschlagung ausgestellten XIII. Artikels) des Reichs Beytritt und Einwilligung, jedoch unter der bedinglichen Voraussetzung und Zuversicht zu ertheilen seye,

1780 dass sothaner Friedensschluss (wie es sich von selbsten verstehe) den Rechten des Reichs, dem Westphälischen- für beede Religions-Theile mit wechselweisen gleichen Rechten bestehenden Frieden und übrigen Reichsgrundgesetzen oder jemand anderen an seinem erweislichen und behöriger Orten gebührendermassen auszutragenden Rechte für jetzt und künftighin in keinem Fall zum Nachtheil gereichen möge und solle.

Worüber die erforderliche Erklärung durch ein Reichs-Gutachten (wie hiemit geschiehet) an Ihro Römisch-Kayserl. Maj. zu bringen, und Allerhöchst-Deroselben zugleich auch für die, zu Befestigung der allgemeinen Ruhe hiebei bewiesene Reichs-Väterliche Sorgfalt allergehorsamst zu danken wäre.

Womit des Kayserlichen Herrn Principal-Commissarii Hochfürstl. Gnaden der Churfürsten, Fürsten und Stände des Reichs anwesende Räthe, Bothschafter und Gesandte sich besten Fleisses und geziemend empfehlen.

Signatum Regensburg den 28. Hornung 1780.

(L. S.) *Churfürstl. Maynzische Canzley.*

Kayserlich – Allergnädigstes Commissions – Ratifications – Decret, an eine hochlöbliche allgemeine Reichsversammlung de dato 8. Martii 1780, auf das Reichs-Gutachten vom 28. Hornung e. a. den nachgesuchten Beytritt und Einwilligung Kays. Majestät und des Reichs zu dem Teschner Friedensschluss und allen einen Theil desselben ausmachenden Acten und Conventionen betreffend.

Von der Römisch-Kayserl. Majestät Josephi des Anderen, unseres Allergnädigsten Kaysers und Herr wegen, geben der Höchstansehnliche Kayserl. Herrn Principal-Commissarius, Herr Carl Anselm, des heiligen Röm. Reichs Fürst von Thurn und Taxis, Graf zu Valsassina, Freiherr zu Imbden, Herr der freyen Reichsherrschaft Eglingen und Osterhofen, auch derer Herrschaften Demmingen, Mark-Tischingen, Trugenhofen, Balmershofen, Duttenstein, Wolferthem, Rossum und Meuseghem etc. etc. Ritter des gold. Vliesses, beyder Römisch-Kayserl. auch Kays. Königl. Apost. Maj. wirkl. geheim. Rath, wie auch Erb-General und Obrist-Postmeister im Heil. Röm. Reich, Burgund und den Niederlanden etc. etc. denen bey gegenwärtig allgemeiner Reichsversammlung anwesenden des Heil. Röm. Reichs Churfürsten, Fürsten und Ständen vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten hiemit zu vernehmen:

Es gereiche Sr. Röm. Kays. Maj. das von gesammten Reichs

wegen unterm 28. v. M. auf Allerhöchstdero den 9. Aug. d. J. 1780 dahin erlassenes Kays. Commissions-Decret erstattete Reichsgutachten, wegen des den 13. May des nämlichen Jahrs zu Teschen errichteten Friedensschlusses zu gnädigstem Wohlgefallen; dahero Allerhöchst Selbe sowohl solcher in seinem ganzen Inhalte gnädigst begnehmigen, als auch mit Ihro Kays. Reichs Oberhauptlicher Einwilligung hiemit zum kräftigsten bestätigen.

Es verbleiben übrigens des höchstansehnlichen Kayserl. Herrn Principal-Commissarii hochfürstl. Gnaden denen hier anwesenden des Heil. Röm. Reichs Churfürsten, Fürsten und Ständen vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten mit freundlich auch geneigtem und gnädigem Willen beständig wohl beygethan.

Signatum Regensburg den 8. März anno 1780.

(L. S.) *Karl Fürst von Thurn und Taxis* m. p.

Inscriptio:

Dem hochlöblichen Chur-Maynzischen Reichs-Directorio anzuhändigen.

46.

18 Novembre 1779.

Traité entre l'Impératrice et le Roi de France, concernant les limites de leurs états respectifs dans les Pays-Bas.

(*Martens*, Recueil des traités, t. II, p. 730. Supplément à la Gazette de la Haye 1780 du 2, 5 et 9 Juin 1780.)

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité, Père, Fils et Saint Esprit. Ainsi soit il!

Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique de Hongrie et de Bohème, et Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, ayant terminé par la convention conclue à Versailles le 16 May 1769, les contestations, qui subsistoient à l'égard de leurs possessions respectives aux Pays-Bas, Elles ont jugé qu'il importoit aussi au bien commun de leurs Sujets, de régler encore quelques autres objets relatifs à la frontière; de traiter de l'échange des Enclaves, conformément à l'Article XXVII de la même convention: et enfin de

1779 procéder à un arrangement plus régulier d'une partie de leurs limites, d'après leurs convenances réciproques, et surtout d'après les principes de la bonne et étroite amitié, qui les unit. Dans cette vue, Nous Patrice Comte de Neny, Commandeur de l'Ordre Royal de Saint Etienne, Conseiller d'Etat Intime actuel de l'Empereur et de l'Impératrice-Reine, Chef et Président du Conseil Privé de Sa Majesté Impériale et Apostolique aux Pays-Bas etc. muni de Ses pleinpouvoirs: et Nous Jean Balthazar Comte d'Adhémar, de Montfalcon, des premiers Comtes d'Orange etc., Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne auprès du Gouvernement Général des Pays-Bas etc.; muni pareillement de Ses pleinpouvoirs, sommes convenus des points et articles suivans:

Ligne de démarcation.

Art. I. Pour prévenir les difficultés que pourroit produire le mélange des Territoires situés sur la rive gauche de la Scarpe, au dessus de son Confluent avec l'Escaut, les Hautes Parties contractantes sont convenues, que la séparation des deux Dominations dans cette partie sera fixée et déterminée désormais par les limites suivantes, désignées dans le Plan figuratif qui en a été levé pendant la Négociation.

1. Par un fossé qui, en sortant du Territoire du village de Celles, ou le Cellor, fait la séparation des paroisses de Maulde et de Bléharies, et va joindre le ruisseau nommé vulgairement le Soulx de Bléharies.

2. Ce ruisseau, depuis le point de sa jonction avec ledit fossé, continuera à faire la limite jusques au Pont de Laids, autrement dit le Pont de Maulde, construit sur la chaussée de Tournay à Valenciennes, et plus bas jusques à un endroit où le ruisseau fait un coude par la gauche dans les prairies.

3. Du point de ce coude, la limite suivra les bornes actuelles de la Seigneurie du Ponthoir et du Territoire de Bléharies (depuis le point C. jusqu'au point D. du Plan figuratif et ira aboutir du point D. aux points E. et F.) à l'Escaut, vis-à-vis de l'avenue du Château de la Plaigne, par une ligne droite, qui sera désignée par des bornes aux points C. D. E. et F.

Moyennant cela, tout le village de Maulde appartiendra désormais en toute Souveraineté à Sa Majesté Très-Chrétienne, ainsi que l'Enclavement de Rongy, qui est enfermé dans la Seigneurie du Ponthoir l'Enclavement de Bléharies, et les terreins dépendans de Mortagne pour autant que ces différentes parties sont situées au delà de la ligne des limites vers Saint-Amand.

L'Impératrice-Reine cède. 1779

Art. II. L'Impératrice-Reine cède aussi au Roi Très-Chrétien les villages et hameaux suivans, faisans partie des dépendances de Mortagne, savoir Flines, Sart, Rouillon, Raux, Rodignies, Legies, et le hameau d'Oursel, contigu à la terre, Avouerie et Seigneurie de Vernes, qui, pour cette raison, est nommé communément Oursel à Vernes, ainsi que les parties de l'Escroette de Mortagne enclavées dans ces endroits. Les parties de l'Escroette, ou des dépendances de Mortagne enclavées dans la Seigneurie de la Plaigne, on situées en dessous de ce village, continueront à appartenir à Sa Majesté Impériale Apostolique.

La France cède.

Art. III. Sa Majesté Très-Chrétienne cède à Sa Majesté Impériale Apostolique le village de Wihers avec son Territoire, ses appartenances, dépendances et annexes.

Item.

Art. IV. Sa Majesté Très-Chrétienne cède pareillement à Sa Majesté Impériale Apostolique le village de Hovarderies avec son Territoire, ses appartenances, dépendances et annexes. Dans les parties où le ruisseau de Lannon sépare le Territoire de Hovarderies d'avec ceux-d'Aix et de Rumegies, le milieu de son lit formera désormais la limite entre les deux Dominations.

Item.

Art. V. Le Roi Très-Chrétien cède aussi à l'Impératrice-Reine deux cents soixante seize bonniers de Terrein du village de Leers, et outre ce la partie du chemin de Tournay à Menin, qui passe par ce village, de manière qu'en allant de Tournay à Menin, tout ce qui est à la droite du chemin fera partie de la cession, et que le surplus sera pris sur la gauche le long du même chemin.

Abornement.

Art. VI. Pour l'exécution de l'Article précédent, ainsi que de l'Article I en tant qu'il concerne la position des bornes, il sera nommé de part et d'autre des Géomètres qui, dans le terme d'un mois après l'échange des ratifications de la présente convention, procéderont, tant à la désignation et à l'abornement des limites du côté des villages de Bléharies et de Mauldo vers l'Escaut, qu'au mésurage et à l'abornement de deux cents soixante seizo bonniers du village de Leers, en leveront des Plans, et tiendront des procès verbaux de leurs opérations, qui seront censés faire partie de la présente convention.

1779 Cessions.

Art. VII. Sa Majesté Très-Chrétienne cède encore à Sa Majesté Impériale Apostolique, ot renonce à ses droits sur tout le Fief et Bois de Cavrinnes, contenant environ dixsept bonniers, en forme d'un quarré long, attenant d'un côté au village de Bachy, terre de France, et des trois autres côtés aux villages d'Esplechin et de Rumes, Tournesis.

Item.

Art. VIII. Sa Majesté Très-Chrétienne se désiste de la prétention, qui a été formée en son nom par les Etats de Lille, relativement à un Terrein de dixsept cents du village d'Esplechin, Tournesis, mais paroisse de Warnchain, Chatellenie de Lille. En conséquence ce petit Terrein continuera à faire partie du village d'Esplechin, et à contribuer avec ce village dans les charges publiques, comme avant la convention du 16 May 1769.

Impôts.

Art. IX. Le contingent de la Généralité de Saint-Amand dans les rentes créées avant sa séparation du Tournesis, continuera d'être fixé et payé à la proportion de cinq partars un denier et deux treizièmes au florin, en conformité de l'Ordonnance du Sr. de Sechelles, Intendant de la Flandre Françoise du 22 Novembre 1753. Et le contingent de la Généralité de Mortagne dans les mêmes rentes sera réglé et arrêté proportionnément au produit de la Taille, selon le principe admis dans la dite Ordonnance.

Evalués.

Art. X. Ces fixations, réduites à des sommes annuelles, et les liquidations à faire en conséquence, seront arrêtées entre les Députés des Etats du Tournaisis d'une part, et les Députés des dites Généralités d'autre part.

Remboursés.

Art. XI. Le Roi Très-Chrétien réserve néanmoins aux Généralités Françoises de Mortagne et de Saint-Amand, le droit de rembourser leurs contingens dans les rentes sus-mentionnées, à force et mésure que leurs facultés le leur permettront: à l'effet de quoi les députés des Etats du Tournesis, et ceux desdites Généralités, après avoir fixé et déterminé les contingens de ces dernières, conformément aux Articles IX et X ci-dessus, en composeront le fonds de Capitaux appartenant à des Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, lesquels seront et demeureront entièrement détachés de la masse des dettes ci-devant contractées par les Etats du Tournesis, sans pouvoir être morcelés contre la teneur

de leur Constitution, ni proportionnés à la cotte part qui tomberoit dans chacun de ces Capitaux à la charge de deux Généralités Françoises. Ces Capitaux, ainsi démembrés de ladite masse générale des dettes du Tournesis, demeureront affectés exclusivement aux Etats de Saint-Amand et de Mortagne: ils pourront être remboursés, et les intérêts en seront payés au Chef-lieu de Saint-Amand sans l'intervention des Etats du Tournesis. 1779

Complétés.

Art. XII. S'il résulte des opérations des Commissaires dont il est parlé Articles IX et X que le total des Capitaux appartenant anx Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne dans les rentes du Tournesis, ne monte pas à la somme qui compose le contingent de Mortagne et de Saint-Amand, ce contingent sera rempli et completté, au gré des Etats du Tournesis, sveo autant de justesse qu'on pourra le faire (sans morceler les rentes, contre la teneur de lenr Constitution), psr des Capitaux isolés, appartenant à des Sujets de Sa Majesté l'Impératrice Apostolique, ou autres quelconques. Les Capitaux qui au moyen de cet arrangement constitueront le complément du contingent des deux Généralités Françoises, en demeurant attachés et affectés à l'administration des Etats du Tournesis, comme ils le sont anjourd'hui; pourront néanmoins être remboursés par les mêmes Généralités Françoises, lorsqu'elles le trouveront convenir, mais jusqu'au remboursement, les intérêts continueront à être versés annuellement, à leur échéance dans les Caisses des Etats du Tonrnesis, pour être distribués par eux anx créditentiers, antres Sujets de la France en ls manière accoutumée.

Item.

Art. XIII. En cas que les Dépntés des Etats du Tournesis et ceux des Généralités de Mortagne et de Saint-Amand ne puissent pas s'accorder entre eux sur l'exécution des Articles IX, X et XI, L. M. Imp. Apostolique et Très-Chrétienne, nommeront chacune nn Commissaire pour en décider.

En outre l'Impératrice Reine cède.

Art. XIV. L'Impératrice-Reine Apostolique cède su Roi Très-Chrétien la Seigneurie de la Motte, ou de Gué-ls-Motte, située près de la Ville d'Armentières.

Item.

Art. XV. Ss Majesté Imp. Apostolique cède pareillement à Sa Majesté Très-Chrétienne 1918 mesures, une line et 66 verges du Territoire du Village de Wattou. Ces 1918 mesures, une line et 66 verges seront prises dans la partie du Territoire de Wat-

1779 tou, la plus voisine du Bourg de Steenvoorde, entre le Ruisseau nommé le Steenvoorde Beeck, le grand Chemin de Steenvoorde à Popelingue, et le Chemin nommé le Calle canistraete.

Item.

Art. XVI. L'Impératrice-Reine Apostolique cède aussi au Roi Très-Chrétien 19 bonniers, 300 de terre et 14 verges le long du grand Chemin de Lille à Dunkerque, pour être ajoutés à l'alignement du Territoire François, tel qu'il a été fixé et aborné dans cette partie, en conséquence de l'Article XIII de la Convention du 26 May 1769. Ces 19 bonniers, 300 de terre et 14 verges, ayant déjà été désignés et mesurés, sous la direction des Commissaires des deux Cours, par les Géomètres qu'ils avoient nommés, et qui en ont levé le Plan figuratif, certifié par leur rapport du 29. Novembre 1777 ainsi que le Procès-Verbal des Commissaires, arrêté à Ipres le 15 Décembre suivant; on s'en tiendra de part et d'autre, relativement à cet objet, au résultat desdits Plan et Procès-Verbal.

Le Roi de France cède.

Art. XVII. Le Roi Très-Chrétien cède à l'Impératrice-Reine Apostolique le Village et la Terre de Westoutre, avec la Seigneurie de Vleninkhove, la Vierschacre de Steenvoorde et les Enclavemens qui en dépendent, ou qui y sont annexés, pour autant qu'ils dépendent, quant au Spirituel, de la Paroisse de Westoutre.

Item.

Art. XVIII. Sa Majesté Très-Chrétienne cède pareillement à Sa Majesté Impériale Apostolique tout le Terrein dépendant du Village de Halluin, Châtellenie de Lille, qui est situé entre la Lys et le grand chemin qui conduit de la Ville de Menin au Village de Reckem, et en outre dix toises de Terrein le long et à la droite du dit Chemin, dans toute son étendue. Afin de former une démarcation plus sensible de la Limite en cette partie, il sera ouvert sur la Lizière extrême des deux Dominations une tranchée large de quatre pieds et profonde de cinq pieds, et il ne sera point permis du côté des Pays-Bas Autrichiens de faire aucune construction de Bâtimens nouveaux entre cette Tranchée et le Grand Chemin susmentionné; tout comme du côté de la France on ne souffrira pas qu'on établisse quelques Bâtimens nouveaux plus près que de dix toises de ladite tranchée. Et pour qu'il n'y ait point à cet égard de méprise, capable de donner lieu dans la suite à des difficultés, les Commissaires chargés de l'exécution du présent Traité, constateront par leurs Procès-Verbaux les Bâtimens qui peuvent exister actuellement sur le Terrein dont il

s'agit. Monsieur le Duc d'Orléans et Ses Héritiers conserveront, comme Barons de Halluin, dans la partie qui sera démembrée de cette Terre, en vertu du présent Article, tous les droits de propriété, Seigneurie et Jurisdiction, dont S. A. R. y a joui jusqu'à présent, en se conformant d'ailleurs pour l'exercice de ces Droits, aux Loix et aux Réglemens usités dans la partie des Pays-Bas Autrichiens, à laquelle ce démembrement sera incorporé. 1779

Item pour bonifier.

Art. XIX. Comme par les arrangemens arrêtés entre les Commissaires respectifs, lors des traditions et prises de possession de Lieux réciproquement cédés ou échangés, en conséquence de la Convention du 16 May 1769, il y a eu dans les parties remises au Roi Très-Chrétien dans la West-Flandre, un excédant de 33 mesures, 252 verges, les Hautes Parties Contractantes sont convenues par le présent Article, que cet excédant sera bonifié à l'Impératrice-Reine, par une partie équivalente de Terrein, à prendre du Territoire de Hontschote, savoir le loug du Chemin Verd qui va de l'intérieur de la Châtellenie de Turnes vers Bondsbrugdhe, et dans les Terres contigues audit chemin, nommé le Waermoestraete, jusques au point où il joint la Chaussée d'Ipres à Bergues St. Winox.

L'Impératrice-Reine cède.

Art. XX. L'Impératrice-Reine cède au Roi Très-Chrétien 70 bonniers du Bois de Roisin. Ce démembrement sera pris vers l'extrémité du Bois, dans la partie où il longe la Chaussée de Valenciennes à Maubeuge, et commencera à la Cense de la Rouise, Jurisdiction de la Flamengrié, d'où il sera tiré une ligne droite parallèlement à la Chaussée, jusqu'à l'autre extrémité du même Bois.

Le Roi T. Chrét. cède.

Art. XXI. Sa Majesté Très-Chrétienne cède en échange à Sa Maj. Imp. Apostolique 70 bonniers de Terre, à prendre dans la partie du Territoire du village de la Flamengrié, qui tend au Bois de Roisin.

L'Imp. Reine cède.

Art. XXII. Sa Maj. l'Impératrice-Reiue cède aussi à Sa Maj. Très-Chrétienne la Cense de la Salemagne, avec le Moulin qui en dépend, enclavés dans la Prevôté de Maubeuge.

La rivière de Honelle limite.

Art. XXIII. L'intention des Hautes Parties Contractantes étant, que la Rivière de Honelle serve désormais de Limite des deux Dominations, dans les Environs de Quievrechain, Sa Maj. Très-Chrétienne cède à Sa Maj. Imp. Apostolique le Château et la Cense

1779 de Quievrechain, avec toutes les Dépendances de ce Village, situées à la Rive Septentrionale de cette Rivière, ainsi que les Edifices de la Cense de Raucourt et les Terres qui en dépendent, situées aussi à la même Rive de l'Honelle.

Cessions à cet égard.

ART. XXIV. L'Impératrice-Reine cède de son côté au Roi Très-Chrétien l'Eglise et la partie du village de Marchipont, situées à la rive méridionale de l'Honelle, ainsi que la partie du Territoire du même Village, située en deçа de l'Honelle, mais enclavée dans le Territoire de Sébourg.

Item.

ART. XXV. Sa Maj. Impériale Apostolique cède pareillement à Sa Maj. Très-Chrétienne la Terre et Seigneurie de Gontreuil, avec ses Appartenances, Dépendances et Annexes.

Item.

ART. XXVI. Le Roi Très-Chrétien cède encore à l'Impératrice-Reine Apostolique le Hameau de Forbray, faisant partie de la Prevôté de Bavay, avec ses Appartenances, Dépendances et Annexes.

Echange ultérieure remise aux commissaires.

ART. XXVII. Si les Commissaires des Hautes Parties Contractantes, qui chargés de l'exécution de la présente Convention, viennent à découvrir de petites enclaves actuellement inconnus, ils seront autorisés à procéder de proche en proche à leur échange, moyennant des équivalens.

Avouerie de Chooz cédée.

ART. XXVIII. L'Impératrice cède au Roi Très-Chrétien l'Avouerie suprême ou superlative de la Terre et Seigneurie de Chooz, qui lui appartient en qualité de Comtesse de Namur, avec les Droits, Redevances et Prérogatives qui y sont attachés.

Sempthonne cédée.

ART. XXIX. Le Roi Très-Chrétien cède à l'Impératrice-Reine sur la Frontière du Luxembourg le Village, Terre et Seignourie de Sempthonne, ainsi que la Cense du Hayon, avec leurs Appartenances, Dépendances et Annexes.

Liberté de la rivière de Semoy.

ART. XXX. Pour faciliter aux Sujets de l'Impératrice-Reine la Communication par la Semoy avec la Meuse, le Roi Très-Chrétien consent de faire lever les obstacles que les Fermiers des Pêcheries Domaniales, ou ses autres Sujets peuvent avoir mis au libre usage de la dite Rivière de Semoy. Les Commissaires pour l'exécution de la présente Convention seront chargés d'arrêter de

concert les mesures nécessaires, pour faire cesser ces empêche- 1779
mens. Les Procès-Verbaux qu'ils auront tenus pour cet effet, seront censés faire partio de cette Convention.

Sauvemens levés.

Art. XXXI. Toutes les reconnoissances, redevances et prestations, soit en Denrées ou en Argent, que quelques Villages de la Frontière du Luxembourg ont été dans l'usage de payer jusqu'ici, sous le nom de Sauvemens, à des Domaines situés hors du Territoire de leur Souverain, cesseront à l'avenir de part et d'autre, à compter du jour de la signature de la présente Convention.

Droits réservés aux particuliers.

Art. XXXII. Les Hautes Parties Contractantes déclarent, que les arrangemens contenus dans la présente Convention, ne préjudicieront aux droits de propriété, de participation à la table des Pauvres de la Paroisse, quoique située sous une autre Domination, de pâturage ou autre servitude, ni aux droits réels ou aux actions qui peuvent compéter aux Communautés, ou aux particuliers do l'une ou de l'autre Domination, sur les lieux et Territoires, réciproquement cédés ou échangés, et qu'il leur sera loisible d'exercer leurs dits droits et actions, et de les poursuivre par devant les juges compétens. Si par l'évènement des Cessions respectives on auroit morcelé quelque héritago ou corps de ferme, les Propriétaires ou fermiers jouiront de la faculté d'emporter librement, et en exemption de tous droits, les récoltes provenantes des Terreins cédés, sous la condition d'exporter les foins en meule, et les grains en gerbes.

Non obstant l'ancienne qualité domaniale.

Art. XXXIII. Si parmi les Seigneuries, Terres ou autres Lieux, cédés ou échangés par le présent Traité, il s'en trouvoient qui eussent ci-devant appartenu au Domaine du Souverain, les aliénations qui en auront été faites avant la date de la présente Convention, demeureront valables, en vertu d'icelle, ainsi quo le demeureront également les aliénations des droits Domaniaux qui so trouveront dans le même cas.

Exécution.

Art. XXXIV. Pour l'exécution des Articles I, V, XV, XVIII, XIX, XX, XXI et XXVII il sera nommé do part et d'autre des Géomètres, qui dans le terme d'un mois après l'échange des Ratifications do la présente Convention procéderont, sous l'inspection des commissaires des deux Cours au mesurage et à l'abornement des Terreins qui en font l'objet; ils traceront l'alignement des dix

1779 toises parallèles au chemin de Menin à Reckem, qui en vertu de l'article XVIII doivent être cédés à l'Impératrice-Reine, et présideront à l'ouverture commune de la tranchée dont il est question au même article. Ils tiendront des Procès-verbaux de leurs opérations, qui seront censés faire partie de la présente Convention, et auront la même force que s'ils y étaient insérés.

Ratification.

Art. XXXV. Les présens articles seront ratifiés par les Hautes Parties Contractantes et l'échange des Ratifications se fera dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, nous avons signé la présente Convention, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Bruxelles le 18. Novembre 1779.

(L. S.) *Neny.*
(L. S.) *Le Comte d'Adhemar.*

47.

3 Octobre 1780.

1780 Renouvellement de la convention de 1775, entre la Lombardie Autrichienne et la République de Venise, concernant l'extradition des criminels. *)

(*Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 102.)

Maria Theresia, Dei gracia, Romanorum Imperatrix etc. Ferdinando Principe Reale d'Ungheria etc.

Il vantaggio reciproco risultante delle Convenzioni già stabilite con i Principi confinanti per il vicendevole arresto, e con-

---

*) La maison d'Autriche, pendant qu'elle possédoit le Milanais, le Mantouan etc., a conclu, en cette qualité, une multitude de conventions avec d'autres états d'Italie pour la poursuite, la saisie, l'extradition et le bannissement des malfaiteurs et des criminels. Ces conventions furent ordinairement conclues et renouvelées pour 5 ou 10 ans; mais comme toutes celles que j'ai devant moi, sont presque de mot à mot de la même teneur, et que le changement des affaires en Italie en a fait disparaître

segna de' Malviventi ci ha determinato a disporne nella scadenza 1780
de' termini la rinnovazione; E siccome quella già stipulata negli anni addietro per gli Stati della Lombardia Austriaca, e quelli della Serenissima Repubblica di Venezia è già terminata, così ne abbiamo conciliata la continuazione per altri cinque anni da comminciare dal giorno della republicazione del presente Editto, a piedi del quale sarà trascritta la Convenzione suddetta per notizia del Pubblico, e per norma dei Tribunali, ed Ufficiali di Guistizia, onde abbiano a conformarsi a quanto resta nella medesima stabilito.

Convenzione per l'arresto de' Banditti, e Malviventi fra gli Stati della Lombardia Austriaca dipendenti da Sua Maestà Imperiale Regia Apostolica per una parte, e gli Stati dipendenti della Serenissima Republica di Venezia per l'altra.

Sendosi rilevato sempre più, e conosciuto il vantaggio, che viene alla sicurezza, e tranquillità de' Sudditi di Sua Maestà l'Imperatrice Regina nella Lombardia Austriaca, e di quelli della Serenissima Repubblica di Venezia dalla plausibile Convenzione, che da molti anni vige, e sussiste fra li detti rispettivi Domini esistenti in Italia per l'arresto, e consegna reciproca de' Malviventi, facinorosi, e Forusciti col venir così tolto a' medesimi il rifugio ed asilo, li sottraca alle inquisizioni, e procedure de' rispettivi Giusdicenti, e Governi, opportuna, ed utile cosa si è riputata il rinnovare la medesima Convenzione segnata già sotto li 9 Marzo 1775. Quindi è, che la prelodata Maestà Sua, e la detta Serenissima Repubblica hanno stimato, di cho per mezzo di noi infrascritti, se ne segnasse la rinnovazione, riassumendo li medesimi Capitoli, e producendone l'accordo, e l'osservanza ad un eguale periodo di anni, però si conviene, che

Art. I. I Banditi per Sentenza di pena capitale, che ci di-

---

l'intérêt, j'ai cru devoir me contenter de ne donner qu'une seule; choisissant de préférence celle que l'on trouve-ci-dessus.

De conventions de la même teneur que celle ci-dessus, ont été conclues

entre L'Autriche et le S. Siège du 8 May 1773 pour 5 ans.

» » et les 4 baillages Italiens de la Suisse du 20 Févr. 1775, pour 10 ans.

» » et la Savoye du 31 Août 1776, pour 5 ans.

» » et l'Empereur à raison de quelques fiefs d'empire du 16 Juillet 1777 pour 10 ans.

» » et le Duc de Parme du 20 Avril 1775 et 25 Févr. 1780, pour 5 ans.

1780 chiari esposti alla pubblia vendetta dagli Stati della Lombardia Austriaca, o da quelli del Dominio Veneto, non possano in modo alcuno abitare, nè dimorare in alcuna Città, Terra, Luogo, o Distretto di essi Dominj, et so saranno ritrovati dentro di essi, debbano essere presi dagli Ufficiali di Giustizia, o Milizia, o Commandante, che si ritroverà sopra Luogo, e consegnarsi reciprocamente a' Ministri del Dominio, onde sono, e saranno banditi, e non solamente potranno essere impunemente offesi, ed anche uccisi, quando nell' atto della Cattura si opponessero alla medesima con armi, ma ancora quando fossero ritrovati alla Campagna, e chi gli ammazzerà, oltre l'impunità, potrà conseguire anche i premj, che si ritrovassero allora per Grida proposti contra tali Banditi; ed all' incontro chi darà a' medesimi albergo, ajuto, soccorso, o favore, incorrerà le pene imposte dalle Leggi nel Luogo della ricettazione, a'Fautori, e Ricettatori, de' Banditi, comprese anche le Persone congiunte di sangue a'Banditi, secondo le circostanze de' casi ed i gradi dell' attinenza a norma delle onunciate Leggi.

Art. II. Qualunquo Malfattore ancora non bandito, ma imputato di delitto tale, cho secondo il titolo del delitto possa essere punito nella pena della morte naturale, o civile, o di Galera perpetua, o a tempo, o altra simile pena corporale grave, capiterà negli Stati Veneti viceversa nella Lombardia Austriaca, dovrà essere preso, e carcerato per consegnarlo a quello de' suddetti Dominj, nel quale avrà commesso il delitto, acciò sia punito, e castigato dal suo superiore.

Art. III. Si dichiara però, che se il Malfattore al tempo della richiesta si trovassi imputato, o condannato nel Luogo della dimora, di delitto pari, o maggiore di quello, per cui sarà riclamato, non sarà il Dominio, in cui sarà preso, obbligato alla consegna, e potrà ivi essere ritenuto, e castigato a proporzione del delitto. In caso, che in progresso sia assoluto, o per altro ragione non punito, dovrà essero consegnato al altro Dominio, dovo avrà fatto l'altro delitto, e che l'avrà dimandato, como sopra, acciò onninamente, detto Malfattore sia per il suo delitto castigato.

Art. IV. Si assegnano frattanto a' detti Malfattori, o Banditi da rispettivi Stati quindici giorni dalla pubblicazione della presente Convenzione a doversi assentare dall' uno, e dall' altro Stato; il qual termine passato, potranno essere presi, ed ancho quando siano Banditi capitalmente, ed esposti alla pubblica vendetta, come sopra, offesi impunemente, senz' alcun amparo della fede, ed asilo pubblico, e chi li terrà, e favorità sia anche punito come sopra si è detto irrimissibilmente.

Affinchè poi si abbia la precisa notizia di esse Banditi, e Malfattori, che dovranno arrestarsi, e come sopra, si communicherà di presente vicendevolmente il Catalogo generale, come pure le Note particolari di mano in mano, che occorrerà il caso, col di loro cognome, nome, e Patria, e ciò per la più puntuale esecuzione delle cose, come sopra, concordate. E dopo la communicazione di essi Cataloghi, o Note, sarà permesso a' Giusdicenti particolari di ambi li Domini d'intendersi fra di loro, anche senza passare per i canali de' Superiori Governi, per l'arresto de' rispettivi Delinquenti scoperti, o da scoprirsi, secondo le occorrenze, ed i casi, affinchè il fine provvido della presente Convenzione si ottenga con maggior brevità, e seguiti le detenzioni si daranno dalli rispettivi Governi gli ordini soliti per le corrispondenti, consegne a soliti Confini. 1780

Art. V. L'arresto, e la consegna de' Rei già banditi, e condannati nelle pene già spiegate nell' Articolo primo, si sarà sopra la presentazione della copia della sentenza, e per l'arresto, e consegna per gl' imputati de' delitti, che portano alcuna delle pene sopra spiegate all' Articolo secondo, basteranno le risultanze delle imputazioni appoggiate alle semplici asserzioni degli Ufficiali del dominio che sarà la richiesta relativa agli atti del Processo. E ad effetto di riparare ad ogni contestazione rispetto alla qualità della pena sopra espressa, per qualificare i delitti dei Delinquenti cadenti sotto questo Concordato, si dichiara, che dovranno a quest' effetto attendersi le Leggi del Luogo, dove saranno commessi, ed in diffetto prenderne norma della ragione comune.

Art. VI. Occorrendo caso di delitto, commesso fuori de' suddetti rispettivi Dominj, per i quali casi però potesse secondo le Leggi rispettive Provinziali, o la ragione comune procedersi in alcuno de' suddetti Dominj ad istanza di Parto, o anche ex Officio, sarà lecito al Governo, che dovrà procedere per detto caso di riclamarlo presso l'altro Governo, in cui dimorasse, purchè non sia Suddito di origine, o por incolato del Luogo, ove facesse dimora, mentre in tal caso non sarà questo Governo obbligato alla Consegna, ma bensì a prestarsi al castigo dello stesso Delinquente, nel caso, che fosse punibile, como sopra, anche per il delitto commesso fuori di stato.

Art. VII. Per non dar luogo a deludere il fine della presente Convenzione, non si potrà dall' una delle due Parti fare grazia, Salvocondotto, o altra fidenza agl' Inquisiti, o Banditi nello Stato dell' Altra, eccettuati li Salvocondotti, che si accordano per l'effetto della citazione do' Rei imputati di altro delitto, secondo

1780 le regole, e Prammatiche criminali, li quali saranno permessi per il solito servigio della Giustizia.

Art. VIII. Riuscendo in alcuni de' Stati la detenzione di Ladri con robe derubbate, si dovranno restituire prontamente, e senza spesa alcuna, dopo che se nè sarà fatto l'uso necessario per la prova del corpo del delitto a coloro, de' quali saranno tali robe, o siano loro proprie o ad essi commesse, facendo però questi primieramente constare, o per testimonj, o Istromenti, o altre legittime prove, conforme allo stile de' Giudici Ordinarj del Luogo, ove essi abitano, che siano robe loro proprie, ovvero a loro commesse, e che a tali prove sia prestata fede.

Art. IX. Essendo già proibita ne' detti Stati contrattanti la tolleranza delle Persone oziose, vagabonde, o in altro modo sospette, siano estere, siano naturali de' rispettivi Stati, potranno li Giùsdicenti rispettivi, e specialmente i finitimi andare intesi fra loro per l'osservanza de' rispettivi Editti veglianti negli accennati Dominj.

Art. X. Ogni Console delle Terre, e Luoghi di essi Stati sia obbligato, controvandosi alcuni Banditi, Malviventi, Oziosi, e Delinquenti, come sopra, ne' suoi Luoghi, avvisare il Giudice, se risiede sul fatto, e non essendovi, convocare la gente della Terra, seguitare, e andare contro detti Banditi per iscacciarli, e rispettivamente anche ucciderli, quando siano Banditi Capitali, come sopra.

Art. XI. Si dichiara però, che la rimessa nei casi suddetti al Luogo del delitto debba farsi solamente per i casi, che il Delinquente sia Suddito del Luogo del delitto, o Forestiere, mentre, essendo Suddito o d'origine, o di legale incolato o domicilio al Luogo ove sarà la dimora, sarà bensì questo Dominio obbligato a farlo arrestare, o punire a proporzione delle circostanze, ma non già rimetterlo ad altro Giudice, e s'intende contratta la reciproca obbligazione di castigare i proprj sudditi per i delitti altrove commessi, quando il delitto sarà stato commesso negli Stati dell' altra Parte contrattante, o in pregiudizio de' Sudditi della medesima, ancorchè fuori degli Stati fuori, e tanto sull' istanza de' rispettivi Governi, quanto ex officio, e sull' istanza delle Parti dannificate, o offese: Si dichiara in oltre, che occorrendo il caso, che un Reo provasse di essere Suddito di amendue gli Stati, debba egli restituirsi a quello, ove avesse commesso il delitto.

Art. XII. In ognuno di detti casi dovranno colli banditi, e delinquenti consegnarsi anche i corpi di delitto, e tutto senza alcuna spesa della parte, che ricoverà la consegna. Dovranno pure

communicarsi in forma autentica i processi che fossero già fatti 1780
prima della consegna, quando ne sia richiesta la copia, e questi colla sola e semplice mercede della scrittura.

Art. XIII. La presente Convenzione avrà a durare per anni 5 dal giorno in cui si avrà da pubblicare, in ciascuno de' detti dominii per editto, acciochè ognuno ne abbia notizia, e sia da tutti, a quali tocca, irremissibilmente eseguita, ed osservata, e niun reo possa scusarsi col pretesto dell' ignoranza, e sarà sigillata, e sottoscritta dagli infrascritti delegati, e con dupplicati originali perche ciascuno ne abbia un esemplare autentico.

Dato in Milano li 3. Ottobre 1780.

Ordiniamo per tanto a tutti li giusdicenti delle città e provinzie della Lombardia Austriaca, e ad ogni altro, a cui spetta, che facciano publicare ed affigere il presente editto ne' Luoghi, onde non possa da alcuno allegarsene ignoranza.

Dat. in Milano, li 25 Ottobre 1780.

v. Firmian. *Ferdinando.*
V. Conradus Olivera Bovara.

48.

10 Juillet 1781.

Traité conclu entre Sa Majesté l'Empereur des Romains et 1781
Sa Majesté l'Impératrice de Russie relativement à la neutralité armée à Vienne le 10 Juillet 1781.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 252.)

Siccome attesa la guerra, che si fa attualmente sul mare tra la Gran-Brettagna da una parte, la Francia e la Spagna dall' altra, il commercio e la navigazione delle Potenze neutrali han sofferti e soffrono dei danni considerabili, quindi è che S. M. l'Imperatore de' Romani e S. M. l'Imperatrice delle Russie, in conseguenza della loro assidua attenzione per procurare con dignità e sollecitudine la sicurezza e prosperità de' loro sudditi, combinate con i riguardi dovuti a' diritti delle Nazioni in generale, nell' attual situazione degli affari hanno giudicato necessario di regolare la loro condotta in vigore di tali principi, l'Imperatrice delle

1781 Russie per mezzo della sua dichiarazione del di 28 Febbraro 1780, indirizzata a tutte le Potenze belligeranti, espose agli occhj di tutta l'Europa le regole fondamentali dedotte dal diritto primitivo di tutti i popoli, da essa reclamate e addottate come basi della sua condotta durante la presente guerra. Quest' attenzione della M. S. diretta ad invigilare al mantenimento de' diritti communi a tutte le Nazioni, avendo ottenuti i voti di tutte le Potenze neutrali, perchè concernente la difesa de' più essenziali loro interessi, e portata ad un grado da fissare, e stabilir per sempre ne' presenti tempi e futuri un sistema permanente e invariabile, e combinato con le prerogative, condizioni ed impegni di una esatta neutralità, ed avendo a questo sistema aderito S. M. il Re di Danimarca e di Norvegia, S. M. il Re di Suezia, la Repubblica di Olanda, e altre più rispettabili Potenze, quindi è che è nato l'accordo e l'unanimità, con le quali l'Imperatore suddetto de' Romani e l'Imperatrice delle Russie hanno risoluto sempre più convalidare e assicurare la loro ferma e constante amicizia e fiducia reciproca, conforme al vantaggio de' loro Regni e Stati per mezzo di una formal convenzione. Con queste mire salutevoli le LL. MM. II. hanno stipulati e conchiusi i seguenti articoli:

Art. I. Le suddette MM. LL. II. sono sinceramente determinate di mantenere per sempre la più constante e sincera amicizia, come utilissima alla Casa d'Austria, non meno che all' Impero di Russia, e concordia e unione tra loro, come pure di stare in buona intelligenza con le Potenze attualmente belligeranti, ed osservare la più esatta neutralità, dichiarando nel tempo istesso di voler procurare fermamente, che la proibizione del commercio de' generi di contrabbando con gli Stati che si trovano inviluppati nelle ostilità, e con quelli che potessero esservi impegnati in avvenire, sia rigorosamente osservata da' rispettivi sudditi.

Art. II. Affine di scansare qualunque errore ed equivoco riguardo al nome di contrabbando S. M. l'Imperatore e S. M. l'Imperatrice delle Russie dichiarano, che riconoscono unicamente come generi di contrabbando quelli, che sono compresi ne' trattati sussistenti tra le suddette Corti, e l'una o l'altra delle Potenze belligeranti. S. M. l'Imperatrice di Russia come Potenza marittima si conforma in ciò interamente al suo trattato di commercio esistente con la Gran-Brettagna, ed estende in oltre gl' impegni del medesimo, che sono onninamente fondati sul diritto naturale, alle corone di Francia e Spagna, le quali fino alla data della presente convenzione non hanno alcun trattato di commercio col suo Impero. L'istesso fa S. M. l'Imperatore per quel che

riguarda la Francia e l'Inghilterra per non avere concordato alcuno con esse, che determini veruna condizione sopra questo oggetto. 1781

Art. III. Siccome in questa maniera viene determinato e fissato ciò, che dee intendersi per contrabbando conforme a' trattati e convenzioni tra le alte parti contraenti e le Potenze belligeranti; e principalmente nel trattato stipulato tra la Russia e la Gran-Brettagna del dì 20 Giugno 1766; è intenzione di S. M. l'Imperatore e dell' Imperatrice di Russia che ogni altera specie di commercio sia e rimanga libera a' respettivi sudditi. Già le MM. LL. nelle dichiarazioni rimesse alle Potenze belligeranti si sono fondate sopra i principj generali del diritto naturale, da cui derivano la libertà di commercio e della navigazione, come pure i legittimi diritti delle Nazioni neutrali, ed hanno risoluto egualmente che tutte le altre Corti cho hanno acceduto alla proposta neutralità armata, di non dipendere ulteriormente dalla spiegazione arbitraria, dettata dal vantaggio parziale e dall' interesse momentaneo. Con questo scopo si sono accordate sopra quanto appresso. 1. Che sia permesso ad ogni bastimento con bandiera Russa, che con bandiera Imperiale e Toscana, navigare da uno porto all' altro, e sopra le coste delle Potenze belligeranti. 2. Che gli effetti appartenenti ai sudditi delle suddete Potenze belligeranti saranno liberi sopra i legni neutrali, nè potranno esser confiscati, nè presi violentemente, eccettuato che i generi di contrabbando. 3. Che per determinare qual regola si debba osservare relativamente a un porto bloccato, quello solo potrà esser considerato come tale, nelle cui alture i vascelli nemici avranno presa una continua stazione. 4. I legni neutrali non potranno essere arrestati se non per motivi giusti e con prove evidenti, e giudicati senza perdita di tempo; i processi si faranno speditamente in maniera sempre uniforme, secondo le leggi marittime, ed ogni volta cho avranno sofferto danno senza causa, si chiederà d'accordo e di concerto per parte de LL. MM. II. oltre il resarcimento de' danni una completa soddisfazione per l'insulto fatto alla loro bandiera.

Art. IV. Per proteggere il commercio generale de' loro sudditi fondato sopra equi e certi principj, S. M. l'Imperatrice di Russia ha risoluto di equipaggiare un proporzionato numero di vascelli o fregate per servir di scorta ai legni mercantili, secondo che lo richiederanno le urgenze del commercio, e questi potranno approdare e restare quanto a loro piacerà in tutti i porti soggetti alla Casa d'Austria, ed in specie delle Fiandre.

Art. V. Nel caso che i bastimenti mercantili delli parti con-

1781 traenti si trovassero in mare senza la scorta di alcun vascello armato, e che non potessero perciò ottenere nel bisogno la protezione, il comandante de' vascelli da guerra di S. M. l'Imperatrice delle Russie, subito che ne sarà richiesto, accorderà indistintamente tutta l'assistenza necessaria, ben inteso, che ciò non sia per aver fatto commercio illecito, contrario alle leggi della neutralità.

Art. VI. La presente convenzione non potrà essere retroattiva, e in conseguenza non si dovrà prender parte alle differenze che possano essere insorte prima della couclusione della medesima, quando però gli affari non riguardassero le violenze che durano ancora, e che tendono ad opprimere tutte le Nazioni neutrali.

Art. VII. Se non ostante l'attenta ed amichevol premura delle due parti contraenti, e la più perfetta osservanza della neutralità, i legni mercantili Russi o Austriaci fossero insultati, saccheggiati o presi da vascelli da guerra, o dagli armatori di una delle Potenze belligeranti, allora il ministro della parte offesa, unitamente a quello della parte confederata, farà delle serie rappresentanze alla Corte, i cui vascelli da guerra avranno commesso l'attentato, reclamerà i bastimenti arrestati, insisterà sopra una convenevole soddisfazione, e non perderà mai di vista la reputazione della respettiva bandiera. Il ministro suddetto dell' altra parte sosterrà queste instanze nella maniera la più efficace e vigorosa, e se venisse ricusato e differito da un tempo all' altro di rimediare agli inconvenienti, in questo caso le LL. MM. eserciteranno il diritto di rappresaglia contro la potenza che loro nega il compimento di giustizia e concerteranno immediatamente i mezzi più proprj per eseguire queste rappresaglie.

Art. VIII. Se l'una o l'altra delle due Potenze contraenti, o tutte due insieme venissero attaccate in vigore di questa convenzione, che non tende ad offesa di veruno, o per qualsivoglia altra ragione, che vi potesse aver rapporto, fossero inquietate, molestate o attaccate, hanno risoluto di fare unitamente i loro sforzi per difendersi scambievolmente, cioè S. M. l'Imperatrice delle Russie mettendo in opra le sue forze marittime di concerto con le altre Corti che hanno concorso al trattato di neutralità armata, e S. M. l'Imperatore dando truppe di terra e danari secondo l'urgenza de' casi, e ciò a solo fine di procurarsi una soddisfaciente riparazione, tanto per l'insulto fatto alla loro bandiera, che per le perdite cagionate a' loro sudditi.

Art. IX. Questa convenzione resta conclusa e fissata per tutto il tempo, che durerà la presente guerra, e gl' impegni in

vigore della medesima contratti serviranno di base a tutti i trat- 1781
tati posteriori, e che potessero esser formati in avvenire secondo le occorrenze, ed in occasione di nuove guerre, che insorgessero per mala sorte ad intorbidare la tranquillità di Europa. Nel rimanente tutto ciò di cui si è convenuto, sarà riguardato come permanente e invariabile, tanto riguardo agli affari mercantili, che a quelli di marina, ed avrà forza di legge per la determinazione dei diritti delle Nazioni neutrali.

Art. X. Siccome il fine e l'oggetto della convenzione suddetta è di assicurare la libertà dél commercio, e della navigazione, le LL. MM. II. l'Imperatore de' Romani e l'Imperatrice di tutte le Russie hanno convenuto d'invitarvi ad accedere tutte quelle Potenze, che finora non vi hanno acceduto, e queste potranno partecipare de' vantaggi in essa convenuti, sempre però a titolo di difesa, e mai di offesa.

Art. XI. Affinchè le Potenze impegnate nella guerra non ignorino la forza delle obligazioni contratte dalle due Corti Imperiali di Pietroburgo e di Vienna, le Alte parti contraenti comunicheranno loro nella maniera la più amichevole le misure stabilite, misure, che sono tanto meno ostili, in quanto che lungi dall' aver per fine di cagionare danno a veruno, tendono unicamente a proteggere il commercio de' respettivi regni, e popoli.

La presente convenzione sarà ratificata dalle due parti contraenti, e la ratifica sarà cambiata in buona e debita forma dentro lo spazio di 10 settimano, in fede di che ec.

Vienna 10 Luglio 1781.

49.

9 Octobre 1781.

Acte d'accession de l'Empereur Joseph II aux principes et aux mesures proposées par la Russie pour le maintien du commerce et de la navigation neutre, et acte d'acceptation de la part de l'Impératrice.

(*Martens*, Recueil des Traités, t. III, p. 257.)

Joseph second par la grâce de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi d'Allemagne et de Jerusalem, de Hongrie et

1781 de Bohème, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie et Gallicie et de Lodomerie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgoyne et de Lorraine, Grand-Duc de Toscane, Grand-Prince de Trausylvanie, Duc do Milan, de Mantoue, de Parme et Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol etc. etc. etc.

Ayant été invité amicalement par S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, de concourir avec Elle à la consolidation des principes de Neutralité sur mer, tendant au maintien de la liberté du commerce maritime et de la navigation des Puissances neutres, qu'Elle a exposé dans la déclaration du 28 Février 1780 remise de Sa part aux Puissances belligérantes, lesquels principes portent en substance:

Que les vaisseaux neutres puissent naviguer librement de port en port et sur les côtes des nations en guerre.

Que les effets appartenants aux sujets des Puissances en guerre soient libres sur les vaisseaux neutres à l'exception de marchandises de contrebande.

Qu'il ne soit considéré comme telles que les marchandises énoncées dans les Articles X et XI du Traité de commerce, conclu entre la Russie et la Grande-Brétagne le 20 Juin 1766.

Que pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on accorde cette dénomination, qu'à celui, où il y a par la disposition de la Puissance, qui l'attaque avec des vaisseaux suffisamment proches, un danger évident d'entrer.

Enfin que ces principes servent de règle dans les procédures et les jugemens sur la légalité des prises.

Et Sa dite Maj. Impériale de toutes les Russies, Nous ayant proposé à cet effet de manifester par un Acte d'accession formelle non seulement notre pleine adhésion à ces mêmes principes, mais encore notre concours immédiat aux mesures, pour en assurer l'éxecution, que Nous adopterions do notre côté, en contractant réciproquement avec Sa dite Maj. les engagemens et stipulations suivans, savoir:

1. Que de part et d'autre on continuera d'observer la neutralité la plus exacte, y tiendra la main à la plus rigoureuse exécution des défenses portées contre le commerce de contrebande do Leurs sujets respectifs, aveo qui que ce soit des Puissances déjà en guerre, ou qui pourroient y entrer dans la suite.

2. Que si malgré tous les soins employés à cet effet, les vaisseaux marchands de l'une des deux Puissances fussent pris ou insultés par des vaisseaux quelconques des Puissances belligérantes, les plaintes de la Puissance lesée seront appuyées de la ma-

nière la plus efficace par l'autre, que si l'on refusoit de rendre justice sur ces plaintes, Elles se concerteront incessament sur la manière la plus propre à se la procurer par de justes représailles. 1781

3. Que s'il arrivoit, que l'une ou l'autre des deux Puissances ou toutes les deux ensemble à l'occasion ou en haine du présent accord fut inquiétée, molestée ou attaquée, qu'alors Elles feront cause commune entre Elles pour se défendre réciproquement, et pour travailler de concert à se procurer une pleine et entière satisfaction, tant pour l'insulte faite à Leur pavillon, que pour les pertes causées à Leurs sujets.

4. Que ces stipulations seront considérés de part et d'autre comme permanentes et faisans règle toutes les fois qu'il s'agira d'apprécier les droits de neutralité.

5. Que les deux Puissances communiqueront amicalement Leur présent concert mutuel à toutes les Puissances, qui sont actuellement en guerre.

Nous, voulant par un effet de l'amitié sincère, qui nous unit heureusement à S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, ainsi que pour le bien être de l'Europe en général, et de nos pays et sujets en particulier, contribuer de Notre côté à l'exécution de vues, de principes et de mesures aussi salutaires que conformes aux notions les plus évidentes du droit des gens, avons résolu d'y accéder, comme Nous y accédons formellement en vertu du présent Acte, promettant et Nous engageant solemnellement, de même que S. M. l'Impératrice de toutes les Russies s'engage envers Nous, d'observer, exécuter et garantir tous les points et stipulations ci-dessus.

En foi de quoi Nous avons signé la présente de Notre propre main et l'avons muni de Notre sceau.

Donné à Vienne le 9 Octobre 1781.

(L. S.) *Joseph.*

Kaunitz Rittberg. *Ant. Spielmann.*

50.

19 Octobre 1781.

1781 Acte d'acceptation de la Russie, de l'accession de l'Autriche.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 260.)

Par la grâce de Dieu, Nous Cathérine seconde Impératrice et Autocratrice de toutes les Russies, de Moscovie, Kiovie, Wladimirie, Novogrod, Czarine de Casan, Czarine d'Astracan, Czarine de Sibérie, Dame de Plescau, et Grande-Duchesse de Smolensko, Duchesse d'Estonie, de Livonie, Carelie, Twer, Ingorie, Parmie, Wiatke, Bolgarie et d'autres, Dame et Grande-Duchese de Novogorod inférieur, de Czernigovie, Kasan, Rostor, Jaroslaw, Belo, Oserie, Udorie, Obdorie, Condénie, Dominatrice de tout le côté du Nord, Dame d'Iverie et Princesse héréditaire et Souveraine des Czars de Cartalinie et Georgie, comme aussi de Cabardinie, des Princes de Czircassie, de Gorsky et d'autres: Ayant invité amicalement S. M. l'Empereur des Romains, Roi de Hongrie et de Bohème, à concourir avec Nous à la consolidation des principes de Neutralité sur mer, tendant au maintien de la liberté du Commerce maritime et de la navigation des Puissances neutres, que nous avons exposé dans la déclaration du 28 Février 1780, remise do Notre part aux Puissances belligérantes, lesquels principes portent en substance:

Que les vaisseaux neutres puissent naviguer librement de port en port, et sur les côtes des Nations en guerre.

Que les effets appartenans aux sujets des Puissances en guerre, soient libres sur les vaisseaux neutres à l'exception des marchandises de contrebande.

Qu'il ne soit considéré comme telles, que les marchandises énoncées dans les Articles X et XI du Traite de Commerce, conclu entre la Russie et la Grande-Brétagne le 20 Juin 1766.

Que pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué on n'accorde cette dénomination qu'à celui, où il y a par la disposition de la Puissance qui l'attaque avec des vaisseaux suffisamment proches, un danger évident d'entrer.

Enfin quo ces principes servent de règle dans les procédures et les jugemens sur la légalité des prises.

Et Sa dite Maj. Impériale et Royale Apostolique ayant consenti à cet effet de manifester par un acte d'accession formelle

non seulement sa pleine adhésion à ces mêmes principes, mais 1781
encore son concours immédiat aux mesures pour en assurer l'exécution, que Nous adopterions de Notre côté, en contractant réciproquement avec Sa dite Maj. Impériale et Royale Apostolique les engagemens et stipulations suivans; savoir:

1. Que de part et d'autre on continuera d'observer la neutralité la plus exacte, et tiendra la main à la plus rigoureuse exécution des défenses portées contre le Commerce de contrebande de leurs sujets respectifs, avec qui que ce soit des Puissances déjà en guerre, ou qui pourroient y entrer dans la suite.

2. Que si malgré tous les soins employés à cet effet les vaisseaux marchands de l'une des deux Puissances fussent pris ou insultés par des vaisseaux quelconques des Puissances belligérantes, les plaintes de la Puissance lésée seront appuyées de la manière la plus efficace par l'autre, que si l'on refusoit de rendre justice sur ces plaintes, Elles se concerteront incessamment sur la manière la plus propre à se la procurer par de justes représailles.

3. Que s'il arrivoit que l'une ou l'autre des deux Puissances ou toutes les deux ensemble à l'occasion ou en haine du présent accord, fut inquiétée, molestée ou attaquée qu'alors Elles feront cause commune entre Elles pour se défendre réciproquement, et pour travailler de concert à se procurer une pleine et entière satisfaction, tant pour l'insulte à leur pavillon, que pour les pertes causées à leur sujets.

4. Que ces stipulations seront considérées de part et d'autre, comme permanentes et faisant règle toutes les fois qu'il s'agira d'apprécier les droits de neutralité.

5. Que les deux Puissances communiqueront amicalement leur présent concert mutuel à toutes les Puissances, qui sont actuellement en guerre.

Nous par un effet de l'amitié sincère, qui Nous unit heureusement à S. M. l'Empereur, ainsi que pour le bien être de l'Europe en général, et de Nos pays et sujets en particulier, acceptons formellement en vertu du présent acte, l'accession de S. M. l'Empereur des Romains, Roi de Hongrie et de Bohème, aux vues, principes et mesures, aussi salutaires que conformes aux notions les plus évidentes du droit des gens, promettant et Nous engageant solemnellement, de même que S. M. l'Empereur s'engage envers Nous, d'observer, exécuter et garantir tous les points et stipulations ci-dessus.

1781 En foi de quoi Nous avons signé la présente, et l'avons muni de notre sceau.

Donné à St. Pétersbourg le 19 Octobre 1781 et de Notre règne le vingtième.

(L. S.) *Catherine.*

Comte Jean d'Ostermann.

L'Acte d'accession a été échangé contre l'acte d'acceptation le 19 Oct. par les plénipotentiares respectifs.

51.

7, 20, 27 Novembre 1781.

Actes relatifs à l'évacuation des forteresses servant de barrière aux Provinces-Unies des Pays-Bas.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 364.)

Note du Prince de Starhemberg remise au ministre des Provinces-Unies des Pays-Bas à Bruxelles relativement à la démolition des forteresses qui forment la barrière; en date du 7 Novembre 1781.

Se. Majestät der Kaiser, welche selbst dero Niederländische Provinzen besehen, haben darinnen unter andern bemerkt, dass es aus vielen Gründen nicht mehr zuträglich sey, alle Festungen in selbigen beizubehalten, und dem zufolge haben Allerhöchstdieselbe die Schleifung des grössten Theils derselben beschlossen. Seine kaiserliche Majestät haben hierauf dero Gouvernement befohlen, Ihro Hochmögenden von Ihrer Seite hievon Nachricht zu geben, damit Sie Ihren Generals und andern Offiziers, welche Ihre Truppen in den Oesterreichischen Niederlanden commandiren, die in dieser Absicht nöthige Orders ertheilen.

Brüssel den 7. November 1781.

Instruction des Etats-Généraux pour leur ministre à Bruxelles au sujet du précédent mémoire, arrêtée le 20 Novembre 1781.

Résolu etc. que L. H. P. l'autorisent à déclarer par un mémoire conçu dans les termes de la plus grande civilité, au Gou-

vernement des Pays-Pas Autrichiens: que L. H. P. sont trop rem- 1781
plies des sentimens les plus sincères de respect et d'estime pour S. M. Imp. et Royale, pour qu'elles ne soient pas prêtes et disposées, en tout tems, à satisfaire, autant qu'il est en leur pouvoir, au désir de Sa dite Majesté Imp. et Royale; qu'Elles s'y trouvent d'autant plus portées, en considérant non seulement le bonheur qu'Elles ont de vivre avec Sa Maj. Imp. et Royale, et depuis si grand nombre d'années avec son auguste maison, dans une étroite amitié, mais aussi particulièrement en égard que leur amitié a eu son fondement et sa force dans les Traités et les engagemens les plus solemnels, qui ont subsisté jusqu'ici entre S. M. et la République, et qui n'ont jamais été révoqués: que L. H. P. animées de ces sentimens inaltérables, pour montrer en tout tems à Sa dite Maj. Imp. et R. toute la déférence possibile, ont pris lecture du mémoire, remis à lui Mr. Hop, de la part de la Secrétairerie d'Etat et de Guerre, et qu'Elles y ont vu, que Sa dite Maj. Imp. et Royale, ayant jugé pour plusieurs raisons, qu'il n'étoit plus de Sa convenance de conserver dans ses Provinces des Pays-Bas toutes les places fortes, avoit en conséquence, à l'égard de la plûpart de celles qui ont subsisté jusqu'à présent, résolu leur démolition et ce qui s'ensuit; et qu'en conformité de cette détermination Elle en avoit fait informer L. H. P. par le Gouvernement des Pays-Bas Autrichiens, afin qu'Elles puissent donner à cet égard les ordres convenables aux Généraux et autres Officiers, commandant leurs Troupes dans les Pays-Bas Autrichiens: mais que L. H. P. se trouvent absolument hors d'état de pouvoir donner une réponse précise et positive au sus-dit mémoire et au désir de Sa Maj. Imp. et Royale, qui y est déclaré, pour que L. H. P. donnassent des ordres convenables à leurs dits Officiers, attendu qu'Elles n'ont pu conclure du sus-dit mémoire, combien et quelles places, appartenant à la Barrière (dans lesquelles seules les Troupes de L. H. P. tiennent garnison) l'on a en vue dans ce mémoire, ni aussi ce qu'on comprend proprement par la démolition et ce qui s'ensuit, ni quels ordres convenables l'on entend, qu'on désire de L. H. P. à l'egard de ces Troupes: Que L. H. P. s'assurent, que le Gouvernement de Bruxelles trouvera équitable, qu'avant de pouvoir se déterminer à une réponse précise, Elles demandont à l'égard des Points et articles sus-mentionnés les éclaircissemens requis; et quo Sa Maj. Imp. et R. voudra bien être persuadée en attendant, que rien ne sera plus agréable à L. H. P. et ne leur procurera plus de satisfaction, que de lui pouvoir donner toutes les preuves pos-

1781 sibles du prix inestimable, qu'Elles ne cessent de mettre à la continuation de l'amitié et des bonnes graces de Sa Maj. Imp. et Royale.

Note du Gouvernement des Pays-Bas Autrichiens sur la Réponse de M. le Baron Hop, Ministre-Plénipotentiaire de L. H. P. à la Cour de Bruxelles, datée du 23 Novembre 1781 remise par le Prince de Starhemberg au dit ministre le 27 Novembre 1781.

Leurs Altesses Royales n'ont pu voir qu'avec beaucoup de sensibilité les expressions, dans lesquelles les Etats-Généraux se sont expliqués sur le mémoire remis le 7 de ce mois à Mr. le Baron de Hop; et pour répondre à l'accélération particulière, que l'Empereur désire dans cette affaire, Elles ne diffèrent point de déclarer: que Sa Maj. n'a excepté aucune des Places de sa domination où il y a Garnison Hollandoise, de la démolition des Fortifications et de ce qui s'ensuit. La généralité de ces termes, exprimée déjà dans le mémoire du 7 de ce mois, ne laissant aucun doute sur les intentions de l'Empereur, L. A. R. croyent devoir attendre des sentimens de L. H. P. pour Sa Majesté, qu'Elles voudront bien maintenant faire passer à ce sujet aux Généraux et autres Officiers, qui commandont leurs Troupes dans les mêmes Places, les ordres convenables, sur la détermination lesquels Elles ne pouvent que s'en remettre à la sagesse et aux lumières de L. H. Puissances.

52.

27 Juin 1782.

Traité entre l'Autriche et le Prince Évêque de Passau sur la cession des seigneuries de Obernberg et Vichtenstein, conclu à Linz le 27 Juin 1782; ratifié à Passau le 14 Octobre 1782. 1782

(D'après une copie authentique, qui se trouve aux Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Von Gottes Gnaden Wir Leopold Ernst exempter Bischof und heil. Röm. Reichs Fürst zu Passau etc.

Urkunden und bekennen hiermit für uns- und alle unsere Nachkommen am Hochstift und Domkapitul.

Demnach sich zwischen Ihro K. K. Maj. und Ihro Durchlauchtigsten Erzhaus- dan Uns Kardinaln-Bischofen- und Fürsten zu Passau, und Unserem Hochstift von wegen unserer in dem dermaligen Oesterreich ob der Ensischen Innviertel entlegenen hochstiftischen unmittelbaren Herrschaften Obernberg und Viechtenstein, in Gränzmaut- und anderen Sachen verschiedene Irrungen und Zwistigkeiten anbegeben haben, hierüber aber durch die von Ihro K. K. Apost. Maj. sowohl, als von Uns ernannt — und bevollmachtigte Commissarien in Rücksicht auf eine gütliche Aus- und Abgleichung die Unterhandlungen gepflogen worden sind, und mittelst solcher den siebenundzwanzigsten Monats Juni laufenden Jahrs ein förmlicher Vertrag von nur — besagten beederseitigen Commissarien errichtet — und gefertiget worden ist, welcher von Wort zu Wort also lautet.

Im Namen der Allerheiligsten Dreyfaltigkeit, Amen. Kund und zu wissen seye Jedermänniglich, dem daran gelegen ist, oder auf einige Weis daran gelegen seyn kann: Nachdem Ihro R. K. K. Maj. und Ihro Durchlauchtigstes Erzhaus durch den im Jahr 1779: zu Teschen zu Stand gekommenen Vertrag zu dem Besiz des Theils von denen Bayrischen Landen, welcher sich an dem rech- Ufer der Donau- uud des Innflusses hinauf bis an die Salza- und deren Ausfluss in den Inn erstreket- und dermalen das Innviertel genannt wird, folglich in alle denen Titl Herren Churfürsten- und Herzogen in Bayern in sothanen Bayrischen Landes-Theil vormals zugestandene Gerechtsame, mithin besonders auch in jene eingetretten sind, welche das Durchlauchtigste Khurhaus

1782 Bayern in der in dem Innviertel entlegenen Hochstift Passauisch unmittelbaren Reichs-Herrschaft- und Markt Obernberg vermög der zwischen Bayern- und dem Reichsfürstlichen Hochstift Passau bestandenen feyerlichen Verträgen gehabt hat, hierwegen aber sich nach der Hand verschiedene Irrungen- und Zwistigkeiten ergeben haben, zu deren Behebung- und wirksamen Beseitigung vor alle künftigo Zeiten Ihro Hochfürstl. Eminenz zu Passau nach Ihro Röm. K. K. Maj. und das Durchlauchtigste Erzhaus den Vorschlag Ihro hochstiftische Landes-Hoheit, sowohl über schon besagte hochstiftische unmittelbare Reichs-Herrschaft Obernberg, als auch über die ebenermassen in dem dermaligen Innviertel gelegene Hochstiftisch- unmittelbare Reichs-Herrschaft Viechtenstein, dan nicht minder die Hochstiftl. Mäuten zu Obernberg und Wöhrnstein gegen eine dem Hochstift Passau an Seiten des Durchlauchtigsten Erzhauses zu machende territorial Gegen-Convenienz abtrotten zu wollen, eröfnet, und also dieser Vorschlag nicht angenommen werden mögen, sich endlich dahin erkläret haben, wienach sio verstandene Landoshoheit - und Mautgerechtsame gegen dome zu überlassen bereit seyen, dass dem Hochstift solche gleichwohlen mit unterthänigen Realitaeten aus dem Land- und Pfleggericht Schärding vergütet werden, welche Erklärung sofort von Ihro R. K. K. Maj. allergnädigst genehmigt worden ist; Alss haben allerhöchst Dieselbe in dessen Folge- und zu Behuf der diessfälligen Unterhandlungen eine eigene local Commission in dem k. k. Markt Riod aufzustellen, sohin Ihro k. k. würkliche Landrath- auch cameral und Bancal-Repraesentanten in Oe. ob der Enns- und dermaligen Landes-Einrichtungs-Commissarium in dem Innviertel H. Franz Xav. Freyherrn Pokstain von Woffenbach, und Ihro K. K. würklichen Landrath H. Georg edlen von Dornfeld etc. zu Ihro K. K. Commissarien in der Sache zu ernennen geruhet, welche dan mit denen von Ihro Hochfürstl. Eminenz gleichfalls ernannten Hochfürstl. Passauischen Commissarien: dem Hochfürstl. würklichen geheimen Rath etc. H. Jakob Marian Edlen von Molitor und dem Hochfürstl. würklich geheimen Rath otc H. Joseph Adam von Riedl, nach mehreren gepflogenen Zusammentrettungen- und hin- und wieder boschehenen Äusserungen sich über nachstehende Punkten his auf die erfolgend-allergnädigst- und gnädigste Genehmigung einverstanden- vereint- und vergliechen haben.

Erstens. Wird an Ihro k. k. Maj. und dero Durchlauchtigste Erzhaus von Ihro Hochfürstl. Eminenz- und dem Reichsfürstl. Hochstift Passau die Landoshoheit über die beeden

Hochstiftl. in dem dermaligen Innviertel schon erwehntermassen entlegene unmittelbare Reichsherrschaften Viechtenstain und Obernberg auch über die zu diesor letzteren gehörige Hofmark Schalkham, und den in dem Viechtensteinischen Bezirk gelegenen zu der Hochstiftl. unmittelbaren Herrschaft Obernzell gehörigen Unterthan auf der Edt, mit aller solcher anklebenden hohen Rechten und Herrlichkeiten vollkommen dergestalten abgetretten, dass Insonderheit bei der Herrschaft Viechtenstein auch die strittig gewordene Kösslaganz, und ohne alle Ausnahme begrieffen, sohin von dem unter dem Einsturz des Inn- in die Donau befindlichen Eck, welches der daselbst liegende aus der Donau hervorragende grosse Felsen, der Kroidelštein genannt, ausmachet, und der zugleich vermög der zwischen Bayrn, und dem Hochstift im Jahr 1691: ornenerten förmlichen Gränzbeschreibung der erste Hauptland-Gränz-Markstein ist; abwärts an dem rechten Urfahr der Donau nichts mehr seye, worauf dem Hochstift die Landeshoheit zustehe; hingegen halten 1782

Zweitens Ihro Hochfürstl. Eminenz sich- und Ihro Hochstift bei ernannten beeden Hochstiftl. Herrschaften Viechtenstein und Obernberg, dan der Hofmark Schalkham- und dem in dem Viechtensteinischen gelegenen Horrschaft Obernzellischen Unterthan auf der Edt, alle privat- und Landsassen Gerechtsame dergestalten bevor, dass die Oesterr. Gesäze alda beobachtet werden und die appelationen von den Land- und andern Gerichten an die Oesterreichische Gerichten ihren Zug nehmen sollen.

Drittens wird an Ihro k. k. Maj. nnd Dero Durchlauchtigste Erzhaus die Hochstiftl. Landesfürstl. Zoll- nnd Mautgerechtsame zu Obernberg- und ferner die nach ihrem Ursprung eben anch Oosterr. Landesfürstl. Zoll- und Mautgerechtsame zu Wöhrnstein, samt der darzu gehörigen Land-Beymaut Stöbichen gänzlichen in der Maass überlassen, dass, soviell die Maut zu Obernberg anbelangt, die mautämtliche Jurisdiction sich nach der Länge des Obernbergischen Territorii, bis auf den halben Innstrom erstreken, und in Folgo dessen das Beschlächt diesseits des Inn fornershin von dem Mautamt zu Obernberg, jenseits des Inn aber der Schif- nnd Salztreiber-Weg, dan die dasige grosse nnd vielle Beschlächten durch dio ganze Länge der alda liegenden hochstiftisch-unmittelbaren Reichs-Herrschaft Riedenburg von Seiten des Hochstifts fortan unterhalten werden, mithiu auch die verschiedene daselbstige Riederburgische Auen ferner wie bishero mit aller Jurisdiction zu nurbe-

1782 sagt hochstift. Reichs-Herrschaft Riedenburg ohne Ausnahm gehörig seyn- und verbleiben sollen, Jedoch wird hierbey von Seiten des Hochstifts annoch die Versicherung gegeben, dass auf den Fall, da der Innstrom einen solchen Lauf nehmete, dass die Landung der Schiffen bey dem Mautamt zu Obernberg nicht vor sich gehen könnte, sondern gegenüber an dem Gestatt der Hochstift. unmittelbaren Reichs-Herrschaft Riedenburg gelandet werden müste, denen künftigen k. k. Mautbeamten zu Obernberg unverwöhrt seyn solle, sich dahin überführen zu lassen, und alda das Obernbergische Wassermaut-Regale, wiewohlen sonsten ohne allen Nachtheil der Hochstift. daselbstigen territorial- und anderen Gerechtsamen auszuüben; Was aber die Maut zu Wöhrenstein, und Land-Beymaut zu Nöbicheñ anbetrift, da die hochstift. Seits bis nun von denen diesfälligen Gefällen alljährlich an die Locbl. Landschaft in Oe. ob der Enns mit 536 Gulden 16 Xr. zu entrichten gewesene Dominical Giebigkeiten von der Mauterträgnüss in dem hierüber verfassten- und überreichten, auch richtig befundenen Entwurf abgezogen seynd, und mit diesem Abzug die Maut-Gefälle übergeben werden, sothane dominical Giebigkeiten dem Hochstift ganz abzuschreiben, und dasselbe hierwegen mit einiger weiteren- oder ordentlichen- oder ausserordentlichen Abgabe zu keiner Zeit mehr zu belegen, und zu beschweren, sondern wegen des diesfälligen Entgangs bey denen Oest. ob der Ennsischen Lands-Kassen von dem Allerhöchst k. k. Hof die anderweite Vorsehung nach selbstig allerhöchsten Gutfinden vor die Zukunft, und alle ordentliche und ausserordentliche Fälle ohne alle Beschwerde des Hochstifts zu treffen seyn.

Viertens: In Folge der Abtrettung der Hochstift. Landeshoheit über die beede Hochstift. Reichs-Herrschaften Viechtenstein und Obernberg, dan die Hofmark Schalkham und den Obernzellischen in dem Viechtensteinischen gelegenen Unterthan auf der Edt seynd die Landes-Abgaben der Hochstift. zu diesen Herrschaften und der Hofmark gehörigen unmittelbaren Unterthan in Zukunft zu denen Oester. Landes-Kässen abzuführen, und diese Gaben werden zwar hochstift. Seits nach dem bei dem Hochstift bisher bestandenen Betrag übergeben: Ihro Hochfürstl. Eminenz wollen aber nach Ihro devotions vollen Gesinnungen vor Ihro k. k. Maj. und dero Durchlauchtigste Erzhaus, mit welchen Sie die vorliegende Abtrettung- und Tauschhandlung angefangen, und die sich hierbey immerfort zu bethätigen angelegen seyn lassen, gleichwohlen zugeben, dass sothane Lands-Abgaben nach dem in dem Innviertel festgesezten Fuss rectificiret- und bestimmet

werden; Nur hegen Sie diesfalls die sichere und tröstliche Zuversicht, dass diese Landes-Abgaben Rectification- und Bestimmung mit billigmässiger Ruksicht auf die häusliche Vermögens-Umstände der Unterthanen werde bewerkstelliget- sohin dieselbe über die Kräften nicht werden beleget- sondern sowohl in der Steuerbelegung, als in allem übrigen denen in dem Land ob der Enns gelegenen Unterthanen vollkommen gleichgehalten werden. 1782

Fünftens: Die Landes-Giebigkeiten von denen dominical-Gefällen, welche das Hochstift von denen unmittelbaren zu denen unter die Oester. Landesbottmässigkeit überlassenden hochstiftischen Herrschaften Viechtenstein- und Obernberg, dan der Hofmark Schalkham gehörigen Unterthanen, wie auch dem einschichtigen- in dem Viechtensteinischen Gezirk liegenden Oberzellischen Unterthan auf der Edt alljährlich zu beziehen hat, übernehmen Ihro k. k. Maj. und Dero Durchlauchtigste Erzhaus aus dem allerhöchsten aerario mit dem nach der in dem Innviertel vorgegangenen Rectification ausgefallenen Betrag bey denen Oest. ob der Ennsischen Landes-Kassen vor das Hochstift in ordinario sowohl, als in extraordinario jedesmalen richtig abführen zu lassen, womithin dem diesfalls zu bestimmenden k. k. Amt der erforderliche Auftrag zu jedesmaliger Berichtigung der ordentlichen Landes-Giebigkeiten von ermelten hochstift. dominical Gefällen mit Zustellung des dominical-Belegungs-Billet gemacht, und es auf gleiche Art bey erfolgenden Ausschreibungen ausserordentlicher Belegungen des Dominicalis jederzeit gehalten, folglich das Hochstift wegen der ordentlichen sowohl, als der in der Folge vorkommen mögenden ausserordentlichen Landesgiebigkeiten von mehrerwehnten dominical-Gefällen zu keiner Zeit angegangen und beschweret. Im Fall aber, dass über kurz oder lang der allerhöchste k. k. Hof hierunter gleichwohlen eine Abänderung machen- und dem Hochstift die Abführung der Landes-Abgaben von sothanen hochstift. dominical-Gefällen auflegen wollte, alsdan dasselbe hierwegen vorderist noch eigends vollkömen entschädiget werden solle.

Sechstens: Soviell weiters die ordentliche Landes-Abgaben von jenen dominical Gefällen betrift, welche dem Hochstift von seinen in dem Innviertel zerstreüet liegenden eben auch zu denen hochst. Herrschaften Viechtenstein- und Obernberg aber nicht mit der Landeshoheit gehörenden Unterthanen zukommen, solle das Hochstift eben auch davor gänzlichen befroyet bleiben, und Ihro k. k. Maj. und Dero Durchlauchtigste Erzhaus übernehmen solche auf das Allerhöchste aerarium in gleicher Maass

1782 wie jene von denen dem Hochstift aus dem K. K.en Land- und Pfleggericht Schärding zur Entschädigung zu überlassenden Unterthanen und Realitaeten, woven der nachfelgende 8te Artikel gegenwärtigen Vertrags die Vorsehung mit mehreren enthaltet.

Siebentens: Die im ersten und dritten §pho bemerkte Hochstift. territerial- und Maut-Abtrettungen betragen 10838 fl. 58 Xr. 3 Pf. und werden dem Hochstift mit unterthänigen Realitaeten aus dem Land- und Pfleggericht Schärding durch einen Betrag pr. 10980 fl. 57 Xr. 3$^2/_3$ Pf. dergestalten vergütet, sefert diese Realitaeten dem Hochstift mit der Vogt- und Grundherrlichkeit vollkemmen abgetretten- und überlassen, dass, nachdem diese Vergütungs-Summa um 141 fl. 59 Xr. 3 Pf. mehr als die Summa der hochstift. Abtrettungen ausmachet, ven Seiten des Hechstifts das nach dem Uebermaass der 141 fl. 59 Xr. 3 Pf. abgemessene zu 4 p. Cto. herechnete Kapital von 3549 fl. 53 Xr. 3 Pf. herauszubezahlen seye.

Achtens: Da ven ehen diesen zur Vergütung dem Hechstift zukommenden unterthänigen Realitaeten in Hinkunft die deminical. Landes-Abgaben zu denen Oest. eh der Ennsischen Landeskassen zu entrichten seynd- und das Hechstift für den jährlichen Betrag seiner territorial- und Mautabtrettungen die ganze Vergütung niemalen erhalten wurde, wenn Dasselbe von denen hierzu überkemmenden unterthänigen deminical-Gefällen die dominical Landes-Abgaben abzuführen haben sellte; So wellen Ihro k. k. Maj. und das Durchlauchtigste Erzhaus gleichmässig übernehmen ven sethanen unterthänigen Vergütungs-Realitaeten die nach dem Innviertlischen Rectifications-Fuss ausgefallene jährliche dominical-Landes-Abgaben jedesmalen in erdinarie sowohl als in Extraerdinario für das Hochstift bey der Behörde richtig entriohten zu lassen, we mithin, diesfahls die eben §pho 5to wegen der von denen diesseitigen territerial-Abtrettungen hemerkte Einverständniss auch dahier eintretten, felglich das Hochstift wegen der ordentlichen sewehl, dafern aher über kurz oder lang der allerhöchst k. k. Hef auch hierunter eine Abänderung treffen- und dem Hochstift die Abführung der dominical Landes-Abgahen ven sethanen unterthänigen Vergütungs-Realitaeten auflegen wellte, dasselbe hierwegen allerdings in andere Wege dio velle Entschädigung verderst erhalten selle.

Neuntens: Die bisherige Mautfreyheit Ihre Hechfürstl. Eminenz bei Ihre eigenen hechfürstl. Mautstädten zu Obernberg und Wöhrnstein sowohl, als jene, welche sie in dem Innviertel verhin Kraft der zwischen Bayern- und dem Hochstift bestandenen

Verträgen in Ruksicht auf Ihro eigene daselbst bezogene, und von dort aus geführte Obernberg- und Viechtensteinische, Krämpelsteinische- Severin- und Schardenbergische Dienst- und Zehend-Getreider, auch Holz- dan Haber- Heu- Stroh- und Haardienst genossen haben, solle mit einem Kapital im Geld reluiret werden; Da nun die künftig abzuführende Maut von diesen fürstl. Passauischen Kammergütern jährlich 111 fl. 49 Xr. betraget; So ist dem Hochstift das hiernach zu 4 p. Cto. ausfallende Reluitions-Kapital von 2795 fl. 25 Xr. zu bezahlen; Ingleichen da die zur Vergütung der Hochstift. Abtrettungen dem Hochstift zukommende Zehendamt Obernberg, und Kastenamt Schärding. Getreider, wie auch das Schärding. Dienstschmalz nach Passau in Zukunft werden verführet, mithin zu vermauthen seyn werden, und die Maut 57 fl. 22 Xr. $1\frac{1}{2}$ Pf. betraget, so wäre das hievon ausfallende Kapital zu 4 p. Cto. mit 1434 fl. 22 Xr. 2 Pf. dem Hochstift gleichmässig zu vergüten; Man hat sich aber doch dieserwegen in Betracht dass sothane Zehend- und Kastenamts-Getreider immerzu nur zum Theil ausgeführet werden dörften, auf die Halbscheid dieser Kapitals-Summe von 1434 fl. 22 Xr. 2 Pf. somit auf 717 fl. 11 Xr. 1 Pf. vergliechen, welche den dem Hochstift baar abzuführen seynd. 1782

Zehentens. Das Hochwürdige Domkapitul zu Passau hat nicht minder seine — in dem Innviertel- und denen dortendigen Bayerischen Landen zu beziehende Getreid- und Kucheldienste von denen Anschütten Obernberg, Eglfing und Schärding sowohl bey denen Hochstift. Mautstädten zu Obernberg und Wöhrnstein, als selbsten bey denen vormaligen Bayrischen Zollstädten in dem Innviertel rezessmässig mautfrey aus- und vorbey geführet; Weilen aber dassolbe gleichfalls künftighin die Maut davon zu bezahlen haben solle, und diese 32 fl. 48 Xr. ausmachet; So hat man sich um so mehr verstanden, dass auch diese Domkapitlische Mautbefreyung von Seiten Ihro k. k. Maj. und des Durchlauchtigsten Erzhaus mit dem — nach den nur angeführten Mautbetrag zu 4 p. Cto. abfallenden Kapital von 820 fl. abzulösen seye, also Ihro hochfürstl. Em. sonsten aus eigenen fürstl. aerario Ihro Domkapitul alljährlich hierwegen entschädigen müssen.

Eilftens: wegen der aus der hochstift. Grafschaft Neüburg am Inn alljährlich für den fürstl. Passauischen Hof auf dem Inn ausführendon Naturalien welche unweit dem Schloss Neüburg an dem dasigen Ufer des Inns zu Schif gebracht werden, solle es, solang Neüburg am Inn in Zollsachen als ausländisch behandelt wird, bei der freyen Aus- und Durchfuhr sein Verbleiben haben.

1782 Zwölftens: Die zu Beziehung der wechselweis abtrettenden Gefällen erforderliche Gebäude sollen in keinen Anschlag kommen, sohin ohne anderweite Vergütung gegeneinander ausgewechselt werden; In dessen Folge werden Hochstiftischer Seits an Ihro k. k. Maj. und das Durchlauchtigste Erzhaus das zu Wöhrnstein befindliche Mauthaus- und zu Obernberg, das an dem Ufer des Innstroms, nebst einem hölzernen Schifzeügstadtel befindliche Maut- und Pflegbaus, jedoch mit Zurukbehalt der bey diesem Haus entlegenen in einem Garten- dann besonders erbauten Stallungen- und Waschhaus bestehenden Würthschafts-Corporum, welche dem Hochstift ferner verbleiben müssen, um dem fürstl. Landgerichts- und Pflegs-Beamten zu Obernberg solche zum nothwendigen Genuss beylassen zu können, abgetretten, angegen aber an Seiten Ihro k. k. Maj. und des Durchlauchtigsten Erzhauses dem Hochstift der Zehendhof zu Obernberg mit dem darzu gehörigen Theils gemauerten-Theils vom Holz errichteten Gebäuden, Stallungen, Böden und Stadeln, dan zu Schärding der innerhalb der von dem dasigen k. k. Landgericht ferner im guten Stand zu erhalten, den Schlossbrücken entlegene- zu dem Kastenamt Schärding gehörige, gemauerte Getreidekasten überlassen.

Dreyzehentens: Da dem Hochstift Passau die an Ihro k. k. Maj. und Dero Durchlauchtigste Erzhaus abtrettende Landes-Hobeit über die beede hochstift. unmittelbare Reichs-Herrschaften Viechtenstein und Obernberg, dann die Hofmark Schalkham besonders noch zu vergüten ist; So ist man diesfalls um den Werth von 100000 fl. welche dem Hochstift davor ausgezahlet werden sollen, solchergestalten übereingekommen, dass dem Hochstift gleichwohlen bevorstehen solle, für dieses Kapital pr. 100000 fl. sowohl, als für die erhaltende anderweitige Entschädigungs-Beträge, andere unterthänige Realitaeten in den k. k. Oest. Erblanden, doch nicht anderst-als mit Beobachtung dessen, was hierunter die bestehende Anordnungen beschreiben, erkauffen zu dürfen.

Vierzehentens: Solle es bey denen unterm 17. Jenner und 8. Maj diess Jahrs ergangenen allerhöchste Resolutionen dermassen sein Bewenden haben, dass von Seite des allerdurchlauchtigsten Erzhauses Oesterreich keine wie immer Nahmen haben mögende Verbindlichkeit, als nur jene, welche in diesem Vertrag ausgedrüket sind, übernohmen werde.

Fünfzehentens: Endlich solle die würkliche Ueberlegung der solchergestalten vergliechenen wechselweisen Abtrettungen- und Ueberlassungen somit der Vollzug der sammentlichen Punkten gegewärtigen Vertrags durch die beederseitige Commissarien

bewürket, sofort vom 1sten Nov. lauffenden Jahrs an Ihro k. k. Maj. und Dero Durchlauchtigste Erzhaus in die Hochstift Passauische territorial- und Mautabtrettungen - und auf gleiche Weis Ihro Hochfürst. Eminenz zu Passau - und Ihro Hochstift in die Oesterreich. Ueberlassungen der Pfleg - und Kastenamt Schärdingisch - und Obernbergischen unterthänigen Realitaeten eingesezet, mithin auch von nurbesagten Termin wegen des Genusses deren Gefällen von denen sogestaltig - wechselweisen Abtrettungen der Abschnied gemacht werden. 1782

Zu Urkund und mehrerer Beglaubung dessen sind über diese vorstehende Vergleichs - und Vertrags - Punkten zwey gleichlautende Instrumente verfertiget und von den . . . . obermelten hierzu eigends bevollmächtigten . . . . Hochfürstl. Passauischen Herrn Commissarien eigenhändig unterschriehen — sofort mit ihren . . . . . . ten Pettschaften besiglet - und bekräftiget worden.

Geschehen Linz den 27ten Junj in dem 1782 Jahre.

Franz Xav. Freyh. Pokstain von Woffenbach, qua K. K. Commissarius.

Jakob Marian Edler von Molitor, als Hochfürst. Passauischer Commissarius.

Georg Edler von Dornfeld, K. K. Landrath, als Concommissarius.

Joseph Adam Riedl, als Hochfürst. Passauischer Commissarius.

Alss haben Wir für Uns - und alle Unsere Nachkommen am Hochstift und Domkapitul angeführten Vertrag - und die darinnen enthaltene Punkten in allen - und jeden ratificirt - approbirt - und genehm gehalten.

Wir ratificiren -, approbiren - und begnehmen auch solchen hiermit, und Kraft dieses in der besten Form Rechtens also und dergestalten, dass Unserer Seits sothaner Vertrag zu allen Zeiten getreulich beobachtet, und dass deme von denen Unserigen auf einige Weis entgegen gehandlet werde . . . . gestattet werden solle. Zu Bekräftigung und Bestättigung alles dessen haben Wir gegenwärtige Ratifications - Urkund eigenhändig unterschrieben - und mit Unserem anhangenden grösseren fürstl. dan auch mit Unserem Domkapitlichen Insigl bekräftigen lassen.

Gegeben in Unserer - und der fürstl. Residenz - Stadt Passau den 14ten Monats - Tag Octobris des 1782sten Jahrs.

Leopold Cardinal von Firmian, Bischof und Fürst zu Passau.
Joseph Graf von Lamberg, Domprobst.
Thomas Graf von Thun, Domdechant.
Vigilius Fürst von Firmian, Senior.

53.

12 Décembre 1782.

1782 Ordonnance de l'Empereur concernant la Police maritime dans les Pays-Bas Autrichiens en date du 12 Décembre 1782.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 297.)

Joseph etc. etc. La protection que nous accordons constamment au commerce et à la Navigation de nos Sujets aux Pays-Bas, exigeant que nous aïons une connoissance exacte de tous les vaisseaux, qui appartiennent à nos dits Sujets et naviguent sous le Pavillon de ce Pays, et qu'il ne soit toléré aucun abus de ce Pavillon ni des lettres de mer y relatives; nous avons à la délibération de notre très-chère et très-aimée Soeur Marie Christine, Princesse Royale de Hongrie et de Bohème, Archiduchesse d'Autriche etc. etc. et de notre très-cher et très aimé beaufrère et Cousin Albert Casimir Prince Royale de Pologne et Lithuanie, Duc de Saxe Teschen etc. etc. nos Lieutenans Gouverneurs et Capitaines Généraux des Pays-Bas etc. ordonné et statué, ordonnons et statuons les articles suivans:

Art. I. Tous ceux de nos sujets aux Pays-Bas qui possèdent des navires de mer, seront tenus d'en donner une déclaration signée par eux dans le terme de 6 semaines après la publication de la présente Ordonnance, et sans aucuns fraix de port au bureau d'Amirauté à Ostende, à Brûges ou à Nieuport respectivement selon que les navires dont il s'agit auront été munis de lettres de mer de l'une ou l'autre de ces trois villes et à l'égard des navires pour lesquels il y auroit eu des lettres de mer expédiées dans d'autres villes de ce pays, la déclaration devra en être faite au bureau d'Ostende: ces déclarations devront contenir 1) le nom du navire, 2) la qualité et sa contenance en tonneaux de mer, 3) s'il a été construit dans ce pays, ou à l'étranger, en marquant dans ce dernier cas pour autant qu'on peut le sçavoir en quel Pays il été construit, dans quel endroit il a été acheté et en indiquant les preuves de l'achat et de la proprieté actuelle du navire, 4) le nom du Capitaine qui commande ce navire, 5) dans quel port ou pârage les propriétaires sçavent ou présument qu'il se trouve maintenant, 6) la date et le lieu de l'expédition des lettres de mer dont le même navire est muni, le

tout à peine de 200 florins d'amende pour chaque navire dont 1782
la déclaration n'aura pas été fait dans le tems prescrit.

Art. II. A l'égard des navires que nos sujets acquerront postérieurement à la publication de la présente ordonnance ils seront tenus avant que ces mêmes navires pussent mettre en mer, de se munir de lettres de mer, dans la forme usitée, lesquelles lettres de mer devront être vidimées à l'un des bureaux d'Amirauté à Ostende, Brûges ou Nieuport respectivement à peine de nullité. Les propriétaires remettront en même tems une déclaration séparée contenant premièrement le nom du navire 2) sa qualité et sa contenance en tonneaux, 3) s'il a été construit dans ce pays ou dans l'étranger en marquant dans ce dernier cas on quel pays il a été construit, dans quel endroit il a été acheté en produisant les preuves de l'achat, 4) le nom du capitaine qui commandera ce navire, 5) dans quel port il so trouve actuellement, et il sera fait mention dans la vidimation, qu'il a été satisfait au présent article, le tout sous la même peine statuée sous l'article précédent.

Art. III. Les propriétaires de navires qui vendront et aliéneront, ou qui chargeront d'autres de vendre et aliéner les navires leur appartenant, devront dans le terme de quinze jours au plus tard en donner leur déclaration à l'un des bureaux de l'Amirauté d'Ostende, de Brûges ou de Nieuport respectivement, selon que les lettres de mer auront été délivrées dans l'une ou l'autre de ces trois villes et au bureau d'Amirauté à Ostendo, si les lettres de mer ont été expédiées dans quelque autre ville de ce pays, ils devront restituer au bureau d'Amirauté les lettres et autres papiers quelconques, qu'ils auront reçu des magistrats pour les navires vendus ou aliénés; laquelle restitution devra se faire en même tems que la déclaration, si la vente et aliénation se fait dans les ports ou lieux de ce pays et dans le terme d'un mois ou autre à prescire par les commissaires d'Amirauté, si la vente se fait dans les ports étrangers, à peine de confiscation de la valeur du naviro et de 1000 florins d'amende, le tiers de la dite confiscation et amende sera au profit du dénonciatour.

Art. IV. Ceux qui seront convaincus d'avoir prêté leur nom pour couvrir et masquer une propriété étrangère de navire, en tout ou en partie, en obtenant des lettres de mer dans ce paya ainsi que ceux qui auront cédé, prêté ou laissé servir leurs lettres de mer pour d'autres navires que celui pour lequel ces lettres auront été originairement expédiées, ceux qui auront altéré ou changé en manière quelconque leurs lettres de mer, ceux qui na-

1782 viguant sous pavillon de ce pays seront munis et se serviront de congés, passeports ou autres expéditions étrangères pour leur navire encourront chacun pour chaque cas une amende de 6000 Florins de même que chacun de nos sujets qui y aura coopéré ou participé, et le tiers de cette amende sera au profit du dénonciateur, les cas de cette nature, antérieurs à la publication de la présente ordonnance, resteront soumis aux peines ordinaires.

Si donnons en mandement etc.

Donné en notre ville de Bruxelles le 12 jour du mois de Décembre l'an de grâce 1782 et de nos règnes savoir de l'Empire Romain le 12, d'Hongrie et de Bohème le 3.

Par l'Empereur et Roi en son Conseil.

De Reul.

Ne. Vt.

54.

10/21 Juin 1783.

1783 Traité de commerce entre l'Empire de Russie et la Porte Ottomane, conclu à Constantinople le 10 Juin 1783.

(Voir l'art. 8 du traité entre l'Autriche et la Porte Ottomane du 24 Févr. 1784.)

(Raccolta dei trattati colla Porta Ottomana Vienna 1844, p. 68. *Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 615.)

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

Comme il se trouve écrit dans la Convention explicatoire d'Ainali-Kavac, qui confirme le Traité conclu par le passé à Kainardgé entre l'Empire de Russie et la Sublime Porte, qu'on est convenu et établi entre les deux Empires, que toutes les conditions, spécifiées dans l'onzième article du dit Traité, doivent être maintenues sans altération et ponctuellement; et que pour obvier à tout malentendu entre les deux Empires relativement au commerce, on doit par la voie de négociation s'en expliquer, et en prenant pour base le contenu des Capitulations accordées aux Français et aux Anglais, en les uniformant, tant qu'il sera possible de les adapter à la nature du commerce de la Russie, rég-

ler relativement au commerce une Convention à part, et comme 1783
selon le susdit onzième article les Capitulations des Français, des Anglais et des autres nations, de même que si elles étaient insérées ici mot pour mot, doivent servir de règle en tout et partout pour ce qui regarde tant le commerce, que les commerçans Russes, on trouva necéssaire de régler la dite Convention à part, en sorte que les marchands Russes doivent jouir des mêmes privilèges, libertés, immunités, et concessions, dont jouissent les marchands des puissances susmentionnées.

Les deux Empires désirant donc ardemment, que leurs marchands et sujets puissent dorénavant, sans disputes, malentendus et oppression jouir des avantages du commerce, qui est le fruit de la bienheureuse paix, ont entrepris le réglement de cette nouvelle Convention à part, relative au commerce, et ont nommé de Plénipotentiaires, c'est-à-dire: Sa M. Imperiale, la Très-Auguste et Très-Puissante Impératrice et Souveraine de toutes les Russies, de Sa part le Haut et Noble Jacques de Bulhakow etc. et la Sublime Porte de Son côté, le très-honoré et très-estimé Seid Mehemed Hagri Effendi, Son Grand-Chancelier actuel, lesquels Plénipotentiares, après avoir entre eux échangés les Pleinpouvoirs à eux donnés dans la forme due et convenable, ont réglé, stipulé, signé et cacheté les articles suivans.

Art. I. La Sublime Porte permet entièrement à tous les sujets Russes en général, de naviguer librement et d'exercer leur commerce dans tous Ses États, tant par terre, que sur les mers, eaux et sur le Danube et partout où la navigation et le commerce pourront convenir aux sujets Russes; c'est pourquoi il sera libre à tout commerçant Russe de voyager, demeurer et rester dans les États de la Porte sous la protection particulière de son gouvernement aussi longtems, que l'avantage de son commerce pourra l'exiger.

Art. II. Les deux parties sont convenues, que leurs sujets puissent entrer en tout tems dans leurs ports, lieux et villes, avec leurs vaisseaux et bâtimens ou chariots, et autres voitures propres pour le transport, y exercer le commerce, et y avoir leur demeure, et que les mariniers, les passagers, et les vaisseaux, tant ceux de la Porte, que de la Russie (quand même il y aurait parmi l'équipage quelques personnes de nation étrangères), soient reçus amicalement, et que des deux côtés on ne forcera sous aucun prétexte ni les matelots, ni les passagers, à entrer au service contre leur gré, en excluant toute fois les sujets de chaque partie au cas, qu'ils soient nécessaires pour le service de leur souverain. Si quelqu'un de l'équipage, ou un

1783 matelot, se sera évadé du service, ou du vaisseau, il doit être rendu tout de suite, à moins qu'il n'ait pris la religion dominante du Pays, où il désirera de rester, c'est-à-dire, s'il ne s'est pas fait Musulman en Turquie, ou Chrétien en Russie. Pareillement il sera libre aux sujets des deux parties, d'acheter dans les dits endroits, après avoir payé les prix effectifs, tout ce dont ils auront besoin, et de radouber et calfater leurs vaisseaux, bâtimens et chariots, et d'acheter toutes les provisions nécessaires pour leur subsistance et voyage, et de rester et partir des dits endroits selon leur bon plaisir sans aucun empêchement ou gêne, cependant ils seront obligés certainement de se conformer aux droits et réglemens des États des deux Empires, dans lesquels ils se trouveront, dans tous les cas, au sujet desquels il n'aura pas été fait de réglement à part dans ce Traité de commerce.

Art. III. Les marchands et en général tous les sujets Russes peuvent voyager dans les États de la Porte, avec les passeports, qui leur seront donnés en Russie: si cependant outre cela le Ministre, ou quelqu'un des Consuls Russes, demandera des passeports de la Porte pour eux, ou nommément pour quelqu'un d'entre eux, ils doivent leur être donnés sans délai par les tribunaux établis à cet effet; et pour un plus grand avantage des sujets Russes, ils pourront porter les habillemens, que chacun porte dans son pays, et exercer dans l'Empire Ottoman ses affaires sans obstacle. Pareillement on ne doit pas exiger d'eux le droit nommé Characz, ou quelqu'autre impôt, et après qu'ils auront payé les douanes, établies en vertu de ce Traité, pour les Marchandises, qu'ils auront avec eux, les Pachas, Cadis et autres Officiers seront tenus de les laisser passer sans empêchement. Pour une égale sûreté des sujets de la Porte dans les États de la Russie, ils seront munis pour les affaires de commerce des passeports et certificats nécessaires pour leur route, de manière, que tous les marchands et sujets de la Porte, qui pour les Marchandises, qu'ils auront avec eux auront payé les douanes fixées par les tarifs, pourront continuer leur route sans aucun empêchement partout où ils voudront.

Art. IV. Comme depuis la paix éternelle, conclue avec la Sublime Porte à Kainardgé en 1774, les sujets Russes font commerce de leurs biens et en partie même par le moyen de leur bâtimens, et qu'ils viennent dans les villes et ports de l'Empire Ottoman et en sortent, se reposant sur la sûreté et la solidité de la paix, la Sublime Porte s'engage à ce qu'ils soit donné à leurs

vaisseaux, qui pourront souffrir en mer et avoir besoin de secours, l'assistance nécessaire de la part des vaisseaux de guerre et autres qui se trouveront dans leur proximité, et que pareillement les commandans de ces vaisseaux ne négligent rien en faveur de l'avantage et du secours des sujets Russes, mettant tout leur soin et attention à leur procurer pour de l'argent toutes les provisions nécessaires: et si par de fortes tempêtes leurs vaisseaux étoient jettés sur un banc de sable, ou sur le bord de la mer, les Gouverneurs, Juges et autres Chefs doivent leur prêter secours, et leur restituer sans difficulté toutes les marchandises et biens sauvés du naufrage. Pareillement la Cour Impériale de Russie s'engage réciproquement de son côté, de donner par ses vaisseaux de guerre et autres tout secours à ceux de la Porte, et d'observer à l'égard de Ses sujets tout ce qui a été établi dans cet article en faveur des Russes. 1783

Art. V. Si par quelque malheur les vaisseaux Russes faisaient naufrage sur les côtes de l'Empire Ottoman, on leur prêtera de la part de la Porte tout le secours nécessaire, en cherchant les biens et en réparant le vaisseau naufragé, et on n'exigera aucun droit et impôt des marchandises, qui seront sauvées et chargées sur un autre vaisseau pour être transportées à l'endroit de leur destination, au cas que ces marchandises ne soient pas vendues dans le premier endroit. Par contre on s'engage de la part de la Russie, en cas de quelque malheur ou naufrage d'un vaisseau Turc, de lui accorder toute aide et assistance, et en général donner aux sujets commerçans de la Sublime Porte tous les soins nécessaires en pareil cas.

Art. VI. Les marchands, dragomans et tous les sujets Russes en général, peuvent aller et venir librement tant par mer que par terre, pour vendre, acheter et commercer dans les États de la Sublime Porte, et après avoir payé les droits de la douane, ne doivent pas être arrêtés sur leur route, ni inquiétés par quoique ce soit de la part des officiers de la marine et autres troupes de la Porte, et réciproquement la Cour Impériale de Russie permet aux sujets de la Porte, d'aller et venir, librement, par mer et par terre, dans les États de l'Empire de Russie pour leur commerce et affaires mercantiles sans les arrêter nulle part en chemin, dès qu'ils auront payé les droits selon les tarifs de la Russie.

Art. VII. La Sublime Porte s'engage à ne point forcer les marchands Russes à acheter ou vendre des marchandises, contre leur gré, en faveur de quelques compagnies privilégiées ou de quelques autres sociétés, ou des monopolistes, et par là même

1783 de ne pas les assujettir à quelque gêne ou embarras dans leur commerce. Pareillement les sujets de la Porte jouiront de cette même liberté dans les États de la Russie.

Art. VIII. Si un sujet Russe se trouve endetté dans les États de la Porte, on demandera du débiteur même le payement de ses dettes, et nullement de quelque autre sujet Russe, et ce dernier n'ayant pas cautionné pour l'autre, ne doit pas même être cité en justice, et il n'y a que le débiteur qui soit obligé seul de répondre de tout, et réciproquement on en agira de même en Russie avec les sujets de la Porte Ottomane. Si un sujet Russe vient à mourir, ses biens et effets, sans que personne ose s'y ingérer, seront remis à ses exécuteurs testamentaires, et s'il meurt ab intestat, ses biens seront donnés, par l'entremise du Consul de Russie, en garde à ses compatriotes; à quoi les officiers du fisc et du droit d'Aubaine ne doivent mettre aucun obstacle, ni s'y ingérer d'aucune manière.

Art. IX. Les marchands, les drogomans, et les Consuls Russes, dans leurs ventes et achats qu'ils feront aux sujets de la Porte Ottomane, ainsi que dans leur commerce, cautionnemens et autres affaires de justice, doivent se présenter chez le Cadi (juge) où leurs contrats dressés par écrit seront enregistrés, afin qu'en cas de quelque différend, on puisse faire les recherches nécessaires et prononcer la sentence de ces affaires litigieuses: en conséquence celui, qui sans être muni de ces formalités et documens de justice, voudroit intenter un procès à un sujet Russe, ne produisant que de faux témoins, on ne permettra point de pareilles supercheries, et on n'écoutera point leurs demandes contraires à la justice. Pareillement, si par pure avidité d'argent quelqu'un portoit une plainte contre un sujet Russe d'avoir dit des injures, on empêchera que le sujet Russe soit offensé et accusé, tout comme aussi, si au cas qu'il se fut absenté, à cause de ses dettes ou autre faute, on ne doit pas attaquer et inquiéter absolument en aucune manière un autre sujet Russe innocent dans cette affaire, et qui n'aura pas cautionné pour lui. Tout ce qui a été arrêté dans cet article pour la sûreté des Russes qui commercent dans les États de la Sublime Porte, la Cour Imp. de Russie promet également de l'observer de son côté vis-à-vis des sujets de la Porte Ottomane commerçans en Russie; et pour éviter tout empêchement dans l'exercice de leur commerce, leurs contrats ou autres engagemens avec les sujets Russes, par rapport aux affaires de commerce, seront enregistrés, et les différends, qui par fois pourront naître entre eux, levés.

Art. X. S'il se trouve un sujet Russe en esclavage dans 1783
les États de la Porte, et que le Consul Russe le déclare effectivement être Russe, il sera présenté avec son procureur à la Cour de Sa Hautesse, pour faire l'examen de toutes les circonstances, qui le regardent, et le rendre ensuite à la demande du dit Consul; tout comme aussi, si dans les États de la Russie il se trouvait des sujets de la Porte Ottomane, ils seront rendus à la Sublime Porte, sans la moindre difficulté, après qu'on en aura donné les preuves nécessaires; toute fois cependant on ne les rendra de part et d'autre que dans le cas où ils n'auront pas pris la religion dominante du pays, car ceux-là ne doivent pas être rendus. Quant aux sujets Russes qui pourront à l'avenir demeurer dans l'Empire Ottoman la Sublime Porte s'engage à ne pas exiger d'eux le droit nommé Characz.

Art. XI. Les vaisseaux, galères et troupes de mer de la Porte, qui rencontreront en mer des vaisseaux Russes, et pareillement les vaisseaux de guerre ou autres, ainsi que les troupes de la marine Russe, qui rencontreront en mer les vaisseaux de la Porte, doivent veiller non seulement à ce qu'il ne soit point fait aucun tort ou dommage aux sujets respectifs, mais ils sont tenus encore de se donner mutuellement des marques d'une amitié réciproque; et si les sujets Russes de leur propre gré ne feront aucun présent aux sujets de la Porte, on ne doit pas les vexer pour celà, ni prendre par force des agrêts, hardes, et en un mot rien, tout comme les sujets Russes ne doivent non plus exiger des présens quelconques des sujets de la Porte.

Art. XII. La Sublime Porte s'engage à recevoir, protéger et défendre les vaisseaux et bâtimens sous pavillon Russe, qui viendront dans l'Empire Ottoman, et de les laisser retourner en toute sûreté; et si on saisissait quelques uns de leurs agrêts et effets, on employera tout le soin possible non seulement à trouver les personnes et les effets, mais aussi à punir exemplairement les offenseurs, de quelque condition qu'ils soient. Et réciproquement la Cour Impériale de Russie promet de son côté, de remplir les mêmes engagemens vis-à-vis des vaisseaux et bâtimens de la Porte, qui viendront dans les États de la Russie, et en sortiront, et de leur procurer d'une part toute la sûreté possible par rapport à leurs effets et agrêts, comme aussi d'autre part d'observer qu'il ne soit fait aucune offense aux sujets de la Porte.

Art. XIII. Mais afin que les sujets de la Porte ne puissent pas, pour exercer leur commerce, partir à l'insu de la Sublime Porte, on est convenu, qu'ils n'obtiendront le passeport nécessaire



1783 à cet effet de la part du Ministre de Russie autrement, qu'après une information préalable à ce sujet du gouvernement de la Porte, et que celui-ci lui aura demandé le dit passeport, tout comme aussi les sujets Russes seront obligés pour l'exercice de leur commerce dans les villes, qui sont dans l'intérieur de la domination Ottomane, d'obtenir de la part de Porte le Firman, dont ils auront besoin, laquelle s'engage en vertu du présent article de l'accorder chaque fois à la requisition du Ministre de Russie et d'ordonner de les faire donner dans les provinces par les Paschas ou Commandans à la réquisition des Consuls de la dite Puissance.

Art. XIV. Quand les Capitaines des vaisseaux ou les Patrons des bâtimens Russes auront besoin de faire calfatrer, donner le suif et radouber leurs vaisseaux, les Commandans dans toutes les Villes, forteresses et ports de la Porte ne doivent non seulement pas mettre obstacle, qu'il leur soit fourni pour de l'argent la quantité de suif, goudron, poix, ouvriers et instrumens, dont ils auront besoin, mais ils doivent aussi les assister autant qu'il leur sera possible, et s'il arrive que par quelque malheur un vaisseau Russe vient à manquer d'agrêts, on leur permettra d'acheter les ancres, voiles et autres materiaux nécessaires pour son appareil, mais on ne demandera pas pour celà des présens des sujets Russes. Et lorsque les vaisseaux sous pavillon Russe se trouveront dans quelque échelle, les fermiers, Mousselims et autres Officiers, ainsi que les Charatschis ne doivent pas les arrêter sous prétexte, qu'ils doivent percevoir les droits de Charatsch des passagers, qu'on doit conduire sans obstacle à l'endroit de leur destination, et s'il s'y trouvera des Rayas ou sujets de la Porte, ceux-ci doivent payer le dit droit, étant arrivés à l'endroit de leur destination.

Un secours réciproque et la même assistance seront accordés, dans les États de la Russie, aux vaisseaux de la Porte Ottomane, auxquels on fournira sans obstacle pour de l'argent de suif, le goudron, la poix, les ouvriers et les instrumens, ainsi qu'en cas de malheur les ancres, voiles et les materianx nécessaires pour l'appareil du vaisseau.

Art. XV. Lorsque les vaisseaux de guerre ou les bâtimens marchands Russes rencontreront des vaisseaux de guerre, ou antres bâtimens de la Porte Ottomane, le Capitain Pascha, les Capitaines des vaisseaux de guerre, les Beys des galères, les Commandans des galiotes, et autres bâtimens de la Sublime Porte, nonseulement ne doivent pas arrêter tous ces vaisseaus et bâtimens Russes, et encore moins leur être à charge, ou leur extor-

quer, sous quelque prétexte que ce soit, des présens; mais ils 1783
doivent encore leur donner toutes les marques d'une amitié réciproque, qui réponde à la bonne intelligence, qui subsiste entre les deux Empires. La même chose sera observée à l'égard des vaisseaux de la Porte Ottomane, tant par les vaisseaux de guerre et autres sous pavillon Russe, que par leurs Commandans, avec lesquels ils pourraient se rencontrer, et on agira vis-à-vis des vaisseaux de la Sublime Porte de la même manière, que la Porte s'est engagée d'agir vis-à-vis des vaisseaux Russes.

Art. XVI. Lorsque les vaisseaux marchands sous pavillon Russe rencontreront des vaisseaux de guerre, des galères et autres bâtimens appartenans à la Porte, et s'il se trouve, que les Russes, non-obstant l'intention qu'ils auraient de faire les honneurs usités ne pussent pas approcher des vaisseaux de guerre de la Porte Ottomane, à cause de l'impossibilité qui se trouve quelque fois à mettre avec promptitude la chaloupe à la mer, si tôt qu'on remarquera, que les préparatifs nécessaires ont été faits pour remplir l'usage pratiqué, on ne doit pas les inquiéter sous prétexte, que de la part du vaisseau marchand Russe on ait tardé de venir à bord des vaisseaux de guerre de la Porte. La Cour Impériale de Russie s'engage d'observer la même chose vis-à-vis des vaisseaux marchands de la Porte. La Sublime Porte s'engage aussi de ne pas arrêter sous aucun prétexte dans les échelles, qui lui appartienent, tous les vaisseaux sous pavillon Russe, et en même tems de ne pas leur prendre ni leurs chaloupes, ni leurs matelots, et comme s'est particulièrement de la détention des bâtimens, qui sont chargés de marchandises, qu'il peut résulter un grand dommage, on est convenu réciproquement de part et d'autre, de ne point s'arrêter les uns les autres. Lorsque les Commandans des vaisseaux de guerre de la Porte arriveront dans celles de ses échelles, où les sujets Russes pourront demeurer à cause de leur commerce, ils sont tenus pour prévenir toutes les insultes, qui pourraient être faites aux sujets Russes de la part des gens et des mariniers, qui se trouvent sur le vaisseau, de ne laisser ces derniers sur terre, qu'avec un nombre suffisant d'Officiers, et de mettre des sentinelles pour la sûreté des Russes et de leur commerce. Et lorsque les sujets Russes mettront pied à terre, les Commandans des forteresses ou des villes maritimes, et les autres Officiers de terre, ne doivent pas les offenser en aucune manière, et si on portera des plaintes, qu'on a contrevenu à cet article, les coupables, après que l'affaire aura été prouvée, seront punis sévèrement, tout comme aussi on ne permettra pas

1783 aux sujets Russes, de faire quelque chose que ce soit contraire à l'amitié et à la bonne intelligence, qui subsiste entre la Cour Impériale de Russie et la Sublime Porte.

Art. XVII. Comme la nation Russe doit être regardée dans les États de la Sublime Porte à l'égal de la Française et Anglaise, comme des nations qui en sont les plus favorisées, la Porte s'engage aussi par cet articlo d'accorder aux sujets Russes tous les privilèges et honneurs, dont on so sert vis-à-vis d'elles et d'autres nations libres; tout comme dans l'Empire de Russie on accordera réciproquement aux sujets de la Porte les mêmes égards, dont jouissent les nations les plus favorisées et amies de la Russie.

Art. XVIII. Les vaisseaux sous pavillon Russe qui arriveront dans les échelles de l'Empire Ottoman, doivent être reçus amiablement, et peuvent y acheter pour leur argent toutes les boissons et vivres, dont ils auront besoin, et personne ne doit les empêcher à les acheter, vendre et les transporter, ni exiger d'eux pour une pareille permission aucun droit, ni présent. Et réciproquement les vaisseaux de la Porte Ottomane seront reçus dans les États de la Russie avec bienveillance et on leur permettra sans aucun empêchement, d'acheter pour leur argent les vivres dont ils auront besoin.

Art. XIX. Les sujets et marchands Russes, qui pour leur trafic vont et viennent par terre de la Russie, ou des autres pays de l'Europo, dans les États de la Sublime Porte, dans ceux de Russie et des autres puissances se trouvant avoir en main des passeports, qui les démontrent être sujets Russes, les Commandans, Juges et autres Officiers de la Sublime Porte, ni qui que ce soit, ne doivent pas les molester, et les forcer de payer le Characz, ou autres impositions mais ils doivent envers eux agir amicalement. Et en vertu du présent Traité taut pour les marchandises et choses, que de la Russie, ou des pays des autres puissances, ils apporteront dans les États do la Sublime Porte, que pour celles que des États de la Sublime Porte ils exporteront en Russie, ou dans des pays des autres Puissances, après avoir une fois et en un seul endroit reçu le droit de la douane, le douaniers des endroits par où ils passeront, ne doivent pas obliger les susdits marchands de payer la seconde fois la douane, ou quelqu'autre droit. Et si, contre le présent réglement, on prendra d'eux pour la seconde fois la douane, on doit obliger de faire la restitution ceux qui l'ont pris. Principalement dans les provinces de Moldavie et de Valachie, contro tous les réglemens et règles, les douaniers et autres officiers ne doivent pas obliger

les marchands Russes qui passent par ces endroits, à payer divers 1783
droits de transit sous différens noms inventés d'eux. Et pour les marchandises, que les susdits marchands porteront des États de Russie ou de ceux des autres Puissances dans les dites deux provinces, et autres pays de la Sublime Porte, ils ne payeront la douane que de trois pour cent et une seule fois dans l'endroit, où ils vendront leur dites marchandises comme pareillement pour les marchandises, qu'ils exporteront conformément au présent Traité des susdites deux provinces et autres pays de la Porte dans les États de Russie, ou dans ceux des autres pnissances ils ne payeront aussi la douano qu'une seule fois et trois pour cent, dans l'endroit, où ils auront acheté leurs dites marchandises, et il est défendu d'exiger ni de prendre d'eux, contre cet arrangement et règle aucun droit ou payement inventé sous quelque nom que ce soit. Les Teskerés du reçu doivent leur être livrés dans les endroits, où ils ont payé la douane, et ces Teskerés, qui leur seront donnés, doivent être valables dans tous les endroits des États de la Sublime Porte.

Art. XX. La Sublime Porte s'est engagée par l'article 11 de son Traité de paix, et l'article 6 de sa Convention, d'approprier au commerce que les sujets Russes font dans ses États les mêmes avantages dont jouissent dans ses États les Français et les Anglais, comme des nations amies, et qui en sont les plus favorisées, et à cet effet de n'exiger d'eux d'autres droits que ceux que payent ces deux nations: en conséquence de qnoi on est convenu dans cet article, que les sujets Russes, en apportant des marchandises dans les États de la Sublime Porte et en les exportant do ses États en Russie, payeront les mêmes droits que payent les susdites denx nations Française et Anglaise, savoir trois pour cent, bien entendu cependant, que les vaisseaux marchands Russes, après avoir payés les droits de la douane une fois, ne seront plus obligés à les payer dans un autre endroit de la domination de la Porte. Pour confirmer d'autant plus les droits, que payeront les sujets Russes qui doivent être les mêmes que payent les susdites deux nations on a inséré ici les articles de leurs Capitulations avec la Sublime Porte qui dans toute leur étendue doivent servir d'exemple aux Russes: Car il est écrit dans les Capitulations Françaises: «quoique les marchands Français ayent de tout tems payé cinq pour cent de douane sur les marchandises, qu'ils apporteraient dans Nos États, et qu'ils en emportaient comme ils ont prié de réduire ce droit à trois pour cent, en considératiou de l'ancienne amitié qu'ils ont avec Notre Sublime Porte, et de le faire insérer dans ces nouvelles

1783 Capitulations, Nous aurions agréé leur demande, et Nous ordonnons, qu'en conformité on ne puisse exiger d'eux plus de trois pour cent, et lorsqu'ils payeront leur douane, on la recevra en monnaie courante dans Nos États pour la même valeur, qu'elle est reçue au trésor inépuisable, sans pouvoir être inquiétés sur la plus ou la moins value d'icelle.» Et dans les Capitulations Anglaises on a stipulé également ce qui suit: «Les marchands Anglais se trouvant à Alep, à Caire et dans les autres villes de l'Empire Ottoman, ainsi que ceux qui viennent sous pavillon Anglais, peuvent sans le moindre danger exercer leur commerce en payant comme ci-devant les droits des marchandises selon leur valeur à raison seulement de trois pour cent, et ils ne sont pas tenus de donner un seul aspre en sus.»

Et pareillement les sujets de la Porte, qui apporteront des marchandises dans les États de la Russie, y payeront les mêmes droits, que payent les nations amies et les plus favorisées par la Russie, en se conformant aux tarifs qui y sont publiés.

Art. XXI. Quoiqu'il est stipulé, que les sujets de l'Empire de Russie, commerçans dans l'Empire Ottoman, ne payent que trois pour cent de douane pour les marchandises qu'ils apporteront de la Russie, ou des États d'autres Puissances, dans ceux de la Porte Ottomane, ainsi que pour celles qu'ils exportent des États de la Porte Ottomane en Russie, ou dans les États d'autres Puissances; cependant pour obvier à toutes les disputes, qui peuvent survenir entre les marchands et les douaniers par rapport à l'estimation de la valeur des marchandises, il a été jugé nécessaire de régler un tarif, qui servo à jamais de règle aux commerçans Russes et aux douaniers dans les États Ottomans: c'est pourquoi la Sublime Porte autorisa de Son côté El-Hadji Mehemed Aga Directeur de la douane de Constantinople, et l'Envoyé de Russie du sien le Sr. Nicolas Pisani, premier Dragoman et Conseiller de Cour pour effectuer cet arrangement du tarif; lequel ayant été définitivement réglé par les susdits, signé et cacheté par le douanier susmentionné le 9 de la lune Schevall 1196, c'est à dire le 5 de septembre 1782, et reconnu par la Porte le 11 de la même lune Schevall, a déjà été remis à l'Envoyé de Russie. En conséquence de quoi la Sublime Porte, qui avait déjà donné de sa part dans son tems un exemplaire authentique du dit tarif à l'Envoyé de Russie, le confirme actuellement dans toute son étendue par cet article, et s'engage solemnellement de le faire observer en faveur des commerçans Russes dans tous ses États sans exception. Pour cet effet la Sublime Porte enverra des copies

exactes de ce tarif, pour être enrégistrées dans les livres de toutes les douanes, ainsi que dans les protocolles des Mehkemés de sa Domination. Elle ordonnera qu'il soit observé scrupuleusement, et que pour toutes les marchandises d'importation et d'exportation, qui ne sont pas nommées dans le susdit tarif les douaniers ne prétendent et ne prennent que trois pour cent sur la valeur des marchandises, et si les douaniers voudront estimer les marchandises, qui ne sont point nommées dans le tarif, à un prix plus haut que ne porte leur véritable valeur, les marchands Russes auront le droit, au lieu d'argent comptant, de les payer en nature, en marchandises mêmes, et toujours à raison de trois pour cent. Et pour ce qui regarde le vin, que les sujets Russes achetent dans les États de la Porte, et surtout en Archipel, pour le porter en Russie par la Mer Noire et autres voies, ils payeront le droit de la douane sur le lieu où ils achetent le vin, à raison de trois pour cent, et après avoir reçu le Teskéré, qu'on leur livrera sans la moindre difficulté, ils ne seront plus obligés de payer à leur passage par le Canal de Constantinople, ni Bitirmé, ni aucun autre droit quelconque. Et comme les douaniers et Voivodes des Iles de l'Archipel sont pour la plupart de Rayas, leurs Teskérés, quand même ils seraient écrits en grec, seront reconnus pour valables sans aucune difficulté. 1783

Art. XXII. Pareillement on est convenu, de percevoir des droits dans les ports de la Sublime Porte de celles des marchandises Russes, qui seront déchargées pour être vendues; et quant à celles qui doivent être envoyées dans d'autres villes maritimes, on n'en prendra point de droits, et on ne fera à ce sujet aucun empêchement, car ils seront payés dans les endroits où ces marchandises seront déchargées pour y être vendues.

Art. XXIII. On n'exigera pas des sujets Russes de nouveaux impôts, appellés Kassabié, Rest, Badj, Jassakouly, et on ne prendra pas plus de trois cent aspres de chaque bâtiment, pour le droit de bon voyage, appellée en turc «Selamet-Resmi».

Art. XXIV. Comme on a déterminé plus haut dans l'article vingt, que les marchands Russes, et ceux qui appartiennent à la Russie, n'auront à payer que trois pour cent de droits, tant des marchandises qui seront apportées de la Russie dans les États de la Porte, que de celles qu'ils exporteront de ses États dans leur pays; La Sublime Porte s'engage en conséquence, de ne pas les empêcher, qu'après avoir payé les droits fixés dans ce Traité, ils puissent charger toutes les marchandises qu'ils exporteront dans leur pays.

1783 **Art. XXV.** Lorsque les marchands Russes auront payé, conformément à ce Traité les droits de trois pour cent, et reçu comme de coutume la quittance appellée Eda-Teskéressi, celle-ci après avoir été produite, doit être regardée comme effective, et on n'exigera d'eux aucunement des droits pour la seconde fois, dans quelques endroits des États de la Porte Ottomanne qu'ils portent ces marchandises. Si cependant il pouvoit se rencontrer, que le prix des marchandises fût trouvé trop haut à proportion de la taxe, dont on est convenu, la Sublime Porte promet avec toute la déférence possible, de changer ce tarif ou taxe de manière, qu'on n'exige pas de sujets Russes effectivement des droits plus de trois pour cent. Et si les marchands Russes viendront vendre les marchandises, qu'ils apporteront, à quelques-uns des sujets de la Porte, personne ne doit les en empêcher, ni disputer avec eux là-dessus, sous prétexte d'avoir un privilége ou une prérogative particulière à les acheter, laissant en celà une entière liberté aux Russes, qui commercent dans les États de la Sublime Porte, et les affranchissant du pouvoir et de la vexation de toutes sortes de sociétés privilégiées ou des monopolistes.

Art. XXVI. Les marchands Russes et autres protégés par la Russie ne sont pas obligés de payer un impôt ou droit des monnaies d'or et d'argent, qu'ils apporteront dans l'Empire Ottoman, ainsi que de celles qu'ils en exporteront, et ne peuvent pas être forcés à faire de leurs monnaies des monnaies Turques.

Art. XXVII. Les sujets Russes doivent être affranchis du payement de l'impôt des piastres qu'ils apporteront; et en conséquence les officiers de la monnaie et les trésoriers ne doivent pas les inquiéter, en les forçant à faire de leurs piastres de monnaies de l'Empire Ottoman.

Art. XXVIII. Comme en conséquence de la réclamation, qui a été faite par la Cour Impériale de Russie à la Sublime Porte sur l'affranchissement des marchandises Russes du droit de Messeterie, tant par rapport à ceux qui vendent, que de ceux qui achetent; celle-ci les en ayant affranchies à l'exemple des marchandises Françaises, a fait émaner à cet effet un Ferman qui abolit ce droit: en conséquence la Sublime Porte s'engage de nouveau par cet article, de n'exiger à l'avenir des marchandises, qui seront chargées dans les ports de la Russie et apportées à Constantinople sur des vaisseaux avec des lettres de propriété et pavillon Russe, ainsi que de celles qui seront chargées sur des vaisseaux Russes à Constantinople pour être transportées en Russie, d'autres droits, que ceux qui sont fixés dans ce Traité.

Art. XXIX. Quoique dans l'article vingt de ce Traité, on 1783
soit convenu de part et d'autre, que les sujets Russes, à l'exemple des Français et des Anglais, comme des nations amies et les plus favorisées de la Porte, payent trois pour cent des marchandises qu'ils importeront dans Ses États et qu'ils exporteront; et réciproquement, que les sujets de la Sublime Porte payent dans les ports de la Russie, tant des marchandisos qu'ils apporteront dans les États de la Russie, que de celles qu'ils en exporteront, les mêmes droits fixés par les tarifs, auxquels sont soumis les autres nations amies, néanmoins les sujets respectifs seront obligés de se conformer aux mêmes usages, coutumes et obligations auxquels sont soumis, dans les deux États ces mêmes nations amies, qui en sont les plus favorisées, en tant qu'ils ne seront point contraires à cet Acte solemnel entre les deux Empires.

Art. XXX. Comme en conséquence de l'article onze du Traité de paix, conclu à Cainardgè en 1774, et de art. six de la convention explicatoire passée le 10 Mars de l'année 1779, on est convenu, que tous les vaisseaux marchands sous pavillon Russe puissent passer librement par le Canal de Constantinople de la Mer Noire dans la Mer Blanche et réciproquement de la Mer Blanche dans la Mer Noire, et qu'en outre dans le susdit article six de la Convention la forme de ces vaisseaux et le poids de la cargaison, qu'ils doivent porter, sont déterminés à l'exemple des vaisseaux Français et Anglais comme ceux des nations amies et les plus favorisées par la Sublime Porte, de même pour prévenir tout mal-entendu à cet égard, on est convenu de confirmer dans le présent article que la forme des vaisseaux marchands Russes doit être exactement celle des susdits vaisseaux marchands Français, Anglais et des autres nations depuis la moindre proportion jusqu'à la plus grande: et pour régler le poids, qu'ils doivent porter, on leur a fixé depuis le moindre poids jusqu'au plus grand, celui de mille jusqu'à seize-mille quilots ou bien huit mille cantars, qui font vingt-six-mille quatre-cent pouds au poids de Russie. La Porte s'engage par le présent, non-seulement de ne mettre aucun empêchement à de pareils vaisseaux qui seront sous pavillon Russe; car n'étant pas chargés de marchandises, qui doivent être vendues dans les États de la Porte, ils ne doivent pas même être exposés à la moindre détention ou visite de quelques marchandises qu'ils soient chargés, vu que ne s'arrêtant pas dans les États de la Porte, ils ne feront que passer par le dit Canal de la Mer Noire dans la Mer Blancho et puis dans la Méditerranée, dans des pays, qui ne sont pas soumis à la Porte et

1783 Elle promet par contre d'accorder à leur passage toutes les facilités auxquelles on peut s'attendre de l'amitié, qui subsiste si heureusement entre les deux Empires.

Art. XXXI. La Sublime Porte s'engage de ne pas prétendre, ni ne permettre, à qui que ce soit d'exiger aucune douane ou droit de la cargaison des bâtimens marchands Russes, qui viennent des États de Russie pour passer dans les Mers Blanche et Méditerranée, ainsi que de ceux qui passent de ces deux mers dans la Mer Noire. Et à leur passage par le Canal ils ne doivent pas être forcés de décharger ni à Constantinople, ni dans aucun autre endroit les cargaisons dont ils sont chargés.

Art. XXXII. La Sublime Porte s'engage, que les vaisseaux et bâtimens sous pavillon Russe, qui viennent de la Mer Noire et passent par le Canal de Constantinople, après qu'il aura été présenté la liste de leur cargaison, vérifiée par le Ministre de Russie et leur sera donné sans retard le Firman Izni-Sefiné, ne soient en aucune façon arrêtés et que les dits bâtimens produisant le dit Firman à leur passage de sortie aux Dardanelles de la Mer Blanche, puissent sans aucun retard aller, où bon leur plaira. Pareillement les bâtimens sous pavillon Russe venant d'autres pays par les Dardanelles de la Mer Blanche pour retourner aux ports de la Russie sur la Mer Noire, à leur passage par les Dardanelles de cette mer, en montrant le Firman qu'ils auront reçu en conséquence de la liste présentée de leur cargaison et vérifiée par le Ministre de Russie, passeront sans s'arrêter.

Art. XXXIII. A tous les vaisseaux et bâtimens sous pavillon Russe, qui passent de cette manière par le Canal de Constantinople, qui, sans s'y arrêter, voudront continuer leur route plus loin, à leur passage par le susdit Canal, en prêtant une parfaite foi aux listes de leurs cargaisons, vérifiées par le Ministre de Russie, on donnera le Firman Izni-Sefiné, selon qu'il a été spécifié dans l'art. 32. Mais en cas de quelque doute ou soupçon de la part de la Porte, qu'ils se trouve de ses sujets parmi les gens qui composent l'équipage du vaisseau, la Cour Impériale de Russie consent que l'on fasse la visite de l'équipage d'un tel vaisseau, sans toucher cependant, ainsi qu'il a été dit plus haut, aux marchandises chargées dans ce vaisseau; et même dans ce cas on agira avec beaucoup de circonspection et sans faire aucune insulte au Capitaine ou Patron du bâtiment, afin de ne pas mettre, en faisant quelques fois des visites superflues, des entraves à tout le commerce de transit, dont on est déjà convenu dans le Traité de paix.

ART. XXXIV. La même chose doit être observée à l'égard des pareils vaisseaux, qui retournant dans les ports de la Russie ne feront que passer par les États et les mers appartenans à la Sublime Porte, et qui, excepté la visite de l'Équipage ou des gens du vaisseau ne doivent être soumis à aucune autre. 1783

ART. XXXV. S'il arrivait, que les vaisseaux fussent chargés de vivres pour être exportés de la Russie dans d'autres États, qui ne sont pas soumis à la Porte, ou bien s'il leur arrivait encore de transporter des vivres des dits pays dans les États de la Russie, pourvu qu'ils no soient pas seulement des États de la Domination Ottomane; ces vaisseaux ne s'arrêtant pas, par cette même raison nulle part dans l'Empire Ottoman, ne doivent pas être soumis à aucun réglement du pays; mais ils pourront passer librement par lo Canal do Constantinople conformément à l'article trente prémier de ce Traité de Commerce.

ART. XXXVI. En réciprocité de ces engagemens de la Sublime Porto, la Cour Impériale de Russie, pour lui donner une marque de son amitié, permet à ses sujets d'acheter dans les ports de la Russie, situés sur la Mer Noire, à un prix libre du blé et d'autres provisions dont ils auront besoin et de les transporter à Constantinople, ne leur faisant en cela aucun empêchement, mais fournissant au contraire tous les moyens possibles à tout ce qui peut étendre leur commerce dans les États do la Russie.

ART. XXXVII. Lorsqu'avec le consentement du Patron ou Capitaine du vaisseau les sujets de la Porte chargeront à un prix convenu leurs marchandises sur des vaisseaux Russes pour les transporter d'un port de l'Empire Ottoman dans un autre, on ne leur mettra pas en cela d'obstacles.

Et si les affréteurs des vaisseaux les abandonneront en chemin sans y être engagés par des justes raisons, les Cadis et autres Chefs sont tenus de les obliger à rembourser en entier au Capitaine ou Patron du vaisseau lo nolis, dont on sera convenu pour le frêt des vaisseaux.

ART. XXXVIII. Si en cas d'une nécessité urgente on aura besoin de fréter un vaisseau Russe pour le compte de la Sublime Porte, les Commandans ou autros Officiers chargés du fret doivent en informer le Ministre Russe ou les Consuls, là, où il s'en trouvera, pour désigner les vaisseaux, qu'ils trouveront propres à cela et dans les endroits où il n'y aura point de Consul Russe, les bâtimens pourront être frétés do leur propre gré par le Capitaine ou Patron de vaisseau, et le prix, dont on sera convenu, leur doit être payé en conséquence sans retard; mais en

1783 cas même d'un pareil besoin la Porte ne frétera le vaisseau Russe autrement, que d'après un accord volontaire, et on ne doit surtout pas arrêter d'autres vaisseaux, qui ne seront pas frétés, et particulièrement ceux, qui seront déjà chargés de quelques marchandises, car ces derniers ne doivent absolument pas être obligés à les décharger et on ne leur doit faire aucune insulte.

Art. XXXIX. Lorsqu'un sujet Russe chargera dans un pays ennemi son propre vaisseau de provisions ou d'autres marchandises pour les transporter également dans un pays ennemi et qu'il rencontrera des vaisseaux de la Porte Ottomane, on ne doit pas lui prendre son vaisseau, ou les marchandises sous prétexte, qu'il porte les provisions et les marchandises chez l'ennemi et on ne fera point esclaves les gens, qui s'y trouvent.

Art. XL. Lorsqu'une des Parties contractantes se trouverait en guerre avec une Puissance étrangère quelconque, il n'est pas défendu aux sujets de l'autre Partie contractante de faire leur commerce avec celle-ci et de fréquenter ses États; pourvû qu'ils n'importent pas chez l'ennemi des munitions ou provisions de guerre. On comprendra sous la dénomination de munitions de guerre les choses suivantes; savoir: canons, mortiers, armes à feu, pistolets, bombes, grénades, boulets, balles, fusils, pierres à feu, mêches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, poches-à-cartouche, selles et brides, en exceptant toutefois la qualité nécessaire pour la défense du vaisseau et de son équipage. Au reste les effets, qui ne se trouvent point spécifiés ici, ne seront pas reputés munitions de guerre et navales.

Art. XLI. Lorsqu'un sujet de la Porte exporterait des vivres chargés dans ses États, et qu'il fût saisi en chemin en cas que l'exportation en fût prohibée, on n'arrêtera, ni ne punira point les sujets Russes, qui serviront sur de pareils navires des sujets de la Porte.

Art. XLII. Quand les sujets Russes acheteront des vivres sur des bâtimens de la Porte et se rencontreront avec les vaisseaux en s'en retournant dans leur patrie et non dans des États d'une Puissance ennemie ou non alliée de la Porte; dans ce cas les vaisseaux Russes ne seront point confisqués, mais au contraire relâchés avec tout leur équipage. Et si malgré cette stipulation on en arrêtait quelqu'un d'eux, on sera tenu de le relâcher et lui restituer toutes ses hardes, qu'on lui aura prises.

Art. XLIII. La Sublime Porte s'engage à ne point confisquer les biens des marchands Russes, qui se trouveront à bord d'un vaisseau ennemi, ni à ne les pas faire esclaves, lorsqu'ils s'y

trouveront pour affaires de commerce et point pour celles de guerre. 1783

Art. XLIV. En permettant aux sujets des deux Empires de porter leurs marchandises dans les États respectifs, il a été convenu des deux parts, qu'ils pourront avoir des endroits et des magazins propres à y mettre leurs marchandises et les y conserver, ainsi que des maisons pour y demeurer. Les gouvernemens respectifs des deux Parties contractantes veilleront à ce que les sujets des deux parts en faisant entr'eux des contrâts, pour le bail des maisons et magazins, remplissent tous les engagemens, qu'ils contractent entr'eux à cet effet. En cas de plainte au sujet de manque à ces conditions, on accordera toute aide et justice possible; c'est à quoi la Cour Impériale de Russie s'engage vis-à-vis des sujets de la Porte et pareillement la Sublime Porte Ottomane vis-à vis des commerçans Russes, qui seront domiciliés dans ses États.

Art. XLV. Il a été pareillement convenu, que les sujets Russes pourront acheter à Smyrne, à Alexandrie et ailleurs dans les États de la Sublime Porte, excepté la ville de Constantinople, de la soie et du riz, ainsi que du café du Levant et de l'huile, qu'ils pourront transporter en Russie, sans le moindre empêchement.

Art. XLVI. Pareillement les sujets Russes pourront exporter des États de la Porte Ottomane des cotons en laine et de cotons filés et des maroquins; et acheter de la cire et des cuirs, qu'ils pourront transporter où bon leur semblera.

Art. XLVII. Comme la Porte Ottomane abonde en fruits, les vaisseaux Russes en tems d'abondance pourront venir acheter des figues, du raisin, des noisettes et autres semblables, sans être exposés au moindre empêchement en chargeant ou expédiant ces marchandises, après avoir toute fois acquitté les droits de douane conformément au présent Traité. Il a été de même arrêté que les vaisseaux Russes pourront acheter et charger du sel dans l'île de Chypre et autres villes de la Domination Ottomane, de la même manière, que les sujets de la Porte eux-mêmes sans souffrir les moindres obstacles de la part des Commandans, Gouverneurs, Cadis et autres Officiers.

Art. XLVIII. Pour prévenir tout abus, qui pourrait résulter de la part des vaisseaux marchands, naviguans sous pavillon Russe, la Cour Impériale de Russie, pour témoigner l'amitié, qu'Elle porte à la Porte Ottomane consont, à ce que son Ministre, résidant auprès de celle-ci, réponde du pavillon.

Art. XLIX. Les Ministres Russes seront exempts du droit et

1783 impôt appellé Badi et autres de tous les effets importés pour leur compte, soit pour en faire des présens, ou pour leurs habillemens, ainsi qua des différentes provisions de vivres et de boissons pour leur propre usage.

Art. L. Les Dragomans au service des Ministres et les Consuls Russes sont exempts du droit da Charatsch, de celui de Cassabié et d'autres semblables connu sous le nom de Techaelif-Ourfié.

Art. LI. Des priviléges et droits accordés aux sujets Russes jouiront pareillement les Dragomans et autres personnes au service du Ministre et des Consuls Russes.

Art. LII. Comme en vertu de l'article onze du Traité de Cainardgè la Cour Impériale de Russie a le droit de nommer des Consuls dans toute l'étendue de la Domination Ottomane, où la Russia voudra en avoir pour les affaires da commerce, la Sublime Porte s'engaga par le présent article de n'y porter aucun empêchement, afin qu'ils puissent jouir de tous les droits et priviléges, qui leurs sont dûs, à l'instar des Consuls et Vice-Consuls Français et Anglais, comma ceux d'una nation amia et la plus favorisée, quand même il ne se trouverait sur les mêmes lieux aucun Consul, soit François, ou Anglais.

Art. LIII. Les Pachas, Cadis et autres Commandans dans les États de la Porte ne défendront aucunement aux Consuls ou à leurs substituts d'arborer le pavillon ou les armes de leur Souverain.

Art. LIV. Pour veiller à la sûreté des maisons où les Consuls seront logés, ils pourront demander des Janissaires, qu'ils voudront, et ces Janissaires seront protégés par les Odabachis et autres Officiers, sans que ceux-ci puissent pour cela exiger d'eux le moindre impôt ou gratification.

Art. LV. Les Consuls Russes et ceux, qui en relèvent, comme les Dragomans et les marchands, pourront faire du vin dans leurs maisons et en faire venir de même du dehors pour leur propre consommation sans que personne puissa les empêcher.

Art. LVI. Lorsqu'on enverra du raisin, pour en faire du vin dans les maisons des Consuls, Dragomans et autres personnes relevantes de la Cour Impériala de Russie, ou lorsqu'on portera chez eux du vin pour leur provision, l'Aga des Janissaires, le Bostangi-Bachi, le Toptschi-Bachi, les Voivodes et autres Officiers n'exigeront aucun droit ou gratification pour le transport, ainsi que pour l'importation de ces vins.

Art. LVII. Lorsquo quelqu'un voudra entrer en procès avec les Consuls, établis pour affaires de Commerce, on no les arrê-

tera point, ni on ne mettra point le scellé à leurs maisons; mais 1783
le procès doit être informé à la Porte. Dans le cas, où on produirait des ordonnances publiées avant ou après la conclusion de ce Traité, contraires au présent arrangement, elles seront nulles et de nul effet et on agira à cet égard conformément au présent article.

Art. LVIII. Les Consuls et commerçans Russes so trouvant en litige avec des Consuls et Négocians d'une autre Nation chrétienne peuvent se justifier auprès du Ministre Russe accrédité à la Porte, si les deux Parties litigieuses y consentent. Et si elles ne veulent point que leur procès soit informé par les Pachas, les Cadis, les Officiers et par les Inspecteurs des douanes de la Porte, alors ceux-ci ne pourront pas los obliger ni s'ingérer aucuuement dans leurs affaires sans le consentement de toutes les deux parties en litige.

Art. LIX. Personne dans les États de la Sublime Porte ne pourra forcer les Consuls Russes, de comparaltre en personne devant les Tribunaux, lorsqu'ils ont leurs Dragomans, et en cas de quelque besoin, les sujets de la Porte Ottomane pourront s'expliquer sur leurs affaires avec les Dragomans envoyés par les Consuls.

Art. LX. Pour protéger les vaisseaux Russes en mer contre les corsaires barbaresques, ainsi que pour mettre les Consuls et les marchands Russes à l'abri des insultes dans les ports, où ces pirates peuvent mouiller, la Sublime Porte s'oblige de veiller de la manière la plus sévère, à ce que les Pachas, Commandans et antres Officiers dans l'Empire Ottoman protègent et défendent les Consuls et marchands Russes. Et lorsquo le Ministre et les Consuls Russes auront vérifié par des témoignages, que les vaisseaux arrivés aux ports ou forteresses, appartenantes à la Porte, jouissent effectivement de la protection du Pavillon Russe, alors tous les Commandans de ces ports seront obligés de tâcher de toute façon que les susdits corsaires ne saisissent point les vaisseaux Russes, et quo surtout aucun vaisseau, se trouvant près de la forteresse ne soit pris; si les corsaires causent aux sujets Russes des pertes dans ceux des endroits de la Domination Ottomane, où il-y-a des Pachas et Commandans, ces derniers sont tenus à dédommager toutes les pertes, causées par leur négligence.

Art. LXI. Lorsqu'un sujet Russe en rencontrant des corsaires d'Alger, de Tunis, ou de Tripolis, viendrait à être fait prisonnier, ou que ces pirates saisiraient le bâtiment, on les biens des marchands Russes, dans ce cas la Sublime Porte s'oblige de se servir

1783 de son pouvoir sur les cantons, pour affranchir tout sujet Russe, qui aura été fait esclave de cette manière et pour lui restituer le bâtiment et les biens, qu'on lui aura enlevés.

Art. LXII. Lorsque les Corsaires ou autres ennemis de la Sublime Porte commettraient des pirateries sur les côtes de ses dominations on n'incommodera pour cela ni ne sera aucunement à charge aux Consuls et marchands Russes. Mais comme pour la sûreté réciproque il est nécessaire de connaître les pirates nommés forbans pour qu'ils soient également connus de chacun, les Officiers commandans sont tenus, lorsque de tels bâtimens corsaires ou autres barbaresques abordent dans les ports de l'Empire Ottoman, d'examiner soigneusement les passeports et de procéder avec eux selon les loix, à condition cependant, que les Consuls Russes prennent des informations exactes de tous les bâtimens, qui arrivent sous pavillon Russe, et qu'ils les communiquent ensuite aux Officiers de la Porte, avec lesquels les dits Consuls Russes pourront entretenir réciproquement des liaisons pour se communiquer mutuellement, soit de bouche, ou par écrit tout ce, qui pourra acheminer la sûreté réciproque.

Art. LXIII. Il a été convenu à l'égard des commerçans Russes dans l'Empire Ottoman, qu'en cas de dispute avec un marchand Russe et lors d'une plainte au Cadi à ce sujet, le juge n'informera le procès qu'en présence du Dragoman Russe, et si le Translateur est occupé allors d'une autre affaire importante, on prorogera jusqu'à son arrivée. Par contre les sujets Russes sont obligés, pour ne point abuser du prétexte de l'absence du Dragoman de le faire comparaître sans délai en justice. Si la dispute s'élève entre des sujets Russes, leur Ministre à la Sublime Porte ou leurs Consuls pourront examiner leurs différends, et prononcer l'arrêt conformément aux loix et usages Russes, sans la moindre empêchement ou difficulté de la part de qui que ce soit.

Art. LXIV. Les procès, qui passent la somme de quatre-mille aspres seront informés au Divan et pas dans aucun autre Tribunal.

Art. LXV. Si un sujet de la Porte, soit marchand ou autre, a une lettre de change sur un sujet Russe et que celui-ci, ou son subordonné ne l'accepte point, on ne pourra pas le forcer de payer sans une cause légitime, mais on en exigera un refus par écrit pour s'en servir ensuite contre le tireur. Par contre les Ministres ou les Consuls de Russie s'emploieront de tout leur pouvoir à faire payer les bonnes lettres de change.

Art. LXVI. Lorsqu'un marchand Russe voudra partir pour un

autre endroit et que le Consul en fera caution, on ne pourra 1783
pas l'empêcher sous prétexte de lui faire payer ses dettes, et les procès excédans la somme de 4000 aspres seront informés à la Cour de Sa Hautesse ainsi qu'on est déjà convenu ci-dessus dans l'article soixante-quatre du présent Traité.

Art. LXVII. Les Employés à la justice, Officiers etc. de la Porte ne pourront pas entrer par force dans une maison habitée par un sujet Russe et dans un cas de nécessité urgente il faudra en prévenir le Ministre on les Consuls là, où il y en a; ensuite on ira sur les lieux avec ceux qu'ils auront commis à cet effet, faute de quoi la Sublime Porte s'engage à punir les contrevenans selon toute la rigueur des lois.

Art. LXVIII. Les procès entre des sujets Russes et d'autres particuliers, qui auront déjà été terminés juridiquement et par Chodget ne pourront plus être informés une seconde fois; mais si la nécessité exige ce second examen, on ne permettera point aux parties en litige de comparaître en justice, ni on n'enverra point des commissaires ou huissiers pour les chercher sans en avoir prévenu le Ministre Russe ou attendu du Consul la réponse avec une explication claire de toute l'affaire. On accordera aussi un temps suffisant pour rassembler des informations détaillés touchant le cas en question. Au reste il a été convenu, que lorsqu'il sera ordonné de revoir dérechef un procès déjà terminé, on ne décidera rien à cet égard, qu'à la Cour de Sa Hautesse. Dans ce cas les sujets de Russie et ceux, qui en dépendent, peuvent en personne comparaître en justice, ou constituer à leur place des plénipotentiaires en forme juridique. Les sujets de la Porte, voulant intenter un procès à ceux de Russie, ne seront point écoutés, à moins qu'ils ne soient munis de titres authentiques ou de certificats de la part des Tribunaux.

Art. LXIX. En cas d'une banqueroute d'un négociant Russe ou d'un autre dépendant de la Russie, les créanciers seront payés des effets restans. Si les créanciers ne pourront point produire un témoignage véridique pour prouver que le Consul Russe, Dragoman, ou autre Russe, font caution pour le banqueroutier, on ne fera aucune prétention à la charge des dits Consuls, Dragomans ou autres sujets Russes quelconques, et on ne les arrêtera point, ni ne leur causera le moindre désagrément sous prétexte qu'ils sont résponsables des dettes.

Art. LXX. Si à l'avenir le bien du commerce exigeait, qu'on établisse des courtiers, tout comme les Français en ont en Turquie, ces mêmes courtiers nommés par des marchands, de quelque nation qu'ils soient, ne seront aucunement molestés dans l'exercice

1783 de leurs charges, ni on ne leur fera aucune violence. Il dépendra absolument du choix des négocians Russes, de nommer des courtiers de telle nation, que bon leur semble, sans excepter même la juive. Lorsque ces courtiers viendront à être congédiés ou à mourir, on n'exigera absolument rien de leurs successeurs, sous prétexte du droit nommé Edec.

Art. LXXI. On n'exigera point le droit de Charatsch des sujets Russes, soit mariés ou non mariés, qui habitent dans les États de l'Empire Ottoman, et de telle condition qu'ils puissent être.

Art. LXXII. En cas de meurtre ou d'autres désordres entre les sujets Russes, le Ministre, ou les Consuls Russes pourront examiner le cas et y prononcer l'arrêt, que leur dicteront leurs lois et ordonnances, sans qu'aucun des Officiers de la Porte puisse les en empêcher.

Art. LXXIII. Si on commet un meurtre sur des lieux où se trouvent des sujets Russes, et si on n'aura aucune preuve contre eux ils ne seront aucunement inquiétés à ce sujet par des informations, ni aggravés par le payement de l'amende Dgérémé.

Art. LXXIV. Lorsqu'un sujet de Russie ou tel autre, jouissant de sa protection, commettra un meurtre ou un autre crime et que le Gouvernement en sera informé, les Juges et Officiers de la Porte ne jugeront de pareils cas qu'en présence du Consul ou de ceux, qui auront été commis à cet effet par le Ministre ou le Consul, quelque part qu'ils se trouvent. Pour observer la plus grande équité dans ces sortes de cas, on exige réciproquement des deux Contractantes, qu'ils veillent à ce qu'ils soient examinés et jugés avec une attention égale.

Art. LXXV. Quoiqu'il est très-sûr et avec l'aide de Dieu hors de probabilité, que les fondemens de la paix et amitié qui sont établis et subsistent entre les deux Empires, puissent être ébranlés et renversés; cependant, comme de tems en tems il naît des fausses nouvelles contraires à la vérité, qui troublent la sûreté et donnent de l'inquiétude aux marchands respectifs, il était nécessaire d'insérer dans le présent Traité de commerce un article, qui puisse anéantir une pareille inquiétude des dits marchands. Ainsi on déclare que de la manière, que cela se trouve dans quelques-uns des Traités, s'il arrivait (Dieu en préserve) que l'amitié et l'alliance, qui subsistent entre l'Empire de Russie et la Sublime Porte se changeat en discorde et inimitié, les sujets des deux Empires, qui font le commerce dans les États respectifs, auront la liberté, en comptant du jour de la rupture jusqu'au terme de six mois de vendre leurs marchandises, effets

et tout ce qu'ils possédent, et s'en retourner sans obstacle aveo 1783
leurs biens dans les frontières de leur patrie: ils seront garantis et protégés de tous les deux côtés et on ne manquera pas de leur accorder des deux parts l'assistance et protection nécessaire.

Art. LXXVI. Pour faciliter le commerce des sujets respectifs, ainsi que la correspondance réciproque, la Sublime Porte s'engage de pourvoir aux moyens de la célérité, sûreté et commodité de la poste et des couriers Russes, qui vont et viennent aux frontières de la Russie. C'est à quoi la Cour Impériale de Russie s'engage pareillement do son côté.

Art. LXXVII. Comme dans l'article onze du Traité de Cainardgé et dans le sixième article de la convention explicatoire il a été arrêté, que le commerce Russe jôuira de tous les droits et priviléges, qui sont accordés dans les Capitulations Françaises et Anglaises; et quoiqu'une partie de ces Capitulations ait été insérée dans ce Traité pour autant, qu'elles ont du rapport au commerco Russe, cependant les deux Hautes Parties contractantes s'engagent eu outre de laisser dans leur force mémo ceux des articles des Capitulations qui ne sont pas insérés ici, pour l'avantage des sujets Russes. En conséquenco la Sublime Porte confirme aux sujets Russes tout co qui est renfermé dans les Capitulations avec les Vénitiens, vu qu'elles sont appropriées aux Français dans leurs Capitulations avec la Porte en défendant au reste à tous et chacun de n'opposer aucun obstacle ni chicane à l'exécution de ce Traité avec la Cour Impériale Russe.

Art. LXXVIII. Tous les Gouverneurs, Amiraux, Vicaires, Cadis, Directeurs de douane, Capitaines de la Marine, et en général tous les habitans de l'Empire Ottoman, ainsi que tous les sujets Russes de toute Condition, seront tenus de remplir le présent Traité aveo toute l'exactitude possible et sans y porter la moindre atteinte. Si quelqu'un s'y oppose, ou témoigne de la mauvaise volonté dans son exécution, il sera déclaré rebelle et criminel et puni comme tel sans délai, pour servir d'exemple aux autres.

Art. LXXIX. Pareillement les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point contrevenir au présent Traité, et les Gouverneurs, Commandans, Cadis, Douaniers, Voivodes, Mousselimes, Officiers et autres personnes employées dans l'Empire Ottoman, ne doivent pas contrevenir à ce Traité, ct si de part ou d'autre on l'enfreint en inquiétant quelqu'un, soit de parole ou par faits, les sujets Russes seront punis par les Consuls ou leurs chefs, conformément à ce Traité, tout comme la Sublime Porte s'engage à avoir soin que ses sujets soient punis sur les repré-

1783 sentations du Ministre ou des Consuls Russes et après un examen suffisant de l'affaire, si le cas l'exige.

Art. LXXX. En outre la Cour Impériale de Russie, pour témoigner l'amitié particulière qu'Elle porte à la Sublime Porte promet par le présent article de donner en toute occasion aux sujets de la Porte toute sorte de secours, quant à leurs affaires mercantiles dans les ports de Russie, pour étendre le commerce réciproque, ainsi que leur accorder toute justice dans les Tribunaux.

Art. LXXXI. Au reste comme la Cour Impériale de Russie, en s'accordant dans ce Traité de commerce sur les droits de douane et autres stipulations en faveur de ses sujets commerçants dans les États de la Porte Ottomane ne demande rien autre chose que les mêmes avantages et une parfaite égalité avec les nations favorisées dans les États de la Porte, à quoi la Porte s'est déjà engagée par l'article onze du Traité de paix de Cainardgè et le sixième article de la convention explicatoire, les sujets de la Porte, pour ce qui est de leur commerce dans les ports de Russie, ne pourront pareillement exiger autre chose sinon une parfaite égalité avec les nations les plus favorisées en Russie, et ne payeront par conséquent dans les États de Russie, qu'exactement les mêmes droits que payent les Anglais et les autres nations les plus amies, d'après les tarifs établis en Russie.

Le présent Traité de commerce sera tant de la part de S. M. Imp. la Très-Auguste et Très-Puissante Impératrice et Souveraine de toutes les Russies, que de celle de Sa Hautesse le Sultan Ottoman confirmé et ratifié par des Ratifications solennelles, signées et écrites de la manière usitée, qui seront echangées à Constantinople le plutôt possible et au plus tard dans l'espace de quatre mois, à compter du jour de la conclusion de ce Traité, duquel les Plénipotentiaires respectifs ayant fait deux exemplaires d'un contenu égal, les ont signés de leurs mains, cacheté de leurs cachets et échangé entr'eux.

Fait à Constantinople ce dix de Juin l'an 1783.

(L. S.) L'original russe signé :

Jacques de Boulhakow.

Ce Traité de commerce a été ratifié par S. M. Imp. ainsi que par Sa Hautesse et les Ratifications ont été échangées selon l'usage ordinaire par les Plénipotentiaires respectifs le 21 Septembre 1783.

55.

1783

8 Août 1783.

Sened de la Porte, en faveur des sujets autrichiens, pour les soustraire aux hostilités des corsaires des régences de Barbarie.

(Constantinople 9 Ramasan 1197.)

(Raccolta dei Trattati colla Porta Ottomana, Vienna 1844, p. 44.)

Sened, in Betreff der 3 Barbaresken-Cantone von Seite der hohen Pforte an den österr. Kaiserhof ausgefolgt im J. 1197 der Hidschret, d. i. 1783 n. Chr.

Im Namen des Allerheiligsten und Allerhöchsten!

Die Veranlassung zu dieser Ausfertigung war folgende:

Der gegen die hohe Pforte von Alters her freundnachbarlich gesinnte österr. Kaiserhof hat durch Vermittlung seines Gesandten, unseres Freundes, das Ersuchen um Erfolglassung eines besiegelten Sened's gestellt, worin von Seiten der hohen Pforte die Sicherung der österreichischen Handelsschiffe vor den Korsaren der Barbaresken-Kantone, und die Vergütung des ihnen durch diese etwa zugefügten Schadens verheissen werden sollte. Nachdem es sich nun als eine ausgemachte Sache herausstellte, dass die Regelung dieser Angelegenheit, die wechselseitigen freundschaftlichen Beziehungen nicht anders als befördern könne, so sind hierwegen nachstehende Bestimmungen festgesetzt worden:

1. Alle österr. Kauffahrer und Unterthanen sollen, wie es bis heutigen Tages geschehen, unter der Flagge und mit den Patenten ihres Hofes sicher, ruhig, ungestört und unangefochten den Handelsverkehr treiben; die hohe Pforte verspricht und verbürgt feierlich deren künftige Sicherheit gegen die Angriffe sowohl der zu ihren Barbaresken-Kantonen gehörigen Korsaren als auch ihrer andern Piraten.

2. Wie es am Schlusse des 11. Artikels des zu Belgrad abgeschlossenen Vertrages lautet, sollen in jedem Falle, wo Korsaren gegen die Friedensbedingnisse zu handeln sich erdreisten, die von ihnen geraubten Güter und Gegenstände zurückgestellt, die durch sie verursachten Schäden ersetzt, und die Individuen die sie gefangen nahmen, wieder in Freiheit gesetzt, an ihnen

1783 selbst aber zum warnenden Beispiel für alle andern Verbrecher, nach der Strenge des Gesetzes die Strafe vollzogen werden. Diese Bestimmung findet, eben so wie auf die übrigen Unterthanen des osmanischen Hofes, auch auf die in den Barbaresken-Kantonen befindlichen ihre Anwendung.

3. Von Seite des osmanischen Hofes wird zuversichtlich das Versprechen geleistet und die Verpflichtung übernommen, für jeglichen Schaden, der nach dem Erscheinen des, vom Anfang des Monats Rebiul-ewwel d. J. datirten Sened's von den Korsaren aus den Barbaresken-Kantonen oder aus andern osmanischen Provinzen den österr. Kauffahrern zugefügt worden ist, oder späterhin noch zugefügt werden sollte, den Ersatz leisten zu machen, und das Entgeld zu gewähren, nach dem rücksichtlich der geschehenen Beschädigungen getroffenen Uebereinkommen.

Die hohe Pforte verheisst in förmlicher Weise, nach den in dieser Beziehung vorkommenden Reklamationen der österr. Gesandten, dahin zu wirken, damit unverzüglich die von den Korsaren geraubten Güter und Gegenstände zurückgestellt, die durch sie veranlassten Schäden ersetzt, und die von ihnen gefangen genommenen Individuen in Freiheit gesetzt, an diesen verbrecherischen Korsaren selbst aber nach der Strenge des Gesetzes die gebührenden Strafen vollzogen werden.

4. Für den nicht zu vermuthenden Fall, als man die vorstehenden befriedigenden Bestimmungen nicht vollständig und durchgehends in Ausübung gebracht sehen sollte, verspricht die hohe Pforte gleichfalls, für die, österr. Handelsschiffen geraubten Güter, nach Verlauf von 6 Monaten nach der hierwegen eingelegten Reklamation des kais. österr. Gesandten, oder wo möglich noch früher, aus dem eigenen Schatze bar und ohne irgend einen Aufschub den Ersatz zu leisten.

Bei dem unwandelbaren Willen der h. Pforte, diesem Versprechen vollkommen Genüge zu leisten, ist die Möglichkeit eines Vorenthalts jener Ersatzleistungen wohl ohnehin nicht anzunehmen, um indessen für den Bestand dieses ihres Willens den kräftigsten Beweis zu liefern, so wird von Seite der osmanischen Regierung für den etwaigen Fall einer solchen Nichtentschädigung dem österr. Kaiserhofe das offenbare Recht zuerkannt, nach Ablauf jener 6 Monate, die hinsichtlich des Ersatzes der den österr. Unterthanen geraubten Güter anberaumt sind, zu Repressalien zu schreiten, und diese nach vorhergegangener Verständigung der h. Pforte, in den osmanischen Grenzprovinzen in Anwendung zu bringen.

Gegeben den 9 Ramasan 1197 in der wohlbewahrten Konstantinopolis. 1783

(L. S.) Unterzeichnet:

Der auf Gott den Allergnädigsten vertrauende

Chalil Hamid, Grossvesir.

56.

30 Septembre 1783.

Patente de Frédéric Prince Évêque d'Osnabruck sur l'abolition du droit de retraite et de détraction entre l'Evêché d'Osnabruck et l'Autriche.

(Archives de Hormayr pour 1810.)

Friedrich, von Gottes Gnaden, königlicher Prinz von Grossbritannien, Frankreich und Irland, Bischof zu Osnabrück, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc. urkunden und bekennen für Uns und Unsere Nachfolger am Stifte Osnabrück, dass Wir in mildestem Betracht der Beschwernisse, welche mit den bis anher üblichen von den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen, auch in Erbschafts- und andern Fällen, gefoderten Abschoss- oder Abzugsgeldern verknüpfet sind, mit Seiner kaiserlichen auch königlich Ungarischen und Böhmischen Majestät, auf deren Antrag, Uns dahin vereinbaret haben, sothanes Abschoss- oder Abzugsrecht, soweit solches bis hiezu in die bischöfliche Casse eingeflossen ist, zwischen dem Hochstifte Osnabrück eines und den kaiserl. königlichen Staaten und Landen andern Theiles hinführo gänzlich abzustellen und aufzuheben. Thun auch solches hiemit dergestalt und also, dass von den Eingesessenen des Hochstifts Osnabrück, welche in die kais. königlichen Länder mit wesentlicher Wohnung und mit ihren Gütern sich begeben, auch von den Eingesessenen der kais. königlichen Länder, welche im Hochstifte Osnabrück Erbschaften zu erheben haben, und solche in die kais. kön. Länder bringen und transportiren, keine in die bischöfliche Casse bisher geflossene Abschoss- Zehent- oder Abzugsgelder wie die Nahmen haben, gefordert oder beygetrieben werden sollen. Wir versichern daneben, dass die reciproque Aufhebung mehr besagter Abschoss- Zehent- und Abzugsgelder

1783 sich, vorbeschriebener Massen, nicht nur ausdrücklich auf die Emigrations- und auf die sowohl künftigen, als bereits von beyden Theilen abhängigen, hierunter nahmentlich mit einbegriffenen Erbschafts- sondern auch auf alle sonstige Fälle erstrecken solle, in welchen etwa hiebevor, dem Herkommen nach, oder per modum Retorsionis, die Erlegung dergleichen Gelder, unter welchem Nahmen es geschehen seyn mag, im Hochstifte Osnabrück gebräuchlich gewesen.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und beigedruckten Insiegels. So geschehen Osnabrück den 30. September 1783.

(L. S.) *Friderick.*

Lud. Bussche.

57.

16 Octobre 1783.

Substance du traité d'amitié entre l'Empereur Joseph II et l'Empereur de Maroc.

(*Martens,* Recueil des traités, t. III, p. 705. Storia dell' Anno 1783, p. 209.)

Art. I. Li sudditi goderanno dall' una, e dall' altra parte la libertà de commercio, e della navigazione ne' due Imperj.

Art. II. Sarà ad essi permesso d'introdurre e di estraere ogni specie di merci senza eccezione.

Art. III. Non si pagherà sennon il 3 per 100 alle rispettive Dogane.

Art. IV. Se ragioni importanti facessero aumentare simil gabella, giammai potrà oltrepassare il 5 per cento.

Art. V. La Bandiera Imperiale sarà rispettata dai Corsari Marochini, i quali in caso di contravenzione saranno condannati non solo alla restituzione della presa, ma altresi a tutti i danni, e spese.

Art. VI. I Legni Imperiali, che investissero, o facessero naufragio sulle Coste di Marocco averanno ogni possibile soccorso dagli abitanti di quell' Impero.

Art. VII. Questo Trattato sussisterà anco nel caso in cui S. M. Marocchiana si trovasse in guerra con gl' inimici della Casa

di Austria; ed i sudditi degli due Imperj fatti prigionieri in tal' occasione pagheranno per riscatto sole 30 piastre per ogni testa. Tutti i Trattati da concludersi in avvenire saranno scritti in latino per comodo delle due Corti. 1783

58.

16 Octobre 1783.

Firman de la Porte, adressé au prince de la Walachie, sur le mode de réception d'un chargé d'affaires autrichien.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 702.)

Dem berühmten unter den Fürsten vom Volke des Messias Woywoden der Wallachey, Michael dem Woywoden, dessen Ende beglückt sey.

Bey Ansicht dieses meines höchsten und Kaiserlichen Befehls sollt ihr wissen, wie der angesehendste Herr unter den Grossen des christlichen Volkes, der Herr Baron Herbert Rathkal bei meiner Erhabenen Pforte residirender Kaiserliche Internuntius (dessen Ende beglückt sey) eine Denkschrift an dieselbe überreicht hat, durch deren Inhalt nach der Uebersetzung er erklärt: dass, um den Kaufleuten, die Unterthanen Sr. Maj. des Römischen Kaisers sind, die des Handels wegen beständig durch die Landschaften Wallachey und Moldau, und durch die Strassen der Donau hin und her gehen, Beystand und Schutz zu verschaffen, gemeldete Se. kais. Majestät in vorigem Jahr in diese Gegenden geschickt habe, den Berühmten unter den Obersten des Volkes Messias Raicewich, wirklichen Sekretair des Kaiserlichen Hofes (dessen Klugheit vermehrt werde): und dass so wie der Handel immer wächst und sich mehret, so auch zur guten Ordnung in den Angelegenheiten des Handels, und zur Sicherheit der deutschen Kaufleute, die hin und her reisen, und sich daselbst einfinden, desgleichen um ihnen ihren Handel und den Geschäften Hülfe und Beystand zu leisten, er von gemeldetem kaiserlichen Hofe zu seinem Geschäftsträger bestimmt sey; und obgleich der Beystand und die gute Behandlung, die der Person des gemeldeten Sekretärs von den Woywoden der Wallachey und Moldau bisher bewiesen worden, Ursache gebe zufrieden zu seyn, so ver-

1783 lange doch, damit es ihm in nichts an dem Schutz und der Achtung fehle, die sein Amt der Gewohnheit nach erfordert, gemeldeter Kaiserlicher Hof von uns freundschaftlich, dass sowohl Euch, der ihr erwähnter Woywode seyd, als den Woywoden der Moldau Befehl gehen werde, damit alle Behandlungen, Freyheiten, Vorrechte, Nachsichten und Gebräuche, die durch Kaiserliche Kapitulationen in Ansehung der Consuln und Geschäftsträger gesagten Kaiserlichen Hofes ausgemacht sind, auch gegen gemeldeten beobachtet werden; wobey gedachter Minister anzeigt, dass dieses Gesuch bloss dahin ziele, den Handel und die Freundschaft, die sich zwischen beyderseits Unterthanen findet, und den Vortheil beyder Höfe immer mehr zu sichern, und zu befestigen; wozu folglich besondre Ausfertigungen meiner beiden edlen Befehle, eine an Euch, und eine an den oberwähnten Woywoden der Moldau erforderlich sind. Da es nun Pflicht ist, sich dem Hof von Deutschland gefällig zu beweisen, der einer der grossmüthigsten Höfe, ein alter und aufrichtiger Freund und ein Nachbar meiner glänzenden Pforte ist; da dessen vollkommene Aufrichtigkeit und Rechtschaffenheit gegen dieselbe augenscheinlich erhellt; da es ferner von grösster Wichtigkeit ist, die Angelegenheiten desselben, wie es die Kaiserlichen Kapitulationen erfordern, zu befördern und zu erleichtern; und es sich überdem klar und augenscheinlich zeigt, wie sehr es mein Kayserlicher Wunsch und Wille sey, nach dem strengen Inhalt der Kaiserlichen Kapitulationen, dessen Verlangen und Forderungen zu willfahren, dem Handel desselben, der eine Frucht des gesegneten Friedens ist, Lauf zu geben, und den Unterthanen und Kaufleuten desselhen, die hin und her gehen, nach Inhalt der Kaiserlichen Kapitulationen Hülfe und Beystand zu verschaffen; da endlich aus der obbemeldeten Denkschrift des erwähnten Ministers erhellet, dass die gute Ordnung ihres Handels von der guten Behandlung und der Achtung abhängt, die man gesagten Minister erzeigt: so sollt Ihr, der Ihr gedachter Woywode seyd, wissen, es sei mein Kaiserlicher Befehl, dass Ihr alle Sorge tragt und allen Fleiss anwendet, auf alles, was nach Inhalt der Kayserlichen Kapitulationen, die gute Behandlung, Achtung und Ehrfurcht für die Würde und das Amt des gemeldeten Geschäftsträgers betrifft; wobei es nicht nöthig seyn wird, Euch es weiter zu erklären und auszulegen, wie weit es meine Verbindlichkeit, Absicht und mein Kaiserlicher Wille sey, dem obgedachten Kaiserlichen Hof zu willfahren, und die in den Kaiserlichen Kapitulationen zwischen beiden Höfen festgesetzten Bedingungen in Ausübung zu bringen: Ihr sollt allen Eifer,

allen euren Fleiss und die grösste Sorgfalt anwenden, dass die 1783
Würde des gemeldeten Geschäftsträgers, der den Auftrag hat, auf den Handel und die Angelegenheiten der Kaiserlichen Kaufleute zu sehen, geehrt und geschätzt, und dass ihm Kraft der Kaiserlichen Kapitulationen aller Beystand und Schutz geleistet werde. Zu dem Ende ist gegenwärtiger höchster Befehl ausgegangen, vermöge dessen ich will und befehle, dass ihr nach Ansicht desselben alle eure Anstalten genau nach dem Inhalte dieses meines Kaiserlichen Befehls einrichtet, dem alle Unterwürfigkeit, Ehrfurcht und Gehorsam gebührt, und Euch auf alle Weise jeder Handlung enthaltet, die demselben entgegen ist, Euch auch hütet, dagegen zu fehlen. Darnach sollt Ihr Euch zu achten wissen, und meinen edlen Kaiserlichen Handzuge völlige Treue beweisen.

Gegeben in meinem beschützten Wohnsitze zu Constantinopel gegen die Mitte des Mondes Zilcadead im Jahre 1191, welches eintrifft mit dem 16. October 1783.

59.

1784.

Traité de paix avec le Maroc 1784

(Dabantur die 10 Mensis Redschab, anno 1198=1784.)

(Traduction authentique, d'après une copie, qui se trouve aux Archives du ministère des affaires étrangères à Vienne.)

Uebersetzung des Marokkanischen Friedenstraktats.

In nomine Dei,
non est virtus, neque potentia, nisi in Deo.

Haec est collectio articulorum pacis, quos Dominus et Princeps noster, in Deo victoriosus, Sidi Mohammed Filius Abdallahi, Mauritaniae Rex, cum Magno Germaniae Imperatore, Josepho Secundo, Romanorum Caesare, Germaniae, Hierosolymarum, Hungariae et annexarum provinciarum Rege stabilivit, quos ambae partes approbarunt, et de quibus convenerunt, et potentia Dei et volente divino numine perpetuo durent, neque aliud augmentum in hisce articulis locum habeat, nisi ad corroborandam exinde magis, et manifestandam amicitiam, et ut subditi utriusque

1784 partis mercaturam terra marique tute et secure exerceant; articuli itaque, de quibus ambae partes convenerant, sunt sequentes:

Art. I. Utriusque partis subditi amice atque pacifice inter se tractent, nequo terra, neque mari se infestent, quin omnibus in rebus ubi opus fuerit, ultronee ac fraterne unus alteri assistat.

Art. II. Si navis in bellum armata, mercatoriae navi (in mari) obviam facta, illius documenta perquirere voluerit, pro inspiciendis litteris Patentibus (Passaporto) duos solummodo homines cum scapba mittat.

Art. III. Si nostra navis bellica (Korsar) navi mercatoriae Imperatoris occurrit, navis mercatoria ostendat illi litteras Patentes, et bomines maneant in scapba, neque ullus navim conscendat, ne navis caesarea ad observandum tempus in portibus Europae, sanitati expcriendae praescriptum adstringi debeat.

Art. IV. Nonnisi navibus bellicis licitum sit litterarum patentium inquisitionem instituere, dum obviam venerint navi mercatoriae in mari, combinando particulam litterarum Patentium (Scontrini) sicuti hoc notum est.

Art. V. Si navis unius partis procellis agitata, in portum, vel in litus maris illisa fuerit, quidquid ex mercibus navi oneratum fuerit, securum, tutumque maneat, incolaeque loci ibi commorantes, salvandis cum mercibus navi, tum hominibus invigilent, et omne id, quo opus babuerit, suppeditent; et navi e periculo liberatae necessarias res praebeant, ut iter prosequi possit.

Art. VI. Nullus unquam subditus unius contrahentium partis in servitutem ab altera trahi poterit, et si quis in navi bostili deprehensus fuerit, neque ille ut captivus, neque merces ejus detineantur, si comprobatum fuerit, unius contrahentium partium esse subditum, neque ab illo aliquid nec modicum, nec multum exigatur.

Art. VII. Mercatoribus Caesareis qualescunque portus nostros, sicuti Mercatoribus et navibus nostris portus caesareos libere adeundi aequa datur facultas, et praefectus portus attendat illis mercatoribus, qui (in portum) intrant, eodem modo, sicut aliis nationibus; in iisdem portubus mercatores merces suas vendere, et alias coemere poterunt, neque praeter solitum vectigal quidpiam pendant.

Art. VIII. De omnibus mercibus, quas mercatores Caesarei in portus nostros invebent, nihil praeter dimidiam partem vectigalis pendent, de illis (mercibus) tantum, quae in ditionibus caesareis fabricantur, sed de reliquis mercibus totum solvatur vectigal, quod amicae nationes Christianae solvere solent; de merci-

bus vero, quae non exonerantur, et quas mercator abducere vult, nullum solvatur vectigal. 1784

Art. IX. Si consul Caesareus, aut Vicarius in unum ex portubus nostris venerit, ut curam navium suarum et negotiorum habeat, quae ad Subditos caesareos spectant, honorifice excipiatur, domus ejus immunis sit, vexillumque (consulare) figat, quemadmodum id Consules nationum, quas inter et nos pax intercedit. Et si controversia inter illos subditos exoritur, consulis, qui in ditionibus nostris fuerit, Jurisdictioni subsint.

Art. X. Nullum bellum cum alia natione Christiana, aut Mohammedanica exortum, pacem inter nostram et Caesaream Aulam, illarumque subditos turbet, sed amicitia maneat; Si eveniat, ut una contrahentium pars cum aliis nationibus bello implicetur, nullo id pacto impediat quo minus una contrahentium pars jure suo gaudeat, in mari commeandi vel mercaturam exercendi, et naves quascunque, mercibus quibuscunque una cum hominibus onerandi, quemadmodum id pleno pacis tempore fieri solet; ac pariter si aliqua navis, alterius navi obviam facta, merces navi impositas postulaverit, eas sine vacillatione juxta verum pretium registro comprobatum cedat, additis etiam una cum expensis, et lucro duodecim per centum.

Art. XI. Si per noctium dierumque decursum, quod Deus benigne avertat, praeter omnem spem utriusque partis, Pax atque amicitia in bellum permutetur, nulla contrahentium pars ab altera ante Semestre molestetur, et si quis subditorum unius contrahentium partis in alterius ditione fuerit, ipse resque suae etiam post elapsum semestre in tuto maneant, donec in regionem suam revertatur, neque aliquid de mercibus suis in ditione alterius amittat juxta leges justitiae.

Art. XII. Praesentis perpetuae amicitiae, atque commercii inter utramque partem firmatos articulos virtute Dei non destruat res ulla, quae in posterum tempus evenire poterit, et in illis, volente Deo, neque augmentum, neque decrementum locum habeat. Ceterum pax.

Dabantur die 10 Mensis Redscheb, Anno 1198=1784.

60.

20 Janvier 1784.

1784 Convention entre l'Empereur Joseph II et la cour de Rome.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 732.)

Convention zwischen Kaiser Joseph II und Pabst Pius dem VI geschlossen zu Rom den 20. Januar 1784.

Im Namen Christi Amen!

Der heilige Vater in Christo, Pabst Pius VI beseelt von dem thätigsten Eifer für die seinem geistlichen Hirten-Amte aufliegenden Pflichten, für das Heil der Seelen und die Wohlfahrt der Völker zu sorgen, ist, nach verschiedenen vorgängigen Conferenzen mit Sr. kais. apost. Maj. Joseph dem II, Römischen Kaiser, nach gegenseitiger Bewilligung, und zum Zeugniss einer wahren und dauerhaften Freundschaft über folgende freundschaftliche Convention übereingekommen:

Ernennung an den Cathedral-Kirchen etc.

Art. I. So. Heiligkeit cediren mit ihrer völligen apostolischen Macht, und im Namen des heiligen Stuhls, obbelobter kaiserl. Maj. als Herzoge von Mailand und Mantua, nnd seinen Nachfolgern in besagten Herzogthümern, die bisher von dem Römischen Stuhle ausgeübte Ernennung an den Cathedral- und Metropolitan-Kirchen, in den Abteyen oder Klöstern, Prioraten und Präposituren, nnd zu andern Conventual-Würden, zu dem Generalamt aller Orden, wie auch zu den Würden nach den Oberpriestern in erwähnten Cathedral- und Metropolitan Kirchen, und zu der Prinzipalwürde in den Collegiaten der Städte und Oerter in den Herzogthümern Mayland und Mantua, welche gegenwärtig wirklich unter der zeitigen Oberherrschaft Sr. kais. Maj., als Herzogs, stehen. Ferner überlässt der heil. Vater dem Kaiser auf immer dasselbe Ernennungsrecht zu geringern geistlichen Aemtern, Canonicaten, Pfarreyen und zu allen andern Kirchlichen Beneficien (diejenigen, welche unter vermischten oder dem Patronat-Rechte der Layen allein stehen, ausgenommen) oder Messen, welche vormals dem heiligen Stuhle zugehörten, ohne jedoch die Rechte der ordinirten Geistlichen zn den andern Messen geschmälert werden dürfen.

Eigenschaft der zu Wählenden.

Art. II. An den Cathedral- und Metropolitan-Kirchen sollen immer die würdigsten Subjekte gewählt werden, welche nach

alter gebräuchlicher Gewohnheit in Rom examinirt werden 1784
müssen.

Wahl der würdigsten Seelsorger.

Art. III. Ebenfalls sollen zu Seelsorgern, zu theologischen und Penitentiair-Prähenden nach vorgängiger gewöhnlicher Concurrenz der Canditaten, wie dieselben nemlich das heilige Concilium zu Trient bestimmt hat, nur diejenigen gewählt werden, welche am würdigsten befunden sind.

Ertheilung der Bullen für die Berufenen.

Art. IV. An alle Personen, welche erwähntermassen an die Cathedral- und Metropolitan-Kirchen und zu andern Beneficien, die Pfarreyen ausgenommen, berufen sind, sollen die gewöhnlichen Bullen zur gebränchlichen bestimmten Zeit, vom Tage ihrer Ernennung an zu rechnen, geschickt werden, und sie die gewöhnlichen Abgaben und Schuldigkeiten dafür entrichten; wovon jedoch die Beneficien ausgenommen sind, welche nach der Concurrenz der Candidaten verliehen werden, als bey denen nemlich der Pabst sein ehemaliges Einführungsrecht den Bischöfen einräumet.

Vorzug der Eingebornen.

Art. V. Se. Heiligkeit haben keinen Zweifel, dass Ihro k. k. Majestät und deren Nachfolger, bei besagten Ernennungen und Ertheilungen der schon einmal festgesetzten und noch nicht vergehenen auf die Kirchengüter angewiesenen Pensionen ihre eigenen Unterthanen in oberwähnten Herzogthümern Mayland und Mantua, und die, so jetzt dem heiligen Stuhle dienen, beständig vorziehen werden.

Festhaltung des Vertrages.

Art. VI. Se. Heiligkeit und k. k. Majestät verpflichten sich beiderseits für sich und ihre Nachfolger, die in diesem freundschaftlichen Vertrage enthaltenen Punkte genau zu beobachten, und auf immer unverletzt zu erhalten.

Gegeben zu Rom den 20. Januar 1784.

(Unterschrieben) *Pius VI* Pabst.

61.

24 Février 1784.

1784 Édit de la Porte ottomane, pour favoriser le commerce de l'Autriche.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 720. Raccolta dei Trattati colla Porta Ottomana, p. 50.)

Uebersetzung des Sineds der Türkischen Pforte, welcher die künftigen Begünstigungen der Handlung der kais. kön. Unterthanen in der Türkei betrifft, vom 24. Februar 1784.

Im Namen des Allerhöchsten.

Die Ursache, warum gegenwärtiges Instrument ist aufgerichtet worden, besteht in folgendem: Es hat nemlich der k. k. Gesandte, unser Freund, in einem von Seiten seines Hofes überreichten Memoire sich auf die Clauseln des eilften Artikels des Belgrader Vertrages gestützet, und um einige Veranstaltungen zum Vortheile der K. Kön. Kaufleute und Unterthanen in den der Ottomannischen Botmässigkeit unterworfenen Ländern angesuchet. Nach der Prüfung des Memoire liegt am Tage, dass der angeführte eilfte Artikel wirklich zur Grundlage des k. kön. Begehrens diene, also Kraft der in dem Memoire enthaltenen ausdrücklichen Versicherung, dass nemlich alle Türkischen Schiffe und Unterthanen, welche in dem ganzen Umfange der k. kön. Staaten zu Lande, zur See oder auf den Flüssen Handlung treiben, sich eben der Freiheiten und Privilegien zu erfreuen haben sollen, welche die am meisten begünstigten Nationen geniessen, hat die glänzende Pforte, welche sich stets äusserst angelegen seyn liess, alles aufrichtig zu erfüllen, was sie durch die Verträge gelobet hatte, und die jederzeit beflissen war, dem Kaiserlichen Hofe, ihrem alten Freunde und Nachbarn unzweideutige Beweise von ihren aufrichtigen Gesinnungen und von ihrer vollkommenen Freundschaft zu geben, sich durch gegenwärtigen Sined zur pünktlichen Erfüllung folgender Artikel und Bedingungen feyerlich zu verbinden entschlossen, welche in Zukunft zur unveränderlichen Richtschnur und Vorschrift der Behandlung deutscher Nation dienen, und eben die Kraft und Wirkung als der Belgrader Vertrag selbst haben sollen.

Traités confirmés.

Art. I. Der zu Passarowitz $\frac{1718}{1132}$ unterzeichnete und zur Grundlage des erwähnten Belgrader Vertrages angenommene Hand-

lungsvergleich soll gebührendermassen in den gesammten Staaten des Ottomannischen Reiches gegen die k. kön. Unterthanen und Handelsleute beobachtet, aufrecht erhalten, und nicht die geringste Verletzung oder Abweichung von demselben von Seiten der glänzenden Pforte gestattet werden. Was aber die Handlung auf den Flüssen nnd zur See betrifft, da hat man sich nach dem sechsten Artikel dieses gegenwärtigen Sineds zu achten. 1784

Droits d'Importation et d'Exportation.

Art. II. Die Pforte bestätiget wiederum aufs neue ihre alten Verträge in Betracht der zu entrichtenden Mautgebühren der deutschen Handelsleute und Unterthanen. Es sollen dieselben nämlich für alle Waaren und Güter, die sie in den Ottomannischen Staaten zum Verkauf einführen, entweder an dem Orte ihrer Einfuhr, oder auf dem Platze ihrer Bestimmung nur ein einziges mahl und zwar nicht mehr als 3 für hundert Mautgebühr erlegen; auf gleiche Art sollen sie für die in den Ottomannischen Ländern zur Ausfuhr erkaufte, und nicht verbotene Waaren nur einmal und an einem einzigen Orte drei für hundert entrichten, so zwar, dass die Handlung der deutschen Kaufleute sowohl bei der Ein- als Ausfuhr von allen übrigen, besonders aber von dem Mastarie, Kassahye, Bedeat, Ressuu, Hndamye, Reft, Bag, Jassak-Kule und andern dergleichen Abgaben frei und ausgenommen sey. Ob nun gleich die hieher gehörigen Einrichtungen in dem Passarowitzer Handlungsvertrage klar und ausdrücklich festgesetzt sind; so hat dennoch der Gesandte vorgestellet, es hätten sich durch Verlauf der Zeit sowohl überhaupt in den Ottomannischen Staaten als besonders in den Fürstenthümern der Moldau und Wallachey, verschiedene Missbräuche gegen den eingeführten Gebrauch eingeschlichen. Diesen zu begegnen, bekräftiget also die glänzende Pforte förmlich gegenwärtige Einrichtung, damit sie in Zukunft in dem ganzen Ottomannischen Reiche auf das pünktlichste beobachtet werde.

Liberté du Trafic.

Art. III. Die deutschen Unterthanen und Handelsleute sollen sowohl bei der Ein- als Ausfuhr ihrer nicht verbotenen Waaren, wie auch im Kaufe und Verkaufe einer gänzlichen Freiheit geniessen, und soll ihnen daher von Seite der privilegirten Corps, von Gesellschaften, Monopolisten, oder wer es nur seyn möge, weder öffentlich noch heimlich das mindeste in den Weg geleget, noch sie Kaufes oder Verkaufes wegen von türkischen Unterthanen mit Strafe oder Züchtigung behandelt werden. Es soll auch keineswegs erlaubt seyn, dass ein türkischer Unterthan oder Kaufmann,

1784 wenn er von deutschen Handelsleuten einige Waaren erkauft hätte, unter diesem Vorwande von den privilegirten Corps oder Monopolisten belästiget oder misshandelt werde. Zu diesem Ende soll allen und jeden Befehlshabern der Provinzen, Meere und Küsten, Mautvorstehern und andern Beamten durch deutliche Fermane die Vollziehung des gegenwärtigen Sineds aufgetragen werden, der die Art und Weise enthält, mit welcher die in den Ottomannischen Staaten ankommenden, abgehenden oder in denselben verweilenden k. k. Unterthanen zu behandeln sind: und damit sich auch zugleich die gegenwärtigen Minister, Consuln, Agenten und Gränzbefehlshaber darnach verhalten können, so sollen dem k. kön. Hofe die Abschriften dieser Fermane mitgetheilt werden.

Libre passage par mer et par terre.

Art. IV. Um allem Anstande und Zweifel zuvorzukommen, welcher etwa bei den Befehlshabern und Obrigkeiten der Provinzen in Ansehung des Handels zur See und auf den Flüssen entstehen könnte; so erklärt die Pforte, dass es Kraft der Verträge den k. kön. Unterthanen und Kaufleuten frei stehen soll, mit ihren Pässen in allen Ländern und Provinzen des Ottomannischen Reiches zu Meer und auf den Flüssen hin und her zu reisen, ihren Handel zu treiben, wie auch zu Land, zur See und auf den Flüssen, wo sie es für schicklich finden anzulanden, und nach bezahltem gewöhnlichen Zollgebür ihre Waaren aus- und andere nicht verbotene dafür wieder einzuladen.

Traitement de la nation la plus favorisée.

Art. V. Die glänzende Pforte erklärt ferner, dass der k. k. Hof dem Belgrader und Passarowitzer Handlungsvertrage zufolge, und in Rücksicht auf das gute Einverständniss zwischen beiden Höfen berechtiget sey, auch für seine Unterthanen ohne Ausnahme eben die Freiheiten, Vortheile und Begünstigungen zu fordern, deren andere Fränkische Nationen, namentlich aber die Franzosen, Engländer, Holländer und Russen oder irgend eine andere noch mehr begünstigte Nation geniessen, oder künftig geniessen werden.

Navigation sous pavillon Autrichien.

Art. VI. Den k. k. Unterthanen und Kaufleuten soll ungeachtet der in dem Passarowitzer Handlungsvertrage enthaltenen Ausnahme dennoch freistehen, mit ihren eigenen Flaggen, Fahrzeugen und Matrosen Handlungshalber aus den Flüssen in die See, und wieder aus der See in die Flüsse zu schiffen, und sollen dieselben nach einmal entrichteter Mautgebühr für alle ein-

und auszuführenden Waaren zu nichts anderem mehr angehalten 1784
werden.

Même par le Canal de la mer noire.

Art. VII. Der Durchgang der deutschen Kaufleute und Unterthanen längst den Küsten durch die Canäle und Meerengen des Ottomannischen Reiches, namentlich aber durch den Canal des schwarzen Meeres soll frey und von allen Abgaben ausgenommen seyn, diese Handelsleute mögen nun aus den k. k. Staaten in fremde Lande, oder aus fremden Landen in die k. kön. Staaten mit k. k. Flagge zur See oder auf den Flüssen hin und herkommen. Auch sollen sie keineswegs belästiget oder zur Ausladung ihrer Waaren verhalten werden; für die aber unterwegs freywillig zum Verkaufe ans Land gebrachte Güter sollen sie ausser den vorgeschriebenen Mautgebühren sonst keine Auflage zu entrichten haben; doch ist wohl zu beobachten, dass diese Fahrzeuge nicht grösser seyn, als die den Russen bewilligten Kauffartheischiffe. So soll auch den K. Kön. Unterthanen und Kaufleuten in Ansehung, dass solche dem k. k. Hofe, als dem aufrichtigsten Freunde der glänzenden Pforte zugehören, während ihres Durchzuges durch die Ottomannischen Staaten freundschaftlicher Beistand und Hülfe geleistet werden. In Erwägung aber, dass die auf den Flüssen üblichen Fahrzeuge überhaupt wenig oder gar nicht zur Seefahrt tauglich sind, soll es frei und erlaubt seyn, bei Ankunft dieser Fahrzeuge an unweit von der See gelegenen Orten, die gefrachteten Waaren auf andere Schiffe zu überladen, die das schwarze Meer befahren, ohne deswegen zur Entrichtung irgend einer Gebühr verbunden zu seyn.

Disputes à terminer à l'amiable.

Art. VIII. Wofern bei Vollziehung entweder eines oder des andern Artikels des gegenwärtigen Sineds, besonders aber, was die verbotenen Waaren oder einige Handlungsbedingungen des Passarowitzer und Belgrader Vertrages anlanget, einige Schwierigkeiten entstehen sollten; so erbietet sich die glänzende Pforte, dieselben mit beiderseitigem Einverständnisse auf eine freundschaftliche und billige Art auszugleichen. Sollte aber die Sache auf solche Art nicht zu Stande gebracht werden können: so williget dieselbe zum voraus ein, den streitigen Punkt nach den Massregeln des mit dem Russischen Hofe verflossenen Jahres geschlossenen Handlungsvertrages und auf eine der Handlung der deutschen Nation angemessene Art beizulegen und zu entscheiden.

Gegeben zu Constantinopel den 2ten des Mondes Rebiulachar 1198 d. i. den 24. Hornung 1784.

1784 *Fermans de la Porte pour insinuer au commandeur des Ports etc. le précédent Sened.*

Ferman ergangen an den Befehlshaber des Hafens und den Uska von Karak, des Inhalts:

Dass dem deutschen Hofe als Freunde und Nachbarn der erhabenen Pforte, der alle Aufmerksamkeit verdienet, ein Sened sei zugestellet worden, und zwar zum grösseren Vortheile seiner Handelsleute, zu Lande, Meer, Flüssen, und um ihre Hin- und und Herfahrt auf dem schwarzen Meere mit ihren Kauffarteischiffen zu begünstigen, alles in der Absicht, dadurch die Freundschaft und das gute gegenseitige Einverständniss zu vermehren und zu befestigen, welches unter den beiden Höfen besteht. Diesem zu Folge ist dieser höchste Befehl ausgefertiget worden, damit die beigelegene Abschrift des besagten Sineds eingetragen, auch in euren Schriften aufbewahret und Sorge getragen werde, in Zukunft das, was dem Inhalte besagten Instruments gemäss ist, und was es fordert, zu halten.

Ferman an den Grosszöllner zu Constantinopel des Inhalts:

Nachdem — — ist zugestellt worden — — — dem zufolge ist gegenwärtiger höchster Befehl erlassen worden, damit die hier beigefügte Abschrift des besagten Sineds eingetragen und in den Schriften des Constantinopolitanischen Zollhauses aufbewahrt und Sorge getragen werde, indem man zugleich gehörige Kenntniss und nöthigen Unterricht an den Dardanellenzoll ergehen lässt, in Zukunft etc.

Ferman an den Bostangi Baschi des Inhalts:

Nachdem etc. dem zufolge ist gegenwärtiger höchster Befehl ergangen, damit die hier beigefügte Abschrift des besagten Sineds in ihrem Corps oder Ogiak aufbewahret und Sorge getragen werde u. f.

Uebersetzt den 5. Brachmonat 1784.

von Stürmer.

62.

9 Mars 1784.

Déclaration du prince de la Moldavie, en faveur des sujets autrichiens. 1784

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 728.)

Es ist die Pflicht kluger Oberherren immer für diejenigen Leute zu wachen, welche zum Besten ihrer Unterthanen Mühe und Arbeit anwenden, und durch die Betriebsamkeit des Handels den Ackerbau vergrössern. Da sich nun in diesem Fürstenthum seit langer Zeit eine Menge Armenischer Kaufleute, die Oesterreichische Unterthanen aus Galizien sind, mit Ochsen, Pferden und anderem Vieh befinden; da es bekannt ist, dass sie den Einwohnern dieses Landes nicht geringen Nutzen schaffen, indem sie mit Vergnügen der Einwohner den Preis des Viehes und anderer Sachen vergrössern; und da sie schon von unseren Durchlauchtigsten Vorfahren mit einiger Gnade begünstigt sind, welches aus ihrem Freiheitsbrief erhellet, besonders aus dem von unserm Vetter Johann Nikolas, Woywoden, der ihnen ausschliessliche Rechte gegeben hat, wovon der Brief in ihren Händen ist; so haben wir für Recht gehalten, ihnen nicht nur ihre ehemaligen Vorrechte zu bestätigen, sondern auch sie mit neuer Gnade zu vermehren, so wie wir mittelst dieser Urkunde festsetzen.

In Betracht der Ländereyen, welche diese Kaufleute nöthig haben, und jährlich pachten, haben wir vernommen, dass einige von den Eigenthümern der Ländereyen, um den Preis derselben zu erhöhen, verschiedene Betrugsmittel erfinden, dass sie sich nemlich mit ihren Nachbarn vereinigen, die sich stellen, als wenn sie solche zu einem höhern Preise pachteten, wie der ist, wozu die Kaufleute sie vorher gepachtet hatten, und also diese sich genöthigt sehen, mit ihrem Vieh auf andere Güter zu ziehen, oder den höher angebotenen Preis zu gehen, und daher Schaden leiden: da nun dieses gegen alle Gerechtigkeit und gute Ordnung ist, so soll jedesmal, dass man eine solche Handlung entdeckt, nicht nur der Nachbar, der so betrüglich handelt, die Kaufleute in Schaden zu bringen, gezüchtiget, sondern auch der Eigenthümer vor unserm Divan gerichtet werden. Es soll sich keiner von den Nachbarn erkühnen, den Kaufleuten, welche sich seit mehreren Jahren mit ihrem Vieh auf einem Gute festgesetzt haben, das sie mit Einwilligung des Eigenthümers besitzen, lästig zu

1784 werden, oder ihn unter dem Nahmen des Näherrechtes oder des Vorgangs abzutreiben. Bei Gütern nun, die ins künftige jährlich ausgeboten werden, soll der Nachbar beim ersten Verkauf den Vorgang haben; hernach wenn der Oesterreichische Unterthan einmal auf ein Jahr von einem Gut Besitz genommen hat, und darauf etwas zu seinem Handel Nöthiges bauen lässt, so kann der Nachbar ihn auf keine Weise unter dem Nahmen des Näherrechts beunruhigen.

Keinem von den Nachbarn soll es frei stehen, auf einem Gute das Jahrweise von den fremden Kaufleuten zum eigenen Gebrauch für ihr Vieh gepachtet ist, zu pflügen, zu säen oder mit Gewalt Gras zu schneiden.

Wenn sie zum eigenen Gebrauch, oder zur Erhaltung ihres Viehes Heu machen wollen, so haben sie die Freiheit, mit den Leuten des Platzes, den sie vorfinden, es mögen Fremde oder Bauern von hier seyn, sich nach Gefallen zu vergleichen.

Von den Ochsen, den sie kaufen, bezahlen sie nach dem Gebrauch einen Piaster und einen Potrain alter Münze für jedes Rind zum Cornarit; desgleichen müssen sie noch für die ganze Heerde, wonn sie über die Gränzen gehen, einen Piaster und sechzig Pfennige an den Gränzzollen bezahlen; so wie sie auch für die Ochsen, die sich von der Heerde verlaufen, denen Leuten, die solche finden, zwei Piaster für jedes verlorne Stück Trinkgeld geben müssen. Aber jedesmal hernach, wenn sich einer oder zwei Ochsen von der Heerde allein verlaufen, bezahlen sie nach dem Gebrauch nur einen Piaster.

Desgleichen sollen sie für alles Vieh, das sie hier im Lande haben werden (die Ochsen zum Handel ausgenommen), nämlich für Kühe, Pferde, Lastthiere nach dem Gebrauch die Conitza zu vierzig Aspern für das Stück bezahlen; aber wegen der Füllen und Kälber sollen sie nicht beschwert werden. Auch wenn sie Vieh auf den Jahrmärkten kaufen, und wollen es nach Verlauf von zwei Monaten ausführen, und über die Gränzen bringen, so sollen sie für die zwei Monate, da sie es hier auf der Weide hatten, mit der Conitza nicht beschweret werden; halten sie es aber länger, so sollen sie bezahlen.

Für Pferde von ihrer eigenen Zucht, wenn sie solche nach Pohlen gehen lassen, soll ihnen kein Zoll abgefordert werden; aber für andere Pferde und Vieh, und für jede andere Sache, die sie in diesem Lande kaufen, und sie über die Grenzen bringen, wie auch für jede andre Stücke, welche es auch sind, die sie von andern Gegenden hieher führen, sollen sie den Zoll be-

zahlen, nach den von unserer Kanzelley untersiegelten Artikeln, 1784
die in diesem Jahre angeordnet, und verfertigt sind, woraus für alle Oesterreichische Unterthanen zu ersehen ist, wie sie den Zoll bezahlen müssen, nämlich 3 vom hundert, nach der Ordnung.

Wenn sie Bienen oder Schweine halten; so bezahlen sie hier in der Moldau die Dessetina mit zehn alten Pfennigen für so viele als sie deren halten.

Es soll sich niemand unterstehen, ihre Pferde, woder aus ihren Wohnungen, noch aus ihren Stuttereyen, noch von der Strasse zu Olac oder zur Post zu nehmen.

Wenn Jemand von diesen Kaufleuten oder ihren Leuten mit einem unsern Unterthanen Bauern Streit und Händel hat, und etwa mit dem Spruche der Spravniks nicht zufrieden ist; so kann er sich auf unsern Divan berufen, und die Streitenden sollen in solchem Fall von den Spravniks vor uns geführt werden, um die endliche Entscheidung zu geben.

Trüge es sich zu, dass einer von den gemeldeten Oesterreichischen Unterthanen ein Verbrechen beginge, so haben die Spravniks nicht die Macht über sie, dieselben einzukerkern, oder auf eine andere Art zu bestrafen; sondern sie sollen dieselben schleunigst herführen, und das von ihnen ausgeübte Verbrechen anzeigen, um nach Inhalt der alten Verträge verfahren zu können, die zu Constantinopel beobachtet, und auch hier aus eben den Gründen befolgt werden.

Wir ersuchen daher liebreich auch die andern Fürsten, unsern Bruder und Nachfolger, die Gott nach uns in dies Fürstenthum setzen wird, diese Gnade und Befreyung nicht abzuändern, sondern sie vielmehr zu ihrer eigenen Ehre und zum ewigen Andenken zu bestättigen.

Diese Urkunde ist gegeben in unserem Wohnsitze zu Jassy den 9. März 1784, im zweiten Jahre unserer ersten Fürstlichen Regierung.

Wir *Alexander*, Woywode.
Janack Cantakuzen, Gross-Vestiar.

63.

Mai 1784.

1784 Traduction de Firman adressé au Prince Vojevode de la Valachie Michèle sur le commerce des sujets Autrichiens.

(Raccolta dei Trattati colla Porta Ottomana p. 62.)

Uebersetzung eines an den Woiwoden der Wallachey, Michael Woiwoda angefertigten Fermans über die Handlungsverfügung für die Kaiserlichen Unterthanen und Kaufleute.

Nachdem die Kaufmannsschiffe des deutschen Hofes, Freundes und Nachbarn der erhabenen Pforte, seit dem Belgrader Frieden die Handlung auf dem weissen Meere getrieben haben, ohne dass ihnen erlaubt war das schwarze Meer zu befahren: so hat uns nun auch besagter Hof durch seinen Ministerresidenten bei unserer erhabenen Pforte, deren Ende glückselig sei, ersuchet, ihnen freundschaftlich zu gestatten, dass sie mit ihren Schiffen eben sowohl aus den Flüssen in das schwarze Meer und von diesem in das weisse, und so wechselsweise fahren könnten. Um nun dem Kaiserlichen Hofe gefällig zu seyn, und in Betrachtung der alten Freundschaft und guten Nachbarschaft, haben wir für gut erachtet, unsere Erlaubniss und sultanische Einwilligung zu ertheilen, dass in Zukunft die deutschen Handelsleute ihre Handlung frei zu Lande, Meer und Flüssen treiben können. Zu diesem Zweck ist von Seite der erhabenen Pforte ein Sined oder authentisches Instrument, mit Siegel versehen, verfasset und dem besagten Kaiserlichen Minister eingehändiget worden, welche in acht Artikeln einige Anordnungen der Handlung enthält.

Da nun die in besagtem Sined enthaltenen Gelobungen ungezweifelt und nothwendig beobachtet und geschätzet werden, auch für immer zur Richtschnur dienen sollen: so ist aus unserer Staatskanzlei eine authentische Abschrift mit dem Siegel des Reichs Effendi versehen sowohl von besagtem Sined, als auch von dem Passarowitzer Handlungsvertrage, der darin angeführt ist, erhoben und an euch abgesendet worden, der ihr der besagte Woiwode seyd, damit ihr alle beide eintragen lasset, dass sie beide gehalten, beobachtet und zur Richtschnur genommen werden, nach welcher ihr eure Handlungen und Verfahren einrichten, gewissenhaft die darin enthaltenen Angelobungen in Ansehung der deutschen Kaufleute erfüllen und alles vermeiden sol-

let, was denselben entgegen seyn könnte. Zu diesem Ende ist 1784
gegenwärtiger höchster Befehl ergangen, und ausgefertiget worden, kraft dessen wir wollen verordnen, dass, wenn ihr euch durch die beiden eingeschlossenen authentischen Abschriften sowohl mit den festgesetzten Artikeln des besagten Handlungssineds, als auch mit jenen des Passarowitzer Handlungsvertrages bekannt gemacht habt, ihr Sorge traget, die beiden besagten Abschriften eintragen zu lassen und zu wachen, dass ihr Inhalt für immer beobachtet und zur Richtschnur genommen werde, dass ihr sorgfältig die darin ausgedruckten Bedingungen in Ansehung der deutschen Kaufleute vollziehet, eure Handlungen und euer Verfahren demselben gemäss einrichtet, und endlich alles vermeidet, was demselben entgegen stehen könne etc. etc.

Gegeben zu Constantinopel im Anfange des Monats Regeb 1298 d. i. gegen das Ende des May 1784.

Eine Abschrift dieses Fermans an den Capitain Bascha Gazi Hassan Pascha.

Eine andere an den Statthalter von Bosnien Abdulach Pascha sowie auch an den Kadi von Bosnaserai.

Eine andere an den Abdi Pascha, Statthalter von Rumelien, sowie auch an den Kadi von Monastir.

Eine andere an den Statthalter zu Belgrad Raif Ismail Bascha und an den Molla dieser Festung.

Eine andere an den Seïd Achmed Bascha, Befehlshaber von Widdin und an den Kadi.

Eine andere an den Befehlshaber zu Alep Seid Abdi Bascha und an den Kadi.

Eine andere an den Sangiak Bey von Salonik Hassan Bascha und an den Kadi.

Eine andere an den Befehlshaber Kadi Scheik und andere vornehmere egyptische Beys.

Eine andere an den Woiwoden der Moldau Alexander Zadi Woiwoden.

Eine andere endlich an den Naibs und Zöllner der Schlösser der Meerenge.

64.

4 Juillet 1784.

1784 Convention entre l'Autriche et l'Évêché de Passau touchant la séparation de l'Archiduché d'Autriche du Diocèse de Passau, signée à Vienne le 4 Juillet 1784; ratifiée par le Prince Évêque à Passau le 20 Juillet 1784.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Von Gottes Gnaden Wir Joseph, Exempter Bischoff, und des Heiligen Römischen Reichs Fürst zu Passau etc. aus dem Hause Auersperg, dann wir Dom-Probst, Domdechant, Senior und gesammtes Dom-Kapitul des exemt Reichs-Fürstlichen Hochstifts Passau Urkunden und bekennen hiermit für Uns, und unsere Nachfolgere am Hochstifft und Dom-Kapitul zu Passau öffentlich:

Demnach Ihro Kais. Königl. Apostolische Majestät dem Hochstifft Passau nach dem den 13ten Merz des nächstvorigen 1783sten Jahres erfolgten Todtfall, weyl. des Herrn Cardinale von Firmian, Bischofen und Fürsten zu Passau erklären lassen, dass die Oesterreich-Ober- und Unter-Ennssische Lande von der Bischöflich Passauischen Diözess getrennt seyn, und ihren eigenen Bischof überkommen würden; In dessen Folge auch die Hochstiftische sowol als die Dom-Kapitulische in Oesterreich ob- und unter der Enns gelegene sämmtlichen Gütere und Besitzungen in Beschlag genommen worden seynd, diesertwegen sofort verschiedene Anstände sich ergeben haben, zu deren Behebung von Ihro Kayserl. Königl. Apostolischen Majestät der Weg einer gütlichen Abkunft allergnädigst bewilliget, und zu solchem Endo eine Zusammentrettung bey Allerhöchst Ihro Böhmisch- und Oesterreichischen Obristen Hof-Kanzley mit denen disseits hierzu benannten Commissarien angeordnet, hierbey auch bis auf Ihro Majestät Allergnädigste und Unsere Ratification ein gütlicher Vergleich errichtet und unterm 4ten dieses Monats gefertiget worden ist, welcher von Wort zu Wort also lautet:

Im Namen der allerheiligsten Dreyfaltigkeit.

Kund und zu wissen seye jedermänniglich, dem daran gelegen ist, oder auf einige Weise daran gelegen seyn kann.

Demnach Ihro Kayserl. Königl. Apostolische Majestät dem Hochstiffte Passau bald nach dem den 13ten Merz nächstvorigen 1783sten Jahres erfolgten Todfall Wailand Ihro Hochfürstl. Emi-

nenz, Herrn Kardinal von Firmian, Bischofen und Fürsten zu Passau die Erklärung haben machen lassen, dass die Oesterreich-Oh- und unter der Ennssischen Lande von der Bischöflich-Passauischen Diözes nach dem zum Besten der erbländischen Seelsorge von Seiner Majestät allgemein angenommenen System getrennet seyn, und ihren eigenen Bischof überkommen würden, in dessen Folge auch die Hochstiftische sowol, als die Domkapitlische in Oesterreich Ob- und Unter der Enns gelegene sämmtliche Güter nnd Besitzungen von den hierzu abgeordneten Kaiserlich-Königlichen Kommissarien in Beschlag genommen worden sind, so haben sich über ein und das andere verschiedene Anstände ergeben. 1784

Zu deren Behebung geruheten Seine Kaiserl. Königl. Majestät Allergnädigst, dem Hochstifte Passau den Weg einer gütlichen Abkunft zn bewilligen; da nun letzteres diese Allerhöchste Gnade danknehmigst verehret; sofort zu Beylegung der Sache verschiedene Vorschläge gemacht hat, die von Seiner Kaiserl. Königl. Majestät im wesentlichen hereits Allergnädigst angenommen worden sind; Also wurde zur gänzlichen Berichtigung der Ausgleichnngs-Anträge noch eine Zusammentrettung bey Allerhöchst dero vereinigten Böhmisch-Oesterreichischen Hof-Kanzley mit Zuziehung der von Seiner Fürstlichen Gnaden zu Passau hierzu gleichfalls ernannten Kommissarien des Jakoh Marian Edlen von Molitor, Hochfürstlich Passauischen geheimen Rath und Hofkanzlers, dann des Heinrich Walter, Edlen von Alland, Hochfürstlich Passauischen geheimen Raths angeordnet, und bey solcher über nachstehende Punkten vereiniget und verglichen.

Erstens: wird der Beschlag der sämmtlichen dem Hochstift Passan zugehörigen, in den Oesterreich Ober- und Unter-Ennsischen Landen gelegenen Güter, Besitzungen, Zehenden, Ritter- und Beutel-Lehen, Rechten, Herrlichkeiten und Gerechtsamen aufgehohen, und werden solche Güter und Besitzungen in der nämlichen Eigenschaft, in welcher diese bisher genützt und besessen worden, dem Hochstifte zum fortwährenden ruhigen und ungestörten Besitz und Genuss auf beständig zurückgestellet.

Zweytens: In gleicher Maass werden dem Hochwürdigen Dom-Kapitul zu Passau seine eben auch in Beschlag genommene Güter und Besitzungen, und übrige Innhabungen in der bisherigen Eigenschaft in den Oesterreich- Oh- und Unter-Ennsischen Landen wieder zurückgegeben, und deren ruhiger und ungekränkter Besitz versichert.

Drittens: lassen Seine Kaiserl. Königl. Apost. Majestät dem

1781 Hochstifte Passau sowol, als dem dasigen Domkapitel die seit den 13ten Merz 1783 von den in Beschlag gezogenen Hochstift, und Domkapitlischen Gütern, Besitzungen, Zehenden, und allen anderen Innhabungen, in mittlerweilige Verwaltung genommene Gefälle und Einkünfte nach einer diesfalls zuverfassenden zuverlässigen Berechnung ebenmässig wiederum zurückstellen.

Viertens: tretten Seine fürstl. Gnaden zu Passau für sich und ihre Nachfolger am Hochstifte die Hochstiftliche Diözesan Rechte und Befugnisse in den Oesterreich Ob- und Unter der Ennsischen Landen gänzlich ab: Nur bleibt denselben die jenseit des Innstroms gelegene, dem Hochstifte angehörige Grafschaft Neuburg vorbehalten; alwo die Hochstiftisch Passauische Diözesan Rechte und Befugnisse frey und unabhängig noch weiters ausgeübt werden mögen.

Fünftens: Als eine Folge dieser Abtrettung werden zugleich von Seiner Fürstlichen Gnaden von Passau an Seine Kaiserl. Königl. Apostolische Majestät die in den primis fructibus, iuribus episcopalibus, portionibus canonicis, und pensione alumnatica bestandene aus dem Hochstiftischen Kirchengebiete in den Oesterreich Ob- und Unter-Ennsischen Landen, bis nun jährlich zu beziehen gewesenen bischöflichen Einkünfte, dann ferner die Herrschaft und das Alumnat zu Guttenbrunn, wie auch das Alumnat zu Enns sammt ihren allseitigen Vermögen und Einkünften vollkommen überlassen.

Sechstens: Gleichwie das Hochstift, und Dom-Kapitel zu Passau die von Ihro Kaiserl. Königl. Apostolischen Majestät durch die Zurückstellung der Hochstiftisch- und Domkapitlischen Güter und Besitzungen in den Oesterreich Ob- und Unter der Ennsischen Landen bezeigte Allerhöchste Gerechtigkeits-Liebe und Gnade danknehmigst erkennet, und verehret; Also genehmigen Allerhöchst dieselbe gnädigst den zu einiger Dotirung des Bisthums in Linz von dem Hochstifte angebothenen Kapitals Betrag von Viermalhundert Tausend Gulden Oesterreichischen Wehrung dergestalt, dass sothane Summe nächst entweder auf einmal ganz, oder nach und nach Theilweis, niemals aber mit weniger als Einmalhundert Tausend Gulden auf einmal baar abgeführet, und die Interessen hievon mit Vier von hundert von dem Tage an, als das Hochstift die Zurückgabe der sämmtlichen in Beschlag genommenen Güter und Nutzungen erhält, das ist vom 13ten Merz 1783 bis zur erfolgenden Abfuhr des Kapitals entrichtet werden sollen.

Siebentens hat es von dem, was in Reversalien wailand

Kaysers Karl des VIten Majestät vom Jahre 1728 wegen der 1784
Probstey Ardagger, enthalten ist, abzukommen, und bleibt diese Probstey zur Verbesserung der inländischen Seelsorge noch weiters gewidmet.

Achtens: werden die mit dem Hochstiftisch-Passauischen titulo mensae versehenen dermalig weltgeistliche Oesterreichische Landeskinder auf dem Fall ihrer Unvermögenheit den seelsorglichen Verrichtungen weiters vorzustehen, in die Verpflegung und Versorgung des erbländischen Religionsfonds übernommen.

Neuntens: In Gemässheit sämmtlicher dieser Vergleichungspunkte sollen demnach des Eingangs berührten wegen der Diözes des Hochstiftes Passau, dann desselben sowol, als der Domkapitlischen Güter, Zehenden und Besitzungen in den Oesterreich ob- unter der Ennsischen Landen sich ergebenen Anstände für jetzt nnd künftig vollkommen abgethan seyn, auch zu deren mehreren Befestigung wechselseitig die diesfällige Allerhöchste und Höchste Ratification bewirket werden.

Zu Urkund und Beglaubigung alles dessen sind über gegenwärtige Vergleichs-Punkte zwey gleichlautende Instrumente verfertiget, und von den hierzu eigens beordneten Kaiserl. Königl. Herren Hofräthen von Greiner und von Haan, und den im Eingange benannten Fürstlich Passauischen Herren Kommissarien eigenhändig unterschrieben, sofort mit ihren beygedruckten Petschaften besiegelt und bekräftiget worden.

So geschehen Wien den 4ten Julius in dem Eintausend, sieben Hundert vier und achzigsten Jahre.

(L. S.) *Franz Sales von Greiner,*
Kaiserl. Königl. wirklicher Hof-Rath der
Böhm. Oe. Hof-Kanzley.

(L. S.) *Jacob Marian Edler von Molitor,*
Hoch-Fürstlich Passauischer Geheimer Rath,
und Hof-Kanzler.

(L. S.) *Leopold Ignatz von Haan,*
Kaiserl. Königl. Hof-Rath, der Böhmisch
Oesterr. Hofkanzley.

(L. S.) *Heinrich von Walter, Edler von Aland,*
Hochfürstlich Passauischer Geheimer Rath.

Als haben Wir für Uns und unsere Nachkommen am Hochstift und Dom-Kapitul nur angeführten Vertrag und die darinnen enthaltene Punkten ratificirt, approbirt und genehm gehalten.

Wir ratificiren, approbiren und begnehmigen auch solche hiermit und in Kraft dieses in bester Form Rechtens, also und

1784 dergestalten, dass Unserer Seits sothaner Vertrag getreulich erfüllt und beobachtet, auch dass deme von denen Unserigen auf einige Weise entgegen gehandlet werde, niemaln gestattet werden solle. Zu Beglaubigung alles dessen haben wir diese Ratifications-Urkund eigenhändig unterschrieben, und mit Unsern anhangenden Fürstlichen geheimen Kanzley- und Unseren Dom-Kapitulischen Insiglen bekräftigen lassen.

Geben in Unserer Fürstlichen Residenz Stadt Passau den Zwey und Zwanzigsten July des Ein Tausend Sieben Hundert und Vier und Achzigsten Jahres.

Joseph, Bischoff und Fürst zu Passau.

Joseph Graf von Lamberg, Domprobst.

Thomas Graf von Thun, Domdechant.

Vigilius Fürst von Firmian, Senior.

65.

27 Août 1784.

Ordonnance de l'Empereur, concernant l'importation des marchandises étrangères dans ses états.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 751.)

Nous Joseph II. etc. La passion pour les Marchandises étrangères met les plus grands obstacles au progrès de l'Industrie nationale, dont dépend si essentiellement le bien-être de nos Sujets; Ce n'est que par préjugé qu'on donne souvent aux productions exotiques la préférence sur celles de la même espèce, que fournit le Pays: de pareils abus nuisent aux Manufactures Nationales et privent l'industrie de la récompense qu'elle est en droit d'exiger: ce qui fait que la classe laborieuse, c'est-à-dire, la plus utile du peuple, trouve plus de difficulté à pourvoir à ses besoins, et se voit même souvent dans l'impossibilité d'y suffire. Pour remédier à ces abus, nous avons résolu d'augmenter les droits sur les Marchandises Etrangères dont on peut se passer, et d'en rendre en quelque façon l'entrée plus difficile, à fin de mettre les acheteurs dans le cas de chercher les productions du pays, de renoncer à leurs anciens préjugés et de

contribuer au progrès de l'industrie Nationale. L'entrée des Marchandises susdites n'étant point absolnment défendue par la présente Ordonnance, personne ne sera forcé de se procurer celles du Pays, ni mis dans l'impossibilité de faire venir du dehors les effets, qu'il auroit peut-être grande envie de posséder; mais, comme nous avons résolu d'en employer tout le produit à former un Fonds pour le Commerce, qui sera destiné à encourager l'industrie Nationale, et perfectionner nos Manufactures, il est juste que ceux qui aiment ce qui vient de l'Etranger, fassent rentrer à proportion au Fonds destiné pour le bien du Commerce les Sommes qu'ils font perdre d'un autre côté à l'industrie Nationale. 1784

Art. I. A ces causes, il sera défendu généralement, à commencer du 1 Novembre prochain, d'importer pour vendre, dans nos Pays Héréditaires d'Allemagne, de Hongrie et la Galicie, les Marchandises Etrangères specifiées dans la Liste qui se trouve jointe à la présente Ordonnance.

Art. II. Sous cette défense ne seront point compris les Productions de la Toscane en général, ni les Vins de Montepulciano, Artiminio, Chianti-Verdea, Carmiano Aleatico et Muscatello. Les Bas de soye, Rubans et Mouchoirs, fabriqués en Toscane, seront compris sous la défense générale, ainsi que les Vins communs; Les Productions du Milanez et du Mantouan; Les Effets fabriqués dans le Tirol, ses Confitures et ses Fromages; Les Productions des Bays-Bas, à l'exception des Articles suivans: De toutes les Etoffes et Marchandises de laine (sous lesquelles on ne comprend point les Camelots de Bruxelles tissus de soye et de Fil d'Angora, ni les Draps) du Coutis et des autres Toiles de la même espèce, des Cotons imprimés ou fabriqués, des Rubans de soye, des Poissons secs ou salés, ainsi que des Confitures: Les Effets manufacturés en Hongrie, qui se transportent dans les Pays Héréditaires d'Allemagne ou en Galicie, pour l'usage des Habitans.

Art. III. Non seulement il sera permis de vendre les Marchandises exceptées ci-dessus et tirées de la Toscane, du Milanez, du Mantouan, du Tirol, de la Hongrie et des Pays-Bas; mais les Marchands jouïront en outre du bénéfice de ne devoir payer que la sixième partie des Droits prescrits par la Liste ci-jointe, sauf en tout cas les dispositions du Tarif général.

Art. IV. Ceux qui voudront profiter de ce bénéfice, seront tenus de produire les Attestats requis; on en publiera incessamment la Formule.

Art. V. Les Marchandises, qu'on n'aura pu débiter avant la fin d'Octobre, pourront être déposées dans les Magasins des Ca-

1784 pitales ou Villes respectives, qui n'en répondront qu'en cas de vol ou d'incendie: Les Propriétaires auront la clef des Magasins, où leurs Marchandises seront gardées gratis, et ils seront les maîtres de les vendre comme bon leur semblera.

Art. VI. Toutes les Marchandises interdites, qui se trouveront pour être vendues dans des Magasins particuliers, après le 1 Novembre, seront confisquées.

Art. VII. Cependant il sera permis aux Particuliers de faire venir, pour leur propre usage, des Marchandises que l'Ordonnance défend de vendre publiquement; ils seront obligés d'en demander la permission, d'en payer les Droits etc.

Art. VIII. Cette permission ne se donnera que pour six mois: Ce terme écoulé, il faudra en demander une autre etc.

Art. IX. Pour pouvoir importer en Hongrie et en Transylvanie les Marchandises prohibées, il faudra s'adresser aux Chambres des Finances respectives. Quant aux Productions du Milanez, du Mantouan, des Pays-Bas, du Tirol et de Hongrie, dont on ne payera que le sixième des Droits prescrits il faudra les acquitter aux Douanes des Provinces respectives, où elles seront envoyées

Vienne le 27 Août 1784.

66.

31 Août 1784.

Traité entre l'Empereur et l'Électeur de Bavière, pour régler définitivement les limites du quartier de l'Inn, cédé à l'Autriche par le traité de paix de Teschen, signé à Munic le 31 Août 1784, ratifié à Munic le 3 Janvier 1785.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 754.)

Nous Charles Théodore, par la grâce de Dieu comte Palatin du Rhin, duc de la Haute et Basse-Bavière, archi-maître d'hôtel du St. Empire romain et électeur etc. etc. savoir faisons et déclarons par les présentes, qu'attendu que, par le traité de paix de Teschen, le Danube, l'Inn et la Salza ont été adoptés pour limites entre le quartier de l'Inn, appartenant à S. M. impériale

et royale, et les états de Bavière, aussi loin que lesdits fleuves 1784 et rivières baignent ledit district nouvellement cédé à la maison archiducale d'Autriche, S. M. impériale et royale apostolique et nous, pour affermir l'amitié et la bonne intelligence qui régnent entre nous, avons trouvé bon de concilier aussi, d'une manière équitable et avantageuse aux deux parties, les différends des limites qui pourroient s'élever à l'égard de quelques points douteux, et de statuer sur ces derniers par une convention formelle. A ces causes, le ministre plénipotentiaire de S. M. impériale et royale, le commandeur et Baron de Lehrbach, et nos ministres, conseillers privés d'état et de conférence, pareillement munis de pleins-pouvoirs, ont arrêté et conclu les articles suivans, savoir:

Limites.

Art. I. Le Danube, l'Inn et la Salza formeront, conformément au Traité de Teschen, les limites de la partie de la Bavière qui a été cedée à la maison archiducale d'Autriche.

Partage des adjacens.

Art. II. Les rivages, les isles et les prés adjacens aux dites rivières, ainsi que les atterrissemens et les droits de supériorité territoriale sur iceux, seront partagés et déterminés par le fil d'eau, et cela de la manière que tout ce qui se trouvera à sa droite fera partie du quartier de l'Inn, et ce qui s'étendra du côté gauche appartiendra à la Bavière.

Bois etc.

Art. III. L'usage des bois et des pâturages sur lesdits rivages, isles, prés et atterrissemens restera à ceux qui se trouveront être dans la possession légitime de l'un ou de l'autre.

Passage.

Art. IV. Conformément à l'article V du traité de Teschen, aucune des deux parties contractantes ne pourra jamais empêcher ni arrêter la navigation et le passage des sujets, marchandises, denrées et autres effets sur lesdites rivières frontalines, ni gêner le trait des bateaux, en quelque partie ou de quelque manière que ce puisse être; bien entendu que cette stipulation ne pourra être appliquée à l'abordage et au débarquement des marchandises sur les rives opposées, pour la consommation des sujets respectifs, et qu'il n'en puisse être abusé pour faciliter l'importation et l'exportation frauduleuse des marchandises prohibées.

Jurisdiction.

Art. V. Dans les cas échéans sur lesdites rivières qui exigeroient l'intervention de la justice territoriale, soit qu'ils concernent exclusivement les sujets de l'une ou de l'autre partie, soit

1784 qu'ils regardent des sujets des deux dominations, ou même des étrangers, l'exercice du droit de jurisdiction et la connoissance définitive des dits cas appartiendront à celle des parties contractantes du côté de laquelle l'événement qui aura donné lieu à la procédure sera arrivé. En conséquence, les délinquans lui seront remis par l'autre partie, à la première réquisition qui en sera faite. Quand il y aura des doutes relativement au local, le jugement sera rendu par concurrence.

Mais s'il y avoit du péril en la demeure, alors le droit de prévention pourra avoir lieu, à condition toutefois qu'il n'en soit point abusé, et que les officiers de l'une des parties contractantes ne pourront pas se servir du prétexte que l'affaire requéroit célérité pour en soustraire la connoissance aux officiers de l'autre; la partie prévenante informera d'ailleurs la partie prévenue de tout ce qu'elle aura fait en conséquence du droit de prévention.

Moulins.

Art. VI. Il continuera d'être libre à l'une et à l'autre des parties contractantes d'établir des moulins et de faire des constructions dans lesdites rivières, pourvu toutefois que ces constructions n'apportent aucun obstacle à la navigation, et à condition que, si elles étoient d'une importance majeure, la partie qui les ordonnera, non seulement en avertira préalablement l'autre, mais aussi que, s'il en résultoit quelque préjudice pour l'autre partie, on les fera cesser sur-le-champ, et on fera ensorte qu'elles ne soient nullement nuisibles.

Cours des rivières; irruptions.

Art. VII. Le traité de Teschen a déjà prévu qu'aucune des deux parties contractantes ne pourra altérer le cours naturel des rivières. Cependant cette stipulation n'empêchera pas que l'une et l'autre partie ne prennent les mesures nécessaires pour garantir leurs possessions respectives de l'irruption des eaux; bien entendu que, suivant le plus ou moins d'importance de ces travaux, ils ne pourront être entrepris par une partie, sans que l'autre en soit prévenue.

Redoutes.

Art. VIII. Il sera permis aux deux parties contractantes de faire construire sur les rivages respectifs des redoutes et d'autres fortifications.

Entretien des ports.

Art. IX. L'une et l'autre des parties contractantes auront, chacune de son côté, la plus grande attention à ce que la moitié des ponts construits sur lesdites rivières, laquelle, d'après la ligne

de démarcation tirée par les commissaires respectifs, fera partie de leur territoire, soit constamment entretenue dans un bon état. 1784

Pêche.

Art. X. Comme on a élevé la question de savoir quelles règles il faudra suivre par rapport à la pêche, soit de celle des sujets ou de celle des seigneurs, il a été reconnu juste que chacune des deux parties contractantes exerce ce droit de son côté, à l'exclusion de l'autre, sauf cependant les propriétés particulières fondées en titre ou sur l'usage.

Prés vis-à-vis de Braunau.

Art. XI. Quant aux prés et marais, situés vis-à-vis de la ville de Braunau, les bourgeois de cette ville seront conservés et maintenus dans la propriété et jouissance paisibles d'iceux, à l'effet par eux d'en disposer librement, conformément à leur ancienne possession et aux différens réglemens et sentences fait et rendus à ce sujet. Ces réglemens et la transaction conclue le 24 Avril 1700, et ratifiée le 25 Octobre 1763, seront censés renouvellés et confirmés par la présente convention; de manière, en ce qui concerne la dite transaction, que les propriétaires non qualifiés des fonds situés dans lesdits prés et marais pourront en disposer en droit, soit par achat et vente, et qu'a cet égard ils seront traités à l'avenir à l'égal des propriétaires qualifiés.

Impôts.

Art. XII. Quant aux impôts qui doivent être acquittés à raison desdits prés et marais, il a été convenu que le magistrat de la ville do Braunau fera remettre annuellement au baillage bavarois de Julbach, par forme d'abonnement, la somme de trente florins, payables en deux termes; quoi faisant, il ne pourra rien être exigé, par delà la dite somme de trente florins des possesseurs des dits fonds, ni en argent ni en denrées, sous quelque nom et sous quelque prétexte que ce puisse être.

Bâtimens.

Art. XIII. Il a été convenu quo les bâtimens actuellement existans sur lesdits prés y seront conservés, et continueront d'être employés aux mêmes usages auxquels ils ont été destinés jusqu'ici; mais S. A. électorale ne souffrira pas qu'il y en soit construit d'autres, dont il pourroit résulter quelque gêne ou préjudice à la proprieté ou à l'usufruit desdits fonds.

Chantier.

Art. XIV. Comme jusqu'à présent les bois nécessaires à la construction et à la réparation des ponts ont été conservés dans un chantier établi pour cet effet dans ledits prés, et qu'actuelle-

1784 ment S. M. impériale et royale est tenue, à cause de la possession du quartier de l'Inn, de contribuer par moitié à leur entretien, S. A. électorale consent qu'à l'avenir ce chantier serve au dépôt commun des bois nécessaires auxdites constructions et réparations.

Cas de translation au bureau de douanes.

ART. XV. S'il arrivoit, par la suite des tems, que l'eau se trouvât trop basse pour que les barques et bateaux pussent arriver au rivage de Braunau, alors non seulement S. A. électorale permet qu'ils viennent aborder auxdits prés, mais elle consent aussi, par un acte de simple complaisance fondé sur le désir de cultiver un bon voisinage, que, dans ce cas particulier seulement, et sans que cela puisse tirer à conséquence, les employés de la douane de Braunau s'y transportent et y exercent les fonctions de leurs offices, à condition néanmoins que le baillage de Julbach sera informé chaque fois de tout ce que lesdits employés y auront fait en leur dite qualité.

En foi de quoi la présente convention a été signée par les ministres respectifs de Sa Majesté impériale et royale et de Son Altesse électorale, à ce commis, et munie du cachet de leurs armes, sauf cependant la ratification de Sa Majesté impériale et royale et de Son Altesse électorale.

Fait à Munich le 31 Août 1784.

(L. S.) *B[on] de Lehrbach,* commandeur.

(L. S.) *J. F. Comte de Seinsheim.*
(L. S.) *E. C[te] de Königsfeld.*
(L. S.) *M. B[on] de Vieregg.*
(L. S.) *V. A. B[on] de Kreitmayr.*

Nous agréons, approuvons et ratifions par les présentes les articles ci-dessus, suivant toute leur teneur, dans la meilleure forme et de la manière la plus obligatoire, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, ainsi et de même que s'ils eussent été arrêtés par nous-même; promettons, en foi et parole d'électeur, de remplir fidèlement et parfaitement tous les points auxquels nous nous sommes obligés par la convention susdite. En foi de quoi, nous avons signé de notre propre main la présente ratification, et y avons fait apposer notre grand sceau électoral.

Fait dans notre résidence électorale de Munich, le 3 Janvier 1785.

Charles-Theodore, électeur.

67. 1784

4 Décembre 1784.

Convention entre l'Empereur, comme Duc de Milan, et le Grand-Duc de Toscane, relativement au commerce.

(*Martens*, Recueil des traités, t. III, p. 781.)

Diritti dei sudditi.

Art. I. Li sudditi della Lombardia Austriaca, e vice versa quelli di Toscana potranno in avvenire liberamente usare, e godere d'ogni legittimo diritto sopra i beni mobili ed immobili, corporali ed incorporali di qualunque natura essi siano, e non eccettuati li Feudi maggiori che saranno loro dovuti ab intestato, e diferiti per via di disposizione di chiunque fra viventi, o per causa di morte nei mentovati due Stati, e saranno a tal effetto riguardati rispettivamente come i Sudditi naturali dell' uno, e dell' altro Dominio.

Successione.

Art. II. Non sarà quindi a loro riguardo di alcuna forza, nè effetto, qualunque constituzione, legge, o consuetudine in materia di Forensità vigente nelle Lombardia Austriaca, e in Toscana in di cui forza fossero stati finora esclusi dalle successioni, ovvero astretti al obligo di ritenere, o trasferire il domicilio i Lombardi Austriaci nella Toscana, e vice versa i Toscani nella Lombardia Austriaca in ordine agli acquisti spiegati nel precedente Articolo.

Trattamenti dei sudditi respettivi.

Art. III. Sarà in ciò eguale in tutto, e per tutto la condizione rispettivamente de sudditi de' due Stati tanto per il conseguimento, ed effetti dei Diritti, che per l'adempimento degli obblighi e pesi; in modo che un suddito della Lombardia Austriaca sarà et dovrà essere trattato nello Stato di Toscana come fosse suddito naturale di questo ultimo, e vice versa per tutto ciò che li potrà appartenere, ed incombero legittimamente nella evenienza di qualche acquisto a titolo di successione come sopra.

Controversie.

Art. IV. La stessa regola si dovrà osservare nelle controversie sopra alcuno dei diritti compresi nella presente Convenzione, sia che esse nascano dal gius comune, o locale in concorrenza d'uno, o più sudditi nell' uno, e nell' altro Stato.

Documenti.

1784 Art. V. I Documenti dei quali occorrerà far uso a tutti gli effetti sopraindicati, basterà che sieno muniti delle solennità prescritte, e solite praticarsi nel luogo ove saranno stati fatti.

(Cette convention a été signé par les plénipotentiaires respectifs le 4 Décembre 1784 et ratifiée par l'Empereur le 31 Décembre 1784 et par le Grand Duc le 31 Janvier 1785.)

68.

18 Mars 1785.

1785 Lettres patentes de Maximilien François Archevêque de Cologne et Évêque de Munster sur l'abolition du droit de retraite et de détraction entre l'Archevêché de Cologne et l'Évêché de Munster d'une part et l'Autriche de l'autre part.

(Archives de Hormayr pour 1810. Justizgesetzsammlung 1785, p. 24, Nr. 443.)

* Maximilien François fils de François I et de Marie-Thérèse né 1766. Électeur de Cologne et Évêque de Munster 1784, mort 1801.

Oesterreichischer Freyzügigkeitsvertrag mit Chur Cöln. *)

Wir Maximilian Franz, von Gottes Gnaden Erzbischof zu Cöln, des heil. röm. Reichs durch Italien Erzkanzler und Churfürst, geborner Legat des heil. apostol. Stuhls zu Rom, königlicher Prinz von Hungarn und Böheim, Erzherzog zu Oesterreich, Herzog zu Burgund und Lothringen etc. Administrator des Hochmei-

*) Remarque ajoutée par feu le Baron de Hormayr en 1840 à la convention ci-dessus.

Die seit dem Lüneviller Frieden vorgefallenen grossen Territorial-Veränderungen haben die Freyzügkeits-Verträge mit Chur Cöln, mit Münster und mit Osnabrück sistirt. Cöln war theils an Frankreich, theils an Nassau gefallen, Münster durch den Indemnitäts-Recess an Preussen, Osnabrück durch ebendenselben Chur-Braunschweig, und dann mit Hannover durch den Wiener Tractat (1805) dem Berliner Hofe zugetheilt, gehört seit dem Tilsiter Frieden mit zum Königreiche Wesphalen, in welchem der Code Napoleon, wie in Frankreich, die Norm aller bürgerlichen Rechte ist. Mit Preussen beruht die Behandlung der wechselseitigen Abzüge auf der Fall, für Fall gegenseitig zugesicherten Reciprocität.

sterthums in Preussen, Meister deutschen Ordens in deutsch- und 1785
wälschen Landen, Bischof zu Münster, in Westphalen und zu Engern Herzog, Graf zu Habsburg und Tyrol etc. Burggraf zu Stromberg, Herr zu Odenkirchen, Borkelohe, Werth, Freudenthal und Eulenberg etc. etc. Urkunden und bekennen für Uns und Unsere Nachfolger, dass Wir im mildesten Anbetracht der Beschwernisse, welche mit den bis anhero üblichen von den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen, auch in Erbschafts- und andern Fällen gefordert werdenden Abschoss- oder Abzugsgeldern verknüpfet sind, Uns mit den kais. königl. Staaten und Landen dahin vereinbaret haben, benanntes Abschoss- oder Abzugsrecht, in soweit solches in Unsere landesfürstliche Cassen eingeflossen ist, zwischen Unserm Erzstifte Cöln, und den k. k. Staaten und Landen hinführo gänzlich abzustellen und aufzuheben. Thun auch solches hiermit dergestalt, und also, dass von den Eingesessenen Unseres Erzstiftes Cöln, welche in die kaiserl. königl. Staaten und Landen, mit wesentlicher Wohnung und ihren Gütern nach vorläufig von Uns hierzu erhaltener Auswanderungs-Bewilligung sich begehen, auch von den Eingesessenen der kaiserl. königl. Staaten und Landen, welche in Unserm Erzstifte Cöln Erbschaften zu erheben haben, und solche in die kaiserl. königl. Staaten und Landen hinausbringen und transportiren, keine in Unsere landesfürstlichen Cassen bisherge flossene Abschoss-, Nachsteuer-, Abfahrt- oder Abzugsgelder, wie die Nahmen haben, gefordert und abgenommen werden sollen. Wir versichern anbey, dass diese wechselseitige Aufhebung mehrbesagter Abschoss-, Nachsteuer-, Abfahrt- und Abzugs-Gelder sich vorgeschriebener Massen, nicht nur ausdrücklich, auf die nach vorläufig Unserer höchster Bewilligung sich ergebende Emigrations-, und auf die sowohl künftige, als bereits von beyden Theilen anhängigen hierunter nahmentlich mit einbegriffenen Erbschafts-, sondern auch auf alle sonstigen Fälle erstrecken soll, in welchen etwa ehevor dem Herkommen nach oder per modum Retorsionis, die Erlegung dergleichen Gelder, unter welchem Nahmen es in derley Fällen geschehen seyn mag, in Unserm Erzstifte Cöln gebräuchlich gewesen. Mit Urkund dieses Briefes, besiegelt mit Unserm churfürstlichen anhangenden Insiegel, der gegeben ist in Unserer churfürstl. Residenz-Stadt Bonn den 18. Monatstage März im eintausend sieben hundert fünf und achtzigsten Jahre.

Max. Franz, Churfürst.

V. C. V. Fhr. von Gymnich. (L. S.) (*Appen.*)

1785 *Oesterreichischer Freyzügigkeitsvertrag mit Münster.*

Wir Maximilian Franz, von Gottes Gnaden Erzbischof zu Cöln, des heil. römischen Reichs durch Italien Erzkanzler und Churfürst, geborner Legat des heil. apostolischen Stuhls zu Rom, königlicher Prinz von Hungarn und Böheim, Erzherzog zu Oesterreich, Herzog zu Burgund und Lothringen etc. Administrator des Hochmeisterthums in Preussen, Meister deutschen Ordens in deutsch und wälschen Landen, Bischof zu Münster, in Westphalen und zu Engern Herzog, Graf zu Habsburg und Tyrol etc. Burggraf zu Stromberg, Herr zu Odenkirchen, Borkelohe, Werth, Freudenthal und Eulenberg etc. etc. Urkunden und bekennen für Uns und Unsere Nachfolger, dass Wir im mildesten Anbetracht der Beschwernisse, welche mit den bis anhero üblichen, von den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen, auch in Erbschafts- und andern Fällen gefordert werdenden Abschoss- oder Abzugsgeldern verknüpfet sind, Uns mit den kaiserl. königl. Staaten und Landen dahin vereinbaret habeu, benanntes Abschoss- oder Abzugsrecht in soweit solches in Unsere landesfürstliche Cassen eingeflossen ist, zwischen Unserm Hochstift Münster und den kaiserl. königl. Staaten uud Landen hinführo gänzlich abzustellen und aufzuheben. Thun auch solches hiermit dergestalt, und also, dass von den Eingesessenen Unseres Hochstifts Münster, welche in die kaiserl. königl. Staaten und Landen, mit wesentlicher Wohnung und mit ihren Gütern nach vorläufig von Uns hierzu erhaltener Auswanderungs-Bewilligung sich begeben, auch von den Eingesessenen der kaiserl. königl. Staaten und Landen, welche in Unserm Hochstift Münster Erbschaft zu erheben haben, und solche in die kaiserl. königl. Staaten und Landen hinausbringen und transportiren, keine in Unsere landesfürstlichen Cassen bisher geflosseue Abschoss-, Nachsteuer-, Abfahrt- oder Abzugsgelder, wie die Nahmen haben, gefordert oder abgenommen werden sollen. Wir versichern anbey, dass diese wechselseitige Aufhebung mehrbesagter Abschoss-, Nachsteuer-, Abfahrt- und Abzugsgelder sich vorbeschriebener Massen, nicht nur ausdrücklich, auf die nach vorläufig Unserer höchsten Bewilligung sich ergebende Emigrations-, und auf die sowohl künftige, als bereits von beiden Theilen anhängigen hierunter nahmentlich mit einbegriffenen Erbschafts-, sondern auch auf alle sonstige Fälle erstrecken soll, in welchen etwa ehevor dem Herkommen nach, oder per modum Retorsionis, die Erleguug dergleichen Gelder, unter welchem Nahmen es

in derley Fällen geschehen seyn mag, in Unserm Hochstifte Münster gebräuchlich gewesen. Mit Urkund dieses Briefes, besiegelt mit Unserem churfürstlichen anhangenden Insiegel, der gegeben ist in Unserer churfürstlichen Residenz-Stadt Bonn den 18ten Monatstag März im eintausend siebenhundert fünf und achtzigsten Jahre. 1785

Max. Franz, Churfürst

V. C. V. Fhr. von Gymnich. (L. S.)

(*Appen.*)

69.

1 Avril 1785.

Convention entre le Commissaire de l'Empereur et les commandants des villes Hollandaises de Sas-de-Gand et de Philippine, relativement aux inondations, signée au Sas-de-Gand le 1 Avril 1785.

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 9. Nouvelles extraord. 1785, n. 30.)

Comme par les inondations d'eaux salées, faites pour la défense des villes du Sas-de-Gand et de Philippine, les sujets de la République des Provinces-Unies, demeurant dans ces places et à l'entour, se trouvent exposés à divers malheurs, que la stagnation et la putrefaction des dites eaux salées doivent nécessairement occasionner; que par une suite des dites inondations les sujets du territoire contigu de S. M. l'Empereur et Roi sont exposés aus mêmes malheurs, à cause que par cette inondation d'eaux salées la décharge des eaux douces se trouve arrêtée, et le bien commun des sujets des deux Souverainetés exigeant que l'on prenne des mesures pour prévenir les malheurs ci-dessus mentionnés, à ces causes nous, Jean-François Diericx, Chevalier héréditaire, Président du Conseil de Flandre etc. etc. Commissaire de Sa Maj. d'une part; Guillaume par la grâce de Dieu Landgrave de Hesse etc. etc. Lieutenant-Général de Cavallerie et Commandant du Haut et Bas Sas-de-Gand et des Forts en dépendans, au service de la République des Provinces-Unies, et D. A. de

1785 Plettenberg, Colonel-Commandant du Régiment du Général-Major de Nostiz, actuellement commandant la Garnison de Philippine, d'autre part, avons, après mure délibération, pour le soulagement et l'avantage réciproque des sujets respectifs de nos Souverains, conclu et arrêté les points suivans:

Premièrement, que nous Guillaume, Landgrave de Hesse et D. A. de Plettenberg, comme Commandans des dites villes et forts, ainsi que nous sommes qualifiés ci-dessus, nous nous obligeons de continuer à faire décharger avec toute l'accélération possible, durant le terme de trois semaines à compter de la date de cette, les dites inondations salées, par toutes les Ecluses de mer des villes de Sas-de-Gand et de Philippine: Cela fait, nous Jean-François Dierickx, Commissaire de l'Empereur, ainsi que nous sommes aussi qualifiés ci-dessus, nous obligeons de faire pareillement décharger de suite avec la même accélération, en premier lieu les Ecluses de Bouchaut et do Watervliet, et après que cette partie des inondations sera évacuée, successivement celles du Poel à Assenede, du Poldre d'Albert, et autres, jusqu'à l'entière décharge des parties ultérieurement inondées sur le territoire de l'Empereur.

En second lieu de remplacer les inondations salées autour des dites deux villes par les eaux douces à la même jauge et hauteur, où les eaux salées ont été lorsqu'on a commencé à tirer les eaux soit par les quatre Ecluses ci-dessus nommées, ou en cas de défaut d'eux, par le Canal de Gand, laquelle jauge sera rapportée et marquée sur les Ecluses de Bouchaut et du Poel.

Etant au surplus expressément convenu et conditionné, que durant ladite opération autour des dites villes il ne sera fait aucun ouvrage de l'un ni de l'autre côté pour arrêter ou détourner les eaux; que pareillement il n'y sera commis de part et d'autre aucune hostilité, et qu'aussi (excepté l'applanissement et l'élargissement de la Digue de Poel) on n'y fera aucuns ouvrages, qui pourroient servir à une attaque ou à un siège.

Que, si contre toute attente il survenait quelques circonstances, qui apporteraient du changement à l'exécution de la présente convention, nous nous engageons à nous en donner réciproquement part huit jours auparavant, bien entendu cependant que durant ce dernier terme de huit jours non seulement il ne sera commis aucune hostilité sur l'un ni sur l'autre territoire, mais aussi que du côté du territoire de l'Empereur l'on continuera de remplacer les inondations salées par des eaux douces, en la manière qu'il est dit ci-dessus, pourvu que du côté de L. H. P. l'on s'abstienne durant le même terme de tous ouvrages ou opé-

rations sur leur territoire, qui pourroient être dommageables à 1785
celui de l'Empereur.

Pour s'assurer que les décharges ci-devant stipulées, ainsi que les points ultérieurement convenus, soyent exécutés exactement et avec toute diligence, il sera nommé et commis par nous Président un Officier civil pour y veiller dans Sas-de-Gand, Philippine, et ailleurs sur le territoire des Etats-Généraux, de même que de la part de nous Commandans ci-dessus nommés il sera aussi commis un Officier civil pour pareilles opérations sur le territoire de l'Empereur: La présente convention se faisant sous l'agrément et la ratification des Hauts-Commettans des Soussignés, avec engagement, que les actes en seront échangés et délivrés mutuellement dans le terme de huit jours de la date des présentes, bien entendu que dans l'entretems il ne sera point sursis, mais au contraire procédé en tous points, à l'exécution de ce qui a été convenu ci-dessus.

Ainsi fait et conclu au Sas-de-Gand le 1 du mois d'Avril 1785, et il en a été fait deux doubles, que nous avons signés et munis des cachets de nos armes.

Signé:

(L. S.) *J. F. Diericx.*
(L. S.) *Wilhelm L. d. Hesse.*
(L. S.) *D. A. von Plettenberg.*

70.

14 Mai 1785.

Lettres Patentes de l'Empereur portant limitation au droit de détraction pour ses états héréditaires; données à Vienne le 14 Mai 1785.

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 13. *Reuss*, Teutsche Staatscanz., t. XI, p. 227.)

Wir Joseph der Zweyte von Gottes Gnaden erwählter Römischer Kaiser etc. etc.

Als eine Folge Unserer Aufmerksamkeit für die Freyheit Unserer Unterthanen haben Wir nach allen Orten aufgehobener Leibeigenschaft auch die Freyzügigkeit in Unsern Ländern zu erwei-

1785 tern und gegenwärtiges Gesetz, das mit dem 1ten May 1785 in den sämmtlichen Böhmisch-Oesterreichischen deutschen Erbländern, mit Einschluss Galliziens, seine Wirksamkeit erhält, zu erlassen, dagegen alle vorhin über das Abfahrtgeld erlassene Gesetze und Anordnungen aufzuheben für gut befunden.

Art. I. Es stehet demnach in Zukunft Jedermann frey, in dem Bezirke der Böhmisch-Oesterreichischen deutschen Erbländer, mit Einbegriff Galliziens, mit seinem Vermögen von einem Orte zu dem andern zu ziehen, ohne dass unter was immer für einer Benennung ein grundherrliches, bürgerliches, oder landesfürstliches Abfahrt-Geld gefordert werden könne; welche Freyzügigkeit sich auch auf Unsere Niederlande, die Oesterreichische Lombardey und die Toscanischen Staaten erstrecket.

Art. II. Die Entrichtung eines Abfahrt-Geldes findet also nur Statt, wann ein Vermögen aus einem der Böhmisch-Oesterreichischen deutschen Erbländer entweder nach Hungarn und Siebenbürgen, oder nach dem Lande eines auswärtigen Staats gezogen wird. Nach Verschiedenheit, als das Vermögen unterthänig, bürgerlich, oder ohne eine dieser beiden Eigenschaften ist, wird auch das Abfahrt-Geld auf verschiedene Art an die Grund-Obrigkeit, den Landesfürsten oder an beide zugleich zu entrichten seyn, jedoch dergestalt, dass das Ganze in keinem Falle zehen Procente übersteige.

Art. III. Von einem unterthänigen, das ist einem Vermögen, welches entweder einem Unterthanen angehöret, oder seiner Eigenschaft gemäss einer Grund-Obrigkeit als unterthäniges Gut unterlieget, gebühret dem Grundherrn, so weit derselbe das Recht, grundherrliches Abfahrt-Geld zu ziehen, aus Verträgen oder dem fatirten und verjährten ruhigen Besitze beweisen kann, von dem würklich aus den Böhmisch-Oesterreichischen deutschen Erbländern gehenden Vermögen das grundherrliche Abfahrt-Geld mit 5 pro Cento, oder 3 Xr. vom Gulden; zugleich ist hievon das landesfürstliche Abfahrt-Geld, ebenfalls mit 5 pro Centen abzuführen.

Art. IV. Ist das in dieser Art abziehende Vermögen ein bürgerliches, das ist ein Vermögen, welches entweder einem Bürger (Gewerbsmann) angehört, oder als eine bürgerliche Realität, ein bürgerliches Gewerb, ein Fond einer bürgerlichen Handlung, die Eigenschaft eines bürgerlichen Guts an sich hat, so bleibt den landesfürstlichen Städten und Märkten, denen aus besonderer landesfürstlicher Gnade der Zeit die Gerechtsame des Landesfürstlichen Abfahrt-Geldes eingeräumt war, noch ferners die Einhebung des Abfahrt-Geldes mit 10 pro Centen oder 6 Kr. vom Gulden.

Ausser diesen Landesfürstlichen Städten und Märkten ist von 1785 dem abziehenden bürgerlichen Vermögen das bürgerliche Abfahrt-Geld der obrigkeitlichen Municipalstadt oder Grundherrschaft, die das Recht dazu aus ausdrücklichen landesfürstlichen Privilegien, Verträgen oder dem fatirten nnd verjährten ruhigen Besitze beweisen kann, nur mit 5 pro Cento zu entrichten, das Landesfürstl. Abfahrt-Geld aber ebenfalls mit 5 pro Centen abzuführen.

Art. V. Hat das abziehende Vermögen die Eigenschaft eines unterthänigen oder bürgerlichen Gutes nicht, und gehört es zugleich einem Eigenthümer an, der weder Unterthan noch Bürger (Gewerbsmann), sondern nur als ein Einwohner an einem Orte sesshaft ist, so kann weder ein grundherrliches, noch bürgerliches Abfahrt-Geld gefordert werden, sondern es findet nur das Landesfürstliche mit 10 pro Cent oder 6 Kr. vom Gulden Statt.

Art. VI. Da das Landesfürstl. Abfahrt-Geld nicht Statt findet, wenn das Vermögen in ein solches fremdes Land gezogen wird, gegen welches das Recht des freyen Abzugs entweder im allgemeinen bestehet, oder in einem besondern Falle von Uns bewilliget wird, so soll auch gegen solche fremde Länder, in denen bey Abziehung eines Vermögens in diese Erbländer weder Landesfürstliches oder bürgerliches Abfahrt-Geld bezogen wird, die genaue Wechselseitigkeit (Reciprocität) beobachtet, und das in ein solch fremdes Land abziehende unterthänige oder bürgerliche Vermögen von dem grundherrlichen und bürgerlichen Abfahrt-Gelde ebenfalls freygelassen werden.

Art. VII. Die Obrigkeit hat genau darauf zu sehen, wenn ein Vermögen, es mag dem grundherrlichen oder bürgerlichen Abfahrt-Geld unterliegen oder nicht, nach Hungarn und Siebenbürgen, oder nach einem auswärtigen Staate gezogen werden sollte; jeder dergleichen Fall muss ungesäumt dem Fiscalamte des Landes, aus welchem das Vermögen gehet, angezeigt, das Vermögen selbst aber, bis auf die über die Anzeige erfolgende Entschliessung nicht verabfolgt werden.

Sollte sich eine Obrigkeit in diesem Punkte die Vernachlässigung überhaupt, allenfalls auch nur eine Verabsäumung in der Zeit zu Schuld kommen lassen, so würde sie zur strengsten Verantwortung und Strafe gezogen werden.

Art. VIII. Vom beweglichen Vermögen, so bald dasselbe einem Hungarischen oder Siebenbürgischen Unterthan oder dem eines fremden Landes zufällt, oder dass der Eigenthümer dahin abzieht, soll das Abfahrt-Geld immer sogleich genommen werden, wenn auch ein solches Vermögen noch in einem der Böhmisch-

1785 Oesterreichischen deutschen Erbländer gelassen würde. Vom unbeweglichen Vermögen aber ist das Abfahrt-Geld nur bey dessen Verkauf oder Veräusserung zu fordern.

Art. IX. Die Niederlags-Verwandte, wo noch welche sind, erhalten die ihnen bis jetzt zugestandene Befreyung vom Abfahrt-Gelde auch in der Znkunft für sich, ihre Weiber nnd Kinder und weiteren Abkömmlinge, noch (auch) auf ihre Seiten-Verwandten und andere Erben.

Art. X. Von dem Frucht-Genusse eines im Lande verbleibenden Vermögens, es mag in Zinsen (Interessen) oder sonstigen Nutzungen bestehen, ist kein Abfahrt-Geld zu fordern.

Art. XI. Auch diejenigen Kapitalien, welche eigentlich durch ein aus fremden Ländern hieher gebrachtes Vermögen entstanden, sind von dem Abfahrt-Gelde befreyet, es hätte denn der Eigenthümer derselben zur Zeit, da er in ein fremdes Land ziehen will, sich bereits durch zehen Jahre in Unsern Ländern aufgehalten, oder durch Ankauf eines unbeweglichen Guts ansässig gemacht.

Art. XII. Uebrigens aber ist die Verbindlichkeit zur Entrichtung des durch dieses Gesetz bestimmten Abfahrt-Geldes allgemein, und sind derselben auch die Söhne und Töchter Unserer Unterthanen, welche sich in Hungarn, Siebenbürgen oder einem fremden Lande ansässig gemacht, unterworfen.

Gegeben in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien den 14ten Tag des Monats May im 1785ten, Unserer Regierung des Römischen im ein und zwanzigsten, und der Erbländischen im fünften Jahre.

(L. S.) *Joseph.*

Leopoldus comes a Kollovrat,
Regis Bohemiae Supremus et A. A.
primus Cancellarius.
Tobias Philipp Freyherr von Gebler.
Johann Rudolph Gr. Chotek.

Ad Mandatum Sacrae Caes. Regiae Majestatis proprium.
Johann Bernhard von Zenker.

1785

71.

4 Juillet 1785.

Convention entre l'administration de l'Évêché de Cracovie et le gouvernement de Léopol, concernant la séparation de la Galicie occidentale du diocèse de Cracovie; signée à Varsovie le 4 Juillet 1785; approuvée par l'administrateur à Varsovie le 18 Octobre 1785, par le chapitre à Cracovie le 22 Octobre 1785.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Cum inter Nos infrascriptos et Excelsum Gubernium Leopoliense in Regnis Galliciae et Lodomeriae, sub dato Varsaviae die 4ta Julii 1785 Instrumentum praeliminare cum pacto de cedenda Dioecesi Cracoviensi intra Limites Regni Gallicise extensa, et quae porro circa hoc Negotium gesta sunt, per Delegatos ex utraque parte sufficienter instructos rite confectum sit, ut sequitur.

Cum Augustissimus Josephus IIdus Romanorum Imperator Erectionem novi Episcopatus Tarnoviensis, in ea parte Dioecesis Cracoviensis, quae intra fines Ditionum suarum continetur, effectuari cupiens, intellecta jam ea in re Summi Pontificis Romani, prona ad vota sua voluntate, Propositiones praeliminares Compositionis amicabilis super Negotio Erectionis hujusmodi, ac super mediis Compensationis et exaequationis ex hac occasione dismembrandorum et cedendorum etiam temporalium, inter Excelsum Gubernium Regnorum suorum Galliciae et Lodomeriae per Illustrissimum et Reverendissimum Florianum Amandum Janowski, Abbatem Tinecensem Ordinis Sancti Benedicti uti specialiter Deputatum Plenipotentiarium nomine ejusdem Gubernii Agentem ab una, et Celsissimum ac Reverendissimum Dominum Michaelem Principem Poniatowski Archiepiscopum Gnesnensem, Legatum Natum, Primatem Regni Poloniae et Magni Ducatus Lithvaniae, Primumque Principem, qua Administratorum Episcopatus Cracoviensis, et Reverendissimum Capitulum Cathedrale Cracoviense, per infra subscriptos Perillustres Reverendissimos Dominos Josephum Olechowki Archidiaconum, et Stephanum Hotowczyc Canonicum Cathedrales Cracovienses, speciales Plenipotentiarios reprsesentatum, ab altera partibus, stipulari et concludi disposuerit, proinde quas, exhibitis praeviè sibi et mutuò communicatis Plenipotentiarum suarum ta-

1785 bulis, Propositiones in tractando secum supra nominati Celsissimus Princeps, Administrator, et Reverendissimi respectivi tres Plenipoteutiarii sub Ratificatione à Quo de Jure impertienda, ab invicem acceptârunt, praesenti Certificato Interimali per omnes subscripto, ac sibi reciprocè in separatis duplicatis Originalibus dato declarant.

Primò. Quòd Celsissimus Princeps Primas quà Administrator Episcopatûs Cracoviensis, et Reverendissimum Capitulum Cathedrale Cracoviense votis Sacratissimae Caesareo-Regiae Apostolicae Majestatis satisfacientes, consensum suum in separationem Dioecesis Cracoviensis juxta limites Regnorum Galliciae et Lodomeriae, atque in Erectionem Episcopatûs Tarnoviensis, sub Approbatione Sanctae Sedis Apostolicae offerunt.

Secundò. Quòd cum Illustrissimus Excelsi Gubernii Plenipotentiarius fine separationis et cessionis temporalium quoque Episcopatus et Capituli Cracoviensis in Gallicia extantium, ac eorum compensationis, cessionem Bonorum, realitatum, Summarum, Decimarum, et Jurium, necnon omnium eorum, sinè ulla exceptione, quae Clerus Galliciensis, et quaevis Claustra et Monasteria dictorum Regnorum (Galliciae et Lodomeriae) in Polonia possident, Episcopatui et Capitulo Cracoviensi, pro indemnisatione, cum omni Jure, atque cum indilata eorumdem possessione, nihil quidquam reservando, salva ratificatione assecuret, idcirco intuitu hujus cessionis reciprocè etiam Celsissimus Princeps Administrator, et Reverendissimum Capitulum Cathedrale Cracoviense in separationem ab Episcopatu et Capitulo Cracoviensi omnium Bonorum Episcopalium et Capitularium in dictis Regnis sitorum, tum Summarum, Decimarum et Jurium quorumvis, ad eundem Episcopatum et Capitulum spectantium consentiunt, et vicissim cessionem sub Ratificatione assecurant.

Tertiò. Quod cùm Summam centum millium florenorum Rhenensium, sive quadringentorum millium florenorum Polonicalium, titulò meliorandae compensationis Illustrissimus Plenipotentiarius nomine Caesareo-Regii Gubernii, pro indemnisatione tam Episcopatùs, quàm Universitatis Cracoviensis, semel pro semper exsolvendam, salva ratificatione appromittit et spondet, Celsissimus Princeps Administrator et Reverendissimum Capitulum Cracoviense eandem hos in usus destinandam et convertendam fore pollicentur. In quorum fidem praesens Interimale reciprocum Certificatum, acceptando ab utrinque supra exaratas Propositiones, sub ratificatione ut praemissum est, impertienda, Partes praenominatae manibùs propriis cum impressione Sigillorum subscripse-

runt, ac sibi ab invicem in duplicatis uniformibus Originalibus 1785 tradiderunt.

Datum Varsaviae Die 4ta Mensis Julii Anno Domini 1785.

Michaël Princeps Poniatowski
Archiepiscopus Gnesnensis Primas Regni Poloniae, quà Episcopatus Cracoviensis Administrator.
(L. S.)

Florianus Amandus Janowski
Abbas Archicaenobii Tinecensis Ordinis S. Benedicti, Excelsi Caesareo-Regii Gubernii, Regnorum Galliciae et Lodomeriae Plenipotentiarius.
(L. S.)

Josephus Olechowski
Archidiaconus Cathedralis Cracoviensis, Reverendissimi Capituli Crac. Plenipotentiarius.
(L. S.)

Stephanus Hotowczyc
Canonicus Cathedralis Cracoviensis Reverendissimi Capituli Cracoviensis Plenipotentiarius.
(L. S.)

Et quoniam praeterea de Clementissima ratihabitione gestorum à Josepho IIdo Divina favente clementia Electo Romanorum Imperatore, semper Augusto etc., per supradictum Gubernium peculiari exarato Actu ratihabitionis Augusti Imperatoris et Regis sub dato tertia Mensis Augusti 1785 certiores facti simus Ea propter denuo spondemus praesentibùs Literis omnia et singula in supra memorato Instrumento omnino adimplere, et quanto citius fieri potest, cessam partem Dioeceseos Episcopatùs Cracoviensis intra Limites Galliciae sitam, nec non Erectionem Episcopatus Tarnoviensis separatae tandem Dioecesis, quantùm a Nobis pendet, erga complementum stipulatarum conditionum pro meliori promovere. In quorum fidem praesens Instrumentum cum appressione Sigillorum manibùs propriis sub datis respectivis Locorum et dierum, in quibus factae sunt, subscripsimus.

Subscripsi Varsaviae Die 18 Mensis Octobris 1785.

Michael Princeps Poniatowski
Archi Episcopus Gnesnensis, Primas Regii Poloniae et M. Duc. Lithvaniae qua Administrator Cracoviensis.
(L. S.)

1785 Subscripsimus Cracoviae die 22 Mensis Octobris 1785 praesentes pro tunc circa Ecclesiam Cathedralem.

Josephus Olechowski
Archidiaconus pro tunc Praesidens.
(L. S.)

Franciscus Belina Ossowski
Custos Cathedralis Cracoviensis.
(L. S.)

Valentinus Pruski
Canonicus Cracoviensis.
(L. S.)

Wenceslaus Comes Sierakowski
Coadjutor Praep. Can. Cath. Crac.
(L. S.)

Josephus Szaniawski
Canonicus Cath. Cracoviensis, Abbas
Commendatarius Varchocensis.

L. Kiełczewski
Can. Cath. et Archip.

Thomas Michałowski
Canonicus Cathedralis Cracoviensis.
(L. S.)

Casimirus Bodurkiewicz
Canonicus Cathedralis Cracoviensis.
(L. S.)

Casimirus Ostrowski
Canonicus Cathe. Cracov.
(L. S.)

Sebastianus Comes Sierakowski
Canon. Cathed. Crac. Ordinis. S. Stanis. Eques.
(L. S.)

Ignatius Skarbek Woyczyński
Canonicus Cathedralis Cracoviensis.
(L. S.)

Christophorus Idatte
Canonicus Cathedralis Cracoviensis.
(L. S.)

Benedictus Trzebiński
Canonicus Cathedralis Cracoviensis.
(L. S.)

Stanislaus Minocki
Canonicus Cathedralis Cracoviensis.
(L. S.)

1785

72.

25 Août 1785.

Ratification du Roi d'Espagne d'une convention relative à la fourniture d'argent vif.

(D'après une traduction authentique en langue italienne qui se trouve aux archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Dn. Carlo Terzo ec.

Facciamo sapere a tutti quelli, che questa nostra Cedola vedranno, che avendosi presentato il Nobile Conte Dn. Paolo Greppi Consigliere attuale di S. M. L'Imperatore Re per mezzo del nostro Segretario di Stato, e del Dispaccio universale dell' Indie Dn. Giuseppe de Galvez come sopra Intendente Generale nel ramo delle Miniere in tutti i Nostri Dominj una Cedola firmata di mano propria di S. M. Imple. data in Vienna ai 22 Luglio del presente anno, colla quale approva il Contratto che il detto Conte stipulò nella Città il 20 del precitato Mese di Luglio colla Camera Aulica per la compra di 60 mille quintalli d'argento vivo, li 36 mille con preferenza a qualunque compratore, riservando solamente il caso di rovina, incendio, ed altri irreparabili disastri delle Miniere, ed i 24 mille restanti, sempre che i prodotti delle medesime Miniere, ed il bisogno della Monarchia lo permetano, ben inteso però con preferenza sopra ogni smercio nell' estero, nonostante che possi essere più vantaggioso all' Erario di S. M. I.; e questa partita di 60 mille quintalli, da consegnare in 6 anni consecutivi in ragione di 10 mille ogn' anno, ciò che corrisponde a' 12 mille quintalli peso di Castiglia annuali, che il precitato Conte tratò col Nostro Segretario del Dispaccio Universale dell' Indie di consegnare nella Baja del Porto di Cadice sotto le condizioni che antecedentemente stipularono fra loro: e che oltre a ciò S. M. I. ha trovate giuste le 3 seguenti domande, che il predetto Conte ha fatto.

1° Cioè che nel caso eventuale di guerra fra la sua Corte, e la Corona di Spagna gli sia permesso per la piena sicurezza del predetto Contratto di rimanere libramente in Ispagna durante questo tempo, per accudire al suo compimento.

2° Che nel citato caso di guerra, non si possa per parte di S. M. I. sospendere la consegna del convenuto Argento vivo, e

1785 nemeno ricusarsi per parte della Corte di Spagna di ricerverlo, e pagarlo alle condizioni stipulate.

3° Che finalmente nel medesimo caso per prevenire il pericolo de' Corsarj, gli si abbiano da concedere da ambedue le Corti passaporti a favore di quelle Navi di cui si servirà per il trasporto del Contratato Argento vivo.

Ed in conseguenza S. M. I. ha offerto dl adempire, ed osservare per parte sua quanto gli spetta nei 3 inserti Capitoli nella suposizione d'una egual corrispondenza per parte Nostra; E noi giudicando ciò per giusto, e dovuto approviamo in ogni sua parte il Contratto dell' Argento Vivo che il predetto D^n. Giuseppe de Galvez ec. ha fatto col predetto Conte D^n. Paolo Greppi, del di cui zelo, e serviggj ci dichiariamo nella presente occasione ben sodisfatti, e promettiamo per noi, ed in nome dei Re Nostri Successori d'osservare, e far mantenere esattamente tutto ciò che a noi spetta nei precitati capitoli per la sicurezza, e tranquillità del detto Conte nell' inaspettato caso di guerra, poiche siamo come S. M. I. fermamente persuasi, che mediante l'assistenza divina giamai si alterarà la buona Amicizia, e reciproca corrispondenza, che sussiste fra noi e S. M. I. per essere fondata nei vincoli del sangue, e dell' Aleanza: nella di cui intelligenza, ed affine che questa mia Real Cedola abbia il suo pieno, e dovuto compimento in corrispondenza di quella di S. M. Imperiale la firmiamo di Nostra Real Mano, sigillata col sigillo secreto delle Nostre Armi, e convalidata dal nostro infrascritto Secretario di Stato, e del Dispaccio Vniversale dell' Indie.

1785

73.

20 Septembre 1785.

Articles préliminaires arrêtés pour servir de base au Traité à faire entre l'Empereur et les États-Généraux des Pays-Bas-Unis sous la médiation de S. M. Très-Chrétienne, à Paris le 20 Septembre 1785.

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 50. Nouv. extraord., 1785, No. 78 et se trouvent en Allemand dans Polit. Journal, 1785, p. 988, en Hollandais dans N. Nederl. Jaarboeken, 1795, p. 154, en Italien dans Storia dell' Anno 1785, p. 169.)

Les Holl. payeront 10 millions.

Art. I. Il est convenu, que les Etats-Généraux acquitteront 9,500,000 florins, argent courant de Hollande, pour l'indemnité de Maestricht et do son territoire, les bans de St. Servais y compris, ainsi que le Comté de Vroenhoven; et 500 mille florins, même cours, pour compensation des dommages causés par les inondations.

Trois mois après la ratification du Traité les Etats-Généraux feront payer à la caisse Impériale de Bruxelles la somme de 1,250,000 florins de Hollande; six mois après pareille somme, et ainsi de six mois en six mois, jusqu'à l'extinction totale des dites deux sommes, faisant ensemble celle de dix millions de florins, argent courant de Hollande.

Les Hollandois céderont.

Art. II. Leurs Hautes Puissances céderont à S. M. Impériale le ban d'Aulne, situé dans le Dahlem Hollandois et ses dépendances, et la Seigneurie ou le Chef-ban de Bligny-le-Trembleur, avec St. André, le ban et Seigneurie de Bombay, la ville et le château de Dahlem avec ses appartenances; excepté Oost et Cadier; sous la réserve qu'il en sera fait compensation dans les échanges de convenance respective à faire dans le pays d'Outre-Meuse.

Limites de Flandre.

Art. III. Les limites de la Flandre demeureront au terme de la convention de 1664 et, s'il en était qui, par le laps de tems, pussent avoir été ou être obscurcies, il sera nommé des Commissaires do part et d'autre pour les rétablir.

Écoulement des eaux en Flandre.

1785 **Art. IV.** Leurs Hautes Puissances feront régler, de la manière la plus convenable, à la satisfaction de l'Empereur, l'écoulement des eaux du pays de S. M. en Flandres et du côté de la Meuse, afin de prévenir, autant que possible, les inondations, en consentant qu'à cette fin il soit fait usage, sur un pied raisonnable, du terrain nécessaire, même sous la domination de L. H. P. Les Ecluses qui seront construites à cet effet sur le territoire des Etats-Généraux, resteront sous Leur Souveraineté; et il n'en sera construit dans aucun endroit, qui pourrait nuire à la défense de leurs frontières.

Il sera nommé respectivement des Commissaires, qui seront chargés de déterminer les emplacemens les plus convenables pour les dites Ecluses. Ils conviendront ensemble de celles, qui devront être soumises à une Régie commune.

Indemnisat. des sujets.

Art. V. Leurs Hautes Puissances ayant déclaré, par une de leurs résolutions, qne leur intention était de dédommager ceux des sujets de S. M. Impériale, qui auraient souffert par des inondations, Elles affectent à cet object les 500 mille florins de Hollande, dont il a été fait mention dans l'Art. I.

Souveraineté sur l'Escaut.

Art. VI. Leurs Hautes Puissances reconnoissent le plein droit de Souveraineté absolue et indépendante de S. M. Imp. sur toute la partie de l'Escaut depuis Anvers jusqu'au bout du pays de Saftingen, conformément à la ligne de 1664, laquelle on est convenu de couper, ainsi que l'indique la ligne jaune S. T. laquelle retombe en T. sur la limite de 1664 du côté du Brabant; suivant que l'indique la carte signée par les Ambassadeurs respectifs.

Les Etats-Généraux renoncent en conséquence à la perception et levée d'aucun péage et impôt dans cette partie de l'Escaut, à quel titre et sous quelle forme que ce puisse être; de même qu'à y gêner en aucune manière la navigation et le commerce des sujets de S. M. Impériale, sans que ceux-ci puissent y donner plus d'étendue, qu'il n'en est accordé par le Traité de Munster du 30 Janv. 1648 lequel demeurera à cet égard dans sa force et vigueur.

Kruys-Schans et Fr. Henry.

Art. VII. Leurs Hautes Puissances évacueront et démoliront les forts de Kruys-Schans et de Frédéric-Henri, et en céderont le terrain à S. M. Impériale.

Lillo et Liefkenshoek.

Art. VIII. Leurs Hautes Puissances, voulant donner à S. M. l'Empereur une nouvelle preuve de leur désir de rétablir la plus

parfaite intelligence entre les deux Etats, consentent à faire évacuer et à remettre à la disposition de S. M. Imp. les forts de Lillo et de Liefkenshoek avec leurs fortifications, dans l'état où ils se trouvent; les Etats-Généraux se réservant d'en retirer l'Artillerie et les munitions de toute espèce. 1785

Terme de l'exécution.

Art. IX. L'exécution de deux Articles ci-dessus aura lieu six semaines après l'échange des ratifications.

Villages de rédemption.

Art. X. Les Etats-Généraux s'étant prêtés au désir, que l'Empereur leur a témoigné, d'avoir les forts de Lillo et de Liefkenshoek dans l'état, où ils se trouvent, L. H. P. s'attendent de l'amitié de S. M. Impériale, qu'Elle voudra bien leur céder et abandonner tous les droits qu'Elle a pu former sur les villages dits de Rédemtion, autres que ceux dout Elle peut déjà avoir disposé par des échanges avec la Principauté de Liège.

M. le Comte de Mercy, ne se trouvant pas suffisamment instruit, a bien voulu, à la demande et sur la prière du Médiateur, prendre cette proposition ad referendum.

Bladel et Reussel.

Art. XI. S. M. Impériale renonce aux prétentions, qu'Elle avait formées sur les bans et villages de Bladel et Reussel.

Postel.

Art. XII. M. le Comte de Mercy demande, que le village de Postel, qu'il dit déjà soumis à la domination de l'Empereur, soit cédé à S. M. Imp. par les Etats-Généraux, qui renonceront à cet effet à toute prétention; bien-entendu que les biens de l'Abbaye de Postel, sécularisés par les Etats-Généraux, ne pourront être réclamés.

Mrs. les Ambassadeurs de Hollande ont bien voulu, à la prière du Médiateur, prendre cet article ad referendum.

Prétentions pecunières.

Art. XIII. Il est convenu, que les prétentions pecunières de Souverain à Souverain sont compensées et abolies: Et quant à celles que les particuliers auront à réclamer de part et d'autre, il sera nommé des Commissaires pour les liquider.

Limites du Brabant.

Art. XIV. Il sera nommé également des Commissaires, pour reconnoître les limites du Brabant, et pour convenir de gré à gré des échanges, qui pourraient être d'une convenance mutuelle.

Traité de Munster Tr. de 1731.

1785 **Art. XV.** Le Traité de Munster du 30 Janvier 1648, servira de base au futur Traité définitif, qui devra être conclu dans l'espace de six semaines. Et toutes les stipulations du dit Traité de Munster seront conservées en tant qu'il n'y aura pas été dérogé.

Mrs. les Ambassadeurs des Etats-Généraux demandent le rappel du Traité de 1731 et notamment de l'Art. V. M. le Comte de Mercy n'a pas jugé devoir s'y prêter.

Les Articles ci-dessus ont été rédigés en présence du Comte de Vergennes, nommé par Sa Maj. Très-Chrétienne, pour remplir les fonctions du Médiateur, et ont été souscrits par les Ambassadeurs soussignés sous l'approbation de l'Empereur et des Etats-Généraux.

Fait à Paris le 20 Septembre 1785.

74.

8 Novembre 1785.

Traité d'accord définitif entre l'Empereur et les Provinces Unies des Pays-Bas, sous la médiation et la garantie de la France; avec une convention séparée, signé à Fontainebleau le 8 Novembre 1785.

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 55. Nouvelles extraordinaires 1785, no. 93 et 94 et se trouve aussi en Allemand dans le Polit. Journal 1785, p. 1216, en Hollandois dans N. Nederl. Jaarboeken 1785, p. 1556 et d. Recueil van de Tractaten T. II. N. 34 et 34. [*v. Kluit* Ind. federum.] Maandl. Nederl. Merc. 1785, P. I, p. 193 en Anglois dans Annual-Register 1785, p. 200.)

Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Père, Fils, et St. Esprit. Ainsi soit-il! Soit notoire à tous ceux, qu'il appartient ou peut appartenir etc.

Amitié.

Art. I. Il y aura une Paix perpétuelle et une amitié sincère et constante entre S. M. I. et R. Apostolique, ses Héritiers et Successeurs, et L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des

Provinces-Unies, leurs Etats, Provinces et Pays, et leurs Vassaux et Sujets respectifs. 1785

Traité de Munster.

Art. II. Le Traité conclu à Munster le 30 Janvier 1648 sert de base au présent Traité; et toutes les stipulations du dit Traité de Munster seront conservées, en tant qu'il n'y aura pas été dérogé par le présent.

Commerce etc.

Art. III. Il sera libre désormais aux deux Puissances Contractantes de faire tels Réglemens, qu'elles aviseront pour le Commerce, les Douanes et les Péages dans leurs Etats respeetifs.

Limites de la Flandre.

Art. IV. Les Limites de la Flandre demeureront aux termes de la Convention de l'année 1664; et, s'il en était qui, par le laps de tems, pussent avoir été ou être obscurcies, il sera nommé, dans le terme d'un mois après l'échange des Ratifications, des Commissaires de part et d'autre pour les rétablir. Il est convenu de plus, qu'il sera fait à l'amiable les échanges, qui pourraient être jugés d'une convenance réciproque.

Forts à élever.

Art. V. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à ne pas construire des Forts ou élever des Batteries à la portée du Canon des Forteresses de l'une ou de l'autre, et à démolir ceux qui pourraient se trouver dans ce cas.

Écoulement des Eaux en Flandre.

Art. VI. Leurs Hautes Puissances feront régler de la manière la plus convenable, à la satisfaction de l'Empereur, l'écoulement des Eaux du Pays de S. M. en Flandre et du côté de la Meuse, afin de prévenir, autant que possible, les inondations. Leurs H. P. consentent même, qu'à cette fin il soit fait usage, sur un pied raisonnable, du terrain nécessaire sous leur Domination. Les Ecluses, qui seront construites à cet effet sur le Territoire des Etats-Généraux, resteront sous leur Souveraineté; et il n'en sera construit dans aucun endroit de leur Territoire, qui pourrait nuire à la défense de leur Frontières. Il sera nommé respectivement dans le terme d'un mois, après l'échange des Ratifications, des Commissaires, qui seront chargés de déterminer les emplacemens les plus convenables pour les dites Ecluses: Ils conviendront ensemble de celles, qui devront étro soumises, à une Régie commune.

Souveraineté et navigation sur l'Escaut.

Art. VII. Leurs Hautes Puissances reconnoissent le plein Droit de Souveraineté absolue et indépendante de S. M. Imp. sur

1785 toute la partie de l'Escaut depuis Anvers jusqu'au bout du Pays de Saftingen, conformément à la Ligne jaune S. T. laquelle retombe en T. sur la Limite du Brabant, suivant que l'indique la Carte signée par les Ambassadeurs respectifs. Les États-Généraux renoncent en conséquence à la perception et levée d'aucun Péage et Impôt dans cette partie de l'Escaut, à quelque titre et sous quelle forme que cela puisse être; de même à y gêner en aucune manière la Navigation et le Commerce des Sujets de S. M. Impériale. La reste du Fleuve, depuis la Ligne démarquée jusqu'à la Mer, dont la Souveraineté continuera d'appartenir aux Etats-Généraux, sera tenu clos de leur côté, ainsi que les Canaux du Sas, du Swin, et autres Bouches de Mey y aboutissans, conformément au Traité de Munster.

Kruis-Schans et Fréd. Henri.

Art. VIII. Leurs Hautes-Puissances évacueront et démoliront les Forts de Kruis-Schans et de Frédéric-Henri, et en céderont les Terrains à S. M. Impériale.

Lillo et Liefkenshoek.

Art. IX. Leurs Hautes-Puissances voulant donner à S. M. l'Empereur, une nouvelle preuve de leur désir de rétablir la plus parfaite intelligence entre les deux Etats, consentent à faire évacuer et à remettre à la disposition de S. M. Imp. les forts de Lillo et de Liefkenshoek avec leurs Fortifications, dans l'état où ils se trouvent; les Etats-Généraux se réservant d'en retirer l'Artillerie et les Munitions de toute espèce.

Terme de l'exécution.

Art. X. L'exécution des deux Articles ci-dessus aura lieu six semaines après l'échange des Ratifications.

Bladel et Reussel.

Art. XI. Sa Maj. Imp. renonce aux prétentions, qu'Elle avait formées sur les Bancs et Villages de Bladel et Reussel.

Postel.

Art. XII. Leurs Hautes Puissances renoncent de leur côté à toute prétention sur le Village de Postel, bien entendu que les Biens de l'Abbaye de Postel, sécularisés par les Etats-Généraux, ne pourront être réclamés.

Limites du Brabant.

Art. XIII. Il sera nommé, dans le terme d'un mois d'après l'échange des Ratifications, des Commissaires pour reconnoître les Limites du Brabant, et pour convenir de gré à gré des échanges, qui pourraient être d'une convenance mutuelle.

Maestricht.

Art. XIV. Sa Maj. Imp. renonce à tous les Droits et Préten- 1785
tions, qu'Elle a formées, ou qu'Elle pourra former en vertu du Traité de 1673 sur la Ville de Maestricht, le Comté de Vroenhoven, les Bancs de St. Servais, et le Pays d'Outremeuse, Partage de l'Etat.

Somme à payer p. L. P. Unies.

Art. XV. Leurs Hautes Puissances acquitteront, pour l'indemnité des Partes sus-dites, à Sa Maj. Impériale la Somme de neuf Millions et cinq-cents mille Florins, Argent courant de Hollande.

Dédommagement des sujets.

Art. XVI. Leurs Hautes Puissances ayant déclaré que leur intention était de dédommager ceux des Sujets de Sa Maj. Impériale, qui auraient souffert par les inondations, Elles s'engagent à acquitter pour cet effet à Sa Maj. Imp. une Somme de cinq-cents mille Florins, même cours.

Formes du payement.

Art. XVII. Le payement des Sommes, stipulées par les deux Articles précédens, se fera de la manière suivante: Trois mois après la Ratification du présent Traité, les Etats-Généraux feront payer à la Caisse Impériale de Bruxelles la Somme de douze cents cinquante mille Florins de Hollande, six mois après pareille Somme, et ainsi de six en six mois, jusqu'à l'extinction totale des dites deux Sommes, faisant ensemble celle de dix Millions de Florins, Argent Courant de Hollande. Ces payemens ne pourront être arrêtés ni suspendus, pour quelque cause ni sous quelque prétexte que ce puisse être.

Aulne, Blegny, Teneur, Bombaye, Dahlem.

Art. XVIII. Leurs Hautes Puissances cédent à S. M. Imp. le Ban d'Aulne, situé dans le Pays de Dahlem et ses Dépendances, la Seigneurie ou Chef-Ban de Blegny-le-Trembleur avec Saint-André, le Ban et Seigneurie de Teneur, le Ban et Seigneurie de Bombaye, la Ville et le Château de Dahlem avec les Appartenances et Dépendanees, excepté Oost et Cadier.

L'Autriche cède et renonce.

Art. XIX. En échange des Cessions mentionnées dans l'Article XVIII Sa Maj. Imp. cède à L. H. P. les Seigneuries de Vieux-Fauquemont, Schin sur la Geule, Strucht avec leurs Appartenances et Dépendances, la Seigneurie de Schaesberg avec ses Dépendances, l'Enclave du Fauquemont-Autrichien dans la quelle est situé le Couvent de St. Gerlach, qui sera transféré ailleurs

1785 sous la domination de Sa Maj. Imp. et les Villages d'Obbicht et Papenhoven avec leurs Dépendances, situés dans la Gueldre-Autrichienne. Sa Maj. renonce au surplus à ses prétentions sur la partie du Village de Schimmert nommé les Bies, avec la partie de ce District, qui a toujours fourni et qui fournit encore son Contingent dans les Petitions de L. H. Puissances, y compris les 40 Bonniers de terre environ, réclamés par ceux du Village de Nuth. Sa Maj. Imp. renonce de même à ses prétentions sur les parties de Bruyères et de Terres, réclamées du côté de Heerlen, par ceux d'Ubach, de Brontsen, et de Simpelvelt, sous la réserve néanmoins, que les Sujets de Sa Maj. Imp. auront la communication libre et affranchie de tous Droits de Péage, Barrières ou autres quelconques, par la partie du grand-chemin, qui passe le long des Limites du Ban de Kerkenraadt comme également les Sujets de L. H. P. conserveront la communication libre et affranchie par le reste du Chemin jusqu'au Pays de Ter-Heyde.

Villages de Rédemption.

Art. XX. Les Etats-Généraux s'étant prêtés au désir, que S. M. Imp. leur a témoigné d'avoir les Forts de Lillo et de Liefkenshoeck dans l'état où ils se trouvent, Sa Maj. Impériale, voulant leur donner une preuve réciproque de son amitié, leur cède et abandonne tous les Droits, qu'Elle a pu former sur les Villages dits de Rédemption, excepté Falais, Argenteau et Hermal; L. H. P. se désistant de leur côté de tous Droits et prétentions sur ces trois Villages, et s'engageant à n'y lever aucuns Impôts en Deniers de Rédemption; de même que S. M. Imp. s'engage réciproquement à n'en lever aucuns sur les autres Villages de Rédemption, ainsi que sur les Bans de St. Servais, cédés aux Etats-Généraux.

Emigration des Pays cédés.

Art. XXI. Il sera libre aux Sujets respectifs de se retirer des Pays, qui viennent d'être cédés réciproquement; et ceux, qui y resteront jouiront du libre exercice de leur Religion: Les deux Puissauces pourvoiront, respectivement à la compétence et à l'entretien des Desservans de leurs Eglises.

Berneau.

Art. XXII. Leurs Hautes Puissances cèdeut et abandonnent à Sa Maj. Impériale tous leurs Droits sur le Village de Bernau, situé au Pays de Dahlem, qui étaient restés indivis par le Partage du Pays d'Outremeuse, de l'an 1661.

Elsloo.

Art. XXIII. Sa Maj. Imp. cède et abandonne en retour à

L. H. P. tous ses Droits sur le Village d'Elsloe, situé au Pays de 1785
Fauquemont, et qui étaient également restés indivis par le même Partage.

Limites d. p. d'Outremeuse.

Art. XXIV. Il sera nommé, dans le terme d'un mois après l'échange des Ratifications, des Commissaires de part et d'autre, pour régler, à la satisfaction réciproque des Hautes Parties Contractantes, les Limites de leurs Territoires au Pays d'Outremeuse, et convenir de gré à gré d'autres échanges encore, qui pourraient y être d'une convenance mutuelle.

Prétentions pécuniaires.

Art. XXV. Il est convenu entre les Hautes Parties Contractantes, que les Prétentions pécuniaires de Souverain à Souverain sont compensées et abolies: Et, quant à celles que les Particuliers auront à réclamer, il sera nommé des Commissaires pour les examiner.

Contingent p. l. payement des Rentes etc.

Art. XXVI. Un mois après l'échange des Ratifications, il sera nommé des Commissaires de part et d'autre pour examiner et déterminer le juste Contingent, que les Etats Généraux devront désormais acquitter dans le payement des Rentes affectées sur les anciennes Aides du Brabant: Les dits Commissaires achèveront leur travail dans le terme d'une année; et en attendant les choses resteront sur l'ancien pied.

Rénonciations réciproques.

Art. XXVII. Les deux Hautes Parties Contractantes renoncent respectivement, sans aucun réserve, à toutes les prétentions, qu'elles pourraient encore avoir l'une à la charge de l'autre, de quelque nature qu'elles puissent être.

Garantie de la France.

Art. XXVIII. Sa Maj. le Roi Très-Chrétien, ayant contribué à la réussite de l'arrangement convenu entre les Hautes Parties Contractantes par son intervention amicale et sa Médiation efficace et équitable, Sa dite Majesté est requise par les Hautes Parties Contractantes de se charger aussi de la Garantie du présent Traité.

Ratification.

Art. XXIX. Le présent Traité sera ratifié par S. M. Imp. et par L. H. P. les Seigneurs Etats-Géneraux et les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines à compter de ce jour, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous Ambassadeurs et Plénipotentiaires avons

1785 signé les Présentes et y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Fontainebleau le 8 Novembre 1785.

Signe;

(L. S.) *Le Comte de Mercy-Argenteau.*
(L. S.) *Lestevenon van Berkenroode.*
(L. S.) *Brantsen.*

Nous Plénipotentiaire de S. M. le Roi Très-Chretien, ayant servi de Médiateur à l'ouvrage de la Pacification, déclarons, que le Traité do Paix ci-dessus, avec la Convention y annexée, de même qu'avec toutes les Clauses, Conditions et Stipulations, qui y sont contenues, a été conclu par la Médiation et sous la Garantie de S. M. Très-Chrétienne. En foi de quoi nous avons signé la présento Déclaration de notre main, et y avons fait apposer le Cachet de nos Armes.

Fait à Fontainebleau le 8 Novembre 1785.

Signé: (L. S.) *Gravier de Vergennes.*

Convention séparée, concernant les Conditions accessoires aux Cessions réciproques des Hautes Parties Contractantes.

Payement des Aides de Dahlem p. 1785.

Art. I. Que les Aides et autres Charges ordinaires, réparties par les Etats du Pays de Dahlem pour l'année 1785 seront payées au Receveur actuel, au profit de L. H. P. et pour l'acquit des Charges de la présonte année.

Domaines, rentes eccl, Emphyteuses p. 1785.

Art. II. Qu'également les Rentes Domaniales et Ecclésiastiques, ainsi que les Dîmes, qui échaient au présent mois de Novembre; de même quo les Emphyteuses des Moulins et autres, pour l'année courante, seront levées et perçues par le Receveur de L. H. P. et à leur profit de sorte que les Aides du dit Pays, ou des parties d'iceux cédées à S. M. Imp. qu'avec le premier Janvier 1786 les Domaines et Rentes Ecclesiastiques qu'au premier Décembro, et les Emphyteuses après l'année échue.

Manière de les lever.

Art. III. Que, pour prévenir toute difficulté au sujet des Arrérages des dites Rentes et des Aides, et l'exécution, que les Receveurs de L. H. P. P. seraient dans le cas do faire au défaut de payement, il en sera formé une Liste exacte et détaillée, et

le Receveur ou Commissaire de S. M. Imp. sera autorisé à payer 1785
aux Receveurs respectifs de L. H. P. le montant des dits Arrérages, sauf à les répéter à charge des Débiteurs.

Ventes, fermes, octrois.

Art. IV. Que toute Vente de Biens Ecclésiastiques, Emphyteuses ou Fermes des Dimes, de même que les Octrois accordés sortiront leur plein et entier effet.

Pension des Officiers et Employés.

Art. V. Les Officiers et Employés des Etats de Dahlem et tous ceux, qui, à titre de leurs Emplois avaient des Gages ou Donatives fixes à charge du dit Pays, jouiront, leur vie durant d'une Pension Viagère proportionnée, qui leur sera assignée sur les Revenus du dit Pays.

Mayeurs et Greffiers.

Art. VI. Les Mayeurs et Greffiers, tant de la Ville et Haute Cour de Dahlem, que des Seigneuries, cédées à S. M. Impériale, et qu'Elle ne jugera pas à propos de continuer dans leurs Emplois, en seront dédommagés raisonnablement ou auront la faculté de vendre leurs Emplois sous l'agrément du Gouvernement-Général des Pays-Bas. Les susdits Articles auront également lieu à l'égard des Parties cédées par S. M. Imp. à L. H. Puissances.

Dettes contractées sur l. pays cédes.

Art. VII. Que, pour autant que les Pays de Fauquemont et Rolduc, Partage de S. M. Impériale, seraient chargés de Capitaux et autres Dettes negociés ou contractés par les Etats des dits pays, soit à cause de la marche de Troupes ou autre cause quelconque, les parties cédées par S. M. Imp. à L. H. P. en seront entièrement déchargées, comme il en sera réciproquement à l'égard du Pays de Dahlem cédé à S. M. Impériale.

Fiefs.

Art. VIII. Les Fiefs, situés dans les Parties cédées de part et d'autre, et qui en dépendent, releveront des Cours ou Chambres Féodales du Souverain, sous lequel ils ressortiront, sans avoir aucune ulteriéure Dépendance des Cours ou Chambres Féodales de l'autre Souverain, duquel ils ont relevé ci-devant, conformément à ce qui a été stipulé à cet égard par le Traité de Partage du 26 Decembre 1661. Les Cessions réciproques se feront à la même époque et de la même manière, un mois après l'échange des Ratifications.

Couvent de St. Gerlach.

Art. IX. Il est convenu de plus, que, si le Couvent de St. Gerlach venait à être supprimé ou incorporé dans quelque

1785 autre Ordre ou Couvent, les Etats-Généraux jouiront alors des Droits de Fisc sur les Biens, que le dit Couvent possède sous leur Domination.

La présente Convention sera jointe au Traité et aura la même force, que si elle y étoit insérée mot-à-mot.

En foi de quoi nous Ambassadeurs et Plénipotentiaires avons signé la Présente, et y avons fait apposer le Cachet de nos Armes.

Signé:

(L. S.) *Le Comte de Mercy-Argenteau.*

(L. S.) *Lestevenon van Berkenroode.*

(L. S.) *Brantsen.*

75.

Traité de commerce et de navigation conclu en 1784 entre l'Empereur des Romains pour les États héréditaires, et l'Impératrice de toutes les Russies, en forme d'édits publiés dans leurs États respectifs en 1785.

a.

1 Novembre 1785.

Édit de l'Impératrice de toutes les Russies au sujet du commerce et de la Navigation des sujets Autrichiens.

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 72.)

Nous Cathérine seconde, par la grâce de Dieu, Impératrice et Autocratrice de toutes les Russies, de Moscovie, Kiovie, Wladimerie, Novogorod, Czarine de Casau, Czarine d'Astracan, Czarine de la Sibérie, Czarine de la Chersonèse Taurique, Dame de Plescau et Grande-Duchesse de Smolensco, Duchesse d'Estonie, de Livonie, Carelie, Twer, Jagorie, Permie, Wiatka, Bolgarie et d'autres; Dame et Grande-Duchesse de Novogorod inférieur, de Czernigovie Resan, Polock, Rostov, Jaroslav, Belo-Oserie, Udorie, Condinie, Vitepsk, Mszislav, Dominatrice de tout le côté du Nord, Dame d'Iverie et Princesse héréditaire et Souveraine des Czars de Cartalinie et Georgie, comme aussi de Cabardinie, des Princes de Czircassie, de Gorsky et d'autres.

Notre attention et nos soins infatigables pour tout ce qui

peut intéresser la prospérité de notre Empire et le bien-être de 1785
nos fidèles sujets, étant toujours les mêmes; nous avons crû contribuer efficacement aux progrès de l'une et de l'autre en ouvrant entre nos Etats et ceux de la Monarchie Autrichienne un commerce plus direct, et en lui accordant toutes sortes d'encouragement et de facilités, capables de lui donner non seulement toute la consistance nécessaire, mais de le rendre bientôt un des plus actifs et florissans. A cet effet et pour faire parvenir ce que nous aurions arrêté là-dessus, tant à la connoissance de nos propres sujets, que de ceux de S. M. l'Empereur des Romains, nons avons jugé à propos de publier le présent manifeste, dont les différens Articles, tels qu'ils se trouvent énoncés ci-après, serviront dès-à-présent de règle et de direction au dit commerce.

Assistance au sujets.

Art. I. Nous voulons qu'il soit prêté dans notre empire partout, aux sujets de la Monarchie Autrichienne toute l'assistance et tous les secours possibles dans ce qui peut faciliter les progrès de leur commerce.

Religion.

Art. II. Selon les principes de la tolérance générale établis dans nos Etats, ils jouiront d'une parfaite liberté de conscience, et ils pourront vaquer librement, ou dans leurs propres maisons, ou dans des bâtimens ou églises que nous aurons destinées ou permises à cette fin, au culte de leur religion, sans y être jamais troublés ni inquiétés d'aucune façon.

Traitement de la nation la plus favorisée.

Art. III. Nous accordons de même aux sujets de S. M. l'Empereur dans tous les pays de notre domination, les droits, franchises et exemtions, dont y jouissent les nations Européennes les plus favorisées; et nous voulons, qu'en conséquence ils profitent de tous les avantages, au moyen desquels leur commerce pourra s'étendre et fleurir dans notre Empire; de façon pourtant, qu'à l'exception des susdits droits, franchises et prérogatives, autant qu'elles leur seront nommément accordées ci-dessous, ils soyent soumis dans leur commerce et trafic aux tarifs, ordonnances et loix établies dans non Etats.

Importation et Exportation.

Art. IV. Nous leur permettons de pouvoir acheter, vendre et transporter librement par eau et par terre, dans tous les ports, villes et rades de notre Empire, où la navigation et le commerce sont permis, les marchandises dont l'entrée ou le commerce interne aussi bien que la sortie ne sont pas défendues, en payant

1785 les douanes et droits fixés par les tarifs qui existent ou existeront à l'avenir.

Payement des douanes.

Art. V. En vertu du privilège dont nous entendons faire jouir dorénavant les sujets Autrichiens, d'acquitter les droits en monnoye courante de Russie, nous enjoignons à tous nos bureaux de douane, de recevoir chaque fois des dits sujets Autrichiens le payement des droits sur ce pied, en évaluant le rixdaler à 125 copeks; excepté touto fois la ville et le port de Riga, où d'après les ordonnances nos propres sujets acquittent ces droits en rixdalers.

Droits sur les vins d'Hongrie.

Art. VI. Pour favoriser encore davantage le commerce des sujets de S. M. l'Empereur, nous ordonnons, quo les vins de Hongrie, importés sur des vaisseaux, soit Russes, soit Autrichiens, et pour le compte de propriétaires ou Russes ou sujets Autrichiens, ou amenés aussi en droiture par terre aux douanes limitrophes, ne payent à l'avenir de droits d'entrée dans nos Etats; savoir les vins de Hongrie communs de table, comme ceux d'Erlau, de Bude, de Rust et autres de pareille qualité, que 4 roubles 50 copeks par oxhofft do 6 ancres, évalué à peu près à 4 antals; et les vins de Hongrie de Tocay ou toutes sortes de vins de liqueur de Hongrie, que le double de la même somme, ou 9 roubles par oxhofft: mais tous ceux qui voudront jouir de cette diminution ou façon d'acquitter les droits ponr l'une et l'autre espèce de ces vins, seront chaque fois tenus à produire les attestats du Magistrat du lieu, ou des douanes, d'où ces vins auront été expédiés.

Droits des ports de la mer noire.

Art. VII. Nous voulons de même que les sujets Autrichiens participent dès la publication du présent manifeste, et pour toutes les marchandises et productions qu'ils importeront ou exporteront par les ports de notre Empire situés sur la mer noire, et nommément par celui de Cherson à l'embouchure du Dniepr, et par les ports de Sewastopol et Théodosia en Tauride, à la même diminution d'un quart de droits, qu'en vertu de l'Article VI de l'Edit annexé à notre tarif général de 1782 nous avons accordée à nos propres sujets et à celles des nations, avec lesquelles nous aurions stipulé quelque compensation à cet égard.

Réfuge accordé aux vaisseaux.

Art. VIII. Les navires des sujets Autrichiens qui seront obligés par des tempêtes, ou pour se soustraire à la poursuite de quelque pirate, ou aussi pour quelqne autre accident, à se réfu-

gier dans nos ports, pourront s'y redouber, se pourvoir de toute chose nécessaire, et se remettre en mer librement; et nous défendons expressément, qu'en pareil cas ces navires ne soyent assujettis à aucune visite ni payement des droits de la part des douanes du port. A condition pourtant, que pendant leur séjour dans nos ports, ils ne puissent rien tirer de leur cargaison, ni exposer aucune marchandise en vente, et qu'ils se conforment en tout aux loix, statuts et coutumes, établis dans nos dits ports; mais au cas qu'ils voulussent mettre quelques marchandises en vente, ils seront assujettis à la teneur de tarifs et ordonnances relatives à ce sujet. 1785

Exemtion de saisie.

Art. IX. Nous défendons pareillement, qu'aucun navire ni marchand ni de guerre Autrichien ni personne de son équipage ne soit arrêté ni les marchandises saisies dans nos ports; mais en laissant ce non obstant pleine liberté à nos tribunaux de procéder selon les loix et formes judiciaires contre les propriétaires d'un tel navire ou de sa cargaison, qui auront contracté des dettes personnelles dans les pays de notre domination, ou aussi contre ceux d'entr'eux ou de leur équipage, qui se seront rendus coupables de quelque crime ou délit, dans quels cas ils seront assujettis aux loix et ordonnances de notre Empire.

Embargo.

Art. X. A tous nos Départemens d'Amirauté nous enjoignons de ne point forcer aucun navire appartenant à des sujets Autrichiens, de servir en guerre ni pour aucun transport quelconquo contre son gré.

Naufrage.

Art. XI. Ils prêteront de même l'attention requise, ainsi que tous nos sujets, à ce que les navires des sujets de S. M. l'Empereur, s'ils échouaient ou faisaient naufrage sur les côtes de notre Empire, éprouvent tant pour leurs équipages, que pour les navires mêmes et les effets, tous les secours et toute l'assistance possible, en acquittant cependant les mêmes frais et droits, auxquels selon notre ordonnance de navigation de 1781 nos propres sujets sont assujettis en pareil cas.

Maintien du système de la neutralité armée.

Art. XII. Ayant reconnu l'utilité et le but salutaire des principes du système de la neutralité armée, que de concert avec plusieurs autres Puissances, nous avons adoptés pendant la dernière guerre maritime, nous sommes résolues non seulement de veiller à leur maintien en général, mais de les faire observer aussi et exécuter vis-à-vis des sujets de S. M. l'Empereur. En

1785 conséquence s'il arrivait que nous fussions engagés dans une guerre avec d'autres Etats; nous voulons que la communication et le commerce libre des sujets Autrichiens avec ces mêmes Etats ne soyent point pour cela interrompus; mais dans un tel cas ils jouiront des avantages renfermés dans les quatre axiomes suivans:

1) Que tout vaisseau pourra naviguer librement de port en port et sur les côtes des nations en guerre.

2) Que les effets appartenant aux sujets des Puissances en guerre seront libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande.

3) Que pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accordera cette dénomination qu'à celui, où les vaisseaux de la Puissance qui l'attaque, en seront suffisamment proches et postés de façon, qu'il y ait un danger évident d'y entrer.

4) Que les vaisseaux neutres ne pourront être arrêtés que sur des justes causes et des faits évidens; qu'ils seront jugés sans retard; que la procédure sera toujours uniforme prompte et légale; et que chaque fois, outre les dédommagemens que l'on accordera à ceux qui ont fait des pertes sans avoir été en faute, il sera rendu une satisfaction complète pour l'insulte faite au pavillon lésé.

Visitation sur mer.

Art. XIII. Les navires marchands des sujets de S. M. l'Empereur, naviguant seuls, et lorsqu'ils seront rencontrés ou sur les côtes ou en pleine mer par nos vaisseaux de guerre, ou par des armateurs particuliers, en subiront la visite; mais tandis qu'il ne sera pas permis en ce cas auxdits navires marchands de rien jetter de leurs papiers en mer, nous ordonnons à nos dits vaisseaux de guerre ou armateurs de rester de leur côté constamment hors de la portée du canon des navires marchands Autrichiens, et pour obvier entièrement à tout désordre, de ne jamais envoyer au delà de deux ou trois hommes dans leurs chaloupes à bord des derniers, pour faire examiner les passeports et lettres de mer qui constateront la propriété et les chargemens de ces navires: mais aussitôt que de tels navires marchands se trouveront escortés par un ou plusieurs vaisseaux de guerre, la simple déclaration de l'officier commandant l'escorte, que ces navires ne portent point de contrebande, doit être envisagée comme pleinement suffisante et aucune visite n'aura plus lieu.

Satisfaction en cas d'abus.

Art. XIV. Aussitôt qu'il aura apparu par les titres produits ou par l'assurance verbale de l'officier commandant l'escorte, que

les navires marchands ainsi rencontrés en mer, ne sont point 1785
chargés de contrebande, ils ne doivent plus être empêchés de continuer librement et sans aucun empêchement ultérieur leur route; et ceux de nos vaisseaux de guerre ou armateurs, qui so seront permis, ce non obstant, de molester ou d'endommager d'une façon quelconque les navires en question, seront obligés d'en répondre en leurs personnes et leurs biens, outre la réparation dûe à l'insulte faite au pavillon.

Vaisseaux chargés de contrebande.

Art. XV. S'il arrivait qu'un navire Autrichion visité se trouvât surpris en contrebande, nous défendons de rompre pour cela les caisses, coffres, balles et tonncaux, qui se trouvent sur le même navire, ni de détourner la moiudro partie des marchandises; mais le capteur sera en droit d'amener ledit navire dans un port où après l'instruction du procès faite par devant les tribunaux établis pour cela, et après que la sentence définitive aura été porté selon les loix et règles préscrites, la marchandise non permise ou reconnue pour contrebande, sera confisquée, tandis que les autres effets et marchandises, s'il s'en trouvait sur le même navire, seront rendus, sans que l'on puisse jamais retenir ni vaisseau ni effets, sous prétexte de frais ou d'amende. Pendant la durée du procès, le capitaine, après avoir délivré la marchandise reconnuo pour contrebande, ne sera point obligé malgré lui d'attendre la fin de son affaire; mais nous voulons, qu'il puisse se mettre en mcr avec son vaisseau et lc reste de sa cargaison, quand bon lui semblera; et au cas qu'un navire marchand Autrichien fût saisi en pleine mer par un de nos vaisseaux de guerre ou armateurs, et qu'il se trouvât chargé d'une marchandise reconnue pour contrebande, il sera libre audit navire marchand, s'il le juge à propos, d'abandonner d'abord la dite contrebande à son capteur, lequel devra se contenter de cet abandon volontaire sans pouvoir retenir, molester ou inquiéter en aucune façon le navire ni l'équipage qui pourra dès ce moment poursuivre la route en toute liberté.

Définition de la contrebande.

Art. XVI. Sous la rubrique de contrebande il ne sera compris que les choses suivantes: comme canons, mortiers, armes à feu, pistolets, bombes, grénades, boulets, balles, fusils, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, poches à cartouches, selles et brides; en exceptant néanmoins la quantité qui peut être nécessaire pour la défense du vaisseau et de ceux, qui en composent l'équipage: et tous les

1785 autres Articles, non désignés ici, ne seront pas réputés munitions de guerre et navales, ni sujets à confiscation, et par conséquent passeront librement sans être assujettis à la moindre difficulté.

Marchandises libres.

Art. XVII. Quoique par l'Article ci-dessus la contrebande se trouve clairement spécifiée et déterminée de manière, que tout ce qui n'y est pas nommément exprimé, doit être réputé libre et à l'abri de toute saisie; ce non obstant, et en égard aux difficultés qui se sont élevées pendant la dernière guerre maritime, touchant la liberté dont les nations neutres doivent jouir, d'acheter des vaisseaux appartenans aux Puissances belligérantes ou à leurs sujets, nous avons jugé à propos, pour prévenir tout doute qu'on pourroit élever sur cette matière, d'arrêter: qu'en cas que nous fussions engagées dans une guerre avec une autre Puissance quelconque, il sera libre aux sujets de S. M. l'Empereur d'acheter ou faire construire pour leur compte et en quel temps que ce soit, autant de navires que bon leur semblera, chez la Puissance en guerre avec nous sans être assujettis à aucune difficulté de notre part, ou de la part de nos vaisseaux de guerre ou armateurs; bien entendu cependant, que de tels navires doivent être munis de tous les documens nécessaires pour constater la propriété et l'acquisition légale des sujets Autrichiens.

Sujets naturalisés.

Art. XVIII. Les sujets d'une Puissance en guerre avec nous, qui se trouveront au service de la Monarchie Autrichienne, et ceux qui s'y seront naturalisés ou auront acquis le droit de bourgeoisie, même pendant la guerre, nous voulons qu'ils ne soyent point envisagés ni traités par nos Officiers de mer sur un autre pied que les sujets Autrichiens nés.

Consuls.

Art. XIX. Nous ordonnons que les Consuls que S. M. l'Empereur des Romains aura établis dans nos Etats pour l'avantage des sujets commerçans, y jouissent de toute la protection des loix; et quoiqu'ils n'y pourront exercer aucune sorte de juridiction, ils pourront néanmoins être choisis du gré des parties pour arbitres de leurs différends; mais il sera toujours libre à ces mêmes parties, de s'adresser de préférence à nos tribunaux auxquels les dits Consuls, en tout ce qui concerne leurs propres affaires, seront également subordonnés.

Justice.

Art. XX. Tout appui possible sera prêté aux sujets Autrichiens contre ceux de nos propres sujets qui n'auront pas rempli

les engagemens d'un contrât fait selon les formes préscrites et 1785
enrégistré à la Douane: et à cet effet nous voulons, qu'il leur soit donné en cas de besoin, par nos tribunaux, l'assistance et la protection nécèssaires, pour contraindre les parties à comparoître en justice dans les endroits mêmes, où ces contrâts auront été conclus et enrégistrés, et pour obliger les contractans à l'exécution de tout ce qu'ils y auront stipulé.

Agens.

Art. XXI. Pour la plus grande sûreté du commerce des sujets de S. M. l'Empereur dans nos Etats, nous ordonnons, de veiller à ce que les gens qui interviennent sous autorité publique aux achats et ventes des marchandises, soyent intelligens et de bonne foi.

Livres de commerce.

Art. XXII. Nous accordons pleine liberté aux sujets Autrichiens établis dans notre Empire, de tenir dans les endroits de leur demeure des livres de commerce en telle langue qu'ils voudront, sans que l'on puisse à cet égard rien leur préscrire, ni les obliger à produire leurs livres de compte ou de commerce, si ce n'est pour se justifier en cas de banqueroute, de fraude ou de procès; mais dans ce dernier cas ils no seront tenus de présenter que les Articles nécessaires à l'éclaircissement de l'affaire dont il sera question.

Banqueroute.

Art. XXIII. S'il arrivait qu'un sujet Autrichien fit banqueroute en Russie, sans avoir acquis le droit de bourgeoisie, nous ordonnons, que les créanciers sous l'autorité des Magistrats et Tribunaux do chaque endroit, nomment des curateurs de la masse, auxquels tous les effets, livres et papiers de celui qui aura fait banqueroute seront confiés; et alors les créanciers qui auront à prétendre aux deux tiers de la masse, s'ils opinaient en faveur d'un arrangement quelconque concernant la distribution de cette masse, leur suffrage entraînera celui des autres créanciers, qui seront obligés de s'y soumettre.

Mais quant à ceux parmi les sujets Autrichiens qui seront naturalisés ou auront acquis le droit de bourgeoisie dans nos Etats, ils seront soumis, en cas de banqueroute (comme dans toutes leurs autres affaires), aux loix, ordonnances et statuts de notre Empire.

Maisons des marchands.

Art. XXIV. Nous permettons aux sujets Autrichiens établis dans nos Etats d'y bâtir, acheter, vendre et louer des maisons dans toutes les villes qui n'ont pas des droits de bourgeoisie et

1785 privilèges contraires à ces acquisitions; et quant aux maisons que les dits u jets Autrichiens posséderont, nommément à St. Petersbourg, Moscou et Archangel, aussi bien qu'à Cherson, Sewastopol et Theodosia, elles seront exemtes de tout logement de gens de guerre, aussi longtems qu'elles leur appartiendront, et qu'ils y logeront eux-mêmes; mais les maisons qu'ils donneront ou prendront à louage ne seront pas exemtes de charges et logemens préscrits. Dans toutes les autres villes de notre Empire, les maisons achetées ou bâties par les marchands Autrichiens qui pourront s'y établir, ne jouiront pas des exemtions accordées seulement dans les six villes ci-dessus spécifiées. Si cependant nous jugions à propos de faire acquitter en argent la fourniture des quartiers militaires, les marchands Autrichiens y seront assujettis comme les autres.

Droit de sortir de l'état.

Art. XXV. Ceux des sujets Autrichiens, qui voudront quitter les Provinces, Villes et Etats de notre domination, n'y doivent éprouver aucun empêchement, et nous voulons, qu'en ce cas il leur soit accordé avec les précautions toute fois reçues et d'usage dans chaque endroit, les passeports nécessaires, pour qu'ils puissent se retirer et emporter librement leur bien apporté ou acquis, après avoir préalablement acquitté leurs dettes, ainsi que les droits fixés par les loix, ordonnances et statuts de notre Empire. Nous exceptons seulement de cette stipulation ceux qui d'après les loix du pays où ils se sont établis, en sont devenus les sujets.

Art. XXVI. Les biens meubles et immeubles, délaissés par la mort des sujets Autrichiens dans nos Etats, passeront librement et sans obstacle quelconque aux personnes qu'ils auront instituées leurs héritiers par testament, ou qui seront appellées à leur succéder ab intestat, suivant les loix et les constitutions des pays respectifs, lesquelles pourront en conséquence prendre tout de suite possession de l'héritage, ou par eux-mêmes, ou par procuration, aussi bien que les exécuteurs testamentaires s'il y en avait dénommés par le défunt; et les dits héritiers disposeront ensuite à leur gré de l'héritage qui leur sera échu, après en avoir acquitté les différens droits, établis par les loix de notre Empire.

Et au cas que les héritiers étant absens ou mineurs, n'auraient pas pourvû à faire valoir leurs droits, alors nous ordonnons, que toute la succession soit inventoriée par un notaire public en présence du juge ou des tribunaux du lieu, accom-

pagné du Consul Autrichien, s'il y en a un dans le même endroit, et de deux autres personnes dignes de foi, et déposée ensuite dans quelque établissement public, ou entre les mains de deux ou trois marchands, qui seront nommés à cet effet par le dit Consul, ou à son défaut, entre les mains de ceux qui d'autorité publique y auront été désignés, afin que ces biens soyent gardés par eux et conservés pour les légitimes héritiers et véritables propriétaires. Et supposé, qu'il s'élevât une dispute sur un pareil héritage entre plusieurs prétendans, alors les juges de l'endroit, où les biens du défunt se trouveront, décideront le procès par sentence définitive, selon les loix établies. 1785

Cas de rupture.

Art. XXVII. Nous voulons qu'au cas que la paix fût rompue (ce qu'à Dieu ne plaise) entre les deux Monarchies, ni les navires et les biens des sujets Autrichiens ne soyent confisqués, ni leurs personnes arrêtées; mais qu'il leur soit accordé au moins l'espace d'une année pour vendre, débiter ou transporter leurs effets et pour se rendre dans cette vue partout où ils le jugeront à propos après avoir acquitté cependant les dettes qui peuvent être à leur charge.

Ceci doit s'entendre pareillement de ceux des sujets de S. M. l'Empereur, qui serviront par mer ou par terre, et nous permettons pour ce cas aux uns et aux autres, avant ou à leur départ, de céder à qui bon leur semblera, ou de disposer selon leur bon plaisir et convenance, de ceux de leurs effets, dont ils n'auront pu se défaire, ainsi que des dettes, qu'ils ont à prétendre; et les débiteurs doivent être obligés à payer ces dettes, comme s'il n'y avait pas eu de rupture.

Le manifeste donné pour 12 ans.

Art. XXVIII. Tous les Articles ci-dessus nous ordonnons qu'ils soyent strictement et invariablement exécutés dans toute l'étendue de notre Empire pendant l'espace de douze années, à dater du jour de la publication du présent manifeste.

Art. XXIX. Et comme S. M. l'Empereur des Romains a publié en même tems que nous dans tous les Etats de Sa domination un manifeste, dont le but répond entièrement à celui du notre, c'est à dire, d'encourager par toutes sortes d'avantages réciproques un commerce immédiat entre les deux Monarchies: nous avons jugé nécessaire, d'en faire imprimer la ci-jointe traduction exacte, afin que le contenu en parvînt à la connoissance de tous nos sujets commerçans. Nous ne doutons point, qu'ils ne reçoivent ce nouveau gage de notre sollicitude maternelle, qui

1785 veille sans cesse à leur véritable bonheur avec la plus vive reconnoissance, et qu'ils ne s'empressent à l'envie de nous la témoigner par le zèle, avec lequel ils s'efforceront à mettre cette nouvelle branche de commerce, que nous venons de leur ouvrir, à profit par des entreprises et spéculations suivies: assurant au reste tous ceux qui auront pris à tâche de se conformer en ceci à nos volontés suprêmes et à nos intentions bienfaisantes, de notre protection et bienveillance particulière.

Donné dans notre résidence Impériale de St. Petersbourg le 1 Novembre de l'an de grâce 1785 et de notre règne la vingt quatrième année.

Signé:
(L. S.) *Catherine.*

---

b.

12 Novembre 1785.

Ordonnance de l'Empereur Joseph II, touchant le commerce des sujets russes dans ses états.

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 81.)

Kaiserlich Königliche Verordnung wegen des Handels und der Schiffahrt der Russischen Unterthanen in den Kaiserl. Königl. Erblanden, gegeben den 12. November 1785.

Wir Joseph der Zweyte etc.

Da unsere Aufmerksamkeit und Sorgfalt auf alles ununterbrochen gerichtet ist, was zur Aufnahme unserer Staaten und Wohlfahrt unserer getreuen Unterthanen beytragen kann; so haben wir beides wirksam zu befördern erachtet, wenn wir den Handel zwischen unseren Staaten und dem Russischen Reiche in eine unmittelbare Verbindung setzen, und demselben solche Aufmunterungen und Vortheile bewilligten, durch welche er nicht nur gegründeten Bestand erhalten, sondern auch zu einem der Blühensten und Lebhaftesten orwachsen könnte. Damit nun dasjenige, was von uns hierüber ist festgesetzt worden, zum Kenntnisse sowohl unserer eigenen, als der Unterthanen Ihrer Maj. der Kaiserin aller Reussen gelange, haben wir für gut befunden, gegenwärtiges Patent kund machen zu lassen, dessen folgende

sämmtliche Artikel von nun an in Ansehung dieses wechselseitigen 1785
Handels zur Vorschrift und Richtschnur dienen sollen.

Beförderung des Russischen Handels.

Art. I. Ist unser Wille, dass in unsern Erbländern den Unterthanen des Russischen Reiches in allem was die Aufnahme ihrer Handlung befördern kann, aller mögliche Beystand und Vorschub geleistet werde.

Religion.

Art. II. Sollen sie nach Maassgabe der in unsern Erbländern allgemein eingeführten Toleranz Grundsätze einer vollkommenen Gewissensfreyheit geniessen, und ihre Religionsübungen entweder in ihren eigenen Häusern oder in den Gebäuden und Kirchen, die wir zu diesem Ende bewilligen oder bestimmen werden, frei, ungestört, und ohne auf irgend eine Art gehindert zu werden, verrichten können.

Alle Vorzüge der meist begünstigten Nation.

Art. III. Gleichfalls ertheilen wir den Unterthanen ihrer Russisch-Kaiserl. Majestät die Befugnisse, Freiheiten und Vorzüge, welche in unsern Erbländern die meistbegünstigten europäischen Nationen geniessen. Wollen demnach, dass ihnen alle Vortheile zu statten kommen, die zur Verbreitung und Aufnahme ihrer Handlung gereichen können: wohl verstanden jedoch, dass sie mit Ausnahme dieser Befugnisse, Freiheiten und Vorzüge, in so ferne dieselben ihnen hier unten namentlich eingestanden werden, in allen übrigen ihren Handel und Verkehr betreffenden Stücken den in unsern Erbländern eingeführten Zolltariffen, Verordnungen und Gesetzen unterworfen seyn sollen.

Ein- und Ausfuhr.

Art. IV. Erlauben wir, dass sie in allen Städten, Häfen und Buchten unserer Erbländer, wo die Handlung und Schiffahrt gestattet ist, diejenigen Waaren, deren Einfuhr, innerer Verschleiss und Ausfuhr keinem Verbote unterliegen, ungehindert kaufen, verkaufen und zu Wasser oder zu Lande verführen mögen: jedoch haben sie davon die Zölle und Abgaben nach den bestehenden oder künftigen Tariffen zu entrichten.

Juchten.

Art. V. Um die Handlung der Russisch-Kaiserlichen Unterthanen noch mehr zu begünstigen, verordnen wir, dass von den unter dem Namen der Juchten bekannten Russischen Ledergattungen, wenn sie von unsern oder Russischen Unterthanen eingeführt werden, künftig kein höherer Einfuhrzoll als 6 F. 40 xr. für den Centner, welcher beiläufig 137 Russische Pfund ausmacht,

1785 bezahlet werde. Diejenigen aber, welche an dem Vortheil dieser Zollverminderung und Einrichtungsart des Juchtens Theil nehmen wollen, sollen gehalten seyn, jedesmal durch Beglaubigungsscheine der Ortsmagistrate oder des Zollamtes, wovon die Juchten abgefertiget worden, zu beweisen, dass dieselben wirklich Erbländischen oder Russischen Eigenthümern zugehören und für deren Rechnung aus Russland nach den Erbländern unmittelbar spedirt worden sind. In den Oesterreichischen Niederlanden und wo sonst irgendwo eine geringe Gebühr auf Russische Juchten besteht, soll der bisherige Zoll auch ferner beibehalten werden.

Pelzwaaren.

Art. VI. Nicht minder befehlen wir, dass künftig von den aus Russland für Rechnung Erbländischer oder Russischer Eigenthümer eingeführten Pelzwaaren kein höherer Einfuhrzoll als zehn von hundert bezahlet werde.

Kaviar.

Art. VII. Eben so soll für den Kaviar von nun an nur fünf von hundert von dem Centner Sporkogewicht entrichtet werden.

Freiheiten zu Ostende und Nieuport.

Art. VIII. In den Häfen von Ostende und Nieuport sollen die Russischen Unterthanen, in Ansehung des Befugnisses, ihre Waaren und Feilschaften in Magazine nieder zu legen und dieselbeu auch wieder weiter zu führen, den meistbegünstigten Nationen gleichgehalten seyn.

Waaren welche von Cherson etc. kommen, oder dahin gehen.

Art. IX. Alle aus den Häfen von Cherson, Theodosia und Sewastopol von Russischen Unterthanen auf eigenen oder Erbländischen Schiffen unmittelbar eingeführten Russischen oder Sinesischen Landesproducte und Kunsterzeugnisse, desgleichen alle Erbländische, welche von denselben nach diesen Häfen ausgeführt werden, wenn die Ein- oder Ausfuhr unmittelbar auf der Donau geschieht, sollen den Nachlass von einem Viertel an den vermöge gegenwärtigen oder künftiger Tariffe zu entrichtenden Zöllen geniessen. Dieser Nachlass ist in beiden Fällen von den Häfen zu Triest und Fiume ebenfalls zu verstehen, wenn nämlih während des in dem 30. Artikel festgesetzten Zeitraums von 12 Jahren daselbst Zölle zu entrichten seyn sollten.

Zuflucht in Nothfällen.

Art. X. Wann Schiffe Russischer Unterthanen durch Sturm, von der Verfolgung eines Seeräubers, oder durch andere Zufälle in einem Erbländischen Hafen Zuflucht zu suchen gezwungen

würden, so soll denselben gestattet seyn, sich darin auszubessern 1785
und mit allem Nöthigen zu versehen, und dann ungehindert wieder auszulaufen, und verbieten wir ausdrücklich, dass die Schiffe in dergleichen Fällen zu irgend einer Visitirung (Untersuchung) oder Zollabnahme von den Zollämtern unserer Häfen angehalten werden; unter der Bedingung jedoch, dass nichts von ihrer Ladung ausgeschiffet, noch Waaren davon zum Verkaufe ausgesetzt werden, dieselben auch sich in allen Stücken den eingeführten Gesetzen, Anordnungen und Gebräuchen fügen. Wollten sie aber einige Waaren verkaufen, so sollen sie der Vorschrift unserer Mauttariffe und Verordnungen unterliegen.

Befreiung von Arrest.

Art. XI. Gleichfalls verbieten wir, in unsern Häfen irgend ein Russisches Handels- oder Kriegsschiff, oder jemand von deren Schiffsequipage, anzuhalten, oder die Waaren derselben in Beschlag zu nehmen. Doch bleibt unsern Gerichtsstellen die Macht vorbehalten, nach den Gesetzen und üblichen Gerichtsförmlichkeiten gegen diejenigen Eigenthümer der Schiffe oder ihrer Ladungen zu verfahren, welche in den Erbländern persönliche Schulden gemacht, so wie gegen diejenigen Eigenthümer, oder wen immer von der Schiffsequipage die irgend ein Verbrechen oder eine strafbare Handlung begangen hätten, als in welchen Fällen dieselben nach den bestehenden Landesgesetzen und Verordnungen behandelt werden sollen.

und Zwang zu Kriegsdiensten.

Art. XII. Untersagen wir den Befehlshabern aller Erbländischen Häfen, jemals ein den Russischen Unterthanen zugehöriges Schiff zu Kriegsdiensten, oder was immer für Transportverrichtungen mit Gewalt zu verhalten.

Strandrecht.

Art. XIII. Auch sollen diese Befehlshaber, und überhaupt alle unsere Unterthanen, im Falle ein den Unterthanen Ihrer Russisch-Kaiserl. Majestät gehöriges Schiff an den Küsten unserer Staaten strandete, oder Schiffbruch litte, alle nöthige Sorgfalt anwenden, damit diesen Schiffen sowohl, als den darauf befindlichen Personen und Gütern zu Hilfe gekommen, und der möglichste Beystand geleistet werde. Dafür werden aber von demselben die nämlichen Kosten und Gebühren zu entrichten seyn, zu welchen unsere eigenen Unterthanen in dergleichen Fällen durch unsere Verordnung verbunden sind.

Grundsätze der bewaffneten Neutralität.

Art. XIV. Ueberzeugt von dem Nutzen und heilsamen End-

1785 zwecke der von uns, einverständlich mit Ihrer Majestät der Kaiserin aller Reussen, während des letzten Seekrieges angenommenen Grundsätze des armirten Neutralitäts-Systems, sind wir entschlossen, nicht nur über die allgemeine Aufrechthaltung derselben sorgfältig zu wachen, sondern wollen dieselben auch gegen die Unterthanen Ihrer Russisch Kaiserlichen Majestät beobachten und ausüben lassen. Sollten wir dennoch mit fremden Staaten in Krieg gerathen, so ist unser Wille, dass desswegen der freie Handel und Wandel zwischen diesen Staaten und den Russischen Unterthanen nicht unterbrochen werde, sondern ihnen in solchem Falle diejenigen Vortheile zu Statten kommen sollen, welche in den nachstehenden vier Hauptgrundsätzen enthalten sind:

1. Jedes Schiff soll frei von Hafen zu Hafen und an den Küsten der Krieg führenden Nationen segeln können.

2. Güter der Unterthanen einer kriegführenden Macht sollen auf neutralen Schiffen frei bleiben, mit Ausnahme der Contrabandewaaren.

3. Um zu bestimmen, was unter einem blokirten Hafen zu verstehen sey, soll diese Benennung nur dann Platz finden, wann die Schiffe der Macht, die einen Hafen angreifen lässt, sich demselben so nahe und in einer solchen Stellung befinden, dass die Einfahrt in den Hafen einer offenbaren Gefahr unterliegt.

4. Neutrale Schiffe können nur aus gerechten auf offenbare Thatsachen gegründeten Ursachen angehalten werden. Das Urtheil darüber soll ohne Verzug gefällt werden, das Verfahren jederzeit gleichförmig schleunig und gesetzmässig seyn, und nicht nur denjenigen, die ohne Schuld dabei Schaden gelitten, die gebührende Vergütung zuerkennet, sondern auch für die Beleidigung der verletzten Flagge eine vollkommene Genugthuung geleistet werden.

Visitation zur See.

Art. XV. Die Schiffe Russisch-Kaiserlicher Unterthanen, welche ohne Bedeckung segeln, wenn sie von diesseitigen Kriegs- oder Armatörsschiffen auf der Küste oder auf offener See angetroffen werden, haben sich der Visitirung zu unterwerfen, und dürfen in solchen Fällen keine Schiffspapiere über Bord geworfen werden. Hingegen verordnen wir, dass gedachte Kriegs- und Armatörsschiffe von solchen stets so weit, als die Kanonen des Russischen Handelsschiffes reichen, entfernt bleiben, auch um allen Unordnungen vorzubeugen, nie mehr als zwei oder drei Mann in ihren Böten an den Bord derselben, zur Visitirung derjenigen Pässe und Seebriefe, durch welche deren Eigenthum

und Ladung zu erheben ist, abschicken. Befinden sich aber diese Handelsschiffe unter dem Geleite eines oder mehrerer Kriegsschiffe, so soll von Seiten des die Begleitung anführenden Officiers die blosse Erklärung, dass sie keine Contrabande bei sich haben, für vollkommen hinlänglich geachtet werden, und keine Visitirung mehr stattfinden. 1785

Wenn das Schiff keine Contrabande hat.

Art. XVI. Sobald aus den vorgelegten Urkunden, oder der mündlichen Erklärung des Commandanten des Geleits erhellet, dass solche auf der See angetroffene Handelsschiffe mit keiner Contrabande beladen sind, sollen sie ihren Lauf frey und ohne ferneren Aufenthalt fortsetzen können, und werden diesseitig Kriegs- oder Armatörsschiffe, die sich demohngeachtet unterfingen, denselben auf irgend eine Art Beschwerden oder Schaden zuzufügen, dafür, wie nicht minder für die wegen verletzter Flagge zu leistende Genugthuung mit Leib und Gut zu haften haben.

Wenn es mit Contrabanden betreten wird.

Art. XVII. Sollte ein Russisches Schiff bei der Visitirung mit Contrabanden betreten werden, so verbieten wir dieserwegen die darauf befindlichen Kisten, Verschläge, Truhen, Ballen oder Fässer aufzuschlagen, oder das mindeste von den Waaren wegzunehmen, aber der Aufbringer ist berechtiget, das Schiff in einen Seehafen zu führen, woselbst nach der Einleitung des Prozesses von den hiezu aufgestellten Gerichtsstellen und nachdem den vorgeschriebenen Regeln und Gesetzen gemäss ein entscheidendes Urtheil gefällt worden, die verbotene, oder für Contraband erkannte Waare confiscirt, alle übrigen Effecten und Waaren desselben Schiffes entgegen wieder zurückgestellt werden sollen, ohne dass jemals weder Schiff noch Gut unter dem Vorwande von Unkosten oder Strafe, zurückbehalten werden könne. Der Schiffscapitän, nachdem er die für Contrabande erkannte Waare ausgeliefert hat, soll nicht gehalten seyn, das Ende des Prozesses wider seinen Willen abzuwarten; sondern wir wollen dass er mit seinem Schiffe und dem übrigen Theil seiner Ladung, sobald er es für gut finden wird, wieder absegeln möge, und falls von einem diesseitigen Kriegs- oder Armatörsschiffe ein Russisches Handelsschiff aufgebracht würde, welches mit erkannten Contrabandewaaren befrachtet wäre, soll dieses die Freiheit haben, die Contrabandewaare sogleich zu überlassen, und seinen Weg ungehindert fortzusetzen. Der Aufbringer ist gehalten sich an dieser freiwilligen Ueberlassung zu begnügen, ohne weder

1785 Schiff noch Equipage auf irgend eine Art ferner aufzuhalten, belästigen oder beunruhigen zu können.

Was Contrabande sey.

Art. XVIII. Zur Rubrike des Seekriegs-Contrabands sind allein folgende Gegenstände zu zählen, nämlich Kanonen, Mörser, Feuergewehr, Pistolen, Bomben, Granaten, grosse und kleine Kugeln, Flinten, Feuersteine, Lunten, Pulver, Salpeter, Schwefel, Kürasse, Spiesse, Degen, Kuppeln, Patrontaschen, Sattel und Zäume, von welchen Stücken jedoch der zur Vertheidigung des Schiffs und der Equipage benöthigte Vorrath auszunehmen ist. Alle unter den eben genannten nicht begriffene Artikel aber sollen keineswegs für Kriegs- und Seemunition geachtet seyn, noch der Confiscirung unterliegen, sondern ohne das geringste Hinderniss vorbeigelassen werden.

Was nicht Contrabande sey.

Art. XIX. Ob nun schon in dem vorstehenden Artikel die Contrabandegegenstände deutlich bestimmt sind, und alles was nicht darin namentlich ausgedrückt wird, für frei erkennet und gegen alle Beschlagnehmung gesichert seyn soll; so sehen wir uns dennoch durch die Anstände, welche sich in dem letzten Seekriege über das Befugniss der neutralen Völker, von Krieg führenden Mächten oder ihren Unterthanen Schiffe zu kaufen, erhoben haben, veranlasset, damit allen Zweifeln, welche darüber entstehen könnten, vorgebeugt werde, folgendes festzusetzen:

Es soll nämlich in dem Falle, dass wir mit irgend einer fremden Macht in Krieg verwickelt würden, den Unterthanen Ihrer Maj. der Kaiserin aller Reussen jederzeit frei stehen, bei einer solchen Macht so viele Schiffe, als sie wollen, zu kaufen, oder für ihre Rechnung bauen zu lassen, ohne dass ihnen dagegen von uns oder von diesseitigen Kriegs- und Armatörsschiffen einiges Hinderniss gelegt werden könne. Jedoch versteht es sich von selbst, dass dergleichen Schiffe mit allen denjenigen Urkunden versehen seyn müssen, welche zur Bestätigung des den Russischen Unterthanen darüber zustehenden Eigenthums- oder gesetzmässigen Erwerbungsrechts erforderlich sind.

Naturalisirte Unterthanen.

Art. XX. Ist ferner unser Wille, dass diejenigen Unterthanen einer mit uns in Krieg verwickelten Macht, welche in den Russischen Staaten Dienste genommen, oder daselbst naturalisirt worden sind, oder das Bürgerrecht daselbst erworben haben, wenn dieses auch während des Krieges geschehen wäre, von diesseitigen

Seeofficieren eben so angesehen, und auf eben dem Fusse, wie 1785
geborene Russische Unterthanen behandelt werden.

Consuln.

Art. XXI. Die von Ihrer Russisch-Kaiserlichen Majestät in unsern Erbländern zum Behufe Ihrer handelnden Unterthanen aufgestellten Consuln sollen sich in allen Stücken des Schutzes der Gesetze zu erfreuen haben. Und ob ihnen gleich keinerlei Art von Gerichtsbarkeit darin auszuüben zusteht, so können sie dennoch von den Parteyen zu Schiedsrichtern ihrer Streitsachen freiwillig gewählt werden, doch wird es diesen Parteyen jederzeit frei bleiben, sich vorzüglich an unsere Gerichtsstellen zu wenden, welchen übrigens auch gedachte Consuln selbst in allen ihren eigenen Angelegenheiten untergeordnet seyn werden.

Justizpflege.

Art. XXII. Den Russischen Unterthanen soll aller möglicher Beistand gegen diejenigen von unseren eigenen Unterthanen geleistet werden, welche ihre mit den ersteren eingegangene Verbindlichkeiten nicht erfüllet hatten. Wir befehlen also allen unsern Gerichtsstellen, nahmentlich aber unseren Wechselgerichten, von welchen die Contracte werden vorgemerkt seyn, dass sie den Russischen Unterthanen in allen vorfallenden Rechtsstreitigkeiten die schleunigste Rechtshilfe nach den in unsern Erbländern bestehenden Gesetzen und Gerichtsordnungen angedeihen lassen.

Mäkler.

Art. XXIII. Um dem Handel der Unterthanen Ihrer Russisch Kaiserlichen Majestät die möglichste Sicherheit zu verschaffen, befehlen wir, alle Sorgfalt dafür zu tragen, damit zu denjenigen Bestellten welche bei dem Kauf und Verkauf der Waaren unter öffentlichem Ansehen verwendet werden, keine andere, als verständige und beglaubte Personen aufgenommen werden sollen.

Handlungsbücher.

Art. XXIV. Erlauben wir den in unsern Erbländern niedergelassenen Unterthanen in den Orten ihres Aufenthalts Handlungsbücher, in welcher Sprache sie wollen, zu führen, ohne dass man ihnen etwas hierüber vorschreiben, oder sie zur Vorzeigung ihrer Rechnungs- oder Handlungsbücher anhalten könne; es sei denn zu ihrer Rechtfertigung in Bankerots-, Betrugs- oder Prozessfällen, doch sollen sie in den letzten Fällen nur zur Vorzeigung der zur Aufklärung der betreffenden Streitsache erforderlichen Artikel gehalten seyn.

Banquerot.

1785 Art. XXV. Im Falle ein Russischer Unterthan, welcher das Bürgerrecht hier zu Lande nicht erworben hat, in unseren Staaten bankerot machte, sollen dessen Gläubiger, unter der Aufsicht des Magistrats oder der Gerichtsstelle des Orts Curatores ad massam ernennen, welchen alle Effekten, Rechnungsbücher und Papiere desselben anzuvertrauen sind. Und wenn alsdann diejenigen Gläubiger, deren Forderungen zusammengenommen zwei Drittheile der Cridamasse betragen werden, sich zu irgend einer Abkunft über die Vertheilung dieser Masse verstehen, so sollen die übrigen Gläubiger ihren Ausspruch sich gefallen lassen und annehmen müssen. Diejenigen Russischen Unterthanen aber, welche in unseren Staaten naturalisirt worden, oder das Bürgerrecht erworben haben, sind in Bankerotsfällen, so wie in allen ihren Angelegenheiten, den erbländischen Gesetzen, Verordnungen und Satzungen unterworfen.

Häuser der Russischen Unterthanen.

Art. XXVI. Gestatten wir den in den Erbländern niedergelassenen Russischen Unterthanen in allen Städten, wo nicht besondere bürgerliche Verfassungen und Privilegien dieses hindern, Häuser zu bauen, zu kaufen und zu verkaufen, und wollen wir die Häuser, die sie namentlich in Wien, Presburg, Temeswar, Triest, Lemberg und Brody besitzen werden, von allem Militärquartiere in so lang befreyen lassen, als sie diese Häuser besitzen und selbst bewohnen, diejenigen aber, die sie zu Miethe nehmen, oder zu Miethe geben, sollen von den hergebrachten Einquartierungslasten nicht ausgenommen seyn.

In allen übrigen erbländischen Städten haben die Häuser, welche die daselbst niedergelassenen Russischen Handelsleute bauen oder kaufen werden, dieser bloss für die sechs genannten Städte geltenden Befreiung nicht zu geniessen. Wenn wir aber für gut finden werden, in diesen sechs Städten die Militärquartiere in Geld abtragen zu lassen, sollen die Russischen Handelsleute einer solchen Verfügung eben so wie alle andere unterliegen.

Freier Abzug.

Art. XXVII. Diejenigen Russisschen Unterthanen, welche unsere erbländischen Provinzen, Städte und Länder zu verlassen gesinnt wären, sollen daran auf keinerlei Weise gehindert werden: und wollen wir, dass in solchem Falle ihnen, unter den in einem jeden Orte vorgeschriebenen und üblichen Vorsichten, die nöthigen Pässe ausgefertiget werden, damit sie sammt ihrem mit-

gebrachten und erworbenen Vermögen, nach vorläufiger Tilgung ihrer Schnlden und nachdem die in den Gesetzen, Verordnnngen und Satzungen festgesetzten Gebühren werden entrichtet seyn, frei abziehen mögen. Von welcher Bewilligung wir nur diejenigen ausnehmen, die schon wirkliche Unterthanen des Landes, wo sie sich niedergelassen haben, nach den Gesetzen desselben geworden sind. 1785

Erbschaften.

Art. XXVIII. Das von Russischen Unterthanen bei ihrem Absterben in den Erbländern hinterlassene bewegliche nnd unbewegliche Vermögen soll denjenigen Personen frei und ohne Anstand znfallen, welche zur Erbschaft entweder durch die letztwillige Verordnung derselben oder ab intestato nach Massgebung der in einem jeglichen Lande bestehenden Gesetze und Satzungen berufen sind.

Diesem zufolge können sie die Erbschaft ohne weiteres entweder selbst, oder durch Sachwalter antreten, welches ebenfalls von denjenigen, die etwa der Erblasser zu Testaments Executoren ernannt hätte, zu verstehen ist. Wonach die gedachten Erben, wenn sie die verschiedenen landesgesetzlichen Gebühren davon entrichtet haben, mit dem ihnen zugefallenen Erbtheile nach Wohlgefallen schalten mögen.

In dem Falle aber, dass diese Erben, Abwesenheit oder Minderjährigkeit halber, ein Erbrecht geltend zu machen, keine Vorkehrung getroffen hätten, verordnen Wir, dass alsdann ein förmliches Inventarium über die ganze Verlassenschaft durch einen öffentlichen Notarius, in Gegenwart des Richters oder der Gerichtsstelle des Ortes, und mit Beiziehung des Russischen Consuls, wenn einer daselbst vorhanden ist, wie auch zweer anderer glaubwürdiger Personen, verfertiget, nachher aber diese Verlassenschaft entweder in einem öffentlichen Verwahrungsort beigelegt, oder in die Hände zweier oder dreier von erwähnten Consul zu benennender Handelsleute, oder endlich, wenn kein Consul zugegen wäre, denjenigen Personen, welche die Obrigkeit dazu ausersehen wird, zu dem Ende übergeben werde, damit sie dasselbe auf das beste verwahren, und dem rechtmässigen Erben und Eigenthümer aufbehalten. Wird aber eine solche Erbschaft von mehreren angesprochen und streitig gemacht, so hat die Gerichtsobrigkeit des Orts, in welchem die Verlassenschaft gelegen ist, die darüber erhobene Streitsache im Wege Rechtens, den Landesgesetzen gemäss zu entscheiden.

Fall eines Bruches.

1785 Art. XXIX. Wenn zwischen beiden Kaiserlichen Höfen (welches Gott verhüthen wolle) der Friede unterbrochen würde, so wollen Wir, dass weder die Schiffe noch das Vermögen Russischer Unterthanen confiscirt, noch sie selbst angehalten werden sollen, sondern dass ihnen eine Zeit Frist von wenigstens einem Jahre bewilligt werde, innerhalb welcher sie ihre Habschaften verkaufen, veräussern oder hinweg bringen, und sich in dieser Absicht, wohin sie wollen, begeben können; nachdem sie jedoch die ihnen zur Last kommenden Schulden vorläufig werden getilget haben. Eben dieses wollen wir gleichfalls von den in diesseitigen See- oder Landdiensten stehenden Russisch-Kaiserl. Unterthanen verstanden haben. Wie wir dann auch ferner denjenigen, die sich in dem einen oder andern Falle befinden würden, gestatten, sowohl dasjenige, was sie von ihren Habschaften vor ihrem Abzuge nicht veräussern könnten, als auch ihre Schuldforderungen, an wen sie immer wollen, abzutreten, oder damit so, wie es ihnen beliebig und zuträglich wäre, zu schalten, und sollen ihre Schuldner zur Befriedigung erwähnter Forderungen ebenso, als wenn kein Friedensbruch erfolgt wäre, gehalten seyn.

Dauer dieser Verordnung.

Art. XXX. Alles was in vorstehenden sämmtlichen Artikeln verordnet wird, wollen wir, dass es in unsern sämmtlichen Ländern durch zwölf Jahre von dem Tage der Kundmachung des gegenwärtigen Patents an unabänderlich und auf das genaueste befolgt werde.

Publication.

Art. XXXI. Und nachdem auch Ihro Majestät die Kaiserin aller Reussen, zu gleicher Zeit ein Patent für ihre sämmtlichen Staaten erlassen haben, welches mit dem Endzwecke des unsrigen, nämlich die unmittelbare Handelsverbindung beider Länder durch verschiedene wechselseitige Begünstigungen zu befördern, vollkommen übereinstimmet, so haben wir für nöthig erachtet, dieses Patent dem gegenwärtigen in einer getreuen Uebersetzung beidrucken zu lassen, damit der Inhalt desselben allen unsern Handlung treibenden Unterthanen bekannt werde. Auch zweifeln wir keinesweges, dass sie diesen neuen Beweis unserer, für ihre Wohlfahrt unablässig wachenden Sorgfalt, mit lebhaften Danke erkennen, und sich bestreben werden, denselben dadurch zu bezeigen, dass sie den ihnen hiermit eröffneten neuen Handlungszweig durch ununterbrochene Handelsspeculationen und Unternehmungen zu Nutz zu bringen wetteifern. Gleichwie wir übri-

gens diejenigen, welche hierin unsere höchsten Anordnungen und 1785
Landesväterlichen Absichten erfüllen werden, unseres Schutzes und gnädigsten Wohlwollens versichern.

Gegeben in unserer Haupt- und Residenzstadt Wien, den zwölften Tag des Monates November, im siebenzehn hundert und fünf und achtzigsten, unserer Reiche, des Römischen im ein und zwanzigsten und der erbländischen im sechsten Jahre.

Joseph.

76.

19 Avril 1786.

Convention signée à Vienne le 19. Avril 1786, par laquelle 1786
l'Archevêque de Salzbourg renonce à ses droits diocésains sur la Styrie et la Carinthie; ratifiée à Salzbourg le 18 Mai 1786.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Wir Hieronymus von Gottes Gnaden Erzbischof und des Heil. Römischen Reichs Fürst zu Salzburg etc. Primas des Deutschlandes. Urkunden und bekennen für Uns, und Unsere Nachkommen am Erzstift hiemit öffentlich:

Nachdem Se. Kaiser. König. Maj. Uns zu erkennen gegeben, wie Allerhöchst Sie bei Antrettung Ihrer glorwürdigsten Regierung unter anderen Sorgen auch ein Hauptaugenmerk auf das Beste der Christkatholischen Religion, und insbesondere auf die Vermehrung, und gute Bestellung der Seelsorge gerichtet, folglich hierunter in Allerhöchstdero Königreichen, und Landen eine der gehegten Absicht angemessene Ab- und Eintheilung der Bischöflichen Kirchsprengel zu erreichen beschlossen haben, so ist es auch in der Folge dahin gediehen, dass Allerhöchstdieselbe in Ansehung der Innerösterreichischen Provinzen sich mit Uns zu Behebung der diessfalls sich ergebenen Anstände in dem Weeg einer gütlichen Abkunft einzulassen geruheten, wosofort durch Allerhöchstdero vereinigte Hofkanzley mit Unserm hiezu bestimmten bevollmächtigten Anton Freyherrn von Tinti die weitere Behandlung gepflogen, und bis auf Allerhöchste, und Unsere erfol-

1786 gende Ratification unterm 19ten April dieses laufenden 1786ten Jahrs der hier nachstehende Vertrag errichtet, und von zween Kaiserl. Königl. Hofräthen, dann Unserem obbesagten bevollmächtigten unterfertigt worden ist, welcher von Wort zu Wort also lautet:

Im Namen der Allerheiligsten Dreyfaltigkeit.

Kund und zu wissen seye jedermänniglich, dem daran gelegen ist, oder auf einige Weise daran gelegen seyn kann.

Demnach Seine Kaiserl. Königl. Apostol. Maj. in allerhöchst Dero Staaten, Königreichen, und Ländern für das Beste der Christkatholischen Religion, der Seelsorge, und äusserlichen Kirchenverfassung unter andern auch eine dieser Absicht entsprechende Ab- und Eintheilung der Oberhirtlichen Kirchensprengel zu Stande zu bringen, und überhaupt nebst Errichtung neuer Bisthümer die Bürde des Bischöflichen Amts durch Beseitigung mehrerer bisher aus der vermischten, oder gar zu ungleich vertheilten Lage der Diöcesen nothwendig sich ergebenen Beschwerlichkeiten zu erleichteren allergnädigst bestimmet haben.

Und, um hiezu zu gelangen, da in Ansehung der innerösterreichischen Länder mit dem Fürstlichen Erzstifft Salzburg wegen der von diesem besonders in dem Herzogthum Steyer, und Kärnten innegehabten Diöcesen mehrere Anstände in Vorschein gekommen sind, deren Ausgleichung nach genauer Prüfung, und gepflogener Einverständnüss über die erschienenen Bedenken, und Anstände sofort erreicht worden ist.

So wurde zu gänzlicher Berichtigung dieses Geschäfts noch eine Zusammentrettung bey allerhöchstdero vereinigten Böhmischen, und Oesterreichischen Hofkanzley mit Zuziehung des von Seiner fürstlichen Gnaden Herrn Erzbischof zu Salzburg hierzu ernannten Anton Freyherrn von Tinti Fürstlich-Salzburgischen- der Zeit am Kaiserl. Königl. Hof residierender bevollmächtigten, als eigends zu dieser Handlung benannten Fürstl. Salzburg. Kommissärs angeordnet, abgehalten, und bey solcher über nachstehende dreyzehen Punkten sich vereiniget, und verglichen.

Erstens haben Seine Kaiserl. Königl. Maj. allergnädigst erklärt, dass diese neue Convention den zwischen dem Durchlauchtigsten Erzhaus Oesterreich, und dem Erzstift Salzburg bestehenden Verträgen, dann einem rechts beständigen Herkommen ausser denjenigen Sätzen, welche in der gegenwärtigen Convention abgeändert worden, keineswegs abträglich seyn solle.

Zweytens begeben sich seine Hochfürstliche Gnaden der Herr Erzbischof samt dem Erzstift Salzburg für sich und Ihre Nach-

kommen derjenigen Diöcesanrechte, welche dieselben in den Län- 1786
dern Steyermarkt, und Kärnten bisher durch Ihre General Vickarien ausgeübet, und besorget haben. Sie überlassen, und cediren diese Rechte den Herren Bischöfen zu Gurk, Lavant, und Seckau auf ewige Zeiten zur eigenen unmittelbaren Ausübung dergestalt, dass die Vorsteher der gleich benannten drey Bistümer selbst beständige, und mit dem vollen Umfang aller und jeder zur Diöcesan- und Ordinariats-Gewalt gehörigen Rechte begabte Bischöfe seyn sollen. Die Erzbischöflichen, oder Metropolitan-Rechte aber bleiben fürohin über die mehrbesagten drey Bischöfe und Bistümer Seiner Hochfürstlichen Gnaden, und dem Erzstift Salzburg auf beständig vorbehalten, und folglich werden die Diöcesan-Bischöfe zu Gurk, Lavant, und Seckau als wahre Sufraganen in dieser Verbindung mit Salzburg zu betrachten seyn. Wie nun

Drittens Seine Kaiser. König. Apostol. Maj. zu Leoben ein neues Bistum zum Besten der Religion, und Seelsorge allermildest zu errichten, und zu dotiren beschlossen haben, so wollen allerhöchstdieselben aus besonderer Rücksicht für den Herrn Fürst-Erzbischofen, und das Domkapitel zu Salzburg auch diesen vierten und unabhängigen, und eigenen Diöcesan-Bischof in Leoben als einen Suffragan in Ansehung der Erzbischöflichen Rechte dem Erzstift Salzburg untergeordnet haben, jedoch mit der ausdrücklichen Bedingung, dass auch an diesem Bischof, und seine Nachfolger das vollständige Jus Diöcesanum et Ordinariatus von dem Erzstift aus dem Grunde übertragen werde, weil dessen Kirchensprengel dem Salzburgischen Diöcesan-Rechte bisher unterworfen wäre. Da ferner

Viertens zu Folge der von Seiner Kaiserl. Königl. Apostol. Maj. allerhöchst bestimmten Eintheilung der Diöcesen für die hier bemerkten vier Salzburgische Suffraganen verschiedene neue Antheile der Kirchensprengeln, oder der Diöcesanbezirken denselben als inländischen Bischöfen, und Ordinarien zugeeignet worden sind, welche bisher niemals zu der Salzburgischen Erz-Diöces gehöret haben, so sollen deme ungeachtet aus gnädigster Rücksicht für das Salzburgische Erzstift auch diese Antheile dem Salzburgischen Erzbischöflichen Rechte nach Maass des einem jeden Suffragan zugetheilten Diöcesan Territorii untergeben seyn, und zu diesem Ende von dem betrefenden Erzbischof, und Bischof zu Laibach, und Görz die behörige Cedirungen erfolgen.

Fünftens solle einem jeweiligen Herrn Fürst Erzbischof zu Salzburg noch weiter die Nomination auf das Bistum Seckau, und

1786 Lavant in der bisherigen üblichen Art privative, und auf das Bisthum Gurk alternative, jedesmal auf den dritten Fall der Erledigung zustehen; wobey jedoch der Herr Fürst Erzbischof jederzeit personam gratam zu benennen, auch in dieser Absicht vor der Benennung die in Antrag gebrachte Person dem allerhöchsten Hof namhaft zu machen hat.

Eben so verbleibet dem Herrn Fürst Erzbischof, und seinen Nachfolgern, das Confirmations- und Consecrations-Recht über gleichbenannte drey Bischöfe in der bisher üblichen Art, jedoch mit möglichster Vermeidung aller Unkösten bevor.

Die Installation, und Besitznehmung der Temporalien betrefend ist, was diessfalls Herrkommens, und in Uebung war, zu veranstalten, und vorzunehmen. In Ansehung des Reichsfürstenstandes der drey obstehenden Bischöfe bleibt es bey der diessfälligen Beobachtung. Dagegen behalten Seine Kaiser. König. Apost. Maj.

Sechstens das Jus nominandi für je den Fall des erledigten Leobner Bistums sich und allen Allerhöchst Dero Thronfolgern gänzlich bevor, und sollen nebst dem Erzbischöflichen Rechte dem Herrn Fürst Erzbischofen zu Salzburg, und seinen Nachfolgern in Ansehung des Bistums Leoben nichts als das Jus Confirmandi et Consecrandi, und zwar in der obbemeldten Art, und Weise, wie bey den übrigen drey Suffraganen, gebühren, wegen welchen auch Seine Kaiser. König. Apostol. Maj. sich allergnädigst erklären, dass Allerhöchst Sie niemalen einen andern Bischof in Leoben erkennen und annehmen werden, als der von einem jeweiligen Erzbischof und Metropolitan Salzburgs dazu confirmirt, und consecrirt ist.

Siebentens haben Seine Kaiser. König. Apostol. Maj. allergeneigtest zugesichert, dem Herrn Fürst Bischofen zu Seckau mit Beybehaltung des Namens seines Bisthums den künftigen Wohnsitz in der Stadt Gratz anzuweisen, und denselben mit einer ansehnlichen Kathedralkirche nebst dem erforderlichen Domkapitel gnädigst versehen zu lassen.

Achtens die beyden Probsteyen Mariensaal und St. Mauritz bleiben für stetshin dem Bistum Lavant dergestalten incorporirt, dass die Collation der erstern in Folge der von Weyland Ihro Kaiserl. Königl. Maj. Maria Theresia den 8ten Jäner 1780 gefertigten Urkunde in der bisherigen Art alternative, jene der zweyten aber allein von dem Herrn Fürst Erzbischof, jedoch nicht Jure episcopali, sondern Jure privatorum geschehen.

In Ansehung jener Beneficiorum curatorum, et Simplicium in

Steyer, und Kärnten dagegen, welche der Herr Fürst-Erzbischof 1786 jure liberae Collationis vergeben hat, kommt es hievon mit Abtrettung des Ordinariatus von selbsten ab, insoweit jedoch Seine Hochfürstl. Gnaden das Jus Patronatus jure privatorum ausgeübet haben, bleiben dieselben in dessen ruhigen Besitz und Genuss.

Neuntens wollen Seine Kaiserl. Königl. Apostol. Maj. in Anschung des von dem Erzstift Salzburg gestifteten Klosters Admont einem jeweiligen Herrn Fürst-Erzbischofen die bisher bey jeder Wahl eines neuen Klosters Obern zu Admont ausgeübte Rechte jedoch dergestalt zugestehen, dass derselbe deshalben nicht persönlich in Salzburg zu erscheinen hätte.

Zehentens belassen Seine Kaiserl. Königl. Apostol. Maj. das Erzstift Salzburg in dem ruhigen und ungestörten Besitz seiner Lehenrechte, Güter, und Einkünfte in den Oesterreichischen Erblanden in der nämlichen Art, und Eigenschaft, wie es den errichteten Handfesten, Verträgen, und rechtsbeständigen Herkommen gemäs ist. Wie nun

Eilftens das Erzstift Salzburg jene Pfarren, die dasselbe in den Tyrolischen Landen jure Diöcesano besitzt, an sein Suffragan Bisthum Brixen jure Ordinarii überlassen wird, so werden sich auch Seine Hochfürstl. Gnaden der Herr Erzbischof mit dem Herrn Bischof zu Brixen wegen Ueberlassung seiner in dem Salzburgischen Zillerthal innhabenden Pfarrey- und Ordinariats-Bezirke an das Erzstift einvernehmen, und die wechselseitige diesfällige Austauschung zu Stande bringen. Endlichen werden

Zwölftens Seine Hochfürstliche Gnaden jene Kuratpfründen, welche in dem Oesterreichischen Innviertel dermalen noch zu der Salzburgischen Ordinariats-Jurisdiction gehören, durch Einverständnis mit dem Herrn Bischof zu Linz an diesen gänzlich, gleich bey dem Schluss der gegenwärtigen Convention Servatis Servandis nach der Art, und Weis abtretten, wie solches in Ansehung des abgetrettenen Neustädter Salzburgischen Bezirks vor einiger Zeit geschehen ist, also zwar, dass hinfür die Landes Gränzen zugleich die Salzburgischen, und Linzer Diöcesen von einander scheiden sollen. Was aber innsonders Strasswalchen und Hechfeld, dann die Herrschafft Mattsee berührt, haben in so-lang, bis die darüber obwaltenden territorial Differenzen verglichen und bingelegt sind, auch die Diöcesanrechte, und Gränzen in dem von Alters hergebrachten Stande zu verbleiben, in der Folge aber, da die erstere ihre gütlich, oder rechtliche Erledigung erhalten, ist zugleich der Bedacht dahin zu nehmen, dass nebst Landesgränzen auch jene der Diöcesen oder geistlichen

1786 Jurisdiction berichtiget, und diese nach den ersteren regulirt werden.

Dreyzehentens Soviel den Diöcesan District belangt, welchen das Salzburgische Suffragan-Bistum Kiemsee in Tyrol besitzet, darüber erklären Seine Kaiserl. Königl. Apostol. Maj., dass es dieserwegen durchgehends bey dem alten, sohin nach der hergebrachten Lage, und Verfassung zu bewenden habe.

Schlüsslich solle diese Convention für allerhöchst, und höchste Paciscenten, und ihre beederseitige Nachkommen, und Nachfolgern ihre stets wirkende Kraft behalten, zu dessen vollkommenen Bestättigung die Haubturkunden dieser Convention von Seiner Kaiserl. Königl. Apostol. Maj., und Seiner Hochfürstlichen Gnaden zu Salzburg nebst Ihrem Domkapitel unterzeichnet, und gegen einander ausgewechselt werden. Zu Urkund, und Beglaubigung alles dessen sind über gegenwärtige Vertragspunkte zwey gleichlautende Instrumenten verfast, und von den eigends hierzu verordneten Kaiserl. Königl. Hofräthen von Heinke, und von Greiner, dann dem obbenannten Fürstlich Salzburgischen Herrn Kommissär eigenhändig unterschrieben, auch ihrem beygedrückten Wappen besiegelt, und bekräftiget worden.

So geschehen Wien den 19ten April in dem Eintausend siebenhundert sechs und achzigsten Jahre.

(L. S.) *Franz Joseph von Heinke,*
Kais. König. wirklicher Hofrath bey der
Kais. Böhm. und Oesterr. Hofkanzley.

(L. S.) *Franz Sales von Greiner,*
wirklicher Hofrath der K. K. Böhm. Oest.
Hofkanzley.

(L. S.) *Anton Freyh. von Tinti,*
Hochfürst. Salzburg. residirender Minister
am K. K. Hof.

Diesemnach haben Wir für Uns, und Unsere Nachkommen am Reichsgefürsteten Erzstift Salzburg vorberührten Vertrag, und die darinn enthaltene Punkten in allen und jeden gutheissen, genehmiget, und bestättiget.

Begnehmen und bestättigen solchen auch hiemit, und Kraft dieses in bester Form Rechtens, und dergestalt, dass Unserer Seits der besagte Vertrag zu allen Zeiten getreulich beobachtet, und dass solchen von den Unsrigen auf ein oder die andere Weise entgegen gehandelt werde, niemal gestattet werden solle.

Zu Urkund, und Beglaubigung dessen haben Wir gegenwärtiges Ratifications-Instrument eigenhändig unterschrieben, und mit Unserm anhangenden fürstlichen Insiegel bekräftiget. So geschehen Salzburg den Siebenzehenten Monats Tag May im Eintausend, siebenhundert, sechs und achzigsten Jahre 1786

Hieronymus.

In gleicher weise bekennen auch wir von Gottes Gnaden Vigilius Maria des Heil. Röm. Reichs Fürst von Firmian, Domprobst, und Erzpriester. Wir Siegmund Christoph des Heil. Röm. Reichs Erb-Truchsess Graf von Zeill und Trauchburg Domdechant, Carl Hannibal des Heil. Röm. Reichs Graf von Dietrichstein Senior, und gesambtes Domkapitel des Erzstifts Salzburg, dass der gegenwärtige Vertrag, und alles, was in solchen enthalten, mit unseren guten wissen, und Einwilligung geschehen seye. Wir geloben, und versprechen auch solchen nach seinem vollen Inhalt, so viel uns berührt, stät, und unabänderlich zu halten; zu Bekräftigung dessen haben Wir diese Vertragsurkunde gewohnlichermassen mitunterschrieben, unser grösseres Kapitular Insiegl hierangehängt. So geschehen Salzburg den Siebenzehenten Monats Tag May im Eintausend siebenhundert, sechs und achtzigsten Jahre.

Vigilius Fürst von Firmian Domprobst.
Siegmund Christoph Reichs-erbtruchsess graf von Zeil und Trauchburg Domdechant.
Carl Hannibal graff von Dietrichstein Senior.

77.

1 Décembre 1786.

Traduction d'un Firman du Grand Seigneur, adressé au Prince Nicolas Mavrojeni de Valachie, contenant le traitement à faire désormais aux Pâtres Transilvains dans ces contrées.

(Raccolta dei Trattati colla Porta Ottomana, p. 152.)

Vous qui êtes le surnommé Voivode ayant représenté par Vôtre exposé arrivé ci-devant en réponse à Nôtre suprême Com-

1786 mandement émané au sujet de quelques différends qui se sont élevés sur les droits à acquitter par les Pâtres Transilvains de leurs bestiaux qui paissent dans la Principauté de Valachie comme quoi cette affaire ayant été traité dans ces contrées-là avec l'Agent Impérial, et prise en délibération avec les Boyars du Pays, avait été réglée et arrangée dans tous les points, à l'exception des seuls droits d'Oyarit et Jarbarit, qu'on était en usage de percevoir de ces bestiaux; mais qui ayant été tantôt augmentés, tantôt diminués aux différents changements des Voivodes, on soumettait aux lumières et au bon plaisir de Nôtre Sublime Porte de déterminer combien d'aspres il faudrait percevoir de ce chef; en conséquence de quoi il a été expédié alors un autre Suprême commandement, ordonnant que les points réglés déjà soient observés de la façon qu'ils ont été arrangés en Valachie, mais pour ce qui est des droits d'Oyarit et de Jarbarit, qu'ils soient perçus dorénavant de la même manière, sur le même pied et dans le même tems que cela se pratiquait anciennement, et qu'on s'abstienne soigneusement de tout ce qui pourrait faire naître des disputes et des contestations, en exigeant et percevant plus ou moins que ne porte l'ancien usage.

Après quoi il est dit dans Vôtre dernier rapport sur cet objet, que le point de l'Oyarit ayant été traité entre le Substitut de l'Agent Imp. et les Boyars du pays, de Vôtre connaissance on l'avait fixé à 10 aspres; qu'ayant demandé un Sened du dit Substitut sur ce pied, celui-ci s'était rapporté là-dessus à l'avis de l'Internonce I. et R. résident auprès de Notre Subl. Porte, le Baron d'Herbert Rathkeal (dont la fin soit heureuse!) par la réponse du quel l'arrangement de ce point devoit être traité avec Notre Subl. Porte; de plus, que le dit Substitut avait demandé la libre exportation à leur pays des fromages provenant en Valaquie des bestiaux des dits Pâtres Transilvains, mais qu'une semblable permission ne pouvant que nuire à l'approvisionnement de Nôtre Capitale, elle avait été restreinte à la quantité nécessaire au seul entretien de ces Pâtres. Or l'Internonce susmentionné venant de présenter un Mémoire, par le contenu du quel en établissant le droit d'Oyarit sur le taux de 10 aspres, il remet en même tems la fixation du Jarbarit au bon plaisir de Nôtre Sublime Porte, détaillant en revanche un à un tous les autres points, de la manière qu'ils ont été arrangés, et requérant l'émanation d'un Suprême Commandement, dans le quel tous ces points seraient étendus au long, pour servir dans ces contrées-là de règle invariable à l'avenir; il a été fait là-dessus par Nôtre Chancelerie

Impériale un extrait des points envoyés par Vous ci-devant, et 1786
les ayant adaptés et combinés un à un avec le Mémoire du dit Internonce, ils viennent d'être rédigés et arrangés de la maniere suivante :

(NB. On ajoute des Numéros pour la facilité des renvois.)

No. 1. Il ne sera exigé dorénavant des Pâtres Transilvains pour leurs moutons qui paissent, d'après l'ancien usage, sur le territoire de la Valaquie, que le taux de 10 aspres d'Oyarit conformément à Vos derniers rapports, et à l'exposé de l'Internonce; parcillement ne percevera-t-on le droit de Jarbarit sur leurs boeufs et chevaux, que sur le pied, dans le tems, et de la manière usités anciennement, sans exiger davantage, contre l'ancienne coutume, et contre la teneur de Nôtre illustre Commandement émané ci-devant à ce sujet; on se gardera soigneusement de jamais plus les vexer et molester de ce chef.

No. 2. N'existant aucune différence de deux classes pour le payement des droits de leurs bestiaux, entre les Pâtres de la Cour Impériale, l'on ne fera plus, ni pour les droits à payer, ni pour tel autre objet que ce puisse être, de différence entre les dits Pâtres, sous prétexte que les uns sont Zuruyens, et les autres Burzans, ou comme il plairait à les dénommer; et on ne les vexera plus dans la perception des droits, sous ce nouveau prétexte de deux classes, ou en insistant sur un second payement de ces droits, contre l'ancien usage.

No. 3. Les dits Pâtres ne seront pas injuriés, battus, arrêtés, menacés etc.; mais traités au contraire, en égard qu'ils appartiennent à la Cour d'Allemagne, conformément à l'amitié, et assistés en tout et par tout d'après les Traités.

No. 4. Il ne sera employé aucune contrainte opposée à la justice et aux Traités, dans les ventes et les achats des moutons et des brebis, pour l'usage de la Capitale, soit de la part du Cassab Baschi, soit par d'autres, pour la fixation du prix, ou du nombre, ou de la qualité de ces bêtes; le tout devant s'arranger par un contrat libre et amical entre les acheteurs et les vendeurs. L'on aura en même tems soin, qu'il ne soit demandé, ni offert des prix trop hauts ou trop bas de part et d'autre.

No. 5. Pour ce qui est du Perdé, l'Internonce susmentionné ayant exposé dans son Mémoire, que ce droit se payait selon le Code de la Valaquie et l'usage du pays, à une piastre et un agneau, ou bien à deux piastres sans agneau; si en effet le Code de la Valaquie est ainsi, on le percevra aussi à l'avenir sur le

1786 même pied et de la même manière, sans exiger ni plus ni moins.

No. 6. Pour lever les disputes au sujet du nombre de 600 ou de 1000 bêtes qui composerait le troupeau de moutons, l'Internonce susmentionné ayant demandé par son Mémoire qu'il soit accepté un nombre moyen; on comptera dorénavant 700 moutons pour un troupeau, et sur ce pied les propriétaires de Mochies ne prendront qu'une seule fois un seul mouton par troupeau, composé de 700 bêtes.

No. 7. Les Capitaines des Postes en Valaquie ne prendront plus par force les chevaux des Pâtres ou d'autres sujets Impériaux. Les transgresseurs seront punis et tenus à réparation.

No. 8. L'on n'obligera pas les Pâtres à payer la douane sur les peaux des brébis ou des moutons morts, après qu'il sera constaté qu'ils leur appartiennent.

No. 9. Pour ce qui concerne le point de la perception de soixante paras par les Commandans des confins, soit des troupeaux de moutons, soit des chevaux allant et venant, étant dit dans Vôtre rapport, que Vous aviez déclaré sur les représentations antérieures de l'Agent à ce sujet, que la chose avait été arrangée déjà passé deux ans par un concert réciproque; et constant par le mémoire du susdit Internonce Impérial que cet arrangement consistait en ce que les Vatafs des Plaïs, ou Commandans des confins ne percevraient plus de ces troupeaux des bestiaux et des chevaux allant et venant, ni les soixante paras, ni autre rétribution; si cet arrangement est effectivement conforme à la représentation de l'Internonce, l'on s'y tiendra exactement et se gardera du contraire.

No. 10. Pareillement touchant le point des soixante paras perçus sur chaque troupeau de moutons et de chevaux par les Capitaines sur les bords du Danube, ayant été signifié dans Vôtre rapport à Nôtre Subl. Porte, que la chose était arrangée de façon que les Pâtres Transilvains n'essuyeront plus de vexations de ce chef par les dits Capitaines, si cet arrangement consiste en ce que ces soixante paras ne soient point perçus, on ne les exigera plus dorénavant.

No. 11. Le point concernant la taxe, ou plutôt l'amende dite Vornizia pour les bêtes qui, s'égarant dans les terres labourées, y commettent des dégats, se réglera entre Vous et l'Agent d'une façon à n'apporter préjudice à aucune des deux parties, conformément à l'usage du pays et selon l'equité.

No. 12. Les propriétaires des fosses à blé ou magasins sou-

terrains seront obligés de les tenir couverts en hiver, pour pré- 1786
server les bestiaux d'accidents; et ceux qui en y contrevenant causeraient de pareils accidens, seront punis de Vôtre avis comme il conviendra.

No. 13. Il sera permis aux Pâtres Transilvains de transporter à leurs habitations et pâturages la quantité de blé de Turquie (Missir Bogdai, Maïs) dont ils auront besoin pour leur entretien, à moins qu'il n'en résulterait un préjudice à l'approvisionnement de la Capitale.

No. 14. Les Pâtres pourront exporter librement la laine tondue de leurs propres bêtes sans que les susdits Commandans ou Vatafs de Plaïs puissent les molester, ou exiger la moindre chose de ce chef, contre l'ancien usage.

No. 15. Il sera libre aux dits Pâtres, d'après l'ancien usage, de louer leurs pâturages en Valachie avec le consentement des propriétaires et aux prix payé par d'autres, et de payer d'après une convention juste et équitable avec les propriétaires, le loyer des terrains, en argent ou en fromages pesés honnêtement, pour éviter la fraude de part et d'autre. Les dits Pâtres ne seront non plus exposés aux vexations des propriétaires des terrains loués, ainsi que des voisins, contre les Traités et l'équité, ni arrêtés dans leur voyages.

No. 16. Les Pâtres pourront, en retournant à leurs montagnes, exporter pour leur usage le fromage provenant de leurs bestiaux nourris dans les districts des confins Impériaux, ainsi que les peaux de leurs moutons et la laine de leurs bêtes, sans rien payer de ce chef aux douaniers Valaques; mais comme en exportant les productions de celles qui paissent dans l'intérieur de la Valachie, il serait possible qu'on y mêlât ainsi des laines étrangères au préjudice du Miri, cette exportation ne s'étendra qu'à l'égard des bêtes nourries sur les confins.

No. 17. Si les Pâtres ou autres sujets Impériaux se permettaient quelque excès, fraude ou irrégularité contre les dispositions de cet arrangement, l'Agent Impérial sera obligé d'y mettre ordre suivant la justice et les convenances réciproques, de procurer la réparation des dommages et de punir au besoin les coupables.

No. 18. Réciproquement Vous le susnommé Voivode seres tenu de faire aux représentations de l'Agent en faveur des Pâtres, l'attention qu'elles méritent, et de remédier promptement aux abus dénoncés.

Ces dispositions Impériales seront enregistrées et publiées à



1786 qui de besoin, afin d'être observées à jamais en Valachie, sans la moindre contrariété.

Tel étant Nôtre Ordre Suprême, aussitôt que Vous aurez connu Nôtre Auguste intention d'assister en tout les dits Pâtres comme sujets de la Cour Impériale, Nôtre ancienne et vrai amie et voisine, de leur procurer toute la tranquilité et sûreté, et de ne contrevenir en rien à Nos arrangemens et ordres ci-dessus détaillés, Vous apporterez tous Vos soins à faire publier le présent Nôtre Suprême Commandement, à en signifier le contenu à qui de besoin, le faire enrégistrer et observer exactement pour la sûreté et tranquillité des susdits Pâtres Transilvains, et Vous Vous garderez sérieusement de permettre le moindre procédé contraire à nos Ordres et Intentions Impériales. Donné à Constantinople à la moitié de la lune Ssafar 1201 (c'est-à-dire le 4 Décembre 1786).

78.

4 Septembre 1787.

1787 Convention entre l'Autriche et la Prusse relative à la perception du droit de détraction de 10% sur les successions des sujets respectifs transférés d'un état dans l'autre.

(Justizgesetzsammlung 1787, No. 715, p. 144.)

Hofdecret vom 4. September 1784.

Da unter höchster Genehmhaltung mit den königl. preussischen Staaten das Einverständniss getroffen worden, dass für alle künftige Fälle, wo ein preussischer Unterthan aus den k. k. Staten eine Erbschaft zu beziehen hat, der Abzug auf den Fuss von zehn Prozente, doch ohne Einbegriff der gewöhnlichen Stempel- und Gerichts-Taxen, dann Prokuratursgebühren unabänderlich nach dem eingestandenen Reciproco festgesetzt, folglich in den Fällen, wo in den diesseitigen deutschen Erbländern nebst der Abfahrtgebühr auch eine Erbschaftssteuer von dem hinausgehenden Vermögen zu entrichten kömmt, um im Ganzen den Abzug von 10 Prozente nicht zu überschreiten, nur 5 Prozente an der

Erbschaftssteuer bei einem derley hinausgehenden Vermögen auf- 1787
gerechnet, und bezogen werden sollen.

Als haben die Justizbehörden in den Fällen, wo einem diesseitigen Unterthan aus den königl. preussischen Ländern eine Erbschaft zu verabfolgen kömmt, die Aufmerksamkeit dahin wohl zu nehmen, damit eine höhere Aufrechnung über den Betrag von 10 Prozente (die gewöhnlichen Stempel- und Gerichtstaxen, dann Prokuratursgebühren uneingerechnet) auch jenseits nicht geschehe, massen dann jeder in derlei Fällen wahrgenommene höhere Bezug alsogleich anzuzeigen seyn wird.

79.

6 Novembre 1788.

Convention entre l'Autriche et la Prusse, par laquelle il est 1788
déclaré qu'on n'exigera plus de part et d'autre des reversales de observando reciproco dans les cas d'exportation de successions d'un pays dans l'autre.

(Juslizgesetzsammlung 1788, No. 915, p. 194.)

Hofdecret vom 6. November 1788 an alle Appelazionsgerichte.

Bei der mit Preussen bestehendan Konvenzion, dass das Vermögen, wenn kein Emigrazionsfall eintritt, gegen einen Abzug von 10 Prozento wechselseitig verabfolget werden soll, ist zur Vereinfachung und mehreren Beschleunigung der Sachen zwischen den k..k. und den königl. preussischen Staaten das weitere Einverständniss getroffen worden, dass es künftig von der bisher bei jedem einzelnen Erb- oder andern Vermögensverabfolgungsfalle üblich gewesenen Beibringung der Reversalien de observando reciproco wechselseitig abkommen, und diese Beobachtung von nun an aufgehoben seyn soll.

80.

Juillet et Août 1790.

1790 Déclarations entre l'Empereur Léopold II et le Roi de Prusse, garantie par les puissances maritimes.

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 500.)

I.

Déclarations signées à Reichenbach de la part du Roi de Prusse et du Roi d'Hongrie et de Bohème et garanties de la part des puissances maritimes.

Déclaration de la part des Plénipotentiaires de Sa Majesté Apostolique. Sur la Note du Ministère Prussien, en date du 15 Juillet 1790, les Soussignés Ministres Plénipotentiaires sont chargés et autorisés de déclarer au nom de S. M. le Roi d'Hongrie et de Bohème, leur Maître: Que voulant donner une nouvelle preuve indubitable du sincère désir qu'Elle a de rétablir la Paix avec la Porte Ottomane, ainsi que de conserver avec S. M. Prussienne un Système d'amitié si essentiel au bien-être des deux Etats, et répondre moyennant cela parfaitement aux soins actifs, que les deux Puissances maritimes ont employés jusqu'ici pour coopération à ce double but; Sa Maj. Apostolique s'est déterminée à donner les mains à un Armistice avec la Porte et au rétablissement d'une Paix sur la base du *statu quo* strict, tel qu'il a été avant la guerre: Sa Maj. espérant avec confiance, que la Porte, eu égard à la restitution de tant de Conquêtes importantes, se prêtera, durant le cours des prochaines Négociations de Paix, à quelques modifications conciliatoires, mésurées sur la plus stricte exigence de la sûreté de nos Frontières, et qui seront en même tems le moyen le plus sûr et le plus propre à consolider le repos des deux Empires; et que l'effet d'un arrangement amical à cet égard sera facilité par le concours et les bons offices de S. M. Prussienne, ainsi que des deux Puissances Maritimes, ses Alliés; cet espoir de S. M. Apostolique étant fondé tant sur l'amitié des dites Cours que sur le véritable intérêt présent et futur de la Porte même.

A cette Déclaration, à laquelle Sa Maj. Apostolique attache la force et l'effet plenier d'une Convention formelle et solemnelle, nous sommes chargés d'ajouter encore, que, si contre toute at-



tente et contre les voeux de S. M. la Paix entre la Russie et la 1790
Porte n'était pas rétablie dans le même tems, que la nôtre et que la guerre dût être continuée entre ces deux Puissances, S. M. Apostoliqne, suivant ce dont Elle est convenue avec son Alliée, ne conservera ni n'aura pour le susdit cas d'autre obligation à remplir que celle de rester dans la possession de la Forteresse de Choczim, prise par leurs armes réunies, comme d'un Dépôt neutre, aussi longtems et jusqu'à ce que la Paix sera conclue de même entre la Russie et la Porte, après laquelle époque ladite Forteresse sera rendue sans faute à la Porte; cette restitution pouvant pour la plus grande sûreté lui être garantie à l'avance par les trois Cours alliées.

En foi de quoi nous avons signé la présente Déclaration et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Reichenbach le 27 Juillet 1790.

Henry XIV Prince de Reuss. (L. S.) *Antoine de Spielmann.* (L. S.)

II.

Contre-Déclaration de la part du Ministre de Sa Majesté Prussienne.

Ayant mis sous les yeux du Roi la Déclaration que Mrs. les Ministres Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème m'ont remise en date du 27 Juillet, et par laquelle ils déclarent: que Sa dite Maj. le Roi de Hongrie et de Bohème s'engage de prêter les mains à la promte conclusion d'un Armistice avec la Porte Ottomane et au rétablissement de la Paix avec elle, sur la base du statu quo strict, tel qu'il a été avant la guerre actuelle, je suis chargé par le Roi mon Maître d'accepter la susdite Déclaration sons les conditions et dans le sens qui suit:

1. Sa Maj. Prussienne entend, qne S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème s'engage, de la manière la plus obligatoire, de conclure un Armistice avec la Porte Ottomane, aussitôt que possible, et que la Porte y consentira, et de rétablire ensuite la Paix avec elle sur la base du statu quo strict, tel qu'il a été avant la présente guerre; et qne par conséquent Sa dite Maj. le Roi de Hougrie et de Bohème restituera à la Porte Ottomane, d'abord après la Paix conclue toutes les Conquêtes, qu'Elle a faites sur la Porte. Quant à l'espérance que S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème se reserve, de faire dans le cours des prochaines Négociations de Paix avec la Porte Ottomane quelques

1790 modifications conciliatoires pour la sûreté de ses Frontières, S. M. Prussienne entend, que ces modifications soyent absolument volontaires et dépendantes du bon gré de la Porte Ottomane et de la Médiation de Sa Maj. et de ses Alliés; et que, si Sa Maj. le Roi de Hongrie et de Bohême en retire quelques acquisitions ou autres avantages, Elle en donnera un équivalent proportionné à S. Maj. Prussienne.

2. Comme S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême déclare en outre, dans la susdite Déclaration, que, si la guerre devait être continuée entre la Russie et la Porte, Elle n'avait et ne conserverait d'autres obligations à remplir envers la Russie et la Porte, que de garder la forteresse de Choczim dans un Dépôt neutre, jusqu'à ce que la Paix soit de même rétablie entre la Russie et la Porte, après laquelle époque la dite forteresse sera rendue à la Porte Ottomane; S. M. Prussienne accepte cette Déclaration dans le sens, que S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême ne se mêlera plus de cette guerre; qu'Elle ne prêtera plus aucun secours, d'aucune manière, directe ou indirecte, à la Cour de Russie contre la Porte Ottomane, et que la Pacification entre la dite Porte Ottomane et la Cour de Russie sera regardée comme une affaire séparée de la Négociation actuelle.

3. Comme la Négociation d'un Armistice et de la Paix à conclure sur la base du statu quo a été entamé par le Roi, de concert avec ses hautes Alliés le Roi de la Grande-Brétagne et les Etats-Généraux des Provinces-Unies, S. M. Prussienne se reserve la faculté et le droit de la Garantie du statu quo, stipulé dans ces Déclarations réciproques; et Elle se flatte, que ses dits hauts Alliés voudront concourir à cette Garantie et s'en charger expressement. Par la même raison S. M. Prussienne se réserve et stipule, que, dès que l'Armistice sera conclu entre la Porte Ottomane et la Cour de Vienne, on prendra des mesures aussi promtes que possible, pour assembler un Congrès de Paix dans tel endroit dont on pourra convenir, pour y travailler à la conclusion d'une Paix définitive entre S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême et la Porte Ottomane, sous la Médiation et la Garantie de S. M. Prussienne et de ses hauts Alliés.

En foi de quoi j'ai signé cette Contre-Déclaration et j'y ai apposé le cachet de mes armes.

Fait à Reichenbach le 27 Juillet 1790.

(L. S.) *Ewald Frédéric Comte de Hertzberg.*

(Ratifié par l'Empereur en date du 2 Août 1790.)

Ratification de la part de Leopold II Roi d'Hongrie et de Bohème, de la précédente déclaration et contredéclaration des ministres Prussien et Autrichiens. 1790

Nos Leopoldus Secundus Divina favente Clementia, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Hierosolymae Rex etc. etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest tenore praesentium facimus.

Posteaquam Nos inter, et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Fridericum Wilhelmum Borussiae regem de restauranda quantocyus pristina Domus Nostrae cum Porta Ottomanica pace, mutuis peramice collatis consiliis, conventum est, atque inde evenit, ut a Nostris plena cum facultate instructis ministris, nec non a suae Majestatis Regis Borussiae ministro, pari agendi potestate munito, sequentes Declarationes die 27 mensis Julii in oppido Reichenbach, utraque ex parte exaratae signatae atque invicem permutatae fuerint

(Ici sont insérées la déclaration et contredéclaration sus-dites):

Hinc nos perpenso maturo judicio harum Declarationum tenore, transacta in illis confirmamus, verbo Nostro Regio et Archiducali pro Nobis et Successoribus Nostribus spondentes ac adpromittentes, nos omnia fideliter adimpleturos, nec ut a Nostris his unquam contraveniatur permissuros esse, in quorum fidem majusve robur praesentes tabulas Manu Nostra subscripsimus, sigilloque Nostro Archiducali Regio appresso muniri jussimus.

Dabantur Viennae die 2. Mensis Augusti 1790 Regnorum Nostrorum primo.

(L. S.) *Leopoldus.*

Kaunitz Rittberg.

Ad Mandatum Sacrae Regiae Apostolicae Majestatis proprium.

J. de Sperges.

Déclaration de la part du Ministre de Sa Majesté Prussienne, touchant les affaires des Pays-Bas.

(*Hertzberg*, t. III.)

Les circonstances ayant amené, que les deux Puissances Maritimes, non seulement comme Garantes de la Constitution des Provinces des Pays-Bas-Autrichiens, mais aussi comme Parties intégrantes du Traité, qui en a donné la possession à la Maison

1790 d'Autriche, ont dû se concerter entre elles et prendre des mesures sur la nature et le degré d'intérêt à accorder au sort de ces Provinces, S. M. le Roi de Prusse, d'après ses relations intimes avec ces deux Puissances, s'est associée à ces mesures. C'est donc uniquement en vertu des engagemens, que S. M. a pris, en conséquence de ces relations intimes avec les Alliés, en faveur des provinces Belgiques, que S. M. déclare: Qu'Elle continuera d'agir dans le plus parfait concert avec les deux Puissances Maritimes, tant relativement au sort et à la Constitution des Pays-Bas-Autrichiens qu'à la Garantie de cette dernière, sauf une Amnistie générale, et ce qui sera nécessaire pour faire rentrer les Pays-Bas sous la domination de S. M. le Roi de Hongrie, et pour assurer leur ancienne Constitution et la Garantie de ses Alliés, dont Sa Maj. ne se séparera jamais dans l'un ou l'autre de ces cas, mais y prendra toujours la part la plus entière et directe. Cette Déclaration portant sur l'unique engagement de cette espèce, qui existe de la part de S. M. Prussienne, ne sçaurait que satisfaire entièrement aux désirs de S. M. Apostolique, et la convaincre, qu'il n'existe réellement aucune source d'inquiétude fondée, et ôter par conséquent toute entrave à la décision promte et finale de la négociation de Reichenbach.

En foi de quoi j'ai signé la présente Déclaration et y ai apposé le cachet de mes armes. Fait à Reichenbach le 27 Juillet 1790.

(L. S.) *Ewald Frederic Comte de Hertzberg.*

Ratification de la part de Leopold II Roi d'Hongrie et de Bohème de la déclaration touchant les affaires des Pays-Bas, placée n. 162. c. T. III. p. 174.

Nos Leopoldus Secundus, Divina favente clementia Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Lodomeriae et Hierosolymae Rex etc. etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore presentium facimus.

Posteaquam Regis Borussiae Majestatem peramice certiorem reddi fecimus, eam Nobis esse in amicis suis in Nos animi sensibus fiduciam, ut reditui Provinciarum Austriaco-Belgicarum in legitimam potestatem nostram non solum momentum aliquod non oppositura, sed magis in id adlaboratura sit, ut justo hac in re desiderio Nostro quamprimum satisfiat; Declaratio ab altefatae

Majestatis Regis Borussiae ministro plenipotentiario exarata, Nostris 1790
pari facultate instructis ministris tradita atque ab his sub spe ratihabitionis Nostrae acceptata fuit, tenoris sequentis

(Ici est insérée la déclaration Prussienne sus-dite)

Hinc Nos grato animo declarationem hanc pro Nobis et successoribus nostris acceptavimus, atque hisce acceptum habemus; in quorum fidem praesens instrumentum manu nostra subscripsimus, sigilloque nostro Regio archiducali appresso firmari jussimus. Dabantur Viennae die prima mensis Augusti 1790. Regnorum nostrorum primo.

(L. S.) *Leopoldus.*

Kaunitz Rittberg.

Ad mandatum Sacrae Regiae Apostolicae Majestatis proprium.

J. de Sperges.

Ratification de la part du Roi de Prusse des trois déclarations sus-dites.

Nous Fréderic Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse etc. etc. etc. Savoir faisons à quiconque appartient: Comme nous sommes convenus avec Sa Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohème, de faire entamer une négociation par des ministres Plénipotentiaires, assemblée dans la ville de Reichenbach en Silésie, tant pour raffermir la bonne harmonie et intelligence entre Nos deux maisons Royales, que pour rétablir la paix entre Sa dite Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohème et la sublime Porte Ottomane et notre Ministre chargé de nos pleinpouvoirs ayant conclu, signé et changé avec les Ministres de Sa Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohème également munis de ses pleinpouvoirs à Reichenbach le 27 Juillet les trois déclarations suivantes

(Ici suivent les trois déclarations sus-dites).

Nous ayant vu et mûrement examiné les trois déclarations qui se trouvent ci-haut, Nous les avons accepté, confirmé et ratifié, comme Nous le faisons par la présente, promettant en parole de Roi pour Nous et pour Nos successeurs de remplir et d'observer religieusement tout ce qui est contenu et promis dans ces déclarations, d'y tenir la main et de ne pas permettre, qu'il y soit contrevenu. En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre main et l'avons fait munir de notre sçeau Royal.

1790 Fait et donné à Schönwalde en Silésie le 5. du mois d'Août 1790, la quatrième année de Notre règne.

(L. S.) *Fréderic Guillaume.*

E. F. Comte de Hertzberg.

Acte de Garantie des Puissances maritimes signé à Reichenbach le 27 Juillet 1790.

Les soussignés Envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et de Leurs Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, Joseph Ewart et Arent Willen Baron de Reede, s'engagent au nom de leurs cours respectives, mais sons la réserve de leur entière approbation et ratification, et d'après la demande faite par les deux hautes parties coutractantes, Leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi d'Hongrie et de Bohème, à leur garantir mutuellement l'exécution entière des engagemens pris dans les articles énoncés dans la déclaration de Sa Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohème, ainsi que dans la Contre-Déclaration séparée touchant les Pays-Bas donnée par Sa Majesté le Roi de Prusse, échangées entre les deux cours respectives, pour autant que cette Déclaration séparée n'est pas en contradiction avec la réserve donnée par les deux Ministres maritimes en date du 27 Juillet 1790, et tel que les différentes pièces sont insérées ci-dessus.

(On a inséré ici les trois déclarations respectives des Plénipotentiaires Autrichien et Prussien du 27. Juillet).

Ils promettent de plus (et sous la même réserve d'approbation et de ratification) que leurs cours respectives enverront au plutôt des ministres munis des pouvoirs nécessaires pour assister aux Négociations finales de la paix, dans l'endroit qui sera ultérieurement déterminé à cet effet et tenir les Conférences sous leur concurrence et médiation. En foi de qnoi ils ont signé le présent acte et l'ont muni du sçeau do leurs armes.

Reichenbach, le 27 Juillet 1790.

(L. S.) *Ewart.* (L. S.) *Reede.*

Extrait d'une résolution secrète des Etats-Généraux arrêtée le 23 Août 1790 sur plusieurs rapports successifs de Mrs de Reede et de Haeften. 1790

Les Hautes Puissances après avoir en général approuvé la conduite du Baron de Reede durant le Cours des conférences de Reichenbach, accordent en particulier leur sanction à l'acte de garantie signé par les Ministres d'Angleterre et de Hollande le 27 du mois passé *sub spe rati* et avec la restriction que cette garantie n'ôterait point à leurs Cours respectives la faculté d'adopter relativement aux affaires des Pays-Bas telles mesures qu'elles croiront convenables aux circonstances.

L. H. P. consentent à envoyer au futur Congrès un Ministre Plénipotentiaire qualifié à coopérer avec leurs alliés au Traité de paix définitif; mais pour ce qui est de la Garantie même du Traité définitif, Elles différeront de contracter à cet égard des engagemens positifs jusqu'à ce qu'elles soyent informées des conditions do la paix.

L. H. P. applaudissent avec la plus vive satisfaction aux démarches que le Roi de Prusse vient de faire à Pétersbourg pour inviter l'Impératrice à terminer de son côté la guerre avec la Porte Ottomanne et la Suède, sur le pied de l'ancien *status quo*; Elles s'empresseraient même de concourir à ce but salutaire par leurs bons offices, mais l'intervention amicale qu'Elles ont employées, il y a deux ans, auprès de la Cour de Russie n'ayant point produit un effet satisfaisant, Elles ne sauraient se résoudre à revenir à la charge, avant d'avoir reçu réponse à l'office que le Ministre de la République a remis à Pétersbourg en 1788.

A l'égard des affaires des Pays-Bas, les E. G. ne dissimulent point qu'ils sont dans l'opinion que ces Provinces doivent retourner sous la domination de la maison d'Autriche. Ils sont même disposés à s'employer pour cet effet, et ils désirent que le Roi de Hongrie envoye promtement, soit à la Haye, soit dans le voisinage, un Plénipotentiaire autorisé à entamer la négociation conjointement avec les Ministres des trois Cours alliées.

L. H. P. ont vu surtout avec plaisir par les transactions conclues à Reichenbach, que dans le cas d'une réconciliation Sa Maj. Apostolique est toujours intentionnée d'accorder à ses Provinces-Belgiques, une amnistie générale, et quelques autres concessions qui n'altéreraient pas essentiellement la constitution, telle qu'elle a subsisté au commencement du règne précédent; mais que dans le cas, où Sa dite Maj. serait obligée d'employer contre

1790 les Insurgens la force de ses armes, Elle se bornerait uniquement à la conservation de l'ancienne constitution. D'après cette déclaration L. H. P. seraient biens aises d'obtenir sur l'une et l'autre alternative, telles ouvertures confidentielles qui pourront les mettre en état de faire valoir efficacement leurs bons offices auprès des Provinces-Belgiques. Les Etats-Généraux croyent avoir d'autant plus besoin de ces informations précises, qu'elles faciliteront les garanties que S. M. Apostolique a réclamées pour la suite, relativement à cette partie de ses possessions.

81.

21 Juillet 1790.
22 Février 1791.
16 Mars 1791.

Acte de renonciation de S. M. I. et R. Leopold II par rapport au Grand-Duché de Toscane en faveur de S. A. R. l'Archiduc Ferdinand son second fils et des descendans mâles de celui-ci, ensemble avec l'acte d'investiture du Grand-Duché et la cession plénière de ce pays tant de la part de S. M. I. et R. A. Leopold II que de S. A. R. l'Archiduc François à la secondo-géniture, en date de Vienne le 21 Juillet 1790, ainsi que l'acceptation de S. A. R. le Grand Duc Ferdinand III, de la confirmation des loix, status etc. du Grand-Duché en date du 22 Février 1791, et de l'hommage prêté au Grand Duc le 16 Mars 1791.

(*Martens*, Recueil des traités, 1. IV, p. 467.)

Acte de prestation d'hommage, 16 Mars 1791.

In Dei Nomine Amen. Anno Domini Nostri Jesu Christi Millesimo Septingentesimo Nonagesimo Primo, Indictione Nona, Die vero Decima sexta Mensis Martii, hora Meridiana, Actum Florentiae in Palatio Veteri Ducali in Parochia praepositurae Sancti Michaelis in Horto, et in Aula majori ipsius Palatii praesentibus et adstantibus ibidem et infra scripta omnia audientibus, videntibus

et intelligentibus Illustrissimo Domino Marchione Cosmo, quondam illustrissimi Domini Marchionis Antonii Corsi, Ordinis Hierosolimitani Equite, Illustrissimo Domino Marco Maria quondam Illustrissimi Domini Bajulivi Nicolai de Martellis Ordinis D. Stephani Bajulivo, Illustrissimo Domino Joanne Baptista quondam Illustrissimi et Clarissimi Senatoris Equitis Philippi Guadagni, Illustrissimo Andrea quondam Illustrissimi Equitis Averardi Serristori, Illustrissimo Marchione Carolo quondam Illustrissimi et Clarissimi Marchionis Senatoris Joannis Gerini, Illustrissimo Domino Joanne Baptista Francisco, quondam Illustrissimi Domini Marchionis Joannis Andrae Bourbon del Monte ex Marchionibus Sanctae Mariae et Illustrissimo Domino Principe Thoma Illustrissimi Principis Bartolomei Corsini, Testibus idoneis omnique exceptione majoribus ad infrascripta omnia et singula vocatis, habitis atque rogatis, et adstantibus etiam plurimis aliis Illustrissimis praestantibusque Viris. 1790

Praesentis Instrumenti seriem Visuris, Lecturis atque Audituris pateat et notum sit, quod cum vi Caesarearum Tabularum Serenissimi ac Potentissimi Principis Domini Domini Leopoldi Secundi, Romanorum Imperatoris semper Augusti, Germaniae, Hungariae ac Bohemiae Regis, Archi-Ducis Austriae et Magni Etruriae Ducis Noni etc. etc. etc. super renunciationem Dominii Universi Magni Etruriae Ducatus favore Serenissimi Archiducis Ferdinandi, Ejus filii Secundo Geniti et illius Descendentium per Lineam Masculinam factam, datarum Viennae Austriae Die Vigesima Prima Julii Anni Millesimi Septingentesimi Nonagesimi, quae inferius de verbo ad verbum referuntur, et vi pariter solemnis acceptationis, abdicationis et cessionis factae a Serenissimo Archi-Duce Francisco, Regio Hungariae et Bohemiae Principe etc. etc. etc. praelaudatae suae Cesareae Majestatis Filio Primogenito per Archiducales Literas Viennae Austriae datas Die pariter, et Anno ut supra, quae similiter inferius de verbo ad verbum referuntur, verum Universum Dominium Magni Etruriae Ducatus praedicti una cum omnibus Juribus, Ditionibus, Civitatibus, Portubus, Insulis, Castris, Terris ac Bonis, Dignitatibus et Praerogativis ad Illum pertinentibus vel accessuris devolutum fuerit et sit, pleno jure praelaudato Serenissimo Archiduci nunc Magno Etruriae Duci Decimo Ferdinando Tertio, et id circo infrascripti omnes Clarissimi Senatores per quos omnes Legitime congregatos universus Magnus Etruriae Ducatus representatur una cum Prioribus Universitatis seu Communitatis Civitatis Florentiae volentes uti veri fideles, et obedientes Subditi Regiae Celsitudini Serenissimi Ar-

1790 chiducis Ferdinandi III. Magni Etruriae Ducis X infrascriptum Fidelitatis et obedientiae Juramentum praestare, et hac de causa convenient in dicta Aula Majori Palatii Ducalis praedicti coram Sua Excellentia Illustrissimo atque Clarissimo Viro Antonio Serristori Senatore, Ordinis D. Stephani Equite, neo non Regiae Suae Celsitudinis Status Consiliario et Consilii ad Etruriae Regimen Praeside, et in hac parte, a praelaudato Serenissimo Archi-Duce, Magno Duce Ferdinando III ad infrascripta omnia, et singula specialiter Deputato per Regias Literas Viennae Austriae datas die vigesima secunda monsis Februarii currentis anni, quae infra de verbo ad verbum pariter transcribentur, in eminentiori loco prope Solium Vacuum et Augusta Imagine praememoratae Regiae Suae Celsitudinis decoratum, sedente perlectae fuerunt de Mandato Altefatae Excellentiae suae per me Notarium infrascriptum.

Primum praejudicatae Cesareae Tabulae renunciationis etc., quarum tenor est sequens videlicet

Acte de cession de l'Empereur Leopold II, 21 Juillet 1790.

«Nos Leopoldus II Divina favente Clementia Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingiae, Styriae, Carinthiae et Carniolao, Magnus Dux Hetruriao, Magnus Princeps Transylvaniae, Marchio Moraviae, Dux Brabantiae, Limburgi, Luxemburgi et Geldriae, Würtembergae, Superioris et Inferioris Silesiae, Mediolani, Mantuae, Parmae, Placentiae, Quastallae, Osveciniae et Zatoriao, Calabriae, Barri, Montisferati et Teschinae, Princeps Sueviae et Carolopolis, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, Hannoniao, Kiburgi, Goritiae et Gradiscae, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Superioris et Inferioris Lusatiae, Mussoponti et Nomenei, Comes Namurci, Provinciae Vademontis, Albimontis, Zutphaniae, Sarwerdae, Salmae et Falkensteinii, Dominus Marchiae Slavonicae et Mechliniae.»

«Notum Testatumque omnibus, quorum interest, vi praesentium facimus. Posteaquam Deo sic volente, morte Sacrae Caesareae Regiaeque Apostolicae Majestatis Domini Josephi Secundi, Fratris Nostri dilectissimi gloriosissimae Memoriae, qui improlis decessit, omnia Regna ac Provinciae ab eodem possessae hereditario jure ad Nos pervenerunt; Magnum vero Hetruriae Ducatum vigore stabilitae a Domino Francisco Primo, Romanorum Imperatore et Magno Hetruriae Duce gloriosissimae Memoriae, Genitore Nostro dilectissimo in dicto Magno Ducatu Secundogeniturae, Serenissimus Archidux Filius Secundogenitus pleno jure obtinere, atque possidere debeat, quae quidem Sanctio obaltefata Sacra Caesa-

Regiaque Apostolica Majestate Domino Josepho Secundo qua Serenissimo Archi-Duce primogenito editis solemnibus desuper acceptationis et renunciationis Litteris, confirmata ac corroborata fuit; hinc solemnibus his Divi Domini Parentis, ac Fratris Nostri dispositionibus plene inhaerentes Regimen ac possessionem dicti Magni Hetruriae Ducatus cum omnibus juribus et ditionibus ad illum pertinentibus Serenissimo Archiduci Ferdinando Josepho Filio Nostro Secundogenito sub iisdem plane in dictis solemnibus Instrumentis sancitis Legibus et reservationibus de certa Nostra scientia et Voluntate cedimus, atque in favorem Illius pro Ipso Filiis ac Posteris suis masculini sexus magno Hetruriae Ducatu Nos abdicamus, ne vero cessioni, atque abdicationi huic Nostrae aliquid desit, solemnes quoque Serenissimi Archiducis Francisci Filii Nostri Primogeniti acceptationis et renunciationis Litterae eodem tempore extradentur. — In quarum fidem majusque robur hasce Tabulas manu Nostra subscripsimus, Sigilloque Nostro Regio et Archiducali pendente muniri jussimus.» 1790

«Datum Viennae Austriae 21 Julii Anno Millesimo Septingentesimo Nonagesimo, Regnorum Nostrorum primo.

Leopoldus.

Kaunitz R.

Ad Mandatum Sac. Reg. Apost. Majestatis proprium.

(L. S.) *Antonius a Spielmann.*

«Copia haec cum Instrumento originali in Tabulario Caesareo Regio asservato adcurate collata eique omnino consona, Sigillo Caesareo Regio Archiducali secreto appresso firmata et manu mea propria signata est Viennae Austriae die 23 mensis Februarii A. D. 1791.

Antonius L. B. a Spielmann.

ordinis S. Stephani Regis Eques, Caesareo-Regius in
(L. S.) rebus cum exteris gerendis Referendarius intimus.»

Acte d'acceptation 21 Juillet 1790.

Deinde Archi-Ducales Literae acceptationis et Serenissimi Archi-Ducis Francisci Primogeniti sequentis tenoris.

«Nos Franciscus Dei Gratia Regius Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae et Slavoniae Princeps hereditarius, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingiae et Barri, Magnus Princeps Hetruriae etc. omnibus, quorum interest notum testatumque vi praesentium ad perpetuam rei memoriam facimus.»

1790 «Posteaquam Sacra Regia Apostolica Majestas Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominius Leopoldus Secundus Hungariao, Bohemiae etc. Rex, Magnus Hetruriae Dux, Dominus Genitor Noster Summa Nobis reverentia colendus ad Normam stabilitae a Divo Domino Avo Nostro, Francisco Primo Romanorum Imperatore ac Hetruriae Duce gloriosissimae Memoriae in Magno Hetruriae Ducatu Secundogeniturae dictum magnum Ducatum Serenissimo Archiduci Secundogenito Ferdinando, Fratri Nostro carissimo solemni desuper edito Instrumento cessit, atque omnibus illum juribus in favorem Ejusdem Ejusque Posterum Sexus masculini sub certis tamen conditionibus et reservationibus in dispositione Legis institutae Secundogeniturae expressis se abdicavit, haecque cessio ac abdicatio in majus robur ac firmitatem a Nobis utpote Archiduce Primogenito acceptanda et renunciatio quoque Nostra in dictum Magnum Ducatum solemni Instrumento confirmanda est; hinc Nos saluberrimis his Majorum Nostrorum institutis omnem morem gerentes, atque insimul in pignus fraterni Nostri in dilectissimum Fratrem Nostrum Serenissimum Archiducem Ferdinandum adfectus, cessionem hanc atque abdicationem sub iisdem, qua facta est, legibus et reservationibus acceptamus ratam gratamque habemus, ac hisce de certa Nostra scientia et Libera cum voluntate omnibus in Magnum Hetruriae Ducatum juribus et actionibus pro Nobis et Heredibus Nostris in favorem Serenissimi Archiducis et descendentium Ejusdem Masculini Sexus renunciamus, atque iisdem Nos abdicamus: Quod si vero, quod Deus avertat, contingeret, carissimum Fratrem Nostrum Serenissimum Archiducem Ferdinandum nulla Sobole mascula relicta, e vivis discedere, vel hanc ipsam in descendentibus Masculis omnino deficere aut extingui, in hunc casum ex ipsa Institutionis Secundogeniturae dispositione Nobis, Nostrisque Posteris masculis jus omne omnesque actiones ad indubiam in Magnum Hetruriae Ducatum Successionem vi praesentium Solemniter ac plenissime reservamus, ita ut haec Renunciatio Nostra illo casu eveniente, pro nulla ac non facta haberi, neque Juribus Nostris, vel Descendentium Nostrorum Masculini Sexus obstare ullo modo debeat. In quorum omnium fidem majusque robur hanc cessionem, abdicationem et reservationem Nostram jurejurando firmavimus ac ad perpetuam rei Memoriam praesentes tabulas propria manu subscripsimus, Nostroque Sigillo Archiducali muniri jussimus. Dabantur Viennae Austriae die 21 Julii Anno Milesimo Septingentesimo Nonagesimo.

(L. S.) *Franciscus.*»

«Copia haec cum Instrumento originali in Tabulario Caesareo 1790
Regio asservato adcurate collata, eique omnino consona, Sigillo Caesareo Regio Archiducali secreto appresso firmata et manu mea propria signata est Viennae Austriae die 23 Mensis Februarii A. D. 1791.

Antonius L. B. a Spielmann.
Ordinis S. Stephani Regis Eques, Caesareo-Regius rebus cum exteris gerendis Referendarius intimus.»

Acte de confirmation des droits 22. Février 1791.

Et demum Literae Motu proprio emanatae ac Serenissimo Archi-Duce Magno Duce Nostro Ferdinando Tertio hujus tenoris videlicet

«Noi Ferdinando III per Grazia di Dio Principe Reale di Ungheria, di Boemia, Arciduca d'Austria, Gran Duca di Toscana ec. ec. ec.

«In conseguenza della Renunzia fattaci da Sua Maestà Imperiale Nostro Augustissimo Genitore della Sovranità della Toscana; mediante l'Atto fatto in Vienna li 21 Luglio 1790 incarichiamo il Nostro Consiglier di Stato, e presidente del Consiglio di Reggonza Senator Cavalier Antonio Serristori di prendere interinalmente in Nostro Nome il possesso del Gran Ducato di Toscana, con ricevere Egli a tale effetto i soliti omaggi, e giuramenti d'inaugurazione dai Magistrati, Governatori, Militare, Deputati delle Provinzie ec. nei modi soliti, e con quelle solennità state praticate in altre simili occasioni, riserbandoci Noi di ricevere colle consuete formalità, la confermazione dopo il Nostro arrivo a Firenze.»

«Confermiamo intanto fino a nuov' ordine tutti i Sistemi ed Ordini veglianti.»

«Confermiamo parimente fino a nuov' ordine lo Stesso Consiglio di Reggenza, e tutti i Consiglieri di Stato che lo compongono, ognuno nelle Loro rispettive Cariche; Ed intendiamo che le Ordinazioni emanate col Vidit del Consiglio medesimo abbiano forza e vigore come se fossero state firmate di Nostra propria mano, confermandogli a questo effetto, e sino a nuovo Ordine tutta l'Autorità di cui è stato rivestito finora.»

«Confermiamo anche tutti i Governatori, Commissari Provinciali nelle Loro Cariche; come anche confermiamo tutti gli Impiegati nelle Segreterie e Dipartimenti rispettivi, Giusdicenti, Provinciali, Militari, Ufficialità, Auditori, Giudici Tribunali di Giustizia e Paghe Loro sul piede come sono di presente.»

«E finalmente incarichiamo il Consiglio di Reggenza di dare

1790 a chi occorre gli Ordini o partecipazioni opportune in conseguenza. Dato in Vienna li 22 Febbrajo 1791.

Ferdinando.»

Hisce Tabulis perlectis clara et intelligibili voce a me Notario infra scripto, Illustrissimus Dominus Eques Joanes Baptista de Cellesis Regius Advocatus et in hac parte Archivi Reformationum etc. Praeses sio Senatum roliquosque Cives Patria lingua est allocutus:

Harangue du président pour la prestation d'hommage.

«Se finora il sincero Omaggio di fedeltà, e di obedienza, che gli Antecessori Vostri, e molti ancora di Voi Clarissimi Senatori, fedelissimi Cittadini, come Rappresentanti la Nazione Toscana, hanno prestato al Nuovo Regnante è stato amareggiato sempre dai sentimenti di mestizia, e di cordoglio per l'estinto Sovrano, quello che adesso tutti v'invito ad umiliare all' Augusto Vostro nuovo Principe Ferdinando III sarà per una felice diversità di più fauste circostanze non da altro pianto accompagnato se non da quello, che la più viva gratitudine per Altissimi beneficj può tributar al Clementissimo Cesare Leopoldo II già Nostro Gran Duca ora Nume Nostro tutelare, che il Cielo lungamente conservi all' Impero, ed al Mondo.»

«Dopo avere il Magnanimo Principe felicitata per molti Anni la Toscana con la Sua presenza, con provide Leggi, e con Paterne premure, ha voluto nell' occasion di doversene allontanare per il miglior destino di Europa, tutti generosamente cumulare in un Solo i Suoi maggiori beneficj dandoci nel Regio Suo figlio un Sovrano Clemente, ed Magnanimo ed accompagnando il Gran dono con la più tenera effusione di sentimenti amorevoli, e Paterni, e con la più lusinghiera assicurazione di una sempre grata Memoria del Nostro vero attacamento alla Sua Sacra Persona.»

«Qual Regnante mai nell' Atto di separarsi da Sudditi fedelissimi ha meglio saputo compensar Loro la perdita amara, che con la propizia sostituzione nel proprio figlio di un Principe adorabile, e preparato dalla più squisita Educazione alla delizia dei Popoli?»

«E qual Principe mai nè ha dati più luminosi presagi del Serenissimo Arci Duca Ferdinando, che nato, e cresciuto fra noi si acquisto sino dalla più tenera età con replicate sicurissime prove di un Cuore benefico, Amoroso, e Magnanimo l'Universale tenerezza, e venerazione, e che Unito adesso ad Una Sposa Reale, ed Illustre per le più rare Virtù, promette Una Serie glo-

riosa di Principi destinati dal Cielo ad eternare la felicità e lo splendore della Toscana?» 1790

«In veduta pertanto di si Gran dono, e di si prosperi auspici affrettatevi Clarissimi Senatori, fedelissimi Cittadini a manifestare i sentimenti di Amore, e di rispetto, che avete esternati fin dal momento della publicazione di si fausto successo; Giurate all' Altezza Reale del Serenissimo Arci Duca Ferdinando III nuovo Gran Duca, e Signor Nostro nella Persona di Sua Eccellenza il Signore Cavaliere Senatore Antonio Serristori Consigliere di stato, e Presidente del Real Consiglio di Reggenza dall' Altezza Sua graziosamente a questo effetto incaricato; Girate fedeltà ed obedienza inviolabile, contentate cosi coll' Atto solenne, e dovuto la viva ansietà della Toscana tutta, che anela di vedere Unita nell' acclamazioni Universali questa indelibible autentica testimonianza dei voti, e dei sentimenti Communi come pegno sicuro della Sua perpetua prosperità.»

Huio proinde allocutioni Illustrissimus et Clarissimus Senator Mardico etc. Laurentius Ginori Ordinis D. Stephani Eques et Prior uti Supremi Magistratus Locumtenens Patria ibidem Lingua prout infra sequitur respondit.

«La dolorosa perdita, che questo Stato di Toscana ha fatto del Serenissimo Gran Duca Pietro Leopoldo passato a governare gli Aviti Stati della casa d'Austria, ed ora coronato Imperatore dei Romani, viene in parte sollevata dal vedere un Atto publico, testimone della Sua sodisfazione per la venerazione e obedienza, che sempre abbiamo avuta a i Sovrani Commandi. Ma molto più ancora per averci voluto lasciare con Sua renunzia nella Persona del Suo Real Figlio, l'Arci-Duca Ferdinando un' immagine di se stesso, o cosi darci un Pegno del Suo Paterno Cuore come ha fatto per tutto il tempo del Suo Governo con tanta Lode, e benefizio di qnesto stato, mediante le provide Leggi lasciateci, e con l'indefessa continua applicazione per la Nostra felicità.»

«L'Amplissimo Senato rappresentante il Dominio Fiorentino non può non sperare nell' Arci-Duca Ferdinando l'istessa bontà di Governo, tanto più che lo consideriamo Nostro come Nato fra Noi, e siamo tutti testimoni delle Sne rare virtù, dalle quali sicuramente risentiva la Nostra Patria ogni bene; Riconoschiamo adunque per Nostro Unico Sovrano il Serenissimo Arci-Duca Ferdinando Gran Duca Terzo di questo Nome, e con Nostro pieno volere rendiamo a Sua Altezza Reale quell' istesso Omaggio, che è stato praticato e solito praticarsi a i Nostri Sovrani, ed in

1790 mano dell' Eccellenza Vostra Illustrissimo, e Cllmo Signore Senatore Cavaliere Antonio Serristori, Consigliere di Stato e Presidente del Real Consiglio di Reggenza, con solenne Giuramento promettiamo quella medesima fedeltà ed obbedienza, che abbiamo giurata, e con sommo zelo ed Amore osservata a Maestà l'Imperatore Francesco Primo Suo Avo, e a Sua Maestà Pietro Leopoldo Secondo, Suo Augustissimo Genitore.»

His dictis Illustrissimus et Clarissimus Locum Tenens caeterique delnceps Illustrissimi et Clarissimi Consiliarii et Senatores postque illos Illustrissimi priores Universitatis seu Communitatis Florentiae sua quisque vice ad Solii dexteram, praestita reverentia progressi, in signum verae recognitionis in Dominum extensa dextera tactis Sacro-sanctis Evangeliis (quorum Codicem in manu tenebat admodum Reverendus Dominus Franciscus Bigallii in Sacro Divi Stephani Ordini Ceremoniarum Magister) jnraverunt et fidelitatis et obedientiae juramentum praestiterunt.

Quibus omnibus expletis, et cunctis ad locum suum reversis Illustrissimus praememoratus Eques Joannes Baptista de Cellesis uti Archivi Reformationum etc. Praeses de mandato ejusdem praelaudatae Excellentiae Suae Dominus Antonii Serristori etc. praecepit mihi Francisco Gonnella Primo in dicto Reformationum Ministro et Notario nec non ad istum Actum specialiter confirmato vi Rescripti sub die Decima hujus ipsius mensis a Summo Etrusci Regiminis Consilio exarato, quatenus etc. ut de praedictis omnibus publicum conficerem Instrumentum prout confeci et in hanc publicam formam redegi.

Nomina vero dictorum Clarissimorum Dominorum Locum Tenentis in Supremo Magistratu Consiliariorum aliorumque Senatorum et Priorum Universitatis seu Communitatis Florentiae sunt infrascripta videlicet:

Illustrissimus et Clarissimus Dominus Senator Eqnes Prior *Mardico Laurentius Ginori* Locum Tenens.

Illustriss[s] et Clariss[s] Dominus Senator *Joannes Baptista Nelli* Eques.

Illustriss[s] et Clariss[s] Dominus Senator Prior *Marcus Covoni.*

Illustriss[s] et Clariss[s] Dominus Senator Eques *Mozzi.*

Illustriss[s] et Clariss[s] Dominus Senator Eques *Bajulivus Mardico Sigismundus della Stufa,* omnes in dicto Supremo Magistratu Consiliarii.

Nomina aliorum Clarissimorum Senatorum qui adfuerunt:

Illustriss[s] et Clariss[s] Dominus Senator Eques *Ferdinandus Capponi.*

Illustriss^s et Clariss^s Dominus Senator Eques *Andreas Ginori.* 1790
Illustriss^s et Clariss^s Dominus Senator Eques *Mardico Vincentius Casponi.*
Illustriss^s et Clariss^s Dominus Senator Eques Prior *Fabius Orlandini.*
Illustriss^s et Clariss^s Dominns Senator Eques Comes *Olandus Malevolti del Benino.*
Illustriss^s et Clariss^s Dominus Senator Eques *Caesar Gori.*
Illustriss^s et Clariss^s Dominus Senator Eques Prior *Carolus Bonsi.*

Nomina vero Illustrissimorum Priorum, Nobilium Universitatis seu Communitatis Florentiae qui adfuernnt:

Illustriss^s Dominus *Pierus Baldigiani* Vexillifer.
Illustriss^s Dominus *Franciscus Buonamici.*
Illustriss^s Dominus Eques *Bajulivus Ferdinandus della Conca.*
Nomina Priorum Civium:
Dominus *Andreas Ludovicus Spulcioni.*
Dominus *Cosmus Castelli.*
Excellentissimus Dominus *Ludovicus Berretti J. U. D.*
Dominus *Dominicus Guglielmi.*

Copia. Ego Franciscus Gonnella Liburnensis, Primus Archivi Reformationum etc. olim Vulgo di Palazzo Civitatis Florentiae Minister ct Notarius ut supra, praedictis omnibus et singulis, dum sic agebantur, interfui eaque, do Ordine et mandato, de quo supra, rogatus scribere scripsi et in hanc pnblicam formam redegi, et ad praedictorum omnium et singulorum fidem subscripsi solitoque Archivi signo munivi ad Laudem Dei etc.

(L. S.)

82.

19 Septembre 1790.

Acte d'armistice entre l'Empereur et la Porte ottomane, sous la médiation de la Prusse. (Giurgewo).

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 513.)

En conséquence de la convention, signée le 27 de Juillet 1790 à Reichenbach entre les Ministres plénipotentiaires des sé-

1790 **rénissimes et très-puissants Princes, le Roi Apostolique de Hongrie et de Bohème et le Roi de Prusse, par laquelle S. M.** Apostolique s'est engagée à conclure un armistice général et ensuite une paix définitive avec la sublime Porte Ottomane, sous la condition de rendre à celle-ci toutes les conquétes faites sur elle depuis la dernière rupture, et en promettant de ne se mêler plus de cette guerre et de ne prêter aucun secours, ni direct ni indirect à la cour de Russie contre la Porte, mais d'observer une exacte neutralité entre les deux cours encore belligérantes, et cette convention ayant été approuvée et acceptée par l'Empire Ottoman, les deux hautes cours ont autorisé d'une part le Sérénissime Prince de Saxe-Cobourg, Feld-Maréchal des armées Autrichiennes, Grand-Croix de l'ordre de Marie Thérèse, et de l'autre l'excellentissime Seigneur Cherif Hassan-Pascha, supréme Visir de l'Empire Ottoman, à conclure entre les armées Autrichiennes et Turques, un armistice, pendant lequel elles nommeront des Ministres Plénipotentiaires, pour assister en leur nom au congrès, où l'on conclurera définitivement la paix, et ou se rendront également, comme médiateurs et garants futurs au nom de leurs maîtres, les ministres de S. M. le Roi de Prusse, et de ses hauts alliés le Roi de la Grande-Bretagne et les Etats-Généraux des Provinces-Unies. En vertu de ce pouvoir, et après s'être mutuellement communiqué leurs idées, les deux Commandans généraux des armées respectives sont convenus, par l'entremise de Mr le comte de Lusi, Colonel d'Infanterie, Chevalier de l'ordre pour le mérite militaire, ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, comme médiateur et garant de la paix future.

Cessation des hostilités.

Art. I. Que du jour où l'acte présent a été signé c'est à dire du 19 de Septembre 1791, toutes les hostilités cesseront par terre et sur eau entre les armées Autrichiennes et Ottomannes; que d'abord après, et le même jour s'il est possible, l'un et autre Généralissime expédieront des couriers à tout les officiers et à tous les corps soit Autrichiens, soit Ottomans pour que, dès le moment où ces couriers auront pu arriver à leur destination, le même armistice existe sur toute l'étendue des frontières respectives, tant le long du Danube, que du côté de la Servie et de la Bosnie; que les armées des deux Empires resteront jusqu'à la signature de la paix en possession des provinces et des places, qu'elles occupent actuellement: qu'on s'abstiendra avec le plus grand soin de tout ce qui directement ou indirectement pourrait être regardé comme une mesure hostile;

que de part et d'autre on donnera à tous les officiers et à tous 1790
les différens corps les ordres les plus rigoureux d'observer entre eux la plus parfaite tranquillité et la meilleure harmonie, et qu'on mettra des deux côtés une attention scrupuleuse à éviter tout ce qui pourrait désormais troubler la bonne intelligence, que la prochaine paix doit rétablir solidement entre les deux Etats.

Cas de contrevention.

Art. II. Que si contre toute attente, il se commettait après l'époque fixée ci-dessus quelque incursion, dégat, enlévement d'effets ou de personnes, ou autre voye de fait quelconque, les hautes parties s'obligent dans ce cas, à remettre en liberté les captifs, à restituer les effets enlevés, à évacuer les terreins envahis, à procurer enfin les satisfactions et les dédommagomens auxquels la partie lesée aura droit de prétendre, entre autres la punition exemplaire des auteurs et coopérateurs, si l'attentat a été commis après la Publication de l'armistice dans l'endroit dont ils resortissent, par les juges compétens ou chefs respectifs.

Accélération de la paix.

Art. III. Que cet armistice ne se concluant, que pour laisser le tems, tant à la Cour de Vienne et à la Porte, qu'à la Cour de Prusse et ses alliés, celles d'Angleterre et de Hollande, d'envoyer des plénipotentiaires au congrès, pour y traiter définitivement de la paix, et comme il est également de l'intérêt des deux Etats d'accélérer ce grand ouvrage, on promet de part et d'autre d'y procéder incessamment et de l'achever le plutôt possible, et que même pour prévenir toute dilation quelconque, on s'engage à avoir conclu définitivement dans l'espace de neuf mois, de sorte que le présent acte ne sera censé être en vigueur que du jour de sa signature jusqu'à la fin du Mois de May 1791.

Retraite des troupes.

Art. IV. Qu'après les engagemens pris par les hautes parties, les armées Autrichiennes et Ottomannes rassemblées vis-à-vis les unes des autres, devenant non seulement inutiles, mais même onereuses pour les deux parties, on les retirera de part et d'autre, en ne laissant sur les frontières que les troupes qui s'y trouvent en tems de paix ou qui sont nécessaires pour la sûreté des provinces; que par conséquent le Sérénissime Prince de Saxe-Cobourg ne gardera dans la Vallachie qu'un corps suffisant pour y maintenir l'ordre et la tranquillité, et que les troupes Autrichiennes quelconques n'entreront ni en grand ni en petit

1790 nombre dans les territoires de Tournow, Giurgewo et Ibraila; que réciproquement l'excellentissime Grand-Visir ne gardera en deça du Danube, le long des frontières de la Vallachie, que les garnisons nécessaires aux trois dites forteresses de Tournow, Giurgewo et Ibraila, pour autant qu'à l'égard de cette dernière place le permettront les mesures à prendre pour la guerre malheureusement continue avec la Russie, mais que les troupes qui composeront ces garnisons, aussi bien que toutes troupes Ottomannes quelconques, n'entreront, ni en grand, ni en petit nombre dans les limites de la Vallachie et des autres districts occupés par les Autrichiens; que chacun naviguera librement avec des navires et bateaux sur le Danube, le long des côtés occupées par les troupes de son partie, mais sans s'approcher du rivage occupé par les troupes de l'autre, ni y débarquer, sauf le cas d'une tempête ou d'un accident imprévu où l'on se promet mutuellement tous les procédés de l'amitié et do l'humanité. De même il sera permis de remorquer les bâtimens de part et d'autre là, où la navigation du Danube l'exige.

Congrès futur.

Art. V. Que lorsqu'on sera convenu de l'endroit où se tiendra le congrès, comme le siége d'un congrès doit être considéré comme un endroit parfaitement neutre, il n'y restera que le moins de troupes possibles, et on prendra toutes les mesures qui pourront allier le mieux et la sûreté de la ville et la liberté du congrès.

Commerce rétabli.

Art. VI. Que du jour de la signature du présent acte la communication sera rouverte, comme en tems de paix, entre les provinces occupées par les troupes Autrichiennes et Ottomannes, que les habitans, en produisant les passeports, dont ils auront été munis par leurs cours respectives, pourront passer de l'une dans l'autre et s'y occuper de leurs affaires, sans crainte d'être molestés; que s'il survient entre eux quelques contestations, on cherchera à les appaiser amicalement par la nomination de commissaires des deux côtés; en un mot, qu'on se prêtera mutuellement la main pour que dès à présent tous les sujets jouissent autant que possible des avantages de la paix, qui va si heureusement succéder aux maux de la guerre.

Nous etc. déclarons avoir admis et accepté pour et au nom de notre très-gracieux Roi et maître les six articles ci-dessus, promettant de les maintenir et de les faire maintenir, observer et faire observer sur toute l'éteudue des limites. En foi de quoi,

nous avons signé les présents articles de notre main et fait apposer le cachet de nos armes. 1790

Signé: *Prince Coburg.*
Cherif Hassan, Grand-Vizir.
Lusi.

83.

10 Décembre 1790.

Convention relative aux affaires belgiques, conclue entre les Ministres de l'Empereur, et ceux des rois de la Grande-Bretagne, de la Prusse et des Prov. Unies de Pays-Bas.

(*Martens*, Recueil des traités, t. IV, p. 535. Nouv. extraord. 1790, no. 102 et suppl. *Hertzberg*, t. III. *De Luca*, Handbuch der Geographie, t. VI, p. 199.)

Il est notoire que dans les Conventions, signées à Reichenbach le 27 Juillet 1790, et ensuite duement ratifiées entre S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème, actuellement Empereur des Romains, L. M. les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse, et L. L. H. H. Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies, il a été arrêté, que la tranquillité et le bon ordre seraient promtement rétablis dans les Provinces Belgiques, et que les trois Puissances Alliées concourraient au rétablissement de la domination do S. M. Apostolique dans ces Provinces, moyennant l'assurance de leur ancienne constitution, aveo une amnistie plenière, et l'oubli parfait de ce qui s'est passé pendant les troubles; le tout sous garantie des dites trois Puissances. Depuis ce tems les Ministres des Cours alliées assemblés à la Haye, n'ont cessé, d'après les instructions positives do leurs Souverains, et de concert avec le Plénipotentiaire Impérial d'employer tous leurs efforts, pour porter les Provinces Belgiques à une entière soumission, sous les conditions stipulées; laquelle soumission ne s'est effectuée cependant qu'après que les troupes Impériales ont été employées pour s'en assurer.

Ce salutaire ouvrage étant achevé, quant à son succès, conformément aux voeux des Puissances Médiatrices, il ne restait, pour l'affermissement de l'autorité du légitime Souverain des Pro-

1790 vinces Belgiques, pour la sûreté de ces Provinces mêmes, pour l'intérêt commun des Puissances respectives, ainsi que pour resserrer entre elles de plus en plus les liens de l'amitié et du bon voisinage, que d'articnler les Points snivans, dont lenrs Ministres, en vertu de leurs pleinspouvoirs, joints en copie aux présentes, sont convenus d'un plein accord.

Confirmation de la Constitution.

Art. I. S. M. Impériale, en recevant de manière usitée l'hommage des Provinces Belgiques, leur confirmera à toutea et à chacune les Constitutions, Priviléges et Coutumes légitimes, dont la jouissance leur a été assurée, respectivement par les actes d'inauguration de l'Empereur Charles VI et de l'Impératrice Marie Thérese, de glorieuse mémoire.

Amnistie.

Art. II. S. M. Impériale consent à ensevelir dans un parfait oubli toua lea excès et désordres, commis dans le tems de tronbles, et de les comprendre dans une amnistie générale, qui sera incessamment publiéo. Et quoique la Déclaration, aignée à Francfort le 14 Octobre 1790, ait limité cette amnistie à ceux, qui avant le 21 Novembre auraient posé les armes et ceasé l'instigation contre l'autorité légitime, S. M. Impériale veut bien également étendre Sa clémence à tons et nn chacun, en se réservant seulement l'exception d'un très petit nombre d'individus, qui, par leur propre faute, se sont mis dans la malheureuse sitnation de ne pas mériter ce pardon général. Cette exception regardera aussi les personnes coupables de crimes et de délits, qui n'ont point de rapport aux désordres, dont l'insurrection a été compagnée, bien attendn qu'en accordant cette amnistie S. M. Impériale n'entend pas de reconnoître ni confirmer ce qui peut s'être fait pendant les troubles contre les droits et hauteurs de son pouvoir souverain.

Concessions ultérieures.

Art. III. S. M. Impériale ayant déclaré, lors des conférences de Reichenbach, Sa disposition d'accorder aux Provinces Belgiques quelques concessions ultérieures, qui n'altéreraient pas essentiellement la constitution, dans le cas où leur soumission précédât l'emploi de la force, a consenti néanmoins, sur les instances des Cours Médiatrices, malgré les circonstances qni l'ont déterminé à employer ces mesures extrêmes, d'accorder les mêmes concessions, auxquelles Elle s'était déjà engagée de Son propre mouvement pour prix d'une soumission volontaire, telles qu'elles sont contenues dans une lettre de Son Plénipotentiaire aux Ministres

Médiateurs, datée de la Haye le 29 Octobre 1790 et dont le contenu est exprimé dans les Articles suivans: 1790

Séminaires etc.

1) Que, pour satisfaire l'opinion sur plusieurs points de discipline en matière Ecclésiastique, auxquels la législation des Pays-Bas a portée quelques changemens, sous le dernier règne, dans des vues dont la pureté a été méconnue, S. M. veut bien révoquer toutes les ordonnances, concernant les Séminaires, les Processions et quelques autres Pratiques de piété, les Confréries etc.; et remettre tous ces objets sous la direction immédiate des Evêques avec tous les pouvoirs, qu'ils exerçaient à la fin du règne de S. M. l'Impératrice Marie Thérèse, ainsi qu'il a déjà été fait dans la Province de Luxembourg par un Edit qu'on publierait dans les autres Provinces, quoique la plupart des dispositions et ordonnances à révoquer n'ayent rien de contraire au sens le plus strict de la constitution des Provinces respectives.

Université de Louvain.

2) S. M. veut bien remettre toutes les choses, à l'égard de l'Université de Louvain, sur le pied où elles étaient à la fin du Règne de S. M. l'Impératrice et nommément la réintégrer dans le droit de nomination, qu'Elle exerçait sur certains bénéfices ecclésiastiques, en vertu d'un indult du Saint-Siège Apostolique, réservant provisionnellement les bénéfices de la Province de Luxembourg jusqu'à ce qu'il puisse être pris à l'amiable des arrangemens à cet égard: Mais, comme il a été reconnu depuis longtems, que le système des études de la Philosophie, du Droit et de la Médecine exigeaient une réforme aux Pays-Bas, et que l'un des premiers devoirs d'un Souverain est de procurer à ses sujets la meilleure instruction possible, S. M. tiendra en sursis les ordonnances, qui obligent à prendre des degrés à Louvain, et laissera sur ce liberté entière, jusqu'à ce qu'un nouveau système d'études ait pu être introduit dans la dite Université par des arrangemens sur lesquels Elle se concertera avec les Etats.

Couvents; Abbayes.

3) Comme il serait impossible de rétablir tous les Couvents, qui ont été supprimés sous le dernier règne, et que ce rétablissement présenterait plus d'un inconvénient, soit à l'égard des personnes qui en sont sorties, soit à l'égard des biens, qui en formaient la dotation: S. M. promet de n'employer ni destiner les Revenus de ces biens qu'à des usages pieux, les plus analogues que possible aux intentions des fondateurs, et cela sur les propositions, qui lui seront faites par les Etats, avec lesquels Elle

1790 s'entendra, ainsi qu'avec les Municipalités respectives sur tout ce qui concerne l'Administration des dits biens. S. M. promet de plus de rétablir ou confirmer le rétablissement des Abbayes supprimées, qui avaient d'ancienneté le droit de députer leurs Chefs aux Etats.

Conscription militaire.

4) Sa Majesté se reposant sur le patriotisme et la valeur, qui de tons tems ont fait voler la nation à la gloire et à la défense de la patrie, veut bien prendre l'engagement le plus positif, que jamais et en aucun tems, il ne sera question de conscription militaire, ni directement ni indirectement; Elle promet aussi de ne jamais lever de milices ou recrues forcées, autrement que du consentement des Etats, au cas qu'il s'en agisse.

Impôts.

5) Mettant également sa confiance dans l'amour de la nation et dans ses généreux efforts pour le soutien de la Monarchie, et se flattant qu'après les présens troubles Elle et Ses Successeurs en éprouveront les mêmes marques, quo les Princes, Ses Prédécesseurs, et spécialement feue S. M. l'Impératrice Marie Thérèse, en ont éprouvé, en cent occasions, S. M. s'engage à ne jamais lever aucun impôt sur le peuple, à quelque titre que ce puisse être, sans l'aveu et le consentement des Etats.

Juges des conseils.

6) S. M. déclarera inamovibles tous les Emplois de juges des Conseils supérieurs de Justice, et confirmera irrévocablement ce que les constitutions respectives, et la jurisprudence de chaque Province, ont établi sur ce point.

Diplôme p. l. tribunaux supérieurs.

7) Quoique le Diplôme accordé par l'Empereur Charles VI aux Tribunaux supérieurs, pour la présentation d'un Terne, en cas de Vacance de quelqu'une des Places dans lesdits Corps respectifs, ne fasse aucunement partie de la constitution, et ait été jusqu'ici révocable à volonté, S. M. déférant aux voeux exprimés ci-devant par les Etats et par les Tribunaux, veut bien remettre irrévocablement ce Diplôme en vigueur, et en faire un point constitutionnel.

Voix consultative d. Etats p. l. loix et douanes.

8) Quoique dans les constitutions et priviléges de la plûpart des Provinces, il ne soit rien exprimé, touchant la faculté consultative des Etats et Tribunaux sur les loix à publier, S. M. se propose d'entendre et consulter les Etats et les Tribunaux re-

spectifs toutes les fois qu'il s'agira de quelque loi nouvelle et générale; et S. M. se propose même d'entendre aussi les Etats sur les changemens essentiels, qui pourraient être faits aux Tarifs subsistans pour les Douanes. 1790

Ordonnances pénales.

9) S. M. s'entendra encore avec les Etats sur les moyens de faire passer, par les voyes ordinaires de la Législation, les Ordonnances pénales en matière de Douanes, et d'en attribuer la connoissance à une délégation du Tribunal supérieur dans chaque Province.

Organisation du Gouvernement etc.

10) Comme il est essentiel, que l'on ait confiance dans les formes du Gouvernememt, S. M. rétablira l'organisation du Gouvernement et de la Chambre des Comptes sur le pied qui subsistait sous le règne de feue l'Impératrice-Reine nommément en ce qui concerne les Conseils d'Etat, Privé et des Finances, se réservant néanmoins le droit incontestable d'y faire les changemens, que les circonstances pourraient rendre nécessaires; en quoi Elle s'appliquera toujours à consulter le voeu public, sans jamais s'écarter du rapport qu'il peut avoir entre l'organisation du Gouvernement et de la Constitution.

11) Le Commandant Général des troupes et le Ministre Plénipotentiare seront remis respectivement sous les ordres et la dépendance des Gouverneurs Généraux.

Les Gouverneurs Militaires en Brabant prêteront le serment accoutumé entre les mains des Gouverneurs Géneraux; et, S. M. espérant, que lorsque les troubles actuels seront appaisés, il n'existera plus aucun prétexte, qui puisse en faire renaître de nouveaux, seul et unique cas, où l'emploi des forces militaires envers et contre tous devient indispensable pour le maintien de l'ordre public et l'exécution des loix; Elle veut bien établir comme règle immuable, que du moment où tout sera rentré dans un ordre et un calme parfait, le militaire ne sera jamais employé contre les Citoyens que pour soutenir les Décrets du Juge, et à la réquisition des Tribunaux et des Magistrats.

Justice.

12) L'administration de la Justice civile et criminelle étant un des objets, qui intéressent plus essentiellement le droit sacré des peuples à la liberté et à la propriété légales et S. M. se proposant d'établir plus que jamais entre Elle et les Représentans du peuple un concert parfait sur tout ce qui pourrait tendre à la prospérité et à la sûreté publiques, Elle promet d'entendre les

1790 Etats sur les changemens ou réformes, qu'il pourrait y avoir à faire, relativement aux règles et formes établies pour l'administration de la Justice; et Elle s'engage à ne rien altérer à l'ordre des Jurisdictions, sans concert avec les Etats, et sans leur aveu préalable.

Doutes qui s'éleveraient sur la constitution.

13) Comme il est impossible de déterminer toujours un sens tellement clair à la lettre des stipulations constitutionelles, que, par la suite des tems et des circonstances, il ne se présente jamais des cas douteux, sujets à des interprétations difficiles, et jusqu'ici il n'a pas été assez prévu ni réglé, quelle devrait être en pareil cas la voye décisive à l'amiable, pour prévenir toute aigreur entre le Prince et ses peuples, S. M. promet, que, dans tous les cas où il y aurait des doutes ou des difficultés sur l'esprit ou le sens de quelque Article de Constitution de l'une ou de l'autre Province, il sera nommé des Commissaires par S. M., et que les Etats de la Province, que la difficulté concernera, en nommeront de leur côté, pour s'expliquer et s'entendre ensemble, s'il est possible; qu'il sera rendu compte à S. M. Elle même du résultat de ces Conférences; et que dans le cas où les difficultés ne pourraient pas être applanies par la voye des Commissaires, S. M. d'un côté et les Etats de l'autre, nommeront en nombre égal quelques personnes impartiales, dispensées en forme à cet effet de tout serment obstatif, et que S. M. ainsi que les Etats s'en remettront à la décision des Arbitres.

Garantie de la Souveraineté.

Art. IV. Leurs Maj. les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse, et LL. HH. Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies garantiront, de la manière la plus solemnelle, à S. M. Impériale et ses augustes Héritiers et Successeurs, la Souveraineté des Provinces Belgiques, maintenant réunies sous Sa domination, pour ne composer qu'un seul, indivisible, inaliénable et incommuable Domaine qui sera inséparable des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, et gouverné selon les Constitutions, Priviléges et Coutumes légitimes, exprimés dans ces mêmes Articles.

Ratifications.

Art. V. Les Ratifications de la présente Convention, expédiées en bonne et due forme, seront échangées entre les Hautes parties Contractantes dans l'espace de deux mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi Nous soussignés Ministres Plénipotentiaires

avons signé la présente Convention, et y avons apposé les Cachets de Nos armes. Fait à la Haye le 10 Décembre 1790. 1790

Signé:

Le Comte de Mercy-Argenteau. (L. S.) *Auckland.* (L. S.)

Sub spe rati.

Le Comte de Keller. *Van de Spiegel.*

Les Ministres Plénipotentiaires sont convenus d'annexer au présent Acte la lettre, citée à l'Article III et dont, pour la plus grande clarté, on n'a inséré dans ledit Article que les points de concession. Fait et signé à la Haye le 10 Décembre 1790.

Signé:

Le Comte de Mercy-Argenteau. *Auckland.*
Le Comte de Keller. *Van de Spiegel.*

L'empereur Leopold n'ayant voulu ratifier que sous certaines conditions limitatives, les trois Puissances alliées n'ont pas voulu admettre ces restrictions et ont retenu jusque-là leur ratification.

84.

1787 — 1791.

Réciprocité de procédure entre l'Autriche et plusieurs Cantons de la Suisse pour les cas de faillite et d'exécution de sentences judiciaires, ordonnée par des décrets, publiés dans la collection des lois de justice (Justitzgesetzsammlung) de l'Autriche.

Hofdecret vom 24ten September 1787 No. 725 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge des zwischen der k. k. geheimen Hof- und Staatskanzlei, der vereinten politischen Hofstellen und der obersten Justizpflege getroffenen Einverständnisses.

Da von dem Stande Zürch in der Schweiz durch Schreiben vom 18ten August 1787, an die V. Oe. Regierung und Kammer die Erklärung und Zusicherung eingelanget ist, dass daselbst auch fremde Unterthanen sich auf unbewegliche Güter gleich ihren

1787 eigenen Bürgern versichern lassen können, und dass sie rücksichtlich auf ihre Unterpfänder (wovon das Reciprocum statt hat) in Ansehen des Arrestes, der Sequestrazion, und der Immission wie die einheimischen gehalten werden; Als ward den sämmtlichen k. k. Justizbehörden befohlen, einem Schweizer des Kantons Zürch in Konkurs- und Exekutionsfällen ganz gleiche Justiz, wie den eigenen Unterthanen zu leisten, ohne dass es nöthig sey, dass der fremde Unterthan, wenn er sich einmal zu dem Kanton Zürch zu gehören ausgewiesen hat, wegen Darthuung der Reziprozität etwas besonders leiste.

Hofdekret vom 5ten November 1787 No. 742 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge Einverständnisses zwischen der k. k. geheimen Hof- und Staatskanzlei, den vereinten politischen Hofstellen, und der obersten Justizstelle.

Von dem Kanton Bern in der Schweiz ist durch Schreiben an den k. k. Residenten zu Basel vom 8ten October 1787 die Erklärung und Zusicherung eingelangt, dass, wofern anders das Reciprocum statt hat, daselbst der Fremde, wie der Einheimische berechtiget sey, auf das unbewegliche Gut seines Schuldners zu greifen, und sich aus demselben bezahlt zu machen.

Daher ward den sämmtlichen Justizbehörden befohlen, einem Schweizer des Kantons Bern in Konkurs- und Exekutionsfällen ganz gleiche Justiz, wie den eigenen Unterthanen zu leisten, ohne dass es nöthig sey, dass der fremde Unterthan, wenn er sich einmal zu dem Kanton Bern zu gehören ausgewiesen hat, wegen Darthuung der Reziprozität etwas besonders leiste.

1788 *Hofdekret vom 12ten Hornung 1788 No. 780 an sämmtliche Appelazionsgerichte über das zwischen der geheimen Hof- und Staatskanzlei und der obersten Justizstelle getroffene Einvernehmen.*

Da von der freien Munizipalstadt Winterthur in der Schweiz an den kais. Residenten in Basel in einem Schreiben vom 18ten Jänner 1788 die Erklärung und Verbindlichkeit ausgestellt worden, dass allen Unterthanen der k. k. Erblande ohne Unterschied in allen Exekuzions- und Konkursfällen gleiches Recht wie ihren eigenen Bürgern ertheilt werden soll, und dass diese Satzung behörig registriret und publiziret worden; so wird zu Beobachtung

der genauesten Reziprozität allen Gerichtsbehörden aufgetragen, 1788
jenen, die sich als Bürger und Insassen der freien Munizipalstadt Winterthur in der Schweiz zu legitimiren vermögen, in allen Konkurs- und Exekuzionsfällen ganz gleiches Recht mit den k. k. Unterthanen ohne weitern angedeihen zu lassen, nnd hierauf festiglich zu halten.

Hofdekret vom 16ten Junius 1788 No. 842 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge des zwischen der k. k. geheimen Hof- und Staatskanzlei, den vereinten Hofstellen und der obersten Justizstelle gepflogenen Einvernehmens.

Da bei dem Kanton Ury in der Schweiz in Konkursfällen die Verfassung besteht, dass zwar die mit Unterpfand versehenen Gläubiger, sie mögen fremde oder einheimische sein nach ihrer Anciennetät klassifiziret, nach selben aber die dortigen Landesleute, so kein Unterpfand kolloziret, und nur der allenfällige Ueberschuss auf die Fremden nach dem Verhältnisse ihrer Forderungen vertheilet wird. So sollen auch, in genauer Beobachtung der Reziprozität die bei einem Konkurse sich meldenden Gläubiger, welche Bürger und Insassen des Kantons Ury sind, zwar dann, wenn ihre Forderungen mit Unterpfand versehen sind, nach gleichem Rechte mit den k. k. Unterthanen behandelt, dagegen, soweit dieselben kein Unterpfand haben, allen andern Gläubigern nachgesetzt werden.

Hofdekret vom 16ten Junius 1788 No. 843 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge Einverständnisses zwischen der geheimen Hof- und Staatskanzlei, der obersten Justizstelle und den vereinten politischen Hofstellen.

Von dem Kanton Schafhausen, dann von den Städten Aarau, Baaden, Biel, Brugg, St. Gallen, Lenzberg, Mellingen, Mühlhausen, Hoffingen in der Schweiz sind an den k. k. Herrn Residenten in Basel die förmlichen Erklärungen dahin ausgestellet worden, dass in allen bei ihnen sich ergebenden Exekutions- oder Konkursfällen alle Unterthanen der k. k. Erbländer, wie ihre eigenen Bürger und Angehörigen in allem gleich behandelt, und kein Unterschied zwischen den beiderseitigen Unterthanen gemacht werden soll. Daher werden sämmtliche hierländische Ge-

1788 richtsbehörden dessen verständiget und angewiesen, einem Schweizer, der zu einem der obgedachten Bezirken gehört, in Konkursfällen ganz gleiche Justiz wie den eigenen k. k. Unterthanen durchgehends zu leisten, ohne dass ein solcher fremder Unterthan, wenn er sich einmal zu einem obgedachten Bezirke zu gehören ausgewiesen hat, wegen Darthuung der Reziprozität etwas besonderes leiste.

Hofdekret vom 7ten Julius 1788 No. 853 an sämmtliche Appelazionsgerichte über Einvernehmen zwischen der geheimen Hof- und Staatskanzlei, der obersten Justizstelle, und den vereinten politischen Hofstellen.

Da von dem Kanton Freiburg, der Bernerischen Munizipalstadt Peterlingen (Payerne), dann von dem Fürstbischofen von Basel die ordentlichen Erklärungen dahin ausgestellet worden, dass in allen sich bei ihnen ergebenden Exekuzions- und Konkursfällen die Unterthanen der k. k. Erbländer, wie ihre eigenen Bürger und Angehörigen in allem gleich behandelt und kein Unterschied zwischen beederseitigen Unterthanen gemacht werden soll; so soll auch bei den gesammten Justizbehörden der k. k. Erbländer einem Schweizer, der zu einem der obgedachten Bezirke gehört, in Konkurs- und Exekuzionsfällen ganz gleiche Justiz, wie den eigenen k. k. Unterthanen durchgehends geleistet werden, ohne dass ein solcher fremder Unterthan, wenn er sich einmal zu einem obgedachten Bezirke zu gehören ausgewiesen hat, wegen Darthuung der Reziprozität etwas besonders leiste.

Hofdekret vom 14ten August 1788, No. 872 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge Einvernehmens zwischen der obersten Justizstelle, den vereinten Hofstellen und der geheimen Hof- und Staatskanzlei.

Von der Stadt und Republik Genf in der Schweiz sind unterm 18ten Junius und 25ten Julius 1788 die Urkunden dahin ausgestellet worden, dass in allen sich bei ihnen ergebenden Exekuzions- und Konkursfällen alle Unterthanen der k. k. Erbländer wie ihre eigenen Bürger und Angehörigen in allem gleich behandelt und zwischen beiderseitigen Unterthanen kein Unterschied gemacht werden soll; daher wird allen Justizbehörden aufgetragen, einem Schweizer der Stadt und Republik Genf in Konkurs- und Exekuzionsfällen ganz gleiche Justiz wie den k. k.

Unterthanen durchgehends zu leisten, ohne dass der fremde Un- 1788
terthan, wenn er sich einmal zu der Stadt und Republik Genf zu gehören ausgewiesen hat, wegen Darthuung der Reziprozität etwas besonders zu leisten nöthig hat.

Hofdekret vom 21ten August 1788 No. 877 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge Einvernehmens zwischen der geheimen Hof- und Staatskanzlei, der obersten Justizstelle, und den vereinten politischen Hofstellen.

Da in Folge der von dem Fürsten Abte zu St. Gallen in der Schweitz erfolgten Aeusserung in Exekuzionsfällen der auf seine Bedeckung wachende Unterthan der k. k. Erbländer, wie der einheimische gehalten wird, nur dass selber sein erstandenes Unterpfand, oder des Schuldners liegendes Gut selbst an sich zu bringen nicht berechtiget ist, sondern solches mittelst öffentlicher Feilbietung an inländische Unterthanen überlassen und sich begnügen muss, von dem eingegangenen Kaufschilling seine Befriedigung zu erhalten; dessgleichen dass alle in einem vor besagtem Gerichtsstande eröffneten Konkurse verflochtene Fremde, folglich auch die k. k. Unterthanen, wenn sie als Gemeingläubiger konkurriren, den Einheimischen und auch sämmtlichen Eidgenossen nachgesetzt und ohne Unterschied in die letzte Klasse versetzet werden.

So sollen sich auch die sämmtlichen Gerichtsbehörden der k. k. Erbländer eine genaue Reziprozität gegenwärtig halten, und die Unterthanen und Insassen, des dem Fürst Abte von St. Gallen angehörigen Bezirks auf die nähmliche Art behandeln.

Hofdekret vom 1ten September 1788 No. 881 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge höchster Resoluzion über Vortrag der obersten Justizstelle vom 11. August.

Die Stadt Stein am Rhein in der Schweiz hat unterm 12ten Mai 1788 die förmliche Urkunde ausgestellet, dass in allen sich bei ihr ergebenden Exekuzions- und Konkursfällen allen Unterthanen der k. k. Erbländer wie den Schweizern gleiches Recht ertheilet werden soll, mit der Ausnahme jedoch, dass in Konkursfällen alle in und auswärtige Kreditoren, soweit sie nicht mit einem Pfandrechte bedeckt sind, den Bürgern der Stadt Stein

1788 nachgehen müssen; weil dagegen dortlandes bei den Konkursen das Weibergut zur Zahlung der Gläubiger mitleiden muss; daher soll einem Schweizer der Stadt Stein am Rhein, ungehindert der bei ihr bestehenden obangeführten Ausnahme, dennoch in Konkurs- und Exekuzionsfällen ganz gleiche Justiz, wie den eigenen k. k. Unterthanen durchgehends geleistet werden, ohne dass der fremde Unterthan, wenn er sich einmal zur Stadt Stein am Rhein zu gehören ausgewiesen hat, wegen Darthuung der Reziprozität etwas besonderes zu leisten nöthig hat.

Hofdekret vom 20ten Oktober 1788 No. 906 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge Einvernehmens zwischen den vereinten politischen Hofstellen, der geheimen Hof- und Staatskanzlei, und der obersten Justizstelle.

Da bei den Gerichtsständen des Landes Neuenburg (Neufchatel) und Valengin in der Schweiz in Folge des an den k. k. Residenten zu Basel unterm 22ten September 1788 eingelangten Schreibens die k. k. Unterthanen in Konkurs- und Exekuzionsfällen wie die Einheimischen behandelt werden. So soll auch einem Schweizer des Landes Neuenburg und Valengin in den k. k. Erbländern in Konkurs- und Exekuzionsfällen ganz gleiche Justiz wie den eigenen Unterthanen geleistet werden, ohne dass derselbe, wenn er sich einmal zu einem besagter Länder zu gehören ausgewiesen hat, wegen Darthuung der Reziprozität etwas besonderes erweise. Nur ist darauf zu sehen, dass die zugesagte Gleichhaltung auch genau gehalten werde.

Hofdekret vom 20ten Oktober 1788 No. 907 an sämmtliche Appelazionsgerichte in Folge Einvernehmens zwischen der geheimen Hof- und Staatskanzlei, der obersten Justizstelle, und den vereinten politischen Hofstellen.

Die nähmliche Behandlung in Ertheilung der Justiz in Konkurs- und Exekuzionsfällen, die gemäss der Verordnung vom 16ten Junius 1788 gegen die Bürger und Insassen des Kantons Ury zu beobachten ist, soll auch gegen die Bürger und Insassen des Kantons Schwitz, dann des Kantons Unterwalden unter und ob dem Kernwald beobachtet werden. Dagegen sind die Bürger

und Insassen der Stadt Bremgarten nach ganz gleichen Rechten 1788
wie die k. k. Unterthanen zu behandeln, da auch diese Stadt in dem Schreiben an den k. k. Residenten zu Basel vom 14ten August 1788 die ganz gleiche Behandlung den k. k. Unterthanen mit ihren eigenen zugesagt hat.

Hofdekret vom 10ten November 1788 No. 917 an sämmtliche Appelazionsgerichte über Einvernehmen zwischen der obersten Justizstelle, den vereinten Hofstellen, und der geheimen Hof- und Staatskanzlei.

Der Fürst Abt zu Einsiedl in der Schweitz hat mittels Schreibens an den k. k. Residenten zu Basel vom 8ten Oktober 1788 die Erklärung von sich gegeben, dass in allen Exekuzions- und Konkursfällen, die in des Fürsten Gerichtsbezirke vorfallen, den k. k. Unterthanen ganz gleiche Justiz wie den eigenen Insassen und Unterthanen ertheilet werden soll; daher auch allen in eine hierländige Exekuzions- oder Konkursverhandlung verflochtenen Schweitzern, die sich als Insassen und Einwohner des Gerichtsbezirkes des Fürsten Abts zu Einsiedl legitimiren, ganz gleiche Justiz, wie den eigenen hierländigen Unterthanen durchgehends ertheilt werden soll.

Die Stadt Lausanne regulirt sich nach der mit dem Kanton Bern wegen der wechselseitigen Gleichhaltung getroffenen Uebereinkunft.

Hofdekret vom 16ten Hornung 1789 No. 974 an sämmtliche Appe- 1789
lazionsgerichte in Folge des zwischen der geheimen Hof- und Staatskanzlei, den vereinten politischen Hofstellen, und der obersten Justizstelle getroffenen Einverständnisses.

Von der Stadt Rappersweilern in der Schweiz ist an den k. k. Residenten zu Basel die Erklärung eingelanget, dass alle jene, die nicht Bürger und Insassen des Gebiets Rappertsweilern sind, als Fremde angesehen werden; dass Fremden nicht anders als mit ausdrücklicher obrigkeitlicher Bewilligung gestattet sei, sich auf unbewegliche Güter des Schuldners versichern zu lassen, dass sie nach der erwirkten obrigkeitlichen Bewilligung nicht nur im Wege der Exekuzion berechtiget seien, sich nach Inhalt der Schuldversohreibung bezahlt zu machen, wie ihnen solches in Absicht auf die beweglichen Güter auch ohne weiters zustehe,

1789 sondern, dass ihnen auch in Konkursfällen das erwirkte Hipothekarrecht zu guten komme, und sie nach dem diesfälligen Vorzugsrechte klassifiziret werden; Wo dagegen die mit keinem Pfandrechte bedeckten fremden Gläubiger in Konkursfällen den Bürgern und Insassen nachgesetzet werden. Dies haben die Appelazionsgerichte zur Nachricht zu nehmen, und den untergeordneten Gerichtsbehörden zu bedeuten, dass zwar einem Bürger und Insassen von Rappersweiler in Exekuzionsfällen ganz gleiche Justiz wie den eigenen Unterthanen ertheilet, und eben also auch dieselben in Konkursfällen, so weit ihre Forderungen mit einem Pfandrechte bedecket sind, den eigenen Unterthanen gleichgehalten, dagegen aber die Bürger und Insassen von Rappersweiler, so weit sie keine Pfandgläubiger sind, bei Konkursen den übrigen Gläubigern nachgesezet werden sollen.

Hofdekret vom 26ten November 1789 No. 1079 an alle Appelazionsgerichte, in Folge Einverständnisses zwischen der k. k. geheimen Hof- und Staatskanzlei, den vereinten Hofstellen und der obersten Justizstelle.

Von der Stadt Altstetten im obern Rheinthal in der Schweiz ist durch den an den k. k. Residenten zu Basel vom 20ten Oktober 1789 ausgestellten Revers die Zusicherung geschehen, dass in Exekuzions- und Konkursfällen alle k. k. Unterthanen, wie ihre eigenen Bürger und Insassen gehalten, und gedachte k. k. Unterthanen, gleich ihren eigenen Bürgern in laufenden Chyrographarschulden klassifiziret werden sollen.

Daher ward den sämmtlichen Justizbehörden befohlen, einem Schweizer der Stadt Altstetten in Konkurs- und Exekuzionsfällen ganz gleiche Justiz, wie den eigenen Unterthanen zu leisten, ohne dass es nöthig sei, dass der fremde Unterthan, wenn er sich einmal zu dieser Stadt zu gehören ausgewiesen hat, wegen Darthuung der Reziprozität etwas besonderes leiste.

1791 *Hofdekret vom 25ten August 1791 No. 197 an sämmtliche Appelazionsgerichte zu Folge des zwischen der geheimen Hof- und Staatskanzlei, der böhmischen und österreichischen Hofkanzlei und der obersten Justizstelle getroffenen Einverständnisses.*

Da von den in den deutschen Gemeindevogteien regierenden eidgenossischen Ständen der Schweiz durch Schreiben an den

k. k. Residenten zu Basel vom 20. Julius 1791 die Erklärung eingelanget ist, dass, wenn in ihren deutschen Mediatämtern ein Konkurs ausbricht, die Gläubiger, welche Unterthanen des österr. oder eines fremden Staates sind, so weit sie keine besondere Hypothek haben, erst dann nach den Kräften der Konkursmasse bezahlet werden, wenn a) die Einwohner des Orts und Gerichts, worin der Schuldner sesshaft war; b) die übrigen Angehörigen derselben Vogtei; c) die Bürger und Landleute der regierenden Stände; d) die Bürger und Landleute aus denjenigen Orten der Eidesgenossenschaft, die nicht regierend sind bezahlet worden sind; und da nun die Billigkeit mit sich bringt, gegen Bürger und Insassen dieser Stände ein gleiches Reciprocitätsrecht zu beobachten; so sollen die Bürger und Insassen der deutschen Gemeindevogteien, wo die eidgenossischen Stände der Schweiz regieren, bei Konkursen, so weit sie keine Pfandgläubiger sind, allen übrigen Gläubigern nachgesetzet werden. 1791

85.

11 Avril 1791.

Arrangement avec la cour de Munic, concernant les constructions pour les salines sur le Salzach; signé à Braunau le 11 Avril 1791.

(*Martens*, Nouveaux Suppléments I, p. 251.)

Gemeinschaftliche commissionelle Uebereinkunft, nach welcher die Neugebäude an der Salzach, von Risswändl anfangend, bis an jenen Orth, wo selbe sich in den Innfluss ergiesst, nach Massgabe des im vorigen Jahre errichtet, und nunmehro von Beed aller Höchst und Höchsten Höfen Wien und München allergdgst und gndgst ratificirten Vergleichs errichtet werden sollen, abgeschlossen in loco Braunau den 11. April ao. 1791.

1. Der Durchschnitt nach dem Plan von Lit. A. bis B. solle bis zur Herstellung der Schifffahrt, und innerhalb denen beedseitigen paralell-Linien cumulativ gemacht, mithin nicht nur die Direction der Bauarth, sondern auch die Bezahlung der hierauf erlaufenden Unkösten, in so weit solche auf den ohnmitlbaren

1791 Durchschnitt zwischen den Direktionslinien Bezug haben, gemeinschaftlich geführt und geleistet werden. Es solle dahero alles was zur erziehlung des Durchschnitts zwischen denen Linien Cumulativ gehanet, und gemacht worden, nach hergestellter Schifffahrt auch wieder cumulativ herausgenommen werden, folglich sowohl die Arbeith, als auch die Bezahlung diesfahls gemeinschaftlich geschehen: und wurde dabei bedungen, dass Churpfalz Bajer. Seits mitls der Nau- und Gegenfahrt der Schärlere dem Geschäft die gehörige Beförderung gegeben, sohin die Schärler durch das Churf. Haupt Mauth Amt Burghausen dazue angewiesen werden möchten.

2. Zur näml. Zeit als dieser Durchschnitt gemacht wird, kommen auch auf der Bajer. Seite zwischen der Fischer- und Förchen-Hütt 5 bis 6 perpendikular sporn am Lande zu errichten, und

3. Nach dem Plan zwischen Lit. D. et E. oder rückwärts auch Bajer. Seits eine quer Verlag nach der Landhöche Landabwärts und auch ein derlei unterhalb am Brunnenbach, wenn sie erforderlich gefunden wird, zu machen.

4. Auf der k. k. Seiten nächst denen Ueberäcker Wiesen und Feldern unterhalb dem dermaligen Doppelzaun, werden eben auch wehrender obgehörter Durchgrabung die erforderlich findende perpendicular sporn, dann der paralell ohnschädlich und der Convention angemessene Druckwerkhe und Quer-Verlagen auch nach der Landhöche und Direktionslinie Landabwärts, dann ohne aussprengenden Winkel Errichtet, und diese von Lit. F. bis C., und von da bis zu den sogenannten Schwaiger-Banren hinab fortgeführt.

5. Muss auf k. k. Seits nach Massgab des ratifizirten Vergleichs der Zaun bei der Ueberacker Wiesen Lit. C. ‡‡ in einer Länge von 100 Schuhen und

6. Auch auf die näml. arth und zu gleicher Zeit auf der bajer. Seiten alle Land Verzäunungen Lit. C. herausgerissen werden, und sollen diese beedseitigen Herausnehmungen ebenfalls zur Zeit, als der Durchschnitt gemacht wird, geschehen.

7. Zur nämlichen Zeit sind auch die Gräben in der Ueberacker Dorm- und Mitterau zu Erhöcheren und zu verschlagen.

8. Zur näml. Zeit, mithin auch wiederum als erst gehörter Zaun Herausnehmung Lit. G. I. ‡‡ et I. geschiehet, werden auf der bajer. Seite Ruckwärts die erforderlichen Faschinaden angelegt, oder was sonst zu behöriger Versicherung des Landes allda erforderlich gefunden wird, nach der Landhöche gebauet.

9. Ist k. k. Seits bei der sogenannten Herren Ueberfuhr nach dem Plan Lit. √ bis No. 2 und Lit. K. ein zweifacher, dann weiters über Lit. P. bis Q. ein dreifacher Zaun zu Errichten, und an die Ueberacker Dorfau anzuschliessen, auch dabei der Reith- oder Trepelweg sicher und behörig und nach der Landhöche herzustellen. 1791

10. Im Ausgang des Neuhofer Brnnbachs, wird auf der bajer. Seite ein der Linie ohnschädliches: nnd conventionsmässiges Druckwerkh mit ansezung mehrerer perpendikular sporen, je nach findender Erforderniss, längst der Biesinger Auwiesen und Feldern angelegt.

11. Wird auf der k. k. Seiten der Zaun von Lit. F. längst der paralell Linie aufwärts bis Lit. Q. geführt, und das Land Rückwärts nach nothdurft und den ratificirten project verschlagen.

12. Auf der bajer. Seite wird der Einbruch bei der Neudorfer Au mitls so vieler perpendikular sporen abgewendet, als man dazu nothwendig findet.

Alle diese Gebäude müssen aber nach gegenwärtiger Uebereinkunft

13. In folgender Ordnung geschehen, als: Churfalzbajer. Seits das Gebäude Resp. der Durchschnitt No. 1, dass Gebäude No. 2. 3. et 7. die Herausreissung der Zäunen und Faschinaden Errichtnng No. 8, und endlichen die perpendicular sporenanlegung bei der Neuhofer Au No. 12, und zwar dergestalten, dass die Herausreissung der Zäunen- und Faschinaden Errichtung No. 8 eines der ersten Gebäuden sein solle.

K. K. Seits der Durchschnitt No. 1, per se, dass No. 4 umständlich angezeigte Gebäude, und auch jenes, welches sub No. 9 mit mehreren enthalten. Wenn diese Gebäude fertig sind, so ist bajer. Seits der Bau No. 6 und k. k. Seits der No. 5 zu führen.

Alsdann, wenn auch diess ihr endschaft Erreichet, kommt bajer. Seits der Trepelweg No. $8^1/_2$ von Lit. G. bis zur Bierlend, nnd das sub No. 10 angemerkte Druckwerkh nebst anlegung der erforderlichen sporen zu Errichten, und K. K. Seits, die sub No. 11 von Lit. F. bis Q. bemerkte Verzäunnngen anzulegen.

Zur genauen und richtigen Darobhaltung, dann Exequirung dieses nunmehr commissionaliter et cumulative festgesetzten Bau-Systems ist auch gegenwärtige diessfahls gleicher gestalten getroffene Uebereinkunft von beedseitig. Titl. Herrn Commissarien und Ingenieurs unterschrieben und gefertiget: gleichlautende Exemplarien gegeneinandor ausgewechselt, und von jeder Commission den be-

1791 treffenden Tit. Herrn Beamten und Werkmeistern zu ihrer Richtschnur und stracken Befolgung dessen eine gleichlautende Abschrift zugestellt worden. Actum ut supra.

Kais. königl. u. kurpfalz-Bayerisch allergnädigst und gnädigst abgeordnete gemeinschaftl. Local-Commission.

86.

25 Juillet 1791.

Substance du traité préliminaire conclu entre les cours d'Autriche et de Prusse.

(D'après une copie digne de foi. *Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 236.)

Tous les objets des commissions importantes dont s'est trouvé chargé M. le colonel de Bischofswerder, et dont il s'est acquitté avec autant d'exactitude que de dextérité ayant été arrangés, il en a résulté, que de la part de la cour de Vienne il ne reste plus rien à faire relativement au congrès de Sistow, vû que le traité de paix est probablement déjà conclu à présent. Quant à un traité formel d'amitié et d'alliance défensive entre la maison d'Autriche et celle de Brandenbourg, il est arrêté de le conclure et signer dès que la paix entre la cour Imp. de Russie et la Porte Ottomanne sera rétablie et qu'ensuite la dite cour sera invitée d'y accéder en même tems que les deux puissances maritimes et S. A. S. l'Electeur de Saxe.

Pour accélérer et préparer en attendant l'arrangement définitif du dit traité, on est convenu d'avance d'y adopter pour base les points suivants.

1. Les deux cours se garantiront réciproquement leurs états respectifs contre toute aggression quelconque; la quantité, la qualité et les termes des secours mutuels ou en tout cas leur équivalent en argent, ainsi que l'entretien des troupes auxiliaires, seront réglés dans le traité d'une réciprocité parfaite.

2. Elles ne contracteront aucune alliance à l'insçu l'une de l'autre et donneront ordre à leurs Ministres dans les Cours étrangères, de se communiquer amicalement tout ce qui importerait de faire parvenir à la connaissance des deux puissances amies.

3. On confirmera par ce traité les traités antérieurs et notamment ceux de Breslau, de Dresde, de Hubertsbourg et de Teschen. 1791

4. Les cours s'entendront et s'employeront pour effectuer incéssamment le concert auquel S. Maj. l'Empereur vient d'inviter les principales puissances de l'Europe, sur les affaires de France, et elles se porteront de plus à leur réquisition respective, secours et assistance réciproque, au cas que la tranquillité interne de l'un et de l'autre état fut menacée de troubles.

Indépendamment des points généraux ci-dessus, qui serviront de base au traité d'alliance et d'amitié, les deux cours sont convenues d'y joindre un article séparé concernant les affaires de Pologne sur le pied suivant:

Les intérêts et la tranquillité des puissances voisines de la Pologne, rendant infiniment désirable qu'il s'établisse entre elles un concert propre à éloigner toute jalousie ou appréhension de prépondérance, les cours de Vienne et de Berlin conviendront, et inviteront la cour de Russie de convenir avec elles qu'elles n'entreprendront rien pour altérer l'intégrité et le maintien de la libre constitution de Pologne, qu'elles ne chercheront jamais à placer un Prince de leur maison sur le trône de Pologne ni par le mariage de la princesse Infante, ni dans le cas d'une nouvelle élection, et n'employeront point leur influence pour déterminer le choix de la république dans l'un ou l'autre cas en faveur d'un Prince hors d'un concert mutuel entre elles.

En foi de quoi etc.

Vienne ce 25 Juillet 1791.

Kaunitz. *Bischofswerder.*

Acte séparé et secret, ajouté à la précédente convention préliminaire.

M. le colonel de Bischofswerder ayant été chargé de représenter à la cour de Vienne, si, dans le cas que le défaut de descendance masculine dans la branche électorale de Saxe réalisât le droit de retrait compétant à la maison d'Autriche sur les deux marggraviats de Lusace, elle n'inclinerait point à s'entendre avec la cour de Berlin sur cet arrangement de limites, qui, sans empêcher essentiellement la réalisation de son droit éventuel sur ces provinces, serait toutefois propre à mieux assurer la tranquillité et sûreté du voisinage mutuel, et S. M. l'Empereur ayant témoigné son désir d'obliger sur ce point S. M. prussienne, on est convenu que par un article secret et séparé du traité d'al-

1791 liance à conclure, les deux souverains se prometteront et réserveront de donner les mains à un pareil arrangement amical.

En foi de quoi nous avons signé le présent acte séparé et secret.

A Vienne le 25 Juillet 1791.

(Signé)

Kaunitz. *Bischofswerder.*

87.

4 Août 1791.

Traités de paix entre l'Empereur d'Allemagne et la Porte ottomane, signé à Sistow le 4 Août 1791, ratifié à Vienne le 13 Août 1791; avec une convention séparée, signée et ratifiée le mêmes jours.

(En langue françoise et turque.)

(*Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 244.)

Nos Leopoldus II divina favente clementia electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Hierosolymae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingiae, Styriae, Carinthiae et Carniolae, Magnus Dux Hetruriae, Magnus Princeps Transilvaniae, Marchio Moraviae, Dux Brabantiae, Limburgi, Lucemburgi et Geldriae, Würtembergae, superioris et inferioris Silesiae, Mediolani, Mantuae, Parmae, Placentiae, Quastallae, Osveciniae et Zatoriae, Calabriae, Barri, Montisferrati et Teschinae, Princeps Sueviae et Carolopolis, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, Hannoniae, Kiburgi, Goritiae et Gradiscae, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Superioris et Inferioris Lusatiae, Mussoponti et Nomenei, Comes Namurci, Provinciae Valdemontis, Albimontis, Zutphaniae, Sarwerdae, Salmae et Falkenstenii, Dominus Marchiae Slavonicae et Mechlianae.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, pro Nobis, Haeredibus et Successoribus Nostris, tenore praesentium facimus.

Posteaquam divino favente Numine, inter Nostros et Fulgidae Portae Ottomannicae Ministros, plena utraque ex parte agendi fa-

cultate instructos, interveniente Serenissimorum Principum ac Dominorum, Angliae et Borussiae Regum, nec non Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Foederati Belgii Ministrorum, pari agendi facultate munitorum, conciliatoria opera, de restauranda inter utrumque imperium pristina pace consilia collata sunt, actum et conventum, atque ab iisdem solenne desuper pacis Instrumentum, in loco Sistow, confectum ac signatum fuit, cujus tenor est sequens: 1791

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

La cour Impériale et Royale et la Sublime Porte Ottomane, animées d'un désir égal de rétablir les liaisons heureuses de paix, d'amitié et de bon voisinage, qui avoient subsisté pendant un demi siècle entre les deux empires, et secondées dans ce dessein salutaire de la médiation efficace de leurs Majestés les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse, et de LL. HH. PP. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, ont nommé et désigné pour leurs ministres plénipotentiaires au congrès de paix assemblé à Sistow, savoir: S. M. Impériale et Apostolique, le Baron Pierre Philippe d'Herbert Rathkeal, son conseiller aulique actuel, et le Comte François Esterhazy de Galantha, son chambellan actuel, Seigneur de la Seigneurie de Tottis, et Seigneur héréditaire du Comté de Forchtenstein, et la Sublime Porte Ottomane le Reis Effendi ou ministre des affaires étrangères, Birri Abdullah Effendi, l'Ordou Kadisi, ou grand juge des armées ottomanes, Ismet Ibrahim Bey, et le Ruznamegi ou controleur-général des finances, Durri Mehmed Effendi, lesquels, à l'intervention, par le canal, et moyennant les bons offices des ministres plénipotentiaires des trois hautes puissances médiatrices dénommées savoir: du Chevalier Robert Murray Keith, membre du conseil privé de S. M. Britannique, Chevalier du très-honorable ordre militaire du Bain, lieutenant-général de ses armées, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la cour de S. M. l'Empereur, actuellement son ministre plénipotentiaire au congrès de paix; du Marquis Jérome de Lucchesini, chambellan actuel de S. M. le Roi de Prusse, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. le Roi et la République de Pologne, Chevalier de l'ordre de l'aigle-blanc, actuellement son ministre plénipotentiaire au congrès de paix, et du Baron Rénier de Haeften, Seigneur d'Ophemert et Zennewynen, membre de l'ordre équestre de la province de Gueldres, député de cette province à l'assemblée de LL. HH. PP. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, leur envoyé extraordi-

1791 naire à la cour impériale et royale, actuellement leur ministre plénipotentiaire au congrès de paix; après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs respectifs, et avoir tenu ensemble plusieurs conférences amicales, sont convenus des points et articles suivans, qui composent le présent traité définitif de paix.

Paix et amitié.

Art. I. Il y a aura désormais une paix perpétuelle et universelle, par terre, sur mer, et sur les rivières, entre les deux empires, leurs sujets et vassaux, une amitié vraie et sincère, une union parfaite et étroite, une abolition et amnistie pleine et générale de toutes les hostilités, violences, et injures, commises dans le cours de cette guerre, par les deux puissances, ou par les sujets et vassaux de l'une, qui ont suivi le parti de l'autre; et spécialment les habitans de toute condition du Montenègre, de la Bosnie, la Servie, la Vallachie et la Moldavie, qui, en vertu de cette amnistie, pourront tous rentrer dans leurs anciennes demeures, possessions et droits quelconques, et en jouir paisiblement, sans être jamais inquiétés, molestés, ni punis pour s'être déclarés contre leur propre souverain, ou pour avoir prêté hommage à la cour Impériale et Royale.

Base du traité.

Art. II. Les deux hautes parties contractantes reconnoissent et admettent pour base commune de la présente pacification le status quo strict antérieur à la guerre déclarée le 9 Février 1788. En conséquence de quoi elles renouvellent et confirment tels quels, dans le sens le plus strict et dans toute leur étendue, sans jamais rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait au contraire, le traité de Belgrade du 18 Septembre 1739, la convention du 5 Novembre de la même année, celle du 2 Mars 1741 explicatoire du traité de Belgrade, l'acte du 25 May 1747 qui perpétue la paix de Belgrade, la convention du 7 May 1775 sur la cession de la Buccovine, celle enfin du 12 May 1776 sur la démarcation de cette province: tous lesquels traités, actes et conventions sont et demeureront à perpétuité dans la leur pleine et entière force et vigueur, comme s'ils étoient transcrits et insérés ici de mot à mot.

Renouvellement de plusieurs Seneds.

Art. III. Et en particulier, la Sublime Porte Ottomane renouvelle et confirme tels quels, dans le sens le plus strict et dans toute leur étendue, sans jamais rien faire, ni souffrir, qu'il soit rien fait au contraire, lo séned ou acte obligatoire du 8 Août 1783, renfermant l'obligation, de la part de la Sublime Porte Ottomane, de procurer aux bâtimens marchands allemands qui ressortissent

des ports de la cour impériale, la sûreté contre les corsaires des 1791
cantons de Barbarie et d'autres sujets Ottomans, et la réparation de tout dommage qu'ils pourroient en éprouver, le séned ou acte obligatoire du 24 Février 1784, en faveur du libre commerce et navigation des sujets impériaux et royaux sur toutes les terres, mers et fleuves de la domination Ottomane, le Ferman du 4 Décembre 1786, concernant les passages, repassages et séjours des pâtres et troupeaux de Transylvanie dans les provinces de Vallachie et de Moldavie, ainsi que tous autres fermans, actes et arrangemens ministériels mutuellement reconnus, et qui étoient en vigueur avant le 9 Février 1788, pour la tranquillité et le bon ordre des frontières, pour l'avantage, la sûreté et les intérêts des sujets, commerce et navigation de la domination autrichienne; tous lesquels séneds, fermans, actes et arrangemens reconus sont et demeureront à perpétuité dans leur pleine et entière force et vigueur, comme s'ils étoient cités, transcrits, insérés et expliqués ici de mot à mot.

Conquêtes restituées.

Art. IV. La cour impériale et royale de son côté, pour ramener aussi les choses à la base convenue du status quo strict de l'époque du 9 Février 1788, et pour correspondre pleinement aux procédés amicals et équitables de la Sublime Porte Ottomane, s'engage d'évacuer, céder et rendre à ladite Porte Ottomane, dans leur entier et sans aucun partage, toutes les possessions, territoires, villes, forteresses et balanques, sous quelque dénomination que ce puisse être, conquises par les troupes de S. M. Impériale pendant le cours de cette guerre, y compris toute la principauté de la Vallachie et les districts de la Moldavie occupés par les troupes impériales, et de rétablir, telles quelles, les mêmes anciennes limites qui séparoient, à ladite époque du 9 Février 1788, les deux dominations. Quant aux forteresses, châteaux, palanques, conquises sur la Sublime Porte Ottomane, la cour impériale et royale s'engage de les rendre dans l'état où elles étoient, et avec l'artillerie ottomane qui s'y trouvoit au moment de leur occupation.

Chotym et son district.

Art. V. Et quant à la forteresse de Chotym et son district, vulgairement nommé la Raya, ils seront aussi évacués, cédés et rendus, sous les mêmes conditions dont on est convenu pour les autres forteresses; mais seulement après que la Sublime Porte Ottomane aura conclu sa paix avec l'empire de toutes les Russies, et dans le terme précis qui sera stipulé pour l'évacuation

1791 des conquêtes de cette dernière puissance, jusqu'à laquelle époque la cour impériale et royale gardera en dépôt neutre ladite forteresse avec son district, sans se mêler plus de la guerre présente, ni prêter plus aucun secours, d'aucune manière directe ou indirecte, à la cour Impériale de Russie contre la Sublime Porte Ottomane.

Commissaires pour régler les limites.

ART. VI. D'abord après l'échange des ratifications l'on procédera, de part et d'autre, aux évacuations, et respectivement à la reprise de toutes les conquêtes quelconques, ainsi qu'au rétablissement des anciennes limites des deux empires, dans les délais fixés ci-après. Des commissaires respectifs étant choisis et nommés, comme par l'art. XIII du traité de Belgrade, les uns conduiront les opérations de la Vallachie et des cinq districts de la Moldavie, de façon à les terminer dans l'espace de trente jours à compter de celui l'échange des ratifications; les autres se porteront à la Haute-Unna, pour rétablir les limites de la Bosnie, de la Servie, et du Vieux-Bourg d'Orsowa avec ses environs, le tout d'après le Status quo strict des possessions respectives avant le 9 Février 1788: l'on donna à ces derniers l'espace plus long de deux mois, qui courront de la même époque, parceque ce tems est nécessaire pour démolir les ouvrages nouveaux des forteresses, et les remettre dans l'état où elles étoient à la conquête, ainsi que pour les transports de toute artillerie et des munitions de guerre et de bouche.

Prisonniers et captifs.

ART. VII. Tous les prisonniers et captifs ottomans, tant civils que militaires, faits pendant le cours de cette guerre, ayant été sans nulle exception remis en liberté de la part de la cour Impériale et Royale, et consignés aux commissaires ottomans à Rusgiuk, à Viddin et en Bosnie, tandisqu'on n'a rendu, en échange, que ceux des sujets et soldats impériaux et royaux qui se trouvoient dans les prisons publiques, ou sous la puissance de quelques seigneurs bosniaques, et qu'il en reste encore un grand nombre dans la captivité domestique en Turquie, la Sublime Porte Ottomane, pour se conformer à cet égard à la règle du status quo strict antérieur à la guerre, et pour détruire avec elle toutes les calamités quelle entraîne, s'engage de rendre gratuitement, c'est à dire sans prix de rachat, ni rançon quelconque, à la Cour Impériale et Royale, dans l'espace de deux mois après l'échange des ratifications, tous les prisonniers de guerre et esclaves, de tout age, tout sexe et toute condition, telle part qu'ils se trouvent, et à quelles personnes qu'ils appartiennent; de sorte que désor-

mais aucun sujet des deux parties ne puisse plus être esclave 1791
sous l'autre domination: excepté seulement ceux, qui d'après les règles observées en pareil cas, auront fait constater d'avoir volontairement embrassé la religion chrétienne d'un côté ou la religion mahométane de l'autre.

Sujets expatriés.

Art. VIII. Les sujets cependant de l'une partie, qui avant cette guerre, ou pendant son cours, se sont retirés sur les terres de l'autre, se sont soumis à sa domination, et y demeurent de plein gré, ne pourront jamais être réclamés par leur souverain naturel, mais ils seront désormais considérés et traités comme les autres sujets de la puissance à laquelle ils se sont donnés. En revanche les individus qui possèdent en même tems des biens fonds sous les deux dominations, pourront établir leur domicile de l'un et de l'autre côté, d'après leurs convenances, et sans qu'on puisse y mettre opposition; mais ils doivent se choisir, à leur gré, une domination unique, en vendant les possessions qu'ils ont sous l'autre gouvernement.

Commerce.

Art. IX. Les Hautes Parties contractantes désirant de faire renaître le plutôt possible le commerce, qui est le fruit de la paix, et d'étendre à la classe utile des marchands le bénéfice du retour au status quo strict, fixé par les Articles II et III ci-dessus, statuent que l'intervalle de la guerre, comme tel, ne doit apporter aucun préjudice aux sujets respectifs, c'est à dire, ni aux sujets Impériaux et Royaux dans l'Empire Ottoman, ni aux sujets ottomans dans la Monarchie Autrichienne; mais qu'il est libre aux uns et aux autres de reprendre leurs affaires là où ils les avoient laissées à l'époque de la déclaration de la guerre, de faire valoir tous leurs droits et prétensions quelconques antérieures à la guerre, de respecter leurs créances et effets, d'interpeller leurs débiteurs, de demander des indemnités à titre de payemens réfusés, ou de dommages soufferts lors de la déclaration de guerre, contre la teneur des Articles XVII de Belgrade et XVIII du traité de commerce de Passarowitz, de réclamer enfin dans tous ces cas l'assistance des tribunaux et des gouvernemens respectifs, lesquels de leur côté, feront rendre à cet égard prompte et impartiale justice, sans admettre jamais, comme une exception légitime, le laps de tems du chef de la durée de la guerre.

Police générale.

Art. X. Il sera d'abord donné aux commandans et gouverneurs limitrophes des deux empires, en les rendant même per-

1791 sonnellement responsables de l'exécution, les ordres les plus précis et les plus stricts sur le prompt rétablissement de la police générale, de la tranquillité publique et du bon voisinage dans toute l'étendue des confins communs; l'inviolabilité des bornes replacées par les commissaires respectifs, le soin d'empêcher les empiètemens, les incursions et les dévastations; celui de procurer les réparations des injures et des dommages, celui enfin de punir les contrevenans et les coupables selon la gravité de leurs délits et crimes; en procédant à cet effet d'après les règles et principes fixés par les traités et les arrangemens précédens entre les deux Hautes Cours, pour faire rentrer incessamment toutes choses dans leur état ancien régulier et paisible.

Hospitalité.

Art. XI. Il leur sera en même tems enjoint sérieusement et recommandé de protéger les sujets de l'autre partie que leur commerce ou affaires obligeront à passer les confins, à voyager dans l'intérieur des provinces, à déscendre et à remonter librement les rivières, observant et faisant observer à leur égard non seulement les offices de l'hospitalité, mais aussi tous les articles et dispositions des traités, conventions et actes confirmés aux Articles II et III ci-dessus, sans en exiger, ni permettre qu'il en soit exigé, à tel titre que ce puisse être, d'autres rétributions ou droits que ceux, qui y sont fixés pour les personnes et pour les marchandises de l'autre partie.

Religion.

Art. XII. Et quant à l'exercice de la religion catholique chrétienne dans l'Empire Ottoman, ses prêtres, ses sectateurs, ses églises à entretenir, ou à reparer, la liberté du culte, et des personnes, la fréquentation et la protection des lieux saints de Jérusalem et d'autres endroits, la Sublime Porte Ottomane renouvelle et confirme, d'après la règle du status quo strict, non seulement les priviléges assurés par l'article IX du traité de Belgrade à cette religion, mais aussi ceux qui ont été postérieurement concédés pas ses fermans, et autres actes émanés de son autorité.

Envoy des ministres.

Art. XIII. On enverra, de part et d'autre, des ministres du second rang, tant à l'occasion de cette heureuse paix, que pour annoncer, selon l'usage ancien, l'avénement des Augustes Souverains respectifs au trône de leurs ancêtres. Ces ministres seront reçus avec le cérémonial, honneurs et traitement usités entre les deux cours, et jouiront, en vertu du status quo strict, de toutes

les prérogatives du droit des gens et autres immunités attachées 1791
à leurs caractères, d'après les articles des traités et l'observance établie. Il en sera de même des successeurs de l'internonce et ministre plénipotentiaire Impérial et Royal résidans auprès de la Sublime Porte-Ottomane, eû cependant égard à la différence du rang dont ils pourront être revêtus, ainsi que de leurs subalternes, suites, gens, domestiques, maisons; et comme plusieurs de leurs couriers, venant de la cour Impériale ou allant vers elle, ont été dépouillés avant la guerre, la Sublime Porte Ottomane non seulement ne négligera aucun moyen qui puisse procurer le dédommagement des effets déprédés, mais elle prendra aussi les mesures les plus efficaces et les plus solides, afin que ces couriers puissent désormais aller et venir avec toute sûreté et protection.

Signature.

Art. XIV. Deux instrumens originaux parfaitement conformes du présent traité, l'un en langue françoise dont ont s'est servi pour la commodité, et l'autre en langue turque, seront signés, le premier des deux ministres plénipotentiaires impériaux et royaux, et le second des trois ministres plénipotentiaires ottomans, échangés l'un contre l'autre par l'entremise des ministres plénipotentiaires médiateurs, et envoyés respectivement aux deux hautes cours contractantes. Après quoi et dans l'espace de quarante jours, à compter de celui de la signature, ou plutôt si faire se peut, les diplomes solemnels des ratifications, signés par les deux Augustes Souverains, seront pareillement échangés, par le ministère de la même médiation, entre lesdits plénipotentiaires contractans, avec des copies legalisées de tous les traités, conventions et actes renouvellés, confirmés et perpétuellement obligatoires pour les deux empires.

En conséquence de quoi, et en vertu des pleinspouvoirs de S. M. Impériale et Apostolique, nous Pierre Philippe Baron d'Herbert Rathkeal, et nous François Comte Esterhazy de Galantha, ses ministres plénipotentiaires au congrès de paix, avons signé le présent traité et instrument authentique de paix, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Sistow, à la sale de conférences le 4 jour du mois d'Août, l'an de grâce 1791.

Le Baron	Le Comte
d'Herbert Rathkeal.	*François Esterhazi Galantha.*
(L. S.)	(L. S.)

Déclaration des ministres médiateurs.

1791 Nous plénipotentiaires de Sa Maj. le Roi de la Grande-Bretagne, de S. M. le Roi de Prusse et de Leurs Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies, ayant servi de médiateurs à l'ouvrage de la pacification, déclarons que le traité de paix ci-dessus, entre la cour Impériale et Royale et la Sublime Porte Ottomane, avec toutes les clauses, conditions et stipulations, qui y sont contenues, a été conclu par la médiation de Leurs Majestés les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse, et de Leurs Hautes Puissances les Etats-Généraux des Provinces Unies. En foi de quoi nous avons signé les présentes de notre main, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Sistow, ce quatre Août, mil sept cent quatre vingt et onze.

Robert Murray Keith. (L. S.)　*Jerome Marquis de Lucchesini.* (L. S.)　*R. de Haeften.* (L. S.)

Nos, quibus pacis studium nullo non tempore curae cordique fuit, visis et perpensis omnibus et singulis Instrumenti articulis, illos ex certa Nostra scientia, animo deliberato, in omnibus et per omnia approbavimus, ac ratihabuimus, prouti praesentium vigore approbamus, ratihabemus et corroboramus, verbo Nostro Caesareo Regio, pro Nobis, Haeredibus et Successoribus Nostris, spondentes ac adpromittentes, Nos ea omnia, quae in praememorato solenni pacis Instrumento continentur ac sancita sunt, quemadmodum ex altera quoque Contrahentium parte iisdem pacis conditionibus plene satisfactum iri confidimus, fideliter adimpleturos, nec, ut a Nostris, his ullo modo contraveniatur, unquam permissuros fore; in quorum fidem majusque robur hasce ratihabitionis Nostrae tabulas manu nostra subscripsimus, Sigilloque Nostro Caesareo-Regio Archiducali Majori appenso firmari jussimus.

Dabantur Viennae die 13. Augusti 1791.

Leopoldus. (L. S.)

Kaunitz Rietberg.

Ad Mandatum Sacrae Caesareae ac Regiae Apostolicae Majestatis proprium.

Antonius L. B. a Spielmann.

Convention séparée.

Nos Leopoldus II divina favente clementia, electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Hierosolymae Rex; Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingiae, Styriae, Carinthiae et Carniolae; Magnus Dux Hetruriae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Dux Brabantiaa, Limburgi, Lucemburgi, et Geldriae, Würtembergae, superioris et inferioris Silesiae, Mediolani, Mantuae, Parmae, Placentiae, Quastallae, Osveciniae et Zatoriae, Calabriaa, Barri, Montisferrati et Teschinae; Princeps Sueviae et Carolopolis; Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis, Hannoniae, Kiburgi, Goritiae et Gradiscae, Marchio Sacri Romani Imperii, Bnrgoviae, superioris et inferioris Lusatiae, Mussoponti et Nomenei, Comes Namurci, Provinciae Valdemontis, Albimontis, Zutphaniae, Sarwerdae, Salmae et Falkenstenii, Dominus Marchiae Slavonicae et Mechliniae. 1791

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, pro Nobis, Haeredibus et Successoribns Nostris, tenore praesentium faoimus.

Praeter solenne pacis Instrumentum a Nostrls et Fulgidae Portaa Ottomanicae Ministris, plena agendi facultate instructis, dia quarta mensis Augusti anni currentis, in loco Sistow, feliciter confectum, ab iisdem alia insimul Conventio ad definiendos, omni meliori ac certiori modo, vastissimos Utriusque Imperii limites, eadem die eodemque in loco, inita ac signata est sequentes in leges.

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

La cour impériale et royale et la Sublime Porta Ottomane voulant, à l'heureuse époque de la pacification conclua, sa donner des prauves réelles de laur amitié, prévenir tout ce qui pourroit dans la suita déranger l'harmonie parfaite des vastes confins de leurs dominations, at sanotionner, pour l'utilité réciproque, las seuls changemens qu'elles se permettront jamais aux articles de tout le traité définitif de paix, signé à Sistow ce jourd'hui 4 d'Août 1791, sont convenues par le canal de leurs ministres plénipotentiairas, savoir de la part da la cour Impériala le Baron Pierre Philippe d'Herbert Rathkeal, son conseiller auliqne actuel, et la Comte François Esterhazy de Galantha, son chambellan actuel, seigneur da la seigneurie da Tottis, et seigneur héréditaire du Comté da Forchtenstein; et da celle de la Sublime Porte Ot-

1791 tomane, le Reis Effendi ou ministre des affaires étrangères, Birri Abdulah Effendi, l'Ordou Kadissi ou Grand-Juge des armées ottomanes, Ismet Ibrahim Bey, et le Rusnamegi ou controleur-général des finances, Durri Mehmed Effendi, des articles suivans:

Frontières du Banat de Temeswar.

Art. I. Comme il y avoit, avant la guerre, une négociation ouverte sur les demandes de la cour impériale, des terrains du Banat de Temeswar, possédés par l'empire Ottoman, et les districts situés à la gauche de l'Unna; les deux hautes parties, considérant d'un côté les défectuosités de l'ancienne frontière dans ces parties, et voulant de l'autre y remédier d'une manière invariable, à la satisfaction commune, ont arrêté l'arrangement final spécifié dans les Articles II et III de la présente convention, par le quel arrangement elles consentent de terminer foncièrement et définitivement, tous les sujets de réclamation qui faisoient l'objet de la négociation citée.

Démarcation.

Art. II. En conséquence de quoi, la Sublime Porte Ottomane consent que le bourg et terrein du Vieux-Orsowa, jusqu'à la Czerna, reste et demeure dans la possession et souveraineté de la cour Impérialo et Royale; de façon que la Czerna fasse de de ce côté-la, désormais et à perpétuité, la frontière de la Monarchie Autrichienne, mais avec la condition expresse, que ladite cour Impériale et Royale ne puisse jamais fortifier ni le Vieux-Bourg d'Orsowa, ni aucune partie du terrein cédé par la Sublime Porte en vertu du présent article. Pour la petite plaine, vis-à-vis de fort de l'isle d'Orsowa, bornée par les confins spécifiés dans l'article V du traité de paix de Belgrade, elle restera pour toujours, dans lo sens le plus strict, neutre entre les deux dominations. C'est à dire, que la souveraineté n'en appartiendra ni à l'autre, et les parties contractantes s'engagent à laisser ladite plaine absolument déserte, sans jamais permettre à personne d'y bâtir, d'y demeurer, ni d'y exercer la culture.

Districts à la gauche de l'Unna.

Art. III. Quant aux districts à la gauche de l'Unna, les deux hautes parties contractantes sont convenues que les limites des deux empires seront désormais et à perpétuité reglées de la manière que voici: la nouvelle ligne de séparation, d'après le dessin tracé en couleur rouge sur la carte annexée au présent article, commencera dans ces endroits, à la rive droite de la Glina, par le point marqué sur ladite carte, sera continuée long d'un petit ruisseau, en laissant Czettin avec son district sous la do-

mination impériale et royale, se dirigera le long de la banlieu du fort ottoman Sturlick ou Sturliz, marqué sur la carte en jaune, de façon que ce fort ainsi que sa banlieu, déterminée par la portée d'un coup de canon, restent dans la possession de l'Empire Ottoman; d'où cette ligne se portera en droit chemin sur la Corana, pour suivre, en remontant le cours de cette rivière, jusque et compris Dresnick, qui restera avec son district sous la domination impériale et royale. Ensuite de quoi ladite ligne se prolongera par la montagne de Smolianatz, et l'endroit de Tischiewo, elle longera la haute montagne, au pied de laquelle se trouve l'endroit de Lapatz, marqué sur la carte en jaune, et sera continuée jusqu'à l'Unna à une heure de chemin au-dessus de Vacoup, marqué en jaune; d'où cette ligne prendra, en remontant, la rive gauche de l'Unna jusqu'à ses sources occidentales, suivant la ligne marquée en rouge, pour se terminer, par le plus droit chemin que donne la direction des hautes montagnes, au triple confin actuel, en laissant ainsi Sterniza turc sous la domination ottomane. La Cour Impériale et Royale s'engage à ne jamais réparer, ni construire aucunes fortifications quelconques, sous quelque titre et pour quel motif que ce puisse être, dans toute l'étendue, sans exception, du district que la Sublime Porte lui cède en vertu du présent article. 1791

Renonciation générale.

Art. IV. La Cour Impériale et Royale, afin de répondre de son côté aux dispositions amicales, que la Sublime Porte a montrées dans l'arrangement final des confins, tant du côté du Bourg et Terrain du Vieux-Orsowa, que sur la haute Unna, tel qu'il se trouve arrêté par les Articles II et III de la présente convention séparée, et pour affermir et consolider d'autant plus l'heureuse paix qui vient d'être conclue entre les deux Empires, déclare, de la manière la plus solemnelle, qu'elle reconnoit le présent arrangement de confins comme définitif, et s'engage à ne former à l'avenir aucune prétention au-delà des limites fixées ci-dessus.

Clause de l'art. VI du traité definitif.

Art. V. La Cour Impériale et Royale, pour marquer sa satisfaction de l'arrangement des limites fixé ci-dessus, s'engage de rendre à la Sublime Porte toutes les forteresses, châteaux et palanques, conquises sur l'Empire Ottoman, dans l'état où elles se trouvent à présent, et sans détruire aucune des réparations, ni les ouvrages nouveaux qu'on y a faits, renonçant en consé-

1791 quence à la clause de démolition stipulée à la fin de l'article VI du traité définitif.

Évacuations rapprochées.

ART. VI. Pareillement la Cour Impériale et Royale, secondant le désir, manifesté par la Sublime Porte Ottomane, de rentrer promptement dans la possession de toutes les conquêtes, concourt volontiers à rapprocher les délais fixés aux évacuations dans l'article VI du dit traité, et établit avec la Sublime Porte Ottomane qu'on comptera ces délais du jour de la signature du traité, et non plus de celui de l'échange des ratifications, savoir 30 jours, à compter de ce jourdhui 4. d'Août pour l'évacuation, cession et restitution de toute la Vallachie, et des cinq districts de la Moldavie, et de 60 jours, à compter de la même époque, pour toutes les autres conquêtes. Les deux Parties s'engagent à effectuer l'échange des ratifications du traité de paix en 15 jours au plus tard, au lieu de 40, fixés par l'article XIV du traité définitif.

Ratification.

ART. VII. Les ratifications de cette convention séparée seront dressées séparément, mais échangées le même jour que les ratifications du traité de paix.

En conséquence de quoi, et en vertu des pleinspouvoirs de S. M. Impériale et Apostolique, Nous Pierre Philipp Baron d'Herbert Rathkeal, et Nous François Comte Esterhazy de Galantha, Ses Ministres Plénipotentiaires au congrès de paix, avons signé la présente convention et instrument authentique, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Sistow à la Salle des conférences, le 4. jour du mois d'Août, l'an de grace 1791.

Le Baron
d'Herbert Rathkeal
(L. S.)

Le Comte
François Esterhazy de Galantha
(L. S.)

Nos igitur, attente perlectis et examinatis omnibus et singulis praedictae conventionis articulis illos per omnia et in omnibus eo lubentius approbavimus, ac ratos gratosque habuimus, quo clarius inde perspeximus, adcurata hac finium descriptione, securitati aeque ac utilitati adjacentium subditorum utriusque partis abunde consultum, et prioribus frequentissimis inter limitaneos populos exortis dissidiis omnem viam in posterum ita praeclusam esse, ut certissima spes adfulgeat, restitutam feliciter almam pacem ac bonam vicinitatem, sublatis ex nunc perpetuis mutuarum vexationum causis, majoribus in dies incrementis augendam

ac firmandam iri: quam ob rem, de certa Nostra scientia, et animo deliberato, praememoratam conventionem in omnibus et singulis suis capitibus vigore praesentium adprobamus, confirmamus ac ratam omnino gratamque habemus, Verbo Nostro Caesareo Regio, pro Nobis, Haeredibus et Successoribus Nostris, spondentes ac adpromittentes, Nos ea omnia, quae in praedicta conventione definita ac sancita sunt, Nostra ex parte fideliter adimpleturos, nec, ut Nostri his ullo modo contraveniant, unquam permissuros fore; certo certius confisi, ex altera quoque parte, pari fido ac integritate, initis conventionis hujus legibus satisfactum iri: atque in horum omnium fidem ac robur hasce ratihabitionis Nostrae tabulas, manu Nostra, subscripsimus Sigilloque Nostro Caesareo Regio Archiducali majori appenso firmari jussimus. 1791

Dabantur Viennae, die 13 Augusti 1791.

Leopoldus.
(L. S.)
Kaunitz Rietberg.

Ad Mandatum Sacrae Caesareae ac Regiae Apostolicae Majestatis proprium.

Antonius L. B. a Spielmann.

88.

4 Août 1791.
9 Août 1791.

Extrait d'une lettre autographe adressée à l'Electeur Frédéric Auguste de Saxe par l'Empereur Léopold II d'Autriche, en date du 4 Août 1791, et Réponse de l'Electeur du 9 Août 1791.

(*Martens*, Nouveaux Supplémens, t. I, p. 273.)

Pour suppléer en attendant autant que possible à la brièveté des momens précieux que je consacrerai à Pillnitz sans réserve à la confiance et à l'amitié, je crois nécessaire de communiquer à Votre Alt. Ser. Elect. secrètement les dernières négociations et démarches les plus importantes dont la connaissance peut l'intéresser. Mon envoyé extraordinaire Comte

1791 Hartig est chargé de s'acquitter sans délai de cette communication. Elle ne diminuera point, à ce que je me flatte, l'opinion que j'espère avoir inspiré à V. A. S. El. de la loyauté, justice et modération de mes procédés et de mes vues qui tendent constamment, soit à préserver et rétablir la tranquillité publique de l'Europe, soit d'en assurer de plus à plus le maintien futur, par l'établissement et l'extension la plus générale de la bonne harmonie et d'un accord parfait entre les Puissances, un des motifs qui contribuent le plus à encourager le zèle avec lequel je me livre à ce dessein salutaire, est la certitude de m'y rencontrer avec les sentimens et les principes de V. A. S. El. dont j'ambitionne l'approbation en toute chose.

Réponse de l'Electeur de Saxe, en date du 9. Août 1791.

A l'égard des communications secrètes que Votre Majesté Imp. se propose de me faire parvenir par Son Envoyé extraordinaire le Comte Hartig, je les recevrai, Sire, comme une nouvelle preuve des sentimens dont Vous m'honorez et avec cette confiance parfaite que je dois à Vos vertus. Elles me confirment dans l'espoir consolant que les mesures que Votre Majesté Imp. prendra de concert avec un Prince animé des mêmes sentimens de loyauté et justice, rétabliront dans l'Europe ce calme précieux qui seul peut assurer la stabilité de son bonheur.

89.

27 Août 1791.

Déclaration signée en commun par l'Empereur et le Roi de Prusse à Pillnitz 27 Août 1791, avec 6 articl. secrets.

(*Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 206.)

Sa Majesté l'Empereur, et Sa Majesté le Roi de Prusse ayant entendu les désirs et les représentations de Monsieur (frère du Roi de France) et de M. le Comte d'Artois, se déclarent conjointement qu'elles regardent la situation où se trouve actuelle-

ment Sa Majesté le Roi de France comme un objet d'un intérêt 1791 commun à tous les souverains de l'Europe. Elles espèrent que cet intérêt ne peut manquer d'être reconnu par les puissances dont le secours est reclamé; et qu'en conséquence elles ne refuseront pas d'employer, conjointement avec leurs dites Majestés, les moyens les plns efficaces, relativement à leurs forces, pour mettre le Roi de France en état d'affermir dans la plus parfaite liberté, les bases d'un gouvernement monarchique également convenable aux droits des souverains et au bien-être de la nation françoise. Alors et dans ce cas, leurs dites Majestés l'Empereur et le Roi de Prusse sont résolus d'agir promptement, d'un mutuel accord avec les forces nécessaires pour obtenir le but proposé et commun.

En attendant elles donneront à leurs troupes les ordres convenables pour qn'elles soient à portée de se mettre en activité.

A Pillnitz, le 27 Août 1791.

Leopold. *Fredéric Guillaume.*

Articles secrets ajoutés à la précédente déclaration.

Art. I. Les Hautes Puissances contractantes prendront de concert les mesures les plus efficaces tant en général pour lo maintien des traités qui subsistent avec la France, que particulièrement pour les représentations à faire à cette nation et inviteront tout l'Empire à y concourir, dans le cas que des représentations amicales restassent encore infructueuses.

Art. II. Les deux parties tâcheront de s'entendre le plutôt possible avec la cour de Petersbourg en faveur de la cour Electorale de Saxe pour la succession au trône de Pologne.

Art. III. Elles se réservent respectivement la faculté d'échanger à leur bon plaisir quelques unes de leurs acqnisitions présentes ou futures, dès qu'on y observera une égalité parfaite de revenus, ainsi que l'ordre prescrit par la constitution du corps Germanique. En conséquence de quoi les deux parties s'entendront amicalement tant entre elles qu'avec les antres intéressés que cet échange pourra concerner.

Art. IV. Elles se concerteront sur la diminution de leurs armées respectives, dès que leurs rapports avec d'autres puissances étrangères le permettront.

Art. V. Sa Majesté Prussienne promet à l'Archiduc François sa voix pour son élection comme Roi des Romains, ainsi

1791 que de ne point s'opposer à ce qu'il soit pourvu à l'établissement de l'un ou de l'autre des Archiducs, pourvu que cela se fasse d'une manière qui s'accorde avec la constitution Germanique.

Art. VI. En revanche l'Empereur employera volontiers ses bons offices près de la cour de Petersbourg et de la République de Pologne pour ce qui est des villes de Thorn et de Dantzig; mais en revanche Sa Majesté Impériale attend que S. M. Prussienne s'employera de même près de l'Angleterre et des Etats Généraux des Provinces-Unies, relativement aux modifications désirées dans la convention conclue à la Haye au sujet des affaires Belgiques.

90.

7 Février 1792.

1792 Traité d'alliance entre l'Empereur et le Roi de Prusse, signé à Berlin le 7 Février 1792, ratifié le 19 Février 1792 à Berlin, avec 3 Artic. séparés du même jour.

(*Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 301.)

Nous Fréderic Guillaume II par la grace de Dieu, Roi de Prusse etc. etc. Savoir faisons à quiconque appartient, qu'étant convenus avec S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohème, d'affermir et de resserrer par la conclusion d'un traité d'alliance défensive et perpétuelle l'heureuse intelligence et l'amitié sincère qui subsistoient déjà entre nous, et les plénipotentiaires nommés de part et d'autre pour cet effet, savoir du côté de S. M. Impériale le Sieur Henri XIV Prince Reuss — et de Notre côté le Sieur Charles Guillaume Comte de Finkenstein — le Sieur Fréd. Guillaume Comte de Schulenburg — et le Sieur Philippe Charles Baron d'Alvensleben ayant signé le 7 du présent mois un traité d'alliance, dont la teneur suit:

Au nom de la très-sainte Trinité.

S. M. l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohème et S. M. le Roi de Prusse, animés de plus grand zèle pour la tranquillité publique et désirant d'assurer le repos et la prospérité de leurs

états héréditaires sur une base inébranlable, se sont déterminées à reserrer les sentimens de confiance, d'amitié et de bon voisinage, qui les unissent, par les noeuds d'une alliance intime et perpétuelle. Elles ont autorisé pour cet effet: S. M. l'Empereur, le Prince Reuss — et S. M. le Roi de Prusse ses ministres d'état, de guerre et du cabinet — Finkenstein — Schulenburg — et Alvensleben — lesquels, après s'être communiqués réciproquement leurs pleinpouvoirs, sont convenus des articles suivans: 1792

Amitié.

Art. I. Il y aura une amitié et une union sincère et constante entre S. M. l'Empereur etc., et S. M. le Roi de Prusse, Leurs héritiers et successeurs, royaumes, états et sujets héréditaires. En conséquence les hautes puissances contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre leurs dits états et sujets une bonne intelligence et correspondance réciproque. Elles éviteront tout ce qui pourroit altérer à l'avenir la tranquillité et l'union heureusement établies entre elles, et donneront au contraire tous leurs soins à procurer en toute occasion leur utilité, bonneur et avantages mutuels.

Renouv. des traités antér.

Art. II. Tous les traités antérieurs et nommément ceux de Breslau, de Dresde, de Hubertsbourg et de Teschen sont renouvelés et confirmés par le présent traité dans la meilleure forme, et comme s'ils étoient insérés ici de mot à mot.

Garantie.

Art. III. S. M. l'Empereur etc. et S. M. Prussienne promettent et s'engagent pour elles et leurs héritiers de garantir et défendre tous les états, provinces et domaines héréditaires qu'elles possedent actuellement de part et d'autre, contre les attaques de quelque puissance que ce soit.

Bons offices et secours.

Art. IV. Par une suite de cette garantie réciproque les deux hautes parties contractantes travailleront de concert pour le maintien de la paix. Elles employeront dans le cas, où les états de l'une ou de l'autre d'entre elles seroient menacés d'une invasion, leurs bons offices les plus efficaces pour l'empêcher. Mais si ces bons offices n'avoient point l'effet désiré, et quo l'une ou l'autre d'entre elles fut réellement attaquée, elles s'obligent pour ce cas à se secourir mutuellement avec un corps do 15000 hommes d'infanterie et 5000 hommes de cavallerie.

Envoi des secours.

Art. V. Le secours se mettra en marche deux mois après

1792 la réquisition faite par la partie attaquée et demeurera à sa disposition pendant toute la durée de la guerre, dans laquelle elle se trouvera engagée. Il sera payé et entretenu par la puissance requise partout où son allié le fera agir, mais la partie requérante lui fournira le pain et les fourages nécessaires sur le pied usité dans ses propres troupes. Si néanmoins la partie requérante préféroit au secours effectif en hommes, l'équivalente en argent, elle en aura le choix, et dans ce cas, le secours sera évalué à 60,000 écus en argent blanc par an pour 1000 hommes d'infanterie et 80,000 écus en argent blanc par an pour 1000 hommes de cavallerie; le tout payable annuellement ou dans la même proportion par mois. Cet argent se payera d'après le titre des monnoies reçu dans l'empire appellé conventions ou 20 fl. Fuss, le marc d'argent fin rendant $13^1/_3$ écus.

Augmentation.

Art. VI. Dans le cas, où ces secours stipulés ne seroient pas suffisans pour la dépense de la puissance requérante, la puissance requise les augmentera successivement selon les besoins de son allié, les circonstances et le concert qu'on prendra alors.

Accession d'autres puissances.

Art. VII. Pour atteindre complètement les vues salutaires, que les deux hautes parties contractantes se proposent, dans le présent traité, elles se réservent d'inviter de concert la cour Imp. de Russie, les deux puissances maritimes et S. A. E. de Saxe, à s'unir mutuellement avec elles par des engagemens défensifs analogues aux stipulations ci-dessus.

Constitution germanique.

Art. VIII. Et comme elles n'ont en particulier rien plus à coeur que de voir perpétuer la tranquillité et la prospérité de l'Allemagne, et quelles envisagent cet objet comme un des buts principaux de leur union, les deux hautes parties contractantes se promettent et s'engagent mutuellement de veiller soigneusement à maintenir la constitution germanique dans toute son intégrité, telle qu'elle a été établie par les loix et les traités antérieurs.

Alliances futures.

Art. IX. Elles s'engagent aussi à ne contracter aucune autre alliance à l'insçu l'une de l'autre, et donneront ordre à leurs ministres dans les cours étrangères, de se communiquer amicalement tout ce qui importera à faire parvenir à la connoissance des deux puissances unies.

Ratification.

ART. X. Le présent traité d'alliance défensive sera ratifié 1792 de part et d'autre, et l'échange des ratifications se fera dans l'espace de trois semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, munis des pleinpouvoirs de leurs Maj. Imp. et Prussienne, avons en leur nom signé le présent traité et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Berlin, le 7 Février 1792.

(L. S.) *Henri XIV, Pr. Reuss.* (L. S.) *Finkenstein.*
(L. S.) *Schulenburg.*
(L. S.) *Alvensleben.*

Nous, après avoir lû et examiné ce traité l'avons trouvé conforme à nôtre volonté en tous et chacun des points et articles qui y sont contenues, et les avons en conséquence acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés pour nous et pour nos successeurs, comme nous les acceptons, approuvons, ratifions et confirmons par les présentes; promettant en foi et parole de Roi d'accomplir et d'observer sincèrement et de bonne foi le dit traité d'alliance dans tous ses points, sans contrevenir ni permettre qu'il soit contrevenu à sa teneur, en quelque sorte et manière que ce puisse être.

En foi de quoi nous avons signé ces présentes de nôtre main et y avons fait apposer nôtre sceau royal.

Fait à Berlin le 19 Février l'an de grace 1792 et de notre règne le 6me.

Fred. Guillaume.

Finkenstein. *Schulenburg.*

Articles séparés conclus entre S. M. l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohème et S. M. le Roi de Prusse, le 7 Février 1792.

Nous Fréd. Guillaume II par la grace de Dieu Roi de Prusse etc. Savoir faisons à quiconque appartient, que les plénipotentiaires, nommés pour la conclusion du traité d'alliance défensive convenu entre S. M. l'Empereur Roi de Hongrie et de Bohème et nous, savoir: de la part de Sa dite Majesté — (comme dans le traité) étant tombés d'accord des articles séparés suivans:

Articles séparés.

Les deux hautes parties contractantes, en conséquence des sentimens qui les animent, pour le maintien de la tranquillité

1792 générale, étant convenues dans l'acte préliminaire signé et échangé à Vienne le 25 Juillet 1791, et ratifié de part et d'autre, de comprendre dans le présent traité les objets de stipulations énoncés dans les points suivans.

1. Qu'elles s'entendront et s'employeront pour effectuer le concert, auquel S. M. l'Empereur a invité les principales puissances de l'Europe sur les affaires de France.

2. Qu'elles se porteront à leur réquisition respective, secours et assistance réciproque, au cas que la tranquillité interne de l'un ou de l'autre de leurs états fut menacé de troubles.

3. Qu'elles conviendront et inviteront la cour Impériale de Russie de convenir avec elles, qu'elles n'entreprendront rien pour altérer l'intégrité et le maintien d'une libre constitution de la Pologne, qu'elles ne chercheront jamais à placer un Prince de leur maison sur le trône de Pologne, ni par un mariage avec la Princesse Infante ni dans le cas d'une nouvelle élection, n'employeront point leur influence pour déterminer la choix de la République dans l'un ou l'autre cas, en faveur d'un autre Prince, hors d'un concert mutuel entre elles.

Les susdites Parties contractantes fidèles à ces engagemens préalables, promettent et s'obligent à les remplir de part et d'autre, pour autant que les cas supposés dans les points de stipulation énoncés ci-dessus se trouveront réalisés par les circonstances, en se réservant de se concerter ultérieurement sur leur accomplissement le plus convenable, tant entre elles, qu'avec d'autres cours principalement intéressées dans l'un ou l'autre des susdits objets.

Ces articles séparés auront la même force et valeur que s'ils étoient insérés dans le traité d'alliance et seront ratifiés en même tems que lui.

En foi de quoi nous soussignés, munis des pleinpouvoirs de LL. MM. I. et R. avons en leur nom signé ces articles et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Berlin le 7 Février 1792.

Reuss. *Finkenstein.*
Schulenburg.
Alvensleben.

Nous, ayant lû et examiné ces articles séparés et les ayant trouvé conformes à nos intentions, les avons en conséquence acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés pour nous et pour nos successeurs, comme nous les acceptons, approuvons, ratifions et

confirmons par les présentes, promettant en foi et parole de Roi 1792
d'accomplir et d'observer sincèrement et de bonne foi les dits articles sans contrevenir à leur teneur en quelque sorte et manière que ce puisse être.

En foi de quoi nous avons signé ces présentes de nôtre main et y avons fait apposer nôtre sceau royal.

Fait à Berlin, le 19 de Février de l'an de grace 1792, et de nôtre règne le 6me.

Fréd. Guillaume.

Finkenstein. *Schulenburg.*

91.

21 Avril 1792.

Convention entre l'Autriche et la Sardaigne pour l'extradition réciproque des criminels; signée à Milan le 21 Avril 1792.

(*Martens*, Nouveaux Suppléments, t. II, p. 81.)

Avendo l'esperienza ed atto pratico evidentemente dimostrato il reciproco profitto, e le corrispondenti convenienze che derivano dalla Convenzione, la quale per il vicendevole arresto, e consegna de' banditi e malviventi fu da parechi anni stabilita, e successivamente alle sue scadenze, rinnovata come la venne in ultimo luogo sotto li 15 ottobre 1781 fra gli Stati della Lombardia dipendenti da S. M. Reale Apostolica per una parte, e la Savoia, ed altri Stati appartenenti di quà da' colli a S. M. il Re di Sardegna per l'altra, si è riconosciuto molto opportuno, ora che è spirato il termine, per cui doveva durare la medesima Convenzione, di rinnovarla per altri anni cinque nella stessa forma e coi medesimi capitoli, che sono de tenor seguente:

I. I Banditi per sentenza di pena capitale, che li dichiari esposti alla pubblica vendetta dagli Stati della Lombardia Austriaca e da quelli di Savoia, e Piemonte, ed altri dipendenti di quà da' colli da Sua Maestà il Re di Sardegna, non possano in modo alcuno abitare, nè dimorare in alcuna città, terra o luogo, distretto di essi Dominii, e se saranno ritrovati dentro di essi, debbano essere presi dagli Ufficiali di giustizia o Milizia, e Comandante, che si troverà sopra luogo, e consegnarsi reciprocamento

1792 a' Ministri del Dominio, onde sono e saranno banditi, e non solamente potranno essere impunemente offesi ed anche uccisi, quando nell' atto della cattura si opponessero alla medesima con armi, ma ancora quando fossero ritrovati alla campagna, e chi gli ammazzerà, oltre l'impunità, potrà conseguire anche i premii, che si trovassero allora per grida proposti contro tali Banditi: ed all' incontro chi darà alli medesimi albergo, ajuto, soccorso o favore, incorrerà le pene imposte dalle leggi nel luogo della ricettazione a' fautori, e ricettatori de' Banditi, comprese anche le persone congiunte di sangue a' Banditi, secondo le circonstanze de' casi, ed i gradi dell' attinenza a norma delle enunciate leggi.

II. Qualunque Malfattore ancora non bandito, ma imputato di delitto tale, che, secondo il titolo del delitto, possa essere punito nella pena della morte naturale, o civile, o di galera perpetua, o a tempo, o altra simile pena corporale grave, capiterà negli Stati della Lombardia Austriaca, o viceversa dipendenti da S. M. il Re di Sardegna, dovrà esser preso e carcerato per consegnarlo a quello de' suddetti Dominii, nel quale avrà commesso il delitto, accio sia punito e castigato dal suo Superiore.

III. Si dichiara però, che se il Malfattore al tempo della richiesta si trovasse imputato o condannato nel luogo della dimora di delitto, pari o maggiore di quello, per cui sarà riclamato, non sarà il Dominio, in cui sarà preso, obbligato alla consegna, e potrà ivi essere ritenuto e castigato a proporzione del delitto; in caso poi che in progresso sia assolto, o per altra ragione non punito, dovrà essere consegnato all' altro Dominio, dove avrà fatto l'altro delitto, e che l'avrà domandato come sopra, acciò onninamente detto Malfattore sia per il delitto suo castigato.

IV. Si assegnano frattanto a' detti Malfattori o Banditi de rispettivi Stati quindici giorni dalla pubblicazione della presente Convenzione a doversi assentare dall' uno e dall' altro Stato, il qual termine passato potranno essere presi, ed anche quando siano banditi capitalmenti, ed esposti alla pubblica vendetta come sopra, offesi impunemente come sopra senz' alcun riparo della fede, ed asilo pubblico, e chi li terrà, e favorirà sia anche punito, come sopra si è detto irremissibilmente. Affinchè poi si abbia la precisa notizia di quelli Banditi, e Malfattori, che dovranno arrestarsi, e come sopra, si communicherà di presente vicendevolmente il catalogo generale, come pure le note particolari di mano in mano che occorrerà il caso col di loro nome, cognomo e patria, e ciò per la più puntuale esecuzione dello

cose come sopra concordate: e dopo la comunicazione di detti 1792 cataloghi, e note, sarà permesso a' giusdicenti particolari di ambi i Dominii d'intendersi fra di loro, anche senza passare per i canali de' superiori Governi, per l'arresto de' rispettivi delinquenti scoperti, o da scoprirsi secondo le occorrenze, ed i casi, affinchè il fine provvido della presente Convenzione si ottenga con maggiore brevità, e seguite le detenzioni si daranno dalli rispettivi Governi gli ordini soliti per le corrispondenti consegne a' confini.

V. L'arresto e la consegna dei Rei già banditi o condannati nelle pene già spiegate nell' articolo secondo si farà sopra la presentazione della copia della sentenza, e per l'arresto e consegna per gli imputati di delitti, che portino alcuna delle pene sopra spiegate all' articolo secondo, basteranno le risultanze delle imputazioni appoggiate alle semplici asserzioni degli Uffiziali del Dominio, che farà la richiesta relativa agli atti del processo: e ad effetto di riparare ad ogni contestazione rispetto alla qualità della pena sopra espressa per qualificare i delitti dei Delinquenti cadenti sotto questo concordato, si dichiara che dovranno a quest' effetto attendersi le leggi del luogo, dove saranno commessi, ed in difetto prenderne norma dalla ragione comune.

VI. Occorrendo caso di delitto commesso fuori de' suddetti rispettivi Dominii, per i quali casi però potesse secondo le leggi rispettive provinciali o la ragione comune procedersi in alcuno de' suddetti Dominii ad instanza di *parte* o anche ex *officio*, sarà lecito al Governo che dovrà procedere per detto caso, di riclamarlo presso l'altro Governo, in cui dimorasse, purchè non sia suddito di origine o per incolato del luogo, ove facesse dimora, mentre in tal caso non sarà questo Governo obbligato alla consegna, ma bensì a prestarsi al castigo dell' istesso Delinquente nel caso, che fosse punibile come sopra, anche per il delitto commesso fuori di Stato.

VII. Per non dare luogo a deludero il fine della presente Convenzione non si potrà dall' una delle due parti fare grazia, salvo-condotto, o altra fidanza agli Inquisiti o Banditi nello Stato dell' altra, eccettuati li salvo-condotti che si accordano per l'effetto delle citazioni de' Rei Imputati di altro delitto secondo le regole e pratiche criminali, li quali saranno permessi per il solito servizio della giustizia.

VIII. Riuscendo in alcuni de' detti Stati la detenzione di ladri con robe derubate, si dovranno restituire prontamente, e senza spesa alcuna, dopo che se ne sarà fatto l'uso necessario per la prova del corpo del delitto a coloro, de' quali saranno

1792 tali robe, o siano loro proprie, o ad essi commesse, facendo però questi premieramente constare, o per testimonii o per istrumenti o altra legittime prove, conforme allo stile de' Giudici ordinarii de luogo, ove essi abitano, che siano robe loro proprie, ovvero a loro commesse, e che a tali prove sia prestata fede.

IX. Per le robi de' Malfattori menzionati nel primo articolo, e che appresso essi si ritroveranno purche non siano robe derubate, o commesse, come nel precedente articolo, cioè quando siano robe loro proprie, si dichiara, che di tali robe si dovrà disporre secondo le leggi del Dominio, ove sarà fatta l'esecuzione della condanna, senza pregiudizio della ragione de' terzi, e secondo le leggi medesime de' rispettivi paesi si regoleranno i casi contingibili di confische.

X. Essendo già proibita ne' detti Stati contraenti la tolleranza delle persone oziose vagabonde, o in altro modo sospette, siano estere, siano naturali de' rispettivi Stati, potranno li Giusdicenti rispettivi, e specialmente i finitime andare intesi fra loro per l'osservanza de' rispettivi Editti veglianti negli accenati dominii.

XI. Ogni Console delle terre, e luoghi di essi Stati sia obbligato ritrovandosi alcuni Banditi, Malviventi, Oziosi o Delinquenti, come sopra, ne' suoi luoghi, avvisare il Giudice, se risiede sul fatto, e non essendovi, convocare la gente della terra, seguitare, ed andar contro detti Banditi, per iscacciarli, prenderli, e rispettivamente anche ucciderli, quando siano Banditi capitali come sopra.

XII. Si dichiara che la rimessa ne' casi suddetti al luogo del delitto debba farsi solamente per i casi, che il Delinquente sia suddito del luogo del delitto, o forestiere, mentre essendo suddito o di origine, o di legale incolato, o domicilio al luogo, ove farà la dimora, sarà bensì questo Dominio obbligato a farlo arrestare, o punire a proporzione delle circostanze, ma non già rimetterlo ad altro Giudice, e s'intende contratta la reciproca obbligazione di castigare i proprii sudditi per i delitti altrove commessi, quando il delitto sarà stato commesso negli Stati dell' altra Parte contrattante, o in pregiudizio de' sudditi della medesima, ancorchè fuori de' suoi Stati, e tanto sull' instanza de' rispettivi Governi, quanto *ex officio* e sull' instanza delle parti danneggiate o offese.

XIII. In ognun dei detti casi dovranno colli Banditi, e Delinquenti consegnarsi anche i corpi di delitto, e tutto senza alcuna spesa della Parte, che riceverà la consegna. Dovranno

pure comunicarsi in forma autentica i processi, che fossero già 1792
fatti prima della consegna, quando ne sia richiesta la copia e questa colla sola e semplice mercede della scrittura.

XIV. Succedendo talvolta, che alcuno de' suddetti Malviventi e Facinorosi li quali fuggono da uno Stato passino al servizio militare di un altro colla mira di sottrarsi dagli effetti della presente Convenzione, si conviene, che anche in simili casi abbiano ad essere consegnati al Governo, che ne farà la ricerca. Ed affine poi di prevenire qualunque difficoltà potesse insorgere per l'ingagio, montura, alimenti, e stipendii prestati dal Corpo militare, dove fossero arruolati, si stabilisce, che a titolo d'indennizzamento di tutte le spese suddette debbasi all' atto di consegna di caduno di tali Rei sborsare la somma di cinquanta fiorini da liro tre, e soldi cinque imperiali per ciascheduno fiorino.

XV. La presente convenziono avrà a durare per anni cinque dal giorno venti del prossimo maggio in cui si avrà a pubblicare in ciascuno de' suddetti dominii per editto, acciochè ognuno ne abbia notizia, e sia da tutti, a' quali tocca irremissibilmente eseguita ed osservata, e niun reo possa scusarsi col pretesto dell' ignoranza, e sarà sigillata, sottoscritta dall' infrascritto Delegato, e con duplicati originali, purchè ciascuno degli anzidetti rispettivi dominii ne abbia un esomplare autentico.

Dat. in Milano li 21 aprile 1792.

Il Conte de Lirczech.

92.

Mai, Juin 1792.

Correspondance des Cours de Vienne et de Berlin avec celle de Copenhague, pour engager le Danemarc à prendre part au concert de ces deux puissances contre les entreprises révolutionnaires françaises, en Mai et Juin 1792.

(*Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 334.)

Note du 12 Mai 1792.

Les soussignés, l'envoyé extraordinaire de S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème, et le chargé d'affaires de S. M. le Roi de

1792 Prusse, ont l'honneur de communiquer au ministère de S. M. Danoise le mémoire ci-joint, relatif aux affaires de la France, et de l'accompagner de quelques observations et des réquisitions de leurs cours respectives à cet égard. Il s'agit dans ce moment-ci d'une cause commune à tous les souverains, et de l'intérêt commun de tous les gouvernemens. Il en dérive essentiellement la nécessité et l'obligation pour tous d'y intervenir efficacement par la réunion de leurs moyens et de leurs forces; et cette communauté d'efforts exige nécessairement un concert préalable et un accord déterminé entre ces cours, sur le but du concert et sur les moyens à y employer. Le but réunit deux sortes d'objets. L'un concerne les droits lésés des princes de l'Empire, ainsi que ceux du Saint-Siège, et les dangers dont la propagation des principes françois menace plus ou moins, plus tôt ou plus tard, les autres états, si l'on ne parvient à les prévenir; l'autre concerne le maintien des fondemens essentiels du gouvernement monarchique en France. Le premier de ces deux objets se trouve déterminé dans tous ses points par leur énoncé même; le second au contraire n'est point susceptibile d'une détermination positive.

Toutes les autres Puissances n'ont aucunement le droit d'exiger d'une puissance grande et libre, telle que la France, que tout y soit rétabli entièrement dans l'état antérieur, ou qu'elle adopte précisément telle ou telle modification du gouvernement. Il s'ensuit que l'on pourra et devra reconnaître comme légale et constitutionelle les modifications dans son gouvernement monarchique et dans son administration interne, dont le Roi jouissant d'une liberté plénière, conviendroit avec les représentans légitimes de la nation.

Plusieurs considérations importantes paroissent d'ailleurs prescrire à la sagesse et à la prévoyance des cours réunis de déployer et de conserver invariablement la plus grande modération à cet égard.

Quant aux moyens à employer, ils devront être suffisans pour rendre le succès immanquable, proportionnés aux forces respectives des puissances réunies, et déterminés d'après d'un plan général d'opération. Ce concours d'efforts peut s'effectuer ou par des troupes ou par des subsides d'argent proportionnés, en faveur des puissances, qui emploiroient à l'entreprise un plus grand nombre de troupes que n'exigeroit leur contingent relativement aux autres. Dans l'un et l'autre cas, il s'agira de spécifier l'espèce et la quote-part de ces moyens, que l'on s'engageroit à contribuer, ainsi que le terme auquel ces engagemens

seroient infailliblement réalisés. Pour procéder à l'arrangement 1792
de tous ces points, S. M. le Roi d'Hongrie et de Bohème et S. M. le Roi de Prusse proposent la ville de Vienne comme le centre des distances, dans l'intention d'accélérer et d'abréger l'ouvrage le plus que possible. Mais quand, en conséquence du concert à conclure le rassemblement des armées sera effectué de toutes parts, et suivi d'une déclaration des puissances pour annoncer leur intervention commune, et les objets dont elles demanderont le redressement, si alors il s'agit d'établir un congrès armé formel, il est tout naturel que ce congrès ne pourra point se tenir à Vienne, trop éloignée de la France, mais dans tel autre endroit que les puissances réunis jugeront être le plus convenable.

L. L. M. M. Apostolique et Prussienne sont prêtes de leur côté, à concourir de cette manière avec toute la promptitude et l'énergie possible au soutien de l'intérêt commun de tous les souverains et de tous les gouvernemens.

Les dispositions prises jusqu'ici étant purement défensives, les mesures actives à prendre dépendront de la réalisation de ce concert, et conséquemment de la coopération effective des autres cours.

C'est en vertu des ordres précis et au nom de leurs cours respectives que les soussignés ont l'honneur d'inviter la cour de Danemarc à ce concert, et de l'engager à munir son ministre à Vienne d'instructions et de pleins pouvoirs nécessaires à cette fin, en demandant des renseignements éventuels sur les moyens qu'elle destineroit de son côté au but commun, et sur le temps fixe, auquel elle pourroit les fournir.

Comme l'extrémité notoire des affaires de la France, et surtout l'invasion hostile sur le territoire de l'Allemagne, et nommément sur celui du cercle de Bourgogne, qu'elle vient de tenter, rend urgent d'accélérer le plus que possible l'exécution de mesures réunies, les soussignés se flattent que S. Exc. monseigneur le Comte de Bernstorff ne tardera pas de les informer des intentions de sa cour, relativement à son accession au concert proposé.

Signé *Weguelin. Breuner.*

Mémoire joint à la note précédente.

La proposition d'un concert actif sur les affaires de la France, faite par feu l'Empereur au mois de juillet de l'année dernière, était motivée:

1792 1. Par l'arrestation et les dangers éminens du Roi Très-chrétien.

2. Par le danger commun, que les principes de révolte et d'anarchie ne se propagent, et ne troublent la tranquillité des autres gouvernemens do l'Europe.

L'objet du concert proposé limité aux considérations, qui dérivent des résultats les plus généraux du droit des gens et de l'intérêt commun des puissances, consistoit dans une déclaration vigoureuse et commune, soutenue par des moyens de force respectables et également communs, laissant toutefois les voies ouvertes à l'établissement pacifique d'un état de choses en France, qui sauve du moins la dignité do la couronne et les considérations essentielles de la tranquillité générale.

Quoique divers empêchemens ne permisent point alors l'établissement et la réalisation de ce concert, les principes en furent agréés par les cours invitées, et l'appréhension de leur réunion prochaine opéra l'effet, que le Roi de France fut relâché, et que son inviolabilité, ainsi que le maintien du gouvernement monarchique, furent établis pour base de la nouvelle constitution portée à l'acceptation de S. M. T. Ch. le 13 Septembre de la même année.

Cet événement paroissant remédier à ce qu'il y avoit de plus pressant dans les motifs du concert proposé par feu S. M. I. elle crut convenable d'en proposer la suspension aux puissances jusqu'à ce que l'expérience eut prononcé entre les apparences d'amendement qu'offroient la situation du Roi et les dispositions de la nation, et entre les indices qui inspiroient des toutes sur la solidité et la durée de ces apparences, d'autant plus que l'hiver allant suspendre pour six mois toute opération, et même tout rassemblement de forces communes, rendoit physiquement nécessaire une détermination, dont la convenance découloit des principes scrupuleux de l'égalité, d'impartialité et de modération, qui avoient servi de règle à la première invitation de l'empereur.

Il y a déjà quelque temps que la décision de la question: si la situation du Roi et du Royaume de France continueroit ou non d'être un objet de cause commune pour les autres puissances? n'est plus équivoque. Il n'est pas besoin de leur prouver que les dangers s'accroissent avec une rapidité qui les rendroit bientôt aussi imminens qu' alarmans, si elles tardoient plus longtemps à s'y opposer par leur réunion.

La mort prévint de peu do jours une démarche formelle de

feu S. M. I. pour les inviter à un nouveau concert de déclarations et de mesures communes, fondé sur les mêmes principes, qui avoient concilié leurs suffrages à ces premières propositions adoptés à l'état des rapports internes et externes de la France. 1792

La prépondérance décidée du parti violent et la tendance manifeste à renverser totalement le gouvernement monarchique, reproduisent incontestablement la nécessité et le droit d'intervention commune, pour arrêter ces violences et ces desseins.

Quant à la conduite, à laquelle ce même parti a entraîné le gouvernement françois vis-à-vis des puissances étrangères, jamais il ne leur a été fourni des moyens directs de griefs et d'inquiétudes plus éclatans et plus urgens que dans le moment actuel.

C'est la France qui menace, qui arme, qui les provoque de toute manière, en sorte que ces motifs produisent aujourd'hui l'occasion, le droit et l'objet principal d'une intervention armée.

En conservant donc la priorité d'ordre à cette catégorie de motifs, voici brièvement les points de réclamations et d'exigences, auxquels il sembloit à feu S. M. I. que la nature des circonstances déterminoit et restreignoit en ce moment le but de la cause commune des puissances:

1. Que les armemens extraordinaires et les préparatifs de guerre, que la France vient d'entreprendre, soient discontinué et dissous;

2. Que le gouvernement fasse cesser et réprimer par les mesures énergiques et les plus suivies les menées audacieuses et criminelles des associations et des individus, tendantes à propager dans d'autres pays des principes capables d'y altérer la tranquillité intérieure;

3. Qu'il reconnoisse et maintienne l'obligation et la foi des traités publics, et qu'en conséquence il satisfasse les griefs des princes de l'Empire soit en les restituant dans la jouissance et l'exercice de leurs droits, soit en les dédommageant complètement par des équivalens de même nature, valeur et convenance, et que pareille justice soit rendue au Saint-Siège sur ses droits à la possession et souveraineté des comtés d'Avignon et de Venaissin;

4. Qu'il soit adopté des moyens vigoureux et suffissans pour réprimer, punir et prévenir efficacement par la suite toutes les entreprises et tentatives d'associations ou d'individus, tendantes à renverser en France la forme et les fondemens essentiels du gouvernement monarchique, ou à restreindre la liberté du

1792 Roi et l'exercice de ses prérogatives par des voies de fait, des empiètemens arbitraires et par une tolérance de troubles et d'insubordination générale, incompatible avec l'établissement d'un ordre de choses régulier, calme et stable.

Quant à la nature de moyens à déterminer par le concert, l'empereur étoit d'opinion:

1. Qu'il seroit essentiel de rassembler dans les lieux, dans le temps et de la manière dont on conviendroit, des forces de troupes très-considérables, afin d'être a même non seulement de prévenir et repousser les hostilités et violences que la France entreprendroit au-dehors, mais aussi de la forcer à satisfaire complètement le concert des puissances sur les points de réclamations et d'exigence d'y employer les voies extrémes.

2. Qu'une entreprise, dont le but intéréssoit la tranquillité et l'honneur de tous les souverains et gouvernemens de l'Europe, et dont le succès dépendoit de la plus grande vigueur et promptitude, exigeoit, par la nature d'une cause commune, une répartition équitable d'efforts et de frais, proportionnée à l'étendue des moyens de chaque puissance, et qui compenseroit les disproportions d'efforts nécessitées par la différence des rapports de situation, en dédommageant dans la quotité des frais les excédans d'efforts auxquels les mieux situés se préteroient.

Enfin feu S. M. I. s'étoit préalablement ouverte sur ce nouveau plan de concert à S. M. Prussienne, qui l'avoit entièrement approuvé, et les deux souverains s'étoient déterminés à concourir à son exécution au cas que les principes ci-dessus fussent généralement adoptés, par l'emploi d'une armée de 50.000 hommes chacun au-delà des troupes qui se trouvent déjà dans les Pays-Bas et en Westphalie.

Et comme en attendant la fermentation extrême et les armemens hostiles de la France rendoient désirable qu'il fût mis quelque frain à l'audace du parti républicain prepondérant, l'empereur a saisi l'occasion des dangers d'invasion dont les états de l'Electeur de Trèves furent menacés, pour s'expliquer vis-à-vis du ministère et de la nation française de la manière la plus franche et la plus énergique; cette explication, dont l'imprimé ci-joint renferme les principales pièces, a été secondée de la part de S. M. Prussienne par des insinuations et une déclaration parfaitement analogues; et c'est aussi tant pour confirmer l'intention sérieuse de ces démarches mutuelles que pour être mieux à même de protéger la sûreté des frontières de l'Allemagne jusqu'à l'époque du concert, que L. L. M. M. Impériale et Prussienne avoient résolu d'en-

voyer sans délai dans leurs états de Souabe et de Franconie un 1792
renfort de 6000 hommes chacun, en anticipation des susdites forces qu'elles destinoient au soutien du nouveau concert.

Le Roi d'Hongrie et de Bohême, pénétré des mêmes sentimens qui animoient feu l'Empereur, son père, pour le bien public et la tranquillité générale de l'Europe, également convaincu de l'équité et de la convenance des principes du nouveau plan qu'il alloit proposer aux autres puissances, s'impresse à réaliser vis-à-vis d'elles la démarche qui l'occupoit dans les derniers jours de sa vie, dans l'espoir qu'elles l'accueilleront avec la même confiance qu'elles accordèrent aux ouvertures précédentes de ce prince sur le même objet.

En conséquence, S. M. A. après avoir renouvelé et confirmé avec S. M. Prussienne le concert préalable et les arrangemens éventuels ci-dessus mentionnés, a l'honneur d'inviter tous les puissances à se réunir pour l'exécution commune du plan de concert qui vient d'être détaillé; et, pour en faciliter la promptitude autant que l'éloignement des distances peut le permettre, elle leur propose de munir leurs ministres à Vienne, ou telle personne qu'il leur plaira de désigner à cette fin, des pouvoirs et instructions nécessaires à l'effet de convenir par un engagement commun, formel, tant sur les principes généraux de leur intervention et réclamation commune que sur la répartition et la réalisation des efforts et des moyens, pour les rendre suffisamment efficaces, en se flattant qu'à l'un et l'autre égard elles trouveront dignes de leurs concours les propositions que le présent mémoire leur transmet de sa part dans un accord parfait avec les intentions de S. M. Prussienne.

Réponse du Comte de Bernstorff, ministre des affaires étrangères du Roi de Danemarc au mémoire précédent.

C'est avec tous les sentimens dignes de la confiance des souverains, ses amis et ses alliés, et les plus propres à y répondre, que S. M. Danoise a reçu et pesé les ouvertures de L. L. M. M. A. et Prussienne; elle y a reconnu les principes les plus justes et la sollicitude la plus respectable, pour le bonheur et pour la tranquillité de l'Europe entière, évidemment menacée par l'anarchie françoise et par le prestige de ses formes illusoires, mais séduisantes.

L'offre d'un concert parfait pour assurer les bases générales de l'ordre social, pour mettre des bornes aux attentats do ceux

1792 qui les méconoissent, et pour rendre la France susceptible de nouveau de cette prospérité dont elle a joui, mais qui a été anéantie, ne peut que flatter le Roi mon maître. S'il ne peut pas y entrer, ce n'est pas par une différence d'opinion ou de vues; c'est par des raisons fondées sur une position différente, sur des intérêts majeurs, par des devoirs, qui doivent être sa loi et sa règle, et qui ne lui permettent ni d'écouter ses penchans, ni de consulter ses regrets. S. M. s'expliquera là-dessus avec la vérité, la franchise, la cordialité, la plus entière; elle sait que ce n'est que par là qu'elle peut prouver son amitié et son estime aux souverains à qui elle parle et dont elle connoit et respecte les vertus.

Il ne s'agit plus de prévenir un éclat ou de maintenir la paix par un concert imposant. Les François ont déclaré la guerre depuis peu. Le système général du Roi est la neutralité la plus parfaite et la plus impartiale; mais elle ne peut absolument pas se concilier avec une réunion avec une des parties belligérantes contre l'autre, qui ne se fait que depuis la guerre a effectivement commencé.

Le Danemarc a reconnu, tout comme l'Empereur défunt et le Roi de Prusse, la constitution de la France depuis que Louis XVI l'a solennellement avouée.

Il n'existe encore aucune démarche directe et publique qui renverse la forme monarchique. Les souverains, qui n'ont pas des raisons particulières, ne sont pas appelés encore à soutenir ou à venger la cause de celui qui se croit et qui se dit libre et satisfait. Les limitations de l'autorité royale, adoptées sans réclamation ne suffisent pas. Il y a bien de la différence entre les puissances neutres et éloignées, qui rien n'a provoquées, et celles qui ont été offensées, qui doivent se défendre, qui par leurs engagemens, leur voisinage, leurs forces, leur position en général, sont nécessités de prendre un parti, et d'ailleurs en état de jouer le premier rôle qui leur convient. Le premier de leur but, et bien digne d'elles, est sans doute de préserver leurs sujets de l'infection menaçante qui se répand comme le poison le plus dangereux et le plus actif. S. M. y est parvenue par une marche adoptée au génie de sa nation; elle ne veut et ne peut pas s'en écarter.

Le Danemarc est d'ailleurs une puissance maritime et commerçante; il a donc des mesures particulières à garder, surtout vis-à-vis d'une nation, à laquelle il est lié par un traité de commerce, et qui ne semble plus connoître les ménagemens or-

dinaires. Sa prospérité ne dépend pas seulement de la paix, 1792
aussi de l'opinion, qu'elle ne sera pas interrompue, et qu'il n'existo rien qui puisse la troubler et le Roi ne peut pas se permettre d'y porter atteinte.

S. M. n'a pas voulu différer sa réponse sous le prétexte de se concerter avec d'autres, ou de vouloir attendre qu'elle pût être assurée du concert ou du concours universel des souverains si difficile à prévoir ou à supposer; elle a voulu prouver par-là combien elle est pénétrée des vérités qui se trouvent exposées aveo tant de force et de dignité dans les mémoires qui lui ont été communiqués. Elle avoue et reconnoit aussi ses obligations de concourir, comme membre de l'Empire, à toutes les mesures communes, qui seront prises pour la défense et celle de ses droits. S. M. sera toujours également empressée à convenir de ses devoirs et à les remplir.

Du département des affaires étrangères, Copenhague, le 1 Juin 1792.

Signé: *Bernstorff.*

93.

3/14 Juillet 1792.

Article séparé ajouté au Traité d'alliance avec la Russie 3/14 Juillet 1792, concernant la garantie de la République de Pologne.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Nous Catherine seconde etc. etc.

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

Sa Maj. l'Impératrice de toutes les Russies d'une part et Sa Maj. le Roi de Hongrie et de Bohème de l'autre, ayant jugé également conforme à l'étroite amitié qui les unit, et au bien-être de leurs états respectifs, de renouveler les engagemens d'intime union et d'alliance défensivo, subsistans entre les deux Monarchies, Elles ont nommé et autorisé savoir: S. M. Impériale des toutes Russies le Sieur Jean Comte d'Ostermann etc., le Sieur Alexandre Comte de Bezborodko etc. et le Sieur Arcadi do Mar-

1792 coff etc.; et S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème le Sieur Louis Comte de Cobenzl etc.; lesquels après s'être communiqué et avoir échangé leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Amitié et union.

Art. I. Il y aura une amitié et union sincère et constante entre Sa Maj. l'Impératrice de toutes les Russies et S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème, leurs héritiers et successeurs. Les hautes parties contractantes apporteront en conséquence la plus grande attention à maintenir entre elles une amitié et correspondance réciproque, en évitant tout ce qui pourroit altérer l'union et la bonne intelligence, heureusement subsistantes entre elles, et en donnant tous leurs soins à procurer en toute occasion leurs utilité, honneur et avantage mutuel.

Traités de 1772 et 1779.

Art. II. Sa Maj. l'Impératrice de toutes les Russies, et S. Maj. le Roi de Hongrie et de Bohème, conviennent par le présent traité, de donner une plus grande étendue à la garantie d'une partie de leurs possessions stipulée par la convention conclue à St. Pétersbourg le 25 Juillet 1772, laquelle convention est censée être renouvelée par cet article dans toute son étendue et toute sa valeur, comme si elle y étoit insérée mot à mot. Et comme le traité de Teschen, conclu sous la médiation et la garantie de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies et de S. M. le Roi de France, en rétablissant la tranquillité en Allemagne, a déterminé la part dévolue à la Sérénissime maison d'Autriche de la succession de Bavière, les deux Hautes Parties contractantes sont convenues de le prendre également pour base de leurs nouveaux engagemens respectifs, et de le confirmer spécialement ainsi qu'elles le confirment en effet dans toutes ses stipulations et transactions.

Garantie de la part de la Russie.

Art. III. En conséquence S. M. l'Impératrice de toutes les Russies promet et s'engage de la manière la plus solemnelle envers S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème, ses héritiers et successeurs suivant l'ordre de la sanction pragmatique, établie dans sa maison, de garantir et défendre contre les attaques de quelque puissance que ce soit, tous les états, provinces et domaines qu'elle possède actuellement en Europe, sans aucune autre exception que celles qui seront expressément insérées dans le présent traité.

Garantie de la part du Roi de Hongrie etc.

Art. IV. En revanche S. M. le Roi de Hongrie et de Bo-

hème promet et s'engage de la manière la plus solemnelle envers S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, ses héritiers et successeurs de garantir et défendre tous les états, provinces et domaines qu'elle possède actuellement en Europe contre les attaques de quelque puissance que ce soit, sans aucune autre exception que celles qui seront expressément insérées dans le présent traité. 1792

Bons offices.

Art. V. Par une suite do cette garantie réciproque les deux Hautes Parties contractantes travailleront toujours de concert aux mesures, qui leur paraitront les plus propres au maintien de la paix en Europe, et dans le cas (ce qu'à Dieu ne plaise) où les états de l'une ou de l'autre d'entre elles seroient menacés d'uno invasion, elle s'employeront leurs bons offices les plus efficaces pour l'empêcher.

Secours.

Art. VI. Mais comme les bons offices qu'elles se promettent pourroient ne point avoir l'effet désiré, leurs dites Majestés s'obligent dès à présent à se secourir mutuellement avec un corps de douze mille hommes en cas que l'une ou l'autre d'elles vint à être attaqué en Europe par qui que ce soit, et sous quelque prétexte que ce puisse être.

Marche des troupes.

Art. VII. Ce secours sera composé de dix mille hommes d'infanterie et de deux mille hommes de cavallerie. Ces troupes se mettront en marche au plus tard trois mois après la réquisition, qui en sera faite par celle des deux Hautes Parties contractantes, qui se trouvera attaquée ou menacée d'une invasion dans ses possessions. Si cependant cette réquisition a lieu dans les mois de Décembre, Janvier et Février, les troupes de part et d'autre seront dispensées, vu la rigueur do la saison, de passer les frontières de leurs pays, mais on se contentera de les en faire approcher le plus qu'il sera possible.

Passage. Entretien.

Art. VIII. La partie requérante et la partie requise s'obligent à demander conjointement pour ces troupes auxiliaires la liberté du passage par un état tiers dont elles auront besoin. Elles doivent être pourvues de l'artillerie de campagne, des munitions, et de tout co qui leur sera nécessaire. C'est la cour requise qui les payera et les recrutera annuellement. Quant aux rations et portions en vivres et fourages, ainsi qu'aux quartiers, ils leur seront donnés par la cour requérante aussitôt qu'elles seront sorties de leurs frontières, et tout cela sur le pied

1792 qu'elle entretient, ou entretiendra ses propres troupes, en campagne et dans les quartiers.

Commandement des troupes.

ART. IX. Ces mêmes troupes auxiliaires seront sous le commandement immédiat du chef de l'armée de la cour requérante, mais au reste elles ne dépendront que des ordres de leur propre général et seront employées dans toutes les opérations militaires selon la règle de la guerre, sans contradiction, à cela près, que ces opérations seront auparavant réglées et déterminées dans le conseil de guerre et en présence du général qui les commande.

Leur emploi.

ART. X. L'ordre et l'économie militaire dans l'intérieur de ces troupes dépendront uniquement de leur propre chef, et elles ne seront fatiguées et exposées qu'autant que le seront celles de la cour même, qui les aura demandées. Mais on sera obligé d'observer dans toutes les occasions une égalité parfaite et exactement proportionnée à leur nombre et à leurs forces. En vertu de quoi ces troupes auxiliaires devront demeurer ensemble autant qu'il sera possible et ne point être séparées ni désunies dans les marches, commandemens, actions, quartiers et toutes les autres occasions.

Religion. Justice.

ART. XI. De plus ces troupes auxiliaires auront leurs propres aumoniers et l'exercice entièrement libre de leur religion, et ne seront jugées que selon les loix et les articles de guerre de leurs propres souverains et par le général et les officiers qui les commanderont.

Butin.

ART. XII. Les trophées et tout le butin qu'on aura fait sur les ennemis appartiendront aux troupes qui les auront pris.

Possessions de la Russie en Asie.

ART. XIII. Les états que S. M. Impériale de toutes les Russies possède en Asie, ne sont pas compris dans la garantie, à la quelle S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème s'engage par le présent traité. En cas que ces états soient attaqués par la Perse, la Chine, ou autres nations du côté de la grande Tartarie, S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème ne sera point tenue à la prestation des secours stipulés.

Possessions de l'Autriche en Italie.

ART. XIV. De même les états de S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème possédé en Italie ne sont pas compris dans la garantie à laquelle Sa Maj. Impériale de toutes les Russies s'engage par le présent traité; et en cas d'attaque de ces dits états,

S. M. Impériale ne sera pas non plus tenue à la prestation des 1792
secours sitipulés.

Droit de rappeller les troupes.

Art. XV. Dans le cas où celle des Hautes Parties contractantes qui en vertu des articles VI et VII du présent auroit fourni le secours stipulé seroit elle-même attaquée dans ses propres possessions et par-là forcée de rappeller ses troupes pour sa propre défense, cette liberté lui est expressément réservée, après en avoir cependant averti la partie requérante deux mois auparavant, et, si la partie requise se trouvoit ellemême enveloppée dans une guerre lors de sa réquisition, dèslors et pendant tout le tems que durera cette guerre de la partie requise, elle ne sera pas tenue à fournir le secours stipulé.

Augmentation du secours.

Art. XVI. Dans le cas où le secours stipulé ne seroit pas suffisant pour la défense de celle des deux Hautes Parties contractantes qui auroit été attaquée, S. M. Impériale de toutes les Russies et S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème se réservent de s'entendre sans perte de temps sur la prestation de secours plus considérables suivant l'exigence des cas.

Paix.

Art. XVII. Les Hautes Parties contractantes s'engagent en outre que dans le cas que l'une des deux auroit été forcée à prendre les armes, elle ne concluera ni paix, ni trève sans y comprendre son allié, à fin que celui-ci ne puisse être attaqué lui-même en haine du secours qu'il auroit fourni.

Concert entre les Ministres.

Art. XVIII. Il sera donné des ordres aux ambassadeurs et ministres des Hautes Parties contractantes aux cours étrangères de se prêter réciproquement leurs bons offices et d'agir d'un parfait concert dans toutes les occurrences, où il s'agira de l'intérêt de leurs maîtres.

Rebelles.

Art. XIX. Les Hautes Parties contractantes promettent réciproquement de ne jamais donner azile, assistance, ni protection à leurs sujets ou vassaux rebelles, et dans le cas où l'une des deux parviendrait à découvrir quelque intrigue qui pourroit apporter du préjudice à l'autre, elles s'engagent à s'en donner mutuellement connaissance et à travailler d'un commun accord à s'en garantir.

Traités avec d'autres puissances.

Art. XX. Comme les deux Hautes Parties contractantes en faisant ce traité d'alliance et d'amitié purement défensif n'ont

1792 d'autre objet que de se garantir réciproquement leurs possessions en Europe et d'assurer autant qu'il dépend d'elles la tranquillité générale, elles n'entendent point non seulement porter par-là la moindre atteinte aux engagemens antérieurs et particuliers, également défensifs, qu'elles ont contractés avec leurs alliés respectifs, mais encore elles se réservent mutuellement la liberté de conclure même à l'avenir d'autres traités avec les puissances, qui loin de porter par leur union quelque préjudice et empêchement à celui-ci, y pourront donner encore plus de force et d'efficace, s'obligeant toutefois de no point prendre d'engagemens contraires au présent traité, et voulant plutôt d'un commun accord y inviter et admettre d'autres cours, qui auront les mêmes sentimens.

Durée.

Art. XXI. Le présent traité d'alliance et d'amitié défensif aura sa force et valeur dès-à-present et durera huit ans. Et avant l'expiration de ce terme il pourra être renouvelé selon les circonstances d'alors.

Ratification.

Art. XXII. Le présent traité sera ratifié par S. M. Impériale de toutes les Russies et par S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés munis des pleinpouvoirs de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies et de S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème avons en leurs noms signé le présent traité et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à St. Petersbourg, le 3|14. Juillet 1792.

(L. S.) *Comte Jean d'Ostermann.*
(L. S.) *Louis Comte de Cobenzl.*
(L. S.) *Alexandre Comte de Bezborodko.*
(L. S.) *Arcadi de Markoff.*

Après avoir suffisamment examiné le traité ci-dessus inséré, nous l'avons agréé dans tous ses points, et nous le confirmons et le ratifions solemnellement par les présentes, promettant sur notre parole Impériale pour nous et nos héritiers de tenir et d'exécuter inviolablement tout ce qui a été stipulé par le susdit traité d'alliance défensive. En foi de quoi nous avons signé cette ratification de notre propre main et y avons fait apposer le

sçeau de l'empire. Donné à St. Petersbourg ce 24 Septembre 1792 l'an de grace 1792, et de notre règne la trente-unième année.

Signé: *Catherine.*

Comte Jean d'Ostermann.

94.

3/14 Juillet 1792.

Article séparé concernant le Duché d'Oldenbourg érigé en faveur de la branche cadette de la maison de Holstein, ajouté au Traité d'alliance avec la Russie du 3/14 Juillet 1792.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Article séparé.

Sa Majesté le Roi de Hongrie et de Bohème par une suite de son amitié pour sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, garantit solemnellement la cession faite par Son Altesse Impériale le Grand Duc de toutes les Russies des Comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, échangés avec Sa Majesté le Roi de Danemarc et nouvellement érigés en Duchés, pour être possédés tranquillement et à perpétuité par la branche cadette de la sérénissime maison de Holstein dans l'ordre existant actuellement.

Le présent article séparé aura la même force et valeur comme s'il étoit inséré mot à mot dans le traité d'alliance signé aujourdhui, et sera ratifié en même tems.

En foi de quoi nous soussignés, munis des Pleinpouvoirs de Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies et de Sa Majesté le Roi de Hongrie et de Bohème avons en leurs noms signé cet article et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à St. Petersbourg le quatorze/trois Juillet l'an mille sept-cent quatre-vingt douze.

(L. S.) *Comte Jean d'Ostermann.*
(L. S.) *Alexandre Comte de Bezborodko.*
(L. S.) *Arcadi de Marcoff.*
(L. S.) *Louis Comte Cobenzl.*

95.

3/14 Juillet 1792.

1792 Traité d'alliance défensive entre l'Empereur de Russie et l'Empereur d'Allemagne, signé à St. Petersbourg le 3/14 Juillet 1792, ratifié par l'Impératrice Catherine le 24 Septembre 1792.

(*Martens*, Recueil des traités. t. VII, p. 364.)

Article séparé.

Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, et Sa Majesté le Roi de Hongrie et de Bohème intéréssées par Leur Voisinage au maintien du bon ordre et de la tranquillité en Pologne, s'engagent respectivement et de la manière la plus solemnelle de garantir la Constitution de cette république telle, qu'elle a été établie par la diète de 1773, ses loix fondamentales et l'intégrité de ses possessions actuelles conformément aux traités conclus la même année 1773 entre elle et leurs dites Majestés.

Le présent article séparé aura la même force et valeur comme s'il étoit inséré mot à mot dans le traité d'alliance signé aujourd'hui et sera ratifié en même tems.

En foi de quoi nous soussignés, munis des Pleinpouvoirs de Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies et de Sa Majesté le Roi de Hongrie et de Bohème avons en leurs noms signé cet article et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à St. Petersbourg le $\frac{\text{quatorze}}{\text{trois}}$ Juillet l'an mille sept-cent quatre-vingt douze.

(L. S.) *Cte Jean d'Ostermann.*
(L. S.) *Alexandre Cte de Bezborodko.*
(L. S.) *Arcadi de Marcoff.*
(L. S.) *Louis Comte Cobenzl.*

1793

96.

30 Août 1793.

Convention entre l'Empereur d'Allemagne et le Roi de la Grande-Bretagne, relative à la guerre, signée à Londres le 30 Août 1793.

(*Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 447.)

S. M. l'Empereur et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne se trouvant également engagées dans une guerre contre la France, et désirant d'agir conjointement et avec vigueur, afin de pourvoir par ces moyens à l'intérêt commun de leurs possessions, ainsi qu'à la tranquillité générale de l'Europe, ont résolu d'établir entre eux un parfait concert confidentiel et une co-opération dans tout ce qui peut avoir rapport à cette guerre. En conséquence leurs Majestés ont nommé à cette fin leurs ministres respectifs; savoir, S. M. l'Empereur, le très-illustre et très-excellent Seigneur Louis Comte de Starhemberg, etc. et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, le très-illustre et très-excellent Lord William Wyndham, Baron Grenville de Wotton, etc., lesquels, après s'être communiqués leurs pleinpouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans.

Concert mutuel.

Art. I. Il y anra à l'égard de tons les points relatifs à la présente guerre le concert le plus parfait et la confidence la plus intime entre les deux hautes parties contractantes, et elles s'engagent mutuellement à employer leurs forces, autant que les circonstances le permettront, de la manière la plus efficace, et de concerter ensemble toutes les opérations militaires, afin de nuire à l'ennemi, et de contribuer à l'avantage de la cause commune.

Commerce de la France.

Art. II. Leurs dites Majestés s'engagent réciproquement à fermer leurs ports aux vaisseaux françois; à ne point permettre, dans aucun cas l'exportation des mnnitions de guerre ou navales, des blèds, grains, de la viande salée, ou autres provisions des dits ports vers la France, et à prendre toutes les autres mesures qui sont en leur pouvoir, pour nuire au commerce de la France, et pour la réduire par-là à de justes conditions de paix.

Commerce neutre.

1793 Art. III. Leurs Majestés s'engagent à réunir tous leurs efforts pour empêcher que les autres puissances, qui ne prendront point part à cette guerre, ne donnent en conséquence de leur neutralité dans cette occasion d'intérêt commun à tous les états civilisés, une protection quelconque, directe ou indirecte, au commerce ou aux proprietés françoises, sur mer ou dans les ports de la France.

Paix commune.

Art. IV. Leurs Majestés impériale et britannique se promettent réciproquement de ne point poser les armes (à moins que ce ne soit d'un consentement commun) avant d'avoir obtenu la restitution de tous les états, territoires, villes ou places qui pourroient avoir appartenu à l'une d'entre elles avant le commencement de la guerre, ou de même qui pourroient avoir appartenu à de telles puissances, amies ou alliées de leurs dites Majestés, auxquelles elles jugeront à propos d'étendre, par un commun accord, cette garantie.

Garantie.

Art. V. Si l'une des deux hautes parties contractantes seroit attaquée, molestée ou troublée dans ses dominations, droits, possessions ou intérêts, à quel tems ou de quelle manière que ce soit, par terre ou par mer, en conséquence et en haine des articles ou stipulations contenues dans la présente convention, ou des mesures à prendre par les dites hautes parties contractantes, en vertu de cette convention, l'autre partie contractante s'engage à lui prêter secours, et à faire cause commune avec elle, de la manière stipulée dans les précédens articles.

Ratifications.

Art. VI. Sa M. l'Empereur et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne s'engagent à ratifier la présente convention; et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de leurs Majestés respectives, avons signé la présente convention, et y avons fait apposer les cachets de nos armes.

Fait à Londres le 30 Août 1793.

Louis Comte de Starhemberg (L. S.)
Grenville. (L. S.)

1793

97.

30 Août 1793.

Concert entre l'Empereur d'Allemagne et le Roi de la Grande-Bretagne, relatif aux opérations militaires contre la France; signé à Londres le 30 Août 1793, ratifié à Londres le 17 Octobre 1793.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Georgius Tertius Dei Gratia Magnae Britaniae, Franciae et Hiberniae Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis etc.

Omnibus et Singulis ad quos praesentes hae Literae pervenerint Salutem! Quando quidem Conventio quaedam inter Nos et bonum Fratrem Nostrum, Franciscum Romanorum Imperatorem etc. per Plenipotentiarios hinc inde sufficienti auctoritate munitos, Londini Die Tricesimo Mensis Augusti, Anno Domini Millesimo Septingentesimo Nonagesimo Tertio conclusa signataque fuerit, Formâ et Verbis quae sequuntur.

Convention.

Sa Majesté L'Empereur et Sa Majesté Le Roi de la Grande Bretagne, se trouvant également — — engagées dans une Guerre avec la France, et désirant d'agir conjointement et avec Vigueur afin de pourvoir par ce moyen aux Intérêts communs de Leurs Etats, ainsi qu'à la tranquillité générale de l'Europe, ont déterminé d'établir entre Elles un Concert et Coopération parfaite et confidentielle, sur tout ce qui peut avoir rapport à cette Guerre. En conséquence, Leurs Majestés ont nommé à cet effet leurs Ministres respectifs, savoir Sa Majesté L'Empereur le très Illustre et très Excellent Seigneur Louis Comte de Starhemberg, Comte du Saint Empire Romain, Son Chambellan actuel, et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, et Sa Majesté Le Roi de la Grande Bretagne, le très Illustre et très Excellent Seigneur Guillaume Wyndham, Baron Grenville de Wotton, Conseiller de Sa dite Majesté dans Son Conseil privé et Son principal Secrétaire d'Etat, ayant le Département des Affaires Etrangères; qui après s'être

1793 communiqué leurs pleinpouvoirs respectifs, sont convenus des Articles suivans.

Art. I. Il y aura sur tous les points relatifs à la présente Guerre le Concert le plus parfait, et la plus intime Confiance entre les Deux Hautes Parties Contractantes, et Elles s'engagent mutuellement à employer Leurs Forces en autant que les Circonstances pourront le permettre, de la manière la plus efficace, et à se concerter ensemble sur toutes les opérations militaires, pour nuire à l'Enneml, et pour contribuer à l'Avantage de la Causo commune.

Art. II. Leurs Dites Majestés s'engagent réciproquement à fermer leurs ports aux vaisseaux François, à ne pas permettre qu'il soit exporté en aucun Cas de leurs Dits ports pour la France aucune munition de Guerre ni munition navale, ni bleds, grains, viande salée ou autres provisions de bouche, et à prendre tontes les autres mesures qui seront en leur pouvolr pour nuire an Commerce de la France, et pour la réduire par ce moyen à de justea Conditions de paix.

Art. III. Leurs Majèstés s'engagent à réunir tous lenrs efforts pour empêcher que les autres puissances qui ne participeront point à cetto Guerre, ne donnent à cette Occasion d'un Interêt commun à tout Etat civilisé aucune protection que ce soit ou directe ou indirecte en conséquence de leur neutralité, au Commerce ou aux propriétés des François sur la mer, ou dans les ports de France.

Art. IV. Leurs Majestés Impériale et Britannique se promettent réciproquement de ne pas poser les armes, (à moins que ce fût d'un commun accord) sans avoir obtenu la restitution do tous les Etats, Territoires, Villes ou places, qui ont pu appartenir à l'une ou à l'autre avant le Commencement de la Guerre, et dont l'Ennemi ponrra s'être emparé pendant le Cours des Hostilités, ou qui ont pareillement appartenu à telles des puissances amies, ou alliées de Leurs Dites Majestés aux quelles Elles jugeront à propos d'étendre par nn commun accord cetto garantie.

Art. V. Si L'Une des Deux Hautes Parties Contractantes venoit à être attaquée, molestée ou troublée dans Ses Etats, Droits, Possessions ou Intérêts, dans quelque tems, et de quelque manière que se fût, par terre, ou par mer, en conséquence ou en haine des Articles, ou des Stipulations contenues dans la présente Convention, ou des mesures à prendre par les Dites Hautes Parties Contractantes en vertu de cette Convention, l'autre

Partie Contractante s'engage, à la secourir, et à faire Cause commune avec Elle de la manière qui est stipulée dans les Articles précédens. 1793

Art. VI. Sa Majesté L'Empereur, et Sa Majesté Le Roi de la Grande Bretagne s'engagent à ratifier la présente Convention, et les Ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines ou plutôt si faire se peut, à compter du Jour de la Signature.

En foi de quoi, Nous Soussignés Plénipotentiaires de Leurs Majestés respectives avons signé la présente Convention, et y avons fait apposer les Cachets de Nos Armes.

Fait à Londres le Trentième d'Août 1793.

(L. S.) *Louis Comte de Starhemberg.* (L. S.) *Grenville.*

Nos, visâ perpensâque Conventione suprascriptâ, eandem in omnibus et singulis ejus Articulis et Clausulis approbavimus, ratam, gratam, firmamque habuimus, sicut per praesentes pro Nobis, Haeredibus et Successoribus Nostris, eandem approbamus, ratam, gratam, firmamque habemus: Spondentes et in Verbo Regio promittentes, Nos omnia et singula quae in praedicta conventione continentur, sincere et bonâ Fide praestituros et observaturos, neque passuros unquam, quantum in Nobis est, ut a quopiam violentur, aut ut ullo modo iisdem in contrarium eatur. In quorum omnium majorem Fidem et Robur, his praesentibus, Manû Nostrâ Regiâ signatis, Magnum Nostrum Magnae Britaniae Sigillum appendi fecimus. Quae dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi Decimo Septimo Die Mensis Octobris. Anno Domini Millesimo Septingentesimo Nonagesimo Tertio Regnique Nostri Tricesimo Tertio.

Georgius.

98.

17 Septembre 1793.

1793 Convention de subsides entre l'Empereur d'Allemagne et le landgrave de Hesse-Darmstadt, signée à Vienne le 17 Septembre 1793.

(*Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 492.)

Nachdem des regierenden Landgrafen von Hessen Darmstadt Durchl. schon seit Ende November vor. Jahres, aus reichsständischen patriotischen Antriebe, zur Vertheidigung der eigenen und des Reichs Gerechtsame, gegen die durch die französischen Revolutionsdekrete entstandenen Neuerungen und Gewaltthätigkeiten aller Art, das Ihrige Militair haben ins Feld rücken lassen, in der Folge solches anf einen ansehnlichen Fuss zu setzen bewogen wurden, und in der gegründetsten Hoffnung vermehret haben, dass mittelst eines, mit des Herrn Feldmarschalls Prinzen von Sachsen-Coburg Durchlaucht abzuschliessenden Traktates, Ihnen aus der sogenannten Reichs-Contingents-Reluitions-Casse, deren Leitung erwähnten Herrn Reichsfeldmarschall anvertraut ist, die hiezu erforderlichen und Ihre Kräfte übersteigenden Kosten gereicht werden würden, erwähnter Traktat aber wider die Erwartung des Herrn Landgrafen nicht genau zu Stande kam;

So haben Hochdieselben den Entschluss gefasst, Ihren Vetter und Schwager, den Prinzen Georg Carl von Hessen-Darmstadt Durchlaucht nach Wien abzusenden, um persönlich Sr. kais. Majestät die Beschaffenheit der hierdurch für den Herrn Landgrafen entstehenden sehr nachtheiligen und unangenehmen Lage nach ihrem ganzen Umfange ehrerbietigst darzulegen, zugleich wegen des zu errichtenden Traktats huldreichste Aushilfe und Unterstützung zu erbitten.

Se. kais. Maj. erwogen hierbei eines Theils den merklichen Nachtheil für die bewaffnete Vertheidigung der gerechtesten Sache, wenn sich der Herr Landgraf aus Mangel der hier bezielten Mittel zur Bestreitung des unvermeidlich grossen Kostenaufwands genöthiget sähen, ihre wohlgeübten tapferen Truppen aus dem Felde zurück zu ziehen, andern Theils nährten Se. Majestät bei sich den aufrichtigsten Wunsch eben bei dieser Veranlassung dem Hessen-Darmstädtischen Hause, in der Person des regierenden Herrn Landgrafen einen neuen Beweis der diesem Hause stets

gewidmeten vollkommenen Zuneigung zu geben; welche gedoppelte Rücksicht bei der offenbaren Unzulänglichkeit der Reluitions-Casse und der bisherigen zur Vertheidigung der gemeinsamen Angelegenheit gemachten ganz ausserordentlichen Aufopferung ungeachtet, die allerhöchste Entschliessung beschleunigte, das angetragene Hessen-Darmstädtische Subsidien-Truppen-Corps auf 3 Jahre mit Einschluss des bereits laufenden, und mit dem ersten März bereits angefangenen Subsidienjahres, soweit gedachte Reichs-Casse nicht hinreicht, in höchst eigenen Sold zu nehmen. 1793

Zu diesem Ende ertheilten Se. ks. M. Allerhöchst Ihrem Reichshofvice-Kanzler, dem Herrn Fürsten von und zu Coloredo-Mansfeld und Ihrem Hofkriegsraths-Präsidenten und Feldmarschall Herrn Grafen von Wallis, den allergnädigsten Auftrag, mit dem hier anwesenden Prinzen Georg Carl von Hessen Darmstadt, über die Abschliessung eines Traktats die nöthigen Verabredungen zu pflegen.

Während dem, als diese Verabredungen erfolgten, kam zu vernehmen, dass Umstände des Landgrafen von Hessen-Darmstadt Durchl. veranlasst haben, mit dem Ausgang des Monats Julius Dero bis dahin vor dem Feind gestandene Truppen nach Haus zu ziehen, und des Königs von England Majestät die Landgräflichen Hessen-Darmstädtischen Truppen in Höchst Ihroselben Dienst und Sold zu nehmen ein Verlangen äussern.

Durch die so beschaffene Aenderung und Verschiedenheit zwischen dem Stande der Sache, wie er sich gegenwärtig dem Gesichtspunkt zur Erwägung aufwirft und wie er damals war, als der Prinz Georg Carl von Hessen-Darmstadt nach Wien kam, ist die Nothwendigkeit gewirkt worden, auch der ohberührten in ihren Gang gewesenen Tractatsstipulirung eine andere Richtung zu geben.

Se. kais. M. verbinden nun Allerh. Deroselben Gesinnung, mit welcher Se. Maj. dem, durch gedachten Prinzen erklärten Wunsch des Herrn Landgrafen von Hessen-Darmstadt Durchl. entgegen gesandt sind, mit der vorzüglichen Aufmerksamkeit, welche Se. kais. Majest. auch in dem vorliegenden Fall dazu mitzuwirken veranlasst, damit das Begehren des Königs von England Maj. wegen der Ueberkommung einer Zahl Landgräflicher Hessen-Darmstädtischer Truppen zur Erfüllung gelangen möge. In Ansehung des angeführten Abzuges der Landgräfl. Hessen-Darmstädtischen Truppen aus dem Felde nach Haus hat ein Uebereinkommen einzutreten gehabt, damit auf der einen Seite bei der Reichs-Contingents-Reluitions-Casse und auf den Fall der Uner-

1793 klecklichkeit der dahin einfliessenden Gelder bei Sr. kais. Maj. Aerarium keine Geld Anweisung, die in der Folge einen gegründeten Anstand wider sich finden könnte, geschehen möge, auf der andern Seite aber auch die Billigkeit in Ansehung des Herrn Landgrafens Durchl. und besonders der schon seit dem Monate November des abgewichenen Jahres auf Deroselben Truppen verwendeten Kosten beobachtet werde.

Nach denen hierauf wieder vor sich gegangenen wechselseitigen Unterhandlungen, sind von denen durch Se. kais. Maj. hiezu bevollmächtigten und dem Prinzen Georg Carl von Hessen-Darmstadt folgende Artikel festgesetzt und beschlossen worden.

Art. I. Se. ks. M. nehmen von dem Ihnen angetragenen Landgräflichen Hessen-Darmstädtischen Subsidien-Truppen-Corps 3 Bataillone Infanterie und 1 Artillerie-Compagnie wie der Stand desselben legal ausgewiesen werden wird, auf die Art, dass hiebei keine andere Abänderung, als die Hinweglassung des Proviant- und Transport-Fuhrwesens zu geschehen hat, vom 1. März 1793 an, auf 3 nach einander folgende Jahre in Subsidium der Reichs-Contingents-Cassa in Sold und Verpflegung. Se. ks. Maj. wollen demnach, dass soweit die nur auf die Zeit des Krieges bestehende Reichs-Reluitions-Casse nicht erklecken würde, der Ueberrest aus Allerhöchst Ihrem Aerario gezahlt werde, wogegen die 3 Bataillone mit der Artillerie Compagnie in dem Augenblick, wo der Traktat mit Sr. kais. Maj. zur Benehmigung einlangen wird, gleich an der Stelle nach ihrer Bestimmung ins Feld abzurücken, und während diesen 3 Jahren sich zu allen Feld- oder Garnisonsdiensten innerhalb oder ausserhalb der Grenzen des Reichs defensive oder offensive verwenden zu lassen, wie es der kommandierende General der kais. Armee unter welchem sie stehen, dem Dienst angemessen finden wird, jedoch so, dass die 3 Bataillone und die Artillerie-Compagnie, so wie sie zusammengesetzt sind, soviel möglich beisammen bleiben, und in diesem, so wie in andern Stücken durchaus den kk. Truppen gleichgehalten werden.

Art. II. Vom 1. März bis zum letzten Julius 1793 mithin durch die 5 Monate, wo die Landgräflich Hessen-Darmstädtischen Truppen im Feld gedienet haben, wird die Bezahlung für sie auf den Fuss, wie sie in Anbetracht der Aufstellungs-Unterhalts- und Subsidien-Gelder zu Frankfurt verabredet worden ist, aus der Reichs-Contingents-Reluitions-Casse und subsidiarie aus ks. Maj. Aerarium nach dem in der Dienstleistung gewesenen Locostand über vorläufige legale Ausweisung geleistet, vom 1. August bis

zum Tage des unterzeichneten Traktats, wo die Landgräflichen 1793
Truppen nicht in der Dienstleistung gestanden sind, bekommen auf diese Zeit nur die 3 Bataillone mit der Artillerie-Compagnie die Halbscheid von diesen Aufstellungs-Unterhalts- und Subsidien-Geldern, alle anderen Truppen hingegen nur die Hälfte von denen Unterhaltungs- und Subsidien-Geldern ohne diejenigen von der Aufstellung.

Art. III. Von dem Tage an, wo der Traktat unterzeichnet wird, treten die drei Bataillone und die Artillerie-Compagnie wieder in den ganzen in der vorgemerkten Francfurter Punctation vorgesehenen Betrag der Aufstellungs-Unterhaltungs- und Subsidien-Gelder, hingegen hört, so viel die übrigen Truppen betrifft, ihre Bezahlung aus der Reichs-Contingents-Reluitions-Casse und in Supplementum aus Sr. kais. Majestät Aerarium auf.

Art. IV. Von der mit denen 3 Bataillonen übernommen werdenden Compagnie der Landgräflich-Hessen-Darmstädtischen Artillerie wird das nothwendige Personale für die Bedienung der zu dem Landgräflichen Contingent gehörigen Artillerie abgegeben, nachdem das Contingent, soweit es die Umstände verstatten, mit denen 3 Bataillonen in der Vereinigung bleibt, wogegen der Herr Landgraf den Ersatz der gesammten Kosten von dem Personale zu machen hat, welches die Widmung zu dem Contingente bekannt.

Art. V. Des regierenden Herrn Landgrafen Durchl. versehen die 3 Bataillone mit 2 Sechspfünder Stücken pr. Bataillon, folgbar mit 6 Sechspfünder Kanonen von Ihroselben Artillerie, gleichwie das Kontingent ebenfalls 2 solcher Stücke bekommt. So weit es um einen Depot sich handelt, um die an denen Lafettenwägen etc. jeweils nöthige Operation vornehmen zu können, wird das Erforderliche hierüber mit der im Feld stehenden kais. Artillerie-Direction verabredet und festgestellt werden.

Art. VI. Von denen Stabs-Partheien, die für das ganze Landgräfliche Hessen-Darmstädtische Truppencorps angetragen gewesen sind, wird zu denen 3 Bataillonen nur das Unentbehrliche abgegeben werden, wovon jedes Individuum nur die, nach dem Character angemessene Brod- und Pferd-Portionen, und keine Bezahlung in Geld zu bekommen hat.

Art. VII. Sobald die Hessen-Darmstädtischen 3 Bataillone mit der Artillerie-Compagnie bei der kk. Armee einrücken, wird sogleich mit der Intervenirung des kk. Kriegs-Commissariats eine Revision vorgenommen, und sowohl der präsente Stand, als mit diesem zugleich auch erhoben, wie hoch für die umlaufene Zeit

1793 die noch nicht abgeführten Aufstellungs-Unterhaltungs- und Subsidien-Gelder nach dem Verhältniss des mit dem 1. März 1793 bestandenen, nnd hernach sich vermindert haben mögenden präsenten Standes, und mit Rücksicht auf die, in dem II. Artikel enthaltene bestimmte Zeit-Abtheilung gehen. Der Stand so wie er bei dieser Revision ausfällt, hat zur Richtschnur der Bezahlung auch für die Zeit der Dauer des Subsidien-Traktats zu gereichen. Um bei der monatlichen Rechnung und Anticipation der Unterhaltungskosten in ununterbrochener Ordnung zu bleiben, hat von dem Tage der Revision an, monatlich jede Compagnie ihren Stand unter der Fertigung des Commandanten derselben, und unter der Coramisirung des Kriegs-Commissariats mit denen im Lauf des Monats in Rücksicht der präsent gewesenen Mannschaft und Artillerie, Munitions- und Feld-Requisiten, Fuhrwesens-Pferde sich ergebenen Aenderungen einzureichen.

Art. VIII. Was den Abgang an Mann und Pferden betrifft, wird auf die Ergänzung des anstatt abgängiger reichsständiger Contingente in Ansehung der Reichs-Reluitions-Cassa subsidiarie in kaiserl. Sold übernommen werdenden Standes der Landgräfl. Truppen dem Herrn Landgrafen von Hessen-Darmstadt für jeden Rekruten mit Inbegriff der ersten Montour an Aufstellungs-Kosten ein Pausch-Quantum und zwar:

	Vom 1. März 1794
für einen Infanteristen	75 fl.
» » Artilleristen	75 »
» » Knecht zur Regiments-Artillerie und Feld-Requisiten-Bespannung	75 »
» ein dergleichen Pferd	132 »

wie die Rekruten und Pferde anlangen zu bezahlen, und anbei, auch noch die Verpflegung von dem Tage ihrer erwiesenen Anwerbung und Anschaffung bis zu ihrer Eintreffung zu ersetzen sein, nachdem der Mann und das Pferd, wie der eine oder das andere abgängig wird, aus der Verpflegung tritt.

Nach dem 1. März 1794 werden auf den Zuwachs von Spielleuten und Fourirschützen keine Werbkosten passieret: nur wird für den Tambour der Betrag der ersten Montirung vergütet mit 15 fl. Die zu Completirung des Standes in der Folge erfoderlich werdenden Fuhrwesenspferde werden mit den eben angesetzten 132 fl. vergütet, oder von dem kais. Aerarium angeschafft werden.

Art. IX. Der angegebene Stand des Reichs-Contingents ist in der Anlage Nr. 1 enthalten, und der Anschluss Nr. 2 gibt zu

ersehen den Stand der übernommen werdenden 3 Bataillone Infanterie und der Artillerie-Compagnie den Ausmass der Naturalien nach denen Chargen, die nur für die wirklich vorhandenen Pferde abgereicht werden, nachdem in der kais. Armee der Naturalien-Verkauf unter Cassation verboten ist. 1793

Art. X. An jährlichen Unterhaltungs- und Subsidien-Geldern, dann zur Bestreitung der, bei denen Truppen auf Schreib-Spesen, Post-Porto, und anderen vorkommenden Unkosten, desgleichen zur Unterhaltung der Montour, Pferde-Rüstung, Reparatur der Feuergewehre und Unterhaltung der Feld-Requisiten wird dem Herrn Landgrafen von Hessen-Darmstadt auf den übernommen werdenden effectiven Stand als Pausch-Quantum:

für den Infanteristen . . . . 118 fl.
» » Artilleristen . . . . 118 »
» » Fuhrwesens-Knecht bei der Regiments-Artillerie und Feld-Requisiten-Bespannung . . . . 188 »

jährlich zugesichert und in monatlichen oder quartaligen Raten bezahlt werden, wornach, soweit Umstände denen k. k. Truppen einen ausserordentlichen Geld-Beitrag abzureichen, nothwendig machen, die Landgräflichen hieraus keinen Anspruch machen können.

Art. XI. Der Herr Landgraf von Hessen-Darmstadt verbinden sich, den Betrag der noch rückständigen Römermonate in 3 Raten von 2 zu 2 Monaten in die Reichsoperations-Casse zu erlegen; welche ausdrückliche Verbindlichkeit dieselbe um so williger übernehmen, da es ohnehin Ihrer patriotischen Gesinnung ganz gemäss ist, einer jeden reichsständischen Obliegenheit ein vollkommenes Genüge zu leisten.

Art. XII. Somit bis zum letzten Februar 1794 für die Kranken und Blessirten der Landgräflich Hessen-Darmstädt. Truppen das eigene Lazareth beibehalten wird, werden hiezu schickliche Orte angewiesen werden, und in diese Lazarethe wird die Medizin auf eben die Art unentgeldlich abgereicht, wie die Blessirten und Kranken der kk. Armee vom Feldwebel und Wachtmeister abwärts solche empfangen.

Sollte das Locale nicht verstatten, dass für die Hessen-Darmst. Truppen ein eigenes Lazareth angewiesen werde, oder allenfalls durch Einlegung der Kranken und Blessirten in die kk. Spitäler dem Allerh. Aerario eine Ersparniss zugehen könne, so lässt man sich Hessen-Darmst. Seits auch gefallen, dass die dies-

1793 seitigen Kranken und Blessirten in die kk. Spitäler verlegt werden, jedoch so, dass solche beisammenbleiben, und von den eigenen Chirurgis besorgt werden, wobei sich jedoch diese nach denen Vorschriften der kk. Spital-Einrichtungen zu richten haben. Ferner soll auch für einen von dem Feind verwundeten 25 fl. bezahlt werden.

Art. XIII. Die Munition wird gegen die gewöhnlichen Verwendungs-Ausweise von der kais. Artillerie abgegeben. Was an Geschütz, an Munition, an Ausrüstungs-Sorten des Landgfl. Hessen-Darmstädt. Truppen-Corps vor dem Feinde oder durch Kriegszufälle verloren wird, oder sonst zu Grunde gehet, dafür wird nach dem in der Anlage Nr. 3 bemerkten Werthe der Ersatz gemacht; dadurch wird alles dasjenige von der Vergütung ausgeschlossen, was aus der Schuld verloren oder zu Grunde gehet, und ein Privat-Eigenthum ist; jedoch könnte allenfalls auch nach den Umständen das Abgehende aus dem kk. Artillerie- und Rüstungs-Depot genommen werden, in welchem Falle natürlicher Weise die Geldvergütung wegfällt.

Art. XIV. Alles das, was das Landgfl. Hessen-Darmstädt. Reichs-Contingent an baarem Geld, an Naturalien, Munition, oder sonst aus der kais. Kriegskasse, und denen kais. Magazinen erhält, wird dem kais. Aerarium von dem Herrn Landgrafen ersetzt, und an der ihm für die Subsidien-Truppen zu leistenden Bezahlung innenbehalten.

Art. XV. Die Auswechslung der in die feindl. Kriegsgefangenschaft verfallenden Landgfl. Hessen-Darmstädt. Soldaten wird, sowie diejenige der kk. Truppen ohne jener Zurücksetzung besorgt werden.

Art. XVI. Soweit der Fall einer Beute, oder der Fall von Eroberungen eintritt, werden die Landgfl. Hessen-Darmstädt. Truppen nach demjenigen behandelt und sich betragen, was bei den kk. Truppen wegen des einen und des andern eingeführt ist, und den Unterschied in sich schliesst, was der kriegführenden Macht gehört, und demjenigen verbleiben kann, der die Beute macht.

Art. XVII. Von dem Tage an, wo die Landgfl. Hessen-Darmstädt. Truppen zu der kk. Armee stossen, bis zu der Zeit wo sie von ihr abgehen, werden Deserteurs von diesen Truppen nicht bei der kk. Armee angenommen, sondern zurückgestellt werden.

Art. XVIII. So lange das Landgfl. Hessen-Darmstädtische Truppen-Corps bei der kk. Armee stehet, wird der kommandi-

rende General derselben solches, so wie die kk. Truppen in allen 1793
Stücken behandeln. Der Herr Landgraf behalten sich, unter der Anführung eines eigenen, oder von Sr. kk. Majestät allenfalls zu erbittenden Generals ihre Gerichtsbarkeit, Administration, und sonstige innere Verfügungen bevor. Der das Landgfl. Hessen-Darmstädt. Corps commandirende General wird die aus seiner Bestimmung zum Besten des Dienstes nothwendig folgende Dependenz von dem kommandirenden General der kk. Armee in allen Stücken zu nehmen haben.

Art. XIX. Was auf Märschen den kk. Truppen nach Umständen Gutes und Unangenehmes wiederfährt, dies werden die mit ihnen dienenden Landgfl. Hessen-Darmstädtischen Truppen in dem nämlichen Verhältniss überkommen und ertragen. In denen Gelegenheiten, wo Landgfl. Hess.-Darmst. Truppen Zoll-Weg-Brücken- und Ueberfahrtsentrichtungen zu machen haben, wird die erweisliche Vergütung aus der Reichs-Reluitions-Casse und im Supplementum aus dem kk. Aerario gemacht werden.

Wird jemand von den Landgfl. Hessen Darmstädt. Truppen mit einem Dienstauftrag geschickt, bei welchem er Vorspann oder Post zu nehmen hat, so erfolgt die Entschädigung, wie solche in dergleichen Fällen bei der kk. Armee geschiehet.

Art. XX. Wenn sich die Convention endigt, und nicht weiter von beiden Theilen zu verlängern für gut befunden wird, kehren diese Subsidien-Truppen nach Darmstadt zurück, und erhalten noch bis zur Eintreffung in ihren Standquartiren die Verpflegung aus Sr. Majestät Aerario. Sollte wider alle Erwartung in der festgesetzten Zeit von 3 Jahren das Verabredete nicht erfüllt werden, so soll die ganze Verabredung aufgehoben sein, und als kraftlos angesehen werden.

Art. XXI. Sollten die Landg. Hessen Darmst. Lande in die Gefahr eines feindlichen Angriffs kommen, und alsdann die auswärtsstehenden Landgfl. Truppen zur Vertheidigung der eigenen Lande zurückkehren müssen, so werden die Landgfl. Truppen Sold und Verpflegung bis zu dem Tage beziehen, wo sie die Grenzen ihrer Lande betreten.

Art. XXII. Obgleich Se. ks. Maj. bei dem wandelbaren Glück der Waffen und noch nicht zu bestimmenden mehr oder weniger glücklichen Erfolg der künftigen Friedensverhandlungen Sich noch zur Zeit gegen keinen Reichsstand auf eine nähere Weise erklärt haben, so machen doch Allerhöchst dieselben gegenwärtig hievon

1793 bei ihrer aufrichtigen Neigung für das Wohl des Hessen-Darmstädt. Hauses durch die allergn. Aeusserung eine Ausnahme, sich zu seiner Zeit mit Nachdruck verwenden zu wollen, dass das Landgfl. Haus wieder auf die Art in die Grafschaft Hanau-Lichtenberg restituiret werde, wie solche vor dem westphälischen Frieden von demselben nach ihren ehemaligen Verhältnissen mit Kaiser und Reich besessen wurde.

Art. XXIII. Weil der aus Absicht der Verhandlungen von der Truppensubsidien-Tractatsangelegenheit an Se. Maj. nach Wien abgeschickte Prinz Georg Carl von Hessen-Darmstadt noch nicht mit einer solchen Vollmacht versehen ist, wie sie bei einer Verabredung von der Art der gegenwärtigen gefordert wird, so verbindet sich der Prinz Georg Carl von Hessen-Darmstadt mittelst seiner mit angerückten Fertigung, die Erklärung des Herrn Landgrafen von Hessen-Darmstadt längstens in einer Zeit von 4 Wochen nachzutragen, durch die der Herr Landgraf für sich und sein Landgfl. Haus diese von Sr. Majestät dem Herrn Landgrafen und seinem Haus bezeigt werdende Gnade mit der lebhaftesten Danknehmigkeit anerkennen, uud die ihn und sein Haus betreffende, oben bereits festgesetzte Verbindlichkeit solchergestalt auf sich nehmen wird, dass, wenn in der Zeit von denen 3 Jahren der Herr Landgraf und das Landgfl. Haus nicht das Verabredete erfüllen würden, die ganze Verabredung aufgehoben und von keiner Kraft mehr sein solle.

Art. XXIV. Werden der Prinz Georg Carl von Hessen-Darmstadt, nach der bereits im 1ten Artickel beigerückten Vorsehung bei dem regierenden Herrn Landgrafen die Einleitung treffen, dass alsbald nach erfolgter allerhöchster Kais. Ratifikation die Hessen-Darmstädt. Truppen zu der Armee des kommandirenden Herrn Generals von der Cavallerie Grafen von Wurmser aufbrechen, zu welchem Ende auch diesem von hieraus ungesäumt die nöthigen Befehle zugehen werden.

Se. kais. Maj. erwarten diesen unverzüglichen Aufbruch zur Armee um so sicherer, je einleuchtender dieses abermalige Merkmal Allerh. Ihrer reichsväterlichen Sorgfalt für das Beste des deutschen Reichs, wie auch Ihres besonderen und vorzüglichen Wohlwollens gegen das Landgfl. Haus ist, welches Allerhöchst Sie durch den Abschluss dieser Convention zu erkennen geben, und je erwünschter es sein muss, das brave Hessen-Darmst. Truppen-Corps ohne weiteren Aufschub noch zur heurigen Campagne und zur Unterstützung fernerer glücklichen Progressen gegen den Reichsfeind zu verwenden.

Zur Beglaubigung dessen haben Untengenannte diesen Traktat unterschrieben und selbigem Ihr Siegel vorgedrückt. 1793

So geschehen Wien den 17. Monatstag September im 1793. Jahre.

Fürst zu Coloredo Mannsfeld (L. S.)
M. G. von Wallis (L. S.)
Georg Prinz zu Hessen (L. S.)

Wie mein ReichshofVizekanzler Fürst von und zu Coloredo Mansfeld, und mein Hofkriegsrathspräsident Feldmarschall Graf von Wallis in der landgfl. Hessen-Darmst. Truppensubsidien-Traktats-Angelegenheit mit dem nach Wien geschickten Prinzen George von Hessen-Darmstadt gepflogen und festgestellt haben, wird sie von mir in allen Punkten gutgeheissen und genehmiget.

Franz.

Nr. 1.

Stand der von dem Herrn Landgrafen von Hessen-Darmstadt zum Reichs-Contingent gewidmeten Truppen.

Zahl der Köpfe.	*Benanntlich.*	Tägliche Natural-Portionen.	
		Brod.	*Pferd.*
1	Oberst und Commandeur	9	11
1	Major	6	9
1	Adjutant	2	3
1	Bataillon-Quartiermeister, od. Rechnungsführer	2	3
1	Kaplan oder Feldprediger . . .	2	2
1	Auditor	2	2
1	Ober-Chirurgus	3	4
5	Unter-Chirurgi	5	—
1	Tambour-Major	1	—
1	Profos cum suis	2	—
1	Büchsenmacher	1	—
1	Wagenmeister	1	1
37	Fourirschützen od. Officier-Knechte	37	—
23	Knechte zu den Brodwägen, Packpferde	23	56

1793

Zahl der Köpfe.	Benanntlich.	Tägliche Natural-Portionen.	
		Brod.	Pferd.
3	Kapitains	9	12
2	Als Kapitains die 2 Staabsoffiziers	6	18
2	Kapitain-Lieutenants	4	4
5	Premiers-Lieutenants	10	10
5	Seconde-Lieutenants	10	10
5	Fähnrichs	10	10
5	Feldwebels	5	—
10	Sergeanten oder Führer	10	—
5	Freicorporals	5	—
28	Korporals	28	—
15	Tambours und Pfeiffers	15	—
50	Schützen	50	—
700	Gemeine	700	—
835	Köpfe Summa	862	64
76	der Staab	96	91
911	Köpfe. Summa Summarum	958	155

Nr. 2.

Den Stand der übernommen werdenden drei Bataillons Infanterie und der Artillerie-Compagnie unter dem Nr. 2 hat der Prinz George von Hessen-Darmstadt noch nachzutragen sich vorbehalten.

Nr. 3.

Designation der hauptsächlichsten Feldrequisiten und Armaturstücke nach dem zu Darmstadt bei der Ausstellung gemachten Anschlag:

	fl.	Xr.
1) Eine 3pfdr. Canon 350 fl. Die Laffete . . . 260 »	610	—
2) Eine 6pfdr. Canon 750 fl. Die Laffete . . . 300 »	1050	—
3) Eine 7pfdr. Haubitze 460 fl. Die Laffete . . . 300 »	760	—
4) Ein Munitions-Wagen	200	—
5) Ein Utensilien- »	150	—
6) Ein Fourage- »	140	—
7) Ein Brod- »	140	—

		fl.	Xr.	1793
8)	Ein zweirädriger Karren	75	—	
9)	Eine Feldschmiede	360	—	
10)	Eine Wagenwinde	15	—	
11)	Eine kleine Axt	—	50	
12)	Eine Hacke	—	50	
13)	Eine Schippe	—	50	
14)	Ein Reit-Pack- oder Fuhrpferde eines ins andere pr. Stück	132	—	
15)	Ein Pferdegeschirr 11 fl. zu 4 Zug- oder Wagenpferden	44	—	
16)	Ein Packsattel mit Decken	25	30	
17)	Ein Wachtzelt	16	—	
18)	Ein Unteroffiziers-Zelt	16	—	
19)	Ein Gemeines Zelt	15	—	
20)	Eine wollene Zeltdecke	5	20	
21)	Ein Feldkessel	4	15	
22)	Eine Feldflasche	—	54	
23)	Ein Gewehr mit Bajonet	13	11	
24)	Ein Infanterie-Säbel	2	15	
25)	Eine Patrontasche	7	40	
26)	Ein Unterofficier Kurzgewehr	4	—	
27)	Eine Trommel mit Gehäng	14	—	
28)	Eine gezogene Büchse	15	—	
29)	Ein Hirschfänger oder Jägersäbel	9	12	
30)	Ein Karabiner oder Cavallerie-Gewehr	8	—	
31)	Ein Paar Pistolen	8	—	
32)	Ein Cavalleristen-Säbel	8	—	
33)	Eine Trompete mit Gehäng	18	40	

99.

23 Mai 1794.

Traité entre l'Autriche et la Sardaigne contre la France, conclu à Valenciennes le 23 Mai 1794. 1794

(*Martens*, Nouveaux Suppléments, t. II, p. 87.)

Sa Majesté Impériale, et Sa Majesté Sarde ayant jugé qu'il étoit conforme aux circonstances d'établir entre Elles un concert

1794 plus intime sur la réunion de leurs intérêts et de leurs efforts dans la guerre, que les deux Cours soutiennent du côté de l'Italie contre la France; et leurs Majestés ayant nommé à cet effet et muni de leurs pleins pouvoirs, Sa Majesté Impériale, son Conseiller intime actuel d'Etat et Directeur Général des affaires étrangères François Marie Baron de Thugut, Commandeur de l'Ordre de St. Etienne de Hongrie, et Sa Majesté Sarde le Marquis Jean Alexandre Valperga d'Albarey, Commandeur de l'ordre des St. Maurice et Lazare etc. etc. l'on est convenu d'un commun accord des stipulations suivantes:

I. Pour le cas où, ainsi qu'il est à espérer, le Ciel bênira les armes des deux Cours, leurs Majestés Impériale et Sarde ont adopté comme principe irrévocable: que de toutes les conquêtes, que du côte de l'Italie l'on feroit sur la France, et que l'on conserveroit à la paix, il seroit fait deux parts égales, et que la valeur de celle, qui reviendroit à l'Empereur, sera compensée par la rétrocession, que Lui fera le Roi d'une partie proportionnée des districts successivement démembrés du Milanois.

Ou bien

que sans exception toute conquête quelconque, qu'on feroit sur la France du côté de l'Italie, sera restituée à la paix, mais qu'on exigera en échange une somme d'argent proportionnée, à payer par la France, pour indemnités des fraix de la guerre du côté de l'Italie, et que cette somme tournera au profit des deux Cours par parties égales.

II. D'ici jusqu'à la fin du mois d'août au plus tard les deux Cours se décideront définitivement pour l'un ou l'autre membre de l'alternative ci-dessus énoncée, et que les deux Hautes Parties contractantes reconnoissent dès à présent, et déclarent solemnellement devoir servir de base immuable à la présente convention; les deux Cours se concerteront également dans le même intervalle sur une méthode juste et équitable, d'après laquelle l'on évalueroit les conquêtes qu'on feroit et conserveroit du côté de la France, afin d'y proportionner les rétrocessions à faire par Sa Majesté Sarde du côté du Milanois.

III. Le Roi s'engage à faire les plus grands efforts, et à faire agir contre l'ennemi commun le plus grand nombre de troupes possible, en usant de toutes ses facultés et de tous ses moyens; Sa Majesté Impériale employera de son côté en Italie des forces aussi considérables, que la grande étendue des opérations du côté de l'Allemagne et des Pays-Bas, ainsi que les besoins de

ses États pourront le permettre, indépendemment du Corps de 1794
ses troupes, qui dès le commencement de la guerre a été attaché à l'armée du Roi, et auquel Sa Majesté Sarde fera continuer les différentes fournitures dont précédemment dans le tems l'on est convenu.

IV. Les deux armées agiront de concert et de bon accord dans les opérations tant défensives qu'offensives contre l'ennemi commun, suivant que les circonstances l'exigeront et conformément aux plans formés par et d'après l'avis des Généraux.

V. La conservation et la défense du Piémont étant du plus pressant intérêt, les deux armées y concourront efficacement, en se combinant sur les mesures les plus propres à empêcher que l'ennemi n'y pénètre ou ne vienne à s'y établir; il est convenu que l'armée de Sa M. Sarde sera spécialement chargée de défendre les montagnes et les différents passages tant du côté des Alpes que du côté de la Comté de Nice; que le corps d'armée de S. M. Impériale ne sera point éparpillé, mais se tiendra toujours rassemblé de manière à former une réserve propre à agir avec force, et à attaquer conjointement avec les troupes de Sa M. Sarde l'ennemi dans le cas où il auroit percé en Piémont; et que le même corps d'armée de S. M. Impériale commencera par les opérations quelconques nécessaires pour mettre l'ennemi dans l'impossibilité de faire des progrès ultérieurs dans la rivière de Gênes, en pourvoyant ainsi solidement à la sûreté du Milanois, avant de se porter dans le Piémont.

VI. Sa M. Sarde ayant bien voulu accorder au Général Baron Devins la même confiance, dont Sa Maj. Impériale l'honore, il est convenu que le dit Général se trouvant déjà chargé du Commandement de l'armée du Roi, et des troupes Impériales, qui y ont été attachées dès le commencement de la guerre, les troupes faisant parti du corps d'armée Impériale du Milanois seront également soumises à son commandement, tant qu'elles seront employées en Piémont, aussi bien que lorsque des circonstances favorables auront permis de transporter le théâtre des opérations sur le territoire de France; le Général Baron Devins devant toujours dépendre pour tout ce qui regarde particulièrement les troupes de S. M. Sarde, des ordes suprêmes du Roi, et pour la partie des troupes Impériales de ceux de Son Altesse Royale Monseigneur l'Archiduc Gouverneur Général de la Lombardie Autrichienne, à qui l'Empereur a remis la disposition et le Commandement Général en Chef de toutes ses troupes en Italie.

VII. Si le Général Baron Devins pour cause de santé ou

1794 pour tout autre motif quelconque étoit dans le cas de quitter le Commandement, l'Empereur y destineroit un autre Général, qui après avoir été également agrée par S. M. Sarde, seroit chargé du Commandement des troupes combinées de la manière énoncée dans l'article précédent.

VIII. Leurs Majestés Impériale et Sarde, animées également d'un vif désir de perpétuer et resserrer de plus en plus les rapports d'amitié cordiale et d'intimité heureusement subsistants entre Elles, les deux Cours selon l'exigence des circonstances pourront convenir ultérieurement des objets relatifs aux intérêts de leur réunion dans la guerre présente contre la France du côté de l'Italie; en attendant pour abréger les délais Son Altesse Royale Monseigneur l'Archiduc Gouverneur Général de la Lombardie Autrichienne sera autorisé par S. M. Impériale à traiter, s'entendre, et se concerter immédiatement avec S. M. Sarde et la Cour de Turin, sur tous les arrangemens particuliers dérivants des points déterminés par la présente convention, ainsi que sur les difficultés imprévues, qui se présenteroient à l'égard de l'exécution et explication plus précise des articles précédents, pour autant et en tout ce qui y a été statué concernant les opérations militaires et les troupes combinées qui y concourront.

IX. La présente convention sera ratifiée par Leurs M. Impériale et Sarde, et les ratifications en due forme échangées dans l'espace d'un mois depuis le jour de la signature, ou plutôt si faire se pourra.

En foi de quoi Nous soussignés, munis des pleinpouvoirs de leurs Majestés Impériale et Sarde, avons à leurs noms signé la présente convention, et y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à Valenciennes le 23 Mai 1794.

Le Baron de Thugut. *Le Marquis D'Albarey.*

Ratifié par S. M. Impériale le 13 Juin 1794.

1795

100.

1795.

Firman du Sultan Selim III adressé au Prince de la Moldavie, concernant les marchands Arméniens sujets de Sa Majesté Impériale Royale.

(Au milieu du mois de Schewal 1210 = 1795.)

(Raccolta dei Trattati colla Porta Ottomana, p. 146.)

Der an meiner glücklichen Pforte residirende österreichische Gesandte, Freiherr von Herbert Ratkeal (dessen Ende glücklich seyl) hat in einem überreichten Memoire um die Erlassung eines hohen Befehles gebeten. Er zeigte an, dass die Kaufleute, Bewohner von Stanislaw, welches in dem, dem deutschen Kaiser gehörigen Lande Galizien liegt, von jeher Handelswegen eine Menge Schafe und anders Vieh aus ihrem Lande nach der Moldau getrieben, um daselbst zu überwintern, und dass dieselben nach altem Gebrauche von jedem Stücke Schafe die Abgabe Ojarit, und von den Ochsen und Pferden die Abgabe Jerbarit den Woiwoden der Moldau entrichtet haben.

Er zeigte an, dieselben seien seit einiger Zeit vom gedachten Woiwoden wider alten Brauch mit dem Begehren grösserer Abgaben belästiget worden, und bat, dass durch den zu erlassenden hohen Ferman inskünftig die obgedachten Kaufleute, wenn sie nach Gewohnheit das Ojarit bezahlt haben, mit anderen Forderungen nicht belästiget, sondern vermöge des kaiserl. Friedensvertrages beschützet und geschirmet werden sollen.

Nachdem in dem in meinem hohen Divan aufbewahrten, den Oesterreichern gegebenen Vertrage nachgesehen worden, fand sich darin geschrieben: „Dass die Kaufleute beider Reiche in denselben sicher und ruhig Handel treiben, dass die dem römischen Kaiser angehörigen Unterthanen und Kaufleute, von welcher Nation sie seyen, sowohl zu Lande als zur See auf die bisher übliche Weise mit Flaggen und Patenten in den wohlbewahrten Ländern ruhig ziehen, handeln, verkehren und, nachdem sie die übliche Mauth bezahlt, auf keine Weise gefährdet und belästiget, sondern geschützt und geschirmet werden sollen." In dem zur Befestigung der Ordnung in der Moldau und Wallachei, mehrere Artikel umfassenden, mit meinem kaiserlichen Hatischerif versehenen, an die Woiwoden der beiden obigen Länder gerichteten

1795 hohen Befehle steht zwar, dass ausser einer festgesetzten Anzahl von Kaufleuten, Niemanden die Wallachei und die Moldau zu betreten Erlaubniss ertheilt, und auch den Kaufleuten nicht erlaubt seyn solle, in den obbesagten beiden Ländern ihre Thiere zu weiden; allein da im Monde Ssafer des Jahres 1197 ein hoher Befehl des Sinnes erlassen worden, dass, da nach der Anzeige des obgedachten Gesandten die Kaufleute nur des Handels und Verkaufes willen jährlich nach der Moldau kämen, und die Einfuhr des Viehes bloss eine Sache des Handels sey, dass diese die Moldau besuchenden Kaufleute nichts unternähmen, was wider die Ordnung, und den Unterthanen Schaden zufügen könnte, dass also dem Handel dieser Kaufleute zufolge der Artikel des kaiserlichen Vertrages kein Hinderniss in den Weg gelegt werden solle, unter der Bedingung jedoch, dass anderen mittelst hohen Befehles nicht befugten Kaufleuten meiner hohen Pforte und Anderen ihre Thiere zu weiden nicht Erlaubniss gegeben werden solle; aus dem Grunde, dass unterdessen diesem hohen Befehle zuwider gehandelt worden, hat der obgedachte Gesandte um die Erlassung eines neuen Befehles gebethen.

Nachdem die in dem kaiserlichen Divan aufbewahrten Befehle und Verträge nachgesehen worden, wurde eingetragen gefunden, dass unter obgedachtem Datum ein Ferman obigen Inhalts erlassen worden, und es ist daher befohlen worden, dass auf die obgedachte Weise vorgegangen und gehandelt werde.

Wenn Dir also, obgedachter Woiwode, bekannt geworden, dass der österr. Hof der liebste Freund und Nachbar meiner hohen Pforte, und dass es mein kaiserlicher Wille durchaus nicht sey, dass die besagten Kaufleute, dem kaiserl. Vertrage zufolge belästiget werden sollen, sondern dass es vielmehr mein kategorisches souvraines Begehren, dass sie vermöge der Verträge geschirmet und geschützt werden sollen, und dass mein kaiserlicher Wille dahin geht, dass mit Abwendung Alles Schadens die Ruhe der schwachen Unterthanen erzielet werde, so ist mein kaiserl. Befehl ergangen, dass die auf die obgedachte Weise des Handels wegen in die Moldau kommenden deutschen Kaufleute, wenn sie sich von allen, den Unterthanen schädlichen Handlungen enthalten, unter der Bedingniss jedoch, dass die durch hohen Befehl hiezu nicht befugten Unterthanen meiner hohen Pforte sich hüthen sollen, ihre Heerden in der Moldau zu weiden, dass sie (die deutschen Kaufleute), wie es den kaiserlichen Verträgen zufolge von Alters her gehalten worden, auf dieselbe Weise behandelt werden sollen, und nichts, was den kaiserl. Verträgen und

der Ordnung des Landes zuwiderläuft, gestattet werden solle. 1795
Ich befehle hiermit, dass wenn dieser hohe Befehl angekommen sein wird, Ihr Euch hüten sollet, dem Inhalte dieses hohen, Gehorsam erfordernden Fermans zuwider zu handeln.

So sollt Ihr es wissen und dem erhabenen Zeichen (dem Namenszuge des Sultans) Glauben beimessen.

Geschrieben in der Mitte des Monats Schewal 1210 (1795).

101.

1795.

Contrat de mariage entre Marie Léopoldine Anne Josephe Johanne, Princesse d'Autriche et Charles Théodore, Électeur de Bavière et du Palatinat.

(*Martens*, Nouveaux Suppléments, t. I, p. 275.)

Eheberedung zwischen Sr. Churfürstl. Durchleucht zu Pfalzbaiern, Carl Theodor (tit. tot.) einerseits, dann der zweytgebornen Prinzess Sr. kgl. Hoheit des Erzherzogs Ferdinand Carl Anton (tit. tot.) Leopoldina Anna Josepha Johanna andererseits (1795).

Prämissis Titulis et Formalitatibus.

(Art. I.) Zum ersten. Versprechen höchstgedacht Ihre königl. Hoheit ihrer freundlich vielgeliebten Prinzessin Tochter und Braut, Frauen Maria Leopoldina etc. Hoheit zu einem gewissen Heurathsgut die Summe von 150.000 fl. rheinisch, oder nach dem Reichs übligen 24 fl. Fuss, und zwar bei der Verehelichung mit einem Drittheil ad 50.000 fl., sodann nach Verlauf eines halben Jahres mit dem andern Drittheil, gleichfalls ad 50.000 fl., endlich das dritte Drittheil nach Verlauf eines ganzen Jahres nach der Verehelichung mit den letzteren 50.000 fl. in gangbaren Reichs Münzsorten oder in Wiener-Stadt-Banko-Obligationen und zwar in der Haupt- und Residenzstadt München har abzuführen, benebens auch Ihre Hoheit mit Kleyder, Kleinodien, Schmuck, Credenz-Silber und anderen benöthigten Sachen ihrem hohen Stande gemäss auszustatten; dahingegen hat

(Art. II.) Zum zweiten. Die durchleuchtigste Prinzessin Maria Leopoldina etc. mit ihres künftigen geliebtesten Gemals des

1795 durchlauchtigsten Kurfürsten zu Pfalzbaiern Carl Theodors Einwilligung und feyerlicher Bestätigung ihrer väterlich-mütterlich-brüderlich und vetterlichen, theils schon ergebenen und theils zu gewartenden Erbfällen ab intestato halber, vor sich, ihre Erben- und Erbens-Erben einen verbindlichen Verzicht, wie solcher nach Ordnung geistl. und weltlicher Rechten am kräftigsten erfordert werden möge, auch bei dem Durchleuchtigsten Erzhause Oesterreich von Alters her Herkommens ist, und bishero beobachtet worden, ausgestellt.

(Art. III.) Zum Dritten. Wird von Sr. kurfürstl. Drchlcht. zu Pfalzbaiern das bestimmte Heurathsgut ad einmahl 150.000 fl. rheinisch mit 150.000 fl. rheinisch auf nemliche Art und Weise zu wiederlegen, auch über dieses die durchlauchtigste Prinzessin Braut als Gemalin mit 50.000 fl. rheinisch zu bemorgengaben versprochen, für welche Summe zusammen die in gesammt churfürstl. Kurlanden und Herzogthümen habenden Gefällen und Einkommen in genere und in specie, wie all-solches in den besonderen wegen des Wittibsitzes bedungenen Punkten und Artikuln mit mehreren ausgedrucket ist, zu einer wahrhaften Hypothek von nun an dergestalten, dass Höchstselbe bei sothanen pro Hypotheca generali et speciali ausgezeigten Churf. Kammergefällen und Einkommen auf die hier nach gesetzte fällen und weissen in alle weege ohne geringsten Abbruch, Aufenthalt und Wiederspruch satisfaciret werden solle, krafft dieses verschrieben und versichert wird.

Wie dann auch weiters zugesagt wird, dass der Durchleuchtigsten Braut währender Ehe für ihren eigenen Gebrauch und zu ihrer freien Disposition alljährlich dreitausend fl. Reichswährung richtig und baar überantworthet und ausbezahlet werden sollen.

(Art. IV.) Zum Vierten ist wegen der in Gottes Händen stehenden Todesfällen, (welche dessen Güte noch auf viele Jahre abwenden wolle) folgende Abrede getroffen worden: Dass nemlich, wenn nach des Allerhöchsten Vorsehung geschehete, dass Ihro Churf. Drlt. zu Pfalzbaiern vor dero jetzigen Durchleuchtigsten Braut und künftigen Gemalin Frauen Maria Leopoldina etc. das zeitliche seegnen würden, Ihre Hoheit, es seien gleich Kinder von ihnen vorhanden oder nicht, zuvorderist ihr zugebrachtes Heurathsgut von 150.000 fl. rheinisch, auch alle ihre Kleyder, Kleinodien, Geschmeid und Zierde zu ihrem Leibe gehörig, ferner ihr Geld, Credenz- und anderes Silbergeschirr, auch alle andere Fahrnüsse und Sachen, so wie entweder Ihro churf.

Drchleht als Dero Herrn Gemal zugebracht, und worüber ein, von 1793
beiden höchsten Seiten zu unterschreibendes Inventarium in Duplo, dergestalten, dass ein Exemplare hievon in Mailand, das andere aber in München aufzubehalten, gefertiget werden solle, auch all jenes, so höchstselbe an Schankungen von ihrem Durchleuchtigsten Herrn Gemal, als auch währender Ehe durch Testamenten ihrer hohen Anverwandten ererbet, oder sonsten überkommen oder erlangt hat, es habe Namen wie es wolle, ohne alle Wiederrede eigenthümlich folgen und verbleiben, dann Ihro die Nutzung von der Wiederlaage der 150.000 fl. wie auch der Morgengabe von 50.000 fl. Rheinisch (im Falle Höchstselben diese Morgengabe von 150.000 fl. nicht gleich baar behändiget sein würde) zusammen also von ihrem, eine Summe von 350.000 fl. rheinisch wie oben abwerfenden Heurathsgut, Wiederlage und Morgengabe durchgehends zu 5 pCt. und allso jährlich mit zehen 7.500 fl. auf ihre Lebenszeit ohnweigerlich angedeyhen solle.

(Art. V.) Zum Fünften. Soll der Erzherzoglichen Prinzessin Maria Leopoldina auf berührten Falle zum Witthumsitz das churf. Residenzschloss in München oder das Schloss in Neuburg nebst einer Sommer-Residenz in Baiern oder in dem Herzogthume Neuburg nach hierüber seiner Zeit zu treffender Vereinbarung angewiesen, und sothan erwählendes Schloss als ihre wittibliche Residenz, so weit es annoch vonnöthen sein mögte, auf Kösten der churf. Hofkammer in gebührend und brauchbaren Stand gesetzet, auch mit allen, vor Ihro Hoheit und Dero Bediente erforderlichen Nothwendigkeiten an Silber, Zinn, Kupfer, Tapezereyen, Leinen-Tafel- und Bettgewand, und allerhand anderem Geräth, dann Kutschen und Pferden, sammt deren Zuhehörde, wie es ihrem hohen Stande angemessen, nach hierüber absonders entworfenem Verzeichniss versehen, und der ganze Unterhalt auf Kosten der Churf. Hofkammer bestritten werden.

Wie dann auch nicht weniger in jenem Falle, da der Witthumsitz durch Kriege, Brand- oder anderes Unglück (welches der barmherzige Gott gnädiglich verhüten wolle) ruinirt würde, Höchstderoselben eine andere, ihrem hohen Stande convenable, oder von Höchstihroselbsten in churf. Landen erwählende und behörig adoptirte witthümliche Wohnung, zu ihrer wittiblichen Residenz herzustellen ist; und damit

(Art. VI.) Zum Sechsten Die durchlauchtigste Prinzessin Maria Leopoldina auf die Zeit ihres Witthums ihre anständige Unterhaltung desto besser und würdiger haben möge, ist dahin geschlossen worden, dass Höchstihro, so lange sie sich nicht wei-

1795 tor vermählen, es seyen gleich Kinder von deroselben vorhanden oder nicht, nebst gänzlicher Unterhaltung ihres Hofstaats, bestehend in einem Obersthofmeister, Obersthofmeisterin, vier Dames du Palais, und der churf. Livrée-Bedienung nach dem jüngsten Beispiel der verwittibten Frauen Churfürstin Maria Anna Drlt. zu einem jährlichen Unterhalt in baarem Gelde 60.000 Rheinisch Gulden, worunter jedoch die, von der Wiederlage fallende jährliche Zinsen mitbegriffen und einzurechnen sind, aus der churfürstl. Hofkammer und deren bereitesten Einkünften richtig abgeführet und ausbezahlet werden.

Zu mehreren Dessen Sicherheit die Durchleuchtigste Braut und künftig churfürstl. Gemalin auf alle und jede in sammtlich churf. Churlanden und Herzogthümern habenden Gefällen und Einkommen in genere und specie krafft dieses auf das kräftigste versicheret wird, allso und dergestalten, dass die vorerwähnte wittibliche Unterhalts-Gelder alljährlich in quartal-ratis aus den ebenbenannten Gefällen baar und richtig ausbezahlet, und diessfalls auf alle Weise und Weege genugsame Anweissung auch zu allem Ueberfluss eine besondere Verschreibung in gebührender Form aufgerichtet und hinausgegeben werden solle.

Wie dann auch sowol die Capital-Summe, als die jährliche mit 5 pCt. zu bezahlende Interessen oder Zinsen des eingebrachten Brautschatzes, Wiederlaage und Morgengabe, im Falle solche noch nicht entrichtet wären, auf die oberwähnte Gefälle sub hypotheca generali et speciali auf das verbindlichste verschrieben und versichert werden. Was nun vorstehender Massen ihrer Hoheit an witthümlichen Gehalt zu geniessen ausgesetzet, und versichert worden ist, solches solle derselben auf den Falle, dass sie während Wittwenstandes sich auf dero Witthumssitz begeben, und in Baiern oder dem Herzogthum Neuburg wessentlich wohnen, ohne Abbruch angedeyhen; würden sich aber Ihro Hoheit alsdann ausser Baiern oder dem Herzogthum Neuburg wenden oder nicht in selbigen oder anderen churfürstl. Landen ihren Aufenthalt nehmen wollen, auf solchen Falle ist specialiter hiemit bedungen, dass sie sich mit jährlichen in Quartal eingetheilten 50.000 fl. Rheinisch zu befriedigen und für den Witthumsitz, mit Einschluss der Nutzung von der Wiederlage keine mehrere oder höhere Summe zu fordern hätte. Da sich aber

(Art. VII.) Zum Siebenten zutrüge, dass die durchleuchtigste Prinzessin Frau Maria Leopoldina ihren Wittibstand wieder ändern, und sich anderweit vermählen würden, als welches deroselben jedoch mit Vorwissen beider höchster Häuser und hiezu

erhaltenem Rathe freibelassen und ohnverwehrt verbleibet, es 1795 seyen Kinder vorhanden oder nicht, so cessiret zwar alsdann der vorbeschriebene witthumliche Unterhalt von selbsten, hingegen solle doch höchstgedachter durchleuchtigsten Prinzessin das eingebrachte Heurathsgut der 150.000 fl. rheinisch zurückzunehmen, und die Morgengabe von 50.000 fl., falls diese noch nicht wirklich ausbezahlt worden sein sollte, zu erheben, oder so lange eines wie das andere, nämlich das eingebrachte und die Morgengabe nicht aufgekündigt, und erfordert wird, gegen ordentliche Verzinsung zu 5 pCt. stehen zu lassen, frey bleiben, auch die Nutzniessung von der Wiederlaage der 150.000 fl. auf ihre Lebenszeit continuiret, und gleichfalls jährlich mit 5 von 100 ihro richtig abgeführet werden.

Wo anbey höchstderoselben ihre Kleider, Kleinodien, und was hievon zu deren Einrichtung specificiret ist, auch all jenes, so Höchstselbe währender Ehe an Schankungen sowohl von ihrem durchleuchtigsten Herrn Gemal, als in andere Weege überkommen hat, angehörig, jedoch dergestalten, dass in jenem Falle, da eines oder mehrere Kinder von dieser Ehe vorhanden, die durchleuchtigste zur weitern Ehe schreittende Frau Wittwe schuldig und gehalten sein solle, diesen ihren in erster Ehe erworbenen einen oder mehreren Kindern die Hälfte von ihren obbemeldten Brautschatz und übrigen ganzen Vermögen auszuzeigen, und vor ihrer angetrettenen weiteren Vermählung auszuweisen; wenn nun aber

(Art. VIII.) Zum Achten dem ohnvermeidlichen Willen Gottes nach erfolgen, dass die durchleuchtigste Prinzessin Braut, vor Sr. kurfürstl. Dchlt. Dero künftigen Herrn Gemal, aus diesem zeitlichen Leben zu dem ewigen abgefordert würden, so bleiben die zusammen erzeugten Kinder, da deren einige, wie von göttlicher Güte gewünschet und gehoffet wird, vorhanden sind, sammt der ganzen mütterlichen Verlassenschaft in Ihro Chf. Dlt. als Herrn Vaters Gewalt und Händen.

Falls aber zur selbigen Zeit keine Kinder am Leben, solle allsdann alles obangeführte von der durchltgsten Prinzessin Frauen Maria Leopoldina, entweder eingebrachte oder nachher erlangte, so viel davon in Ihro churf. Durchlcht Gewahrsam gekommen, der durchl. Prinzessin nächsten Erben vätterlicher Linie, oder wem dieselbe es sonst durch Testament oder anderen letzten Willen gönnen oder verschaffen werden, binnen Jahr und Tage nach ihrem seligen Ableben ausgeliefert und zugestellet, auch diesertwegen ein ordentliches Inventarium darüber mit gedachter

1795 Erben wissen aufgerichtet werden, doch ausgenommen das eingebrachte Heurathsgut derer 150.000 fl., davon ihro churf. Drlt. zu Pfalzbaiern, als überbleibenden Herrn Gemal die Nutzung gegen genugsame Versicherung des Capitals lebenslang gebühret.

Nach dero ebenmässig zeitlichen Hintritt hingegen fallet solches Heurathsgut gleichergestalten an der durchlchtgstn. Frauen Maria Leopoldina nächste Erben väterlicher Linie, wenn sie vorerwähnter Massen nicht anderwärtig darüber disponiret hat, zurück.

102.

7 Avril 1795.

Substance d'une convention faite entre les Commissaires de S. M. Impériale et Royale et ceux de la France, concernant les individus qui n'ont pas été pris les armes à la main; en date de Bruxelles, le 26 Mars et Heidelberg le 7 Avril 1795.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VI, p. 62.)

Art. I. Les Individus qui n'ont pas été pris les armes à la main ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre et seront rendus sans être échangés.

Art. II. Conformément à ce principe les armées respectives délivreront réciproquement aux premiers avant-postes tous ceux qui n'ont pas été pris les armes à la main et faits prisonniers avant le commencement des hostilités.

Art. III. Ce principe sera observé scrupuleusement pour le futur, de manière que les personnes seulement prises seront délivrées aussitôt que possible aux avant-postes, lorsqu'il sera prouvé par leur habillement ou par quelque autre preuve qu'ils n'ont pas été dans le nombre des combattans.

Art. IV. Il sera envoyé Copie du présent arrangement aux chefs des armées respectives, pour qu'ils donnent les ordres nécessaires pour son exécution prompte et exacte.

Art. V. Cet arrangement sera publié dans toutes les places où il y a des prisonniers, afin que ceux qui n'ont pas été pris les armes à la main puissent faire la déclaration nécessaire.

A ces cinq articles il a été ajouté une déscription exacte des 1795 personnes auxquelles ils se rapportent.

Signé de la part de S. M. Imp. par

Wackenbourg, Lientenant Colonel.

et de la part de la République française par

Alex. Latour, Aide de camp général et Chef de brigade.

103.

4 Mai 1795.

Convention entre l'Empereur d'Allemagne et S. M. Britannique, sur un emprunt de quatre millions L. S.

(*Martens*, Recueil des Traités, t. VI, p. 65.)

Comme l'Empereur et le Roi de la Grande-Bretagne sont également convaincus l'un et l'autre de la nécessité d'agir avec vigueur et énergie contre l'ennemi commun, afin de procurer à leurs Etats respectifs une paix solide et honorable, et de préserver l'Europe du danger dont elle est menacée, S. M. Impériale et S. M. Britannique ont jugé convenable de s'entendre sur les mesures à prendre la campagne prochaine, et de convenir des stipulations les plus propres à conduire au but salutaire de leurs vues mentionnées.

A ce propos, leurs Majestés ont respectivement nommé des plénipotentiaires, savoir: S. M. I. son conseiller intime actuel et ministre des affaires étrangères, le Baron de Thugut etc. et S. M. Britannique le Chevalier Morton-Eden etc., lesquels, après s'être communiqué leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Emprunt de 4 millions.

Art. I. Afin de seconder les efforts que S. M. I. désire faire, et afin de lui faciliter les moyens de faire valoir les ressources que ses Etats offrent à la cause commune, S. M. B. s'engage à proposer à son parlement, de garantir le paiement régulier à faire de six mois en six mois des dividendes de la somme de quatre millions six cents mille livres sterling, laquelle somme est, ou sera levée pour le compte de S. M. I. aux conditions et de la ma-

1795 nière qui sont exprimées dans les deux octrois, dont le contenu est joint à la présente convention. Sur quoi S. M. I. s'engage solennellement envers S. M. B. à soigner les paiemens réguliers qui devront avoir lieu en conséquence dudit emprunt, tellement que jamais ils ne retombent à la charge des finances de la Grande-Bretagne.

Troupes que l'Autriche mettra sur pied.

Art. II. En revanche de ce qui a été stipulé dans l'article précédent et au moyen de l'emprunt de quatre millions six cent mille livres sterling assuré par ~~la garantie~~ de la Grande-Bretagne, S. M. I. pour la campagne prochaine mettra sur pied à ses différentes armées un nombre de troupes, qui non seulement montera à 200.000 hommes effectifs, mais que S. M. I. cherchera autant que possible à porter encore audelà, et ces troupes agiront contre l'ennemi commun, conformément aux dispositions dont on est convenu dans un article secret qui fait partie de la présente convention.

Renseignemens à donner réciproquement.

Art. III. L'Empereur verra avec plaisir que, de la part de S. M. Britannique, il y ait auprès do ses armées des officiers de l'état-major ou d'autres personnes de confiance, à qui l'on donnera volontiers tous les renseignemens et toutes les notions nécesssaires sur l'état et la force des troupes, et si, pour la facilité et l'accélération de la correspondance et des communications entre les armées des deux cours, S. M. I. juge à propos d'envoyer de son côté des officiers ou d'autres personnes aux armées anglaises, ils jouiront de la part des généraux de S. M. Britannique, de toute la confiance qui est analogue à l'étroite harmonie qui existe si heureusement entre les deux cours.

Sûreté du payement.

Art. IV. Il est expressément déterminé, que la sûreté de l'emprunt cidessus sera établie sur tous les revenus des différens Etats héréditaires de S. M. I. Il sera pris dans chacun de ses Etats respectifs de la part de S. M. I. toutes les mesures nécessaires, à l'effet de donner force et valeur pleine et légale audit emprunt, et à l'obligation du paiement régulier des dividendes qui, en conséquence de l'emprunt, devront s'acquitter de six mois en six mois, de manière que, si jamais, par quelque cause que ce soit, il arrivait que l'un ou l'autre des paiomens se trouvât arriéré après le terme de son écheance, les porteurs des obligations, qui ont été ou seront encore contractées de la part de S. M. I. pour ledit emprunt, pourront poursuivre juridique-

ment, dans chacun des dits Etats, les receveurs et trésoriers de 1795
S. M. I., comme il plaira aux porteurs des obligations, et pourront se procurer d'eux et de chacun d'entre eux, par voie de justice, tout le montant d'un paiement ainsi échu, comme il est permis, dans ces Etats, à tous les particuliers de poursuivre juridiquement d'autres particuliers, et de faire valoir contre eux leurs justes prétentions.

Sûreté subsidiaire.

Art. V. Si, contre toute attente, il arrivait jamais qu'une partie quelconque de dividendes échus fussent pour une cause d'omission de paiemens qui ont été stipulés de la part de S. M. I., remboursés par le gouvernement britannique, on est convenu que ces paiemens se feront à la banque d'Angleterre, et seulement dans le cas où y seront remis le coupons ou certificats des dividendes ainsi acquittés.

Chaque coupon ou chaque certificat qui sera ainsi délivré doit servir de sûreté valable et légale, et donner au porteur le droit de poursuivre en justice tel des receveurs ou trésoriers des revenus de S. M. I. et dans tel des pays héréditaires de sadite Majesté où il le jugera à propos, et de se procurer de tous et chacun d'eux le montant entier des sommes exprimées dans les dits coupons ou certificats, avec leurs intérêts à 5 pour cent par an, à compter du jour du paiement fait par le gouvernement britannique. Et comme, dans les conditions qui ont été fixées pour la levée de l'emprunt mentionné, l'on est convenu que, pour sûreté subsidiaire de l'emprunt, il serait déposé à la banque d'Angleterre une somme hypothécaire d'actions de la banque de Vienne dans la proportion de quatre à trois de l'emprunt à lever, l'on a de plus arrêté que dans le cas d'un paiement ainsi fait par le gouvernement britannique, le gouverneur et la compagnie de la banque d'Angleterre seront autorisés à retirer du dit dépôt une quantité suffisante des dites actions pour porter au moins à quatre la proportion de chaque trois qui, de cette manière auront été payés par le gouvernement britannique.

Le dit gouvernement pourra faire usage de ces actions, soit comme droit de prétention à la banque de Vienne, jusqu'au remboursement des dites sommes et de leurs intérêts, ou aussi les négocier alors jusqu'au montant qui sera nécessaire pour opérer ce remboursement, comme le dit gouvernement le jugera plus convenable.

Le nombre des actions ainsi retirées sera échangé contre ou diminué de la quantité d'actions qui, d'après les dispositions de

1795 l'emprunt, seront par la suite retirées du dépôt, à proportion de l'extinction des obligations et du paiement des annuités, comme cela a été déterminé dans les conditions de l'emprunt mentionné.

Avances déjà faites.

Art. VI. Comme de la part du gouvernement britannique il a été fait différentes avances à S. M. I. à compte et sous la forme d'un emprunt, il est convenu quo ces avances seront remboursées à Londres dans le courant de la présente année, contre rétradition des récépissés donnés par les généraux commandans en chef de l'armée impériale. Ces avances seront remboursées en deux parties égales, au plus tard dans les mois de novembre et décembre; de manière quo tout le montant en soit acquitté avant la fin de l'année.

Art. VII. La présente convention sera incessamment ratifiée des deux parts, et l'échange des ratifications expédiées en forme dne se fera au plus tard dans le terme de deux mois.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires de leurs Majestés Impériale et Britannique, avons signé en leur nom le présent acte, et l'avons muni de nos cachets.

Ainsi fait à Vienne le 4 Mai 1795.

Signé: *Le Baron de Thugut.*
Morton Eden.

104.

4 Mai 1795.

Article séparé ajouté au Traité d'alliance et de subsides entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, en date du 4 Mai 1795 (Londres); ratifié le 21 Mai 1795 à Londres.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Georgius Tertius Dei Gratiâ Magnae Britaniae, Franciae et Hiberniae Rex etc. — Omnibus et Singulis ad quos praesentes hae Literae pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam separatus ad Conventionem inter Nos bonumque Fratrem Nostrum Romanorum Imperatorem, Quarto Die Mensis Maii currentis initam, spectans; Quidemque cum ipsâmet Conventione Vigoris, per Ministros hinc inde plenis Potestatibus et Auctoritate

sufficienti munitos, eodem Die, eodemque Loco, conclusus signatusque fuerit, Formâ et Verbis, quae sequuntur. 1795

Article Séparé.

La Convention signée à Londres le 30 Août 1793 et duement ratifiée par Leurs Majestés Impériale et Britanique est confirmée ici dans son entier, Leurs susdites Majestés s'engagent de plus mutuellement à Se maintenir et à Se défendre dans la possession des Droits et des Territoires qui Leur appartiendront respectivement à la Conclusion d'une paix faite de l'Accord et du Consentement commun des deux hautes Parties contractantes, et à cet Effet Elles procéderont sans nul Délai à la Confection et à la Signature d'un Traité d'Alliance défensive: dans lequel on exprimera le Montant du Secours que chaque Partie devra fournir à l'autre en cas d'une Agression ou d'une Attaque hostile.

Cet Article séparé faisant partie de la Convention signée Aujourd'hui au Nom de Leurs Majestés Impériale et Britannique, aura la même Force et Valeur que s'il étoit inséré mot à mot dans la dite Convention. Fait à Vienne le quatrième Mai, l'An mil sept cent quatre vingt quinze.

(L. S.) *Le Baron de Thugut.*
(L. S.) *Morton Eden.*

Nos viso perpensoque Articulo Separato supra scripto eundem in omnibus et singulis ejus Clausulis approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Praesentes pro Nobis Haeredibus et Successoribus Nostris, Eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habemus; spondentes et in Verbo Regio promittentes, Nos ea quae in Articulo Separato praedicto continentur, perinde ac ipsammet Conventionem, sinceré et bona Fide praestituros ac observaturos. In quorum omnium majorem Fidem et Robur hisce praesentibus, Manu Nostrâ Regiâ signatis Magnum Nostrum Magnae Britaniae Sigillum appendi fecimus. Quae Dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi Vicesimo primo Die Mensis Maii Anno Domini Millesimo Septingentesimo Nonagesimo Quinto, Regni Nostri Tricesimo Quinto.

Georgius R.

7

105.

20 Mai 1795.

1795 Traité d'alliance défensive entre S. M. Britannique et S. M. l'Empereur d'Allemagne, signé à Vienne le 20 Mai 1795, avec 2 articles séparés.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VI, p. 74.)

Sa Majesté l'Empereur et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne désirant de renouveller et de cimenter les anciens liens d'amitié et d'intimité entre leurs couronnes et leurs domaines respectifs, comme aussi de pourvoir d'une manière solide et permanente à leur sûreté future et à la tranquillité générale de l'Europe, ont résolu, en conséquence de ces vues salutaires, de procéder à la conclusion d'un nouveau traité d'alliance; et ils ont nommé à cette fin, savoir S. M. l'Empereur, son conseiller privé effectif et ministre au département des affaires étrangères le baron de Thugut, et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, Sir Morton Eden un des conseillers privés de S. M., chevalier de l'ordre du Bain, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa dite Majesté près la Cour de Vienne, lesquels, après s'être communiqués réciproquement leurs pleinpouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Alliance défensive.

Art. I. Entre S. M. Impériale et S. M. Britannique, leurs héritiers et successeurs, et entre tous les domaines, provinces et sujets respectifs de leurs dites Majestés il y aura une parfaite et sincère intelligence, amitié et alliance défensive. Les hautes parties contractantes feront tous leurs efforts pour le maintien de leurs intérêts communs et employeront tous les moyens en leur pouvoir, pour se défendre et se garantir mutuellement contre toute aggression hostile.

Négociations amicales.

Art. II. Les hautes parties contractantes agiront d'un concert parfait dans tout ce qui concerne le rétablissement et le maintien de la paix générale; elles employeront tous leurs efforts pour prévenir, par les voyes d'une négociation amiable les attaques dont elles pourraient être menacées, soit séparément soit conjointement.

Cas d'attaque.

Art. III. En cas que l'une des hautes parties contractantes 1795
serait attaquée, molestée ou troublée dans la possession de ses domaines, territoires ou villes quelconques, ou dans l'exercice de ses droits, libertés, ou franchises, en quelque lieu que ce soit, et sans aucune exception, l'autre fera tous ses efforts pour secourir son allié sans délai et de la manière indiquée ci-après.

Garantie.

Art. IV. Leurs Majestés Impériale et Britannique se garantissent réciproquement et de la manière la plus expresse tous leurs domaines, territoires, places, droits, libertés et franchises quelconques tel qu'elles les possèdent actuellement ou tel qu'elles les possèderont à la conclusion d'une paix générale, faite de leur agrément et consentement commun, en conformité de leurs engagemens mutuels pris par la convention du 30 Août 1793. Et le cas de cette alliance défensive existera dès le moment où l'une ou l'autre des parties contractantes sera troublée, molestée ou inquiétée dans la paisible jouissance de ses domaines, territoires, places, droits, libertés ou franchises quelconques conformément à l'état de possession actuelle et conformément à l'état de possession qui existera à l'époque mentionée ci-dessus.

Secours.

Art. V. Les secours à fournir mutuellement, en vertu de ce traité consisteront en vingt mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie, qui seront fournis dans l'espace de deux mois après la réquisition faite par la partie attaquée, et continueront à étre à sa disposition durant tout le cours de la guerre à la quelle elle sera engagée. Ces secours seront payés et entretenus par la puissance reqnise partout où son allié les employera; mais la puissance requérante leur fournira le pain et fourage au méme pied, qu'à ses propres troupes.

Si la partie requérante le préfère, elle pourra demander que le secours soit fonrni en argent, et dans ce cas les secours seront évalués sur le pied suivant: savoir dix mille florins d'Hollande par mois pour chaque mille hommes d'infanterie et trente mille florins d'Hollande par mois ponr chaque mille hommes de cavalerie: et cet argent sera payé par mois, en sommes égales pendant toute l'année.

Si ces secours ne suffiraient pas pour la défense de la puissance requérante, l'autre partie les augmentera suivant que le besoin l'exigera et même secourira son allié de toutes ses forces, si les circonstances le rendroient nécessaire.

Défense d'armer contre l'allié.

1795 Art. VI. Il est convenu, en considération de l'étroite alliance établie par ce traité entre les deux couronnes, que ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes ne permettra que les vaisseaux ou marchandises appartenant à son allié ou au peuple ou sujets de son allié, et qui auraient été pris sur mer par quelque vaisseau de guerre ou armateur, appartenant aux ennemis ou rebelles, soit conduit dans ses ports, ni qu'aucun vaisseau de guerre ou armateur n'y soit équippé dans aucun cas ou sous aucun prétexte quelconque, pour aller en course contre les vaisseaux et propriétés d'un tel allié ou de ses sujets; et qu'il ne sera fourni par ses sujets ou sur leurs vaisseaux aucunes provisions de bouche ou munitions de guerre ou navales aux ennemis de son allié. — A cette fin aussi souvent que l'un des alliés le demandera l'autre sera tenu à renouveller les défenses expresses, enjoignant à toutes les personnes de se conformer à cet article sous peine d'une punition exemplaire, en outre de la restitution et satisfaction à donner aux parties lesées.

Prises conduites dans les ports.

Art. VII. Si, non obstant la défense et les peines susdites, quelques vaisseaux d'ennemis ou de rebelles feroient entrer dans les ports de l'une des hautes parties contractantes quelques prises faites sur l'autre, ou sur les sujets de celle-ci, la première les obligera de quitter ses ports dans l'espace de vingt-quatre heures après leur arrivée, sous peine de saisie et de confiscatiou, et les gens de mer ou passagers ou autres prisonniers sujets de l'allié qui auront été conduits dans les dits ports, seront, immédiatement après leur arrivée, remis en pleine liberté, avec leur vaisseau et marchandises, sans délai ou exception. Et si des vaisseaux quelconques, après avoir été équippés ou armés, soit en tout, soit en partie dans les ports de l'un de ses alliés, seroient employés à faire des prises, ou à commettre des hostilités contre les sujets de l'autre, de tels vaisseaux, en cas de leur retour dans les dits ports seront, à la direction des parties lesées, saisis et confisqués à leur profit.

Les hautes parties contractantes n'entendant pas que les stipulations renfermées dans ces deux articles puissent déroger à l'exécution de traités antérieurs existant actuellement avec d'autres puissances; les hautes parties contractantes n'ayant pas cependant le droit de former dans la suite de nouveaux engagemens contraires aux dites stipulations.

Ratification.

Art. VIII. Leurs Majestés Impériale et Britannique s'engagent à ratifier le présent traité d'alliance, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut. 1795

En foi de quoi nous, les soussignés, munis des pleinpouvoirs de Leurs Majestés Impériale et Britannique, avons signé le présent traité en leurs noms et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Vienne le 20 de May 1795.

(L. S.) *Le Baron de Thugut.*
(L. S.) *Morton Eden.*

Article séparé.

En cas que l'état généralement limité des forces de terre de la Grande-Bretagne ne permettrait pas à S. M. Britannique de fournir, dans le terme indiqué, le secours en hommes stipulé par le 5ème Article du présent traité d'alliance, et qu'en conséquence S. M. Impériale serait obligée de suppléer à ce secours par un nombre égal d'autres troupes à prendre à la solde, la confiance avec laquelle l'Empereur se repose sur l'amitié et sur l'équité du Roi do la Grande-Bretagne ne lui permet pas de douter que S. M. Britannique lui accordera volontiers une indemnisation pour la différence qui conformément à une exacte évaluation à cette époque existera entre les fraix de la solde et subsistance de telles troupes et l'évaluation en florins d'Hollande, laquelle, afin d'écarter tout délai d'une discussion a été adoptée dans le susdit 5ème article en conformité de l'évaluation renfermée dans les traités antérieurs.

Cet article séparé faisant partie du traité d'alliance signé ce jour au nom de S. M. Imp. et Britannique, aura la même force et valeur que s'il étoit inséré de mot à mot dans le dit traité d'alliance.

En foi de quoi nous, les soussignés, munis de pleinpouvoirs de Leurs Majestés Imp. et Britannique, avons signé en leurs noms le présent article séparé, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Vienne le 20 de May 1795.

(L. S.) *Morton Eden.*
(L. S.) *Le Baron de Thugut.*

Article séparé.

1795 Leurs Majestés Impériale et Britannique concerteront ensemble l'invitation à faire à S. M. Impériale de toutes les Russies, afin de former par l'union des trois cours, en conséquence des étroites liaisons qui existent dejà entre elles, un système de triple alliance, servant au rétablissement et au maintien futur de la paix et de la tranquillité générale de l'Europe.

Cet article aura la même force que s'il était inséré dans le présent traité.

En foi de quoi nous, soussignés, munis de pleinpouvoirs de S. M. Impériale et Britannique, avons signé en leurs noms le présent article séparé et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Vienne le 20 de May 1795.

(L. S.) *Morton Eden.*

(L. S.) *Le Baron de Thugut.*

106.

17/28 Septembre 1795.

Déclaration de la Grande-Bretagne concernant le Traité d'alliance avec les Cours de Russie et d'Autriche; signée à St. Pétersbourg le 17/28 Septembre 1795.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Déclaration.

Sa Majesté Le Roi do la Grande-Bretagne venant de renouveller par un Traité d'Alliance défensive signé à St. Pétersbourg le 18/7 Février et à Vienne le 20 Mai de la présente année les anciennes liaisons d'amitié et d'intimité qui ont si long tems uni les intérêts de Ses Etats avec ceux des deux Cours Impériales, et les dites Cours So trouvant également unies par des liens de la même nature dejà subsistans entre Elles, les Trois Hautes Parties contractantes dans ces alliances respectives, après Se les être mutuellement communiquées, ont jugé à propos de les réunir en un système commun de triple alliance, et de le consolider de manière à établir entre Elles, Leurs Sujets, et Etats respectifs la plus étroite amitié et la plus parfaite intelligence et

union pour Leur défense mutuelle et pour le rétablissement et le maintien de la paix générale de l'Europe sur une base solide et assurée. Et pour cette fin le Sousigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Le Roi de la Grande-Bretagne est authorisé de déclarer, et déclare au nom de Sa Majesté Britannique, qu'Elle adhére aux engagemens du Traité d'Alliance entre Ses Hauts Alliés pour autant qu'ils sont conformes à ceux qui sont stipulés dans Ses Traités particuliers avec chacun d'Eux, et qu'ils regardent Leur défense mutuelle dans les cas mentionnés dans les alliances respectivement subsistantes entre Elle et Ses dits Alliés, et qu'en remplissant soigneusement tous les engagemens des dites alliances respectives, Elle apportera la plus grande attention à avancer les intérêts communs des Trois Cours et à coopérer avec Ses Hauts Alliés en tout ce qui peut contribuer à Leur défense mutuelle, ainsi qu'au rétablissement et au maintien de la tranquillité générale de l'Europe sur une base solide et assurée, et Sa Majesté Britannique accepte avec plaisir la Déclaration d'une pareille adhésion de la part de Ses Hauts Alliés aux Traités d'Alliance respectivement subsistans entre Elle et Ses dits Alliés, et de Leur désir analogue au Sien de maintenir et de consolider entre les Trois Cours un système d'intelligence, d'union et d'intimité pour les objets ci-dessus mentionnés. 1795

La présente Déclaration sera ratifiée par Sa Majesté Le Roi de la Grande-Bretagne de même que les Déclarations remises de la part de Ses Hauts Alliés le seront par Eux et les Ratifications en seront échangées ici à St. Pétersbourg dans l'espace de deux mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi j'ai signé le présent acte et y ai apposé le sceau de mes armes. A St. Pétersbourg le 28/17 Septembre Mil-Sept-Cent-Quatre-Vingt-Quinze.

(L. S.) *Charles Whitworth.*

107.

1 Octobre 1795.

1795 Décret de la convention nationale française, par lequel elle ordonne la réunion de la Belgique et du pays de Liége avec la France. Prononcé le 9 Vendémiaire, an 4 (1 Octobre 1795.)

(*Martens*, Recueil des traités, t. V, p. 186.)

Art. I. Les décrets de la convention des 24 Mars et 8 Mai 1793 qui ont réuni le pays de Liége au territoire français, seront exécutés selon leur forme et teneur.

Art. II. Seront pareillement exécutés les décrets de la convention nationale des 1, 2, 6, 8, 9, 11, 19 et 25 Mars 1793, qui ont réuni au territoire français le Hainault, le Tournaisis, le pays de Namur, et la majorité des communes de la Flandre et du Brabant.

Art. III. La convention nationale accepte le voeu émis en 1795 par les communes d'Ypres, Grammont, et autres communes de la Flandre, du Brabant, et de la partie ci-devant Autrichienne de la Gueldre, non comprises auxdits décrets, pour leur réunion au territoire français.

Art. IV. Sont pareillement réunis au territoire français tous les autres pays en-deça du Rhin, qui étaient, avant la guerre actuelle, sous la domination de l'Autriche, et ceux qui ont été conservés à la république française par le traité conclu à la Haye, le 27 Floréal dernier, entre ses plénipotentiaires et ceux de la république des Provinces-Unies, auquel il n'est dérogé en rien par aucune des dispositions du présent décret.

Art. V. Celles des loix de la république française, qui ne sont pas encore exécutées dans les pays mentionnés aux quatre articles précédens, le seront à compter de la publication du présent décret.

Art. VI. Les habitans du pays de Liége et ceux des communs de la Belgique, comprises dans les articles II et III du présent décret, jouiront dès-à-présent de tous les droits de citoyens français, si d'ailleurs ils ont les qualités requises par la constitution.

Art. VII. A l'égard des communes comprises dans l'article IV ci-dessus, les habitans jouiront jusqu'à ce qu'il en ait été au-

trement disposé, de tous les droits, garantis par la constitution aux étrangers, qui résident en France, ou y possèdent des propriétées. 1793

Art. VIII. Les représentans du peuple, envoyés dans la Belgique, sont chargés de diviser en départemens et cantons tous les pays, mentionnés dans les quatre premiers articles du présent décret, à l'instar des autres parties du territoire français.

Art. IX. Ils nommeront provisoirement les fonctionnaires, qui devront composer les administrations des départemens, celles des cantons, et les tribunaux des pays de Limbourg, de Luxembourg, de Maestricht, de Venlo et leurs dépendances et de la Flandre ci-devant Hollandaise.

Art. X. Les autres parties de la Belgique ayant, en grande majorité, voté leur réunion à la république de 1793, les autorités constituées y seront formées d'après les mêmes loix que celles de l'intérieur de la république. Il en sera de même dans le pays de Liége.

Art. XI. Le corps-législatif déterminera le nombre des représentans du peuple, que chacun des départemens, formés en exécution de l'article VIII ci-dessus devra nommer à l'époque du renouvellement, qui aura lieu l'an V de la république.

Art. XII. Les représentans du peuple, envoyés dans la Belgique, veilleront à la très-promte rentrée des contributions extraordinaires imposées à ces pays, et formant leur contingent des frais de la guerre de la liberté.

Art. XIII. Les bureaux de douanes actuellement existans, soit entre la France et les pays mentionnés dans les quatre premiers articles du présent décret, soit entre les différentes parties de ces mêmes pays, sont supprimés.

108.

1795/1797.

1795 Actes et conventions relatifs au partage de la Pologne.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VI, p. 168.)

a.

Copie de la déclaration échangée entre les Plénipotentiaires de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, et l'ambassadeur de la cour de Vienne, comte de Cobenzl, à Pétersbourg le $\frac{\text{23 Décembre 1794.}}{\text{3 Janvier 1795.}}$

Les efforts, que S. M. l'Impératrice a été obligée de déployer pour réprimer et étouffer la révolte et l'insurrection qui ont éclaté en Pologne dans les vues les plus pernicieuses et les plus dangereuses pour la tranquillité des Puissances qui avoisinent cet état, ayant été couronnées par le succès le plus heureux et le plus complet, et la Pologne ayant été entièrement soumise et conquise par les armes de l'Impératrice, Sa Majesté, qu'une confiance, fondée dans la justice de sa cause et la force des moyens qu'elle avoit préparés pour la faire triompher, autorisoit à prévoir une pareille issue, s'est empressée d'avance à se concerter avec ses deux Alliés, savoir S. M. l'Empereur des Romains, et S. M. le Roi de Prusse, sur les mesures les plus efficaces à prendre, pour prévenir la renaissance de troubles pareils à ceux qui les avoient allarmés à si justes titres, et dont les germes toujours fermentant dans des esprits profondément imbus des principes les plus pervers, ne manqueroient pas de se reproduire tôt ou tard, s'il n'y est pourvu par un gouvernement ferme et vigoureux. Ces deux souverains, convaincus par l'expérience du passé, de l'incapacité absolue de la République de Pologne de se donner un tel gouvernement, ou de vivre paisiblement sous ses loix, en se maintenant dans un état d'indépendance quelconque, ont reconnu dans leur sagesse, et dans leur amour pour la paix et le bonheur de leurs sujets, qu'il étoit de nécessité indispensable de recourir et de procéder à un partage total de cette République entre les trois Puissances voisines. Instruite de cette façon de penser, et la trouvant parfaitement analogue à la sienne, S. M. Impériale de toutes les Russies a résolu de traiter sans délai, d'abord avec chacun de ses deux hauts alliés susmentionnés séparément, et ensuite avec tous les deux ensemble, d'un arran-

goment définitif par rapport aux lots respectifs qui doivent leur 1795
écheoir à la suite de leur commune détermination.

En conséquence S. M. Impériale a autorisé les soussignés, munis de ses pleinpouvoirs les plus amples, à entrer sur l'objet en question en conférence avec S. E. Mr. le comte de Cobenzl, ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Romains près de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, pareillement muni de pleinpouvoirs nécessaires; lesquels plénipotentiaires, après avoir murement examiné les propositions qui se sont faites de part et d'autre, et après les avoir trouvées parfaitement conformes aux intentions de leurs augustes maîtres, sont convenus de ce qui suit:

1. Que désormais les frontières de l'Empire de Russie, en partant de leur point actuel, s'étendront le long de la frontière entre la Volhynie et la Galliczie jusqu'au Bug; de là elles se porteront, en suivant le cours de cette rivière, jusqu'à Brzesc en Lithuanie, et jusqu'aux confins du Palatinat de ce nom, et de celui de Podlachie. Ensuite elles se dirigeront dans la ligne la plus droite qu'il sera possible par les limites des Palatinats de Brzesc et de Nowogrod vers le fleuve du Niemen vis-à-vis de Grodno, d'où elles descendront par le même fleuve à l'endroit où il se jette dans les états de la Prusse; et enfin après avoir longé les anciennes frontières de la Prusse de ce côté là jusqu'à Polangen, elles aboutiront sans interruption par les bords de la mer Baltique à la frontière actuelle de la Russie près de Riga; de sorte que tous les pays, états, provinces, villes, bourgs et villages compris dans la ligne ci-dessus tracée, seront réunis à jamais à l'empire de Russie, et la possession tranquille et imperturbable lui en est et lui en sera garantie authentiquement et solemnellement par S. M. l'Empereur des Romains.

2. Que le lot qui doit écheoir en partage à S. M. l'Empereur des Romains est fixé de la manière suivante: à l'Ouest, en commençant de l'extrêmité de la Galliczie, et en suivant les nouvelles frontières Prussiennes, telles qu'elles ont été fixées par le traité signé à Grodno le 14/25 Septembre 1793 jusqu'au point où elles se rencontrent avec la Piliça, et continuant de là par la rive droite de la Piliça jusqu'à son embouchure dans la Vistule, en longeant de ce point la rive droite de la Vistule jusqu'à son confluent avec le Bug, on suivra de là la rive gauche du Bug jusqu'à l'endroit où ce fleuve fait actuellement la frontière de la Galliczie; de sorte que tous les pays, états, provinces, villes, bourgs et villages compris dans la ligne ci-dessus tracée, seront

1795 réunis à perpétuité à la monarchie autrichienne, et la possession tranquille et imperturbable Lui en est et lui en sera garantie authentiquement et solemnellement par S. M. l'Impératrice de toutes les Russies.

3. Que toutes les stipulations contenues dans la présente déclaration auront la même force, valeur et obligation, que si elles étoient consignées dans le traité le plus formel et le plus solemnel, et en conséquence cet acte sera ratifié dans la forme usitée, par les deux contractants et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

4. Qu'aussitôt que l'échange des ratifications susmentionnées aura eu lieu, les deux cours impériales conviendront de faire part du présent acte à la cour de Berlin, et de l'inviter à y accéder, et à accorder sa garantie aux stipulations ci-dessus arrêtées entre les deux cours impériales.

En réciprocité de quoi celles-ci acquiésceront à la réunion de la partie restante de la Pologne à la monarchie prussienne, et s'engageront pareillement à lui garantir cette acquisition.

5. Après avoir rempli ces formalités, chaque cour procédera de la manière qui lui sera la plus convenable à la prise de possession des pays et endroits qui Lui sont dévolus par le présent partage.

En foi de quoi nous avons signé le présent Acte, et y avons apposé le sceau de nos armes, et l'avons délivré à Son Excellence Mr. le comte de Cobenzl, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Romains, contre un Acte pareil et d'une teneur parfaitement conforme à celui-ci qui nous a été remis de sa part.

Fait à St. Pétersbourg le 23 Décembre 1794 / 3 Janvier 1795.

(L. S.) *Comte Jean d'Ostermann.*
(L. S.) *Alexandre Comte de Besborodko.*
(L. S.) *Arcadi de Marcoff.*

---

b.

Convention conclue entre les trois Cours; à St. Pétersbourg le 13/24 Octobre 1795. 1795

Cette triple convention ayant été rédigée en trois conventions particulières, savoir entre la Prusse et la Russie, entre la Prusse et l'Autriche et entre l'Autriche et la Russie, lesquelles, ainsi que la remarque additionelle, sont (mutatis-mutandis) de la même teneur, il suffit d'insérer ici la première. La troisième n'a pas été remise à la diète de l'Empire.

Convention conclue entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Impératrice de Russie à St. Pétersbourg, le 13/24 Octobre 1795.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies désirant de s'entendre plus particulièrement et en dernier ressort, au sujet des stipulations contenues dans la déclaration passée ici à St. Pétersbourg, le 23 Décembre 1794/3 Janvier 1795, entre les deux cours Impériales, et communiquée récemment à celle de Berlin, et de fixer avec plus de précision les limites, qui doivent séparer les états respectifs des trois Puissances voisines de la Pologne, après le partage total de celle-ci, ont choisi et nommé à cette fin leurs Plénipotentiaires, savoir, S. M. le Roi de Prusse, le Sieur Frédéric Bogislas Emanuel Comte de Tauenzien, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la Cour de Russie etc. etc. et S. M. l'Impératrice, le Sieur Jean comte d'Ostermann, Vice-Chancelier etc. etc. le Sieur Alexander Comte de Besborodko, Grand-Maître de la Cour etc. etc. et le Sieur Arcadi de Markoff, Conseiller Privé etc. etc. lesquels s'étant assemblés, conjointement avec le Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Romains, le Sieur Louis Comte de Cobenzl etc. etc., et après s'être communiqué et avoir échangé leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Base de l'arrangement pour la Russie.

Art. I. La déclaration mentionnée dans le préambule du présent acte, comme si elle y étoit insérée mot à mot, est prise pour base immuable de l'arrangement actuel, en tout ce qui concerne les acquisitions de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies. En conséquence S. M. Impériale restera en possession de tous



1795 les pays, villes, districts et autres domaines, qui y sont désignés, et S. M. Prussienne lui en garantit la possession et la jouissance à perpétuité.

Pour la Prusse.

Art. II. S. M. l'Empereur des Romains, par une suite de son amitié pour S. M. Prussienne, se désiste en sa faveur, de la pointe du terrein qui s'étend en ligne droite depuis Swidry sur la Vistule jusqu'au confluent du Bug et du Narew; de manière que tout ce district sera compris dans le lot, qui d'après le dispositif de la même Déclaration doit écheoir en partage à S. M. Prussienne, et dont S. M. Impériale Lui garantit pareillement la possession et la jouissance à perpétuité.

Limites entre l'Autriche et la Prusse.

Art. III. La démarcation des limites futures entre les états de l'Autriche et de la Prusse du côté du Palatinat de Cracovie restant indécise, et les deux parties contractantes étant animées d'une intention réciproque de la voir reglée d'une manière convenable à la sûreté d'une frontière nette, commode et à l'abri de toute invasion, on est convenu qu'elle seroit determinée et fixée amiablement par des commissaires démarcateurs, qui seroient envoyés sur les lieux de part et d'autre, et auxquels S. M. Impériale de toutes les Russies en feroit adjoindre un de Sa part, pour servir de conciliateur et d'arbitre, en cas de différence d'avis entre les commissaires des parties intéressées; celles ci, par une suite de leur confiance dans l'impartialité de S. M. Impériale et dans Son égale amitié pour elles, promettent et s'engagent à déférer entièrement à ses avis et à sa décision à cet égard. En outre il est convenu que tout l'ouvrage de cette démarcation sera achevé dans l'espace de trois mois à dater du jour de la signature du présent traité. En attendant tout le territoire marqué sur la carte de Zanoni par une ligne tracée depuis le point où la rivière de Sola se jette dans la Vistule entre Gorzca et Gromiec, passe en diagonale par Krzeszowice, se prolonge ensuite en cotoyant et en laissant à la droite les villes de Skala et de Michnow, et puis aboutit à Czarnowice sur la Piliça, d'où elle poursuit le cours de cette rivière, restera occupé par les troupes de S. M. Prusienne, jusqu'à ce que l'ouvrage de la démarcation en question soit achevé et confirmé, d'après la règle ci-dessus établie.

Garantie réciproque.

Art. IV. S. M. l'Empereur des Romains et S. M. le Roi de Prusse se garantissent mutuellement et solemnellement d'avance

les territoires, qui, après les travaux de la commission mixte, et l'arbitrage de S. M. Impériale de toutes les Russies, leur auront été adjugés réciproquement; et ces mêmes territoires leur seront également garantis par Sa dite Majesté Impériale de toutes les Russies. 1795

Évacuations par la Prusse.

Art. V. Mais la ville de Cracovie, de même que les autres pays dévolus par le présent traité, ainsi que par la déclaration susmentionnée du $\frac{\text{23 Décembre 1794}}{\text{3 Janvier 1795}}$ à S. M. l'Empereur des Romains, et où il y auroit encore des troupes de S. M. Prussienne, seront évacués dans l'espace de six semaines après la signature du présent traité et remis à ceux qui seront chargés par S. M. l'Empereur des Romains de les recevoir et d'en prendre possession.

Item par la Russie.

Art. VI. Il en sera procédé de même à l'égard de l'évacuation et de la remise des pays et villes, qui sont actuellement occupés par les troupes de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, et qui sont tombés par le présent arrangement en partage à S. M. Prussienne.

Secours.

Art. VII. Si en haine du présent Traité de partage et de ses résultats, l'une des trois hautes parties contractantes se trouvoit attaquée par quelque Puissance que ce soit, les deux autres se joindront à Elle, et l'assisteront de toutes leurs forces et de tous moyens, jusqu'à la cessation entière de l'attaque.

Ratification.

Art. VIII. Le présent traité sera ratifié dans la forme usitée par les deux cours contractantes, et les ratifications seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous les plénipotentiaires respectifs l'avons signé et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à St. Pétersbourg ce $\frac{\text{treize}}{\text{vingt quatre}}$ Octobre mille sept cent quatre vingt-quinze.

(L. S.) *Frédéric Bogislas Emanuel Comte de Tauenzien.*
(L. S.) *Comte Jean d'Ostermann.*
(L. S.) *Alexandre Comte de Besborodko.*
(L. S.) *Arcadi Markoff.*

c.

Remarque Additionelle.

Démarcation du Palatinat de Cracovie.

1795 La démarcation du Palatinat de Cracovie, qui étoit restée indécise dans l'article III de la Convention signée à Pétersbourg le 13/24 Octobre 1795, y a été règlée du depuis par un arrangement arrêté le 10/21 Octobre 1796, entre les cours de Vienne et de Berlin, sous les auspices de celle de Russie, et la frontière se trouve actuellement fixée de la manière suivante:

Elle commence au Sud du Palatinat de Cracovie à l'endroit où la Premza se jette dans la Vistule près do Gąrzow, en remontant le long de la Premza jusqu'à sa jonction aveo la Biala-Premza vis-à-vis de Slupia. Ensuite elle longe la rive gauche de cette dernière jusqu'à l'embouchure de la Centoria, avec laquelle elle se porte jusqu'à Starabutta et par le dos de Kroczobrod sur Smolen, d'où elle part pour s'appuyer à la Pilicza, près du village de Slawniow qui demeure enclavé dans la répartition Prussienne. Enfin elle continue à suivre la rive droite de la Pilicza, qui devient dès lors la limite générale dans tout le reste de son étendue.

---

d.

Convention entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, au sujet des affaires de Pologne, conclue à St. Pétersbourg le 15/26 Janvier 1797.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

A la suite de mesures qui ont été prises par les deux Cours Impériales, de concert avec S. M. le Roi de Prusse, pour incorporer à leurs souverainetés respectives les parties du Royaume de Pologne, dont le démembrement général, définitif et irrévocable, a été déterminé par ces trois Puissances, et consommé par le traité conclu entre elles à St. Pétersbourg le 13/24 Octobre de l'anné 1795, il a été jugé nécessaire de s'entendre ultéricurement sur les moyens de satisfaire aux différentes prétentions à la charge de ce Royaume, aussi bien que sur la proportion à observer dans la répartition de ces charges. Les difficultés qui subsistoient encore entre S. M. l'Empereur des Romains et S. M. le Roi de Prusse, sur la fixation des frontières de leurs possessions respectives, étant d'ailleurs applanies à la satisfaction des parties intéressées, par l'entremise de feu S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, à qui Elles en avoient déféré l'arbitrage, et tout ce qui

pent assurer ainsi aux trois puissances la propriété réelle, effective et incommutable des provinces qu'Elles ont occupées, étant consolidé par le concert parfait qui règne entre elles, et fortifié encore de la renonciation et abdication de S. M. Stanislaus Auguste, Roi de Pologne et Grand-Duc de Lithuanie, qui en a remis l'Acte du 14/25 Novembre 1795, entre les mains de S. M. Impériale de toutes les Russies, dont les copies seront jointes aux présentes; le plan d'arrangement pour ce qui concerne tous les objets restés à la charge de la Couronne de Pologne, et proposés déjà à la conférence du 30 Octobre de l'année 1795 a été repris en considération, et les trois puissances ayant résolu de la faire servir de base à la présente Convention, à laquelle S. M. l'Empereur des Romains sera invité d'accéder, les Plénipotentiaires soussignés, chargés de procéder à sa confection, sont convenus des points et articles suivans: 1797

Dettes du Roi et de la République.

Art. I. Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de concert avec S. M. l'Empereur des Romains, déclarent ici prendre sur Elles toutes les dettes du Roi et de la République de Pologne, contractées légitimement jusqu'à l'époque de leur prise de possession, et s'obligent de les acquitter respectivement d'après les proportions qui seront indiquées ci-après, et les Hautes Parties Contractantes sont convennes de faire connoître immédiatement après la signature de la présente convention, par une publication qui sera insérée dans toutes les gazettes, la résolution et l'engagement fòrmel qu'Elles prennent, de les acquitter selon les règles de la justice et de l'equité.

Leur vérification.

Art. II. Comme ces dettes, soit celles à la charge de la République, soit celles du Roi de Pologne, doivent être assujetties à une vérification, pour parvenir ensuite à leur liquidation, il est convenu entre les hautes Parties Contractantes, qu'il sera nommé une commission composée de sujets de chacune des trois cours respectives, pour procéder à leur vérification et liquidation, d'après les règles qui seront établies dans un plan d'organisation et de direction, qui leur sera donné séparément, après avoir été consenti par les trois cours.

Dettes de la République en Hollande.

Art. III. Les dettes de la République contractées en Hollande par des emprunts publics, et reconnues par la diète de Grodno, avec l'accroissement des intérêts depuis cette époque, seront supportées par le trois puissances, d'après les proportions établies

1797 dans le plan d'arrangement déjà proposé et d'après lequel la totalité est divisée en dixièmes, dont trois à la charge de S. M. le Roi de Prusse, trois autres à celle de S. M. l'Empereur de toutes les Russies. Les quatre autres dixièmes, qui étoient restés à la charge de la République, seront partagés entre les trois cours par portions égales, pour être acquittés de même, et d'après cette double répartition. Quant à celles non liquidées encore, et qui se trouveront exister dans l'intérieur à la charge de la République, et dont les preuves seront administrées à la commission susmentionnée, elles seront supportées également par les trois Hautes Parties Contractantes dans la proportion susmentionnée.

Dettes du Roi réparties.

Art. IV. La mesure de proportion pour les dettes du Roi, qui sont fixées ici à une somme de quarante millions de florins de Pologne, établie par le plan d'arrangement proposé, subsistera, par les motifs y indiqués, quant à cette répartition; et cette masse sera divisée en cinquièmes, dont deux seront à la charge de S. M. le Roi de Prusse, deux à celle de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et le cinquième restant à celle de S. M. l'Empereur des Romains; en sorte qu'après la reconnoissance donnée par la commission susmentionnée de la legitimité des titres, droits et prétentions, qui constituent cette dette, les parts et portions qui sont à la charge de chacune des trois puissances, soyent acquittées d'après cette répartition.

Commission pour l. régler.

Art. V. Cette commission, la même que celle dont il est fait mention à l'article II établie pour l'apurement et la vérification des dettes du Roi et de la République de Pologne, se rassemblera à Varsovie le 12/1 May de la présente année, pour y vaquer aux fonctions qui lui sont attribuées ici; et seront les commissaires qui la composeront, munis de pleinpouvoirs, d'instructions suffisantes et uniformes, pour pouvoir procéder à la vérification et liquidation des titres, droits et prétentions, qui constituent ces dettes; de manière que les reconnoissances qu'ils donneront aux porteurs d'obligations, ou autres personnes ayant des prétentions légitimes, soient un complément de titre, sur lequel ils puissent respectivement se présenter pour en recevoir le payement d'après le mode adopté respectivement par les trois puissances.

Traitement pour le Roi.

Art. VI. Après avoir satisfait à cet acte de justice les Hautes Parties Contractantes n'ayant pas moins à coeur de donner à

S. M. le Roi Stanislas Auguste un témoignage éclatant de Leurs 1797
égards et de Leur bienveillance, Elles assurent à ce Prince un traitement annuel de deux-cents-mille ducats par an, auquel Elles contribueront par parties égales, payables en deux termes égaux, et d'avance, savoir: le premier terme au 12/1 Janvier, et le second au 12/1 Juillet de chaque année, et ainsi de suite la vie durante de ce Prince, lequel traitement sera reporté rétroactivement à l'époque de sa translation à Grodno. Et comme jusqu'ici feu S. M. l'Impératrice de toutes les Russies avoit fourni seule à ce traitement et à tous les besoins de S. M. Polonoise, S. M. l'Empereur de toutes les Russies s'entendra avec S. M. Polonoise sur les compensations du surplus qu'Elle a payé, au delà du tiers qui est à sa charge dans cette répartition.

Ses biens.

Art. VII. Pour contribuer encore autant qu'il est en Leur pouvoir aux arrangemens particuliers de S. M. Polonoise, les hautes Parties contractantes sont convenues de lui laisser la libre et entière jouissance de tous les biens, meubles et immeubles, qu'Elle a acquis, et dont Elle jouit à titre de particulier; lui donnant en conséquence la faculté d'en disposer par vente, don, donation, ou testament, et de telle manière qu'Elle jugera à propos, en assujettissant cependant les titres qui constatent ses propriétés foncières à la vérification de la commission susmentionnée; ces propriétés ainsi que celles de tous les sujets des trois cours ne pouvant au reste que rentrer sous les dispositions du droit commun.

Apanages aux Princes de Saxe.

Art. VIII. Les Hautes Parties Contractantes prennent également l'engagement de continuer aux Princes de Saxe, fils d'Auguste III les apanages qui leur ont été assignés par la République de Pologne, et qui ont été fixé par la diète extraordinaire de 1776 à huit-mille ducats pour chacun, et de contribuer concurrement aveo S. M. l'Empereur des Romains, chacune pour un tiers, au payement annuel de ces apanages.

Maisons faillies.

Art. IX. Non moins attentives à tout ce qui peut intéresser le bien et la prospérité de Leurs sujets respectifs, les Hautes Parties Contractantes n'ont pu que prendre également en considération la situation des maisons de banque en faillite, et les embarras qui en résultent pour ceux de Leurs sujets respectifs qui ont des prétentions à la charge de ces masses. C'est pourquoi Elles sont convenues de rétablir, avec les modifications ti-

1797 rées de la différence des circonstances actuelles, la commission établie de concert avec les trois cours, par la diète de Grodno, pour procéder à la liquidation de ces masses faillies; à l'effet de quoi il sera dressé un plan d'organisation de cette commission, d'après les premières bases posées par l'acte passé à ce sujet à la diète de Grodno en 1793.

Commission à cette fin.

Art. X. Cette commission sera composé de trois membres nommés par chacune des cours respectives et d'un président, et se rassemblera à Varsovie le 12/1 May de la présente année, pour y tenir ses séances, et vaquer aux fonctions qui lui sont attribuées ici, et d'après le plan d'organisation et les instructions qui seront remises aux commissaires respectifs.

Point de sujets mixtes.

Art. XI. Les trois cours ayant été à même de reconnoître tous les inconvéniens attachés à l'existence des sujets, réputés jusqu'ici mixtes, à raison de leurs possessions dans les Souverainetés respectives, et après s'être entendues sur cet objet, sont convenues uniformément, de ne plus souffrir à l'avenir qu'aucun de leurs sujets puisse être réputé mixte, et que l'existence, aussi bien que la dénomination, en soient désormais abolies. A l'effet de quoi chacun de ces sujets respectifs, qui se trouvera avoir des possessions dans plus d'une domination sera tenu dans un délai de cinq ans déclarer pour lui, ses enfans et héritiers ainsi, que pour les pupilles dont la tutelle lui aura été légalement déférée, le choix de la Souveraineté qu'il aura adoptée sans que sur la libre option de ce choix il puisse être géné en aucune manière. Laquelle option une fois faite, il ne lui sera plus permis d'en discéder, sous quelque prétexte que ce soit: laquelle option sera également obligatoire et irrévocable pour lui, ses enfans, héritiers et pupilles, et sous peine de confiscation des possessions qu'ils auroient conservées, contrairement aux dispositions du présent article. Les hautes Parties Contractantes s'engagent de la manière la plus expresse, à tenir la main à ce réglement, dont l'avantage réciproque et respectif pour les sujets ne peut être méconnu ni négligé.

Délai pour vendre les biens.

Art. XII. Voulant concilier ces mesures de sûreté et de prudence avec les intérêts de Leur sujets respectifs, les Hautes Parties Contractantes sont convenues de leur laisser un délai de cinq ans, pour pouvoir vendre ou échanger aux meilleures conditions possibles, les biens et autres droits fonciers, qu'ils pour-

roient avoir dans les états, autres que ceux dont ils auroient 1797
fait choix pour y vivre en qualité de sujets. Il en sera procédé de même à l'égard des héritages ou autres biens échus respectivement à titre de contrât de mariage ou autrement dans la suite des temps, lesquels héritages et autres biens, à quelque titre ils soient échus dans une domination étrangère, doivent être pareillement vendus dans le délai de cinq ans; et ce terme écoulé sans avoir satisfait à ces dispositions, ces mêmes propriétés et droits seront par le fait même dévolus à la confiscation et respectivement dans les trois dominations. Dans tous ces cas, les sommes provenantes de ces ventes, et que les sujets respectifs auront à extraire d'une domination, pour les transporter dans celle dont ils auront fait choix pour y établir leur domicile, ne pourront être assujetties au droit de dixième, ni à tout autre, qui pourroit exister sur la translocation de pareilles sommes dans les Souverainetés respectives.

Ecclésiastiques.

Art. XIII. Les ecclésiastiques de tout ordre et de toute classe, qui possédent des droits, territoriaux, ou diocésains, hors de la Souveraineté, où ils sont domiciliés seront également soumis à la règle adoptée entre les trois puissances, de ne plus souffrir de possession mixte d'aucun genre; de sorte que ces droits seront entièrement dévolus à la disposition de celle de ces puissances, dans les états de laquelle ils se trouveront placés. Et seront comprises sous cette dénomination de droits appartenants aux ecclésiastiques, toutes sommes d'argent, hypothéquées ou données en dépot, qui seront respectivement dévolues au fisc de la couronne de la domination où elles auront été placées.

Justice.

Art. XIV. L'effet naturel des dispositions des deux précédens articles devant être, que les sujets de l'une et l'autre domination soient immédiatement en état de liquider toutes leurs prétentions et dettes, tant actives que passives, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à tenir la main à ce que Leurs tribunaux respectifs leur administrent dans tous les cas où ils y auront recours, la justice la plus stricte, et la plus prompte exécution.

Accession de l'Autriche.

Art. XV. Sa Majesté l'Empereur des Romains sera invité d'accéder à la présente convention, et la ratification de cet acte d'accession sera échangée dans le même délai que celui stipulé pour celle de la présente convention.

35 *

1797 Ratification.

Art. XVI. La présente convention sera ratifiée par S. M. le Roi de Prusse et par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et les ratifications échangées dans six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous Plénipotentiaires avons signé la présente convention, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à St. Petersbourg ce 15/26 Janvier 1797.

(L. S.) *Frédéric Bogislas Emanuel Comte de Tauenzien.*
(L. S.) *Comte Jean d'Ostermann.*
(L. S.) *Le Prince Kourakin.*

---

e.

Acte d'Abdication de Sa Majesté le Roi de Pologne.

Nous Stanislas Auguste par la grace de Dieu Roi de Pologne, Grand-Duc de Lithuanie etc. etc. etc.

N'ayant jamais envisagé dans la possession du trône d'autre avantage, ni d'autre but, que le moyen de devenir plus utile à Notre patrie, Nous avons eu la pensée de le quitter dans toutes les circonstances, où Nous avons cru que Notre éloignement pourroit contribuer à augmenter le bonheur de Nos compatriotes, ou du moins à diminuer leurs infortunes. Convaincu actuellement que Nos soins ne sauroient plus être utiles à Notre patrie, après que la malheureuse insurrection qui y est arrivée, l'a plongée dans le renversement où elle se trouve; considérant de plus, que les mesures sur le sort futur de la Pologne, nécessitées par l'urgence des circonstances, auxquelles S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, ainsi que les autres Puissances limitrophes, ont eu recours, sont les seules qui peuvent procurer la paix et le repos à Nos concitoyens, dont le bonheur a toujours été l'objet le plus cher de Notre sollicitude; Nous avons résolu en conséquence par amour pour la tranquillité publique, de déclarer, comme Nous déclarons par cet acte, de la manière la plus authentique que faire se peut, que Nous renonçons librement et volontairement à tous Nos droits, sans exception quelconque, à la couronne de Pologne, au Grand-Duché de Lithuanie, et à toutes leurs dépendances, de même qu'à toutes possessions et appartenances dans les dits états. Nous remettons cet acte solemnel de renonciation à la couronne et au gouvernement de Pologne, entre les mains de S. M. l'Impératrice de toutes les

Russies, volontairement et avec la même droiture qui a guidé la 1795
conduite de Notre vie entière. En descendant du trône Nous Nous acquittons du dernier devoir de notre Royauté, en conjurant S. M. l'Impératrice d'accorder ses bontés maternelles à tous ceux dont nous avons été Roi, et qu'elle communique cet effet de sa grandeur d'ame à Ses hauts Alliés.

En foi de quoi nous avons signé le présent Acte, et l'avons fait munir de Notre sceau. Donné à Grodno ce 14/25 Novembre 1795, et de Notre Règne la 32 année.

(L. S.) *Stanislas Auguste, Roi.*
S. Kniaz de Kozielsk Puzyna.
Secrétaire du Cabinet de Sa Majesté.

---

f.

Acte d'Accession de S. M. l'Empereur des Romains à la Convention conclue à St. Pétersbourg le 15/26 Janvier 1797 entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

S. M. Impériale et Royale Apostolique ayant été amicalement invitée par S. M. le Roi de Prusse et par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, à accéder à la convention conclue le 15/26 Janvier 1797 entre Sa dite Majesté Prussienne et Sa dite Majesté Impériale de toutes les Russies, dont le contenu, inséré ici mot à mot, est de la teneur suivante:

Inseratur.

S. M. Impériale et Royale Apostolique n'ayant rien plus à coeur que de donner à S. M. le Roi de Prusse et à S. M. Impériale de toutes les Russies, Ses Alliés, toutes les preuves d'amitié qui sont en son pouvoir, Elle a muni en conséquence de ses pleinpouvoirs les plus amples le Sieur Louis etc. etc. pour, en son nom, procéder à cette accession. Lequel Comte de Cobenzl en conséquence déclare, que S. M. Impériale et Royale Apostolique accède par le présent acte à la susdite convention, en s'engageant formellement et solemnellement envers S. M. Prussienne, et envers S. M. l'Empereur de toutes les Russies, à remplir toutes les obligations qui y sont contenues et qui peuvent la concerner.

En foi de quoi Nous Plénipotentiaire de S. M. Impériale et Royale Apostolique avons en vertu de Nos pleinpouvoirs signé le présent acte d'accession, y avons fait apposer le cachet de Nos armes et l'avons échangé contre les actes d'acceptation faits au

1797 nom de S. M. Prussienne, et au nom de S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

Fait à St. Petersbourg, le 15/26 Janvier 1797.

(L. S.) *Louis Comte de Cobenzl.*

---

g.

Acte d'Acceptation de S. M. le Roi de Prusse de l'accession de S. M. l'Empereur des Romains à la Convention conclue le 15/26 Janvier 1797 entre Sa dite Majesté Prussienne et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

S. M. le Roi de Prusse ayant été prévenu de l'intention amicale de S. M. l'Empereur des Romains d'accéder à la convention conclue le 15/26 Janvier 1797 entre Sa dite Majesté Prussienne et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et un acte d'accession formel ayant pour cet effet été délivré ici par le Plénipotentiaire de Sa dite Majesté l'Empereur des Romains, dont le contenu inséré ici mot à mot, est de la teneur suivante:

Inseratur.

Sa dite Majesté le Roi de Prusse, sensible à cette nouvelle preuve d'amitié de S. M. l'Empereur des Romains Son Allié, a muni également de ses pouvoirs les plus amples le Sieur Frédéric Bogislas Emanuel Comte de Tauenzien etc. etc. pour en Son Nom procéder à l'acceptation de cette accession. Lequel en conséquence déclare, que S. M. le Roi de Prusse accepte par le présent Acte dans toute sa forme et teneur, et sans aucune exception, l'accession de S. M. l'Empereur des Romains à la dite convention conclue le 15/26 Janvier 1797 entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. Impériale de toutes les Russies déclarant que S. M. le Roi de Prusse s'engage formellement et solemnellement envers S. M. l'Empereur des Romains, à remplir toutes les obligations qui y sont contenues et qui peuvent La concerner.

En foi de quoi Nous Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse avons, en vertu de Nos pleinpouvoirs, signé le présent acte d'acceptation, y avons fait apposer le cachet de nos armes, et l'avons échangé contre l'acte d'accession fait au nom de S. M. l'Empereur des Romains. Fait à St. Petersbourg, le 15/26 Janvier 1797.

(L. S.) *Frédéric Bogislas Emanuel Comte de Tauenzien.*

---

h. 1797

Déclarations uniformes remises à la diète d'Empire de la part des Cours de Vienne, de Berlin et de Petersbourg pour lui communiquer les actes relatifs au partage de la Pologne en date du 25 Juillet 1797.

I.

Déclaration de la part de la Cour de Vienne.

Les derniers évènemens qui ont amené la dissolution du royaume de Pologne, sont trop récens et trop connus, pour qu'il soit besoin de retracer ici toutes les considérations puisées dans la nécessité des circonstances, qui ont déterminé les deux cours impériales et S. M. le Roi de Prusse, à concourir à l'anéantissement de ce corps politique.

Les trois cours en notifiant à la diète de l'empire cet évènement et l'incorporation qui s'en est ensuivie des terres et domaines de cette république à leurs souverainetés respectives, se persuadent, qu'elle ne pourra qu'applaudir à des vues ainsi combinées et conduites à leur fin, à l'aide des succès dont la providence a couronné leurs efforts.

Ratisbonne le 25 Juillet 1797.

G. J. Ch. de Fahnenberg.
Ministre Directoral d'Autriche.

II.

Déclaration de la part de la Cour de Berlin.

Les derniers évènemens qui ont amené la dissolution dn Royaume de Pologne, sont trop récens et trop connus, pour qu'il soit besoin de retracer ici toutes les considérations, puisées dans la nécessité des circonstances, qui ont déterminé les deux cours impériales et S. M. le Roi de Prusse à concourir à l'anéantissement de ce corps politique.

Les trois cours, en notifiant à la diète de l'empire cet évènement et l'incorporation, qui s'en est ensuivie des terres et domaines de cette république à leurs souverainetés respectives se persuadent, qu'elle ne pourra qu'applaudir à des vues ainsi combinées et conduites à leur fin à l'aide des succès dont la providence a couronné leurs efforts.

Pour mettre la diète à même d'en juger avec plus d'étendue elles annexent ici les actes relatifs à cet objet important, que les trois cours ont conclus entre elles, espérant qu'elle voudra



1797 bien reconnoître dans ces différentes mesures l'effet de leur sollicitude pour la tranquillité de cette partie de l'Europe.

Du reste les provinces qui sont échues à S. M. Prussienne n'ayant reçu d'autres dénominations que celles qui dérivent de leur situation géographique et locale, elles se trouvent comprises aujourdhui sous le nom général de «Royaume de Prusse» sans qu'il soit nécessaire de les énoncer séparément dans le titre du Roi. Cependant il est à observer, que feu le Roi Frédéric II de glorieuse mémoire, ayant réuni à sa Monarchie en 1773 tous les pays, qui portoient le nom de Prusse, il adopta dès lors un changement dans son titre allemand et prit celui de König von Preußen, au lieu de König in Preußen. Cette distinction, si juste en elle même et si aisée à saisir n'a pas toujours été exactement suivie, mais le Roi s'attend, que les cours étrangères qui sont dans le cas d'entretenir avec lui des correspondances allemandes, voudront bien s'y conformer dans la suite. Ratisbonne le 24 Juillet 1797.

Eustache Comte de Schlitz,
dit Goertz.
Ministre d'Etat de S. M. le Roi de Prusse et Son Ministre Electoral à la Diète d'Empire.

III.

Déclaration de la part de la Cour de Petersbourg.

Les derniers évènemens qui ont amené la dissolution du Royaume de Pologne, sont trop récens et trop connus, pour qu'il soit besoin de retracer ici toutes les considérations puisées dans la nécessité des circonstances, qui ont déterminé les deux cours Impériales et S. M. le Roi de Prusse à concourir à l'anéantissement de ce corps politique.

Les trois cours, en notifiant à la diète de l'empire cet évènement et l'incorporation, qui s'en est ensuivie, des terres et domaines de cette République à Leurs Souverainetés respectives, se persuadent, qu'elle ne pourra qu'applaudir à des vues ainsi combinées et conduites à leur fin à l'aide des succès dont la providence a couronné Leurs efforts.

Pour mettre à même la diète de l'empire d'en juger avec plus d'étendue, elles annexent ici les actes relatifs à cet objet important que les trois cours ont conclus entre Elles, espérant qu'elle voudra bien reconnoître dans ces différentes mesures l'effet de leur sollicitude pour la tranquillité de cette partie de l'Eu-

rope. Elles font part à cette occasion des qualifications nouvelles, que prend chacun d'Elles du chef des différentes terres et provinces, qui sont passées sous leurs dominations respectives, invitant la diète de l'empire à les employer dans la suite de la correspondance qu'elle aura avec chacune des trois cours susdites. 1797

A St. Petersbourg le 15/26 Janvier 1797.

Note.

Le titre en entier de S. M. l'Empereur de toutes les Russies etc. etc. etc. sera indiqué dans son temps.

A Ratisbonne le 14/25 Juillet 1797.

Le conseiller d'Etat et Ministre résident de S. M. l'Empereur de toutes les Russies près la Diète de l'Empire Germanique, Chevalier de l'ordre de St. Wladimir

A. S. de Struve.

---

i.

Notification de la part de la Chancellerie de Mayence sur la réception et le dépôt de ces pièces; en date du 28 Juillet 1797.

Dass von denen an die allgemeine Reichsversammlung bevollmächtigten vortrefflichen Gesandtschaften der drey bey den allgemein bekannten Ereignissen und Angelegenheiten des ehemaligen Königreichs und Staates Polen interessirten Mächte, nämlich der beiden Kaiserhöfe und des Königl. Preussischen Hofes, den 25. d. M. dem Chur-Maynzischen Reichs-Directorio folgende Exemplarien von Tractaten und Acten, nämlich:

1. Déclaration échangée entre les deux cours Impériales à St. Petersbourg le 23 Janvier / 3 Février 1795,

2. Convention conclue entre les trois cours etc. à St. Petersbourg le 13/24 Octobre 1795.

3. Remarque additionelle sur la détermination spéciale de la limite dans le Palatinat de Cracovie.

4. Convention entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse conclue à St. Petersbourg le 15/26 Janvier 1797.

Pro Nota. Diese Convention ist nur von den Herrn Bevollmächtigten der in dieser Rubrik benannten Höfe übergeben worden.



1797 5. Acte d'accession de S. M. l'Empereur des Romains à la convention précédente du 15/26 Janvier 1797.

Pro Nota. Diese Accessions-Acte ist von dem Russischen Herrn Minister nicht übergeben worden.

6. Acte d'abdication de S. M. le Roi de Pologne donné à Grodno ce 14/25 Novembre 1795.

7. Acte d'acceptation de S. M. le Roi de Prusse de l'accession de S. M. l'Empereur des Romains à St. Petersbourg le 15/26 Janvier 1797.

Pro Nota. Diese Acte ist nur von dem Herrn Gesandten des kön. Preuss. übergeben worden, mit denen dazu gehörigen — von den Herren Gesandten unterschriebenen Notes ministerielles und dem gemeinsamen Ersuchen, alle diese Stücke ad Acta Imperii zu nehmen, und dabey zu verwahren, übergeben — die sämmtlichen Stücke auch dahin gelegt worden, und von diesem solennen Actu auf Verlangen der gedachten Gesandtschaften von dem erwähnten Reichs-Directorio in dem heutigen Reichs-Rath den vortrefflichen Gesandtschaften die Anzeige zu ihrer etwaigen beliebigen Berichtserstattung geschehen seye, wird unter Vordruckung des gewöhnlichen Reichs-Directorial-Insiegels und der Kanzley-Unterschrift hiermit beurkundet. So geschehen Regensburg den 28. Juli 1797.

(L. S.) Churfürstlich Maynzische Kanzley.

109.

10 Octobre 1796.

1796 Sentence arbitrale prononcée par l'Impératrice de Russie sur la fixation de la frontière en litige entre l'Autriche et la Prusse, en date de St. Petersbourg du 10 Octobre 1796.

(D'après une copie authentique, qui se trouve aux Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Copie. 1796. 10. Oktober.

Note.

Le Ministère de Sa Majesté l'Impératrice, chargé de prononcer définitivement sur la fixation de la frontière en litige entre Sa Majesté l'Empereur des Romains et Sa Majesté le Roi

de Prusse, en conséquence de l'arbitrage qui a été déféré à S. M. Impériale, par ces deux Cours, pour parvenir à terminer, de la manière la plus amicale, le différend élevé à ce sujet, ne peut que s'en référer pour tout ce qui a rapport aux observations qui tiennent aux principes de la tactique, développés de part et d'autre avec étendue, au dernier mémoire dressé par les Commissaires de S. M. Impériale et par lequel ils semblent avoir répondu, de la manière la plus satisfaisante, à ceux remis successivement par les Plénipotentiaires respectifs. 1796

S. M. Impériale appréciant toute l'importance de la cause, dont l'amitié et la confiance des deux Cours lui ont déféré la décision n'asseoira pas son jugement uniquement sur ces dissertations, ni d'après le point de vue purement militaire, sous lequel toute cette opération y est envisagée, mais encore sur un balancement équitable de tous les avantages, qui peuvent en résulter pour l'une et l'autre, d'avoir une frontière déterminée et sur la juste mesure des moyens de sûreté applicables aux localités, pour pouvoir en garantir de part et d'autre l'inviolabilité.

Mais S. M. Impériale, toujours animée du sentiment du plus vif intérêt, pour tout ce qui touche Ses Alliés, et portée également à leur donner à cette occasion une preuve de Son amitié et du prix qu'Elle attache à leur confiance, n'éprouveroit pas une satisfaction entière, si Elle pouvoit remarquer, que l'une ou l'autre partie pût conserver quelque doute sur l'impartialité de Son jugement, ou sur son désir de les amener à une conciliation prompte et parfaitement amicale.

C'est dans cette vue que S. M. l'Impératrice a fait faire de nouvelles recherches, et qu'Elle a recommandé à Ses Commissaires, d'y apporter la plus scrupuleuse exactitude, pour les mettre à même de prononcer avec connoissance de cause et d'une manière qui puisse satisfaire Sa justice, sans léser en aucune façon les intérêts de Ses Alliés.

Tout ce qui a passé sous les yeux de l'Impératrice dans cette affaire, l'importance de son objet, celui d'opérer un parfait accord entre les deux Cours, son désir de justifier par une décision équitable et la plus impartiale la confiance qu'Elles Lui ont témoignée, son voeu sincère d'amener cette affaire à sa fin; toutes ces considérations ont déterminé la conviction de S. M. Impériale, et c'est d'après elle que Son Ministère est chargé de fixer en son nom, pour les frontières respectives des deux Cours, les lignes de démarcation, spécifiées à la fin du Mémoire ci-annexé.

1796 D'après tous les arguments qui en établissent la justice et la convenance réciproque, cette frontière doit commencer à l'embouchure de la *Premza* dans la *Vistule*, près de *Gorzow*, remonter la première, jusqu'à sa jonction avec la *Biala Premza*, vis-à-vis de *Slupia;* puis longer cette dernière, le long de sa rive gauche, jusqu'à l'embouchure de la *Centoria*, avec laquelle elle se portera jusqu'à Stara-Hutta, et le dos de *Krozczobrod*, sur Smolen, d'où elle partira, pour s'appuyer à la *Pilica*, auprès du village de *Slawniow*, ce dernier restant aux Prussiens, elle longera la rive droite de la *Pilica*, qui dès lors fera la frontière générale sur tout le reste de son étendue.

S. M. Impériale croit pouvoir se flatter, que cette décision finale de Sa part trouvera l'approbation des deux Cours, et que rendant l'une et l'autre justice aux motifs qui l'ont dictée, Elles l'accepteront, comme base des limites à établir entre les deux Etats et que toutes difficultés ultérieures à cet égard céderont, autant à l'équité de cette décision, qu'au besoin, de déterminer une affaire, à la conclusion de laquelle les trois Cours Alliées sont également intéressées.

A St. Petersbourg ce 10 Octobre 1796.

Cte Jean d'Ostermann.
Alexandre Cte de Besborodko.
Le Comte Marcoff.

110.

20/31 Janvier 1797.

L'acte de démarcation pour fixer définitivement les frontières du Palatinat de Cracovie, arrêté entre l'Autriche et la Prusse sous la médiation de la Russie; signé à Cracovie le 31 Janvier 1797; ratifié à Berlin le 7 Février 1797.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Nous Frédéric Guillaume second par la grace de Dieu, Roi de Prusse etc. Savoir faisons à quiconque appartient. Qu'étant convenus avec Sa Majesté l'Empereur des Romains Roi de Hongrie et de Bohème, de régler définitivement, et sous la média-

tion de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, les limites 1797
des Nos Etats dans le Palatinat de Cracovie, Nous avons nommé et député de part et d'autre pour Nos Plénipotentiaires à cet effet, savoir: Sa Majesté l'Empereur-Roi, le Sieur Jean Gabriel Marquis du Chasteler, etc.; et le Sieur Bénoit de Caché, etc.; et Nous de Notre côté, Notre Cousin le Duc Frédéric Charles Louis de Holstein-Beck, etc.; le Sieur Charles de Phull, etc.; et le Sieur Arnold Louis de Hoym, etc.; Lesquels Commissaires respectifs s'étant réunis à ceux nommés par Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, savoir le Sieur Maurice de Lacy, etc.; et le Sieur Paul de Divow, etc.; ont passé et signé a Cracovie le 31 Janvier de la présente année, en vertu du Traité conclu à St. Petersbourg le 13/24 Octobre 1795, et sur la base des principes qui y ont été posés dans la conférence du 10/21 Octobre 1796, l'Acte de démarcation inséré ci-après et servant à fixer définitivement les frontières du Palatinat de Cracovie, depuis l'embouchure de la rivière Przemsza jusqu'à la ville de Koniecpol, située à l'extrémité septentrionale du dit Palatinat.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Soit notoire à tous et à quiconque il appartient: Sa Majesté l'Empereur des Romains, Roi de Hongrie et de Bohème, et Sa Majesté le Roi de Prusse animés du désir de satisfaire strictement à l'Article trois du traité signé à St. Petersbourg le 13/24 Octobre 1795, en réglant définitivement sous la haute médiation de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies la frontière entre Leurs possessions dans le Palatinat de Cracovie, ont confié cette oeuvre à la conduite et aux soins de Leurs Commissaires respectifs, savoir: Sa Majesté l'Empereur et Roi au Sieur Jean Gabriel Marquis du Chasteler, etc.; et au Sieur Bénoit de Caché, etc.; et Sa Majesté le Roi de Prusse à Son Cousin Monseigneur le Duc Frédéric, Charles, Louis de Holstein-Beck, etc.; et au Sieur Charles de Phull, etc.; ainsi qu'au Sieur Arnold Louis de Hoym, etc; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, en vertu du dit traité du 13/24 Octobre, par lequel les Deux Hautes Parties contractantes, d'après Leur entière confiance dans Sa justice et Son égale amitié pour Elles, s'en sont remises à Sa Haute médiation et à Son arbitrage pour la fixation des limites dans le Palatinat de Cracovie, a nommé et chargé de Ses Pleinpouvoirs le Sieur Maurice de Lacy, etc.; et le Sieur Paul de Divow, etc., pour servir de Conciliateurs et d'Arbitres dans l'ouvrage de la Démarcation.

1797 La communication et l'échange des Pleinpouvoirs en bonne forme ayant été faits entre les Commissaires respectifs de toutes les trois Cours, ceux des Hautes Parties contractantes, savoir de Sa Majesté l'Empereur des Romains et de Sa Majesté le Roi de Prusse ont accepté à la suite des Conférences tenues verbalement et sur un ordre exprès de Leurs Cours respectives la Ligne de Démarcation tracée et prononcée dans la Conférence du 10/21 Octobre 1796 à St. Petersbourg par le Ministère de Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, et sont convenus des articles suivans.

Art. I. La Ligne de Démarcation, qui séparera désormais les Etats de Sa Majesté l'Empereur des Romains de ceux de Sa Majesté le Roi de Prusse dans le Palatinat de Cracovie, commence à l'embouchure de la rivière Przemsza dans la Vistule au village de Gorzow, remonte ensuite la Przemsza jusqu'à son confluent avec la Biala-Przemsza vis-à-vis de Slupnia, poursuit le cours de cette dernière jusqu'à l'embouchure du ruisseau, appellé Ceutoria, qu'elle remonte ensuite jusqu'à sa source près du village de Stara-Hutta. De la dite source de la Ceutoria la ligne de démarcation se prolonge entre le territoire du hameau de Starahutta, dévolu à Sa Majesté l'Empereur des Romains, et celui en litige entre le propriétaire de Podzamcze, sujet de Sa Majesté Prussienne, et celui de Rodaki sujet de Sa Majesté l'Empereur des Romains, jusqu'à l'entrée du bois appellé Zary, de même en litige entre Podamcze et Rodaki. De là, elle tourne au midi à peu près en angle droit jusqu'au chemin, qui traverse le dit bois de Zary de l'ouest à l'est, et mène de Starahutta à Ryczowlesny, dépendance de Podzamcze et dévolu à Sa Majesté Prussienne. Elle suit ensuite ce chemin jusqu'à son point de section par le chemin de Szrubarnia. La ligne retourne de là au midi pour poursuivre ce dernier, laissant les habitations (Chaloupy) de Szrubarnia à Sa Majesté Prussienne. Elle continue à poursuivre le chemin de Szrubarnia jusqu'à Zelasko entre les territoires de Ryczowek appartenant à Sa Majesté l'Empereur, et celui de Ryczowlesny jusqu'à Zelasko, dont les trois maisons au Nord restent à la Prusse, et les deux au midi à l'Autriche. De ce point la ligne de Démarcation suit les limites entre les villages Ryczowlesny et Ryczowek jusqu'aux triples confins de ces deux villages avec celui de Kwasniow, appartenant à Sa Majesté l'Empereur. De là elle se porte le long des frontières de Ryczowlesny et Kwasniow jusqu'au cabaret de Wymyslow dépendance de Kwasniow, d'où elle suit les limites entre Ryczowlesny

et Krziwopłoty appartenant à Sa Majesté l'Empereur, le long de 1797
la grande route d'Olkusz à Pilica. Du point de Section de cette route par le chemin, qui conduit de Ryczowlesny à Slodzieniec, appartenant à Sa Majesté l'Empereur, la frontière qui suit ce même chemin, retourne au Nord-Ouest à travers le bois nommé Ruska, qui est en litige entre Ryczowlesny et Slodzienec. De là elle suit le bord de ce même bois jusqu'au chemin, qui traverse le même bois de Ruska et mène de Ryczowlesny à Pilica.

De ce point les limites, qui séparent les territoires des villages de Słodzieniec, Smolen, Kompiel, et Kleszczowa, restans à Sa Majesté l'Empereur, des territoires de ceux de Kossikowa, Pilica et Slawniow, appartenants à Sa Majesté le Roi de Prusse, forment en même tems la démarcation des frontières entre les Etats respectifs et cela jusqu'au point, où les limites des deux derniers villages Kleszczowa et Slawniow rencontrent la rivière de Pilica, dont le cours fait ensuite la frontière jusqu'à Koniecpol, extrémité septentrionale du Palatinat de Cracovie.

Pour l'éclaircissement de la ligne de démarcation ci-dessus enoncée, on joint au corps du présent Acte définitif la Carte topographique et la Spécification détaillée du cours des frontières, qui en feront partie intégrante et qui en auront la même force et valeur.

Art. II. L'Acte de Démarcation actuelle, déterminant pour limites dans le Palatinat de Cracovie aux deux Hautes Puissances Contractantes les rivières Przemsza, Centoria et Pilica, les deux Hautes Parties Contractantes, dans la vue de concourir au bien-être et commodités de Leurs Sujets respectifs, sont convenues de s'accorder la libre navigation sur ces rivières, et par conséquent la libre flottaison des bois et des denrées, qui peuvent être expédiées d'une de Leurs possessions à l'autre sans en exiger aucun payement. Mais on est encore convenu de permettre à tous le bateaux, radeaux, et bois flottans de prendre terre en cas de malheur à la rive opposée sans aucun pagement, et il sera ordonné de part et d'autre de leur fournir en pareil cas tous les secours nécessaires; mais le salaire des ouvriers sera entièrement libre et au prix, dont ils conviendroient de leur plein gré. Comme il peut arriver aussi, que dans le flottage des bois l'on porte des dommages aux digues, moulins, ou tout autre ouvrage, l'on est également convenu, que ces dommages seront payés à la partie lézée dans sa possession d'après l'estimation des Commissaires, qui seront respectivement envoyés de la part des deux Hautes Parties Contractantes sur les lieux pour

1797 en faire l'examen et la taxation. La pêche sera également permise de part et d'autre aux Sujets respectifs.

Art. III. Dans les endroits, ou les douanes sont établies, ou s'établiront, il sera permis de part et autre d'avoir des bacs ou bien des ponts; mais les mesnres de surveillance nsitées sur les frontières y seront toujours maintenues, aussi bien qu'aux moulins et digues, dont il est question dans l'Article suivant.

Art. IV. Les moulins et digues actuellement existans sur les rivières, les quelles doivent désormais servir de limites, resteront en la possession de celle des deux Puissances Contractantes, à laquelle ces objets appartiennent aujourd'hui d'après la ligne prononcée à l'Article premier du présent Acte, quand mêmc les digues aboutiroient au rivage opposé; bien entendu qu'on ne pourra de part et d'autre s'opposer aux réparations nécessaires. Si quelques Sujets de l'une ou de l'autre Puissance jugeoient à propos de construire des digues près de leurs rivages respectifs, on d'y élever des moulins, ils seront tenus de s'adresser préalablement à la jurisdiction des deux Puissances, afin d'en obtenir l'agrément, et dans ce cas on enverra des deux parts des gens entendûs, afin d'examiner l'emplacement choisi, et permettre la construction de la digue et du moulin, si les nouveaux ouvrages ne portent aucun préjudice aux digues et moulins antérieurement établis, ni aux terres voisines par les inondations qu'ils pourroient occasionner. Il sera prescrit aux propriétaires des moulins situés sur la rive étrangère, de les transporter sur la leur, et dans le cas, où ce transport deviendroit impraticable, le propriétaire du fond, sur lequel un tel moulin se trouveroit construit, sera tenu d'en payer la valeur au possesseur, ou bien ce dernier sera tenu à une redevance annuelle envers le propriétaire du contract. Le choix de l'alternative dépendra du choix du propriétaire du fond. La même chose doit s'entendre à l'égard des moulins à vent, qui d'après la nouvelle Démarcation se tronveront établis dans la frontière étrangère. Mais s'il arrivoit, que par une suite de la Démarcation actuelle les biens de quelques particnliers se trouvoient coupés par les rivières, qui doivent servir de limites aux Etats respectifs, et que les moulins leur appartinssent en propre, dans ce cas il leur sera permis réciproquement d'en conserver la jouissance, jusqu'à ce que des arrangemens ultérieurs entre les deux Cours Contractantes en décident autrement.

Art. V. Dans la direction de la ligne de Démarcation depuis Starahutta jusqu'à Slawniow sur la Pilica, l'on est convenu de creuser un fossé entre les poteaux respectifs, après que les

jurisdictions des deux Etats se seront entendus sur la mesure 1797
du fossé et le jour, où l'on pourra commencer cet ouvrage par des travailleurs nommés des deux parts.

Art. VI. La Spécification, qui indiquera la direction des limites et l'emplacement des poteaux respectifs dans leurs moindres détails, dont il a été fait mention dans l'Article premier, munie de la signature et du Sceau des Commissaires soussignés, aura même force et même valeur, que si elle étoit insérée mot à mot dans le présent Acte.

Art. VII. On est convenu également, qu'immédiatement après la signature du présent Acte définitif, les troupes de Sa Majesté Prussienne évacueront les districts, dévolus à Sa Majesté l'Empereur des Romains, qui en prendra possession sans le moindre retard ni difficulté, et Sa dite Majesté Prussienne, en vertu du présent Acte définitif, délie du serment de fidélité et d'obéissance les habitans de ces districts qui pourroient le Lui avoir prêté.

Art. VIII. Le présent Acte de Démarcation sera ratifié dans la forme usitée, et les ratifications en seront échangées à Cracovie dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi Nous Commissaires Plénipotentiaires de Leurs Majestés l'Empereur des Romains et le Roi de Prusse avons signé le présent Acte définitif, consistant en huit Articles et conclu sous la haute Médiation de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et corroboré par la déclaration formelle de Ses Commissaires Plénipotentiaires, et y avons fait apposer le cachet de Nos armes.

Fait à Cracovie l'an de Grace Mille Sept Cent Quatre-vingt dix-sept, le 31 Janvier.

(L. S.) *Jean Gabriel Marquis du Chasteller.*
(L. S.) *Benoit de Caché.*
(L. S.) *Frédéric Charles Louis, Duc de Slesvic Holstein-Beck.*
(L. S.) *Charles de Phull*
(L. S.) *Arnold Louis de Hoym.*

Déclaration des Commissaires Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

Nous Commissaires Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ayant servis de conciliateurs et d'arbitres à l'ouvrage de la démarcation des limites entre les Etats de l'Autriche et de la Prusse, dans le Palatinat de Cracovie, Dé-

1797 clarons: que l'Acte définitif de Démarcation cy-dessus entre Leurs Majestés l'Empereur des Romains et le Roi de Prusse avec les huit articles, de même qu'avec toutes les clauses, conditions et stipulations, qui y sont contenues, a été conclu par la conciliation et l'arbitrage et sous la garantie de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies. En foi de quoi Nous avons signé les présentes et y avons fait apposer le cachet de Nos armes.

Fait à Cracovie l'an de Grace Mil Sept Cent Quatre-vingt dix-sept le $\frac{\text{trente un}}{\text{vingt}}$ de Janvier.

(L. S.) *Maurice de Lacy.*
(L. S.) *Paul Divow.*

Nous, après avoir lu et examiné l'Acte de Démarcation cidessus transcrit, l'avons trouvé conforme à Notre volonté en tous et chacun des points, articles et stipulations qui y sont contenus ou annexés, et les avons en conséquence acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés pour Nous et pour Nos Successeurs, comme Nous les acceptons, approuvons, ratifions et confirmons par les présentes; promettant parole de Roi d'accomplir et d'observer sincèrement et de bonne foi le dit Acte dans toute son étendue, sans contrevenir à sa teneur, ni permettre qu'il y soit contrevenu par d'autres, en quelque sorte et manière que ce puisse être.

En foi de quoi Nous avons signé ces présentes de Notre main, et y avons fait apposer Notre Sceau Royal.

Fait à Berlin le Sept de Février, l'an de Grace Mille Sept Cent quatre-vingt-dix-sept, et de Notre Règne le onzième.

Frd. Guillaume.

1797

111.

19 Mars 1797.

Acte de démarcation des frontières entre le territoire de la Prusse et de l'Autriche depuis Koniecpol jusqu'à Niemirow; signé à Varsovie le 19 Mars 1797, ratifié à Berlin le 26 Mars 1797.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Nous Frédéric Guillaume second par la grace de Dieu Roi de Prusse etc. eto. Savoir faisons à quiconque appartient. Qu'-après avoir réglé avec Sa Majesté l'Empereur des Romains par une Convention signée à Cracovie en date du 31 Janvier de l'année courante, sous la médiation de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, les limites du Palatinat de Cracovie depuis l'embouchure de la Przemsza jusqu'à la Ville de Kouiecpol, Nous avons fait poursuivre la démarcation de Nos Provinces avoisinantes, depuis la dite ville de Koniecpol jusqu'à celle de Niemirow sur le Bug, selon les termes du Traité signé à St. Petersbourg le 13/24 Octobre 1795; et Nous avons nommé à cet effet pour Nos Commissaires respectifs, savoir: Sa Majesté l'Empereur des Romains, le Sieur Jean Gabriel, Marquis du Chasteler etc., et le Sieur Bénoit de Caché, etc.; Et Nous de Notre côté, Notre Cousin le Duo Frédéric Charles Louis de Holstein-Beck etc., pour la partie qui s'étend depuis Koniecpol jusqu'à l'embouchure de la Pilica daus la Vistule; et le Sieur Charles Frédéric de Klinckowström etc., pour la partie qui commeuce à l'embouchure de la Pilica dans la Vistule, descend le cours de cette dernière jusqu'au point de Swidry, se porte de là vers lo confluent de la Narew et du Bug, et longe ensuite cette dernière rivière jusqu'à Niemirow; et en outre le Sieur Charles de Phull etc.; ainsi que le Sieur Arnold Louis de Hoym etc.; tous deux pour coopérer à la confection de tout l'ouvrage, depuis Kouiecpol jusqu'à Niemirow. Lesquels Commissaires respectifs ayant arrêté à Varsovie le dix-neuf de Mars de l'année courante la Convention dont la teneur suit ci-après.

Au nom de la très Sainte et indivisible Trinité.

Soit notoire à tous et à quiconque il appartient: Sa Majesté l'Empereur des Romains etc., et Sa Majesté le Roi de Prusse,

36*



1797 voulant prévenir les moindres discussions, que pourroit produire le contact immédiat de Leurs Monarchies depuis le partage intégral de la Pologne, ont jugé nécessaire de fixer d'une manière précise et invariable par un Acte formel de Démarcation le conrs des frontières, qui doivent désormais séparer Lenrs Etats respectifs depuis Koniecpol à l'extrêmité du Palatinat de Cracovie jusqu'à Nimierow sur le Bug d'après le Déclaration de St. Petersbourg du $\frac{\text{23 Decembre 1794}}{\text{3 Janvier 1795}}$ et en conséquence de la Convention signée également à St. Petersbourg le 13/24 Octobre 1795, ont nommé pour Leurs Commissaires démarcateurs, savoir, Sa Majesté l'Empereur des Romains, le Sieur Jean Gabriel Marquis du Chasteler etc., et le Sieur Bénoit de Caché etc. pour la confection de tout l'ouvrage. Et Sa Majesté le Roi de Prusse Son Cousin Monseigneur le Duc Frédéric Charles Louis de Holstein-Beck etc., pour la partie depuis Koniecpol jusqu'à l'embouchure de la Pilica dans la Vistule; Et le Sieur Charles Frédéric de Klinkowström etc., ponr la partie qui commence à l'embouchure de la Pilica dans la Vistule, descend le cours de cette dernière jusqu'au point de Swidry, se porte de là vers le confluent de la Narew et du Bug, et longe ensuite cette dernière rivière jusqu'à Niemirow; Et le Sieur Charles de Phull etc., ainsi que le Sieur Arnold Louis de Hoym etc., tous deux pour tout l'ouvrage depuis Koniecpol jusqu'à Niemirow; Lesquels, après avoir échangé leurs Pleinpouvoirs trouvées en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivans.

Art. I. La ligne de Démarcation, qui séparera désormais les Etats de Sa Majesté l'Empereur des Romains de ceux de Sa Majesté le Roi de Prusse, depuis Koniecpol à l'extrêmité du Palatinat de Cracovie jusqu'à Niemirow sur le Bug près des triples confins des Etats de Leurs dites Majestés avec ceux de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, commence à la rivière de Pilica au dessous de Koniecpol, suit le cours actuel et principal de cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Vistule au dessous du village de Mnieszow, descend ensuite le cours de ce dernier fleuve jusqu'à l'embouchure du bras supérieur du ruisseau de Swidry dans la Vistule entre les villages du grand et du petit Swidry; Les limites, qui séparent les territoires des villages du grand Swidry, Rzeczyca, Wianzowna, Milosna, la moitié de la partie en litige entre Długa et Zastow, Długa, Okoniow, Kalen, Dembe, Mamki, Maciolki, Stupno, Radzymin, Zyweck, Wolica, et Zalubice, dévolus à Sa Majesté l'Empereur des Romains, de

ceux des villages du petit Swidry, Falenice, Blota, Borkow, 1797
Zastow, Grochow, Kawenczyn, Zamki, Marki, Nieporent, Wulka, Rynnia, Arciechow, dévolus à Sa Majesté le Roi de Prusse, comme tombants les premiers à l'Orient, et les seconds à l'Occident de la ligne de direction tirée de Swidry au confluent de la Narew et du Bug, forment en même tems les frontières de deux Etats, qui vont joindre le Bug par une ligne tirée à travers du bois d'Arciechow le long du bois appellé Stok vers le second coude de cette rivière près de son embouchure. Son cours actuel et principal détermine enfin la frontière jusqu'à Niemirow près des confins de l'Empire de Russie.

Pour l'éclaircissement de la ligne de démarcation ci-dessus enoncée, on annexe au Corps du présent Acte définitif la carte topographique divisée en cinq parties, et deux cahiers de Spécification détaillée du cours de frontières, qui feront partie intégrante de l'Acte, et en auront la même force et valeur.

Art. II. L'Acte de la Démarcation actuelle déterminant, d'après les Conventions de St. Petersbourg du $\frac{\text{23 Decembre 1794}}{\text{3 Janvier 1795}}$ et du 13/24 Octobre 1795 pour frontières aux deux hautes Puissances contractantes une partie du cours des rivières de Pilica, de Vistule, et de Bug, on est convenu, dans la vue de concourir au bien-être et aux commodités des Sujets respectifs, d'accorder réciproquement la libre navigation sur ces rivières, et par conséquent la libre flottaison des bois et des denrées, qui peuvent être expédiées d'une de Leurs possessions à l'autre, sans exiger aucun payement. On est convenu en outre, de permettre à tous les bateaux, radeaux et bois flottans, de prendre terre en cas de malheur à la rive opposée sans aucun payement, et il sera ordonné de part et d'autre de leur fournir en pareil cas tous les secours nécessaires; cependant le salaire des ouvriers sera entièrement libre et au prix dont ils conviendroient de leur plein gré.

Comme il peut arriver aussi, que dans la défluidation des bois l'on porte des dommages aux digues, moulins, ou tout autre ouvrage, ces dommages seront payés à la partie lezée dans sa possession, d'après l'estimation des Commissaires, qui seront envoyés de la part des Gouvernemens respectifs sur les lieux, pour en faire l'examen et la taxation. La pêche sera également permise de part et d'autre aux sujets respectifs.

Art. III. Dans les endroits, où les douanes sont établies, ou s'établiront, il sera permis de part et d'autre d'avoir des

1797 bacs, ou bien des ponts, mais les mesures de surveillance usitée sur les frontières, y seront toujours maintenues, aussi bien qu'aux moulins, et digues, dont il est question dans l'Article suivant.

Art. IV. Les moulins et digues actuellement existans sur les rivières, lesquelles doivent désormais servir de limites, resteront en la possession de celle des deux Puissances contractantes, à laquelle ces objects appartiennent aujourd'hui, d'après la ligne énoncée à l'Article premier du présent Acte, quand même les digues aboutiroient au rivage opposé, bien entendu qu'on ne pourra de part et d'autre s'opposer aux réparations nécessaires. Si quelques Sujets de l'une ou de l'autre Puissance jugeoient à propos de construire des digues près de leurs rivages respectifs, ou d'y élever de moulins, ils seront tenus de s'adresser préalablement à la Jurisdiction des deux Puissances, afin d'en obtenir l'agrément, et dans ce cas l'on enverra des deux parts des gens entendus, afin d'examiner l'emplacement choisi, et permettre la construction de la digue et du moulin, si les nouveaux ouvrages ne portent aucun préjudice aux digues et moulins antérieurement établis, ni aux terres voisines par les inondations, qu'ils pourroient occasionner. Il sera prescrit aux propriétaires des moulins situés sur la rive étrangère, de les transporter sur la leur, et dans le cas, où ce transport deviendroit impraticable, le propriétaire du fond, sur lequel un tel moulin se trouveroit construit, sera tenu, d'en payer la valeur au possesseur, ou bien ce dernier sera tenu à une redevance annuelle envers le propriétaire du Contract. Le choix de l'alternative dépendra du choix du propriétaire du fond. La même chose doit s'entendre à l'égard des moulins à vent, qui d'après la nouvelle Démarcation se trouveroient établis dans la frontière étrangère. Mais s'il arrivoit, que par une suite de la démarcation actuelle les biens de quelques particuliers se trouvoient coupés par les rivières, qui doivent servir de limites aux Etats respectifs, et que les moulins leur appartenissent en propre, dans ces cas il leur sera permis réciproquement d'en conserver la jouissance jusqu'à ce que des arrangemens ultérieurs entre les deux Cours contractantes en décideront autrement.

Art. V. Sur le bord de rivières servant de frontières aux deux Etats sur les isles, et partout où il est nécessaire d'indiquer les limites d'une manière évidente, on a placé des Poteaux numerotés avec les Armes des deux hautes Puissances contractantes. De plus dans la direction de la ligne de démarcation de la

frontière sèche, qui va de la Vistule au Bug de Swidry vers Arciechow, l'on est convenu, de creuser un fossé entre les Poteaux respectifs, après que les Jurisdictions des deux Etats se seront entendues sur la mesure du fossé, et le jour, où l'on pourra commencer cet ouvrage par les travailleurs envoyés des deux parts. 1797

Art. VI. La Carte topographique divisée en cinq parties, et les deux cahiers de Spécification, qui indiqueront le cours des frontières et l'emplacement des Poteaux respectifs dans leurs moindres détails, dont il a été fait mention dans l'Article premier, munies de la Signature et du Sceau des Commissaires plénipotentiaires, auront la même force et valeur, que si elles étoient jointes, ou insérés mot à mot dans le présent Acte.

Art. VII. Le présent Acte de Démarcation sera ratifié dans la forme usitée, et les Ratifications en seront échangées à Cracovie dans l'espace de trois semaines, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi Nous Commissaires plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Romains, et Nous Commissaires plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Prusse avons signé le présent Acte définitif, consistant en Sept Articles, et y avons fait apposer le cachet de Nos Armes. Fait à Varsovie l'an de grace Mil sept cent quatre-vingt dix-sept le 19. Mars.

(L. S.) *J. Gabriel du Chasteler.*
(L. S.) *Bénoit de Caché.*

(L. S.) *Frédéric Charles Louis Duc de Holstein-Beck.*
(L. S.) *Charles de Phull.*
(L. S.) *Arnold Louis de Hoym.*
(L. S.) *Charles Frédéric de Klinckowström.*

Nous après avoir lu et examiné cette Convention, et les pièces y appartenantes, les avons trouvées conformes à Notre volonté en tous et chacun des points et articles qui y sont contenus, et les avons en conséquence acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés pour Noua et pour Nos successeurs, comme Nous les acceptons, ratifions et confirmons par les présentes. Promettant en foi et parole de Roi, d'aocomplir et d'observer sincèrement et religieusement la dite Convention dans toutes les Stipulations qui y sont énoncées, sans contrevenir, ni permettre qu'il soit contrevenu à sa teneur, en quelque sorte et manière que ce puisse être.

1797 En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre main, et y avons fait apposer Notre Sceau Royal.

Fait à Berlin le vingt-six de Mars, l'an de grace Mille Sept cent quatre-vingt dix-sept, et de Notre Règne le onzième.

Frédéric Guillaume.

112.

18 Avril 1797.

Traité de paix préliminaire conclu à Léoben, entre l'Autriche et la France le 18. Avril 1797 avec XI articles séparés et secrets.

(*Martens*, Recueil de traités, t. VI, p. 368.)

Articles preliminaires de paix.

S. M. l'empereur roi de Hongrie et de Bohème etc. et le directoire exécutif au nom de la république française, animés du même désir de mettre fin aux maux de la guerre par une paix prompte, juste et solide, sont convenus des articles préliminaires suivans:

Amitié.

Art. I. Il y aura amitié et bonne intelligence entre S. M. l'empereur et roi et la république française: les hostilités entre les deux puissances cesseront à dater d'aujourdhui.

Cérémonial.

Art. II. S. M. l'empereur et roi et la république française conserveront entr'eux le même cérémonial quant au rang et aux autres etiquettes, que ce qui était pratiqué entre l'empereur et la France avant la guerre actuelle.

Tranquillité intérieure.

Art. III. S. M. l'empereur et la république française s'engagent à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour contribuer à la tranquillité intérieure des deux états.

Congrès à rassembler à Berne.

Art. IV. Les deux parties contractantes enverront au plutôt des plénipotentiaires dans la ville de Berne, pour y traiter et conclure dans l'espace de trois mois ou plutôt, si faire se peut, la paix définitive entre les autres puissances: à ce congrès seront admis les plénipotentiaires des alliés respectifs, s'ils accédent à l'invitation qui leur sera faite.

Base du traité avec l'empire. 1797

Art. V. S. M. l'empereur ayant à coeur que la paix se rétablisse entre l'Empire germanique et la France, et le directoire exécutif voulant également témoigner à S. M. impériale son désir d'asseoir la dite paix sur des bases solides et équitables, conviennent d'une cessation d'hostilités entre l'Empire germanique et la France, à commencer d'aujourdhui: il sera tenu un congrès, formé de plénipotentiaires respectifs, pour y traiter et conclure la paix définitive entre les deux puissances sur la base de l'intégrité de l'Empire germanique.

Cession de la Belgique.

Art. VI. S. M. l'empereur et roi renonce à tous ses droits sur les provinces Belgiques connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens, et reconnalt les limites de la France décrétées par les loix de la république française; la dite renonciation est faite aux conditions suivantes:

1. Que toutes les dettes hypothéqnaires attachées au sol des pays cédés, seront à la charge de la république française.

2. Que tous les habitans et possesseurs des provinces belgiques qui voudront sortir du pays, seront tenus de le déclarer trois mois après la publication du traité de paix définitif, et auront le tems de trois ans pour vendre leurs biens meubles et immeubles.

3. Que la république française fournira à la paix définitive un dédommagement équitable à S. M. l'empereur et roi qui soit à sa convenance.

Restitution des conquêtes.

Art. VII. La république française de son côté, restituera à S. M. impériale tout ce qu'elle possède des états héréditaires de la maison d'Autriche, non compris sous la domination des provinces belgiques.

Évacuation des Prov. Autrichiennes.

Art. VIII. Les armées françaises évacueront d'abord après la ratification faite par S. M. impériale des présens articles préliminaires, les provinces autrichiennes qu'elles occupent: savoir la Styrie, la Carinthie, le Tyrol, la Carniole, et le Frioul.

Prisonniers de guerre.

Art. IX. Les prisonniers de guerre seront respectivement rendus après la ratification des préliminaires, aux différens points qui seront désignés de part et d'autre.

Nous soussignés en vertu des pleinspouvoirs de S. M. l'em-

1797 pereur et roi et de la république française avons arrêté les présens articles préliminaires de paix, qui resteront secrets jusqu'à ce qu'en soit fait l'échange des ratifications en forme due dans le terme d'un mois, ou plutôt si faire se pourra, et qui aura lieu dans la ville d'Udine.

Fait au château d'Eckenvald près de Leoben, le 18 avril 1797, 29 germinal an 5 de la république française.

Le marquis de Gallo. *Bonaparte.*
Le comte de Meerveld, général-major.

Articles préliminaires secrets.

Il est convenu entre S. M. l'empereur et roi et la république française des articles suivans:

Cession d'une partie de la Lombardie austr. contre une partie des états vénitiens.

Art. I. Que malgré les dispositions de l'article VII des préliminaires de paix arrêtés entre les puissances contractantes sous la date d'aujourdhui, S. M. l'empereur renonce à la partie de ses états en Italie qui se trouve au-delà de la rive droite de l'Oglio et de la rive droite du Pò, à condition que S. M. impériale sera dédommagée de cette cession, ainsi que de celles faites par l'article VI des préliminaires, par la partie de la terre ferme vénitienne comprise entre l'Oglio, le Pò, la mer adriatique et ses états héréditaires, ainsi que par la Dalmatie et l'Istrie vénitienne; et par cette acquisition ses engagemens contractés par la république française vis-a-vis S. M. impériale, par l'article VI des préliminaires se trouvent remplis.

La France renonce aux légations, mais acquiert une partie des états vénitiens.

Art. II. La république française renonce de son côté à ses droits sur les trois légations de la Romagne, de Ferrare et de Bologne cédées à la France par le traité de Tolentino, en se réservant cependant la forteresse de Castelfranco avec un arrondissement dont le rayon, qui ne pourra pas être moins de la portée du canon, serait égal à la distance depuis ses murs jusqu'aux confins de l'état de Modène. La partie des états de la république de Venise, comprise entre l'Adda, le Pò, l'Oglio, la Valteline et le Tyrol appartiendra à la république française.

Garantie des acquisitions vénit.

Art. III. Les deux parties contractantes se réservent et se garantissent l'une à l'autre les dits états et pays acquis sur la terre ferme vénitienne.

Les trois légations cédées à Venise. 1797

Art. IV. Les trois légations de la Romagne, de Ferrare et de Bologne, cédées par la république française, seront accordées à la républiqne de Venise en dédommagement de la partie de ses états dont il est parlé dans les trois articles précédens.

Commissaires pour s'accorder avec Venise.

Art. V. S. M. l'empereur, et le directoire exécutif de la république française, se concerteront pour lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer à la prompte exécution des articles précédens, et nommeront à cet effet des commissaires ou des plénipotentiaires qui seront chargés de tous les arrangemens convenables à prendre, pour se mettre d'accord avec la république de Venise.

Restitution de Mantoue etc. à l'Autriche.

Art. VI. Les forteresses de Palmanuova, Mantoue, Peschiera Portolegnago et les châteaux de Verone, d'Osopo et de Brescia, occupés actuellement par les troupes françaises, seront remis à S. M. l'empereur d'abord après l'échange des ratifications du traité de paix définitif, ou plutôt, si cela pouvait s'arranger d'un commun accord.

Ouvrages et artillerie des forteresses.

Art. VII. Les ouvrages des dites forteresses seront rendus dans l'état ou ils se trouvent aujourdhui, et quant à l'artillerie, les places vénitiennes seront rendues aveo celle qu'on y a trouvée au moment de leur occupation, et la place de Mantoue sera rendue avec 120 pièces d'artillerie de siège.

Formation d'une république indép. en Lombardie.

Art. VIII. Les deux puissances contractantes conviennent qne la partie des états d'Italie, cédée par S. M. l'empereur et roi dans le premier des articles secrets, et la partie des états vénitiens acquise à la républiqne française par l'article II formeront désormais une république indépendante.

Modène, Reggio et Massa-Carrara.

Art. IX. S. M. impériale ne s'oppose point aux arrangemens que la république française a pris avec le sérénissime duc de Modène relativement aux duchés de Modène, Reggio et de Massa-Carrara, à condition que la république française se réunira avec S. M. l'empereur, pour obtenir à la paix générale et à celle de l'Empire germanique, une compensation équivalente en faveur du dit duc de Modène et de ses héritiers légitimes.

Priviléges et dettes des pays échangés.

Art. X. Les pays respectivement échangés en vertu des articles précédens, conserveront leurs priviléges, et les dettes

1797 hypothécaires sur eux suivront le territoire, et resteront à charge des nouveaux possesseurs.

Emigration.

Art. XI. Tous les habitans des dits pays qui voudront les quitter, seront maîtres de le faire, et devront le déclarer dans l'espace de trois mois de la prise de possession et il leur sera accordé le terme de trois ans pour vendre leurs biens meubles et immeubles.

Nous soussignés en vertu des pleinspouvoirs de S. M. l'empereur et de la république française, avons signé les présens articles secrets qui auront la même force que s'ils étaient insérés de mot à mot dans les articles préliminaires, et qui seront ratifiés et échangés en même tems.

Fait au Château d'Eckenwald près de Leoben, le 18 avril 1797, 29 germinal an 5 de la république française.

Le marquis de Gallo. *Bonaparte.*

Le comte de Meerveldt, général-major.

Note.

La ratification de l'empereur fut présentée par le marquis de Gallo au général en chef Bonaparte le 23 avril au quartier général de Graetz, afin de commencer de suite l'évacuation des provinces allemandes qui avait été stipulée par l'art. VIII et l'échange des ratifications des deux puissances se fit formellement à Montebello près de Milan, le 24 may de la dite année entre les deux plénipotentiaires susdits.

On y ajouta un acte de la même date, *sub spe rati*, par lequel on s'engageait de terminer de suite le traité de paix définitif, pour mettre respectivement chaque partie en possession des pays cédés, et pour rentrer de chaque côté dans ses limites, et on y stipula que le congrès désigné aux art. IV et V serait ouvert d'abord dans la ville de Berne, et que la France y accepterait la médiation de S. M. l'empereur, pour la paix entr' elle et les alliés de S. M. impériale, et l'Empire germanique. Mais le dernier acte n'eut pas son effet, parceque la cour de Vienne l'annulla, déclarant de ne vouloir pas signer la paix définitive sans la réunion du congrès de Berne et le concours simultané de tous ses alliés. La négociation se prolongea par conséqnent jusqu'à la paix de Campo-Formio, conclue sept mois plus tard, c'est-à-dire le 27 octobre de la même année 1797, dans laquelle la cour de Vienne ne stipula pas moins sans ses alliés, mais aveo des conditions bien différentes.

1797

113.

16 Mai 1797.

Traité de subsides entre l'Autriche et la Grande-Bretagne; signé à Westminster le 16 Mai 1797, ratifié à Londres le 16 Février 1800.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Georgius Tertius Dei Gratiâ, Magnae Britanniae, Franciae, et Hiberniae Rex etc. Omnibus et Singulis ad quos praesentes hae Literae pervenerint Salutem! Quandoquidem Conventio quaedam de modo refundendi certas pecuniarias anticipationes jussu Nostro factas Nos inter et Bonum Fratrem Nostrum Romanorum Imperatorem, per Plenipotentiarios tam ex Parte Nostra quàm ex Parte praedicti Boni Fratris Nostri, Mandatis atque Auctoritate utrique sufficienter munitas Westmonasterii Die sexto decimo Mensis Maii Anno Domini Millesimo Septingentesimo Nonagesimo Septimo, conclusa et signata fuerit Formâ et Verbis quae sequuntur.

1° Sa Majesté Britannique ayant fait à Sa Majesté Impériale des Avances montant en totalité à la Somme de £ 1.620.000 fera proposer à Son Parlement de garantir un Emprunt qui sera levé en Angleterre pour le Service de Sa Majesté Impériale aux termes et sous les conditions exprimées dans le tableau annexé à cette Déclaration et qui sera censé en faire partie.

2° Le dit Emprunt sera exclusivement affecté au remboursement des susdites avances, et pour cet effet les fournisseurs de l'Emprunt en payeront les Payemens respectifs aux termes échus, ou à écheoir, à la Trésorerie de la Sa Majesté Britannique.

3° Sa Majesté Impériale prend vis-à-vis de Sa Majesté Britannique l'Engagement formel de payer les dividendes régulièrement et par sémestre, pour les Intérêts et le remboursement graduel du dit Emprunt suivant les conditions du Tableau.

4° Les Articles quatre et cinq de la Convention de 1795 relativement à l'Emprunt de la dite Année 1795 sont renouvellés par rapport au présent Emprunt et auront leur plein et entier effet en tout ce qui regarde cette déclaration comme s'ils y étoient expressément insérés mot pour mot.

5° Sa Majesté Impériale prendra vis-à-vis des fournisseurs du présent Emprunt les mêmes Engagemens, dans la même

1797 forme, et avec les mêmes avantages et sûretés pour eux, qu'Elle a pris relativement à l'Emprunt de 1795, par l'Octroi qu'Elle a publié en date du 4 Mai.

6° Cette Déclaration sera ratifiée par les Souverains respectifs dans le terme de six Semaines ou plutôt si faire se peut.

Fait à Westminster ce 16[me] Jour de Mai 1797.

C. Louis Starhemberg. (L. S.)
Grenville. (L. S.)

Tableau des Conditions.

De l'Emprunt de Seize cents vingt mille Livres Sterlings, pour Compte de Sa Majesté Impériale.

1° Cet Emprunt consistera en Obligations, portant Intérêt à trois pour cent, qui seront signées de Boyd Benfield et Comp. Banquiers de Sa Majesté Impériale, ou par l'un des individus qui composent la dite Maison.

2° Il sera formé de ces Obligations un Capital de trois Millions six cents soixante neuf mille trois cents Livres Sterlings, laquelle Somme, à raison de deux cents vingt six Livres dix Shillings Sterlings de Capital pour cent Livres Sterlings d'argent, fait la susdite somme de Seize cents vingt mille Livres Sterlings. Les Prêteurs ne pourront en exiger le Remboursement; mais Sa Majesté Impériale se réserve la faculté de les rembourser au pair; c'est à dire, à raison de cent Livres Sterlings d'argent pour cent Livres Sterlings de Capital.

3° Les Intérêts des Obligations prendront Cours du premier Mai 1797, et seront payés de six en six Mois, au premier Novembre, et premier Mai de chaque Année chez les dits Boyd Benfield et Comp. ou au Bureau qui sera indiqué par Eux à cet effet.

4° Malgré que le Remboursement des Capitaux des dites obligations ne soit exigible en aucun tems, Sa Majesté Impériale s'engage à faire remettre à la susdite Maison de Boyd Benfield et Comp. une Somme annuelle de Trente six mille six cents quatre-vingt treize Livres Sterlings, par portions égales de trois en trois Mois: savoir, au premier Août, premier Novembre, premier Février et premier Mai de chaque Année, pour être employée par les susdits Boyd Benfield et Comp. au rachat au prix du Jour de Capitaux des susdites obligations sous la surveillance de Messieurs les Commissaires pour le rachat de la dette Nationale de la Grande Bretagne: et non seulement les dites trente

six mille six cents quatre-vingt treize Livres Sterlings par An, mais aussi les intérêts provenans de toutes les Obligations qui auront été successivement rachetées, seront invariablement employés à l'achat d'autres des dites Obligations, afin qu'il soit ainsi maintenu *un Fond d'amortissement annuel* pour le Rachat de ces Obligations jusqu'à leur extinction, de trente six mille six cents quatre-vingt treize Livres Sterlings, augmenté par les Intérêts de toutes les Obligations qui auront été successivement rachetées. 1797

5° Pour la sûreté subsidiaire du dit Emprunt il sera déposé entre les mains des dits Boyd Benfield et Comp. qui de leur Côté doivent en faire dépôt à la Banque d'Angleterre, des actions hypothécaires de la Banque de Vienne, pour une Somme de la Valeur de trois Millions six cents soixante neuf mille trois cents Livres Sterlings, portant Intérêt à cinq pour cent par An, montant des Capitaux nominaux de cet Emprunt, et à mesure du Rachat des Obligations, il sera retiré du Dépôt une quantité d'actions de la Banque de Vienne, proportionnée aux rachats qui auront été faits.

Nos visa perpensaque hac Conventione eandem in Omnibus et Singulis ejus Clausulis approbavimus, ratam gratam, firmamque habuimus, sicut per Praesentes pro Nobis, Haeredibus et Successoribus Nostris eandem approbamus ratam firmamque habemus: Spondentes et in Verbo Regio promittentes Nos ea, quae hac Conventione praedicta continentur, sincere et bonâ Fide praestituros ac observaturos. In quorum Omnium Majorem Fidem et Robur hisce praesentibus Manû Nostrâ signatis, Magnum Nostrum Magnae Britaniae Sigillum appendi fecimus. — Dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi decimo sexto Die Mensis Februarii, Anno Domini Millesimo Octingentesimo, Regnique Nostri Quadragesimo.

Georgius R.

114.

17 Octobre 1797.

1797 **Traité de paix conclu à Campo-Formio, le 17 Octobre 1797 entre la République française et l'Empereur d'Autriche, ratifié à Vienne le 3 Novembre 1797.**

(*Martens*, Recueil des traités, t. VI, p. 420.)

a.

Traité de paix.

S. M. l'empereur des Romains et roi de Hongrie et de Bohème

Et la république française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Léoben en Styrie le 18 avril 1797 (29 Germinal an 5 de la république française, une et indivisible) ont nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir: Sa Majesté l'empereur et roi, le sieur D. Martius Mastrilli, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre royal de S. Janvier, gentil-homme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne;

le sieur Louis, comte du Saint Empire romain, de Cobenzl etc. etc. son ambassadeur extraordinaire près S. M. impériale de toutes les Russies;

le sieur Maximilien comte de Meerveldt etc. etc. général-major de cavalerie dans les armées de sa dite Majesté l'empereur et roi;

et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de sa dite Majesté près la république helvetique;

Et la république française, *Bonaparte*, général en chef de l'armée française en Italie;

Lesquels, après l'échange de leurs pleinspouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans:

Paix et Amitié.

Art. I. Il y aura à l'avenir, et pour toujours une paix solide et inviolable entre S. M. l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohème, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs états une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que de part ni d'autre on

commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour 1797
quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être; et on évitera soigneusement tout ce qui pourroit altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudroient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

Levée des séquestres.

Art. II. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés: elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par les dits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

Pays-Bas cédés.

Art. III. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces belgiques, connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La république française possédera ces pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

Dettes sur l. Pays-Bas.

Art. IV. Toutes les dettes hypothéquées, avant la guerre, sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française. Les plénipotentiaires de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, en remettront l'état, le plutôt possible, au plénipotentiaire de la république française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionels au présent article, et les signer.

Iles vénitiennes.

Art. V. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant; savoir, Corfou, Zante, Cephalonie, Sainte-Maure, Cerigo, et autres îles en

1797 dépendantes, ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza et en général tous les établissemens ci-devant Vénitiens, en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

Parties du territoire vénitien que possède l'Autriche.

Art. VI. La république française consent à ce que S. M. l'empereur et roi possède en toute souveraineté les pays ci-dessous désignés; savoir l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant Vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de S. M. l'empereur et roi, la mer adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de la Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise; de-là une ligne militaire jusqu'à San Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Blanc, y compris la partie de Porto-Legnago, qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

Cisalpine.

Art. VII. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayant-cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sa dite majesté pourroit prétendre sur les pays qu'elle possédoit avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

Son territoire.

Art. VIII. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnoît la république cisalpine comme puissance indépendante.

Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, la Bergamasque, le Bressan, le Cremasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant Vénitiens, à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article VI, pour la frontière des états de S. M. l'empereur, en Italie; le Modénois, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

Séquestres levés; émigration.

Art. IX. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques, mainlevée du séquestre mis sur leurs biens,

effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. impériale et royale et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui à l'avenir, voudront cesser d'habiter les dits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif: ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté. 1797

Dettes.

Art. X. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront les dettes hypothéquées sur leur sol.

Navigation.

Art. XI. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, et celles de la république cisalpine, sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

Confirmation des aliénations faites.

Art. XII. Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes ou par le gouvernement ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant Vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

Archives.

Art. XIII. Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité seront remis, dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris dans la guerre actuelle aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

Tranquillité intérieure.

Art. XIV. Les deux parties contractantes également animées du désir d'écarter tout ce qui pourroit nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière

1797 la plus solenne, à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

Traité de commerce futur.

Art. XV. Il sera conclu incessamment un traité de commerce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent dans les états respectifs les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état, ou elles étoient avant la guerre.

Amnistie.

Art. XVI. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques, ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

Vaisseaux armées dans les ports.

Art. XVII. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenants à chacune des puissances belligérantes.

Le Brisgaw cédé au Duc de Modène.

Art. XVIII. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème s'oblige à céder au Duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avoient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédoit les Modénois.

Biens des archiducs d. l. Pays-Bas.

Art. XIX. Les biens fonciers et personnels non alienés de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois mois.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc Ferdinand, dans le territoire de la république cisalpine.

Congrès de paix.

Art. XX. Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de ceux de la république française, pour la pacification entre ces puis-

sances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du 1797
présent traité ou plutôt s'il est possible.

Prisonniers.

Art. XXI. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auroient pas été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

Contributions.

Art. XXII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

Cérémonial.

Art. XXIII. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème et la république française conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que celui qui a été constamment observé avant la guerre.

Sa dite Majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui étoit d'usage entre sa dite Majesté et la république de Venise.

Rép. batave.

Art. XXIV. Le présent traité de paix est déclaré commun à la république batave.

Ratification.

Art. XXV. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème et la république française dans l'espace de trente jours à dater d'aujourd'hui, ou plutôt si faire se peut; et les actes de ratification, en due forme, seront échangées à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 Octobre 1797 (26 vendémiaire an 6 de la république, une et indivisible).

Signé: *Bonaparte; le marquis de Gallo; Louis comte de Cobenzl; le comte de Meerveldt*, général-major; *le baron de Degelmann.*

b.

Articles secrets ou convention additionelle du traité de Campo-Formio du 26 vendémiaire an 6.

Art. I. S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohème consent que les limites de la république française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée, et s'engage à employer ses bons

1797 offices lors de la paix avec l'empire germanique pour que la république française obtienne cette même ligne. Savoir:

La rive gauche du Rhin depuis la frontière de la Suisse au dessous de Bâle jusqu'au confluent de la Nette au dessus d'Andernach, y compris la tête de pont de Manheim sur la rive gauche du Rhin et la ville et forteresse de Mayence, l'une et l'autre rive de la Nette, depuis son embouchure jusqu'à sa source près de Bruch, de là une ligne passant par Senscherode et Borley jusqu'à Kerpen et de cette ville à Udelhofen, Blankenheim, Marmagen, Jactenigt, Cale, Gemund et compris les arrondissemens et banlieues de ces communes, puis les deux rives de l'Olff jusqu'à son embouchure dans la Roer, les deux rives de la Roer, en y comprenant Heimbach, Nideggen, Duren et Juliers avec leurs arrondissemens et banlieues ainsi que les villages riverains et leur arrondissement jusqu'à Limnich, de là une ligne passant Roffems et Thalens, Dalen, Hilas, Papdermod, Laterforst, Radenberg, Haversloo, s'il se trouve dans la direction de la ligne, Anderheide, Halderkirchen, Wambach, Herringen et Grobray avec la ville de Venloo et son arrondissement, et si malgré les bons offices de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, l'empire germanique ne consentoit pas à l'acquisition par la république française de la ligne de limite ci-dessus désignée, S. M. l'empereur et roi s'engage formellement à ne fournir à l'armée d'empire que son contingent, qui ne pourra être employé dans les forteresses, sans que par là il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être établis entre sa dite Majesté et la république française.

Navigation du Rhin.

Art. II. S. M. l'empereur roi de Hongrie et de Bohème emploiera également ses bons offices lors de la pacification avec l'empire germanique:

1. Pour que la navigation du Rhin soit libre pour la république française et les états de l'empire situés sur la rive droite de ce fleuve depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire de la république batave.

2. Pour que le possesseur de la partie allemande opposée à l'embouchure de la Moselle ne puisse jamais ni sous aucun prétexte que ce soit, s'opposer à la libre navigation et sortie de bateaux, barques ou autres bâtimens hors de l'embouchure de cette rivière.

3. Pour que la république française ait la libre navigation de la Meuse et que les péages et autres droits qui pourroient se

trouver établis depuis Venloo, jusqu'à son entrée dans le territoire batave soient supprimés. 1797

Comté du Falkenstein.

Art. III. S. M. I. et R. renonce pour elle et ses successeurs en faveur de la république française à la souveraineté et propriété du comté de Falkenstein et de ses dépendances.

Compensation.

Art. IV. Les pays que S. M. l'empereur roi de Hongrie et de Bohème doit posséder en vertu de l'article VI du traité patent définitif signé aujourd'hui, serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les articles III et VII patents du traité et par l'article précédent.

Cette renonciation n'a de valeur, qu'autant que les troupes de S. M. I. et R. occuperont les pays qu'elle acquiert par l'article susdit.

Salzbourg, Bavière.

Art. V. La république française employera ses bons offices pour que S. M. l'empereur acquière en Allemagne l'archevêché de Salzbourg, et la partie du cercle de Bavière située entre l'archevêché de Salzbourg, la rivière de l'Inn et de Salza, et le Tyrol y compris la ville de Wasserbourg sur la rive droite de l'Inn avec l'arrondissement d'un rayon de 3000 toises.

Fricktbal.

Art. VI. S. M. I. et R. cédera à la paix de l'empire à la république française le souveraineté et propriété de Frickthal et de tout ce qui appartient à la maison d'Autriche à la rive gauche du Rhin entre Zurzach et Bâle moyennant qu'à la paix susdite S. M. obtienne une compensation proportionelle en Allemagne qui soit à sa convenance.

La république française réunira les dits pays à la république helvétique moyennant les arrangemens qu'elles pourroient prendre entre elles sans porter préjudice à S. M. l'empereur et roi ni à l'empire.

Si la France obtient plus de l'Empire.

Art. VII. Il est convenu entre les deux puissances contractantes que si lors de la pacification prochaine de l'Empire germanique la république française fait une acquisition en Allemagne, S. M. l'empereur roi de Hongrie et de Bohème doit également y obtenir un équivalent et réciproquement si S. M. imp. et royale fait une acquisition de cette espèce, la république française obtiendra un pareil équivalent.

Nassau.

1797 Art. VIII. Il sera donné une indemnité territoriale au prince de Nassau Dietz ci-devant Stadthouder d'Hollande; cette indemnité territoriale ne pourra être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes ni dans celui de la république batave.

Prusse.

Art. IX. La république française n'a point de difficulté à restituer au roi de Prusse ses possessions sur la rive gauche du Rhin; en conséquence il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse, ce que les deux puissances contractantes se garantissent mutuellement.

Prusse.

Art. X. Si le roi de Prusse consent à céder à la république française et à la république batave de petites portions de son territoire qui se trouve sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave de Sevenaer et autres possessions vers l'Issel, S. M. l'empereur et roi de Hongrie et de Bohême employera ses bons offices pour rendre praticables les dites cessions et les faire adopter par l'Empire germanique.

L'inexécution du présent article ne pourra point détruire l'effet de l'article précédent.

Fiefs en Italie.

Art. XI. S. M. l'empereur ne s'oppose pas à l'usage que la république française a fait des fiefs impériaux en faveur de la république ligurienne.

S. M. l'empereur réunira ses bons offices à ceux de la république française pour que l'Empire germanique renonce aux droits de suzeraineté qu'il pourrait avoir en Italie et spécialement sur les pays qui font partie des républiques cisalpine et ligurienne, ainsi que sur les fiefs impériaux tel que la Lunigiana et tous ceux situés entre la Toscane et les états de Parme, les républiques Ligurienne et Lucquoise et le ci-devant Modénois, lesquels fiefs feront partie de la république cisalpine.

Indemnisations pour les états de l'Empire.

Art. XII. S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême et la république française réuniront leurs bons offices lors de la pacification de l'Empire germanique pour que les différens princes et états de l'Empire qui se trouvent éprouver quelques pertes de territoire et des droits en conséquence des stipulations du présent traité de paix, ou enfin par suite du traité à conclure avec l'empire germanique et particulièrement les electeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, l'électeur palatin de Bavière,

le duc de Wurtemberg et Teck, le Margrave de Bade, le duc de Deux-Ponts, les landgraves de Hesse-Cassel et de Darmstadt, les princes de Nassau-Sarbruck, de Salm-Kyrbourg, Loewenstein-Wertheim et de Wiedrunkel, et le comte de la Leyen obtiennent en Allemagne des Indemnités convenables qui seront réglées d'un commun accord avec la république française. 1797

Forteresses qu'évacuera l'Autriche.

Art. XIII. Les troupes de S. M. l'empereur évacueront 20 jours après l'échange des ratifications du présent traité la ville et forteresse de Mayence, Ehrenbreitstein, Philippsbourg, Manheim, Königsstein, Ulm et Ingolstadt, ainsi que tout le territoire appartenant à l'Empire germanique, jusqu'à ses états héréditaires.

Art. XIV. Les présents articles secrets auront la même force que s'ils étoient insérés mot pour mot dans le traité de paix patent signé aujourd'hui.

Ils seront ratifiés à la même époque par les deux parties contractantes et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio le 17 octobre 1797. — 27 vendémiaire an 6 de la république française une et indivisible.

Bonaparte; le marquis de Gallo; Louis, comte de Cobenzl; le comte de Meerveldt, général-major; *le baron de Degelmann.*

C.

Ratification faite par l'empereur, le 3 novembre 1797 (13 brumaire an six) du traité de paix conclu entre lui et la république française.

Nos, visis et accurate perpensis omnibus et singulis dicti tractatus pacis definitivi articulis, illum in omnibus et singulis capitibus rstum omnino gratumque habere hisce declaramus ac profitemur; verbo nostro caesareo, regio et archiducali, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, spondentes nos ea et singula, quae in illo continentur, fideliter adimpleturos, nec, ut a nostris, his quomodocumque contraveniatur unquam permissuros fore. In quorum fidem ac robur praesens ratihabitionis nostrae instrumentum manu nostra signavimus, sigilloque nostro caesareo, regio, archiducali, majori appenso firmari mandavimus.

Dabantur in civitate nostra Viennae, die tertia Novembris,

1797 anno domini millesimo septingentesimo septimo, regnorum nostrorum romano-germanici et hereditariorum sexto.

Signatum : *Franciscus.*

L. baro de Thugut.

Ad mandatum sacrae caesareae ac regiae apostolicae majestatis proprium :

Signatum : *Egidius, baro de Collenbach.*

d.

Arrêté du directoire exécutif de la République française.

Le directoire exécutif arrête et signe le présent traité de paix avec S. M. l'empereur et roi de Hongrie et de Bohème, négocié au nom de la république française par le citoyen Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, fondé des pouvoirs du directoire exécutif et chargé de ses instructions à cet effet.

Fait au palais national du directoire exécutif, le 5 brumaire, an sixième de la république française, une et indivisible.

Pour expédition conforme

Signé : *L. M. Reveillière-Lépaux,* président.

Par le directoire exécutif

Lagarde, secrétaire-général.

e.

Loi contenant la ratification du traité de paix conclu entre la république française et l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème; du 13 brumaire an 6 de la république française, une et indivisible.

Le conseil des Anciens, adoptant les motifs de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci-après, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de la déclaration d'urgence et de résolution du 9 brumaire an 6.

Le conseil des Cinq-Cents, formé en comité général pour délibérer, conformément à l'article 334 de la constitution :

Après avoir examiné le traité de paix conclu à Campo-Formio, le 26 vendémiaire an 6 entre la république française et S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, negocié au nom de la république française par le cit. Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, fondé des pouvoirs du directoire exécutif, et chargé de ses instructions, à cet effet, et au nom de l'empereur

et roi de Hongrie et de Bohème, par don Martius Mastrilli, marquis de Gallo; Louis, comte de Cobenzl; Maximilien, comte de Meerveldt, et le baron Ignace de Degelmann, ses ministres plénipotentiaires au même effet arrêté et signé par le directoire exécutif, le 5 brumaire an 6 et dont la teneur précède: 1797

Considérant que l'humanité commande de saisir les occasions de faire succéder la paix aux malheurs inséparables de la guerre.

Déclare qu'il y a urgence.

Le conseil de Cinq-cents, après avoir déclaré l'urgence, prend le résolution suivante:

Le traité de paix conclu à Campo-Formio, le 26 vendémiaire an 6, entre la république française et l'empereur et roi de Hongrie et de Bohème, dont la teneur est ci-dessus, est ratifié.

La présente résolution, y compris le traité, sera imprimée.

Signé: *Villers,* président; *Porte, Boulay* (de la Meurthe), *Gayvernon, Talot,* secrétaires.

Après une seconde lecture, le conseil des Anciens approuve la résolution ci-dessus. Le 13 brumaire an 6 de la république française.

Signé: *J. P. Lacombe-Saint-Michel,* président, *Bordas, P. Pompei, Chatry la Fosse, Desmazières,* secrétaires.

Le directoire exécutif ordonne que la loi ci-dessus sora publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la république française.

Fait au palais national du directoire exécutif le 13 brumaire, an 6 de la république française, une et indivisible.

Pour expédition conforme

Signé: *L. M. Reveillière-Lépeaux,* président.

Par le directoire exécutif

Lagarde, Secrétaire-général.

f.

Pleins-pouvoirs de M. M. le marquis de Gallo, le comte de Meerveldt, le baron de Degelmann, ministres plénipotentiaires de l'empereur.

Nos Franciscus secundus, divina favente clementia electus Romanorum imperator semper augustus Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae

1797 et Hierosolymae rex, archidux Austriae etc. etc. notum testatumque omnibus et singulis quorum interest, tenore praesentium facimus: stabilitis feliciter inter nos et rempublicam Galliae, et utrinque ratihabitis praeliminaribus pacis articulis, ambae contrahentes partes ulterius inter se convenerunt, ut plenipotentiarii plena utrinque agendi facultate muniti denominentur, qui de conficienda pace definitiva consilia conferant, disquirant, tractent, et concludere pro viribus satagant. Nos igitur, salutari adeo operi ultimam manum lubenter admovere volentes, tres eligere plenipotentiarios nostros decrevimus, ut cum Reipublicae Galliae plenipotentiario vel plenipotentiariis, pari plena agendi facultate instructo vel instructis, negotium hoc inchoent et ad felicem exitum perducere conentur; videlicet, primum, Martium Mastrillum, neapolitanum patricium Galli marchionem, ordinis Sancti-Januarii equitem torquatum, serenissimi utriusque Siciliae regis cubicularium intimum et in aula nostra oratorem extra ordinem; secundum, Maximilianum, comitem a Meerveldt, ordinis nostri militaris Mariae Theresiae equitem, cubicularium nostrum actualem, et in exercitibus nostris generalem, vigiliarum praefectum; et tertium, liberum baronem a Degelmann, ministrum nostrum plenipotentiarium ad Rempublicam helveticam, viros compertae fidei, integritatis et prudentiae, quos proinde hisce plenipotentiarios nostros denominamus, plenamque illis agendi facultatem impertimur; quod si vero unus vel alter absens, aut alia causa perpeditus fuerit, reliqui vel reliquus eamdem omnino ac omnes tractandi facultatem habeant, vel habeat; verbo nostro caesareo, regio et archiducali spondentes et adpromittentes, nos ea omnia quae praedicti nostri plenipotentiarii et in casu impedimenti, unus vel alter eorum, hac in re tractaverint, concluserint et signaverint, rata grataque habituros, et ratihabitionis nostrae instrumentum tempore quo conventum erit, extradi jussuros esse. In quorum fidem, praesentes Plenipotentiae nostrae tabulas manu nostra signavimus, sigilloque nostro caesareo, regio, archiducali majori firmari mandavimus.

Dabantur in civitate nostra Viennae, die quarta Augusti, anno Domini millesimo septingentesimo nonagesimo septimo, regnorum nostrorum romano-germanici et hereditariorum sexto.

Signatum: *Franciscus.*
L. baro de Thugut.

Ad mandatum sacrae caesareae ac regiae apostolicae majestatis proprium.

Signatum: *Egidius, baro de Collenbach.*

Pour copie conforme à l'original 1797

Signé: *Le marquis de Gallo; le comte de Meerveldt*, major-général; *le baron de Degelmann.*

Pour copie conforme, le général de division, ministre plénipotentiaire de la république française.

Signé: *H. Clarke.*

Pour copie conforme,

Signé: *A. M. Réveillière-Lépeaux.*

g.

Pleins-pouvoirs du comte de Cobenzl.

Franciscus II etc. etc. notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest vel interesse potest tenore praesentium facimus, ut luculentissimum ad posteros extet monumentum a nobis nihil unquam desiderari potuisse, quin pax, quies et tranquillitas unanimi omnium voce ardenter adeo expetita, afflictae restituatur Europae; gravissimis his felicitatem generis humani respicientibus causarum momentis permoti, extraordinarium denominare decrevimus ac proinde denominavimus Plenipotentiarium nostrum fidelem nobis dilectum Ludovicum, S. R. imperii comitem a Cobenzl, regii ordinis Sancti Stephani, regis apostolici primae classis equitem, nobis a cubiculis et consiliis intimis, et oratorem nostrum extra ordinem ad imperatoriam omnium Russiarum aulam, virum spectatae fidei, prudentiae ac rari animi candoris amplissimamque illi specialem, omnimodam ac illimitatam agendi facultatem hisce impertimur, qui cum Reipublicae gallicae Plenipotentiario vel Plenipotentiariis, pari plena agendi facultate munitis, de conficiendis aequae ac stabilis pacis conditionibus, pro eo quo egregie potest, animos conciliandi studio consilia conferat, agat et concludere satagat, verbo nostro caesareo, regio et archiducali, pro nobis, heredibus et successoribus nostris spondentes, nos ea omnia, quae praenominatus hic Plenipotentiarius noster, nomine et jussu nostro desuper egerit, concluserit et signaverit, rata omnino grataque habituros, ac ratihabitionis nostrae solemne instrumentum, tempore quo conventum erit, extradi jussuros esse. In quorum fidem et robur, praesentes Plenipotentiae nostrae tabulas manu nostra signavimus, sigilloque nostro caesareo, regio et archiducali majori firmari mandavimus.

Dabantur in civitate nostra Viennae, die vigesima Septem-

1797 bris, anno domini millesimo septingentesimo nonagesimo septimo, regnorum nostrorum romano-germanici et hereditariorum sexto.

Pour copie conforme à l'original:

Signé: *Le marquis de Gallo; Louis, comte de Cobenzl; le comte de Meerveldt,* général-major; *le baron de Degelmann.*

Pour copie conforme

Signé: *Bonaparte.*

Pour copie conforme

Signé: *L. M. Réveillière-Lépeaux.*

h.

Pleins-pouvoirs du citoyen Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie.

Le directoire exécutif, après avoir ouï le rapport du ministre des relations extérieures, arrête ce qui suit:

Le citoyen Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, est autorisé à négocier, conclure et signer avec les plénipotentiaires de S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, un traité de paix définitif entre la république française et sa dite Majesté. Le directoire lui donne, à cet effet, les pleins-pouvoirs nécessaires. Il se conformera aux instructions qui lui ont été donnés, et rendra compte des progrès et de l'issue des négociations.

Le présent arrêté ne sera point imprimé quant à présent.

Pour expédition conforme

Signé: *L. M. Réveillière-Lépeaux,* président.

Par le directoire exécutif

Lagarde, secrétaire-général.

115.

17 Octobre 1797.

Articles secrets 14, 15, 16 du Traité de paix conclu le 17 Octobre 1797 à Campo-Formio entre l'Empereur et la République française.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Art. XIV. Les troupes de la République Française évacueront également vingt jours après l'échange des ratifications du pré-

sent traité, la partie des pays Vénitiens que doit occuper Sa Majesté l'empereur et notamment les forteresses de Palma nova, Ozoppo, Porto-Legnago et les châteaux de Vérone. 1797

Art. XV. Il ne sera distrait aucune partie de l'artillerie qui se trouvait dans Mayence et dans les forteresses Vénitiennes ci-dessus désignées, au moment de leur occupation par les troupes autrichiennes et Françaises, ni rien changé à l'état actuel de leurs fortifications.

Art. XVI. Les deux parties contractantes se promettent mutuellement de la manière la plus obligatoire de garder le plus profond secret sur les présens articles. Elles ne pourront publier les articles patens qu'après la ratification donnée par les deux Gouvernemens.

116.

1 Décembre 1797.

Convention dite militaire entre l'Empereur d'Allemagne et la République française, signée à Rastadt le 1 Décembre 1797.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VI, p. 437.)

En exécution du traité de Campo-Formio, et de la convention additionelle, les plénipotentiaires de S. M. l'empereur roi de Hongrie et de Bohème, et les plénipotentiaires de la république française, s'étant réunis avec les généraux respectifs, chargés d'ordonner les mouvemens d'évacuation, sont convenus des articles suivans, et se les ont mutuellement garantis.

Art. I. Les troupes de S. M. l'empereur roi de Hongrie et de Bohème, et celles de l'Empire, qui sont à sa solde, évacueront le territoire de l'Empire de manière que le 25 décembre (5 nivôse) elles soient dans les états-héréditaires de S. M. et au-delà de la rivière de l'Inn.

Art. II. Le contingent de S. M. l'empereur repassera le Lech et ne pourra être employé dans les forteresses de l'Empire.

Art. III. Les troupes autrichiennes de la garnison de Mayence ne pourront, au 25 décembre, excéder 15.000 hommes.

Art. IV. Le même jour l'armée française évacuera les pays vénitiens, que doit occuper S. M. l'empereur.

1797 Art. V. Il restera 15.000 hommes de troupes françaises dans les sus-dits pays vénitiens, tant pour former les garnisons des différentes places fortes, que pour maintenir l'ordre.

Art. VI. Le 20 décembre, les troupes de S. M. l'empereur auront évacué les places de Manheim, Philippsbourg, Ehrenbreitstein, Ulm, Ingolstadt et Wurzbourg, et elles les remettront à qui il appartient: l'artillerie et l'approvisionnement de guerre et de bouche existant actuellement dans ces places et appartenant à S. M. l'empereur, devront être évacués à cette époque.

Art. VII. Les troupes de S. M. l'empereur, l'artillerie ainsi que les approvisionnemens de guerre et de bouche appartenant à S. M. sortiront de la ville de Mayence, de manière à ce que le 30 décembre (10 nivôse) cette opération soit entièrement achevée.

Art. VIII. Le 10 décembre (20 frimaire) les troupes françaises investiront la ville de Mayence, en laissant les communications ouverts aux troupes autrichiennes.

Art. IX. Avant le 8 décembre (18 frimaire) les plénipotentiaires de S. M. l'empereur déclareront à l'Empire, que l'intention de leur souverain est d'évacuer le territoire et les forteresses de l'Empire.

Art. X. Les plénipotentiaires de S. M. l'empereur s'employeront, pour procurer aux troupes françaises, de la part de l'électeur de Mayence ou de celle de l'Empire, l'occupation de la ville de Mayence pendant le cours des négociations, de manière que les troupes françaises puissent y être le 30 décembre (10 nivôse); et si l'électeur de Mayence ou l'Empire ne vouloit pas y consentir, la république française pourra les obliger par la force.

Art. XI. Les généraux français, commandant les troupes qui se trouvent autour de la forteresse d'Ehrenbreitstein, donneront aux troupes autrichiennes, qui évacueront cette place, toutes les facilités nécessaires pour leur passage: ils procureront en même tems aux généraux autrichiens les chevaux, bateaux, et autres moyens nécessaires au transport de l'artillerie et des munitions de guerre et de bouche.

Art. XII. Les troupes françaises et cisalpines évacueront le 30 décembre (10 nivôse) les places de Palma-Nuova, Osoppo, Porto-Legnano, Vérone et les deux Châteaux, Venise et le territoire vénitien, jusqu'à la ligne de démarcation.

Art. XIII. Le général, commandant les troupes de S. M. l'empereur en Italie, et le général commandant les troupes françaises,



prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution 1797
de l'article VI du traité de Campo-Formio: Ces deux généraux se concerteront également, pour lever tous les obstacles, qui pourroient s'opposer à l'occupation pour le 30 décembre (10 nivôse) par les troupes impériales, des pays et des forteresses, qu'elles doivent occuper en conséquence du sus-dit article V de la convention additionnelle et secrette.

Art. XIV. S'il restoit encore de l'artillerie et des magasins de guerre et de bouche, appartenant à la république française dans les pays ou forteresses, que son armée évacuera en Italie, lorsque ces pays ou forteresses seront occupés par les troupes de S. M. l'empereur, il sera accordé toute facilité et protection nécessaire pour l'évacuation des dits magasins.

Fait et signé à Rastadt, le 1 décembre 1797 (11 frimaire, an 6 de la république française).

Signé à l'original: *Bonaparte.*
Louis de Cobenzl.
Le Comte de Baillet de la Tour.
Le Comte de Meerveldt.

117.

19 Mai 1798.

Traité d'alliance conclu entre S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohème, et S. M. le Roi des deux Siciles, signé à Vienne le 19 Mai 1798.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VI, p. 456.)

L'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, et le roi des deux Siciles, ayant pris en considération la rapidité avec laquelle les évènemens se succèdent depuis quelque temps, la nécessité urgente de se prémunir contre les suites funestes des nouveaux troubles qui pourroient agiter l'Europe, et l'Italie en particulier, leurs Majestés impériales et Siciliennes, unies d'ailleurs par les liens du sang les plus étroits, ont cru devoir se concerter dans cette circonstance, sur les mesures relatives au maintien de la tranquillité publique et à la sûreté commune de leurs peuples et de leurs états. Pour cet effet leurs Majestés ont nommé comme

1798 leurs plénipotentiaires, savoir S. M. l'empereur, le baron de Thugut etc. etc. et S. M. Sicilienne, D. Ottavio Mormile, duc de Campochiaro etc. etc. qui après avoir conféré entre eux, sont convenus des articles suivans:

Alliance.

Art. I. Il y aura entre les deux souverains une alliance étroite indissoluble, qui aura pour but la défense commune de leurs peuples et de leurs états contre toute agression hostile.

Troupes.

Art. II. En conséquence de cette alliance et pour n'être pas surpris par des évènemens imprévus, les deux hauts alliés conserveront sur pied, chacun de son côté, jusqu'à la paix continentale et au parfait rétablissement de la tranquillité publique, un nombre déterminé de troupes, constamment pourvues de tout ce qui est nécessaire pour entrer en campagne, et toujours prêtes à marcher au premier commandement.

Leur nombre.

Art. III. Conformément à l'article précédent l'empereur promet de tenir sur pied jusqu'à la paix continentale et jusqu'à ce que le calme soit solidement rétabli en Italie, un corps qui sera au moins de 60.000 hommes effectifs, et toujours disponible dans ses nouvelles possessions en Italie et dans le Tirol. Le roi des deux Siciles de son côté, entretiendra jusqu'à la même époque, sur les frontières du royaume, qui regardent les possessions autrichiennes en Italie un corps au moins de 30.000 hommes effectifs toujours en état d'agir au premier ordre.

Frégattes.

Art. IV. Vu la grande différence entre les forces de terre que les deux puissances s'obligent d'employer au besoin pour le soutien de la cause commune, S. M. Sicilienne s'engage en outre, à faire croiser jusqu'à ce que les affaires d'Italie aient pris une assiette stable et tranquille, 3 ou 4 frégattes dans la mer adriatique, afin de la purger des corsaires barbaresques et d'autres pirates ou pour servir dans toute autre opération intéressante à l'avantage commun et spécialement pour convoyer et faciliter les transports de vivres et autres objets que S. M. I. dans les cas d'une nouvelle rupture tireroit par mer de ses autres états pour approvisioner son armée d'Italie.

Casus foederis.

Art. V. Aussitôt que l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes sera attaquée dans ses possessions actuelles, au premier avis qu'elle aura donné à son allié que les hostilités ont

commencé, ce dernier fera, sans le moindre délai, avancer ses troupes pour agir contre la puissance qui, attaquant injustement l'une des deux parties contractantes, seroit considérée comme étant devenue l'ennemi de l'autre. 1798

Augmentation d. troupes.

Art. VI. C'est par des diversions actives et vigoureuses, que les deux alliés se prêteront principalement l'appui réciproque qui est le but de cette alliance défensive; si les événemens et le danger dans lequel pourrait se trouver l'une des deux hautes parties contractantes l'exigent, l'autre partie ne se bornera pas au nombre de troupes stipulé dans l'article III, mais elle l'augmentera, et dans ce cas l'empereur le portera à 80.000 et le roi des deux Siciles à 40.000 combattans effectifs.

Opérations.

Art. VII. Les généraux des deux armées correspondront entre eux pour combiner les opérations respectives de la manière la plus analogue du bien commun et au succès des armées des deux alliés.

Réunions.

Art. VIII. Les deux corps d'armée devant s'entreaider dans leurs opérations, principalement au moyen de diversions propres à diviser les forces de l'ennemi, chacun des deux hauts alliés pourvoira à l'approvisionnement nécessaire pour ses troupes et à leur entretien; et si des circonstances imprévues engageoient à réunir pour quelques opérations les troupes respectives, les deux généraux commandans se concerteroient amicalement sur la manière d'assurer à ces troupes les moyens de subsister.

Paix commune.

Art. IX. Les deux alliés se trouvant en guerre contre une puissance par une agression hostile de sa part contre l'une ou l'autre des deux parties contractantes, ils ne pourront déposer les armes que du commun accord, et aucun d'eux ne pourra entrer en négociations pour une paix particulière ou séparée, sans avoir obtenu le consentement exprès et par écrit de son allié, et spécialement sans avoir stipulé en faveur de son allié l'entière restitution de toutes les parties de son territoire que l'ennemi aurait envahies pendant la guerre.

Ratification.

Art. X. La présente convention défensive sera ratifiée par les deux cours dans le terme de six semaines, ou même plus tôt si faire se peut. L'échange des ratifications se fera à Vienne selon le mode accoutumé. — En foi de quoi nous plénipotentiai-

1798 res de S. M. l'empereur et S. M. Sicilienne avons signé le présent acte et y avons fait apposer le sceau de nos armes.

Fait à Vienne le 19 mai 1798.

(L. S.) *le baron de Thugut.*
le duc de Campochiaro.

118.

19 Mai 1798.

Quatre articles additionels et secrets ajoutés au Traité d'alliance défensive entre l'Autriche et le Roi des deux Siciles à Vienne le 19 Mai 1798, signés le même jour avec ce Traité, ratifiés à Naples le 16 Juin 1798.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Art. I. Quoique la teneur des stipulations défensives signées ce-jourd'hui paroisse obliger en général les denx Cours à faire cause commune, et à entrer en guerre contre toute puissance quelconque, qui se seroit portée à des hostilités contre l'une ou l'autre des deux hautes Parties Contractantes, il a été cependant convenu, que l'engagement contracté ne regarderoit que le Gouvernement Français, et les nouvelles Républiques alliées de la France, et dans le cas d'une aggression hostile de leur part contre l'un ou l'autre des deux Alliées, lesquels pour le reste ne seroient tenus par la Convention signée ce-jourd'hui à prendre aucune part à toute autre guerre, que l'une des deux hautes Parties Contractantes auroit à soutenir.

Art. II. Comme le renouvellement des hostilités par les Français en Allemagne contre l'Empereur, rendroit en même tems la reprise des Armes en Italie absolnment inévitable, l'on déclare icy, que le Casus Foederis existerait dans uno telle supposition, et que par conséquent au premier avis qui seroit donné à Sa Majesté Sicilienno par son Alliée du recommencement des hostilités en Italie, Sa susdite Majesté ferait sans le moindre délai mettre en mouvement ses Troupes ponr se porter contre l'Ennemi, et appuyer ainsi par une diversion énérgique les opérations de l'Armée Autrichienne.

Art. III. Les deux Cours continueront à entretenir entr'

Elles les communications les plus confidentielles sur leurs inté- 1798
rêts respectifs; Elles pourrout, selon la tournure ultérieure que prendront les Affaires en général, et surtout celles de l'Italie se concerter dans la plus grande intimité sur toutes les mesures, que les circonstances pourront exiger pour assurer Leur propre conservation et pour réprimer les progrès effrayants des dangers d'un bouleversement total, dont tous les Gouvernemens légitimes sont ménacés.

Art. IV. Ces Articles secrets auront la même valeur, que s'ils étoïent insérés mot pour mot dans la Convention principale conclue, et signée ce-jourd'hui et les ratifications de cette Convention additionelle secrète expédiés en bonne et due forme, seront échangées en même tems, que celles de la Convention principale.

En foy de quoi Nous Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale et de Sa Majesté Sicilienne avons signé le présent Acte, et y avons fait apposer le cachet de Nos Armes.

Fait à Vienne, le dix neuf May l'an mil sept cent quatre-vingt dix-huit.

Le Baron de Thugut.
Le Duc de Campochiaro.

Noi Ferdinando per la grazia di Dio Re delle Due Sicilie, di Gerusalemme ec. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ec. Gran Principe Ereditario di Toscana ec. Dichiariamo che oltre al Trattato di Alleanza difensiva conchiuso, e segnato in Vienna il dì 19 Maggio dalli rispettivi Plenipotenziarj, si è dalli medesimi nello stesso giorno conchiusa, e firmata una Convenzione addizionale segreta, il di cui tenore è il seguente: Convention additionelle secrète.

Avendola Noi maturamente considerata, e trovatala corrispondente in tutto alle Nostre intenzioni l'approviamo, confermiamo, e ratifichiamo, come colla presente l'abbiamo per approvata, confermata, e ratificata, promettendo sotto la Fede, e Nostra Parola Regia, per Noi, Nostri Eredi, e Successori, che sarà puntualmente, ed esattamente osservata in tutto ciò, che vi si contiene. In fede di che l'abbiamo sottoscritta di Nostra propria Mano, l'abbiamo fatta munire del Sugello delle Nostre Reali Armi, e contrasegnare dall' infrascritto Nostro Consigliere, e Segretario di Stato, Affari Esteri, Marina, e Commercio oggi in Napoli il dì 16 Giugno mille settecento novantotto.

Ferdinando.

119.

Ad 19 Mai 1798, — 18 Juillet 1798.

1798 Deux articles pour servir de supplément à la convention additionelle et secrète, signée le 19 Mai 1798 entre l'Autriche et le Roi des deux Siciles; articles signés à Vienne le 18 Juillet 1798, ratifiés à Naples le 31 Juillet 1798.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Art. I. Si le Directoire exécutif de France par un effet de ses principes d'injustice et de violence, se portoit à une attaque hostile contre les Etats de Sa Majesté Sicilienne, sous le prétexte des approvisionnements et autres facilités, qui auroient été accordés aux Vaisseaux de l'escadre Britannique dans les ports des Deux Siciles, Sa Majesté Impériale regarderoit une pareille agression comme étant comprise dans les cas de l'Alliance conclue entre Elle et Sa Majesté Sicilienne.

Art. II. Et si pendant le cours de la présente guerre quelque autre Puissance Alliée de la France agissoit par le même motif hostilement contre Sa Majesté Sicilienne, Sa Majesté Impériale, en vertu de la garantie mutuelle des Etats respectifs, qui fait l'objet de Son Alliance avec Sa Majesté Sicilienne, feroit cause commune avec Son Allié, en contribuant à la défense de Ses Etats de la manière la plus efficace possible.

En foy de quoi les deux Plénipotentiaires de Leurs Majestés Impériale et Sicilienne ont signé le présent Acte, dont les Ratifications seront échangées à Vienne le plutôt que faire se pourra. Fait à Vienne le dixhuit Juillet l'an mil sept cent quatre-vingt dix-huit.

Le Baron de Thugut. — *Le Duc de Campochiaro.*

Noi Ferdinando per la grazia di Dio Re delle Due Sicilie, di Gerusalemme ec. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ec. Gran Principe Ereditario della Toscana ec. ec. Dichiariamo, che oltre al Trattato di Alleanza difensiva tra Noi e Sua Maestà l'Imperatore, e alla Convenzione addizionale segreta, conchiusi, e segnati in Vienna il dì dicianove Maggio prossimo passato dalli rispettivi Plénipotenziarj, si è dai medesimi conchiuso, firmato nel dì diciotto del cadente Luglio un supplemento alla stessa Convenzione addizionale segreta, il di cui tenore è il seguente.

Supplément à la Convention additionelle secrète = L'Empe-

reur voulant prouver d'une manière non équivoque sa résolution 1798
invariable de concourir en bon et fidèle allié, et par tous les moyens en son pouvoir, à la sûreté des Etats du Roy des Deux Siciles, les deux Plénipotentiaires des Leurs Majestés Impériale et Sicilienne, sont convenus ce-jourd'hui des deux Articles suivants, pour servir de supplément à la Convention additionelle secrète signée le 19 May de la présente année et conformément à l'Article trois de la dite Convention.

Ed avendolo Noi trovato corrispondente alle Nostre intenzioni, lo approviamo, confermiamo, e ratifichiamo, come colla presente lo abbiamo per approvato, confermato, e ratificato: Promettendo sotto la Fede, e Parola Regia per Noi, Nostri Eredi e Successori, che sarà puntualmente, ed esattamente osservato.

In fede, e sicurrezza lo abbiamo sottoscritto di Nostra propria mano, lo abbiamo fatto munire del suggello delle Nostre Reali Armi, e contrasegnare dall' infrascritto Nostro Consigliere e Segretario di Stato, Affari Esteri, Marina e Commercio oggi in Napoli il dì trentuno Luglio 1798.

Ferdinando.

120.

17 Octobre 1798.

Convention entre les généraux autrichiens et la république des Grisons. Coire le 17 Octobre 1798.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VI, p. 176.)

Da Se. k. k. ap. M. die gnädigste Versicherung wiederholt abzugeben geruht haben, dass Allerhöchst dieselbe dem Freistaate der drei Bünde bei allen sich ereignen möchtenden Umständen den kräftigsten, erbvereinten und bundesgenössischen Schutz, Schirm und Unterstützung zuzusichern beschlossen; so hat der hier versammelte Kriegsrath bemeldeter Republik bei diesen, der Ruhe, Freiheit, Unabhängigkeit und alten Staatsverfassung gefährlichen und drohenden Umständen, zur Sicherung derselben höchst nöthig erachtet, den von allerhöchstbemeldeter ks. k. Maj. nun

1798 uns gnädigst angetragenen werkthätigen bundesgenössischen Beistand, Unterstützung und Hilfe aufs Neue, vermög dem schon vorhin erhobenen Resultat der herrschenden Räthen und Gemeinden, anmit ehrerbietigst und dringend zu erflehen, und um einige k. k. Truppen zur Beschützung und Sicherung unserer bedrohten Landesgrenzen und Pässen als bundesgenössische Auxiliar- oder Hilfs-Truppen zu bitten, welche auch Namens Sr. k. k. Majestät Allerhöchstderselben General-Feldmarschall-Lieutenant des Herrn Grafen Bellegarde Excellenz, wie auch des kk. Herrn General-Major und dermalen die kk. Truppen commandirenden Freiherrn von Auffenberg Hoch- und Wohlgehoren, bei erfolgter Unterredung zwischen Sr. Excellenz und denen von benannten Kriegsrath der drei Bünde ausgeschlossenen Herrn Lands- und Bundesobersten gütigst zu bewilligen, und zur Beschützung aller und jeder Landespässe und Grenzen, an ihre Bestimmung zu befördern und abzuordnen, die Versicherung mitzutheilen geruhet haben.

Man ist deswegen übereingekommen, dass unmittelbar, und ohne den geringsten Aufschub alle und jede Pässe und Grenzen Bündens mit so vielen kais. Truppen sollen besetzt werden, als die Sicherstellung und Beschützung derselben bei gegenwärtiger Lage der Sachen erfordert, und zur Unterstützung der Landestruppen nöthig wird erachtet werden.

Hochermeldete Excellenz, der Herr General-Feldmarschall-Lieutenant, Graf von Bellegarde, mit dem commandirenden General von Auffenberg haben zugleich die feierlichste und gütigste Zusicherung beizufügen geruhet, dass bemeldete, die Landesgegenden besetzende kk. Trupen denen Einwohnern Bündtens im geringsten nicht zur Last fallen, und mit Vorbehalt der erforderlichen Einquartirung, für alle übrigen Bedürfnisse der Auxiliar-Völker ohne Schaden und Beitrag der Bundesgenossen werde gesorgt werden.

Und wann auch die Umstände mehr oder weniger Lieferungen an Fourage oder Heu, auch andern Sachen, unentbehrlich machen sollten, wird der Betrag davon denen Lieferanten oder Eigenthümern vergütet, und iu dem zu bestimmenden laufenden Preise bezahlt werden. Indessen sind hochermeldete Herrn Generale überzeugt, dass man abseiten der Einwohner Bündens sich gegen die kk. Völker freundschaftlich zu betragen, und selber einen zum Schutz ihrer Freiheit und alten Staatsverfassung ganz allein abzuzweckenden Aufenthalt im Lande erträglich zu machen, und alle Erleichterung zu verschaffen sich beeilen werde. Uebrigens sollen und werden die zwischen dem allerdurchlauch-

tigsten Erzhause Oesterreich und dem Freistaat der drei Bünde 1798
glücklichst bestehende Traktate und Erbvereinigung noch fernerhin heilig und genau beobachtet, und bei allen sich ereignen möchtenden Umständen von beiden Seiten treu erfüllt werden. Die Freiheit, Unabhängigkeit und alte Staatsverfassung der Bündner sollen wider alle und jede Angriffe beschützet und geschirmet werden. Die k. k. Völker sollen angehalten werden, die bestmöglichste Mannszucht zu beobachten, und jeden Einwohner der Orten wo selbe verlegt, bei seinem Eigenthume ebenfalls zu schützen. — Die k. k. Truppen Herrn commandirenden Generale, und alle übrige Herrn Offiziers, sollen und werden sich im Geringsten nicht in die innere Regierung des freien Landes mischen, sondern sowohl die Regenten als übrigen bestellen Obrigkeiten desselben, wie nicht weniger alle und jede ihrer Leitung anvertrauten Bundesgenossen und Einwohner des hohen Rhätiens, alle ihre Rechte, Freiheiten und Privilegien ungehindert geniessen lassen. — Alle Einquartirung und Besatzung der Oerter soll mit Rath und Mitwirkung der Bündner erfolgen. Die k. k. Völker werden nur an diejenigen Plätze verlegt werden, wo es die Sicherheit und Beibehaltung der innern Ruhe erfordern.

Unterzeichnet: Chur am 17. October 1798.

Die Häupter Landes- und Bundesoberste und Kriegsräthe des Freistaates der 3 Bünde.

Sr. k. k. ap. M. wirkl. General-Major und Commandirender der zur Unterstützung nach Bünden beorderten Truppen.

Auffenberg.

121.

20 Juin 1800.

Convention entre l'Autriche et la Grande-Bretagne sur un emprunt de deux millions de L. St. 1800

(*Martens*, Recueil des traités, t. VII, p. 61.)

S. M. l'empereur des Romains, roi d'Hongrie et de Bohème, et Sa Maj. le roi de la Grande-Bretagne, ont jugé conforme à l'intérêt de leurs couronnes, et utile à l'avancement de la cause

1800 commune, de convenir ensemble de la meilleure manière de continuer efficacement, dans cette campagne, leurs efforts réunis contre l'ennemi commun. En conséquence, le Baron de Thugut, chevaier de l'ordre de St. Etienne, conseiller-d'état de Sa Maj. impériale, et son commissaire-général et ministre plénipotentiaire dans ses provinces d'Italie, d'Istrie, et de Dalmatie, et Gilbert, lord Minto, pair de la Grande-Bretagne, membre du conseil-privé de Sa Maj. britannique, et son Envoyé-extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour de Vienne étant munis par leurs susdites Majestés impériale et britannique de pleinpouvoirs nécessaires pour discuter et arranger cet objet important, ces plénipotentiaires, après l'échange de leurs pleinvouvoirs respectifs ont arrêté les articles suivans.

Art. I. Afin de subvenir aux besoins pressans du trésor de Sa Maj. impériale, déjà chargé de dépenses enormes, et qui vont augmenter encore pendant cette campagne, Sa Maj. britannique avancera à Sa susdite Maj. impériale, par forme de prêt, une somme de deux millions livres sterling, laquelle somme sera partagée en trois parties, et payée, argent comptant, à trois époques différentes; de manière que le premier tiers 666.666 l. st. 13. s. 4 p. sera payé dans les premiers jours de juillet, le second, d'une somme pareille, dans les premiers jours de septembre, et le dernier tiers au commencement de décembre.

Art. II. Durant la continuation de la guerre, et pendant les six mois, qui suivront la conclusion de la paix entre l'Autriche et la France, Sa Maj. impériale ne sera point tenue de payer aucuns intérêts des deux millions, avancés en vertu de l'article précédent; ce dont la Grande-Bretagne se chargera jusqu'à l'époque sus-mentionnée. Mais le terme de six mois après la conclusion de la paix étant échu, Sa Maj. impériale payera au gouvernement britannique, ou aux personnes désignées par le gouvernement britannique, une rente annuelle, ou des rentes annuelles, formant ensemble le montant des intérêts des deux millions avancés; lesquels intérêts seront réglés sur le même pied, que ceux de prêts à négocier pendant cette année pour le gouvernement britannique lui-même. De plus, Sa Maj. impériale payera annuellement au gouvernement britannique une somme de 20.000 l. st.; en deux termes savoir 10.000 l. st. tous les six mois; laquelle somme sera employée à racheter successivement et diminuer ainsi la somme capitale des deux millions, de la même manière que le gouvernement britannique est accoutumé de faire à l'égard de ses propres emprunts.

Art. III. Leurs Maj. impériale et britannique s'obligent ré- 1800
ciproquement de pousser avec vigueur, pendant cette campagne, la guerre contre la république françoise; de faire usage dans cette campagne de toutes leurs forces, tant de terre que de mer; et d'arranger d'un commun accord, quand l'occasion l'exigera, la manière plus avantageuse d'employer respectivement ces forces de terre et de mer au soutien des opérations contre l'ennemi commun. Sa Maj. impériale aura soin de tenir ses armées en Allemagne et en Italie au complet, en réparant les pertes qu'elles ont faites, afin qu'on puisse toujours combattre pour autant qu'il sera possible, avec le même nombre d'hommes, en conformité du plan dont Sa Maj. impériale a fait confidence au gouvernement à l'ouverture de la campagne.

Art. IV. Les troupes bavaroises, celles de Wurtemberg et les régimens suisses, qui sont à la solde de la Grande-Bretagne, seront à la dispositition de Sa Maj. impériale, pour faire partie de sou armée en Allemagne et servir contre l'ennemi, d'après les conventions faites à ce sujet avec le roi de la Grande-Bretagne. Sa Maj. britannique prendra en outre les mesures nécessaires, à l'effet de renforcer ultérieurement l'armée de Sa Maj. impériale en Allemagne par un aussi grand nombre de troupes allemandes et suisses qu'il sera possible.

Art. V. Leurs Maj. impériale et britannique s'engagent, pour le tems que durera cette convention, à ne point faire de paix séparée avec la république françoise, sans s'en être averties d'avance et y avoir consenti réciproquement. Elles s'engagent de même à ne point entrer en négociation avec l'ennemi, ni recevoir de lui des ouvertures à cet effet, soit pour une pacification particulière ou générale, sans s'en faire confidence de part et d'autre; s'obligeant enfin à agir, à tous égards, d'un parfait accord.

Art. VI. La durée de cette convention est fixée à une année, à compter du 1 mars 1800, jusqu'au dernier de février 1801. Au mois de décembre prochain, aussitôt après le payement du dernier terme de la somme à avancer, les deux hautes parties contractantes conféreront ensemble et se communiqueront confidentiellement les raisons, qu'elles croiront y avoir, pour diriger les résolutions à prendre pour l'avenir, d'après les circonstances et leur intérêt réciproque.

Art. VII. La convention présente sera ratifiée par leurs Maj. impériale et britannique, et les ratifications respectives seront échangées à Vienne dans six semaines ou plutôt si faire se

1800 peut. Nous sous-signés, munis des pleins-pouvoirs nécessaires de leurs Maj. impériale et britannique, avons signé cette convention, et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Vienne, le 20 juin 1800.

Signé: *Le Baron de Thugut.*
Minto.

122.

Juin, Juillet 1800.

Convention d'évacuation et d'armistice entre les armées impériales et françaises en Italie et en Allemagne.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VII, p. 58.)

a.

Convention pour l'évacuation de Gênes par l'aile droite de l'armée françoise, entre le vice-amiral Lord Keith, commandant en chef la Flotte angloise, le lieutenant-général baron de Ott, commandant le blocus, et le général de l'armée françoise, Massena. Sur le pont de Conegliano le 3 Juin 1800.

Art. I. L'aile droite de l'armée françoise chargée de la défense de Gênes, le général en chef et son état-major, sortiront avec armes et bagages, pour aller rejoindre le centre de l'armée.

Réponse. L'aile droite chargée de la défense de Gênes, sortira au nombre de huit mille cent dix hommes et prendra la route de terre pour aller par Nice en France: le reste sera transporté par mer à Antibes. L'amiral Keith s'engage à faire fournir à cette troups le subsistance en biscuit, sur le pied de la troupe angloise. Par contre, tous les prisonniers autrichiens faits dans la rivière de Gênes par l'armée de Massena dans la présente année, seront rendus en masse, en compensation; se trouvent exceptés ceux déjà échangés au terme d'appésent. Au surplus l'article premier sera exécuté en entier.

Art. II. Tout ce qui appartient à ladite aile droite, comme artillerie et munitions en tout genre, sera transporté par la Flotte angloise à Antibes ou au golphe de Jouan.

Réponse. Accordé.

Art. III. Les convalescens et ceux qui ne sont pas en état

de marcher, seront transportés par mer jus'qu' Antibes et nourris 1800
ainsi qu'il est dit dans l'article I.

Réponse. Ils seront transportés par la Flotte angloise et nourris.

Art. IV. Les soldats françois restés dans les hôpitaux de Gênes, y seront traités comme les Autrichiens; à mesure qu'ils seront en état de sortir, ils seront transportés ainsi qu'il est dit dans l'article III.

Réponse. Accordé.

Art. V. La ville de Gênes, ainsi que son port, seront déclarés neutres, la ligne qui déterminera sa neutralité sera fixée par les parties contractantes.

Réponse. Cet article roulant sur des objets purement politiques, il n'est pas au pouvoir des généraux des troupes alliées d'y donner un assentiment quelconque. Cependant, les soussignés sont autorisés à déclarer que S. M. l'empereur s'étant déterminé à accorder aux habitans génois son auguste protection, la ville de Gênes peut être assurée que tous les établissemens provisoires que les circonstances exigeront, n'auront d'autre but que la félicité et la tranquillité publique.

Art. VI. L'indépendance du peuple ligurien sera respectée, aucune puissance actuellement en guerre avec la république ligurienne ne pourra opérer aucun changement dans son gouvernement.

Réponse. Comme à l'article précédent.

Art. VII. Aucun Ligurien ayant excercé ou exerçant encore des fonctions publiques, ne pourra être recherché pour ses opinions politiques.

Réponse. Personne ne sera molesté pour ses opinions, ni pour avoir pris part au gouvernement précédant l'état actuel.

Les perturbateurs du repos public, après l'entrée des Autrichiens dans Gênes, seront punis conformément aux lois.

Art. VIII. Il sera libre aux François, Génois et aux Italiens domiciliés ou réfugiés à Gênes, de se retirer avec ce qui leur appartient, soit argent, marchandises, meubles ou tels autres effets, soit par la voie de mer ou par celle de terre, par tout où ils le jugeront convenable. Il leur sera délivré à cet effet des passeports, lesquels seront valables pour six mois.

Réponse. Accordé.

Art. IX. Les habitans de la ville de Gênes seront libres de communiquer avec les deux rivières, et de continuer de commercer librement.

1800 *Réponse.* Accordé, d'après la réponse à l'article V.

Art. X. Aucun paysan armé ne pourra entrer ni individuellement ni en corps à Gênes.

Réponse. Accordé.

Art. XI. La population de Gênes sera approvisionnée dans le plus court délai.

Réponse. Accordé.

Art. XII. Les mouvemens de l'évacuation de la troupe françoise, qui doivent avoir lieu conformément à l'art. I seront réglés dans la journée entre les chefs de l'état-major des armées respectives.

Réponse. Accordé.

Art. XIII. Le général autrichien commandant à Gênes, accordera toutes les gardes ou escortes nécessaires pour la sûreté des embarcations des effets appartenans à l'armée françoise.

Réponse. Accordé.

Art. XIV. Il sera laissé un commissaire françois pour le soin des blessés et malades, et surveiller leur évacuation. Il sera nommé un autre commissaire des guerres pour assurer, recevoir et distribuer les subsistances de la troupe françoise, soit à Gênes, soit en marche.

Réponse. Accordé.

Art. XV. Le général Massena enverra en Piémont, ou partout ailleurs, un officier au général Bonaparte, pour le prévenir de l'évacuation de Gênes. Il lui sera fourni passeport et sauvegarde.

Réponse. Accordé.

Art. XVI. Les officiers de tout grade de l'armée du général en chef Massena, faits prisonniers de guerre depuis le commencement des hostilités de la présente année, rentreront en France sur parole, et ne pourront servir qu'après leur échange.

Réponse. Accordé.

Articles additionnels.

La porte de la Lanterne, où se trouve le pontlevis, et l'entrée du port, seront remis à un détachement de troupes autrichiennes et à deux vaisseaux anglois, aujourd'hui 4 juin à deux heures après-midi.

Immédiatement après la signature, il sera donné des otages de part et d'autre.

L'artillerie, les munitions, plans et autres effets militaires

appartenans à la ville de Gênes et son territoire, seront remis fidèlement par les commissaires françois aux commissaires des armées alliées. 1800

Fait double sur le Pont de Conegliano, le 5 juin 1800.

Signé: *Le Baron d'Ott*, Lieutenant-général.
Keith, vice-admiral.

Pour copie conforme, le général en chef de l'armée d'Italie.

Massena.

---

b.

Convention arrêtée entre le citoyen Alex. Berthier, général en chef de l'armée françoise en Italie, et S. Excellence le baron de Mélas général en chef de l'armée impériale en Italie, après la bataille de Marengo.

Art. I. Il y aura armistice et suspension des hostilités entre l'armée de S. M. l'empereur et l'armée de la république Françoise en Italie, jusqu'à ce qu'il soit arrivé une réponse de la Cour de Vienne.

Art. II. L'armée de S. M. l'empereur occupera les pays situés entre le Mincio, la Fossa mestra et le Pô, c'est à dire: Peschiera, Mantoue, Borgoforte, et depuis là, la rive gauche du Pô, et sur la rive droite, la Forteresse de Ferrara seulement.

Art. III. L'armée impériale occupera également Toscane et Ancone.

Art. IV. L'armée françoise occupera les pays compris entre la Chiusa, l'Oglio et le Pô.

Art. V. Le pays situé entre la Chiusa et le Mincio ne sera occupé par aucunes troupes. L'armée de S. M. l'empereur tirera ses vivres des pays qui appartenaient au duché de Mantoue; l'armée française tirera les siens du territoire qui appartenait à la province de Peschiera.

Art. VI. Les châteaux d'Alexandrie, Tortone, de Milan, Turin, Pizzighetone, Arona et Plaisance seront remis à l'armée françoise, du 16 au 20 juin.

Art. VII. Les châteaux de Coni, Ceva, Savone, et la ville de Gênes seront remis entre le 20 et le 23 juin.

Art. VIII. Le fort d'Urbin sera remis du 23 au 25 juin.

Art. IX. La grosse artillerie des différentes places sera classée de la manière suivante: A) Toutes les pièces de calibre

1800 autrichien appartiennent à l'armée autrichienne. B) Les pièces de calibres italien, piemontois et français appartiendront à l'armée française. C) Les provisions de bouche seront partagées de la même manière, et une partie sera à la disposition du premier commissaire des guerres de l'armée autrichienne.

Art. X. Les diverses garnisons sortiront ensemble avec tous les honneurs de la guerre et se rendront avec armes et bagages à Mantoue, par le plus court chemin.

Art. XI. L'armée autrichienne se rendra à Mantoue par Plaisance, en trois colonnes. La première du 16 au 20 juin, ou du 27 prairial au 1 méssidor. La seconde du 20 au 24 juin, ou du 1 au 5 méssidor; la troisième du 24 au 26 juin, ou du 5 ou 7 méssidor.

Art. XII. Messieurs les généraux Saint-Julien, de Schevertnick, de l'artillerie; Debrun du génie; Felsiegi, commissaire des vivres, et le citoyen général Dejean; l'inspecteur aux revues Daru; l'adjutant-général Léopold Stabenrath, et le chef de brigade d'artillerie Mossel, sont nommés commissaires, à l'effet de pourvoir aux détails de l'exécution de la présente convention, soit pour la formation des inventaires, soit pour pourvoir aux subsistances et transports, soit pour tout autre objet.

Art. XIII. Aucun individu ne pourra être maltraité pour raison de services rendus à l'armée autrichienne, ou pour opinions politiques. Le général en chef de l'armée autrichienne fera relâcher les individus qui auroient été arrêtés dans la république cisalpine pour opinions politiques, et qui se trouveroient dans les forteresses sous son commandement.

Art. XIV. Quelle que soit la réponse de Vienne aucune des deux armées ne pourra attaquer l'autre, qu'en s'en prévenant dix jours d'avance.

Art. XV. Pendant la suspension d'armes aucune armée ne fera des détachemens pour l'Allemagne.

A Alexandrie, le 27 Prairial (16 juin) an 8 de la république française.

Signé: *Alex. Berthier.*
Mélas, général de Cavalerie.

C. 1800

Articles préliminaires proposés par le lieut. gén. comte de Hohenzollern au lieut. gén. Suchet, pour l'exécution de la convention passée respectivement entre les généraux en chef des deux armées autrichienne et française en Italie.

Art. I. La ligne des avant-postes du côté du ponent s'étendra de l'embouchure de la Polcevera jusqu'au confluent de la Secca, et remontera la dite rivière et la Sadicella jusqu'aux crêtes des montagnes. Les rives droites seront occupées par les François et les rives gauches par les Autrichiens.

Art. II. Personne, tant à la ville qu'à la campagne, ne sera vexé pour opinion, ou pour avoir porté les armes ou servi dans le gouvernement impérial.

Réponse. Cela est déjà accordé dans l'art. XIII de la convention passée entre les généraux en chef Berthier et Mélas, le 26 prairial ou 15 juin dernier.

Art. III. Les malades non évacués le 24 pourront l'être plus tard sans difficulté, et en conséquence, la flottille impériale pourra jusque là rester dans le port de Gênes.

Réponse. Ce qui est relatif à l'exécution de cet article doit être réglé par les commissaires François et Autrichiens nommés par l'art. XII de la convention mentionnée à l'art. précédent. On est persuadé que l'évacuation des malades autrichiens, même après le délai porté par cette convention pour la remise des places, ne sera point un objet de litige.

Art. IV. La communication pour Savonne sera libre par terre.

Réponse. Cette communication sera libre, comme elle le sera réciproquement à travers tous les autres postes françois ou autrichiens.

Art. V. Jusqu'à ce moment personne de l'armée françoise ne pourra passer les-avant-postes pour venir à Gênes, sans que M. le comte de Hohenzollern en soit prévenu.

Réponse. Convenu.

Art. VI. M. le comte de Hohenzollern avertit le général françois, qu'il ne prend aucune part à ce qui s'est passé entre les Anglais et la ville de Gênes.

Réponse. Cet article est du ressort des commissaires nommés par la Convention mentionnée dans la réponse à l'art. II.

Art. VII. M. le comte de Hohenzollern demande satisfaction de l'événement arrivé au régiment de Casal.



1800 *Réponse.* Il sera donné suite à cette affaire.

Art. VIII. Si Mrs. les commissaires impériaux et françois ne sont pas arrivés à Gênes le 22 à cinq heures du soir, alors on conviendra amiablement de quelle manière l'évacuation de la place de Gênes sera faite par les troupes autrichiennes, d'après l'ordre qu'en a reçu M. de Hohenzollern, qui fixe le départ au 24 de ce mois. Conegliano, le 20 juin 1800. — Signé le comte *de Hohenzollern.*

Réponse. On se réunira alors pour concerter l'exécution de la convention mentionnée dans la réponse à l'article II. — Signé, l'adjutant-général, chef de l'état-major du lieutenant-général *Suchet*, fondé de pouvoirs par lui, *Préval.* — Le chef de brigade du génie, fondé de pouvoirs du lieutenant-géneral *Suchet,* signé, *L. Marés.* — Pour copie conforme, le lieutenant-général, signé, *L. G. Suchet.*

---

d.

Convention faite pour l'occupation de la ville de Gênes et ses forts, le 5 messidor (24 juin) conformément au traité fait entre les généraux en chef Berthier et Mélas.

Les commissaires et officiers munis d'ordres du général Suchet, pourront entrer demain à huit heures. — *Convenu.*

Les forts extérieurs seront occupés par les troupes françoises à trois heures du soir. — *Convenu.*

Les trois ou quatre cent malades, qui ne sont pas transportables, auront les mêmes soins que ceux des troupes françoises. — *Convenu.*

La flotille restera dans le port jusqu'à ce que les vents lui permettent de sortir. Elle sera neutre jusqu'à Livourne. — *Convenu.*

A 4 heures du matin le 5 messidor (24 juin) M. le comte de Hohenzollern sortira avec la garnison. — *Convenu.*

Les dépêches, les transports de recrues et de boeufs qui arriveront après le départ seront libres de suivre l'armée autrichienne. — *Convenu.*

Sur la demande de M. le général comte de Hohenzollern, il ne sera point rendu d'honneurs à sa troupe. — *Convenu.*

Signé: le comte de *Bussy*, général-major, fondé de pouvoir de M. le comte de *Hohenzollern.*

Conegliano, le 3 messidor an 8 de la république françoise 1800 ou 22 juin 1800.

Pour copie conforme, Le lieutenant-général.

Signé: *L. G. Suchet.*

---

e.

Convention entre les généraux en chef des armées française et impériale en Allemagne, concernant un armistice entre les armées.

Victor Fanneau-Lahorie, général de brigade à l'armée du Rhin, et le comte de Dietrichstein, général-major à l'armée impériale en Allemagne, chargés l'un et l'autre de pouvoirs spéciaux des généraux en chef des deux armées respectives, pour signer les conventions relatives à un armistice.

Art. I. Il y aura armistice et suspension d'hostilités entre l'armée de S. M. imp. royale et de ses alliées dans l'empire Germanique, en Allemagne, Suisse, Tyrol et Grisons, et l'armée de la république française dans ces pays. La reprise des hostilités devra être précédée d'un avertissement de 12 jours, compté de l'heure où la notification en sera parvenue au quartiergéuéral de l'armée opposée.

Art. II. L'armée française occupera tout le pays compris dans une ligne de démarcation, qui, partant de la rive droite du Rhin à Balzers, longe le territoire des Grisons jusqu'à la source de l'Inn, dont elle embrasse toute la vallée, arrive à la source du Lech en suivant la créte de l'Arlberg, descendant jusqu'à Reute, en suivant la rive gauche du Lech, ainsi que la rive droite, dans les points seulement où la route passo d'une rive à l'autre; laissant l'armée autrichienne en possession des débouchés qui arrivent à la rive droite; embrasse Reute, passe le Séebach à Breitenwang, longe la rive septentrionale du lac qui fournit les eaux au Séebach, remonte la gauche de l'Engthal jusqu'à la source de l'Ammer, retombe sur la frontière du comté de Werdenfels, qu'elle suit jusqu'à la Loisach, sur la rive gauche le laquelle elle se prolonge jusqu'au Cochelsée, qu'elle traverse pour arriver à Walchensée, où elle passe sur le lac de ce nom, longe la rive septentrionale du Jachenau jusqu'à son confluent dans l'Iser, qu'elle passe, et se dirige sur la Weisach à Reiten, tourne le Tegernsée, traverse à Gmündt la Mangualdt, dont elle suit la rive gauche jusqu'à Fallay, où elle prend la direction

1800 d'Oblans, passe à Minister, Greis, Glan, Zenenberg, Ostrendorf, Mosach, Alxing, Telgling, Ekhofen, Grasing, Exing, Ebersperg, Molskirch, Hohenlinden, Kraynacher, Weling, Teting, Heidberg; de là à Isen, Pensing, Sieptenbach, en suivant d'Iser, jusqu'à Fürtern; de là à Olendorf où elle se dirige vers la source du Wils, qu'elle descend sur la rive gauche jusqu'à Vilshibourg où elle passe cette rivière, se dirige sur Binabourg, suit la route de la Bina jusqu'à Durnach, passe à Semenshausen, arrive à la source de la Kolbach, quelle descend sur la rive gauche jusqu'à son confluent dans la Wils, et la gauche de la Wils, jusqu'à son embouchure dans le Danube, remonte la rive droite de l'Altmühl, jusqu'à Pappenheim, où elle prend la route de Weissembourg, pour arriver à la Rednitz, dont elle suit la rive gauche jusqu'à son confluent dans le Mein, qu'elle descend aussi sur la rive gauche jusqu'à son embouchure.

La ligne de démarcation sur la rive droite du Mein, entre ce fleuve et Dusseldorf, ne pourra, devant Mayence, être plus rapprochée de cette place que la Nidda, et dans la supposition que les troupes françaises auroient fait des mouvemens dans ces parties, elles conserveront ou reprendront pour ligne celle qu'elles se trouveront occuper aujourd'hui, 26 messidor (15 juillet).

Art. III. L'armée impériale occupera le haut et bas Engadin, c'est-à-dire la partie des Grisons dont les eaux tombent dans l'Inn, et la Vallée St. Marie dont les eaux tombent dans l'Adige. Le point de démarcation de l'armée française passera de Balzers au lac de Come par la route de Coire, Tusis, le Splugen et Chiavenna. Le Luciensteig est compris dans cette ligne. La partie du territoire des Grisons comprise dans cette ligne et l'Engadin seront évacues et resteront neutres entre les deux armées. Ce pays conservera d'ailleurs le forme de son gouvernement.

Art. IV. Les places comprises dans la ligne de démarcation, qui se trouvent encore occupées par les armées impériales, resteront, sous tous les rapports, dans cet état, le quel sera constaté par des délégués nommés à cet effet par les généraux en chef des deux armées; il ne sera rien ajouté à leurs moyens de défense, et elles ne pourront gêner la libre navigation des rivières, et les communications qui passeroient sous leur commandement lequel est fixé à 2000 toises de rayon du corps de la place. Leurs approvisionnemens ne pourront être renouvelés que tous les 10 jours, et dans la proportion de la consommation réglée. Ils ne seront point pris dans l'arrondissement des pays

occupés par l'armée française, qui de son côté ne pourra en contrarier l'arrivée. 1800

Art. V. Le général en chef de l'armée impériale pourra envoyer un officier dans chacune de ces places, pour instruire les commandans de la conduite qu'ils auront à tenir, d'après l'article ci-dessus.

Art. VI. Il n'y aura de ponts sur les rivières qui sépareront les deux armées, que lors qu'elles seront traversées par la ligne de démarcation, et seulement en carrière de cette ligne, sauf les arrangemens particuliers, qui par la suite pourroient être jugés nécessaires, soit pour les besoins des armées respectives, ou pour ceux de commerce. Les généraux en chef des deux armées s'entendront sur ces objets.

Art. VII. Partout où des rivières navigables sépareront les deux armées, la navigation, soit pour elles, soit pour le pays, ne sera empêchée par aucune des deux, et là où des chaussées seroient la démarcation, elles serviront aux deux armées pour la commodité de leurs transports durant l'armistice.

Art. VIII. La portion du territoire de l'empire et des états de S. M. imp. comprise dans la ligne de démarcation de l'armée française, est mise sons la sauve-garde de sa loyauté pour le maintien du respect des propriétés, et des formes actuelles du gouvernement des peuples. Les habitans de ces pays ne seront point recherchés pour raison des services rendus à l'armée impériale, ni pour opinions politiques, ni pour avoir pris une part active à la guerre.

Art. IX. Cette convention sera envoyée avec la plus prompte célérité à tous les commandans de corps de troupes des deux armées, afin que non seulement les hostilités soient aussitôt suspendues, mais que sa mise à exécution puisse être commencée immédiatement, et terminée au terme absolument nécessaire, en égard aux distances. Des officiers de l'état-major seront particulièrement chargés respectivement de déterminer sur le terrain la démarcation des limites, pour les points où leur fixation laisseroit quelqu' équivoque.

Art. X. Il n'y aura point de communication entre les avant-postes des deux armées.

Fait double à Parsdorf, le 26 messidor an 8 de la république française (15 juillet 1800).

Signé: Le général de brigade *V. F. Lahorie*.

Le général-major ingénieur au service de S. M. I. R. *le comte de Dietrichstein Proskau.*

f.

1800 *Articles arrêtés entre les généraux en chef des armées françoise et impériale en Italie, et signés par le citoyen Reille et le comte de Nugent, munis des pleinspouvoirs de leurs chefs respectifs.*

Art. I. Les postes de l'Armée françoise s'étendront sur la rive du Pô, jusqu'à l'embouchure du Panaro dans ce fleuve. La ligne remontera la rive gauche du Panaro jusqu'au point où commence le canal, qui se trouve devant Buondeno, et qui se décharge dans le Pratello di Ferrara; elle s'étendra sur la droite jusqu'à St. Marie Madelaine inclusivement, et se prolongera, par le canal Angelino, le long du Reno jusqu'à son embouchure dans le Pô-Primaro, et de-là jusqu'à la mer (ou Porto Primaro sur l'Adriatique). La ligne des postes autrichiens, en avant de Ferrara, passera par S. Biaggio, Ospedale, Senetica, Mizzana, Fosaanuova et Cona: elle s'étendra sur la rive gauche du Pô-Volana, jusqu'à la mer (ou Porto-Volana).

Art. II. Le pays, qui se trouve entre les avant-postes des deux armées, le Pô-Volana et le Pô-Primaro, ne sera occupé militairement par aucune des deux armées; mais il restera à la disposition des François, pour en tirer des vivres.

Art. III. La navigation du Pô sera entièrement libre, et réglée sur les bases suivantes. Toutes les barques, venant des pays situés au-dessus de l'Oglio, descendront librement au moyen des passeports du général en chef de l'armée françoise; et, pour remonter le fleuve, les patrons feront viser ces mêmes passeports par le général en chef de l'armée impériale, dans le cas où ils auroient dépassé l'embouchure du Panaro. La même chose aura lieu pour les barques, venant des pays situés au-dessous du Panaro; elles pourront remonter librement le fleuve avec des passeports du général en chef de l'armée impériale; et pour le descendre, les patrons feront viser ces mêmes passeports par le général en chef de l'armée françoise, au cas qu'ils aient dépassé l'embouchure de l'Oglio. Pour l'expédition et le visa de ces passeports, les généraux en chef pourront nommer des officiers établis dans les lieux les plus convenablement situés, pour faciliter la liberté de la navigation: ces officiers auront les instructions nécessaires; et les deux généraux se les communiqueront réciproquement. Quant au sel, qui pourroit être tiré de la Mesola, il ne pourra être établi de nouveaux droits d'exportation. La liberté de navigation sur la Partie du Pô, qui sépare les ar-

mées ne s'étendra en aucune manière aux barques armées, ni à celles qui portent des troupes. 1800

Art. IV. La ligne de démarcation entre les deux armées, de côté de l'Italie-Méridionale, commencera à la mer entre Pesaro et Fano; elle passera par le territoire de la république de St. Marin, et s'étendra de-là jusqu'aux frontières de la Toscane, en suivant les frontières du duché d'Urbin. Le territoire de la république de St. Marin restera neutre. Des Officiers de l'état-major seront chargés respectivement de déterminer sur les lieux la démarcation pour les points, dont la fixation pourrait laisser quelque équivoque. Cette ligne ne pourra, sous aucun prétexte, être franchie par les troupes des deux armées, pendant tout le tems que durera l'armistice.

Art. V. Les courriers et officiers de l'armée impériale, qui seront expédiés de l'armée à Ancône, et d'Ancône à l'armée, prendront la route de Ferrare par Ravenne; et ensuite ils prendront celle de Mestre.

Ils pourront emmener avec eux leurs voitures et bagages, pourvu qu'ils soient munis de passeports des généraux-commandans autrichiens. Les courriers et officiers qui devront passer de l'armée impériale en Toscane, prendront la route de Ferrare par Bologne, et de là celle de Mestre; ils pourront également emmener avec eux leurs voitures et bagages, pourvu qu'ils soient munis de passeports des généraux-commandans autrichiens.

Art. VI. Chaque fois que le général en chef de l'armée impériale devra faire passer en Toscane des Troupes, pour remplacer celles qui s'y trouvent, le général en chef de l'armée françoise leur donnera les passeports, pour le libre passage, tant pour aller que pour revenir.

Art. VII. Les particuliers des pays occupés par l'une des deux armées, qui voudront se rendre par les pays occupés par l'autre, passeront par les quatre routes suivantes: Ferrare; S. Benedetto; Bozzolo et Goito; Montechiaro et Valeggio. Les avant-postes des deux armées les laisseront passer sur les points déterminés, pourvu qu'ils soient munis de passeports du général en chef de l'armée qui occupe le pays d'où ils sont partis, ou d'un de ses lieutenants.

La communication entre les habitans de la Toscane et ceux des pays occupés par l'armée françoise, sera établie par la route de Florence à Bologne et de Pise à Massa; mais ils devront être munis de passeports des généraux qui commandent en ces lieux. Quant à la communication entre les habitans des pays occupés par les deux armées dans l'Italie méridionale, elle aura lieu par

1800 Fano et Pesaro, pourvu que les voyageurs aient des passeports comme il est dit ci-dessus.

Art. VIII. Les généraux en chef des deux armées donneront, dans le plus court délai, des ordres nécessaires pour l'exécution de la présente convention. .

Fait double à Vérone, le 31 juillet 1800 (12 thermidor an 8).

Signé: *Reille*, adjutant général.
Le comte de Nugent, major de l'état-major impérial.

Conventions ultérieures entre les armées impériales et françaises en Allemagne et en Italie.

a.

Convention d'une prolongation de suspension d'armes entre l'armée françoise du Rhin, et l'armée de S. M. impériale en Allemagne.

Le comte de Lehrbach, ministre-plénipotentiaire extraordinaire de S. M. I. et R. Apostolique en empire et à son armée d'Allemagne, et le Baron de Lauer, feldzeugmeistre des armées do Sa Majesté, d'une part; et le général de brigade de l'armée françoise du Rhin, Victor Fannau Lahorie, d'autre part; chargés respectivement des pleinspouvoirs nécessaires pour conclure et signer une convention relative à une prolongation de suspension d'armes, ont arrêté ce qui suit.

Art. I. Sa Maj. imp. et royale, sur la demande du premier consul de la république françoise, et dans la vue de donner une preuve de son désir d'arrêter le fléau de la guerre, consent à ce que les places de Philippsbourg, d'Ulm avec les forts qui en dépendent, et d'Ingolstadt, lesquelles sont comprises dans la ligne de démarcation, qui a été fixée par la convention du 15 juillet dernier (26 messidor) soient remises à la disposition de l'armée françoise comme gage de ses intentions.

Art. II. Les garnisons qui se trouvent dans ces places, sortiront librement avec tout ce qui leur appartient, et se rendront à l'armée impériale d'Allemagne.

Art. III. L'évacuation de ces places, tant en garnisons qu'en munitions de toutes espèces, devra avoir lieu dans le délai do dix jours au plus. Il sera à cet effet fourni par l'armée françoise toutes les facilités qui sont en son pouvoir, pour les moyens de

transports en tout genre, qui seront à la charge de S. M. l'empereur et roi. Quant à l'occupation des places, il sera remis dans le délai de cinq jours à la disposition de l'armée françoise une des portes sur les grandes communications. . Le choix en sera déterminé par les délégués, qui seront immédiatement envoyés dans le plus court délai pour en constater l'état. 1800

Art. IV. Les munitions de guerre et de bouche et les caisses militaires seront également évacuées.

Il en sera de même de l'artillerie, à l'exception de celle do l'empire. Cette dernière espèce sera constatée et oertifiée par des délégués nommés à cet effet.

Art. V. Il sera déterminé dans le plus court délai, par une convention particulière, les moyens de transport et d'évacuation de ces places, ainsi que la subsistance et l'évacuation des malades qui ne pourraient être transportés avec les garnisons.

Art. VI. Au moyen des dispositions ci-dessus, il y aura une prolongation d'armistice et de suspension d'hostilités entre l'armée de S. M. I. R. et de ses alliés et l'armée de la république française du Rhin de quarante cinq jours, à compter de demain, y compris quinze jours d'avertissement pour la reprise des hostilités, si elles doivent avoir lieu.

Art. VII. Le général en chef de l'armée du Rhin s'engago à faire cesser sur-le-champ les hostilités à l'armée de la république françoise en Italie, dans le cas où la reprise en auroit eu lieu.

Art. VIII. La ligne de démarcation fixée par la convention du 15 juillet dernier (26 messidor) est conservée dans tous ses détails sous la modification comprise dans les articles I. II. III. IV. et V. ci-dessus, et sous quelles ci-après.

Art. IX. L'armée françoise du Rhin reviendra et s'arrêtra sur les deux rives de l'Iser, et l'armée impériale d'Allemagne sur les deux rives de l'Inn, chacune à une distance de 3000 toises, sòit de ces rivières, soit des places sur leurs cours. Il sera seulement placé une chaine d'avant-postes sur la ligne de démarcation, fixée par la convention du 15 juillet dernier (26 messidor).

Art. X. Les dispositions de la dite convention seront exécutées en tout ce qui n'est pas contraire à la présente. L'article 8 de cette convention du 15 juillet (26 messidor) est non seulement applicable aux habitans des places ci-dessus mentionnés, dans toutes ses dispositions, mais le général en chef est en même

1800 tems invité à prendre en considération la situation dans laquelle les habitans ont été mis par les malheurs de la guerre.

Art. XI. La présente convention sera envoyée par des couriers à tous les commandans de corps des armées respectives, tant en Allemagne qu'en Italie, avec la plus grande célérité, afin que non seulement les hostilités soient et restent suspendues, mais pour que la mise à exécution puisse être commencée immédiatement et fixée au terme absolument nécessaire, en égard aux distances.

Art. XII. Il sera nommé par les généraux en chef des deux armées des délégués pour l'exécution des articles de la convention ci-dessus, qui pourroient exiger cette mesure.

Fait double à Hohenlinden, le 20 Septembre (3. jour complémentaire an 8).

Signé: *Comte de Lehrbach.*
Lauer, feldmarechal général.
Le général de brigade: *Victor F. Lahorie.*

Pour copie conforme, le général de division, chef de l'état-major général de l'armée du Rhin.

Signé: *Dessolle.*

---

b.

Proclamation du général Moreau, touchant la démolition d'Ulm, d'Ingolstadt et de Philippsbourg.

Armée du Rhin —. Au quartier général d'Augsbourg, le 21 vendémiaire an 8 (13 Octobre 1800).

Le général en chef: Vu que la démolition des fortifications des places d'Ulm, d'Ingolstadt et de Philippsbourg, importe à l'armée, tant sous les rapports de leur désarmement et non approvisionnement actuel, que sous celui des avantages que l'ennemi pourroit en retirer en cas de succès: considérant, que la conservation de ces places ne paroit pas pouvoir entrer dans un plan d'opérations quelconques de l'armée, considérées, soit comme défensives ou autrement, et que le délai indiqué pour un terme de suspension d'armes pourroit amener une reprise des hostilités trop prochaine, pour que la prudence permette d'attendre une décision du gouvernement sur la destruction des places dont il s'agit: Arrête:

Art. I. Il sera immédiatement et simultanément procédé à

la destruction des fortifications de Philippsbourg, Ingolstadt et Ulm, avec les forts qui en dépendent. 1800

Art. II. Les ouvrages en terre seront effacés, et les parties revêtues de fortifications, particulièrement les faillans des bastions, renversés psr le feu des mines, et onverts.

Art. III. Les places ci-dessus, et principalement celle de Philippsbourg, seront mises, autant que possible, hors d'état d'être reconstruites comme places de guerre, si ce n'est à grands fraix, soit par l'effet des mines ou celui des eaux, en ayant égard néanmoins à ce que les habitations particulières ne soient pas endommagées.

Art. IV. Dans les places d'Ulm et d'Ingolstadt, on se bornera, jusqu'à nouvel ordre, à préparer les mines prêtes à faire leur effet.

Art. V. Le général, commandant l'artillerie, fera fournir la quantité de poudre nécessaire pour les opérations ci-dessus.

Art. VI. Le lieutenant-général St. Suzanne est spécialement chargé de faire accélérer l'arrêté ci-dessus pour Philippsbourg; le lieutenant-général Grenier ponr Ingolstadt; et le lieutenant-général Richepanse, ou celui qui le remplace momentanément, pour Ulm.

Art. VII. Le commandant du génie à l'armée prendra, en ce qui le concerne, toutes les mesures pour l'exécution de l'arrêté ci-dessus.

Signé: *Moreau.*

C.

Convention relative à la prolongation de l'armistice en Italie, conclue entre le comte de Hohenzollern et le général Marmont. A Castiglione, le 7 vendémiaire an 9 de la république française (29 Septembre 1800).

Monsieur le comte de Hohenzollern, lieutenant-général de S. M. l'empereur, d'une part, et le citoyen Msrmont, conseiller d'état et général de division, commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie d'autre part, munis des pleins pouvoirs de leurs généraux en chef respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aurs entre les deux armées un armistice de 45 jours, à compter du 3ème jour complémentaire (20 septembre) y compris quinze jours d'avertissement.

1800 Art. II. Les généraux en chef n'étant point d'accord sur la possession de la Polesine du Ferrarois, il sera envoyé sur le champ un courier à Vienne. Si la réponse est conforme aux demandes du général en chef Brune, la nouvelle ligne sera occupée aussitôt après: si la réponse y est contraire, le général françois aura dès ce moment la faculté d'annoncer la cessation de l'armistice; et quinze jours après les hostilités pourront recommencer.

Art. III. L'armée autrichienne occupera au moyen de postes, Ponti, Monzembano, Borghetto, et Goito (sur la rive droite du Mincio, entre Mantoue et Peschiera). L'armée française occupera de son côté, Ponte S. Marco, Calcinato, Montéchiaro et Azolo (sur la rive gauche de la Miese). Il ne sera fait de part ni d'autre aucuns ouvrages retranchés sur ces divers points.

Art. IV. Les deux armées continueront de tirer leurs subsistances du Mantouan et du Brescian.

Signé: *Le comte de Hohenzollern.*
Le Général Marmont.

---

d.

Capitulation pour la reddition de la place de Livourne aux Français, signée le 24 vendémiaire, an 9 (16 octobre 1800).

Conditions proposées par M. le colonel Siegenthal, commandant de Livourne, et acceptées par le général de brigade Clement.

Art. I. Les troupes impériales chargées de la défense de Livourne, leur commandant, leur major et les troupes de ligne toscanes, qui sout en garnisons daus cette ville, considérées comme troupes alliées, sortiront avec leurs chevaux, armes, bagages et tout ce qui leur appartient, ainsi que l'artillerie et les munitions de guerre de tout genre; ellos iront rejoindre librement leurs corps par la route de Siene, d'Arezzo, et de Cortona.

Art. II. Les malades, les convalescens et ceux qui ne sont pas en état de marcher, resteront à Livourne jusqu'à leur guérison; ils seront traités comme les soldats françois; et à mesure qu'ils se rétabliront, il leur sera permis de rejoindre l'armée autrichienne, et il sera accordé à cet effet tous les moyens de sûreté.

Art. III. On respectera l'indépendance du gouvernement toscan de Livourne, et on ne pourra y faire aucun changement; les employés seront conservés dans l'exercice de leurs fonctions, et les pensionaires jouiront de leurs appointemens.

ART. IV. Les corps de volontaires armés pour la défense 1800 de la Toscane seront respectés, et dans le cas où ils ne seroient plus jugés nécessaires, ils seront congédiés d'une manière honorable et paisible; aucun individu de ce corps, ni ceux qui en avaient le commandement, ne seront inquiétés d'aucune manière, la loyauté de la nation françoise ne pouvant que louer ceux qui ont obéi avec zèle et activité à la voix de la patrie, lorsqu'elle les appelloit à sa défense.

ART. V. Les habitans de la ville de Livourne et de son district ne seront point inquiétés ni recherchés à raison d'opinions politiques; mais ils seront protégés et maintenus dans la jouissance de leurs propriétés, et garantis de toute vengeance particulière.

ART. VI. Les habitans de Livourne qui, pour des raisons particulières jugeroient à propos de sortir de cette ville et même de la Toscane, pour passer ailleurs, en auront la liberté, et obtiendront les passeports nécessaires pour la sûreté de leur personne et de leurs effets.

ART. VII. Le commandant autrichien pourra expédier sur-le-champ un courier au général Sommariva, dans quel lieu qu'il se trouve, pour lui rendre compte de ce qu'il jugera à propos.

ART. VIII. Les bâtimens marchands autrichiens qui se trouvent dans la darse et dans le port, et en général toutes les propriétés autrichiennes seront respectées et garanties.

Signé: *Siegenthal,* colonel.

Réponse. Ne reconnaissant, monsieur, d'autre manière de traiter que celle conforme à l'honneur j'accepte entièrement vos conditions, jusqu'à ce que j'aie la facilité de pouvoir en conférer avec vous. Ami des usages et du respect pour les propriétés et les opinions politiques et religieuses, soyez persuadé que je ne puis en agir autrement. M. le général Sommariva me connoît déjà.

Signé: Le général de brigade *Clement.*

123.

28 Juillet 1800.

1800 Articles préliminaires de paix entre S. M. impériale et royale et la République française, signés à Paris le 9 Thermidor an 8 (mais non ratifiés) publiés officiellement en France.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VII, p. 82.)

S. M. l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème etc. etc. et le premier consul de la république française, au nom du peuple français, également animés du désir de mettre fin aux maux de la guerre par une paix promte, juste et solide, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'empereur roi et la république françoise.

Art. II. Jusqu'à la conclusion d'une paix définitive les armées resteront, tant en Allemagne qu'en Italie respectivement, dans la position où elles se trouvent, sans s'étendre davantage vers le midi de l'Italie. De son côté S. M. imp. s'engage à concentrer toutes les forces qu'elle pourroit avoir dans les états du Pape, dans la forteresse d'Ancône, à faire cesser la levée extraordinaire qui se fait en Toscane, et à empêcher tout débarquement des ennemis de la république française à Livourne ou sur tout autre point des côtes.

Art. III. Le traité de Campo-Formio sera pris pour base de la pacification définitive, sauf les changemens devenus nécessaires.

Art. IV. S. M. impériale ne s'oppose pas à ce que la république française conserve les limites du Rhin telles qu'on en étoit convenu à Rastadt, c'est à dire, la rive gauche du Rhin depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire de la Suisse jusqu'à celui où il entre dans le territoire de la république batave; et s'engage de plus, à céder à la république françoise la souveraineté et la propriété du Frickthal, et tout ce qu'appartient à la maison d'Autriche entre Zurzac et Bâle.

Art. V. La république française n'entend pas garder Cassel, Kehl, Ehrenbreitstein et Dusseldorf. Ces places seront rasées, sous condition qu'il ne pourra être élevé sur la rive droite du Rhin, et jusqu'à la distance de trois lieues aucune fortification, soit en maçonnerie soit en terre.



Art. VI. Les indemnités que S. M. l'empereur et roi devoit avoir en Allemagne, en vertu des articles secrets du traité de Campo-Formio, seront prises en Italie; et quoiqu'on se réserve lors de la pacification définitive, do convenir de la position et de la quotité des dites indemnités, cependant on établit ici pour base que S. M. l'empereur et roi possédera, outre les pays que lui accordoit en Italie le traité de Campo-Formio, un équivalent à la possession de l'archévêché de Salzbourg, et de la partie du cercle de Bavière situé entre l'archévêché de Salzbourg, les rivières de l'Inn et de Salza, et le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg sur la rive gauche de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises, et du Frickthal, qu'il cède à la république françoise. 1800

Art. VII. Les ratifications des présens articles préliminaires seront échangées à Vienne, avant le 27 thermidor (15 août.).

Art. VIII. Immédiatement après l'échange des ratifications, les négociations pour la paix définitive continueront. On conviendra de part et d'autre du lieu de la négociation. Les plénipotentiaires y seront rendus au plus tard vingt jours après le dit échange.

Art. IX. S. M. l'empereur et roi et le premier consul de la république française s'engagent réciproquement, sous parole d'honneur, à tenir les présens articles secrets jusqu'à l'échange des ratifications.

Art. X. Les pouvoirs de Mr de St. Julien étant contenus dans une lettre de l'empereur au premier consul, les pleinspouvoirs revêtus des formalités ordinaires seront échangés avec les ratifications des présens préliminaires, lesquels n'engageront les gouvernemens respectifs qu'après la ratification.

Nous soussignés avons arrêté et signé les présens préliminaires de paix, à Paris le 9 thermidor an 8 de la république française (28 juillet 1800).

Signé: *J. comte de St. Julien*, général.
Ch. M. Talleyrand.

1800

124.

25 Décembre 1800.
16 Janvier 1801.
26 Janvier 1801.

Armistice de Steyer (25 Décembre 1800); Armistice de Trévise (16 Janvier 1801) entre les armées française et impériale en Allemagne et en Italie; Convention de Lunéville du 26 Janvier 1801 pour la prolongation de ces armistices et pour l'évacuation des forteresses sur la rive gauche de l'Adige.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VII, p. 286. Archives de Hormayr pour 1810, t. III.)

Traités d'armistice entre les armées impériales et françaises en Allemagne et en Italie.

a.

Traité d'armistice entre les armées française et impériale en Allemagne, conclu à Steyer le 25 Décembre 1800.

Sa Maj. l'empereur et roi voulant traiter de suite de la paix avec la république française, quelle que soit la détermination de ses alliés, les généraux en chef de l'armée française et impériale en Allemagne désirant arrêter, autant qu'il est en leur pouvoir les maux inséparables de la guerre, sont convenus de traiter d'un armistice et suspension d'armes et à cet effet ont chargé respectivement de pouvoirs spéciaux, savoir: Le général en chef Moreau le général de brigade Victor Lahorie, et S. A. R. l'archiduc Charles le général-major comte de Grune et le colonel de Weirother de l'état-major; lesquels ont arrêté ce qui suit.

Art. I. La ligne de démarcation entre la portion de l'armée gallo-batave en Allemagne sous les ordres du général Augereau, dans les cercles de Westphalie, du Haut-Rhin et de Franconie jusqu'à Bayersdorf, sera déterminée particulièrement entre ce général et celui de l'armée impériale qui lui est opposé.

De Bayersdorf cette ligne passe à Erlang et Nuremberg,

Neumark, Parsberg, Glabern, Stadt am Hof et Ratisbonne où elle 1800
passe le Danube dont elle longe la rive droite jusqu'à l'Erlaff qu'elle remonte jusqu'à sa source, passe à Markt-Gemming, Bogelbach, Gosslingen, Hemmen, Mendlingen, Leopoldstein, Eisenarzt, Vordernberg et Leoben, sur la rive gauche de la Muhr jusqu'au point où cette rivière coupe la route de Salzbourg à Klagenfurt, qu'elle suit jusqu'à Spital, remonte la chaussée de Vérone par Linck et Brixen jusqu'à Botzen, de là passe à Merano, Glarus et St. Martin, et arrivée par Bormio, dans la Valtelinie où elle se lie avec l'armée d'Italie.

Art. II. La carte d'Allemagne par Chauchard servira de règle dans les discussions qui pourroient s'élever sur la ligne de démarcation ci-dessus.

Art. III. Sur les rivières qui sépareront les deux armées, la cession ou la conservation des ponts sera réglée par des arrangemens particuliers, suivant que cela sera jugé utile, soit pour le besoin des armées, soit pour celui du commerce. Les généraux en chef des armées respectives s'entendront sur ces objets, ou en donneront le droit aux généraux commandant les troupes sur ces points. La navigation des rivières restera libre, tant entre les armées que pour le pays.

Art. IV. L'armée française non seulement occupera exclusivement tous les points de la ligne de démarcation ci-dessus déterminés; mais encore, pour mettre un intervalle continuel entre les deux armées, la ligne des avant-postes de l'armée impériale sera dans toute son étendue, à l'exception du Danube, à un mille au moins d'Allemagne de distance de celle de l'armée française.

Art. V. A l'exception des sauve-gardes, ou gardes de police qui seront laissées ou envoyées dans le Tyrol, par les deux armées respectives, et en nombre égal, mais qui sera le moindre possible (ce qui sera réglé par une convention particulière), il ne pourra rester aucune autre troupe de S. M. l'empereur dans l'enceinte de la ligne de démarcation. Celles qui se trouvent dans ce moment dans les Grisons, le Tyrol et la Carinthie, devront se retirer immédiatement par la route de Klagenfurth sur Bruck, pour rejoindre l'armée de l'Allemagne, sans qu'aucune puisse être dirigée sur l'armée d'Italie. — Elles se mettront en route de points où elles sont, aussitôt l'avis donné de la présente convention, et leur marche sera réglée sur le pied d'une poste et demie d'Allemagne par jour. Le général en chef de l'armée française du

1800 Rhin est autorisé à s'assurer de l'exécution de cet article par des délégués chargés de suivre la marche des troupes impériales jusqu'à Bruck. Les troupes autrichiennes et impériales qui auroient à se retirer du Haut-Palatinat, de la Souabe et de la Franconie, se dirigeront par le chemin le plus court au-delà de la ligne de démarcation.

L'exécution de cet article ne pourra être retardée sous aucun prétexte, au delà du tems nécessaire eu égard aux distances.

Art. VI. Les forts de Kufstein et Schärding, ainsi que les autres points de fortifications permanentes dans le Tyrol, seront remis en dépôt à l'armée françoise, pour être rendus dans le même état où ils se trouvent à la conclusion et ratification de la paix, si elle suit cet armistice sans reprise d'hostilités. Les débouchés de Prenzernzant, Nauders et autres points de fortifications de campagne, dans le Tyrol, seront mis à la disposition de l'armée françoise.

Art. VII. Les magasins appartenans dans le pays à l'armée impériale, sont laissés à sa disposition.

Art. VIII. La forteresse de Wurzbourg en Franconie, et la place de Braunau en Bavière, seront également remises en dépôt à l'armée françoise, pour être rendues aux mêmes conditions que les forts de Schärding et Kufstein.

Art. IX. Les troupes, tant de l'empire, que de S. M. imp. et roy. qui occupent ces places, les évacueront, savoir: la garnison de Wurzbourg le 16 nivose (6 janv. 1801), celle de Braunau le 14 nivose (4 janv.), et celles des forts du Tyrol le 18 nivose (8 janv.).

Art. X. Toutes les garnisons sortiront avec les honneurs de la guerre, et se rendront avec armes et bagages, par le plus court chemin, à l'armée impériale. — Il ne pourra être rien distrait par elles de l'artillerie, des munitions de guerre ou de bouche, et approvisionnement de tout genre de ces places à l'exception des subsistances nécessaires pour la route jusqu'au delà de la ligne de démarcation.

Art. XI. Des délégués seront respectivement nommés pour constater l'état des places dont il s'agit, mais sans que le retard qui seroit apporté à cette mission, puisse en entraver l'évacuation.

Art. XII. Les levées extraordinaires ordonnées dans le Tyrol seront immédiatement licenciées et les habitans renvoyés dans leurs foyers. L'ordre de l'exécution de ce licenciement ne pourra être retardé sous aucun prétexte.

Art. XIII. Le général en chef de l'armée du Rhin voulant 1800 de son côté donner à S. A. R. l'archiduc Charles une preuve non équivoque des motifs qui l'ont déterminé à demander l'évacuation du Tyrol, déclare, qu'à l'exception des forts de Kufstein, Schärding et Finstermunz, il se bornera à avoir dans le Tyrol les sauvegardes ou gardes de police déterminées dans l'art. V pour assurer les communications; il donnera en même tems à tous les habitans du Tyrol toutes les facilités qui sont en son pouvoir pour leur subsistance, et l'armée française ne s'immiscera en rien dans le gouvernement du pays.

Art. XIV. La portion de territoire du l'empire et des états de S. M. l'empereur compris dans la ligne de démarcation, est mise sous la sauve-garde de l'armée française pour le maintien du respect des propriétés et des formes actuelles du gouvernement des peuples. Les habitans de ces pays ne seront point recherchés pour raison des services rendus à l'armée impériale ni pour opinions politiques, ni pour avoir pris une part active à la guerre.

Art. XV. Au moyen des dispositions ci-dessus, il y aura entre l'armée gallo-batave, celle du Rhin, et l'armée impériale en Allemagne et de ses alliés dans l'empire germanique, une suspension d'armes et armistice qui ne pourra être moindre do trente jours. A l'expiration de ce délai, les hostilités ne pourront recommencer qu'après 15 jours d'avertissement, comptés de l'heure où la notification de rupture sera parvenue, et l'armistice sera prolongé indéfiniment jusqu'à cet avis de rupture.

Art. XVI. Aucun corps ni détachement, tant de l'armée du Rhin que de celle de S. M. I. en Allemagne, ne pourra être renvoyé aux armées respectives en Italie, tant qu'il n'y aura point d'armistice entre les armées françoises et impériales dans ce pays.

L'inéxecution de cet article seroit regardée comme une rupture immédiate de l'armistice.

Le général en chef de l'armée du Rhin fera parvenir le plus promptement possible la présente convention aux généraux en chef des armées gallo-batave des Grisons et d'Italie, avec la pressante invitation, particulièrement au général en chef de l'armée d'Italie, de conclure de son côté une suspension d'armes. Il sera donnée en même tems toute facilité pour le passage des officiers, ou couriers que S. A. R. l'archiduc Charles croira devoir envoyer,

1801 soit dans les places à évacuer dans le Tyrol, et en général dans la ligne de démarcation, durant l'armistice.

Fait double à Steyer, le 25 décembre 1800.

Signé: Le général-major comte de *Grunne*.
Le colonel *Wairother*.
Le général de brigade *Lahorie*.

---

b.

Armistice conclu entre le général commandant l'armée française en Italie, et M. de Bellegarde, commandant en chef l'armée autrichienne; conclu à Trévise, le 16 janv. 1801 (26 nivose an 9).

Les généraux en chef des armées française et autrichienne en Italie, voulant arrêter l'effusion du sang au moment où les deux gouvernemens travaillent à la conclusion de la paix, ont nommé et muni de leurs pleinspouvoirs les citoyens Marmont, général de division et conseiller d'état, et Sebastiani, chef de brigade des Dragons, M. le comte de Hohenzollern, lieutenant-général, et M. le baron de Zach, général-major, pour traiter d'un armistice, lequel a été arrêté aux conditions suivantes:

Art. I. Il y aura suspension d'armes entre les armées de la république française et celles de S. M. l'empereur et roi en Italie, jusqu'au 5 pluviôse (25 janv.). Les hostilités ne pourront cependant recommencer que 15 jours après la dénonciation des commandans en chef respectivs en Italie.

Art. II. Sont compris dans cet armistice tous les corps faisant partie des armées d'Italie et des Grisons, et ceux des armées impériales d'Italie et du Tyrol.

Art. III. Les armées françaises se mettront en route demain 28 nivose (18 janv.) pour occuper leur nouvelle ligne. Cette ligne suivra la rive gauche de la Livenza depuis la mer jusqu'à la source de cette rivière, près de Golfenigo: de là elle passera sur la cime des hautes montagnes qui séparent la Piave de la Celine, en suite sur les monts Mauri, Croupit, Reuda et Raupt-al Spich, d'où elle descendra dans la vallée du Kaug par Aich, et remontera la montagne pour redescendre dans la vallée de la Drave à Mittewald; elle suivra cette rivière jusq'à Lientz, où elle se joindra à la ligne de démarcation arrêtée par la convention d'Allemagne.

Art. IV. L'armée impériale royale prendra pour ligne de

démarcation la rive droite du Tagliamento depuis la mer jusqu'à la source de cette rivière près de Montemarne. De ce point la ligne s'élevera, et suivra celle qui est décrite dans l'article précédent, laquelle sera commune aux deux armées. 1801

Art. V. Le pays compris entre les deux lignes de démarcation est déclaré neutre, on ne pourra y mettre des troupes en cantonnement, mais seulement des postes ou piquets pour garder les principaux passages. Ces postes ne pourront être éloignés des rivières que d'une demi-mille.

Art. VI. Il sera tiré une ligne qui divisera le pays neutre en deux parties, pour se procurer des vivres. Cette ligne suivra le ruisseau de Celine jusqu'à Barko, passera par Villata, Portogruaro et suivra la Limene jusqu'à la mer.

Art. VII. Les places de Peschiera et Sermione, les forts de Vérone et de Legnago, la ville et la forteresse de Ferrare, la ville et le fort d'Ancône seront remis à l'armée françoise, aux conditions suivantes.

1) Les garnisons sortiront librement, avec les honneurs de la guerre et joindront l'armée impériale avec armes et bagages. 2) Toutes les pièces d'artillerie de calibre impérial, avec leurs munitions, sortiront librement, ainsi que tous les autres objets appartenant à S. M. I. qui ne sont point désignés dans les articles suivans: on donnera 6 semaines à l'armée autrichienne pour effectuer cette évacuation. 3) Toutes les pièces d'artillerie de calibre non impérial seront remises en propriété à l'armée françoise, avec leurs munitions. Quant aux moyens de transport, l'armée françoise se charge de fournir jusqu'à la mer, les bateaux nécessaires pour l'évacuation des effets qui se trouvent dans les places et forteresses de Vérone, Legnago et Ferrare. L'armée françoise procurera les moyens nécessaires pour transporter depuis Vérone les objets qui se trouveront dans les forteresses et places de Sermione et Peschiera, lesquels seront embarqués sur l'Adige. La partie de la flotille qui est actuellement sur le lac de Garda, et que l'on a prise aux François, lors de la reddition de Peschiera, leur sera rendue, et celle qui appartient comme propriété à l'armée autrichienne, ne pourra être évacuée que par le Mincio et le Po, et l'armée autrichienne restera chargée de son évacuation. Si dans le terme de six semaines convenues pour l'évacuation totale des effets appartenant à l'armée impériale, celle-ci n'avait pu effectuer celle de la partie de la flotille qui reste à sa disposition, elle s'engage à la laisser en propriété à l'armée françoise, sans y faire aucun dommage. 4) L'approvisionnement des places sera divisé en par-

1801 ties égales, une moitié suivra les garnisons autrichiennes, l'autre moitié restera à la garnison françoise, les garnisons autrichiennes emmeneront le bétail en entier. 5) Ces places seront remises en dépôt à l'armée françoise, jusqu'à la paix; elle s'engage de les laisser dans l'état actuel.

Art. VIII. On donnera aussitôt les ordres pour l'évacuation des places qui doivent être remises, et les commandans sortiront avec leurs garnisons le plutôt possible, et au plus tard trois jours après la réception des ordres qui leur seront transmis par des couriers extraordinaires. Les commissaires nommés pour l'évacuation des places y resteront jusqu'à la fin de cette opération, avec la garde autrichienne nécessaire pour la police des magasins.

Art. IX. Les commissaires destinés à recevoir les arsenaux et les magasins, auront seuls la faculté d'entrer dans les places avant la sortie des garnisons autrichiennes; pendant les 12 heures qui précéderont l'entrée des troupes françoises dans les places, elles n'en occuperont qu'une porte.

Art. X. Les malades qui resteront dans les places, ne seront pas regardés comme prisonniers de guerre. L'armée françoise les fera soigner et les renverra à l'armée autrichienne qui tiendra compte des dépenses qu'ils auront occasionnés.

Art. XI. Si une ou plusieurs places se trouvoient rendues au moment de l'arrivée des couriers qu'aura expédiés le général en chef de Bellegarde, il ne sera fait pour cela aucun changement à la capitulation, et elle sera exécutée dans toute sa teneur.

Art. XII. La forteresse de Mantoue restera bloquée par les postes français, qui se tiendront à 800 toises de l'esplanade. Il sera permis d'y envoyer des vivres pour la garnison, de 10 jours en 10 jours; ils seront fixés à 15 mille rations de farine, 1500 de fourages, et les autres denrées à proportion. Les habitans auront la liberté de faire venir de tems en tems les vivres qui leur seront nécessaires; mais l'armée françoise sera libre de prendre les mesures qu'elle jugera convenables pour empêcher que la quantité n'excède la consommation journalière, qui sera calculée en raison de la population. Les communications pour le transport des vivres à Mantoue auront lieu par le Po jusqu'à Governolo, et ensuite par le Mincio.

Art. XIII. Les individus attachés au gouvernement autrichien, seront respectés, ainsi que les propriétés; personne ne pourra être inquiété pour ses opinions politiques.

Art. XIV. La carte de Dalbe servira de règle dans les dis-

cussions qui pourroient s'élever relativement à la ligne de dé- 1801.
marcation susdite.

Art. XV. Il sera donné des passeports nécessaires pour l'expédition des couriers.

Fait double à Trevise, le 26 nivose (16 janv.) an 9.

Signé: *Le Comte de Hohenzollern-Hechingen,* L. G. de S. M. imp. et roy.
De Zach, gén.-maj., quartiermaître-général.
Marmont, conseiller d'état, général de division.
Orazio Sebastiani, chef de brigade.

---

c.

Convention entre les plénipotentiaires de S. M. imp. et ceux de la république française, pour la prolongation de l'armistice; conclue à Lunéville, le 26 janvier 1801 (6 pluviôse an 9).

Art. I. Les troupes de S. M. imp. et roy., qui occupent des places à la droite de l'Adige, et notamment Mantoue, Peschiera, Porto-Legnago, Ferrare et Ancône, les évacueront aussitôt après la notification de la présente convention.

Art. II. Toutes les garnisons sortiront avec les honneurs de la guerre, et se rendront avec armes et bagages par le plus court chemin à l'armée autrichienne. Il ne pourra être distrait par elles de l'artillerie de siège, munitions de guerre et de bouche, et approvisionnemens en tout genre de ces places, à l'exception des subsistances nécessaires pour leur route jusqu'au delà de la ligne de démarcation.

Art. III. Immédiatement après l'expédition des ordres pour l'évacuation des susdites places, une ligne de démarcation sera déterminée sans aucun délai, entre les généraux des armées française et autrichienne, sur la base de leurs positions militaires approchées autant que possible des convenances des deux armées.

Art. IV. Au moyen des dispositions ci-dessus, il y aura entre l'armée de S. M. I. et R. en Italie, et les armées françaises, un armistice et suspension qui ne pourra être moindre de 30 jours, lesquels commenceront à courir du 3. février 1801 (14 pluviôse an 9) à l'expiration de 30 jours, les hostilités ne pourront recommencer qu'après 15 jours d'avertissement, à compter de l'heure où la notification de rupture sera parvenue, et l'armistice sera prolongé indéfiniment jusqu'à cet avis de rupture.

1801 Art. V. L'armistice d'Allemagne ne pourra être dénoncé qu'en même tems que celui d'Italie.

Art. VI. Dans le cas où les généraux en chef des armées respectives en Italie auroient arrêté une convention d'armistice, avant que la présente vienne à leur connoissance, celle conclue par les dits généraux sera la seule exécutée; bien entendu que l'évacuation des cinq places stipulées dans l'article I, aura lieu dans tous les cas.

Pour copie conforme à l'original envoyé aux gouvernemens respectifs.

Signé: *Louis comte de Cobenzl.*
Joseph Bonaparte.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU PREMIER VOLUME.

IMPRIMERIE DE F. A. BROCKHAUS.